



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-04

Nouvelles lois

p. 05

Séances publiques

p. 06-85

Questions au Gouvernement

p. 86-99

2021-2022

N°19

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-04

Nouvelles lois p. 05

Séances p. 06-85

55^e séance du jeudi 2 juin 2022 p. 06-21

56^e séance du mardi 7 juin 2022 p. 21-45

57^e séance du mercredi 8 juin 2022 p. 46-85

Questions au Gouvernement p. 86-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
17/01/2023

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Réception de Nouvel An

« La Chambre est plus forte, plus ouverte et plus transparente »

Pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire, la réception de Nouvel An à la Chambre des Députés s'est tenue en présentiel le 9 janvier 2023 à l'Hôtel de la Chambre. Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le Secrétaire général, M. Laurent Scheeck, et les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ont exprimé leurs vœux au Ministre aux Relations avec le Parlement, M. Marc Hansen, aux représentants du Conseil d'État et du Service central de législation (SCL), MM. Christophe Schiltz et John Dann, à la presse ainsi qu'aux collaborateurs des groupes et sensibilités politiques et de l'Administration parlementaire.

« La Chambre des Députés est aujourd'hui une institution plus forte, plus ouverte et plus transparente que jamais », a affirmé d'emblée le Président de la Chambre des Députés. Ce constat s'appuie sur le fait que la Chambre a agi comme centre de la démocratie pendant la pandémie et qu'elle a démontré sa résilience en temps de crise. Elle peut compter sur le soutien de partenaires forts tels que les différents organes rattachés au Parlement, à savoir l'Ombudsman, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), le Centre pour l'égalité de traitement (CET) ou encore la Cour des comptes, dont les représentants étaient également conviés à la réception de Nouvel An.

« Un Parlement fort est d'autant plus important aujourd'hui face aux tendances autoritaires, alarmistes ou intimidantes qui recevront une fin de non-recevoir. Nous allons lever nos voix pour défendre nos valeurs pluralistes. La démocratie ne doit pas être sur la défensive », a souligné M. Etgen lors de son allocution. Le Président de la Chambre des Députés a constaté que l'institution était « prête à relever les défis à venir », bien que le Parlement puisse se retrouver dans une nouvelle composition suite aux élections du mois d'octobre 2023.

La Chambre des Députés s'appuie sur une Administration parlementaire en constante évolution qui compte désormais 150 membres. Quelque 70 projets sont actuellement en cours, surtout dans le domaine de la digitalisation.

Le Président de la Chambre a également souligné les efforts réalisés dans le but de rendre le travail parlementaire plus transparent. Au-delà de la mise en



Le Président de la Chambre des Députés a dressé un bilan sur l'année précédente et donné un aperçu des événements majeurs prévus en 2023.

place du registre de transparence et d'une version réformée des déclarations d'intérêts financiers (consultables sur chd.lu), un nouveau site Internet a vu le jour et des centaines de milliers de données sont désormais accessibles au grand public au format « open data ». La Chambre des Députés ouvrira par ailleurs ses portes au public au printemps 2023 dans le cadre de la « Journée portes ouvertes des institutions ».

En 2023, le Luxembourg célébrera également le 175^e anniversaire de la Constitution de 1848. À cette occasion, la Chambre des Députés organisera une fête populaire et une séance académique en date du 28 avril 2023 à Ettelbruck, en étroite coopération avec l'administration communale locale, de même qu'une exposition en collaboration avec les Archives nationales.

La Constitution révisée renforce le rôle de la Chambre

Le dialogue intensifié avec le citoyen a davantage renforcé le rôle du Parlement luxembourgeois. Le Président de la Chambre des Députés a rappelé les différents outils qui ont été ou seront mis en place pour renforcer ce dialogue et la participation citoyenne.

M. Etgen a notamment évoqué l'initiative législative citoyenne, inscrite dans la Constitution révisée et qui sera en vigueur le 1^{er} juillet 2023, les pétitions ou encore les actions de la Chambre dans le contexte de l'initiative « Conférence sur l'avenir de l'Europe » au niveau européen. « La Chambre n'est plus seulement l'institution qui représente le citoyen, mais celle où le citoyen est constamment impliqué. [...] La participation citoyenne renforce non seulement l'institution, mais rend notre société plus forte. »

Une année marquée par le conflit en Ukraine

Suite à la crise sanitaire, le Luxembourg est confronté à de nouvelles crises : le conflit en Ukraine et les conséquences qui en résultent comme l'impact sur l'approvisionnement énergétique et la hausse des prix. « La Chambre des Députés soutient activement l'Ukraine et entretient des contacts très réguliers avec des représentants politiques ukrainiens », a expliqué le Président de la Chambre des Députés face aux représentants de la presse. M. Etgen a rappelé l'intervention du Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, qui s'est adressé aux députés via visioconférence le 2 juin 2022, la visite officielle à la Chambre de la Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République d'Ukraine, Mme Emine Dzhaparova, et celle de la Vice-Présidente du Parlement ukrainien, Mme Olena Kondratiuk, ainsi que la visite du Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, à Kyiv.

Plusieurs événements internationaux sont à l'agenda de la Chambre en 2023, notamment la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) qui rassemblera du 19 au 22 mai 2023 environ 300 parlementaires des États membres de l'Alliance atlantique et de l'Ukraine au Luxembourg.



Le Président de la Chambre des Députés, le Secrétaire général ainsi que les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ont exprimé leurs vœux de Nouvel An.

Retrouvez le discours (en luxembourgeois) du Président de la Chambre des Députés en scannant le code QR suivant :



Chaire de recherche en études parlementaires

Signature de la convention pluriannuelle 2022-2026



De gauche à droite : M. Charles Margue, député membre du comité de pilotage de la Chaire de recherche en études parlementaires, le Prof. Jens Kreisel, vice-recteur à la recherche et recteur nommé de l'Université du Luxembourg, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, et le Prof. Philippe Poirier, titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Prof. Jens Kreisel, vice-recteur à la recherche et recteur nommé de l'Université du Luxembourg, ont apposé leur signature sur la convention relative à la Chaire de recherche en études parlementaires pour la période de 2022 à 2026. Cette signature marque le renouvellement de la Chaire de recherche en études parlementaires, qui se trouve sous la direction du Prof. Philippe Poirier et qui bénéficie d'un soutien politique et financier de la part de la Chambre des Députés depuis son lancement en 2011.

Le fer de lance majeur et novateur de cette convention pluriannuelle est la création de l'Observatoire du politique, nommé Polindex. L'analyse de l'état politique et le baromètre sociopolitique du Luxembourg à l'horizon des élections législatives de 2023 et des élections européennes de 2024 constituent les éléments essentiels de ce projet de recherche. L'opinion publique quant aux rapports de la population avec la démocratie, les institutions et les organisations de la société civile sera au cœur de cette étude. Elle sera

réalisée sur plusieurs années à travers des sondages et questionnaires dans un espace-temps régulier et permettra d'identifier les éléments déterminant le comportement non seulement socioculturel, mais aussi socioéconomique et sociopolitique des électeurs.

Outre Polindex, la Chaire parlementaire lancera trois autres projets de recherche, à savoir :

- le traitement et la construction de l'information dans les parlements dans le contexte du débat législatif et du contrôle du gouvernement ;
- l'évolution de la représentativité politique, les référendums et les démocraties modernes, participatives et délibératives ;
- la gouvernance économique européenne.

Le dernier projet sera consacré à l'évolution et l'innovation sociodémographiques dans un contexte de diplomatie politique et de résilience vis-à-vis des multiples crises socio-économiques auxquelles les États membres de l'Union européenne doivent actuellement faire face.

Aux activités de recherche de la Chaire s'ajoutent ses activités d'enseignement supérieur, elles aussi cofinancées par la Chambre des Députés. Le nouveau master international en études parlementaires de l'Université du Luxembourg, créé en 2020, ainsi que l'encadrement de doctorants par les professeurs de la Chaire concourent à la formation des futurs experts en études politiques et parlementaires, tant au niveau national qu'international. L'organisation conjointe de conférences et de séminaires thématiques s'inscrit dans la même logique et vise de manière plus large la participation des hommes et femmes politiques, de la communauté scientifique et du grand public.

« Un message de renouveau »

Pour la réalisation de différents projets dans le cadre du master en études parlementaires, un montant de 810.000 euros est alloué, dont environ 297.000 euros pour les études législatives et 512.000 euros pour le volet « Études électorales » de la Chaire de recherche en études parlementaires. Entre 2018 et 2022, la contribution financière globale s'élevait à 680.000 euros, la convention prévoyant une contribution de 339.000 euros à laquelle s'ajoutaient des études réalisées en dehors de la convention telles que l'étude Studialux.

« Cette collaboration renouvelée est tout d'abord un signe de continuité, de succès et de travail assidu de longue haleine », s'est réjoui le Président de la Chambre des Députés, en soulignant que cette nouvelle convention dégage un message de renouveau, d'innovation, de changements et de renforcement. « La création d'un Observatoire du politique, vœu de longue date de bon nombre de députés, est à saluer », a-t-il ajouté.

« Un Parlement qui soutient la science contribue à renforcer la démocratie », a expliqué le Prof. Jens Kreisel. « Les nouveaux projets de recherche analyseront les tendances sociales au Luxembourg et devraient également fournir des conseils politiques. Pour l'université, le développement sociétal est l'un de nos thèmes prioritaires, et servir le pays et sa société fait partie de notre stratégie. »

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... S. E. M. Aleksandar Tasić, Ambassadeur de la République de Serbie



Gel et confiscation des instruments et produits du crime dans l'UE

7452 – Projet de loi sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués et modifiant :

1° le Code pénal ;

2° le Code de procédure pénale ;

3° la loi modifiée du 5-15 septembre 1807 sur le privilège établi au profit du Trésor public pour le remboursement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police ;

4° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

5° la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération inter-administrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions et des cotisations d'assurance sociale ;

6° la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg en vue de la transposition :

– de la décision 2007/845/JAI du Conseil du 6 décembre 2007 relative à la coopération entre les bureaux de recouvrement des avoirs des États membres en matière de dépistage et d'identification des produits du crime ou des autres biens en rapport avec le crime ;

– de certaines dispositions de la directive 2014/42 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne ;

– de la directive (UE) 2019/1153 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière, et abrogeant la décision 2000/642/JAI du Conseil

Le projet de loi n° 7452 a pour objet de parachever la transposition de la directive 2014/42/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne, laquelle a déjà fait l'objet d'une transposition par la loi du 1^{er} août 2018 portant modification de diverses dispositions en vue d'adapter le régime de confiscation.

Par avis motivé du 11 mars 2019, la Commission européenne a estimé qu'il ressort de l'analyse des mesures de transposition notifiées que le Luxembourg n'a que partiellement mis en œuvre les obligations découlant de la directive susvisée. Entre-temps, la Commission européenne a saisi la Cour de Justice de l'Union européenne afin de faire condamner le Grand-Duché de Luxembourg pour les manquements constatés.

Afin de remédier aux manquements mis en exergue par la Commission européenne, le projet de loi entend opérer des changements au niveau du Code pénal, du Code de procédure pénale, de la loi modifiée du 5-15 septembre 1807 sur le privilège établi au profit du Trésor public pour le remboursement des frais de justice en matière

criminelle, correctionnelle et de police, de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ainsi que de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises.

Les principaux changements proposés sont les suivants :

– la création d'un Bureau de gestion des avoirs (BGA) placé sous l'autorité du Ministre ayant la Justice dans ses attributions, et désigné comme « bureau centralisé », au sens de l'article 10 de la directive 2014/42/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne ;

– la création d'un Bureau de recouvrement des avoirs (BRA) auprès du ministère public, et désigné comme « Bureau national de recouvrement des avoirs patrimoniaux » au sens de la décision 2007/845/JAI du Conseil du 6 décembre 2007 relative à la coopération entre les bureaux de recouvrement des avoirs des États membres en matière de dépistage et d'identification des produits du crime ou des autres biens en rapport avec le crime ;

– une adaptation du régime de confiscation, afin de permettre une exécution de cette peine conforme aux exigences de la directive ;

– une adaptation de l'article 3-6 du Code pénal en étendant l'accès à l'avocat à toute personne justifiant d'un droit sur un bien placé sous la main de la justice.

Le projet de loi n° 7452 vise également à transposer la directive (UE) 2019/1153 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière, et abrogeant la décision 2000/642/JAI du Conseil.

Pour ce faire, il y a lieu d'opérer une modification ponctuelle dans la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27/06/2019

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

17/07/2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

06/10/2021 Examen des amendements gouvernementaux

Examen de l'avis du Conseil d'État

23/02/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

18/05/2022 Examen du 2^e avis complémentaire du Conseil d'État

01/06/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07/06/2022

Loi du 22 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 323, page 1

Intervention par visioconférence devant la Chambre des Députés de M. Volodymyr Zelensky, Président de la République d'Ukraine

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique p. 06
M. Fernand Etgen, Président

2. Ordre du jour p. 06
M. Fernand Etgen, Président

3. Discours introductif de M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés p. 06
M. Fernand Etgen, Président

4. Discours de M. Volodymyr Zelensky, Président de la République d'Ukraine p. 06
M. Volodymyr Zelensky, Président de la République d'Ukraine

5. Discours de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 07
M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

6. Mots de conclusion de M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés p. 09
M. Fernand Etgen, Président

7. Débat suivant le discours de M. Volodymyr Zelensky, Président de la République d'Ukraine p. 09
Débat : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | M. Yves Cruchten (dépôt de la motion 1) | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Dan Kersch) (dépôt de la motion 2) | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Motion 1 : M. Fernand Kartheiser | M. Claude Wiseler | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Claude Wiseler (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : M. Yves Cruchten | Mme Nathalie Oberweis | M. Fernand Kartheiser

Vote sur la motion 2 (rejetée)

M. Volodymyr Zelensky, Président de la République d'Ukraine, assiste par visioconférence à la première partie de la séance publique.

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Sam Tanson, M. Henri Kox, M. Franz Fayot et M. Claude Haagen, Ministres.

Ont pris place aux tribunes : Mme Emine Dzhaparova, Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République d'Ukraine, accompagnée d'une délégation ukrainienne, ainsi que des membres du corps diplomatique résident.

(La séance publique est ouverte à 10.03 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | J'ouvre la séance publique.

2. Ordre du jour

L'ordre du jour proposé par la Conférence des Présidents vous a été transmis.

Est-ce que la Chambre des Députés y donne son accord ?

(Assentiment)

L'ordre du jour est adopté.

3. Discours introductif de M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés

Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Députés, Mesdames et Messieurs les Ministres, Excellences, Mesdames et Messieurs, pour la première fois dans l'histoire de notre Parlement, nous accueillons le Président d'un pays en guerre. Ce qui était inconcevable il y a encore quelques mois, est aujourd'hui devenu réalité ; une réalité dure à saisir et difficile à supporter. Des images de destruction et de désespoir d'une nation nous parviennent chaque jour. Sachez que nous souffrons avec vous et que nous sommes et seront toujours à vos côtés pour traverser ensemble cette période funeste de notre histoire.

Votre combat contre l'agresseur russe est un combat pour la défense des valeurs européennes qui nous sont si chères : la paix, la démocratie, la liberté, la dignité humaine, la solidarité.

Le partage de ces valeurs qui nous unissent trace votre chemin vers l'Union européenne et rend incontestable, évidente même, la légitimité de votre souhait d'y adhérer. C'est pourquoi il est essentiel de trouver une voix commune pour approfondir notre partenariat et aider l'Ukraine à progresser sur sa trajectoire européenne.

Monsieur le Président, les actes d'une extrême violence visant les populations civiles ukrainiennes doivent cesser immédiatement. Nous ne tolérerons plus aucune haine, plus aucune cruauté envers des personnes innocentes et nous appelons instamment la Fédération de Russie à se conformer au droit international humanitaire et à cesser cette guerre d'agression illégale. Les auteurs de crimes de guerre devront répondre de leurs actes devant la justice. Il n'y a pas d'impunité.

Monsieur Zelensky, je tiens aussi à vous informer qu'au mois de mars, j'ai écrit une lettre à mes homologues de la Douma les informant que la Chambre des Députés suspend toutes les relations avec le Parlement de la Russie.

Avant de terminer, permettez-moi de saluer la présence parmi nous de la Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République d'Ukraine, Madame Emine Dzhaparova.

4. Discours de M. Volodymyr Zelensky, Président de la République d'Ukraine

Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Volodymyr Zelensky, Président de la République d'Ukraine | Merci beaucoup, cher Monsieur le Président, je suis très honoré, cher Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Députés, les Membres du Gouvernement et toute l'Assemblée.

Cher peuple luxembourgeois, je suis vraiment reconnaissant pour cette possibilité de m'adresser à vous. Votre État et votre peuple ont une sage et ancienne

devise : « Mir wëlle bleiwe wat mir sinn – nous souhaitons rester ce que nous sommes. » Et cette devise est d'une grande actualité. On ne peut pas ignorer son sens profond. Nous, par exemple, pourquoi nous nous battons aujourd'hui ? Justement, pour rester ce que nous sommes – ce que nous sommes : hommes libres, indépendants, ouverts et alliés à tous les Européens.

Et nous luttons pour ce droit qui est le nôtre et pour le désir qui est le nôtre depuis très, très longtemps ; depuis très longtemps, car cette guerre de grande envergure dure : si on compte en jours, demain, ce seront cent jours de guerre de grande envergure. Mais en réalité, qu'est-ce que c'est que cette guerre de grande envergure ? C'est juste une figure de style pour distinguer la guerre qui dure en ce moment de la guerre que la Russie a commencée contre nous en 2014, il y a huit ans, quand l'armée russe a fait l'intervention et a occupé la péninsule de Crimée, un tiers du Donbass, en incluant les plus grandes villes du Donbass, Donetsk et Lougansk.

Et les hostilités ont duré huit ans ; huit ans, pendant lesquels des phases chaudes avec des combats acharnés sanglants étaient espacées par des phases courtes de silence des armes et de cessez-le-feu. Et pendant cette période entre 2014 et le 24 février 2022, l'Ukraine a perdu 14.000 militaires. L'Ukraine a aussi perdu 43.000 kilomètres carrés. Imaginez-vous bien : 43.000 kilomètres carrés ! C'est une superficie qui est comparable à des pays, des États comme les Pays-Bas.

Eh bien, déjà à l'époque, en 2014, on aurait dû penser à ce bilan colossal concernant cette agressivité expansionniste russe.

Mais non, la Russie ne s'est pas arrêtée là avec sa barbarie. Non, elle a attaqué l'Ukraine. Et aujourd'hui, la Russie a occupé 3.620 localités ukrainiennes, dont 1.017 sont déjà libérées, mais il y en a encore 2.630 à libérer. À l'heure où je vous parle, 20 pour cent de notre territoire sont sous l'occupation russe. Vous imaginez, ces 125.000 kilomètres carrés, c'est

largement plus que la superficie totale des pays du Benelux. 300.000 kilomètres carrés de notre territoire sont souillés par des mines et des obus non explosés. Douze millions d'Ukrainiens sont devenus déplacés internes. Cinq millions sont partis en tant que réfugiés à l'étranger, sous protection provisoire.

Aujourd'hui, des combats acharnés se déroulent sur une étendue de territoire immense, de Kharkiv à l'est de l'Ukraine jusqu'au sud à Mykolaïv. Si vous reliez les deux points, ce sont 454 kilomètres. Mais la ligne de front, elle n'est pas directe et donc aujourd'hui, ce sont 1.000 kilomètres. Imaginez : tenir une ligne de front de 1.000 kilomètres !

Tous les jours, l'Ukraine est frappée par des missiles russes. Rien que pour la journée de hier, la Russie a tiré 15 missiles de croisière. Mais depuis le 24 février 2022, déjà 2.478 missiles ont été tirés. Et la plupart des tirs visent des infrastructures civiles.

Aujourd'hui, la Russie a déployé toutes ses forces de combat en état de combattre sur le territoire ukrainien. En ces cent jours de guerre, la Russie a déjà perdu 30.000 soldats. C'est plus que l'Union soviétique a perdu en dix ans de guerre en Afghanistan. C'est plus que pendant les deux guerres en Tchétchénie.

Mais la Russie ne s'arrête pas. L'État est prêt à continuer à subir ces pertes et à tuer. Pourquoi ? Parce qu'un seul homme souhaite ne pas nous laisser la possibilité de « rester ce que nous sommes ». La Russie a détruit, complètement détruit le Donbass qui était le fleuron de l'industrie en Europe. Par exemple, la ville de Marioupol, où habitait un demi-million d'habitants, c'était une ville au bord de la mer, une ville industrielle. Aujourd'hui, la ville est complètement détruite ; les rues : un champ de ruines.

Nous n'avons pas encore les chiffres certains du bilan humain. Combien d'Ukrainiens ont été tués par les occupants russes ? En cent jours, nous pensons que ce sont déjà des dizaines de milliers.

C'est pour ça que nos appels sont si forts et nous sollicitons le monde entier pour nous aider en termes de politique défensive, en termes d'armes. Nous pensons à ce qu'il faut, qu'il faut notre courage et qu'il faut continuer, que nous devons repousser – et c'est ce que nous faisons –, repousser l'envahisseur. Et nous sommes prêts à défendre notre liberté et nos valeurs. Et ce sont nos valeurs communes. Nous comptons beaucoup sur le soutien que nous avons reçu de nos partenaires européens. Je suis très reconnaissant à votre Gouvernement de la décision historique d'aider l'Ukraine.

Contrairement aux autres États, l'Ukraine n'a pas de grands dépôts de munition et de grandes capacités de production d'armes. Mais vous, vous avez saisi ce moment et très rapidement, vous avez pris la motion en faveur de la solidarité et en faveur du soutien défensif de l'Ukraine, sans bureaucratie inutile avec votre grand cœur. Et donc, je suis très reconnaissant à votre État, à votre peuple pour votre rôle actif dans la prise de décision concernant les sanctions contre la Russie pour arrêter la Russie dans son désir d'agressivité contre les Ukrainiens et contre les autres États.

Pour arrêter la machine de guerre, il faudrait que tout le monde soit uni face à cette catastrophe d'ampleur planétaire qui nous rappelle, qui nous renvoie à la Deuxième Guerre mondiale, quand la menace nazie a pesé sur l'ensemble de l'Europe, sur l'ensemble du monde. Il faudrait que nous soyons tous unis face à cette menace, face à cette agression et que nous nous opposions tous.

Il faudrait donc fournir plus d'armes à l'Ukraine, des armes modernes, qui peuvent nous assurer notre avantage en termes d'armes et de technologies. Il

faudrait encore peser plus sur la Russie en termes de sanctions. Après le sixième paquet, dont la décision a déjà été prise, il faut déjà commencer à préparer le septième paquet. Toutes les structures, tous les actifs des personnalités juridiques et physiques qui peuvent contribuer à l'effort de guerre, qui peuvent être liées au régime russe, doivent être sanctionnés et gelés !

Il faudrait prévoir aujourd'hui le mécanisme juridique pour non seulement geler ces actifs, mais aussi pour les utiliser en tant que compensation et réparation pour tous ceux qui ont subi cette agression. Ce serait juste.

C'est aujourd'hui que l'Europe passe un grand test, un test : est-ce que l'Europe est capable de défendre ses valeurs ? L'Ukraine est déjà devenue membre de facto de l'Union européenne. Aujourd'hui l'Ukraine, par ce qu'elle fait, par ses actions, elle prouve qu'elle correspond aux critères européens. Et je crois vraiment que le Luxembourg comme un des pays fondateurs des traités de l'Union européenne va se prononcer en faveur d'abord de la candidature de l'Ukraine, de l'octroi donc du statut de candidat, et ensuite en faveur de la procédure accélérée. Ce serait vraiment un très grand et beau projet pour notre génération.

Et avec le potentiel, le grand potentiel technologique et industriel du Luxembourg, nous pourrions mettre ensemble nos potentiels et ce serait profitable, mutuellement profitable pour toutes les nations, et nos deux nations en particulier.

Je vous invite, Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, à vous rendre en Ukraine dans notre capitale. Et nous espérons aussi, Monsieur le Président, d'entendre votre discours devant le Parlement ukrainien.

Et donc, je reviens encore à votre sage et ancienne devise : « Nous souhaitons rester ce que nous sommes. – Mir wëlle bleiwe wat mir sinn. »

Cette guerre de la Russie contre l'Ukraine, elle est décisive aujourd'hui. Elle est décisive pour l'Europe, car dans cette guerre, ce qui est en jeu, ce qui se joue en Ukraine, c'est le sort des valeurs, de notre capacité de défendre les valeurs communes, les valeurs européennes. Et il faut empêcher cet homme, ce seul homme qui veut détruire les libertés en Europe. Et si nous ne réussissons pas ensemble à l'arrêter, eh bien, ce sont les jours sombres et les heures sombres qui viendront, les jours sombres que nous avons déjà connus pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Et ces âpres relents de ces temps passés reviennent malheureusement aujourd'hui dans notre agenda. Mais la tyrannie doit perdre pour que l'Europe puisse rester ce qu'elle est, ce qu'elle est aujourd'hui : libre, ouverte, unie et aussi capable et forte dans sa diversité. Et donc je suis très reconnaissant au Grand-Duché de Luxembourg d'être à nos côtés, d'être solidaire.

Merci beaucoup, Luxembourg ! Gloire à l'Ukraine !

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Monsieur le Président.

5. Discours de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Je vais céder la parole à Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Messieurs les Présidents, cher Fernand, cher Volodymyr, Mesdames, Messieurs les Députés, cher Volodymyr, je dois dire que j'ai écouté votre intervention avec attention et j'ai déjà eu l'occasion ce matin,

avant ce rendez-vous ici au parlement, d'avoir un échange avec Madame Dzhaparova, que j'avais déjà eu le plaisir de recevoir au Grand-Duché de Luxembourg.

Permettez-moi de commencer tout d'abord à penser et saluer la mémoire des victimes des guerres dans ce moment et dans ces villes martyres qui sont Boutcha, qui sont Marioupol ou qui sont Sievierodonetsk. Ce qui m'a le plus frappé, Monsieur le Président Zelensky, c'est la manière et l'énergie avec laquelle vous et le peuple ukrainien avez refusé un destin qu'un voisin plus grand essaie de vous imposer.

Comme vous l'avez dit, c'est quelque chose qu'on a connu ici aussi. Et nous devons savoir que de nombreux ne prédisaient pas cette résistance ukrainienne, cette volonté de se battre. Beaucoup disaient : « Quelques heures, quelques jours et Kiev va tomber et l'Ukraine va tomber ! » Et trois mois plus tard – depuis le début –, vous avez décidé que ce ne serait pas une fatalité et que ce ne serait pas tel que certaines autres personnes l'ont imaginé !

En incarnant cette force de résistance face à un agresseur, vous nous donnez à tous une leçon de courage. Vous, Monsieur le Président, et votre peuple aussi !

Ces derniers mois, le monde entier a pu constater la volonté, la force et la résilience du peuple ukrainien. Aujourd'hui, je souhaite réitérer l'entière solidarité du Grand-Duché de Luxembourg à votre pays. Vous pouvez compter sur notre détermination pour continuer notre appui au peuple ukrainien face à cette agression russe, aussi bien au niveau humanitaire et financier qu'en équipements de défense et aussi au niveau de la mise en œuvre des sanctions.

Avec ce soutien, actuellement notre pays, proportionnellement à sa population, figure parmi les contributions les plus importantes en faveur de l'Ukraine de la part des membres de l'Union européenne. Et nous en sommes fiers !

Ainsi que pour l'accueil des réfugiés : quelque 5.500 Ukrainiens, essentiellement des femmes et des enfants, ont trouvé refuge au Grand-Duché de Luxembourg. Et je dois vous dire que, Monsieur le Président, je suis fier d'être Premier Ministre d'un pays où les initiatives privées n'ont pas connu de limites. Les gens se sont rendus jusqu'à la frontière. Les gens ont accueilli des Ukrainiens de manière non administrative, non compliquée, mais ont dit : « On veut aider et on les prend. »

Et j'ai visité des centres avec notre Ministre de l'Intégration pour voir comment ça se passait. Et ces gens – ne le prenez pas mal, personne ici dans cette salle –, ces gens ne cherchaient pas une meilleure vie, mais ces gens cherchaient la survie !

Et je tiens à remercier aussi ici à un volet qui est très important, c'est celui de l'éducation, avec les moyens que nous avons trouvés rapidement pour donner à ces enfants aussi le plus rapidement possible les chances de pouvoir retourner à ce qu'on appelle « l'école ». Ne pas donner une éducation à cette génération d'enfants serait les priver d'un certain avenir. Donc, je tiens à remercier aussi pour tout ce qui a été fait au niveau de l'éducation nationale à ce niveau.

On le sait, Monsieur le Président, que ces traumatismes laisseront des blessures durables. Et ces images que nous voyons tous les jours de meurtres, d'assassinats, de viols, de tortures, d'exécutions sommaires s'accumulent. Et on ne peut pas juste dire que c'est devenu le quotidien et que ça deviendrait d'une quelconque manière une certaine normalité ou fatalité. Vous pouvez compter sur nous aussi pour continuer à soutenir les acteurs, qu'ils soient nationaux et internationaux, pour qu'aucun crime reste impuni de ce qui se passe sur votre territoire !

Et face à cette guerre d'agression, le soutien du Luxembourg, de concert avec les partenaires – c'est ça ce qui est important – de l'Union européenne et de l'OTAN, se décline selon les axes suivants : tout d'abord un volet humanitaire. En étroite coopération justement avec nos partenaires, nous avons alloué 4 millions d'euros d'aide humanitaire avec un accent sur la sécurité justement des enfants et aussi sur le déminage, et livré aussi 50 tonnes de matériel anti-incendie et médical. Des services de connectivité aux humanitaires ont également été fournis via la plateforme de télécommunication emergency.ly.

Et notre principale préoccupation reste la souffrance bien sûr et la perte de vies humaines due à des violations continues du droit international et des droits de l'homme. Et ces civiles doivent être protégés. Les femmes et les enfants doivent être à l'abri des violences. Les travailleurs humanitaires ne doivent pas devenir une cible. Et les couloirs humanitaires doivent être efficaces et ne doivent pas devenir un outil politique.

Au niveau du soutien militaire – et le Ministre de la Défense est ici à ma gauche –, et lors des échanges que nous avons eus directement, vous, Monsieur le Président, avec moi-même, ou avec le Premier Ministre ukrainien... Il n'y a pas une semaine – et je sais, je ne le dis pas, je ne communique pas, mais vous le savez très bien – où je n'ai pas de contact avec vous, pas une semaine où il n'y a pas le Premier Ministre ukrainien ou les autorités ukrainiennes avec lesquels nous essayons de voir : comment est-ce qu'on peut travailler de manière efficace ?

Je n'en fais pas de publicité. Mais on essaie de voir : comment est-ce qu'on peut être efficace dans notre aide ? Nous avons su, et c'est vous-même qui me l'avez dit, qu'il faut les moyens pour votre armée pour pouvoir être en mesure de défendre et de résister contre de futures attaques et pour que l'Ukraine ait aussi la possibilité de définir son propre avenir. Et nous avons, pour la première fois dans notre histoire, pris des décisions – et je remercie le Parlement, Monsieur le Président aussi, qui dans sa grande majorité, dans sa très grande majorité a soutenu le Gouvernement aussi dans ces choix – de fournir des équipements de défense pour une valeur de 50 millions d'euros, ce qui est quelque chose que nous n'avions jamais fait auparavant. Et des armes létales, quelque chose que notre pays ne connaissait pas jusqu'à maintenant !

Et nous continuerons à le faire. Et je sais que demain il y aura encore une réunion entre votre représentante et le Ministre de la Défense pour voir comment on peut vous aider de manière efficace.

Concernant les sanctions, nous avons pris des sanctions contre des entités, contre des individus, des types de biens, des types de services. J'ai eu un Conseil européen lundi et mardi avec les collègues où nous avons adopté le sixième paquet. Je sais que pour vous – et je connais votre impatience, je vous connais depuis assez longtemps –, vous aimeriez que ça aille plus vite. Mais à 27, il est important de trouver des compromis. Et je dois vous dire – si les nouvelles que j'ai eues hier sont justes – qu'un pays membre de l'Union européenne a l'intention de bloquer le sixième paquet de sanctions du fait que le patriarche Cyrille serait sur la liste des personnes sanctionnées. C'est inacceptable !

Je n'ai pas cité le pays, mais je peux vous dire que hier soir, j'ai déjà contacté Viktor Orbán pour lui dire que je trouvais son comportement inadmissible. Le patriarche Cyrille était déjà sur la liste avant la réunion de Bruxelles et on ne peut pas maintenant être pris en otage – 26 autres pays – pour cette raison. Je ne l'accepterai pas !

Alors, les sanctions sont des sanctions importantes. Et je l'ai dit dès le départ, Monsieur le Président, que la

paix a un prix, un prix pour nous tous ! Qu'aujourd'hui votre contribution, elle est humaine – il y a des pertes de vie ! –, il y a des pertes matérielles, mais que nous devons être conscients et solidaires. Et actuellement, nous savons que tout ce que nous perdons, c'est de la finance et de l'argent, alors que vous perdez tous les jours des enfants, des civiles et des soldats. Et nous avons coopéré de manière proactive sur toutes les mesures et nous continuerons aussi pour que les sanctions soient adoptées et surtout qu'elles ne soient pas contournées, ce qui est très important aussi.

Au niveau du soutien financier, on a adopté aussi une nouvelle assistance macro-financière exceptionnelle à hauteur de 9 milliards d'euros de la part de l'Union européenne. Et nous savons très bien que nous en aurons besoin, car aujourd'hui, très peu en parlent, mais il y aura un demain, la reconstruction de l'Ukraine, et qu'il est important aussi que l'Union européenne présente cette plateforme pour permettre à l'Ukraine de demain de devenir de nouveau l'Ukraine qu'elle était auparavant.

Monsieur le Président, vous avez parlé aussi des aspirations européennes. Et votre pays a transmis la candidature pour devenir membre de l'UE. Nous savons tous que nous attendons aujourd'hui l'avis de la Commission européenne sur l'opportunité ou non d'accorder le statut à votre pays.

Je peux vous dire que notre pays ne sera vraiment pas, même... Si la Commission dit oui, bien sûr on sera... Parce qu'aujourd'hui, à 27, il faut avoir l'accord des 27. Le Luxembourg ne s'opposera de toute façon pas. Ça, vous devez le savoir. Mais au contraire, au cas où la Commission européenne met des conditions, on fera tout pour que vous puissiez remplir ces conditions le plus rapidement possible. Tout !

Mais dans ce débat, il faut aussi gérer les attentes de toutes les parties. Nous le savons, actuellement – et vous avez parlé de procédure accélérée – il n'y a pas de procédure accélérée qui existe au niveau de l'Union européenne. Et nous savons que même avec un statut de candidat, on n'est pas encore membre. Donc il y a aussi encore une durée qui existe. Et tout à l'heure, j'en ai parlé aussi à Madame Dzhaparova : il y a la guerre, certes, qui est physique, qui est humaine, mais il y a aussi l'aspect psychologique de soutien, de savoir que cette perspective européenne est là. Et je sais qu'elle est importante pour le peuple ukrainien, qu'il est important pour les gens qui se défendent tous les jours de se dire : « Oui, l'Europe est l'avenir aussi de l'Ukraine ! ».

Et nous savons qu'il y a les critères de Copenhague et tout ça qui doit encore..., qu'il y a des défis substantiels qui existent. Et nous devons voir aussi, comment... Aujourd'hui, on doit surtout éviter une chose, Monsieur le Président, et ça, je vous le dis très honnêtement : le pire qui puisse arriver, c'est qu'au mois de juin on n'arrive pas à se mettre d'accord ! Ce serait le pire message de l'Union européenne qu'au mois de juin les 27 n'aient pas d'accord et qu'on dise : « C'est reporté à plus tard. »

Je sais que mon collègue français a présenté le jour de l'Europe, le 9 mai, différentes choses : comment est-ce qu'on peut par exemple travailler au niveau du marché intérieur, des programmes UE, Horizon, Erasmus, et cetera, et cetera. Si, c'est une option qu'on trouve. Mais ne donner à l'Ukraine aucun signal positif en juin, ce serait à mon avis très difficile ! Et je pense que l'alternative française, si on n'arrive pas à avoir un avis positif de la Commission, devrait au moins être un pas pour montrer au peuple ukrainien que oui, la candidature ukrainienne est quelque chose qui est pris sérieusement et que l'avenir de l'Ukraine est dans l'Europe.

À ce niveau-là, et vous le savez, je vous l'ai déjà dit, je ne le cache pas, une erreur fondamentale serait d'ignorer la Moldavie et la Géorgie. On connaît la situation en Transnistrie, je l'ai déjà dit, il ne nous faut pas oublier dans cette discussion qu'on a au mois de juin la Géorgie et la Moldavie.

Permettez-moi aussi de parler de la sécurité alimentaire. Vous savez qu'on en a parlé. Vous savez qu'aujourd'hui une volonté aussi du président russe est d'étouffer l'Ukraine. De l'étouffer ! De l'étouffer à tous les niveaux, et économique aussi, nourriture aussi. On le sait. On le sait ! Et aujourd'hui, le fait de prendre non seulement le pays, mais aussi le grain – permettez-moi de le dire – « en otage » en disant : « Eh bien, ils n'arriveront plus à exporter », c'est bien sûr une volonté d'étouffer l'Ukraine au niveau économique, mais aussi de provoquer une crise alimentaire qui risque d'avoir des répercussions au niveau international qui dépasse largement !

On ne peut pas aujourd'hui accepter, Monsieur le Président, qu'on nous dise que s'il y a une crise alimentaire qui, soit provoquée, existe, ce serait du fait des sanctions contre la Russie ! Si demain il y a une crise alimentaire au niveau mondial, ce sera du fait de l'agression russe et de personne d'autre ! Arrêtons de penser que ce sont des sanctions qui sont responsables de quoi que ce soit. Il est important de le souligner.

Et un appel à vous aussi, Monsieur le Président : aujourd'hui, j'ai vu que vous avez fait le tour de la plupart des capitales européennes – parlez aussi aux collègues africains et aux parlements africains ! Parlez aussi aux parlements d'Amérique latine, car je vois de plus en plus qu'un narratif russe est en train de s'installer pour dire qu'après, ce sera de la faute de l'Union européenne s'il y a un problème ailleurs.

Et on le voit que même le soutien dans des instances internationales est en train de grandir, ou peut-être que le rejet que l'on a connu au début contre la Russie est en train de se réduire, que certains pays deviennent plus neutres. Il y a eu un dernier vote à l'OMS où plus de 100 pays ne sont pas objectés à la Russie. Donc il est important, Monsieur le Président... Nous ici, je ne veux pas dire que vous prêchez des convaincus, mais il est important aussi de faire des discours et d'expliquer ce qui se passe chez vous dans d'autres parties du globe, sur d'autres territoires, ou sinon nous risquons de perdre des alliés aujourd'hui. Et je pense qu'il est très important de le dire ici.

Alors oui, vous êtes en guerre, Monsieur le Président, et nous sommes – et j'insiste à le dire –, nous ne sommes pas en guerre contre le peuple russe. Ce sont les autorités, les dirigeants russes qui ont provoqué cette guerre. On ne doit pas tomber dans le cliché de dire que tous les Russes du monde entier... et avoir cette russophobie que l'on connaît aussi. Beaucoup de gens condamnent, même en Russie, ce qui se passe aujourd'hui.

Pour nous, ce qui est important avant tout, c'est de soutenir votre pays face à cette agression. Au début, nous avons eu aussi des entretiens téléphoniques, vous et moi, où vous m'avez aussi dit qu'il est important – et je partage cet avis, on voit très bien comment se passent les négociations –, qu'il est important que vous, Monsieur le Président, rencontriez le président russe. Que ça plaise ou que ça ne plaise pas, ce sera le seul niveau auquel on pourra avancer. Ça ne sert à rien d'avoir des négociateurs, on sait très bien qu'à Moscou, il n'y a personne d'autre qui décide que Vladimir Poutine actuellement.

Donc il est important d'avoir cette réunion entre vous et lui. Je le maintiens ! Et vous savez que suite aux

entretiens que j'ai eus avec vous, j'ai téléphoné à deux reprises à Vladimir Poutine. Même dans cette enceinte ici du Parlement, je me suis fait critiquer par certaines personnes du fait que j'ai voulu dialoguer. Mais le dialogue sera la seule solution pour pouvoir sortir de cette situation.

Et vous devez comprendre, Monsieur le Président, qu'après Boutcha, je ne peux plus parler à Vladimir Poutine. Ce qui s'est passé à Boutcha, ce qui s'est passé dans d'autres villes, est inacceptable. Et le pire qu'il y a eu, c'était de décorer des militaires qui ont fait des crimes de guerre ! Pour moi, c'était la... Je ne peux plus ! Je ne peux plus, je trouvais tout simplement que c'était... impossible !

Vous pouvez compter sur notre engagement. Si vous pensez qu'il est utile de retenter de pouvoir faciliter une réunion entre vous et... ou en tout cas d'essayer de tenter, je suis à votre disposition depuis le début. Ça fait trois mois que je vous dis : « Dites-moi comment on peut aider ! » Je répète : si vous pensez que je dois faire quelque chose, que ce soit dans un sens ou dans un autre, je le ferai.

Nous avons soutenu l'Ukraine, nous soutenons l'Ukraine et nous continuerons à soutenir l'Ukraine. Slava Ukraini !

M. Volodymyr Zelensky, Président de l'Ukraine | Merci beaucoup !

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Monsieur le Premier Ministre.

6. Mots de conclusion de M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés

Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Députés, Mesdames et Messieurs les Ministres, Excellences, Mesdames et Messieurs, la force des mots que nous venons d'entendre ne nous laisse pas indifférents. Bien au contraire !

Monsieur le Président, vous venez d'exprimer toute la souffrance de votre peuple, mais en même temps tout le courage et la volonté d'une nation entière de se battre pour reprendre en main son destin.

Nous ne sommes ni insensibles ni immobiles face à un tel plaidoyer. La Chambre des Députés souhaite exprimer sa solidarité et son soutien à l'Ukraine avec une motion qui sera discutée à la suite de cet échange. Cette motion condamnera fermement la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie ainsi que la complicité de la Biélorussie dans cette guerre, et la Chambre va prendre position sur l'avenir européen de l'Ukraine.

Nous veillerons à ce que tout soit mis en œuvre pour vous porter assistance, que ce soit au niveau militaire ou humanitaire. Le Luxembourg continuera à se tenir aux côtés de l'Ukraine et de sa population dont le courage est exemplaire. Nous n'abandonnerons pas le peuple ukrainien. Ensemble nous allons reconstruire l'Ukraine. Ensemble nous allons parcourir le chemin qui mènera à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne.

Monsieur le Président, face à la peur et à l'attaque, vous avez choisi le courage. En quelques mots : vous êtes devenu le symbole d'une lutte acharnée contre un agresseur sans pitié, un symbole de résistance et de persévérance pour un peuple tout entier.

Mesdames et Messieurs, mes chers collègues ici présents, je vous invite à vous lever et à applaudir afin de

rendre hommage et saluer le courage du peuple ukrainien. Slava Ukraini !

(Applaudissements)

Avant de passer au débat, je vais brièvement interrompre la séance publique pour environ dix minutes. Merci.

(La séance publique est suspendue à 10.42 heures.)

(La séance publique est reprise à 11.06 heures.)

7. Débat suivant le discours de M. Volodymyr Zelensky, Président de la République d'Ukraine

D'Chamber féiert elo eng Debatt iwwert d'Intervention vum ukrainesche President, dem Här Wolodymyr Zelenskyj. Deene verschiddene Fraktiounen souwéi deene verschiddene Sensibilitäten an och der Regierung stinn zéng Minuten zou.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler ageschriwwen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här President. De Message vum President Selenskyj war kloer, ergreifend a fundamental richteg, gradesou wéi de Message vun deene Leit, deenen Ukrainer, déi haut de Moie virun der Dier vun der Chamber stoungen, wou jiddweree mat senger eegener Geschicht eis gesot huet, datt d'Ukrain Opfer vun engem onprovocéierten Aggressionskrich ginn ass, dee mat näischt ze entschëllegen ass.

D'Ukrain kämpft fir hir Fräiheet, fir dat ze bleiwen, wat se sinn. D'Ukrain kämpft fir hiert Recht op Demokratie. D'Ukrain kämpft fir hir Wäerter, déi déi selwecht si wéi eis. An d'Ukrain kämpft och fir eis.

Mir mussen wëssen, datt den Här Putin net ophält. Haut net an der Ukrain, wou et méi Doudeger, méi Massakere, och bei der Zivillbevölkerung, méi Vergewaltunge wäert ginn, a méi Leit, déi flüchten.

Dat sinn net just Kollateralgeschehnisse vun engem Krich, dat ass eng systematesch ugewannte Krichstechnik, fir Populatiounen ze terroriséieren a fir se domadder ze decouragéieren, zynesch a brutal.

Gewënt de Putin an der Ukrain, dann hält en och do net op. Moldawien, Georgien, déi baltesch Länner fille sech och a Gefor, fille sech och mat Recht a Gefor a leeden alles an d'Wee, fir hir Verteidigung ze organiséieren.

De Putin probéiert, d'EU auserneenedreiw. Mir ware bis elo aussergewéinlech solidaresch, an ech si stolz dorobber; ausser heiansdo Ungarn, déi ausgeschert sinn.

Une voix | A!

M. Claude Wiseler (CSV) | De Putin awer akzeptéiert d'Konsequenze vun enger Hongersnout an Afrika a setzt se esouguer als Waff an, andeem Weessspäichere bombardéiert ginn, andeem Blockagen um Mier gemaach ginn, fir den Export vu Liewensmëttelweess ze verhënneren, fir domat Migrationenwellen ze declenchéieren an d'EU ze destabiliséieren. Hongersnout als Krichswaff agesat! E féiert säit Joren e Kommunikatiouns- a Cyberkrich géint Europa, géint déi westlech Demokratien.

De President Selenskyj freet d'EU an d'NATO ëm Hëllef. Fir eis ass et kloer: E muss déi Hëllef kréien, well een domat engem Land hëllef, wat onverscholt iwwerfall ginn ass. Dat ass völkerrechtlech legitim, dat ass moralesch eng Pflicht!

De President Selenskyj huet elo just nach eng kéier kloer Ufroen un d'EU gemaach, haaptsächlech fir méi a méi modern Waffen ze kréien, méi Sanktiounen an och EU-Perspektiven ze kréien. Eis Äntwert: Et gëtt just eng Limit an deenen Hëlfe, déi mer kënnen ginn. Dat ass, datt d'EU – oder d'NATO – net ka selwer direkt zur Krichspartei ginn, well sech dann zwou atomar Muechte direkt géife géigeniwwerstoen an de Risiko ze grouss ass.

All aner Hëllef muss d'Ukrain an eisen Ae kréien. Liwwere vu Waffen, déi se brauchen, och schwéiere Waffen, ass fir eis eng Evidenz. An d'Lëtzebuerger Regierung huet hei – an ech soen dat nach eng kéier ganz kloer – richteg gehandelt.

Ech verstinn iwwerhaupt net d'Positionen vun enger Rei Nopeschlänner, wou en onverständlech Hin an Hier a mengen Aen extreem vill Zäit verschwent, do, wou Zäit, do, wou all Dag wichteg ass, well all Dag Leit stierwen.

Mir sinn als Partei och der Meenung, datt en totalen Embargo op Pétrol, Kuelen, nuklear Brennstoffe a Gas absolut noutwendeg ass. Mir verstinn net dat Hin an Hier, wa mer déi Dramen, Doudeger, Flüchtlingen, Oppressioun, Nout kucken. Wéi erkläert Der de Leit, datt mer net alles maachen, fir dat ze vermeiden?

Ech sinn och schockéiert, wann ech d'Impressioun hunn, datt verschidde Länner, haaptsächlech eent, déi Situatioun, an där mer elo dra sinn, wann d'EU wëllt Sanktiounen huelen, benotzen, fir ze erpressen an dann duerno finanziell Avantagen erauszeschloen.

Ech si frou, datt mer eis iwwer eise sechste Pak vu Sanktiounen eens gi sinn. Ech hoffen, datt mer eis eens gi sinn an datt dat elo net erëm blockéiert gëtt, esou wéi dat, wat mer haut an den Zeitunge gelies hunn.

Ech si frou driwwer, och wa mer mengen, datt en inkomplett ass, datt en net kloer ass, datt en net wäit genuch geet an datt en ze spéit kënn. Ech sinn emol frou, datt mer iwwerhaupt weiderkomm sinn, datt en ugeholl ginn ass. An elo kënn de siwente Pak, un deem mer mussen schaffen.

Mir mussen d'Ukrain och ënnerstëtze bei hirem Wëllen, EU-Member ze ginn, andeem d'europäesch Institutiounen, a Conformitéit zu hire Prozeduren, hir de Kandidatstatus zouerkennen. Duerno ass et selbstverständlech nach e laange Wee, fir d'Krittären ze erfüllen. An Tëschenzäit soll awer déi Integratioun an de Marché unique mat Accord-d'associatione kënnen geschéien. Mir mussen d'Saache kloer maachen a mir mussen d'Saachen och haut kloer soen!

Verschiddener soen: „Mir mussen den Dialog sichen an déi zwou Parteien un den Dësch kréien.“ Se soen: „Mir mussen kucken, wéi mer et kënnen maachen, datt den Här Putin säi Gesiicht net verléiert.“

(Interruptions)

Ech stelle fest, datt Diplomatie an Dialog haut gescheitert sinn, datt Regierungschefen, europäesch Regierungschefen, virgefouert gi sinn. Wéi wëllt Der mat engem schwätzen, dee kalbliddeg weider onschëlleg Leit massakréiert, deen Iech um Dësch virféiert, deen net ee Saz seet ouni ze léien, fir Zäit ze gewinnen als psychologesch Krichswaff, deen d'Zäit vum Dialog nëmme benotzt, fir säi Krich weiderzeféieren?

Ech soen haut ganz kloer: Et ass haut net d'Zäit, fir drun ze denken, wat mer solle maachen, fir datt den Här Putin säi Gesiicht net verléiert! Et geet haut drëm, wat mer kënnen maachen, fir datt d'Ukrain dese Krich gewënt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat ass dat eenzegt Zil, wat mer haut sollen hunn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Bis dohi gëtt souwisou kee richtegen Dialog gefouert, an dann duerno kënt den Dialog souwisou.

Verschiedener soen: „Der Ukrain hëllef ass geféierlech!“ Ech soen: Näscht maachen ass geféierlech! De Putin de Krich gewanne loosse ass geféierlech! Et ass eng absolutt Feelaschätzung ze soen: „Provocéiert den Här Putin net, gitt him ëm Gottes wëlle kee Motiv, géint eis virzegoen!“ De Putin brauch keng Motiver oder Excusen, fir seng Politik ëmzesetzen! E weess, wat e wëll, an e mécht et kalbliddeg, Schrëtt fir Schrëtt. Wann en eng Excuse brauch, da féinnt e se oder en erfénnt se. Angscht ass feel op der Plaz. Stärker an Eenheet weisen ass dat Eenzegt, wat zielt!

D'Ukrain huet eis voll Ënnerstëtzung. Ech hunn haut méi wéi jee d'Iwwerzeegung, dass mer domat op der richteger Säit vun der Geschicht sinn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Claude Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Mam Wuert „historesch“ soll ee virsiichteg ëmgoen. An trotzdem mengen ech, dass een dat Wuert „historesch“ haut hei an der Chamber ka gebrauchen. Mir hunn haut e ganz engagierten ukrainesche President héieren. Mir hunn e President héieren, deem säi Land zënter dem 24. Februar am Krich ass, an déi Usprooch huet ouni Zweifel ganz vill bedeit. Et war eng emotional Usprooch, mee et war awer och eng ganz engagéiert. En huet och eng immens flott Relation zu eisem Land hiergestallt, an ech mengen, dass huet eis alleguer heibannen awer staark beréiert.

Dem Här Selenskyj säin Asaz ass bewonnerenswäert. An ech woen ze behaupten, dass mer ouni de Charisma vun engem President Selenskyj vläicht elo déi Solidaritéitswell, déi zënter dräi Méint iwwert dat Land dohischwappt, net géifen erliewen.

De President huet ganz kloer gemaach, dass hien och un dat Land Lëtzebuerg gleeft an op Lëtzebuerg zielt. An ech sinn och iwwerzeegt, dass seng Erwaardungen net wäerten enttäuscht ginn.

Ech wëll och hei am Numm vun der Demokratescher Partei dem Här Selenskyj an dem ganzen ukrainesche Vollek eis voll Ënnerstëtzung aussprieche. Méi wéi jee wäerte mir och op der Säit vun deem Land sinn. Et ass en inakzeptabele Krich!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi russesch Invasioun op d'Ukrain wäert ouni Zweifel fir déi nächst Joren, jo, ech géif scho bal soe Joerzëngen, eng immens Inzidenz hunn. Dat lescht Vertrauen ass verspillt, ganz kloer. Ech mengen, den Här Putin wäert ni méi – ni méi! – eng kéier kënne vertrauensvoll ugesi ginn. Mir mussen duerfir an Zukunft méi wéi jee ganz haart vis-à-vis vu Russland bleiwen!

Déi Atrocitéiten, déi vun der russescher Arméi an deene leschte Woche begaange gi sinn, sief dat zu Mariupol, sief dat zu Butschja, sinn erschreckend. De President Selenskyj huet virun allem och op d'international Hëllef higewisen. Déi international Hëllef ass méi wéi jee wichteg. Och do muss déi international Communautéit zesummestoen, an et gi ganz gutt Beispiller.

D'USA hu bis elo eng ronn 33 Milliarden Euro an dee Krich hei investéiert, an dat ass och ganz gutt esou, well de Weltfridde steet um Spill. Dat dierf een hei net vergiessen. Et ass net nëmme en innereuropäesche Problem, et ass entre-temps e globale Problem ginn.

An ech mengen, och dee leschte Pazifist misst awer elo erkennen, wéi wichteg et ass, dass mer eng NATO hunn, an dass mer eng ganz staark NATO brauchen. An dowéinst ass et ëmsou méi ze begrëssen, dass elo Länner wéi Schweden, déi 200 Joer laang neutral waren, souwéi och Finnland sech a ganz kuerzer Zäit decidéiert hunn, där internationaler Verdeedegungsstruktur bäizetrieden.

Et ass just méi wéi traureg, wann elo vusäite vun der Tierkei hei ugefaange gëtt, Chantage ze maachen, dass elo op eemol Ausliwwerunge vu Leit aus Schweden verlaangt ginn. Ech mengen, eng 30 Nimm stinn op där Lëscht. Dat kann d'international Communautéit esou net akzeptéieren an et muss een dem Här Erdoğan ganz kloer soen, dass et muss oppassen, wéi wäit en awer och hei seng Iwwerzeegung wëllt no bausse spille loosse!

Et ass also méi wéi ze begrëssen, dass Länner wéi Schweden a Finnland bereet sinn, och der NATO bäizetrieden, an ech mengen, Finnland huet ouni Zweifel nach den Trauma vum Wanterkrich vun 1939/1940 net vergiess, an dat wäert eng Ursoach méi sinn, fir wat se der NATO bäitrieden.

Ech wëll awer och hei ganz kloer soen: Et gëtt nach Länner an der Europäescher Unioun, déi neutral sinn! Dat ass hiert gutt Recht. An awer solle se sech vläicht zu diesem Zäitpunkt d'Fro stellen, ob net och hei misst e Mentalitéitswiesel kommen. Ech denken un Éisträich, ech denken un Irland. Sécher, et ass eng Decisioun, déi souverän ass vun deene Länner. Mee grad elo, wou Souveränitéit iwwert d'europäesch Grenze gefrot ass, wier dat vläicht awer och kee schlecht Beispill.

Schlecht ass et awer ouni Zweifel, wann dann een Här Putin higeet an och nach Menacen aussprécht, well eeben elo Länner sech derzou decidéiert hunn, an d'NATO anzetrieden. Ech mengen, grad den Här Putin soll roueg sinn. E soll virun allem mol kucken, wat fir eng Regimenter an deene Länner sinn, an da géif e mat Sécherheet ganz aner Téin vu sech ginn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Selenskyj huet natierlech ganz vill och hei op d'Hëllef gepocht, déi iwwert d'militäresch Hëllef eraus muss gemaach ginn. An och dat ass eng Selbstverständlechkeet. Ech mengen, grad mir als Lëtzebuerger Land sti gutt do. De Premier huet a senger iwwregens exzellerter Ried de Moien hei ganz gutt ënnerstrach, dass dat, wat Lëtzebuerg par rapport zu anere Länner an eise Méiglechkeete leescht, och richtig ass. An ech géif och soen, dass dat vu kengem heibannen an och dobausse wäert a Fro gestallt ginn.

Natierlech, wa mer iwwer Hëllef schwätzen, da komme mer net derlaanscht, och iwwert déi Embargoaktiounen ze diskutéieren. D'EU huet elo no villen Diskussiounen e gewëssene Kompromëss fonnt, fir e sechste Sanktiounspak ze arrétéieren. Ech muss awer éierlech soen, dass ech erfieert war, a bestëmmt déi meescht heibannen och, wéi mer dann héieren hunn, dass elo ee Land, dat ech dann och net mam Numm nennen, just well de Patriarch Kyrill do géif op der Lëscht stoen, géif envisagéiere fir ze blockéieren. Dat géif ech méi wéi skandaléis fannen!

Här Premier, maacht alles, net nëmme Dir, mee all d'Staatscheffen an d'Regierungschefte vun der Europäescher Unioun! Dat kann net de Fall sinn! Wann dat d'Ursoach wier, dass de sechste Sanktiounspak net kéint a Kraaft trieden, da mussen awer wierklech aner

Diskussiounen ëm d'Zukunft vun deem Land an der Europäescher Unioun gefouert ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Natierlech, wa mer bei den Embargosanktiounen si respektiv och bei de Liwwerungen, déi aus Russland kommen, wat Gas a Pëtrol ubelaangt, muss ee sech natierlech och d'Fro stellen, wéi wäit mer doranner ginn. A mer mussen eis och selwer bewosst sinn, dass dat natierlech och eis zu Lëtzebuerg wäert wéidoen, wa mer den Embargo weiderhi wëllen héichhalen. Mee mir mussen en héichhalen. Et muss ee wierklech d'Fro stellen: Wat priméiert hei? Priméiert eise Confort oder priméiert de Weltfridde? An déi Fro misst awer da ganz séier beäntwert sinn.

Den Här Selenskyj huet dann natierlech och e kloer Opruff gemaach, fir dass d'Ukrain kéint esou séier wéi méiglech an d'Europäesch Unioun kommen. Jo, mir als Demokratesch Partei ënnerstëtzen déi Fuerderung. Selbstverständlech soll een do eng kloer Positioun huelen. Et soll een och eng rasonabel Positioun huelen. Natierlech muss och esou e Land d'Kopenhage-Krittäre respektéieren, mee mir sollen awer all d'Moosnamen an d'Weeër leeden, fir dass d'Ukrain kann esou séier wéi méiglech an d'Europäesch Unioun kommen. Virun allem solle mer hinnen eng Perspektiv ginn.

Déi Aussoen, déi de Premier Xavier Bettel hei gemaach huet, déi si rassurant an déi kann een nëmme ënnerstëtzen. An ech hoffen, dass déi och um europäesche Plang vun all deenen anere Regierungs- a Staatscheffe gedeelt ginn. Da sinn ech och iwwerzeegt, dass dat Land wierklech eng Perspektiv fir d'Zukunft wäert hunn, fir dann eng kéier Member bei eis ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech muss mer eis zu diesem Zäitpunkt och d'Fro stellen: Wéi soll an Zukunft eisen Émgang mat Russland sinn? An et muss ee sech och hannerfroen. War eisen Émgang mat Russland an deene leschte Joren dee richtegen? An och do soll ee selbstkritesch sinn. Do kann een awer behaupten, dass mer vläicht munchmol dach ze vill „blauäugeg“ waren an dass mer vläicht an Zukunft och vis-à-vis vun anere Regimenter méi vigilant sollte sinn.

Dese Krich wäert eis ouni Zweifel nach laang beschäftegen. An ech fannen et duerfir och gutt a richtig, dass mir als Lëtzebuerger Chamber och mat hei implizéiert ginn. Mir sinn zwar net där ganz grousser eng, mee eis Influenz ass och net ze ënnerschätzen. Dowéinst war dat de Moien e ganz wichtige Moment. Et war e Moment vu Solidaritéit. Et war awer och e Moment, wou mir als Lëtzebuerg konnte beweisen, wéi eescht mer déi Kris hei huelen an dass mir och mat all deene Moyenen, déi eis zur Verfügung stinn, versichen, hei e wichtige Beitrag ze leeschten.

Och mer de Moien ass e ganz wichtige Rendez-vous: Déi delegéiert Vizeausseministes ass jo dann och nach hei zu Lëtzebuerg.

Haut op den Dag sinn et bal 75 Joer hier, dass de Marshall-Plang arrétéiert gouf. Ech mengen, et brauch een net méi an den Detail vum Marshall-Plang ze goen, mee et muss ee sech awer d'Fro stellen: Si mer net um Punkt ukomm, wou d'international Communautéit muss en neie Marshall-Plang opstellen? An zwar, fir engem Land ze hëllef, wann dee Konflikt hei eriwuer ass, an dat ass ganz kloer d'Ukrain.

Mir sollen eis duerfir ausschwätzen. Mir sollen eis elo scho Gedanke maachen – wou och schon eischt Iwwerleungen gemaach ginn –, wéi mer esou e Fong kënnen opstellen, fir dass dat Land och eng Perspektiv huet. An dat huet de President jo och kloer gesot.

En huet eis eng Rei Zuele geliiwert, déi schockant sinn, déi eis immens wéi dinn. Wann ee bedenkt, dass 20 % vun deem Territoire elo schonn a russescher Hand sinn, wann ee bedenkt, wivill Zivillaffer dee Krich bis elo gefuerdert huet, a virun allem awer och, wivill wichteg Infrastrukturen zerstéiert goufen, da kann ee sech virstellen, a wat fir engem Zoustand dat Land ass! An et kann ee sech virstellen, dass et enorm wichteg ass, dass sech grad elo musse Gedanke gemaach ginn, wéi mer deem Land Hëllef kënnen. An duerfir brauche mer ouni Zweifel och fir d'Zukunft elo schonn Iddien, wéi esou e Marshall-Plang kéint ausgesinn.

Ech wëll zum Schluss dann och e Message opgräifen, deen de Premier hei ginn huet un den Här Selenskyj, dass en och soll de Kontakt siche mat afrikaneschen a mat südamerikanesche Länner. Jo, Dir hutt eng richteg Analys gemaach, well dat hei, wéi gesot, nach eng Kéier, ass net nëmmen e reng europäesche Problem. Et ass e globale Problem an e soll global diskutéiert ginn. Dowéinst ass Är Fuerderung, déi Dir hei gestallt hutt, Är Iddi, ouni Zweifel ënnerstëtzenswäert.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Déi onverzeilech, rücksichtslos, jo, barbaresch Attack op d'Ukrain léisst eis net kal hei am Parlament, kee vun eis! An dowéinst hu mer och schonn e puer Debatten doriwier an der Lescht gefouert.

Et ass mer wichteg, dat ze ënnersträichen, well mir kënnen mol op deem engen oder anere Punkt liicht anerer Meenung sinn. Wou mer eis awer allegueren eens sinn, dat ass, dass dee russeschen Ugrëff op d'Ukrain absolutt ze verurteilen ass an dass dës e Broch vun internationalem Recht ass, deen duerch näischt, absolutt näischt ze rechtfertigen ass!

Vergiesen däerfe mer an deem Kader och net, dass dee Konflikt ewell 2014 mat der illegaler Annexioun vun der Krim ugefaangen huet. Et ass dat Eent, Zeitungsartikelen ze liesen oder Téléereportagen ze kucken, et ass awer eppes ganz aneres, Temoignagen ze héiere wéi elo grad, aus éischter Hand, eng schounungslos Beschreiwung vun der schrecklecher Situatioun a vum ville Leed, dat iwwert déi ukrainesch Populatioun komm ass.

Wat den Här Selenskyj elo grad hei an der Chamber gesot huet, soll a mécht eis alleguerter besuergt. All Dag stierwen onschëlleg Leit duerch e Krich, ausgeléist vun engem Mann, dee ganz Europa a Schrecke versat huet, engem Mann, deen e Land attackéiert huet, ouni ersiichtleche Grond, an dee säin eegent Land a ganz schwéier wirtschaftlech a politesch Zäiten histeiert.

Ech hunn et op dëser Plaz déi leschte Kéier schonns gesot: Dese Krich ass am Kapp vun engem Despot entstanen, dem Här Wladimir Putin! An duerfir ass net déi russesche Populatioun eise Feind, mee mir stellen eis géint dee Regimm, géint d'Féierung vu Russland.

Et ass dem, jo, heroesche Courage vum ukrainesche Vollek an der Solidaritéit vun Europa a sengen Alliierten ze verdanken, dass de russesche President d'Ziler, déi hie sech virum Amarsch an d'Ukrain gesat hat, elo schonns net méi realiséiere kann. Aus der séierer Kapitulation vu Kiev ass näischt ginn. De Krich dauert schonns vill méi laang, wéi de Kreml sech dat eigentlech virgestallt hat. D'NATO gëtt duerch de Bättreit vu Schweden a Finnland méi staark wéi virdrun.

A mat Finnland kritt Russland elo souguer en direkten NATO-Noper op seng eege Grenz, eppes, wat de Putin net nëmmen net wollt, mee mat deem hien och net gerechent hat.

De russesche President huet sech verkalkuléiert, wéi hie gemengt huet, d'Europäesch Union wär schwaach an zerstridden. Nee, nach ni war d'Europäesch Union esou géent. D'Ënnerstëtzung fir d'Ukrain ass massiv a sicht hiresgläichen an der europäescher Geschicht!

An der Nuecht vum leschte Méinden op en Dënschen ass elo schonns dee sechste Sanktiounspak géint Russland decidéiert ginn. Klammer op: Jo, hei gëtt net zu Onrecht vu Verschiddene kritiséiert, dass dee Sanktiounspak, zemoos wat den Energieimport ugeet, vläicht net wäit genuch geet. Et ass awer ze ënnersträichen, dass et en Accord gouf tëschent de 27 EU-Memberstaaten, an dat ass luewenswäert!

Wéi esou dacks bei engem Kompromëss steet jiddwereen ëmmer virun der berüümter Fro, ob e wëllt dat hallef vollt Glas gesinn oder just dat hallef eidelt.

A schlussendlech ass och Russland duerch dese Krich net méi räich ginn, mee ass amgaangen, sech an eng katastrophal wirtschaftlech Situatioun ze manövréieren, a steet politesch och zimmllech isoléiert do.

Dir Dammen an Hären, Lëtzebuerg verurteelt dese Krich op dat Schäerfst, a mir soen dat hei ganz kloer! Mir wäerten der Ukrain, den Ukrainerinnen an Ukrainer, Hëlfelefen, esou gutt mer dat kënnen. A mir wëlle verhënnere, zesumme mat eisen Alliierten, dass Russland dese Krich gewënt.

Ech erënnere un eis Rieden hei vu virun dräi Wochen. Do ware mer eis zu enger ganzer Partie eens, dass am anere Fall ze fäerten ass, dass den Här Putin sech net wäert zefridde gi mat der Ukrain. Mir Lëtzeburger stinn hannert der Ukrain, hannert der ukrainescher Populatioun, déi onnëtz an onmoosseg Leed muss iwwer sech ergoe loossen. Et ginn den Ament vill Parallele gezu mam Zweete Weltkrich. Dat erkläert och, firwat mir Lëtzeburger esou staark matfillen an dësem Konflikt.

Duerfir ass Lëtzebuerg an dësem Konflikt weeder neutral nach passiv. An dat hu mer vun Ufank u bewisen. Eis Hëllef fir d'Ukrain ass humanitärer, finanzieller, wirtschaftlecher, militärescher a politescher Natur.

Esou hu mir eng ronn 155 Milliounen Euro fir den Accueil vun Refugiéen, fir humanitär a militäresch Hëllef ausginn. Op 50 Milliounen Euro beleeft sech eis finanziell Hëllef fir dat militärescht Material, dat mer an d'Ukrain geschéckt hunn. Dat sinn, wann ech mech net ieren, bal 10 % vun eisem Defensebudget.

Wat déi finanziell Mesuren ugeet, esou huet Lëtzebuerg méi wéi 2,5 Milliarde russesch Gelder zu Lëtzebuerg agefruer. An och politesch ass Lëtzebuerg aktiv: Mir hu vun Ufank u kloer Kant gewisen an de Krich verurteelt an all Sanktiounen, déi géint Russland geholl gi sinn, ouni ze zécke matgedroen an ëmgesat. An ech kann Iech haut schonns soen, dass ech sécher sinn, dass Lëtzebuerg och wäert Hëlfelefen, d'Ukrain nees opzebauen, wann dese Krich dann endlech an hoffentlech esou séier wéi méiglech eriwwer ass.

Den Ausdrock vu Solidaritéit mat der Ukrain ass gedroe vun enger ganzer Lëtzeburger Populatioun. An dës Solidaritéit gesäit een am beschten, wann et ëm den Accueil vun ukrainesche Flüchtlinge geet an ëm déi sëllege Spendenaktiounen, déi zanter Méint zu Lëtzebuerg lafen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass elo net den Ament, fir eng Analys ze maachen a fir ze kucken, wat mer alles an der Vergaangenheet falsch gemaach

hunn am Émgang mat Russland. Mee dee Moment wäert awer kommen, a mir sollen, nee, mir mussen eis kritesch domadder ausernanersetzen, wéi mer an deene leschte Joren, jo, souguer Joerzëngte mat Russland verhandelt hunn. Ech mengen, mech net ze wäit aus der Fënster ze leeën, wann ech soen, dass mer dat mussen änneren.

D'Aféiere vun neie Standarden, wéi mer mat wéi enge Länner Geschäfte maachen, an awer och am Allgemengen eng méi eethesch orientéiert Approche mussen an Zukunft eis Handelspolitik bestëmmen.

Ech hunn elo laang a breet erkläert, wat Lëtzebuerg schonns alles gemaach huet. Haut kann ech der Chamber eng Motioun presentéieren, wou ech frou sinn, dass se vun enger breeder Majoritéit hei matgedroe gëtt.

Motion 1

– Considérant que la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine continue de faire des victimes innocentes et que les atrocités perpétrées par les troupes russes ont franchi un cap avec la découverte de corps de civils, hommes et femmes, allongés dans les rues de Boutcha ainsi que de plusieurs charniers ;

– considérant que l'armée russe poursuit les bombardements indiscriminés et les attaques aériennes contre des zones résidentielles et des infrastructures civiles telles que les hôpitaux, les écoles et les crèches, ce qui a conduit à la destruction complète ou quasi complète de Marioupol, de Volnovakha et d'autres villes et villages ;

– considérant les différentes décisions prises par le Conseil de l'Union européenne concernant des sanctions et des mesures restrictives à l'égard de la Russie ;

– considérant que les sanctions adoptées à ce jour ont un effet non négligeable, mais que les achats de combustibles fossiles de l'Union européenne (UE) en Russie continuent de fournir au régime des moyens qui contribuent au financement de la guerre ;

– considérant l'adoption par le Parlement européen de la résolution concernant l'évolution de la guerre en Ukraine et les sanctions de l'UE contre la Russie le 7 avril 2022, résolution reprise en partie par la présente motion ;

– rappelant l'adoption unanime de la motion du 24 février 2022 par la Chambre des Députés et la condamnation de l'attaque non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Fédération de Russie,

la Chambre des Députés

– condamne avec la plus grande fermeté la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, ainsi que la complicité de la Biélorussie dans cette guerre, et exige que la Russie mette un terme immédiat à toutes ses activités militaires en Ukraine et retire sans condition l'intégralité de ses forces et équipements militaires de la totalité du territoire ukrainien internationalement reconnu ;

– partage la douleur de la population ukrainienne qui subit des pertes et des souffrances indicibles ;

– souligne que cette agression militaire et cette invasion constituent une violation grave du droit international, en particulier de la convention de Genève et de ses protocoles additionnels et de la Charte des Nations Unies ;

– exprime la colère et l'indignation que lui inspirent les atrocités dont il est fait état, y compris le viol et l'exécution de civils, les déplacements forcés, le pillage et le ciblage d'infrastructures civiles, telles que les hôpitaux, les installations médicales, les écoles, les abris et les ambulances, et les tirs visant les civils qui tentent de fuir les zones de conflit en empruntant les couloirs humanitaires définis d'un commun accord, et qui ont été commises par les forces armées russes dans un certain nombre de villes ukrainiennes occupées, dont Boutcha ;

– rappelle avec insistance que les auteurs de crimes de guerre et d'autres violations graves du droit international ainsi que les représentants gouvernementaux et les chefs militaires responsables devront répondre de leurs actes ;

– rappelle qu'en cas de crimes de guerre et de génocide, la communauté internationale est tenue d'agir et devrait utiliser tous les instruments à sa disposition ;

– soutient pleinement l'enquête lancée par le procureur de la Cour pénale internationale sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, ainsi que les travaux de la commission d'enquête du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et ceux de la mission d'experts indépendants qui enquête dans le contexte du « mécanisme de Moscou » déclenchée par l'OSCE ;

– salue les envois de matériel militaire luxembourgeois pour les forces armées ukrainiennes ;

– salue l'aide humanitaire du Luxembourg en soutien à la population civile ;

– salue les efforts du Gouvernement pour l'accueil de la population ayant fui l'Ukraine depuis l'invasion russe ;

– soutient le Gouvernement dans ses efforts pour accueillir et intégrer dans notre société un grand nombre de personnes ayant dû fuir la guerre en Ukraine,

invite le Gouvernement

– à poursuivre et à soutenir les livraisons d'armes pour permettre à l'Ukraine de se défendre efficacement ;

– à demander la mise en place de couloirs humanitaires et de passages sûrs pour évacuer les civils qui fuient les bombardements ainsi qu'à soutenir les renforcements des réseaux d'aide humanitaire de l'Union européenne en Ukraine ;

– à soutenir, suite à la volonté exprimée par l'Ukraine dans sa demande d'adhésion à l'UE présentée le 28 février 2022, et lorsque l'avis de la Commission européenne aura été reçu, l'envoi d'un signal uni par les institutions de l'UE à l'Ukraine sur son aspiration européenne, sur la base de ses mérites, et, dans l'intervalle, de continuer à œuvrer à son intégration dans le marché unique de l'Union, conformément à l'accord d'association ;

– à soutenir également les aspirations européennes de la Moldavie et de la Géorgie ;

– à veiller à ce que la mise en œuvre des sanctions existantes soit intégrale et effective au Luxembourg ;

– à soutenir toute demande permettant d'accroître l'efficacité des sanctions existantes et de continuer de contribuer activement au sein du Conseil de l'Union européenne à l'élaboration de mesures effectives supplémentaires ;

– à demander à la Commission européenne de continuer à travailler pour garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'UE indépendant des importations russes ;

– à œuvrer au sein de l'Union européenne, en concertation avec nos partenaires, pour une prompte et complète indépendance vis-à-vis de toutes formes d'importations énergétiques russes ;

– à continuer à diversifier les ressources, les technologies et les voies d'approvisionnement énergétiques, mais également à investir encore davantage dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les solutions de stockage de gaz et de l'électricité et à effectuer des investissements durables à long terme conformément au pacte vert pour l'Europe ;

– à apporter son soutien à tous les processus internationaux et nationaux légitimes d'enquête sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre présumés commis en Ukraine, afin que tous les auteurs et complices répondent de leurs actes devant les tribunaux ;

– à poursuivre ses efforts en matière d'accueil et d'intégration des personnes ayant fui la guerre en Ukraine, notamment via l'accès rapide et facile au marché de l'emploi ou encore via la scolarisation des enfants et des jeunes.

(s.) Yves Cruchten, Gilles Baum, Sven Clement, Stéphanie Empain, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech géif gäre virop dem Här Wiseler Merci soe fir d'Viraarbecht un dësem Text. Dësen Text baséiert zum groussen Deel op enger Propos, op där mer eis am Fong eens waren, mee wou mer eis net am allerleschten Detail eens goufen. Um Enn zielt awer, dass mer eng breet Ënnerstützung fanne fir en Text, hannert deem mer alleguerten zesumme kënnen stoen.

An Tëschenzäit huet sech erëm viles gedoen, an duerfir ass den Text och adaptéiert ginn. Ech mengen, dass grad haut e gudder Moment ass, fir dës Motioun ofzestëmme, och als staarkt Signal vu Solidaritéit vis-à-vis vun der Ukrain an hirem President, dee mer virdu gelauschert hunn.

An dëser Motioun invitéiere mir d'Regierung ënner anerem, der Ukrain hir Demande fir en EU-Bäitritt ze ënnerstëtzen. Och solle mer ouni Verzögerung Europa komplett onofhängeg maache vun alle russeschen Energieimporter an derfir suergen, dass all d'Sanktiounen effikass ëmgesat ginn a souguer erweidert ginn, zu Lëtzebuerg an an Europa. International oder national Enquêtë wéinst Krichsverbriechechen a Verbrieche géint d'Mënschlechkeet sollen ënnerstëtzt ginn, fir dass och all Verbrieche hei zur Rechenschaft ka gezu ginn.

Mat dëser Motioun fuerdere mer och, dass d'Ukrain weiderhin ënnerstëtzt gëtt, esou gutt, wéi mer dat nëmme kënnen, och duerch Waffeliwwerungen.

Mat dëser Motioun maache mer kloer: Lëtzebuerg steet zesumme mat der Ukrain. A fir dass dat och vläicht an der Ukrain verstane gëtt, probéieren ech dat op Ukrainesch: „Luxemburg z Ukrainoyu.“

(Applaudissements aux tribunes)

Mir wënschen eis esou séier wéi méiglech Fridden a ginn d'Hoffnung och net op, datt et nawell eng Kéier méiglech gëtt, op diplomateschem Wee e Waffestëllstand ze erreechen. All Initiativen, déi derzou féiere kënnen, datt net méi geschoss gëtt, verdéngen eis Ënnerstützung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Leit, déi eis nolauschteren a besonnesch och Dir, léif Ukrainer, déi Dir eis haut nogelauschtert hutt an och zaireich virun der Chamber stoungt, fir Ärem President seng Usprooch hei am Haus matzeerliewen.

Et ass effektiv relativ schwiereg, an esou engem Moment, no esou enger Ried, déi richteg Wieder ze fannen. De President Selenskyj huet wéi esou oft staark Wieder fonnt, fir un eis Solidaritéit ze appelléieren. E President, dee sech duerch seng virbildlech Haltung an duerch säi Courage e ganz grouss Réckhalt a senger Bevëlkerung verdéngt huet an deen et och fäerdegbruecht huet, sengem Land duerch seng Stëmm um internationale Plang eng enorm grouss Solidaritéit ze sécheren.

An ech mengen, ganz am Esprit vun dësem Dag géif ech gäre vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir Tech e puer weider Stëmme vun Ukrainer, déi bei eis am Land sinn, erënzeginn:

„I want to say thank you for the support provided by the state, for the funds, for the helping hand, for the understanding of the situation and for helping to accelerate our victory in this terrible unjust war. Thank you for weapons without which our Ukrainian military would not be able to face Russia.

Against Russia, you can only win by force, on the battlefield. The Russian military is destroying our nation, our language, our cities, our people. If we now give Russia what they want, in ten years they will be back for more and start again.

Ukraine can bring this war to an end fast, our whole nation is functioning, we are strong in spirit and strong-willed. But for that to be possible, we need more weapons and your help.

We want compensation from Russia for every destroyed house, every destroyed hospital, kindergarden, school, for every child and woman killed. We call all those that are involved in these unjust actions to be held accountable.

And yes, Ukraine is ready to join the European Union. I believe that we are a European nation, we have already launched so many processes in the economic sphere, political reforms will take place quickly. We are fighting corruption.

Ukrainians are a strong good nation and we look forward and want to change our lives only for the better!“

An zu Iech all, léif Matbierger aus der Ukrain, déi eis haut nolauschteren, wëll ech soen: Mir héieren Iech a mat Iech zesummen hoffe mir, dass dëse Krich esou séier wéi méiglech eriwwer ass. Mir deelen Äert Leed a mir hunn déiwe Respekt virun Ärer Resilienz, virun Ärem Wëllen, fir fir Är Fräiheet an demokratesch Wäerter ze kämpfen!

Mir bewonneren och Äre Courage, fir an dësen Zäiten, do wou et méiglech ass, de System an Ärem Land um Liewen ze halen, ob dat an der Landwirtschaft ass, wou déi Maschinnen, déi nach fonctionéieren, solidaresch gedeelt ginn a wou Felder, déi net verminnt sinn, zesumme bewirtschaft ginn, oder an der Educatioun, wou vun der Primärschoul bis zur Universitéit Är Coursen online a Krichszäit weidergefouert ginn, well et Iech wichteg ass, dass déi Jonk, Är zukünfteg Generatiounen, keng wäertvoll Zäit verléieren.

Mir verstinn och Är Situatioun hei am Land, wou Dir quasi an zwou verschidde Welte leeft: Mam Häerz an der Heemecht a bei de ville Bekannten, Partner, Elteren, a Gedanke bei all deenen, déi momentan duerch d'Hell ginn, fir hiert Land ze verteidegen, a physesch hei am beschauleche Lëtzebuerg, wou de Krich wäit ewech ass a wou een esou vill Positives erlieft, wat awer alles och am ganz krasse Géigesaz zu Äre Suerge steet.

Mir verstinn och Är Angscht, dass dëse Krich no e puer Méint zur Normalitéit gëtt a mer eis hei lues a lues un dee Krichszoustand gewinne kéinten, Är Suergen iwwer all déi Mënschen, dorënner vill Kanner, déi carrement a Russland deportéiert ginn, e russesche Pass opgezongwe kréien, gezwonge ginn, russesch Lidder ze sangen. Eleng de Gedanken iwwert déi Hëllefsegkeet vun deene Kanner, déi bewosst entwuerzelt ginn, ass kaum ze erdroen an zeugt vun enger enormer Onmënschlechkeet.

Mir deelen Är Frustratioun iwwert d'Tatsaach, dass souguer Är eege Verwandten, déi a Russland liewen,

Iech net gleewen, dass Är Stied sännlos zerstéiert ginn, dass Russland kee bei Iech rette kënt a keen Territoire liberéiert, mee au contraire, dass Är Dierfer a Stied bis op de leschte Steen zerstéiert ginn.

An duerfir ass eise Message haut un Iech, un déi ukrainesch Communautéit hei am Land, ganz kloer: Mir gleewen un Iech an un Är Gesellschaft, déi dee politesche Wandel net nëmme wëllt, mee sech och aktiv derfir asetzt. Mir gleewen drun, dass Dir alles wäert drusetzen, fir dass dee Wandel, deen och néideg ass, fir e Member an eiser europäescher Communautéit ze ginn, wäert schnell weidergedriwwen ginn. Dëse Krich an Är Reaktioun dorop weist eis, wéi staark Dir als Gesellschaft zesummenhaalt a wéi vill Dir gewëllt sidd ze schaffen, fir dass Dir zügedes Ziler kënt errechen.

Dir hutt mir méi wéi eng Kéier ze verstoe ginn, dass Dir déi Zäit, déi Dir elo bei eis verbréngt, och derfir wëllt notzen, fir esou vill Erkenntnisser wéi nëmme méiglech herno erëm mat heem ze huelen. Dir gesitt, wéi Demokratie hei am Alldag gelieft gëtt, wéi mir de Rechtsstaat am Alldag liewen. Dir hutt all Bekanntschaft mat eisen Administratiounen gemaach an och mat den Efforten, déi mir gemaach hunn, fir bürokratesch Demarchen esou einfach wéi méiglech ze halen.

Dir erlieft, wéi mer awer och struwelen, fir déi Energietransitioun hinzekriegen, wéi mer hin zu enger Économie circulaire wëlle kommen a wéi vill Wäert mer drop leeën, fir fir gläich Rechter fir jiddereen a jiddereent ze suergen.

A jo, Dir huet vill Andréck an och esou munch Gedankenstéiss hei op. Mee och mir als Gesellschaft léiere ganz vill vun Iech. Äre Wëllen, Iech schnell hei ze integréieren, den Echange aktiv ze sichen, huet ganz schnell derzou gefouert, dass innerhalb vu just e puer Méint enk Liene mat villen Awunner vun eis am Land entstanen sinn. Dëst wier net méiglech gewiescht ouni grouss Efforten op béide Säiten.

Äre Wëllen, Iech hei ze integréieren, ass op ganz fruchtbare Buedem gestouss, grad och well eis Zivillgesellschaft, vill Organisatiounen a vill Bierger a Biergerinne vill Engagement un den Dag geluecht hunn, fir Leit opzehuelen, d'Kanner am Schoulsystem an an de Veräiner ze integréieren an eisen Aarbechtsmarché onkomplizéiert a schnell opzemaachen. An Iech alleguerte gëllt dofir och e ganz grouss Merci!

Et sinn entre-temps Frëndschaften a Verbindungen entstanen, déi sécher iwwer ganz laang Jore wäerte Bestand hunn. An ënner anerem dofir soe mir haut ganz kloer, dass mir eis fir eng Baitrëttsperspektiv fir d'Ukrain an d'EU ausschwätzen, genesou wéi mer eis och derfir ausschwätzen, Moldawien oder Georgien an och d'Balkanstaaten an hiren Demarchen ze ënnerstëtzen.

A genesou sti mir och voll a ganz hannert der Motioun, déi elo grad vum Här Cruchten deposéiert ginn ass. Mir wëllen Iech weiderhi mat Waffeliwwerungen ënnerstëtzen, fir dass Dir der russescher Aggressioun net machtlos géigeniwwerstitt a fir dass Dir dëse Krich gewanne kënt.

Genesou wëlle mir weiderhin all Demarche ënnerstëtzen, déi et erlaabt, zousätzlech effikass Mesuren a Sanktiounen ze ergräifen. Mir wäerten eis derfir asetzen, dass déi Verantwortlech vun dësem Krich a vun de sëllege Verbrieche géint d'Mënschlechkeet zur Rechenschaft gezu ginn. An natierlech begrësse mer och, dass e sechste Paquet u Sanktiounen mat engem wäitreechenden Embargo op russesche Pétrolsimporter konnt zustane kommen.

Mir sinn eis awer bewusst, dass d'EU haut net méi esou géeeent dosteet, wéi dat nach virun e puer

Wochen de Fall war. Grad wann et em de Gas geet, huet d'EU sech an eng Sakgaass manövréiert, aus där se net esou schnell erauskënt, wéi mir eis dat hei géife wënschen. Dobäi ass et wichtig, dass d'EU weiderhin alles drusetzt, fir mat vereenter Stëmm ze schwätzen. Mir dierfen eis net ausernanderdreiwel loossen, och wann elo um leschte Sommet erëm relativ däitlech ginn ass, dass dat mat engem Land wéi Ungarn grad méi wéi schwiereg ass.

Während dat russescht Militär an der Ukrain grad e Laf huet an Erfolleger um Terrain verzeechne kann, versicht sech Ungarn an Erpressung a wenn sech erëm vum solidareschen Handeln of a spillt domadder dem Putin riicht an d'Kaarten. Dat ass net just iergerlech, mee dat ass och immens geféierlech, well mat deem Geschéck kann d'EU net de beschtméigleche Bäitrag leeschten, fir de russeschen Imperialismus, wéi e grad un den Dag geluecht gëtt, mat ofzewenden.

Wat awer nach wie vor nach ëmmer kloer ass: Mir musse kollektiv eis Ustrengunge weiderhin intensivéieren, fir onofhängeg vun all Zort vu russeschen Energieimporter ze ginn! Dozou gehéiert nieft der Diversifizéierung eeben och, dass mer méi wéi jee gefuerdert sinn, an d'Energieeffizienz an an erneierbar Energien ze investéieren. A mir wëssen, dass dat net zum Nulltariff kënt. Dëse Krich treëft och eis, eis Liwwerketten, eis Wirtschaft haart!

A jo, mir lafe reell Gefor, dass vill Leit, déi gëschter scho knapp d'Enner beieneekruten, haut an der Situatioun sinn, dass um Enn vum Gehalt nach vill ze vill Mount iwwer ass. An dofir ass et wichtig, dass mir weiderhin eis Ustrengungen drop fokusséieren, grad deene Vulnerabelsten an eiser Gesellschaft ënnert d'Äerm ze gräifen, well et geet em näischt manner wéi eise gesellschaftlechen Zesummenhalt. An deen ass onabdingbar, och am Hibleck op eis Capacitéit als Gesellschaft, fir eis weiderhi solidaresch mat de Mënschen an der Ukrain ze weisen an hinnen op all Niveau zur Säit ze stoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, chers représentants du corps diplomatique, chers amis ukrainiens, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ëmmer eng grouss Éier, wann en auslännesche Staatschef an engem nationale Parlament schwätzt. Dat haut war fir eis natierlech e ganz schéint Erliefnis, dass den ukrainesche President sech un eis Chamber an iwwer eis un dat ganz lëtzebuergesch Vollek adresséiert huet.

D'ADR géif sech wënschen, dass mir méi dacks géifen auslännesch Staatscheffen invitieren, fir hei ze schwätzen. Bei enger Staatsvisitt zum Beispill kéint een dat jo mat aplangen, dass se hei kéinten d'Wuert huelen.

Mir konnte leider keen direkten Dialog mam Här President Selenskyj féieren a keng Froe stellen, mee bei anere Geleeënheete ka sech dat vläicht erginn.

Ech soen dem Här Cruchten Merci, well hie rappeliert huet, dass mer eis fundamental an engem Punkt heibannen eens sinn, nämlech dass mer net kënnen akzeptéieren, dass eng militäresch Aggressioun als e Mëttel vun der Politik ka gesi ginn. Mir haten dee Stadium nom Zweete Weltkrich, mengen ech, definitiv hannert eis gelooss, wou mer d'UNO gegrënnt hunn, mat alle wichtige Alliéierte vum Zweete Weltkrich

mat derbäi, fir eeben déi militäresch Aggressioun net méi als Mëttel vun der Politik ze toleréieren. Mir hunn doduerch och zu Recht verurteilt, wat de 24. Februar 2022 an der Ukrain geschitt ass.

Mir sinn eis och eens, dass mer onbedéngt Solidaritéit an Hëllef musse weisen. Mir hunn als ADR, wéi Der wësst, nach hei virun zwou Woche fënnf Motiounen presentéiert, fir an deem Sënn ze wierken. A mir bleiwen och bei deene Saachen. Vill vun deene Saachen, déi an der Motioun stinn, déi den Här Cruchten haut deposéiert huet, kënnen mir och matdroen, net alles, awer ganz vill.

Solidaritéit an Hëllef mussen eist politescht Handele guidéieren. Mir wëllen awer d'Situatioun ouni all Demagogie analyséieren, mir mussen awer gesinn, wéi d'Situatioun an der Ukrain sech entwéckelt.

Den Här President Selenskyj huet e ganz schéine Gest fir eist Land gemaach. En huet gesot: „Mir wëlle bleiwe wat mir sinn!“ En huet dee Sproch opgeholl an och op d'Ukrain applizéiert. Jo, wat war d'Ukrain nach viru Kuerzem? E multieethnesche Staat, e multilinguale Staat, an deem vill verschidde Communautéiten konnten zesummeliwwen. An dat ass net gelongen, dat Experiment, aus ville Grënn.

D'Ukrain ass säit ville Joren en zerrappte Staat mat ville Konflikter, dass Sproochegesetz, déi Konflikter ervirgeruff hunn. Russescht zum Beispill ass och als Regionalsprooch verbuede ginn zu engem bestëmmte Punkt. Et gouf Massakere wéi Odessa, déi ni opgeklaert goufen. Et war ganz vill Spannung an där Gesellschaft, ganz vill Konflikt.

Et ass also net esou, dass sech elo de 24. Februar aus heiterem Himmel e Problem verschäerft huet. Nee, mir wëssen alleguer, an deene leschte Jore ware scho ganz vill Tensiounen, ganz vill Problemer an deem Land. Vläch hu mer net fréi genuch gehollef, fir do mat unzepakem, fir dat kënnen ze evitéieren, wat elo geschitt ass.

Mir mussen einfach probéieren, mat der Ukrain konstruktiv zesammenzeschaffen. Den Här President Selenskyj huet a senger Ried och gesot, den Donbass wär e „fleuron industriel“ gewiescht, deen elo zerstéiert ginn ass. Dat ass absolutt richtig. Mee scho virdru war am Donbass eng grouss Suerg em d'ekonomesche Zukunft vun där Regioun. D'Associatiounsofkommes, dat déi Europäesch Unioun mat der Ukrain ofgeschloss huet, war komplett op Weststandard ausgeluecht an déi Leit am Donbass haten nach déi sowjetesch Standarden, déi sowjetiséiert Industrie, eng grouss Interaktioun mat Russland. Déi hunn och schon hir ekonomesch Zukunft a Gefor gesinn. Et war destabiliséiert, dat Land. Et war eethnesch destabiliséiert, linguistescht destabiliséiert, ekonomesch destabiliséiert, an dat huet sech zougespézt am Laf vun deene leschte Joren.

Et ass an et bleift onrealistescht, elo reng op Konflikt ze goen. Den Här President Selenskyj huet a senger Ried och haaptsächlech insistéiert, dass mer solle Sanktiounen a Waffeliwwerunge maachen. Dat ass eng Positioun, déi mer kennen.

D'CSV huet gesot: „Mir mussen de Krich gewannen!“ Mee wat heescht dat konkret? Wat soll dat heeschen an dëser Situatioun, dass d'Ukrain kéint e Krich géint Russland gewannen? Ech géif emol gär wëssen, wat een dorënner soll verstoen. Mir mussen eis bewusst sinn, wat d'Verlängerung vum Krich fir dat Land heescht, wat fir Drama dat sinn. All Dag stierwe geschat 50 Zivilisten a geschat 200 Militär, Ukrainer a Russen. An all Dag ginn der nach vill méi verletz a gefaangen. All Dag verloossen Honnerte vu Leit d'Ukrain, Milliounen an der Tëschenzäit.

All Dag gëtt déi ukrainesch Economie méi schwach, d'Zerstéierung wuessen. D'weltwäit Konsequenzen: D'Inflatioun ass eng Gefor fir vill Länner op der Welt an de Spektrum vu Problemer bei der Versuerung mat Liewensmëttelen a vun enger Hongersnout ass intolerabel.

Den Här Bettel huet a senger Interventioun gesot, mir missten eis Wäerter verdeedegen. Jo, dat muss mer. Mir müssen eis Wäerter an eis Interessie verdeedegen an dëser Situatioun. A mir muss wëssen – an den Här Bettel huet et och uklänge gelooss –, datt ganz vill Länner op der Welt eng aner Analys maache wéi mir hei.

Wann een an den internationale Fore kuckt, dann huet een am Abléck dat Gefill, datt déi europäesch Interpretatioun vun deem, wat an der Ukrain geschitt, marginaliséiert gëtt. Och do muss mer also froen: Wien huet Recht? Oder si mir aleng richteg? Hu mir absolutt Recht mat deem, wat mir behaupten? Oder gesi mer awer verschidden Aspekter vun der Situatioun net ganz richteg?

D'ADR huet schonn de 17. Mee op dëser Plaz fir e Waffestëllstand a Friddensverhandlung plädéiert, a mir begréissen och d'Initiative vun der Lëtzebuurger Friddensplattform an déi Richtung. Mir haten dat nach de 17. Mee gesot a mir goufe vill kritiséiert. Mir goufen heibanne vill kritiséiert dofir. Mee den 19. Mee huet den amerikanesche Chef d'état-major zu Moskau ugeruff an e Waffestëllstand proposéiert, well et eeben net gutt leeft an der Ukrain. Dat muss ee wëssen.

An zënterhier héiert een déi Iddi vum Waffestëllstand a vu Friddensverhandlung vu ville Säiten, och op héijem europäeschen Niveau gëtt dovunner geschwat. Et ass an eisen Aen den eenzege Wee, fir Mënscheliewen ze schounen, den ukraineschen Territoire esou wäit wéi méiglech ze preservéieren an d'Eskalatiounsgefore vum Konflikt ze reduzéieren. Déi Virstellung, datt et der Ukrain kéint geléngen, Territoiren zrëckzeereweren, déi Russland elo besat huet, ass onrealistes.

Wat mir bei der ADR an dem Här Selenskyj senger Ried vermësst hunn, ass eng laangfristeg Perspektiv fir d'Ukrain. Wéi soll dat Land sech dann entwéckelen? Wéi soll et erëm ginn, wat et war, multiethnesch, fir a Fridde kënnen zesummenzeliewen?

Et muss ee kënnen eng institutionell Architektur fir dat Land entwéckelen, eppes, wou keng Communautéit, keng Sprooch sech diskriminéiert fillt, e Modell fir d'Ukrain vun der Zukunft. An et muss een – a loosst mech dat Wuert och hei benotzen – un eng national Reconciliatioun denken. Well et geet dach net duer, Sanktiounen ze maachen a Waffen ze liwweren an dorop ze waarden, datt mer géint Russland gewonnen – wat eng komplett Illusioun ass –, wann een net seet: Wat stellen ech mer da vir fir d'Ukrain vu muer? Wéi wëll ech déi Communautéit erëm zesummeféieren? Wéi soll ech Fridde bréngen énnert de Leit a Wonnen heele loosse, déi gerappt goufen?

De Waffestëllstand ass deen éischte Schrëtt, en absolutt noutwendige Schrëtt. An dofir versti mer och d'Attitud vun der Regierung net, déi jo haut och vun der CSV vertruede gouf esou am Genre: Stärkt an Eenheet weisen ass dat Eenzegt, wat gëllt! Esou eng Krichsrhetorik, an nëmme Sanktiounen, keng Diplomatie, a mir sollen elo net op den Här Selenskyj awierken.

Nee. Mir maachen do eng ganz aner Demarche an eng aner Analys. De Waffestëllstand ass extreem wichteg. A mir müssen och kucken, datt mir decidéieren, wéi eng Politik mer maachen, well wa mer soen, datt mir keng Initiativen huelen an net intervenéieren zu Kiew an zu Moskau fir e Waffestëllstand, wat maache mer dann? Da sinn et anerer, déi decidéieren, wéi laang mir Sanktiounen applizéieren, wéi laang solle Waffe geliwwert

ginn, wéi eist zukünftegt Verhältnis mat der Ukrain a mat Russland soll ausgesinn. Anerer decidéieren dann doriwwee an net méi mir. Dat ass dee falsche Wee!

Mir muss kucken – a mir soen dat och als ADR ganz kloer, mir schommen eis och net dofir –, datt mer eis nëmme wellen asetze fir d'Wuel vun de Leit an der Ukrain vun alle Communautéiten, vun alle Sproochen, mee mir wellen eis och ëmmer virun Ae féieren, wat d'Konsequenze vu Sanktiounen op d'Leit hei am Land sinn. An dat ass net illegittim. Et ass eis éischt Aufgabe als gewielt Politiker, fir och un déi Leit hei am Land ze denken. Sanktiounen – an dat wësse mer – bréngen net vill! Et sinn net si, déi de Krich elo wäerte beaflossen. A mir kréien och kee siwente Pak, wou grouss Gassanktiounen decidéiert ginn, och dat ass onrealistes.

Mir wellen – an dat soen ech och ganz kloer hei als Vertrieder vun der ADR – keng Rezessioun a Westeuropa, wann d'Sanktiounen de Krich net op en Enn bréngen. An esou gesäit et aus. Mir wëlle keng Inflatioun am Energieberäich. Mir wellen net, datt am Hierscht an am Wanter d'Leit net kënnen hätzen, ouni sech ze ruinéieren! Mir wellen och keng Aschränkunge vun der Mobilitéit duerch exorbitant Präisser op der Pompel. Dat bréngt näischt. Dat hëlleft de Leit an der Ukrain net an et bréngt d'Leit hei an existenziell Suergen.

Et ass och net logesch – an ech wëll domadder vläicht ophalen –, datt mer elo Gasliwwerungen duerch Fracking huelen, wat ëmweltschiedlech ass, duerch Transporter iwwer Schëffer, mat enorme Verloschter och vun Effizienz a mat groussen Ëmweltkäschten, mat enger Rhetorik, déi u sech awer verstoppt, datt alles dat de Leit an der Ukrain net direkt wäert hëllef. An dat ass, mengen ech, e ganz wichteg Element.

Mir wäerten eis ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der nach, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, ganz gär. Ech maachen dat vläicht fäerdeg an da kann e selbstverständlech eng Fro stellen.

Mir hunn och eng Motioun virbereet, an ech wëll vläicht nach ee Gedanke soen, fir datt den Här Kersch nach seng Fro ka stellen: Mir maache strateegesch Feeler am Abléck! An ech mengen, dat muss een och ganz kloer gesinn. Mir hunn hei, och all d'Virriedner, ganz staark Téin géint Russland gefouert! Mee och do muss een eng Zukunftsperspektiv kënnen entwéckelen. Wat mir am Abléck maachen, datt ass, datt mir eist Land a vill westlech Länner an eng dauerhaft Konfrontatioun, an en neie Kale Krich féieren, wou mer Russland mat China, Indien an anere Länner an eng nei Allianz féieren, déi laangfristeg der europäescher Friddensuerdnung an iwwerhaupt der internationaler Communautéit nëmme ka schueden!

Dat ass dee falsche Wee. Mir muss kucken, datt mer méi wäit denken. Brécke bauen, do wou et am Abléck schwéier schéngt, datt ass den Defi vun der Diplomatie. An ech mengen, mir muss wëssen, datt mer deen Defi müssen unhuelen. Mir müssen der Ukrain hëllef, mir muss solidaresch sinn. Awer mir muss kënnen souwuel ekonomesch, wéi politesch, wéi diplomatesch méi wäit denken.

Den Här Kersch wollt eng Fro stellen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Merci, Här Kartheiser. Ech wollt Iech just froen, ob Der net meng Meinung deelt, dass et e bësse vill verlaangt ass vun engem President, deem säi Land sech an engem Ugrëffskrich probéiert ze verdeedegen, fir elo hei virun der Lëtzebuurger Chamber grouss Zukunftsperspektive fir d'Ukrain ze entwéckelen?

Ech perséinlech sinn der Meinung, dass dee President am Moment ganz aner Suergen huet wéi elo Perspektiven auszemelen, déi souwisou riskéieren, duerch d'Aktualitéit net dat wäert ze sinn, wat deen aneren Dag schonn erëm wäert antrieden.

An zweetens wollt ech Iech d'Fro stellen, ob Der net héieren hutt, wéi de Premierminister eebe ganz bewusst net op eng gewësse Krichslogik agaangen ass, mee ganz kloer de Message ginn huet, dass Lëtzebuerg all Efforte wäert ënnerstëtzen, déi an d'Richtung ginn, dass den ukrainesche President ka mat dem President vu Russland zesummekommen.

Dofir mengen ech, dass mir vläicht hei besser hätten, e bësse manner de Mond opzedinn an deene Leit, déi am Krich sinn, hir Eegeverantwortung ze iwwerloossen, ouni hinne wëlle Lektioenen ze ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gutt. Den Här Kersch huet mer zwou Froe gestallt. Déi éischt Fro ass, ob den Här Selenskyj net aner Preoccupatiounen huet, wéi en Zukunftsmodell fir säi Land ze entwéckelen. Ech äntwerten Iech ganz kloer: Nee! Well ech mengen, dat ass ganz wichteg! Do hëllef esou kleng Länner wéi d'USA zum Beispill oder d'Veereenegt Kinnekräich dem Här Selenskyj bei der militärescher Verdeedegung vu sengem Territoire an engem ganz héije Mooss.

Ech mengen, datt den Här Selenskyj absolutt mat där Capacitéit an där Hëllef, déi en huet, och bei de puer Verhandlungen, déi an der Tëschenzäit scho mat Russland gelaft sinn, souwuel eng Verhandlungscapacitéit wéi och eng intellektuell Nodenkapacitéit huet, déi et him géifen erlaben, béides ze maachen: engersäits déi militäresch Verdeedegung, déi eng Noutwendegkeet ass, mee doriwwee eraus och e Modell fir säi Land.

Et muss ee jo Friddensverhandlungen hunn, dat ass jo déi éischt Prioritéit u sech! Et geet jo net duer, sech ze verdeedegen an ze hoffen, datt een enges Daags géint Russland gewënnt. Mee et muss ee jo och wëssen: Wou soll mäi Land muer stoen? Wat wëll ech eigentlich errechen? An ech mengen, dat ass eng absolutt prioritär Consideratioun fir e Staatsmann, net nëmme fir d'Politiker, mee fir e Staatsmann, fir ze wëssen: Ma wat kann ech deene Leit, de Refugiéien, hei an dësem Land offréieren, fir datt se zrëckkommen – et sinn och vill Leit a Russland geflücht! –, fir datt se eng gemeinsam Zukunft opbauen, fir datt mer dëst Land erëm kënnen opbauen? An ënner wéi enge Konditiounen kann ech mer do och Hëllef vun der internationaler Communautéit erwaarden?

Dat verlaangt en intellektuellen a moraleschen Effort, an ech si sécher, datt den Här Selenskyj dee ka bréngen.

Déi zweet Fro: Jo, natierlech ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Dee kann een awer wuel kaum haut hei an der Lëtzebuurger Chamber developéieren. Dat ass genau de Problem.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här Kersch, Dir hutt mer zwou Froe gestallt. Erlaabt mer, wannechgelift, op déi zwou Froen ze äntweren.

Déi Éischt, mengen ech, hunn ech beäntwert. Mäi Vertrauen an den Här Selenskyj schéngt méi grouss ze si wéi dat, wat Dir hutt!

Dat Zweet ass: Ech hunn dem Här Bettel selbstverständlech gutt nogelauschert, méi wéi hie mir, mengen ech.

(Hilaritéit et brouhaha)

Mee wann den Här Bettel mer géif nolauschteren, da géif en ...

(Brouhaha)

Jo, jo, gutt. Selbstverständlech hunn ech dem Här Staatsminister nogelauschtert an ech hunn och de Schluss vu senger Ried selbstverständlech héieren an appreciéiert, wou e sech dem Här Selenskyj wollt zur Verfügung stellen, fir bei enger Demarche ze hëllefen. Dat appreciéiere mir a mir ënnerstëtzen dat!

Mir hu schonn déi lescht Kéier an der Chamber gesot, datt mer et géifen ënnerstëtzen, Här Staatsminister, wann Dir weider och de Kontakt zu der russescher Féierung géift sichen, well dat néideg ass. Diplomatie ass néideg!

Den Här Bettel hat awer och, Här Kersch, am Ufank vu senger Ried gesot, datt en zu engem bestëmmte Punkt – wat een och mënschlech kann novollzéien – duerch déi Grausamkeet vum Krich a verschidden Evenementer net méi déi moralesch Kraaft dozou hat. Dat kann ee mënschlech novollzéien, mee mir freeën eis, datt en um Schluss vu senger Ried dann déi Fënster erëm opgemaach huet, dat, wat mir ëmmer vertraueden hunn. Et ass schwéier! Et ass schwéier, et ass an der Diplomatie a mënschlech ganz schwéier, mat esou Biller am Kapp mat engem aneren schwätzen ze kënnen, mee et muss ee sech kënnen iwwerwannen, well et ass am Déngscht vun der Saach.

Fir zukünfteg Massakeren, zukünftige Misär, zukünftegt Leed ze verhënneren, mussen en Diplomat an e Politiker fäeg sinn, och mat engem Mënsch, mat deem se net d'accord sinn, Brécken ze sichen, en Dialog ze féieren an no Léisungen ze sichen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech hunn nach dat Wichtigst vergiess: eng Motioun vun der ADR, déi e bëssen eng aner Tonalitéit huet.

(Interruption)

Si ass haaptsächlech op Friddensverhandlungen orientéiert an op Zukunftsmodeller, och politescher Natur. Si ass e bësse manner krichsorientéiert wéi déi vun deenen anere Parteien.

Villmools merci.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

– *begrësst, datt de President vun der Ukrain sech haut u si adresséiert huet;*

– *erënnert drun, datt si dee russeschen Ugrëff vum 24. Februar 2022 verurteelt huet;*

– *bedauert zudéifst de Verloscht vu Mënscheliwwen an dat schrecklecht Leed, dat dee Krich verursaacht;*

– *ënnersträicht de Wëlle vum Lëtzebuurger Vollek, déi bilateral Relatiounen mat der Ukrain weider ze stäerken an dat ukrainescht Vollek an deem Krich solidaresch ze ënnerstëtzen, besonnesch doduerch, datt*

• *Leit aus der Ukrain zu Lëtzebuerg kënnen medezinnesch versuergt ginn;*

• *ukrainesch Staatsbürger zu Lëtzebuerg fir d'Dauer vum Konflikt Schutz fannen, a seet all deene Leit Merci, déi an deem Kontext gehollef hunn;*

• *d'Ukrain eng politesch, diplomatesch, ekonomesch, akadeemesch an humanitär Ennerstëtzung vu Lëtzebuerg kritt;*

• *Lëtzebuerg un der Opklärung an der Verfolgung vu Krichsverbrieche soll matwierken;*

• *Lëtzebuerg sech um Neesopbau vun der Ukrain bedeelege soll;*

• *Lëtzebuerg der Ukrain derbäi hëlleft, fir d'Krittäre vun enger Membershaft an der EU ze erfëllen;*

• *d'Arméi kann net déidlecht Material un d'Ukrain liwweren,*

fuert d'Regierung op,

– *sech géintwuer der Ukrain a Russland fir e Waffestëllstand a Friddensverhandlungen ze engagéieren;*

– *sech fir de Respekt vum Krichsrecht a besonnesch vun de Genfer Konventiounen anzesetzen an an deem Kontext och d'Ariichtung vun humanitäre Korridoren ze begënschtegen;*

– *international Enquëten duerch neutral a kompetent Gremien ze ënnerstëtzen;*

– *esouwäit dat vun alle bedeelegte Parteien gewënscht an akzeptéiert gëtt, zu der Ëmsetzung vun engem Waffestëllstand mat bäizedroen;*

– *Projeten a Richtung Reconciliation vun alle Bevëlkerungsgruppen an der Ukrain ze initiéieren an ze ënnerstëtzen;*

– *hir gutt Déngschter fir d'Organisatioun vu Friddensverhandlungen ze offréieren;*

– *keng Sanktiounen ze fuerderen, ze ënnerstëtzen oder unzehuelen, déi kéinten zu Versuergungsschwieregkeete bei der Energie oder bei Liewensmëttelen fir privat Leit oder Entrepreneuren zu Lëtzebuerg féieren;*

– *sech fir eng europäesch Friddensuerdnung ze engagéieren, déi keen ausschléisst an d'Entstoe vun engem neie Kale Krich ausschléisst.*

(s.) *Fernand Kartheiser.*

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci. Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, ech wéilt fir d'éischt den Affer vun deem Krich gedenken, also natierlech all deene Verstuerven, deenen Dausende Verstuerwenen, mee awer och all deene Geflüchte gedenken, an zwar all deenen Dausenden, déi hu musse flüchten, Honnertdausenden, Milliounen. All deenen, déi kämpfen, awer och, all déi sinn och Affer. An all deenen, déi krank sinn an déi net kënnen operéiert ginn oder déi vläicht net un déi néideg Medikamenter kommen. An all déi, déi vun hirer Famill a vun hire Léiwé getrennt sinn. Si all sinn Affer, a verschiddene Formen, vun deem Krich.

Ech wëll dann awer och eis déifst Sympathie engem Land ausdrécken, dat zerstéiert gëtt, Empathie och ausdrécke mat enger Populatioun, déi aggresséiert gëtt an där hiert Existenzrecht jo quasi ofgeschwat gouf.

Ech wëll awer och ganz kloer soen, dass mer Verständnis hu fir de Widerstand, fir – wéi den Här Selenskyj gesot huet –: „ze bleiwe wat mer sinn“. Ech mengen, et muss ee ganz kloer soen, dass een awer och Sympathie a Verständnis huet fir dee Wëllen, fir ze bleiwen, wat een ass, wann een eeben ënnerdréckt an aggresséiert gëtt.

An, jo, meng Empathie och mam Här Selenskyj, ganz kloer, dem President, mee och dem Mënsch. Ech muss soen, et war en emouvante Moment, de Mënsch, den Här Selenskyj, deen dostoung, dee ganz kloer midd war an awer eng enorm Determinatioun am Bléck an am Gesiicht hat. An ech mengen, dat huet eis sécherlech alleguerte markéiert.

100 Deeg schonn – 100 Deeg! – dauert de Krich. All Dag ass een ze vill. A mir veruerteete sou kloer wéi den éischten Dag och op deem Dag d'Aggressioun vun

Här Putin a vum russesche Regimm, fir an d'Ukrain anzefalen.

Ech hunn elo vun den Affer geschwat, ech wëll awer och un all déi aner Affer, déi indirekt Affer, eng Kéier erënnere. Mir wëssen et, a mir hunn heiriwwer geschwat: D'UNO warnt virun enger enormer Hongersnout. D'Weessliwwerunge si blockéiert an den Häfen um Schwaarze Mier. Doduerch sinn d'Präisser um Weess ëm déi 30 % gestige par rapport zu de Präisser vum leschte Joer. Virun allem Länner an Nordafrika an och am Noen Oste si betraff vun dëser potenzieller Hongersnout, virun där gewarnt gëtt, an d'UNO rechent mat bis zu Dosende Milliounen Mënschen, déi riskéieren, an eng Hongersnout ze rutschen.

Mir mengen also, dass dat en extreem schlëmme Moment ass, an deem mer grad sinn. Mir mussen elo alles ënnerhuelen, fir déi Stocken, déi an den Häfe blockéiert sinn, fräizekreien, fir nach weider Kollateralschied, déi am Raum stinn, déi en suspens sinn, ze vermeiden.

Et gëtt awer och nach Affer op engem anere Plang, an dat sinn all déi, déi elo och schonn an der Prekaritéit liewen, an dat bei eis, an der Ukrain, a Russland, soss an Europa an iwwerall an der Welt. Dëse Krich huet en Impakt op Milliounen, potenziell Honnerte Milliounen Mënschen an der Welt. Steigend Energiepräisser hunn en Impakt op eis alleguer, op de Portfeuille vun eis alleguerten. Mee si mer ganz éierlech: Den Impakt ass net dee selwechte vun deem engen zu deem anere Portmonni!

A ganz kloer sinn déi, déi elo schonn un der Aarmutsgrenzen liewen, och hei bei eis am Land déi, déi riskéieren, eemol méi an d'Aarmutsfal ze rutschen. Och si si potenziell Affer vun deem Krich.

Mir mussen d'Ofhängegkeete reduzéieren, souwuel bei de Weessimporter, vun deenen ech virdu geschwat hunn, wéi bei den Energietransporter. Mir mussen d'Ofhängegkeeten onbedéngt reduzéieren. Dat si Léieren, déi mer schonn aus der Pandemie gezunn hunn, mee déi mir nach eemol mussen aus deem Krich zéien.

Mir mussen aus der Ofhängegkeet vun de fossilen Energien eraus. De russeschen Ueleg duerch arabeschen oder amerikaneschen Ueleg ze ersetzen, ass keng Léisung. Doduerch bleiwen d'Präisser héich a Russland wäert sech weiderhi massiv beräichere mat sengen Exporter an aner Deeler vun der Welt. Mir brauchen awer en Broch vun der Demande. An dat geet just, wa mer Energie pueren an erneierbar Energie forcéieren. Mir mussen elo innerhalb vu Méint dat nohuelen, wat déi successiv Regierunge säit 40 Joer eigentlech net gemaach hunn.

Déi finanziell Situatioun vun der Ukrain ass komplizéiert. Den aktuellen Defizit läit laut dem ukrainesche Finanzministère bei ronn 5 Milliarden Dollar pro Mount. De Staat muss awer d'Salären an d'Pensiounen bezuelen an déi elementar staatlech Funktiounen wéi Schoulen a Spideeler oprechterhalen. Auslännesch Hëllef kënnt virun allem a Form vu Kreditter, déi d'Ukrain spéider muss zrëckbezuelen, an och dat hypothekéiert natierlech d'Zukunft vun der Ukrain.

Mir mengen, datt Lëtzebuerg hei méi kéint maachen a Form vun Donen oder op d'mannst a Form vu verbëllegte Kreditter. Aner Länner, och méi kleng Länner wéi Lëtzebuerg, hunn der Ukrain budgetär Hëllef zoukomme gelooss. An ech mengen, mir sollten och do méi Efforte maachen.

Eng aner Méiglechkeet, fir der Ukrain finanziell ze hëllefen, ass, d'Verméige vun de russeschen Oligarchen ze mobiliséieren. Op ville Plaze gëtt d'Iddi diskutéiert, déi agefruerer Verméige vun de russeschen

Oligarchen ze confiscuéieren a se der Ukrain zeguttkommen ze loosson. Mir ënnerstëtzen déi Iddi a fuerderen, datt d'EU dofir e spezielle Rechtskader schaaft. Dofir géif ech dann och gären d'Fro un d'Regierung stellen, wéi se dozou steet an ob se bereet wier, dës Beméiungen ze ënnerstëtzen.

(Interruption)

Soll ech widderhuelen? E Rechtskader ze kreéieren, fir den Oligarchen hiert Verméigen ze confiscuéieren an der Ukrain zeguttkommen ze loosson.

Et gouf an dëser Chamber gesot, dass an dësem Krich fir eis gekämpft gëtt. Dësen Narrativ, iwwert dee mer eis immens wonneren, dee vun haut op muer quasi entstanden ass, ass einfach ze widderleeën. Do gëtt gemaach, wéi wa sech zwee homogeen Ensembles géigeniwwer géife stoen, op där enger Säit de Westen, Demokratie a Fräiheet, an op där anerer Säit Autokratie a Russland.

Éischtens ass awer de Westen net esou homogeen an demokratesch, wéi mir et mengen a wéi mer et wëllen hunn. Erënnere mer eis un d'Invasiounen am Irak, a Libyen an esou weider, an och, wéi mer mat Minoritéiten op eisem Kontinent ëmginn. Ech denke just un d'Geflücht an d'Migranten, déi versichen, an Europa ze kommen, an deenen hir Fräiheet eis do awer erëm e wéineg egal ass.

Zweetens: Wann et Demokratie a Fräiheet op där enger Säit versus Autokratie op där anerer Säit wier, firwat ënnerhuele mer dann näischt bei Saudiarabien, dem Maroc och zum Deel oder Israel an esou weider? Do gëtt et ganz vill Länner, mat deene mir weiderhi ganz gäre Frënn sinn, déi awer och net ganz déi mënscherechtsfrëndlechste Regimenter hunn. Also, esou einfach ass déi Opposition do net an ech wiere mech wierklech kloer géint deen Narrativ.

A wann et esou wier, dass mir an eis Wäerter op där enger Säit stinn an op där anerer Säit d'Autokraten, firwat hu mer dann – oder besser Dir, Verschiddener hei am Raum – de Putin jorelaang hoféiert an ënnerstëtzt? Bon, ech hunn dat scho gesot, et ass näischt ganz Neits. Mee ganz éierlech, dat ass fir mech e roude Fueedem, dee sech hei trotzdem nach ëmmer duerch déi Diskussioun zitt.

Wann et esou ass, wéi gesot gëtt, dass hei fir eis gekämpft gëtt, da si mer längst Deel vun der Partie. Ech mengen dat och, mee aus anere Grënn. An do kommen ech op d'Sécherheitsgarantien. Dir wësst, dass d'Ukrain no Sécherheitsgarantiën vum Weste freet, vun den USA an natierlech och vu Russland. Mee och Russland huet Sécherheitsgarantien, déi si froen an och brauchen. An do kënnen a solle mer aktiv ginn als Lëtzebuerg, mee och als EU, an alles derfir maachen, dass sech op dësem Niveau vun de Sécherheitsgarantien eppes deet. An och do géif ech gären d'Regierung froen, wat si op deem Niveau ënnerhëlt.

Jo, de Krich geet eis eppes un ...

(Interruption)

Et war d'Fro vun de Sécherheitsgarantien, wat Dir do ënnerhuel fir ze negociéieren.

(Interruption)

Den nächste Punkt fir mech ass: Jo, de Krich geet eis eppes un, ganz kloer! Mee wéi mer dat ugin, ech mengen, do ënnerscheede mer eis ganz kloer an eisen Äntwerten. Dat steet ganz kloer hei am Raum. An ech mengen, dat ass och ok. Mir sinn dervun iwwerzeegt – an ech mengen, de President Selenskyj huet dat och schonn e puermol gesot –, dass de Krich just ka mat engem Friddensaccord op en Enn goen.

D'strategiech Fro fir eis ass: Wëlle mer de Putin lassginn? Soll de Putin aus der ganzer Ukrain erausgehät

ginn? Ech nennen dat elo mol einfach maximalistescht Zil, jo, ...

Une voix | Genau.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | ... maximalistescht Zil. Do gi mer zrëck op 2014. Ech erënnere just drun, dass säitdem net vill ënnerholl gouf, fir den Här Putin oder de russesche Regimenter do erauszegehien. Mee dat ass déi eng Strategie.

Oder déi aner Perspektiv – an ech mengen, mir hu méi déi Perspektiv, dat ass einfach en anere Brëll, dee mir vläicht ophunn -: Ass de Fridden elo ze erreechen? D'Fro ass: D'maximalistescht Zil – a wéi komme mer dohinner? – oder déi Perspektiv vum Fridden, deen esou schnell wéi méiglech ze erreechen a kucken ze verhandelen, fir esou vill wéi méiglech Doudeger ze evitéieren?

Ech mengen, dat si verschidde Strategien, déi een huet, eng verschidde Liesaarten. A fir mech gëtt et kloer net eng zueg richtege Strategie. Ech mengen, dat muss ee sech och éierlech soen. Ech hunn net déi absolutt Wouerecht, mee ech mengen awer, dass mer mat deem Wee eventuell méi Doudeger kënnen evitéieren an eventuell och eng Eskalatioun kënnen evitéieren.

Mir setzen alles op Fridden an net op Waffen. Mir wëssen, dass Waffen op laang Zäit néierens hiféieren!

(Interruption)

Kann ech just fäerdeg schwätzen? Da kënn Der mer gären eng Fro stellen.

Dofir d'Fro un d'Regierung: Wou ass déi europäesch Diplomatie?

(Interruption)

Dëse Krich ass net militäresch ze léisen. Nëmme den diplomatesche Wee kann dat. D'Prioritéit muss fir eis e Waffestëllstand sinn, an zwar esou schnell wéi méiglech. D'Initiative kënnen nëmme vu bausse kommen, well déi direkt Gespräicher tëscht Kiew a Moskau blockéiert sinn. Mir brauchen eng concertéiert diplomatesch Initiativ vun alle relevanten Acteuren, fir de Krich esou schnell wéi méiglech ze stoppen.

An ee Wuert dann nach zu deene Wäerter Fräiheet a Fridden, déi een hei esou dacks héiert: Dat sinn net just europäesch Wäerter, dat sinn universell Wäerter, déi iwwerall op der Welt geschätzt a gelieft ginn, bei eis, an der Ukrain, a Russland, mee och op all anere Kontinenter an an allen anere Länner.

De Krich an der Ukrain, mee virun allem och géint d'Ukrain, ass kee Krich vu Wäerter oder vu Reliounen, mee et geet, wéi ëmmer, ëm Muecht. D'Muecht vun engem eenzelne Mënsch, dem Här Putin, esou wéi den Här Selenskyi dat och virdu gesot huet. A wann et eng Léier fir eis gëtt aus dësem Krich, déi een hei muss zéien, ass et, dass mer keng Autokrate méi hoféieren an ënnerstëtze sollen!

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ...

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Den Här Cruchten wollt nach eppes soen, mengen ech.

M. Fernand Etgen, Président | O, pardon! Den Här Yves Cruchten wollt eng Fro stellen. Här Cruchten, wannechgift.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Och merci, Madamm Oberweis. An ech mengen, mir deelen alleguerten Ären Asaz fir de Fridden a mir deelen och alleguerten dee Wonsch, dass et séier zu Fridensverhandlungen kënn. Mee Dir hutt elo virdrun dervu geschwat, wat dann eis Maximalfuerderung

sinn. Dir hutt quasi vun de Grenze geschwat. Dir hutt vun deene vun 2014 a vu virdu geschwat an hei an do.

Mee meng Fro un Iech ass: Sollte mer net – an ech hoffen, dass mer eis do wierklech alleguerten eens sinn –, de Fong vun alle Verhandlungen fir e Waffestëllstand a fir Fridden a Friddensverhandlungen an der Ukrain den Ukrainer aleng iwwerloossen? Ech mengen, dass et un hinnen ass ze decidéieren, wat fir si akzeptabel ass. Et ass net un eis, fir elo schonn ze soen: „Fir eis kéinte mer eis dat do virstellen oder dat doten.“ Ech mengen, dass et aleng un den Ukrainerinnen an un den Ukrainer ass fir ze soen, wat fir si akzeptabel ass a wat net. A si mussen soen, wat an esou Friddensverhandlungen erakënn an net mir.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Wann ech dierf äntweren? Ech sinn natierlech mat Iech averstanen. Ech kéint net aneschtens. Natierlech kann ech nëmme mat Iech averstane sinn! Mee si sinn net eleng an dësem Krich. Mir ënnerstëtze si, direkt oder indirekt, mat Waffeliwwerungen a mat militäreschem Training. Ech mengen, et ass eng Illusioun, esou theoretesch ze schwätzen. Si sinn net méi eleng. Mir si scho längst mat dran. An an deem Sënn mengen ech net, dass een dat kann esou ugoen. Ech mengen, mir si scho längst mat dran. An ech mengen, dass et do Gespräicher gëtt mat der ukrainescher Regierung. Also, do dierfe mer eis och näischt virmaachen, dass si eleng géint Russland kämpfen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da wier et elo um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten begrëssen dann och den Echange haut mam President Selenskyj, well, wéi eise Chamberspresident dat virdu gesot huet, et war en historesche Moment! En historesche Moment, well et eeben net üblech ass – glécklecherweis net üblech ass –, datt Staatschefen a Krichssituatiounen sech un d'Chamber wänden.

All Dag, wann ech doheem zur Dier erakommen, kucken ech als Alleréischt op e Produit aus der Ukrain. Dat ass eng grouss hëlze Weltkaart vun engem klenger ukrainescher Startup, déi zu engem vun den éischten Affen vun dësem sënnele Krich gehéiert huet. Et ass eng Weltkaart, op där d'Krim ganz kloer zur Ukrain gehéiert. E Rappell, all Dag, wann ech zur Dier erakommen, sech fir d'Integritéit vun der Ukrain anzusetzen an domadder, am Géigesaz zu mengen zwee Virriedner, net hei an der Lëtzebuurger Chamber um Räissbriet wëllen ze entscheiden, wéi d'Ukrainer hiert Land sollen opdeelen oder och net.

Dat erënnert mech dann awer e bëssen un déi al „Guts-herrenart“ oder „Weltenführer“, déi do um wäisse Paibeier Linnen op Kaarte gezunn an decidéiert hunn, wéi en Deel vun der Äerd dann elo wem soll gehéieren. Ech hat wierklech geduecht, mir wäeren aus deenen Zäiten eraus, wou mat Blut d'Grenzen nei gezu ginn, well mer international Reegelen hunn, fir Grenzen ze zéien. Mee manifestement hunn den Här Putin an dann och Leit a verschidde Riednerinnen a Riedner heibannen dat nach net verstanen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Sven Clement (Piraten) | Als Deel vun der Chambersdelegatioun, déi des Woch op der parlamentarescher Versammlung vun der NATO zu Vilnius war, hat ech des Woch schonn eng Kéier d'Geleeënheet, fir mech mat mengen ukrainesche Kolleegen, dem Jehor Cherniev an dem Galyna Mykhailiuk, auszetauschen.

Ech hunn hinnen all eis Solidaritéit an Ënnerstëtzung zougesécher, an dat widderhuelen ech och hei nach eng Kéier: Mir ënnerstëtzen all d'Efforten, fir dës Krich ze beenden, an natierlech och d'Demande vun der Ukrain, der EU kënne bäizetrieden.

Et ass wichteg, datt mir iwwert de Krich schwätzen, iwwer wirtschaftlech Strategien, fir international Drock opzebauen, iwwer Embargoen an, jo, och iwwer Wafeliwwerungen. Dat hu mer haut jo schonns e puermol gemaach a mir wäerten dat sécher och nach weiderhi maachen. Mee et ass och wichteg, datt mer déi ganz konkret Mënschen an hir Einzelschicksaler bei all deem net vergiessen an d'Zwëschemënschlechkeet héichhalen.

Doru sinn ech du bei der Versammlung zu Vilnius och nach eng Kéier erënnert ginn, wéi d'Galyna, d'ukrainesch Deputéiert, op mech zoukomm ass an als Alleréisch net wollt mat mer iwwert de Krich schwätzen, mee doriwwer, ob et mengem Meedche géif gutt goen. Ech hunn dat immens vill Gréisst fonnt, datt grad hatt, wat selwer seng Famill am Bunker setzen hat, als Éischt nom Wuelbefanne vun anere gefrot huet. Dat ass, mengen ech, eppes, wat mer net däerfe verléieren. A mir mussen eis ëmmer bewosst sinn, datt et eeben net e Krich ass zwëschent abstrakte Staaten, mee e Krich, wou Leit wéi Dir a mir allegueren dervunner betraff sinn an am Alldag leiden.

A wa mer da Fotoe gesinn, wou Kanner, wou ganz Kannerklinicken a Bunkere mussen verluecht ginn, op Decken, a Bëbeeën op d'Welt kommen a Situatiounen, déi kee vun eis sech wëllt virstellen, da kommen engem, mengen ech, zu Recht d'Tréinen. Et ass eng Situatioun, déi engem net einfach esou aus dem Kapp geet. Eng Situatioun, wou ee sech eebe grad och muss d'Fro stellen: Schwätze mer nach iwwer abstrakt Grenzen? Iwwer e Friden, dee mer mussen kréien? Oder schwätze mer doriwwer, datt mer u sech den Ukrainer mussen all Ënnerstëtzung zoukomme loossen, déi se kréie kënnen?

Well et sinn net déi aarm Russen, déi do op eemol géint hire Wëllen an der Ukrain parachutéiert goufen, nee, et ass den Här Putin, dee ganz bewosst Zaldoten an d'Ukrain geschéckt huet, fir genau dës Leed ze produzieren! An dat muss ee soen. Et geet hei ëm Mënschen, déi eis Hëllef brauchen an deene mir eis Hëllef och mussen zoukomme loossen.

Mir Piraten hunn dofir an der Vergaangenheet all d'Mesurë vun der Regierung ënnerstëtzt, fir d'Ukrain mat militäreschem Material ze versuergen, a mir ënnerstëtzen och déi rezent Approche vun der EU, fir mam sechste Sanktiounspak en Uelegembargo ze lancéieren.

Eng Eenegung op eng Reduzéierung vun den Uelegimporter aus Russland an d'EU ëm 90 % bis zum Enn vum Joer wier schonn e grouse Schratt. A mir hoffen, datt dës Schratt da wäert kënne gemaach ginn an datt d'Ambassadeuren hoffentlech haut hei zu Lëtzebuerg kënnen d'Ënnerschrëft ënnert deen Text setzen, an datt mer eeben net als Geisel geholl gi vun engem Här Orbán – dee gouf jo haut schonn zitëiert –, deen op eemol wëllt e Chefpropagandist vum Putin schützen.

Mee natierlech ass d'Ofhängegkeet vu Russland um Niveau vun der Energie eleng mat engem Uelegembargo nach net vum Dësch. De kriddelegste Punkt, d'Fro, wéi eng Versuergung vun der EU mat Gas ouni Russland méiglech kéint sinn, bleift weiderhin oppen. Schliesslech hunn d'Regierungschefte kloergemaach, datt de Gasembargo nach net esou séier en Thema wäert sinn. Et ass zwar schonn eppes geschitt, mee mir Piraten appelléieren nach eng Kéier drun, datt ee sech net däerf op de Lorbeeren ausrouen an datt mer

weider mussen denken a weider konsequent mussen agéieren.

Mir hunn d'Moyene fir ze hëllefen, a mir mussen se dofir och notzen, fir se eisen ukrainesche Verbündeten – an dat si se – zur Verfügung ze stellen, fir datt si dem russeschen Aggressor weiderhin d'Stier kënne bidden.

Mir Piraten stinn dofir och hannert engem vollständige Gasembargo a bedauern zudéifst, datt dës an noer Zukunft keen Thema wäert sinn. Mee trotzdem biede mir natierlech de Premier, eis staark Positioun bei den nächste Verhandlungen ze vertrieeden, och wann e keng Motioun dozou wëllt, wéi en dat jo hei an der Chamber scho kloergestallt huet.

Et ass nämlech esou, an dat ass e Fakt: Europa huet d'Energietransitioun verschlof a wärend där Zäit Milliarden a Milliarden en Euroen an d'Hänn vun autokratesche Staaten an hire Muechthaber gedréckt. Domat gouf de Klimaschutz vernoléisseg an eng enorm energieetesche Ofhängegkeet toleréiert, déi eis elo op de Kapp fält.

Eist Zil muss et sinn, Russland ze weisen, datt mir dës grausame militäreschen Ugrëff op d'Schäerft verurteilen an net einfach kënnen toleréieren oder nokucken. Dofir mussen d'Regierungschefte vun der EU un engem Strang zéien – un engem! – a wäitreechend Embargoen a Sanktiounen duerchsetzen. An ech hoffen, datt d'Ambassaden dat haut dann hikréien.

An, jo, natierlech kascht dat eppes. Mee wa mer heifir keng Ressourcë mobiliséiere wëllen, da muss ee sech awer froen: Fir wat dann? Mir stinn den Ament virun enormen Erausforderungen, déi et kollektiv unzege gëllt an déi net nëmme politesch Riede brauchen, mee Investitiounen.

Dem Putin säin Ugrëff op d'Ukrain, deen, wéi de President Selenskyj eis et haut nach eemol an d'Gediechtnis geruff huet, scho vill méi laang geet wéi den aktuelle Krich säit dem 24. Februar, war och en Ugrëff op Europa, en Ugrëff op d'Demokratie an op d'fräiheetlech Wäerter. Mee amplaz eis dovun schwächen ze loossen, kënne mer och gestärkt aus dëser Situatioun erausgoen, wa mer eis aktuell Lag dann als Ureiz verstinn, fir endlech déi Investitiounen an erneierbar Energien ze maachen, déi et schonn esou laang bräicht, fir laangfristeg d'Onofhängegkeet an d'Klimaneutralitéit vun der EU ze garantéieren.

(Interruption)

All Investitioun, déi eis haut onofhängeg vu russeschen Energie mécht, ass eng Investitioun, déi zegläch der Ukrain wéi och eis selwer zeguttkënn.

Iwwert d'Tessenssituatioun an iwwert de Risk vun enger Famine muss ech guer net eréisch schwätzen, dat gouf och scho gemaach. Wat mer do brauchen, ass eng ganz pragmatesch Léisung. Mir mussen déi Kären aus der Ukrain erauskréien. Mir mussen derfir suergen, datt d'internationaalt Recht respektéiert gëtt, datt „freedom of navigation“ och am Schwaarze Meer ka stattfannen. Well wa mer eis drop verloossen, datt dat mat der Bunn geschitt, dann erhéngere dës Joer 30 bis 40 Milliounen Mënschen op dëser Äerd! 30 bis 40 Milliounen weider Affer vun engem Krich, dee ganz aleng de Wladimir Putin ze veräntwerten huet. Dat däerfe mer net zouloossen. Dofir mussen mer eis asetzen. An dofir muss den Hafe vun Odessa opgoe fir den Export vun deene wichtige Narungsmittelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ech déi lescht Kéier an der Ukrain war – an dorunner denken et awer an der Lescht ëmmer erëm, wann ech d'Billen vu Kiew gesinn –, sinn ech engem welt-oppenen, frëndlechen a virun allem engem ganz

oppenhäerzege Staat begéint, deen eng gréisstendeels funktionéierend Demokratie huet. Wann een elo gesäit, wéi dës Land a seng Mënsche Krichsverbriechen an Zerstéierung ausgesat sinn, dann dierf een net eweckucken. Dowéinst si mir Piraten haut immens stolz drop, datt d'Chamber decidéiert huet, de President Selenskyj anzuelueden an him an eise hëijen Haus d'Wuert ze ginn.

Mat senger Ried huet hien eis all nees drun erënnert, datt d'Fräiheet an d'Recht op Selbstbestëmmung, eis europäesch Valeuren an, jo, och e Stéckwäit d'europäesch Zukunft aktuell an der Ukrain verteidegt ginn. An dës Schwéieren Effort gëllt et bis op Weideres mat allen eis zur Verfügung stoende Mittelen ze ënnerstëtzen, fir datt och d'Ukrainerinnen an d'Ukrainer, esou wéi de President Selenskyj et sot, kënne bleiwen, wat se sinn: fräi an onofhängeg.

Merci. Slava Ukraini!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, merci der Chamber fir d'Organisatioun vun där Interventioen vum President Selenskyj de Moien.

Ech fannen et wichteg – an dat ass och scho vun deem engen a vun deem aneren Orateur gesot ginn –, dass een als Chamber net nëmme e Staatschef an enger Kommissioun huet. Et ass eng Traditioun, zum Beispill och am Europaparlament – ech hu selwer als Premierminister schonn d'Occasion gehat, virum Europaparlament ze schwätzen –, dass een och heiansdo an enger Séance plénière kann en Echange hu mat engem Staatschef, dee vläicht net present ka sinn, oder present wéi hei am Fall vum ukrainesche President, zum Beispill am Kader vun enger Visitt, wat och eng Opportunitéit ass, fir en Echange mat engem Land kënnen ze hunn.

Déi Biller, déi mer gesi vum Här Selenskyj, si schwéier Biller, a mir weisen eis Solidaritéit. Mee Dir musst Iech virstellen – an ech hunn dat och schonn eng Kéier hei an dëser Chamber gesot –, dass, wann ech den Här Selenskyj um Telefon hunn an ech him oder dem Premier soen: „Da ruffe mer eis d'nächst Woch un“, da soen déi: „Wa mer nach lieweg sinn.“ Dat kann ee sech net virstellen, wann een net selwer um Terrain ass an dat muss erliewen, wat déi Leit erliewe mussen.

Ech wëll hei dëser Chamber Merci soe fir déi Solidaritéit, déi awer queesch duerch d'Bänke komm ass. Solidaritéit fir déi Aktiounen, déi vläicht net 100 Prozent Zoustëmmung kritt hunn, mee gleeft eis, et war net einfach fir d'Regierung selwer, fir op letal Waffen ëmzeswitzen. Mir hunn et ni gemaach. Ni!

Mir solle just net vergiessen, dass och bei Waffe fir eis, wann ech mer dat erlabe kann ze soen, déi dräi „D“ wichteg sinn. Dat ass eng Kéier d'Defense, mat Waffen. Et ass d'Diplomat, well mer der Meinung sinn, dass Diplomatie wichteg ass, fir no Léisungen ze sichen. A mir sollen och – an erlaabt mer, do de Lien ze maachen, wann ech zum Beispill de Sahel kucken – den Developpement net vergiessen. Mir brauchen eng Entwécklungspolitik – den Här Fayot war virun och hei –, bei där mer wierklech zesumme kucken, fir op deene Plazen, wou mer muer riskéieren, e Konflikt ze kréien, och deene jonke Generatiounen Perspektiven ze ginn.

Dat heescht dowéinst, déi Politik vun deenen dräi „D“ ass ganz, ganz wichteg. D'Ukrain och! D'Ukrain och. Dat ass eng Kéier d'Defense, dat ass eng Kéier den Developpement (veuillez lire: eng Kéier d'Diplomatie), an et gétt och eng Kéier d'Kooperatioun, dofir den Developpement.

Ech hunn hei prezis Froe gestallt kritt. Erlaabt mer just, dass ech ganz kuerz drop aginn.

Déi Éischt war déi vun net nëmmen dem Geléiere vun Avoiren – Madamm Oberweis, just ... voilà! –, net nëmmen d'Geléiere vun den Avoiren, mee d'Confiscatioun. Hei ass d'Fro gestallt ginn. Ech warne just do virdrun: Et muss sécher sinn, dass mer juristesch do kee Feeler maachen!

(Interruption)

Well et ass en Ënnerscheid téschent confisquéieren an eppes geléieren. Nëmme wann eng Decisioun geholl gëtt vun engem, déi juristesch fest ass! A mir musse wëssen, datt dat schwéier gëtt op UNO-Niveau, well am P5 sëtzt och Russland, a China ass awer och am Moment méi derfir, fir Saachen ze blockéieren, wéi derfir, Saachen duerchgoen ze loosser. Ech géif wierkelech recommandéieren, do net eppes Falsches ze anoncéieren, soulaang een net juristesch eng Decisioun huet.

Wann elo hei zu Lëtzebuerg en Tribunal oder d'Cour eng Decisioun hëlt, heescht dat, dass ech eng Base juridique hunn, dann ass dat eng ganz aner Saach. Mee wa mir elo soen: „Mir ginn engem dat“, mam Risk, dass da vläicht an e puer Méint eng Decisioun geholl gëtt vun engem Geriicht, déi seet: „Nee, dat dierft Dir net, well Dir hutt keng Base légale, fir dat doten ze maachen!“, an dann dat Land, wat déi Sue kritt huet, déi och nach misst zrëckbezuelen, da wiere mer an där schlëmmster Situatioun, déi ee riskéiert ze hunn.

Dofir géif ech uroden, all Aspect juridique fir d'Éischt ze analyséieren, ier een eng Confiscatioun mécht an engem aneren eppes attribuéiert. Geléieren, dat hu mer jo gemaach, si si jo agefruer. An ech mengen, dass dat och ganz wichteg war. Dat heescht, am Moment komme se jo net drun. Mee fir elo engem aneren dat ze ginn, do wëll ech just op Nummer sécher goen. Ech wëll den Ukrainer keng falsch Hoffnung ginn, andeem mer hinne soen: „Dir kritt dat do“, wou de Risk awer ass, dass an e puer Méint dann op eng Kéier gesot gëtt: „Nee, mir hunn eis geiert, Dir muss dat doten zrëckginn!“ Dat wier am Fond déi déckst Blamage, déi mer eis als international Communautéit kéinte ginn.

D'EU-Diplomat: Dir wësst, dass d'EU-Positiounen – an erlaabt mer, do och de Lien ze maache mam Embargo – Positiounen sinn, déi op Conseilniveau eestëmmege mussen geholl ginn. Mat Eestëmmegekeet! Eestëmmegekeet bedeit ganz oft, dass een da vläicht manner wäit geet, wéi verschidde Leit dat gären hätten.

Am Moment hu mir an der EU – an dat soen ech och ganz éierlech – Länner, déi vill méi wäit wëlle goen. An dat muss ee respektéieren. Mir hunn net déi Vergaangeneheet, déi verschidde Länner hunn. Et muss ee verstoen, dass d'baltesch Länner oder Polen oder Bulgarien oder Tschechien oder Rumänien, also déi Länner, déi elo nei Membere sinn – wann ech mer dierf erlaben, se esou ze nennen, esou nei si se och net méi –, dat heescht, déi manner al Membere an der EU, e Passé hunn, dee mir net kënnen spieren. Déi hunn eng Angscht vis-à-vis vum groussen Noper, déi mir vläicht an de 50er-Joren nach haten. Mee bei hinne ass déi Wonn nach vill méi oppen, an dowéinst muss een dat och respektéieren.

Mee dann hutt Der aner Länner, wéi zum Beispill Ungarn, wou awer de Passé e bëssen hybrid ass. Et ass och virdu gesot ginn. Ech muss Iech soen, gëschter, wéi ech déi Pushnews kritt hunn, wou dropstoung, dass op eng Kéier, wéinst dem Kyrill – dee virdu jo schonn op der Lëscht war, déi Lëscht war jo bekannt, déi war jo net zrëckgehal ginn, wéi mer am Conseil d'Sanktiounen festgehal hunn, dee ganze Package, well et war awer e Package, an dee war bekannt –, gesot gouf: „Mir blockéieren dat.“ Dofir hunn ech och gëschter Owend – an ech verstoppen et net, op d'mannst probéieren ech, net driwwer ze schwätzen, wann ech esou Saache maachen – dem Här Orbán geschriwwen, an de Kolli ass mer geplatzt. An ech hunn de Charles Michel informéiert an och déi aner Kollege fir ze soen: „Hei, do musse mer agéieren!“ An do ass et wichteg, dass och déi aner europäesch Kollege soen: „Dat geet net!“

Mir hunn en Deal fonnt. Mir hunn en Deal fonnt! Mir hunn den Ukrainer gesot: „Mir ginn an déi Richtung.“ A mir maachen dat och, obwuel d'Ukrainer am léifste gehat hätten, mir wieren nach méi wäit gaangen. Mee de Komproméss huet mat sech bruecht, dass dat doten dat ass, wat erauskomm ass. An dann den Dag drop ze soen: „A nee, mir sinn net méi averstane wéinst dem Kyrill!“ Also ech hoffen – an ech muss do deem engem oder deem aneren heibannen total Recht ginn –, dass mer alles maachen, fir dass déi Sanktiounen, dee sechste Sanktiounepak, esou séier wéi méiglech adoptéiert gëtt.

Ech wëll hei net pessimistesche sinn, mee ech hunn hei vun Oppositiounssäiten héieren, dass mer missten elo direkt schonn haut de Gas ofschneiden. Do kann ech Iech soen: Mat deene Gespréicher, déi ech hat, gesinn ech do net vill Hoffnung! Ech soen Iech dat ganz éierlech, ech kéint Iech jo elo hei eppes virgauleken. Ech probéieren et, gleeft mer et, Dir hutt et jo och gesinn.

Dowéinst sinn ech och frou, dass mer kee Mandat impératif hunn, well soss misst ech d'Konklusioun selwer blockéieren. Da wier ech d'lescht Woch de Victor Orbán gewiescht, well ech gesot hätt: „A nee. Bei eis huet d'Oppositioun dat dote gefrot an ech hat eng Majoritéit an der Chamber, déi gesot huet, ech dierft näischt anescht akzeptéieren.“ Dofir ass et bei Negociatiounen wichteg, dass een och dat Mandat huet. Mee hannert der Philosophie, do sti mir alleguerten. Alleguerten! Dat, wat mer wëllen, do si mir eis eens. Mee dat mam Gas, do kann ech Iech soen: Do hu schonn eng Rëtsch Länner gesot, fir si géif dat iwwerhaapt net a Fro kommen.

Dowéinst, ech wëll keng falsch Hoffunge maachen, mee et ass nach e wäite Wee, bis e siwente Pak ka kommen, esou wéi dee virdu gefrot ginn ass.

Den Embargo vum Pétrol, do sinn et iwwer 90 %, also, et soll een net vergiessen, et sinn iwwer 100 Milliarden Euro, déi den Här Putin net méi kritt. 100 Milliarden! Mir mussen eis bewusst sinn, dass mer domadder op anerem Niveau och Diskussiounen wäerte kréie wéi déi, wéi de Coût de la vie an Europa wäert sinn. Mee do ass Diplomatie – an d'Madamm Oberweis huet virdu vun der Diplomatie mat Russland geschwat – dee Moment och wichteg fir ze kucken, dass verschidde Länner, déi och Pétrol produzéieren, de Krunn opmaachen. Dat sinn och Saachen, déi nach musse gemaach ginn. An da sinn dat tatsächlech vläicht déi, wou mer gëschter gesot hunn: „Mir wëllen net onbedéngt mat deene schaffen.“

Mee ech muss Iech soen: Mir kënnen hei vill sichen, ech weess awer net, ob mer hei vill Pétrol zu Lëtzebuerg fannen, wa mer siche ginn. Dat heescht, mir sinn awer als Land – an net nëmmen als Land, mee

als Kontinent – tributaire vun anere Kontinenten. An d'äers muss ee sech och bewusst sinn.

Här President, dann iwwert d'Perspektiven: Ech hunn elo virdrun an der Press gelies oder vun deem engen a vun deem aneren héieren: „Jo, d'Ukrain muss direkt Member gi vun der EU.“ Ech wëll Iech just soen: Mir mussen oppassen, wat mer maachen! Wa mer am Juni de Message hunn, dass näischt geschitt, dann hu mer all versot! Dann hu mer all versot, wann de Message ass: „Njet, et geschitt guer näischt.“

Ech weess, ech insistéieren allkéiers, an et ass esou e Refrain: Mir dierfe Moldawien a Georgien net vergiessen, well mat Transnistrien a mat der Situatioun, déi se hunn, si se ganz, ganz fragill. Mee d'Ukrain huet Efforte gemaach. An déi soll een och unerkennen. D'Ukrain huet Perspektiven an der Europäescher Unioun. An hinne elo am Juni ze soen: „Nee, et ass net fir elo. On passe à la suite“, wier e Feeler.

An dowéinst, téschent deene Länner, déi soen, si sollte scho gëschter Member sinn, an deenen aneren, déi soen: „Mir wëllen iwwerhaapt net, dass se am Moment Member ginn“, wier zum Beispill déi Pist, déi den Emmanuel Macron den 9. Mee opgezeecht huet. Dat wier – an ech hunn et virdrun opgezielt – eng vun deene Pisten. A mir sollen näischt ausschléissen! Mir sollen näischt ausschléissen. Mee meng perséinlech Meenung ass: Wa mer et am Juni net fäerdgebréngen, e positive Message ze hunn – an do geet et net duer, dass mer einfach eng Zeil Konklusiounen schreiwen a soen: „Hir Zukunft ass an der europäescher Famill“ –, dann hu mer e falsch Signal ginn.

Nach eng Kéier, Här President, merci fir déi Zoustëmmung. Merci och, et schéngt jo awer hei eng Motioun largement gedroen ze ginn, och vun der Oppositioun, an dat ass wichteg. Ech hunn nämlech gesinn, dass och Membere vun der Oppositioun déi Motioun ënnerschriwwen hunn, déi vum President vun der Commission des Affaires étrangères deposéiert ginn ass. Mir dierfen ...

(Interruption)

Vum President vun der Kommissioun, dem Yves Cruchten. Jo, jo, jo, mee en ass elo net do, dofir wollt ech en net nennen. Voilà, elo ass en hei!

(Hilarité)

Dofir wollt ech en net ernimmen, well ech weess jo, wéi d'Regie dann ass, da geet se den Här Cruchten sichen, fir en op d'Kamera ze huele fir op d'Télee ...

(Hilarité)

Dofir, elo kann ech et soen: dem Yves Cruchten merci, dass och déi Motioun eng breet Zoustëmmung hei fënnt. Déi Unitéit, déi am Moment eis Stäerkt ass an Europa, fir solidaire mat der Ukrain ze sinn, dierf net hei zu Lëtzebuerg net sinn. D'Stäerkt vun engem Land ass an deene Momenter, wou et drëms geet ze weisen, dass een zesummenhält. D'Ukrainer maachen dat. Europa mécht dat am Moment. Mir Lëtzeburger mussen et och fäerdgebréngen, dat ze maachen!

Iech e grouse Merci fir d'Ënnerstëtzung!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi zu dëser Debatt deponéiert goufen.

Motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Cruchten deponéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert

zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Ech wëll vläicht just widderhuelen, datt mer mat ville Saachen, déi an dëser Motioun sinn, d'accord sinn. Ech mengen, eis Differenzen hu mer virun an der Diskussioun scho kënnen e bësse beschreiwen, wat d'Ukrain ugeet. Ech wëll betounen, datt mir e ganz staarkt Gewicht op d'Friddensverhandlungen an de Waffestëllstand leeën, datt mer einfach Aspekter hei an de Vierdergrond stellen, déi mer bei der Demarche vun der Regierungsmajoritéit a vun der CSV e bësse vermessen.

Mee ech wëll net nach eng Kéier elo op d'Ukrain speziell agoen. Ech wëll just nach eng Bemierkung maachen, well ech mengen, souwuel den Här Cruchten wéi och den Här Staatsminister haten iwwer Moldawien a Georgie geschwat. Jo, och bei hinne mussen mer Solidaritéit weisen. Si sinn eis no am Häerz. Si sinn eis geografesch no. Si brauchen eis Hëllef an eis Ënnerstëtzung. Mee mir mussen och eng allgemeng Iwwerleeung féieren: Wou sinn d'Grenze vun der Europäescher Unioun? Wéi eng Länner kënnen mer wierklech enges Daags ophuelen a wéi eng kënnen mer net ophuelen?

Ech mengen, ier mer Perspektiven offréieren, ier mer Verspriche maachen, mussen mer grondsätzlech wëssen, wéi eng Zort vun Zukunft mer hinne wëllen offréieren. A mir mussen natierlech wëssen, datt an deenen zwee Staaten, souwuel a Moldawie wéi a Georgien, eng ganz Rei schwéierwiegend politesch an territorial Problemer existéieren. An ier mer deene Länner Verspriche maachen, misste mer mat hinne zesummen, mat der OSZE a mat enger Rei vun aneren Organisatiounen, hëllef, datt déi sougenannt „frozen conflicts“ eng Kéier net méi „frozen“ sinn, datt mer op eng Léisung kommen, op eng politesch Léisung, eng politesch Approche, an da kucken, wéi mer déi Länner och kënnen weider begleeden. Mee mir sollten net fréizäitig Verspriche maachen, déi mer da warscheinlech net kënnen halen.

E leschte Kommentar nach, ech mengen, den Här Staatsminister hat dat och uklänge gelooss, an ech mengen, d'Madamm Oberweis och an hirer Ried. Mir mussen oppassen, wa mer elo soen: „Mir maache keng Handelsbeziéunge méi mat Russland!“, an dofir gi mer bei Katar, Aserbaidjan an anerer, déi – soe mer mol – eis moralesch och gewësse Suerge maachen. Ech mengen, do sollte mer och eng Kohärenz hunn an eng gewësse Logik an eiser Approche. Wa mer verschidde Verhalensmuster bei Russland am Abléck kritiséieren – an dofir hu mer gutt Ursachen – a mir gesi bei anere Länner ganz änlech Mustere, da mussen mer oppassen, datt mer net zwee verschidde Gewiichter applizéieren.

D'Moral, wa se wëllt glafwierdeg sinn, muss nun emol e Standard kennen, an dat ass eist Engagement fir Mënschlechkeet. An dat dierfe mer net relativéieren an net a Fro stellen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An dann huet den Här Claude Wiseler d'Wuert gefrot.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll ufänken a soen, datt ech bei Russland net just e Verhalensmuster kritiséieren. Ech kritiséiere ganz aner Saache bei Russland wéi e Verhalensmuster. An ëmmer déi Gläichstellung, déi hei gemaach gëtt, fir se innocentéieren respektiv erofzespillen, wat Russland amgang ass ze maachen, fannen ech ... Ben, ech fannen d'Wuert net, fir et auszedrécken, ech hunn och keng Loscht, et ze fannen!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Elo zur Motioun. Mir hunn dës Motioun matënnerschriwwen, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt, wann den ukrainesche President hei am Haus virun der Chamber schwätzt, et extrem wichteg ass, Solidaritéit auszedrécken an och als Lëtzebuurger Chamber en eenheetleche Message erauszeginn.

Dës Motioun ass – den Här Cruchten huet et gentil erweis gesot – och zu engem groussen Deel déi selwecht wéi déi, déi ech virun enger Rei Wochen scho fir d'CSV-Fraktioun erabruecht hat, wat och zu engem groussen Deel déi selwecht war wéi déi, déi d'EU-Parlament mat enger absolut grousser Majoritéit zur Ofstëmmung bruecht huet an déi och déi sechs Lëtzebuurger Europadeputéiert matgestëmmt hunn.

Et si just – an déi Zäit ware mer eis och schon net eens – eng Rei Punkten, déi elo anescht si wéi an där originaler Motioun, déi mir haten, an déi an eisen Aen da verännert gi sinn an och verwässert gi sinn. Ech wëll se just eng Kéier soen, well et fir eis wichteg ass, datt och eis kloer Positioun nach eng Kéier zum Virschäi kënn.

Ech fannen hei éischters, datt de Statut vun dem Kandidat, fir an d'EU ze kommen, esou wéi dës Motioun geschriwwen ass, net méi esou kloer drasteet, well enfin de Statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne net méi hei steet. Et steet just do, mir sollten e „signal uni“ gi fir d'Aspiration européenne vun der Ukrain. An de Statut de candidat ass aus der Motioun erausgeholl ginn, contrairement zu deem, wat den Här Bettel d'ailleurs a senger Ried kloer gesot huet. An ech hunn dat appréciéiert.

Dat Zweet, dat ass, datt och den Term „Embargo“ eraus ass, an e partiellen an zäitversaten Embargo, deen ee jo och nach hätt kënnen mat deem Term draschreiwen, ass och net méi hei dran. Wat d'EU d'ailleurs elo selwer gemaach huet, andeems se en zäitversaten Uelegembargo am sechste Pak ugekënnegt huet, wat ech jo och zumindest an der Richtung richteg fannen.

Hei gëtt just geschwat vun „une prompte et complète indépendance“. Jo, eng Indépendance ass eppes anescht wéi en Embargo. Bei enger Indépendance protégéiers de dech. Bei engem Embargo méchs de ganz kloer och eng Aktioun, déi doranner géif bestoen, dass de Russland net méi géifs erlaben, nach iergendeen Euro ze kréien, fir seng Militärmaschinerie ze finanzéieren. Also trotzdeem e groussen Ënnerscheid par rapport zu deem, wat mir virun e puer Wochen hei erabruecht hunn.

Ech wëll dem Staatsminister awer och nach äntwären op déi Ausso, déi e gemaach huet, wou e sot, wa mir hei géife fir en Embargo stëmmen, da kéint hien zu Bréissel net méi déi Fräiheet hunn, fir dee sechste Pak ze akzeptéieren.

Ech si fundamental enger anerer Meenung, wéi de Fonctionnement vun der Chamber an Är Méiglechkeet ass, Iech dann an dem Conseil auszedrécken. Wann d'Chamber hei eppes stëmmt, da freet se Iech, dohannen eppes ze verteidigen, da freet se Iech, eppes an dem Conseil ze froen. Wann Der mat engem anere Resultat erëmkommt, obwuel Der eppes gefrot hutt, obwuel Der Iech fir eppes agesat hutt, kënn Der dat Resultat, wann et dat Bescht ass, wat Der erauskritt, selbstverständlech akzeptéieren. An Dir braucht net ze soen, mir kéinten dee sechste Pak net akzeptéieren, well d'Oppositioun et net géif wëllen. Op jidde Fall ass dat fir mech ganz, ganz kloer. Dat, wat mir gär vun Iech hätten, dat ass, datt Dir Iech dofir asetzt. Net méi, net manner! An dat ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | ... wollte mer kloer an däitlech zum Ausdruck bréngen.

(Interruption)

Den Här Cruchten huet et virdu ganz léif gesot, an dat zielt och fir déi hei Missioun: Et muss ee sech heiansdo decidéieren, wann e Glas hallef voll ass oder hallef eidel, ob een do seet, et wär hallef voll oder et wär hallef eidel.

Haut, bei där Motioun, Här Cruchten, soe mir: Mir huelen dat hallef vollt, dat, wat haut am Glas ass, a mir stëmme se mat. Mee mir soen awer hannendrun: Mir halen awer net op, bis d'Glas da ganz voll ass!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. Den Här Staatsminister.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech hu just eng technesch Fro. Fir mech ass et net onwichtig ze wëssen ... an ech weess, et ass net üblech, dass d'Regierung der Chamber Froe stellt, mee et ass fir mech nämlech wichteg: Mir waarden op en Avis vun der Kommissioun fir d'Kandidature vun deenen dräi Länner. Dir sot eis, mir sollen elo direkt soen, dass mer derfir sinn. Dat heescht, wann d'Kommissioun och Nee seet, ass d'CSV dann der Meenung, dass mer awer solle „passer outre“ maachen an derfir sinn?

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert zrëck un den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech mengen, Här Staatsminister, Dir hutt dem Här Selenskyj virun am Numm vun der Regierung e kloert Verspriche gemaach, wat ka geschéien. Mir stinn hannert deem Versprichen!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee. Dat, wat ech gesot hunn, ass net dat, wat Dir gesot hutt! Ech hu gesot, dass, wa Konditioune wieren, d'Regierung géif alles maachen, fir dass déi Konditioune kënnen erfëllt ginn.

Dir sot, dass mer elo scho mussen fir de Kandidatstatut sinn. Ech soe just, dass mir op den Avis vun der Kommissioun waarden. Dat ass och dat, wat ech virdu gesot hunn. Dir hutt virdu ...

(Interruption)

... gesot, Dir wäert der Meenung, mir missten deen direkt accordéieren, ...

M. Claude Wiseler (CSV) | Nee, nee, nee.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | ... an dowéinst wier dat méi nuanciéiert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Här Bettel, Dir ...

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech wëll just wëssen, wat d'Positioun ass, fir dass ech dat awer ...

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech hunn ëmmer Schwieeregkeeten ... Haauptsächlech an esou Diskussioune wéi där heiter, wat awer seriö Diskussioune sinn, hätt ech och gär, datt mer se seriö géife féieren an datt Der géift nolauschteren, wat mer gesot hunn.

Dat, wat mir an der Motioun virun dräi Woche scho gefrot hunn, wat mer och haut gefrot hunn, dat ass, datt d'Lëtzebuurger Regierung sech soll asetzen, fir der Ukrain d'Méiglechkeet ze ginn, esou schnell wéi méiglech, ënnert deene Reegelen, déi hei sinn, e Statut de candidat kënnen ze kréien. Et ass dat, wat mer gesot hu ...

(Interruption)

... virun dräi Wochen, wat mer och haut gesot hunn.

(Interruption)

An dofir ënnerstëtze mer Iech och.

Et ass d'ailleurs net méi nuancéiert. Et ass dat, wat mer ëmmer genau d'selwecht gesot hunn. An et ass och am Text vum Europaparlament an an eisem Text schrëftlech kloer esou festgehalten, soudatt een et net kann anescht verstoen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Dann huet den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, mir hunn d'Motioun matënnerschrivven, well ech géif souguer e bësse méi optimisteschen si wéi d'CSV a soen: Et ass net nëmmen e Glas, wat hallef voll ass, mee d'Glas ass vläicht souguer zu zwee Drëttel voll. Aus deem ganz einfache Grond, well awer e puer Aspekter dra sinn, wouriwwer op internationalem Plang awer nach gestridde gouf. An net méi spéit wéi dëse Weekend gouf nach ënnert de Parlamenten vun den NATO-Partner dach awer ferm driwwer diskutéiert, wat dann d'Zil vun dem Support un d'Ukrain soll sinn.

An ech mengen, dat ass jo och hei erauskomm: Ass et d'Ukrain an hirer territorialer Integritéit? Ass et iergendeng Grenz, déi gezu gëtt? Schlussendlech gouf sech no laangen Diskussiounen, wéi och an dëser Motioun, drop gëeent, fir d'Totalitéit vum „territoire ukrainien internationalement reconnu“ dranzeschreiwen. An ech mengen, dass dat e ganz wichtige Saz ass, e ganz wichtige Signal och fir eisen ukrainesche Partner, dass mer se u sech doranner ënnerstëtzen, dat ze bleiwen, wat se sinn, oder respektiv dat, wat se virun 2014 waren, nämlech eng Ukrain.

An ech mengen, dass et ganz geféierlech wier, wa mir elo géifen hei quasi um gréngen Dësch entscheeden, wéi an Zukunft d'Grenzen vun engem Land solle gezu ginn. Mir hu ganz am Ufank vun dësem Konflikt gesot: „Mir müssen aus deem Denke vun Aflossphären erauskommen.“ An et ass net u Russland, eis virzeschreiwen, awéiwäit d'Ukrain daerf op hirem eegenen Territoire eppes maachen. Et ass net un eis, de Russe virzeschreiwen, wat si op hirem Territoire maachen. Mee genausou wéineg ass et un hinnen, der Ukrain virzeschreiwen, wat se ze maachen huet. An deementspriedend ass et wichtig, dass déi Integritéit vum Territoire hei aktéiert gëtt.

An dat Zweet, an ech mengen, dat ass dee véierte Constat, dee mer maachen, respektiv wou mer eis Colère ausdrécken iwwert d'Atrocitéiten: „viol et l'exécution de civils, les déplacements forcés, le pillage et le ciblage d'infrastructures civiles“. Ech muss éierlech soen: Wann d'Glas ganz voll wär, géif hei warscheinlech stoen: „de Genozid un der ukrainescher Populatioun“. Wa mer héieren, wat a Mariupol gemaach gëtt, wou an de Schoulen d'ukrainesch Bicher verbrannt ginn, wou d'Wëssen iwwert d'ukrainesch Geschicht zerstiéiert gëtt – bewusst zerstiéiert gëtt! – vum russeschen Occupant, da si mer ganz no, wann net op der Grenz vum Genozid.

Ech mengen, dass fir déi Motioun do d'Glas zwee Drëttel voll ass an dass mer hei e ganz kloer Statement maachen, dass hei Krichsverbrieche geschéien. Déi sinn esou gutt dokumentéiert wéi a kengem anere Krich. Do ass guer keen Doute drun, dass et se gëtt. Et ass just nach en Doute drun, wien ultimement responsabel ka gemaach ginn.

Dat sollt wa méiglech net den aarmen, klengen Zaldot sinn, deen ënner virgehalener Waff gezwonge gouf, do iwwer eng Grenz ze goen, mee dat sollten de préférence déi Leit sinn, déi d'Befeeler ginn hunn. Well déi hunn dat ganz bewusst gemaach, si woussten, wat e Krichsverbrieche ass. Ob den aarme Wehrdängschtleeschenden dat ëmmer sou wosst, weess ech net. Wann een héiert, dass se an der Ukrain souguer Toilett klauen, well se aus Dierfer a Russland kommen,

wou et nach net emol Toiletten oder fléissend Waasser gëtt, da muss ech soen, hunn ech meng Douppen, ob se wierklech eng Formatioun an internationalem Recht kruten.

Dat gesot, mengen ech, dass dat hei net dat lescht Wuert zu där Fro wäert sinn an dass mer héchstwahrscheinlech, wann d'Beweiser méi däitlech ginn, och nach eng Kéier mussen op d'Terminologie zrëckkommen.

Mee mir wäerten dat hei mat ganzem Häerzen ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten fir dës Motioun. Ech hu se gutt gelies, a mir si mat bal allem averstanen. Dir wësst et, ech hunn iwwerall en Hoke gemaach. Mir kënnen alles matdroen. An et ass ëmsou méi schued fir eis, muss ech éierlech soen, dass mer se net kënnen matdroen wéinst eeben deem éischten Invite, deen zu de Waffeliwwerungen.

An Dir wësst eis Positioun dozou. Et deet mer leed, ech mengen, mir hunn, wéi ech virdu gesot hunn, verschidden Approchen, wéi dat eeben ass tëscht politesche Parteien. An eis feelt natierlech och all Hiweis op diplomatesch Efforten.

Ech muss soen, mir deelen d'Indignatioun, d'Roserei, den Accueil vun de Flüchtlingen, d'humanitär Hëllef, ech mengen, dass ass alles extrem wichtig. An ëmsou méi schwéier ass et – an ech soen et ganz kloer –, et net kënnen matzedroen, well eeben all Hiweis feelt op diplomatesch Efforten, well mer wierklech iwwerzeegt sinn, wéi ech virdu gesot hunn, dass all Krich mat engem Friddensaccord iergendwann endegt. An den Här Selenskyj huet et selwer eemol gesot.

De Friddensaccord gëtt awer ëmmer mat sengem Géigner ënnerschrivven, mat sengem Feind. An egal wéi vill e sai Feind, sai Géigner haasst an net wéilt mat em an engem Dësch setzen, ass dat a long terme den eenzege Wee eraus. An dofir menge mir, dass et wierklech extrem wichtig ass – an et ass dat, wat ech wëll soen –, déi Perspektiv anzehuele vum Waffestëllstand, d'Konditiounen ze kreéieren, wéi den Här Asselborn et déi leschte Kéier hei gesot huet, vun engem Waffestëllstand.

Mir si grad net an där Perspektiv. A mir mengen, dass een eeben dee Wee misst aschloen. A leider ass et eeben esou, et kënn een net eraus ouni sai Géigner, mee nëmme mam Géigner.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den honorablen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo. Villmools merci all deenen, déi dës Motioun wäerten ënnerstëtzen. De Kollege vun der Demokratescher Partei, de Kollege vun de Gréngen an och de Kollege vun der CSV an de Piraten merci dofir!

Ech hunn d'Madamm Oberweis gutt verstanen, an ech weess och genau, wat se mengt. Si wäere jo frou gewiescht, déi Motioun hei matzedroen. Si kënnen se net matdroen, well se fundamental dergéint sinn, dass Waffe geliwert ginn an d'Ukrain. Mee ech sinn einfach der fester Iwwerzeegung, wa mer dat net géife maachen, da wäeren d'Wierfelen an der Ukrain haut scho längst gefall!

Dem Här Kartheiser géif ech gäre soen ... Hien huet jo elo hei geschwat vun den europäesche Grenzen, dass

mer eis missten eens ginn driwwer, wat da vläicht an Zukunft eng Kéier zu Europa gehéiert a wat net. Also, déi Fro, déi mir dann ëmmer an de Kapp kënn, ass déi: Wat fir eng Perspektiv kënnen mer dann deene Länner bidden, deene mer net kéinten eng Perspektiv bidden, fir hiren europäesche Bestriewungen nozekommen? Wat bleift dann do nach Rescht? U wie wenden déi sech? Wat maachen déi? Zemoos déi Länner, déi och nach komplett zu dem geografischen Europa gehéieren. An déi Fro ka kee mer beäntweren. An dofir deelen ech déi Aschätzung do net.

Mee ech soen nach eng Kéier villmools Merci fir déi Motioun. An ech mengen, dass dat heiten e staarkt Signal vu Solidaritéit ass un den Här Selenskyj an un d'Vollek vun der Ukrain.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da freet den Här Kartheiser nach eng Kéier kuerz d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Ech wollt just reagieren op dat, wat den Här Cruchten gesot huet. Ech mengen, mir brauchen einfach institutionell Fantasie. Mir hunn net nëmmen d'Europäesch Unioun als Modell. Mir haten et och fréier, dass d'Europäesch Unioun mat enger Fräihandelszon EFTA nieftenee bestanen huet. Dat heescht, mir kënnen deene Länner Perspektiven a Méiglechkeete gi vun Entwécklung, vun Zesummenaarbecht, mat Associatiounen an anere Weeër, wat awer zum Beispill net onbedéngt heescht, dass se musse volle Member an engem Europäescher Unioun ginn.

Mir sinn eis eens, Här Cruchten, an deem Sënn, dass mer déi Länner net daerfe lénks leie loossen, net ouni Perspektiv, net an Allianzen drängen, wou se net wëllen hin. Dat ass alles evident. Awer mir müssen einfach wëssen: Wat wëlle mer als Europäesch Unioun definéieren, mat eisen Institutiounen? A wat kënnen mer maachen, fir aneren awer ze hëllefen, an engem méi breet geduechter europäescher Perspektiv?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss. Ech gesinn näischt!

(Hilaritéit et brouhaha)

A, elo! Mat 54 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme a 4 Abstentiuonen ass dës Motioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Paul Galles), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Mme Viviane Reding (par M. Léon Gloden), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Dan Biancalana), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closer, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo,

Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Stéphanie Empain) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Motion 2

Da kéime mer zu der Motioun, déi vum Här Fernand Kartheiser deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Luewenswäert allegueren d'Bestriewunge fir Friddensverhandlungen an esou weider an esou fort, selbstverständlech, do si mer bei Iech!

Mee firwat mer déi Motioun hei ënner guer kengen Ëmstänn kënnen akzeptéieren, dat ass, well eigentlech hei gefuerdert gëtt – an dat ass jo och Är Position –, dass keng Sanktioun solle gesprach ginn. An dat kënnen mir natierlech net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. D'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo. Merci, Här President. Och merci fir dës Motioun dem Här Kartheiser.

Et ass och do elo erëm viles, wat mer gutt fannen, also de Friddenseffort, d'Friddensperspektiv. Mee de Fait, dass d'Sanktiounen awer esou gesi ginn, dass se net dierfe wéidoen, domat hu mer och Problemer. Well mer scho mengen, dass et Leit gëtt, déi hei definitiv méi leide wéi mir, an dass dat awer trotzdem eist Haaptuleies sollt sinn. An dofir kënnen mir dat esou net matdroen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, da kéime mer elo zum ... Nee, den Här Fernand Kartheiser nach als Auteur.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Villmools merci. Ech wollt emol fir d'éischt dem Här Cruchten an der

Madamm Oberweis Merci soen, dass se eis ënnerstëtzen an de Bestriewunge fir Friddensverhandlungen a Waffestëllstand. Ech fannen, dat ass schonn eng ganz gutt Saach! Do si mer ...

(Brouhaha)

... méi wäit, wéi mer hei de 17. Mee bei eiser leschter Diskussioun waren. Also, ech muss wierklech soen, dass mer eis doriwwee freeën.

(Interruption)

Bei de Sanktiounen wëll ech awer och vläicht eppes soen. Ech mengen, dat ass scho ganz wichteg, well mer e puermol gesot hunn, dass déi Sanktiounspolitik, déi mer elo féieren, kee Krichsafloss kann ausüben. Et ass net weinst deene Sanktiounen, déi mer bis elo geholl hunn oder déi am Gespréich sinn – déi, déi am Abléck nach an der Diskussioun sinn, do gëtt et jo nach eng gewëssen Onsécherheet beim sechste Pak –, wou mer de Krich op en Enn kréien.

Dee Krich ass warscheinlech relativ séier a senge militäreschen Ausféierungen eriwwee. An dann hu mer ganz aner Problemer. Mee wat mir ëmmer soen, dat ass, dass mer eis musse bewosst sinn, dass Sanktiounen, déi zwar keen Afloss op de Krich hunn, awer en immensen Afloss op eis Economie, op d'Wuel vun eise Leit hei am Land, sënnslos sinn.

Mir hunn am Abléck hei eng Inflatoun vun ... ech mengen, de Moien an der Zeitung stoung 9,1 % zu Lëtzebuerg, wann ech mech net ieren. D'Kollege kënnen mech korrigéieren. 9 % Inflatoun! Präisser op der Pompel, déi ewell méi héich si wéi an Däitschland! Ech weess, dass mer warscheinlech awer alleguer heibanne probéieren, sozial ze denken. A wa mer gesinn, dass d'Leit elo schonn enorm Problemer hunn, a wa mer wëssen, wat mat de Sanktiounen, wéi notament d'CSV se hei fuerdert – direkt en Embargo an esou weider, an den Här Wiseler huet dat elo nach eng Kéier widderholl, wéi seng Vuen do sinn, an ech respektéieren dat –, d'Konsequenze wäere fir d'Leit, mat där Politik, déi d'CSV proposéiert, dann hu mer ganz vill Leit, déi den nächste Wanter net kënnen hëtzen!

Mir wëllen dat net. A mir wëllen et net, well et einfach sozial Häert weist. A mir wëllen dat net, well et keen Afloss op de Krichsverlaf huet. An dofir soe mir: Eng sënnslos Politik ass mat der ADR net ze maachen! Dofir soe mir: Esou Sanktiounen wëlle mir net!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Roy Reding (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Da kënnen mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 54 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Paul Galles), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Mme Viviane Reding (par Mme Octavie Modert), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi (par M. Gilles Baum), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Dan Kersch), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Jessie Thill), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Stéphanie Empain) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si fir de 7., 8. an 9. Juni virgesinn.

D'Sitzung ass opgeheween.

(La séance publique est levée à 12.55 heures.)

56^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique p. 23
M. Fernand Etgen, Président

2. Communications p. 23
M. Fernand Etgen, Président

3. Ordre du jour p. 24
M. Fernand Etgen, Président | Mme Martine Hansen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

4. Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 24
M. Fernand Etgen, Président

5. Heure de questions au Gouvernement p. 24
M. Fernand Etgen, Président

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser p. 24
Exposé : M. Fernand Kartheiser

7. Heure de questions au Gouvernement (suite) p. 24

Question n° 323 du 7 juin 2022 de Mme Diane Adehm relative à l'annonce du lancement d'un TGV direct respectivement des trains de nuit entre Paris et Berlin fin 2023, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 24

Mme Diane Adehm | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 324 du 7 juin 2022 de M. Claude Lamberty relative à l'éligibilité des conseillers communaux en relation avec leur lieu de résidence habituelle, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 25

M. Claude Lamberty | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Question n° 325 du 7 juin 2022 de M. Fernand Kartheiser relative au traité international sur la prévention des pandémies de l'OMS, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 26

M. Fernand Kartheiser | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Question n° 326 du 7 juin 2022 de Mme Francine Closener relative au port obligatoire d'un casque de vélo, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 27

Mme Francine Closener | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 327 du 7 juin 2022 de M. Spautz relative à la situation des travailleurs frontaliers avec la fin au 30 juin 2022 des accords dérogatoires conclus en matière de télétravail avec la France, la Belgique et l'Allemagne, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 28

M. Marc Spautz | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

Question n° 328 du 7 juin 2022 de Mme Stéphanie Empain relative à la rémunération des services du CGDIS lors de grands événements sportifs, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 28

Mme Stéphanie Empain | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Question n° 329 du 7 juin 2022 de M. Gilles Roth relative à l'exécution des arrêts de la Cour administrative du 19 mai 2022 (n° du rôle 47069C et 47070C), adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 29

M. Gilles Roth | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Gilles Roth | Mme la Ministre Taina Bofferding (interventions de M. Dan Kersch)

Question n° 330 du 7 juin 2022 de M. Carlo Weber relative aux infrastructures pour les chauffeurs de bus, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 30

M. Carlo Weber | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

8. Question écrite n° 6126 de Mme Martine Hansen relative au système de réservation pour le transport CAPABS p. 30

Mme Martine Hansen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

9. Interpellation de M. André Bauler au sujet de la protection du patrimoine culturel immatériel p. 31

Exposé : M. André Bauler

Débat : M. Georges Mischo | Mme Lydia Mutsch | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup (dépôt de la motion 1) | M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler)

Prises de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Georges Mischo (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch

Motion 1 : Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis | M. Georges Mischo

Vote sur la motion 1 (rejetée)

10. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 41

Exposé : M. Fernand Kartheiser

11. 7452 – Projet de loi sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués et modifiant :

1° le Code pénal ;

2° le Code de procédure pénale ;

3° la loi modifiée du 5-15 septembre 1807 sur le privilège établi au profit du Trésor public pour le remboursement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police ;

4° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

5° la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions et des cotisations d'assurance sociale ;

6° la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg en vue de la transposition :

– de la décision 2007/845/JAI du Conseil du 6 décembre 2007 relative à la coopération entre les bureaux de recouvrement des avoirs des États membres en matière de dépistage et d'identification des produits du crime ou des autres biens en rapport avec le crime ;

– de certaines dispositions de la directive 2014/42 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne ;

– de la directive (UE) 2019/1153 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière, et abrogeant la décision 2000/642/JAI du Conseil p. 42

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Laurent Mosar | Mme Carole Hartmann | Mme Cécile Hemmen | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Laurent Mosar (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7452 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Meisch, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert a vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 7 juin 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

8007 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

3° de la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées ;

4° du Code civil

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 17/05/2022

8009 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 29 avril 1983 relative à l'exercice de la profession de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

3° du Code de la sécurité sociale

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 23/05/2022

8010 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 23/05/2022

8011 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 23/05/2022

8000A – Projet de loi portant transposition de certaines mesures prévues par l'« Accord entre le Gouvernement et l'Union des Entreprises luxembourgeoises et les organisations syndicales LCGB et CGFP » du 31 mars 2022 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ;

2° le titre 1^{er} de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

4° la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures ;

5° l'article 3, paragraphe 7, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale ; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant ;

7° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/05/2022

8000B – Projet de loi relative à une subvention de loyer

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/05/2022

8012 – Projet de loi portant création de l'Institut national des langues Luxembourg et

1° modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise ;

2° abrogation de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création

a) d'un Institut national des langues ;

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30/05/2022

8013 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

2° de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé ;

3° de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 30/05/2022

8014 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 30/05/2022

8015 – Projet de loi portant modification :

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31/05/2022

8016 – Projet de loi portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 02/06/2022

8017 – Projet de loi portant modification du Code du travail et de l'article 28-5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 02/06/2022

8018 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 02/06/2022

8019 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 02/06/2022

8020 – Projet de loi portant adaptation des dispositions relatives aux mesures d'urgence dans le cadre de la sécurité d'approvisionnement en électricité et en gaz naturel et modifiant

1° la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel ;

2° la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 03/06/2022

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

7984 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 29/03/2022

Retrait du rôle des affaires : 23/05/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2333 – Demande de pétition publique : Changéiert de Numm vun der Strooss „Charles Martel“ op „Rue Volodymyr Zelensky“

Dépôt : M. Christian Thalacker, le 16/05/2022

2334 – Demande de pétition publique : Annulation temporaire des taxes sur le diesel et l'essence

Dépôt : M. Davide Savini, le 17/05/2022

2335 – Demande de pétition publique : Verbesserte finanzielle Unterstützung für Pflegebedürftige

Dépôt : Mme Conny Myriam Marguerite Graff, le 18/05/2022

2336 – Demande de pétition publique : Congé pour règles douloureuses : permettre aux femmes souffrant de règles douloureuses de mener à bien leurs activités quotidiennes

Dépôt : M. Sylvain Mukadi, le 19/05/2022

2337 – Demande de pétition publique : Méi streng Strofe bei der Iwwerschreidung vun der Vitess an den Uertschaften an och an den 30er-Zonen

Dépôt : M. Stéphane Hamm, le 20/05/2022

2338 – Demande de pétition ordinaire : Notverlängerung der Frist für die Unterschrift der 2. Phase des Verfahrens der luxemburgischen Staatsangehörigkeit, Art. 89 des Gesetzes vom 8. März 2017 aufgrund der Reiseeinschränkungen wegen COVID-19

Dépôt : Mme Liana Ventura Gerent, le 23/05/2022

2339 – Demande de pétition ordinaire : Revue des forfaits dans la déclaration d'impôt

Dépôt : M. Jean-François Bigonville, le 23/05/2022

2340 – Demande de pétition publique : Vignette de circulation

Dépôt : M. Marco Ferreira, le 24/05/2022

2341 – Demande de pétition publique : Ofschafe vum Panachage bei de Chamberwalen

Dépôt : M. Alain Jean Loup Grosch, le 25/05/2022

2342 – Demande de pétition publique : *Rehkitztod bei der Grasernte durch obligatorische Wärmesensoren an Rotormähern vom Typ Schmetterling stoppen*

Dépôt : M. Alex Carneiro, le 27/05/2022

2343 – Demande de pétition publique : *Stopp vun de stännege Präisännerunge vum Bensinn & Diesel*

Dépôt : Mme Linda Klaes, le 28/05/2022

2344 – Demande de pétition publique : *Systematische und massive Kriegsverbrechen sowie Verbrechen gegen die Menschlichkeit in der Ukraine / Crimes de guerre systématiques et massifs et crimes contre l'humanité en Ukraine*

Dépôt : M. Adrian Florin Nicula, le 29/05/2022

2345 – Demande de pétition publique : *Pour une semaine de 35 heures de travail à temps plein*

Dépôt : M. Gauthier Vandewoestyne, le 29/05/2022

2346 – Demande de pétition ordinaire : *Völkermord in der Ukraine*

Dépôt : M. Adrian Florin Nicula, le 29/05/2022

2347 – Demande de pétition publique : *Bataillon Azov comme organisation terroriste*

Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 31/05/2022

2348 – Demande de pétition publique : *Interdiction des bruits de voisinage les dimanches et jours fériés*

Dépôt : M. Fabio Piticco, le 31/05/2022

2349 – Demande de pétition publique : *Renommer une partie de la rue Cyprien Merjai (où se trouve l'ambassade de Russie) en rue d'Ukraine pour la paix en Europe*

Dépôt : Mme Vladyslava Kovbasa, le 31/05/2022

2350 – Demande de pétition publique : *Prime fir den Travailleur désigné – Fachkraaft fir Aarbechtssécherheet*

Dépôt : M. Jean Marie Gansen, le 31/05/2022

2351 – Demande de pétition publique : *Kitzrettung*

Dépôt : M. Pascal Hoffmann, le 31/05/2022

2352 – Demande de pétition publique : *Proposition d'une nouvelle déduction fiscale pour la pratique d'une activité sportive*

Dépôt : M. Benjamin Peric, le 04/06/2022

2353 – Demande de pétition publique : *Lëtzebuergesch Awunner müssen op 3-mol oder 4-mol am Internet kënnen bezuelen, an dat duerch lëtzebuergesch baséiert Finanzgewerkschaften (wéi et an Däitschland a Frankräich de Fall ass)*

Dépôt : M. Mickael Card, le 04/06/2022

2354 – Demande de pétition publique : *Ofschafte vun de Parteien an der Politik*

Dépôt : Mme Claire Gutenkauf, le 05/06/2022

2355 – Demande de pétition publique : *Extinction de l'éclairage public en zone peu ou pas fréquentée la nuit (principalement en dehors des centres urbains)*

Dépôt : M. Michel Premont, le 05/06/2022

2356 – Demande de pétition publique : *Prise en charge des frais de justice des citoyens par l'État*

Dépôt : M. Michel Premont, le 05/06/2022

2357 – Demande de pétition publique : *Arrêt des aides militaires et militaires à l'Ukraine et des sanctions contre la Russie*

Dépôt : M. Michel Premont, le 05/06/2022

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo. Merci, Här President. Ech hunn nogekuckt, mat de Question-parlementairen, bei deenen den Delai dépasséiert ass: Mir hunn der zu dësem Zäitpunkt, mengen ech, nach aacht Stéck, bei deenen de Mount schonn eriwuer ass an déi nach ëmmer net beäntwert gi sinn. Dat ass eppes, wat wierklech ganz dacks virkënn. Mir géifen déi Froen natierlech och gären elo stellen. A mir wären och frou, wann Der e Rappell géift maachen un d'Regierung, datt se eis d'Äntwerte solle mat Zäit eraginn, wannechgelift.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Ech géif direkt dem Här Bausch d'Wuert ginn.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, Här President. Ech wollt mech formell bei der Madamm Hansen duerfir entschëllegen, datt net am Delai geäntwert ginn ass. Ech weess elo net, wat fir eng et sinn. An ech géif Iech awer och versprechen, datt ech nach eng Kéier de Rappell maachen, datt d'Fro sollen ënnerhalb vun engem Mount beäntwert ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. Eis Servicer wäerten nichtsdestotz direkt probéieren, déi verschidde Ministeren ze kontaktéieren, déi dann do hirem Délai de réponse net nokommen, fir ze kucken, wéi a wat.

4. Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 43 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt der Madamm Rita Brors, Conseillère, déi d'Administration parlementaire pensiounshallwer verlooss huet, den Eierentitel vun hire Funktiounen zouerkannt.

Plusieurs voix | A!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Mir soen der Madamm Brors villmools Merci fir all hir Déngschter bei der Chamber a mir géifen hir eng zefridden a laang Pensioun wënschen!

(Applaudissements)

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. De Froesteller huet zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

Fir d'éischt awer géif ech nach dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Villmools merci, Här President. Dat geet och relativ séier, mee

et ass e wichtege Problem. Dir wësst, datt bei der Police scho méi laang e Personalproblem besteet an deem Sënn, datt d'Leit, déi eng Première hunn, nach ëmmer an enger Karriär ënnert där normaler B1 aklasséiert sinn.

Mir haten hei schonn e puermol driiwuer geschwat. Et ass nach net vill geschitt an där Richtung, duerfir hu mer elo déi Proposition de loi hei formuléiert, déi hoffentlech der Regierung hëlleft, do méi séier Léisungen ze fannen.

An an deem Sënn wëllt ech den Depot hei maachen. Villmools merci.

8024 – Proposition de loi portant reclassement de certains membres du cadre policier du groupe de traitement C1, détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu comme équivalent par le Ministère de l'Éducation Nationale

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

7. Heure de questions au Gouvernement (suite)

An da komme mer bei déi éischt Fro, d'Fro Nummer 323 vun der Madamm Diane Adehm un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwert d'Ukënnegung vun engem direkten TGV respektiv vun den Nuetszich tëschent Paräis a Berlin fir Enn 2023. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 323 du 7 juin 2022 de Mme Diane Adehm relative à l'annonce du lancement d'un TGV direct respectivement des trains de nuit entre Paris et Berlin fin 2023, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de 24. Mee huet de Patron vun der franséischer SNCF annoncéiert, zesumme mat der Däitscher Bunn bis Enn 2023 eng Héichgeschwindkeetsstreck tëschent Paräis a Berlin opzemaachen.

Den Tracé soll iwwer Stroosbuerg, Frankfurt a Richtung Berlin goen an op deser Streck soll ausserdeem Enn 2023 och en Nuetszuch zirkuléieren. Mat dësem Projet ginn deemno zwou europäesch Haaptstied op eng séier an och nohaltege Manéier matenee verbonnen.

Eis fält awer op, dass eng aner europäesch Haaptstad, nämlech Lëtzebuerg, keng Roll an dësem neien Tracé ze spille schéngt. Generell gesinn ass eis Eisenbunnvernetzung mat deenen aneren europäeschen Haaptstied nach ëmmer net zefriddestellend.

Den Uschloss un den TGV Richtung Paräis, an domadder och Richtung Stroosbuerg, ass sécher eng gelonge Saach. Et muss eis awer dru geleeë sinn, d'Eisenbunnstreck op Bréissel, den Eurocap-Rail, endlech mat Liewen ze fällen.

D'Muselstreck iwwer Tréier op Koblenz, an den domadder verbonnenen Uschloss un den däitschen ICE-Reseau zu Saarbrécken, geet leider och net esou séier viru wéi geplangt.

Ëmmer méi Leit wëllen awer op den effentlechen Transport ëmklammen. Leider sinn eis Interconnettioun mat dem auslänneschen Héichgeschwindkeetsreseau awer nach ëmmer net zefriddestellend. Och hei sinn déi héich Ticketspräisser fir des Zuchlinnen nach ëmmer oninteressant, zemoos wann een déi héich Energiepräisser a Betruecht zitt.

Wichtig ass awer an eisen Aen, dass Lëtzebuerg als ee vun de Sätz vun den EU-Institutiounen net den

Uschloss un d'Haaptverkéiersachsen daerf verpassen, a grad och net bei der Bunn.

An dësem Kontext wéilt ech dem Minister verschidde Froe stellen:

Wéi gesäit den Timing vun der méi séierer Eisebunnstreck op Bréissel aus? Gëtt d'Ubannen un den däitschen ICE-Reseau weiderhin uestriefft? A wa jo, wéi gesinn d'Planifikatioune vun esou enger Zuchstreck op Saarbrécken aus? Kann den Här Minister Detailler zu den internationalen Nuetszich liwweren, déi eventuell och kéinte Lëtzebuerg usteieren? An zu gudder Lescht: Gëtt um europäesche Niveau iergendeng Diskussioun gefouert, fir insgesamt d'Präisser vun den internationalen Zuchtickets erofzesetzen?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Aehm. De Vizepremier a Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci der Madamm Aehm fir déi Froen. Dat erlaabt mer da mol eng Kéier, och e bësse méi de breede Kontext ze erklären, wou mer eis befannen, wa mer iwwert den internationale Schinnere-seausverkéier schwätzen.

Dir musst wëssen, dass den europäesche Schinnere-seau nom véierte Paquet ferroviaire definitiv liberaliséiert ass. An Dir hutt als Beispill gesot – wou mer awer alleguer frou doriwuer sinn –, dass Lëtzebuerg un d'Streck op Paräis an och op Stroossbuerg ugebonne ginn ass. An dat zum Beispill dat, wat mir jo do maachen ... De Lëtzebuurger Staat huet jo do en Deel vun den TGVs-Rammen op Paräis matfinanzéiert. Stroossbuerg iwwregens och, well d'Fransousen, d'SNCF, wollte guer net Lëtzebuerg–Stroossbuerg fueren.

Dat doten, wat mer do gemaach hunn, géif énnert de liberaliséierte Konditioune vun haut guer net méi goen, well mer natierlech hei ganz kloer net am Kader vum Service public sinn. An Dir wësst, dass ech mech am Kader vun dem véierte Paquet ferroviaire vill agesat hunn, vill mat der Kommissioun gestriden hunn a glécklecherweis fir Lëtzebuerg – also fir kleng Reseauen – eng Exceptioun erausgeschloen hunn, déi mécht, dass eng Direktvergab bei dem Service public nach ëmmer méiglech ass, wann de Reseau net iwwer eng gewësse Gréisst huet.

Mee hei si mer definitiv am internationale liberaliséierte Verkéier a mir kënne weeder een zwéngen, iwwer Lëtzebuerg ze fueren, nach kuckt d'Kommissioun dat no. D'Kommissioun kuckt just no, ob d'Konditioune, wéi d'Zich organiséiert sinn ..., ob et Ausschreiwunge waren oder wéi et zustane komm ass, mee d'Kommissioun huet kee Matsproocherecht a ka kengem soen – ech soen awer dobäi: leider! –: „Dir musst déi do an déi do Verbindunge maachen!“

An dat ass och e bëssen e Widdersproch zu deenen Ambitioune, déi d'Kommissioun dann oft huet, wa se seet: „Mir müssen d'Haaptstied matenee verbanne!“ an esou weider. An da gëtt gehofft, dass de Marché eleng dat géif regléieren. Ech sinn dovunner guer net iwwerzeegt, iwwerhaupt net, mee dat ass awer nun eemol esou. Do si mer net onbedéngt an der Majoritéit innerhalb vun Europa, leider, déi dat esou gesinn.

Ech wëll awer soen, dass den Dossier amgang ass, sech méi an eng Richtung ze beweegen, dass ëmmer méi Länner dat agesinn, dass et net esou vum selwe wäert goen, nom Motto, wéi déi Däitsch géife soen: „Der Markt wird's schon richten.“ Dat stëmmt net.

De Marché ass e gutt Instrument, fir kënne Saachen ze kreéieren, ze schafen, mee et muss gewësse Reegele ginn. An d'Reegele müssen och esou sinn, dass wann de Maart verseeet, de Staat als Regulateur muss asprange fir ze kucken, dass wann een en aner Objektiv huet, wéi an deem heite Fall beispillsweis, manner Kuerzstrecke mam Fliger a méi mam Zuch ze maachen, dass déi Infrastruktur do ass an dass d'Zich och fueren.

Wat mir awer maachen: Mir hu selwer eng Etüd an Optrag ginn, déi ass och fäerdeg, wou mer müssen agéieren an Allianze siche goen, fir dass mer Nuetszich kréien. Do gëtt et och konkret Iddien. Ech hunn och mat de Belsch Gespräicher, och mat de Fransousen, also vu Südfankräich Richtung Schwäiz, Italien. Do gesäit d'Chance fir eis gutt aus bei den Nuetszich.

Dir hutt och gesinn, dass wat deen do Zuch ubelaangt, wat déi Streck ubelaangt, d'Saarland déck reklaméiert huet, well natierlech déi nei saarlännesch Ministerpresidentin gesot huet: „Dat ass jo eng Schwéngerei, dir fuert laanscht Saarbrécken! Dat heescht, mir ginn och net uegobonnen als Saarbrécken!“

Dat heescht, do sinn eng Rei Diskussiounen um Lafen. Fir eis ass et awer wichtig, dass mir gutt Verbindungen op Metz kréien, well déi Zich komme jo all iwwer Metz. An dat geet och aus der Etüd ervir, dass mir probéiere müssen, ganz, ganz gutt Verbindungen op Metz ze kréien.

Dat ass och de Grond, firwat d'Regierung decidéiert huet, eng ganz Rei Projeten ze finanzéieren um franséische Reseau, d'Streck ze verbesseren, d'Capacitéit eropsetzen, fir dass mer méi eng grouss Zuchfolleg kënne maachen op Metz. Well herno gëtt Metz eis den Uschloss u Süddäitschland, mee awer warscheinlech och Richtung Berlin, zemoools wann déi doten Zich bis kommen. A Metz spillt och eng Roll herno, wann et ëm déi Nuetszich geet, ganz sécher, egal vu wou se da kommen.

Leider hu mer keng Streck op Saarbrécken, soss kéinte mer och do nach probéieren, mee ech mengen, dass ass verpasst ginn. Ech soen ëmmer, deemools, wéi d'Saarautobunn gebaut ginn ass, do ware jo och Iddien, ob een net soll eng Zuchstreck derniewent bauen. Dat hätt een, menger Meenung no, deemools solle maachen. Dat ass awer haut ze spéit, well déi Streck do ass entretemps esou verbaut, dass et ganz schwierig gëtt. A wann Der déi Streck wëllt bauen, gëtt dat opwänneg.

Et gëtt awer och nach aner Iddien. Mir si mat den Däitschen amgang ze diskutéieren, fir eis natierlech nach besser un Düsseldorf an u Köln unzabannen, well wa mer gutt mat Köln an Düsseldorf verbonne sinn, dann hu mer och e gudden Accès op den däitschen Intercity, also den ICE-Reseau virun allem. Do gëtt et och nach eng Rei Iddie vu Rehabilitatioun vu verschiddene Strecken an Däitschland.

Dat ass awer alles nach méi wäit ewech, well do si mer natierlech ofhängeg vum Verkehrswegeplan vun deenen Däitschen, mee ech hunn awer och do Gespräicher mam neie Minister fir ze kucken, do weiderzecommen.

Also mir engagéieren eis e Maximum. Mir hunn Etüde gemaach. An den Objektiv muss si fir eis, wéi gesot, eng gutt Ubannung haaptsächlech u Metz an dann natierlech op der däitscher Säit u Köln an Düsseldorf ze kréien. A wa mer dat packen, da sinn ech och optimistes, dass mer herno, niewent dem ... vu Südfankräich, wouwen et geschwat hunn, an der Schwäiz, wou et, mengen ech, gutt ausgesäit, dass mer herno gutt Verbindungen hunn.

Et muss ee jo och wëssen, dass déi do Iddien elo mat Metz, also déi Direktzich do, Paräis–Berlin, do si se jo

och nach am Ufank. Do muss nach investéiert ginn, och an den däitsche Reseau virun allem. Dat ass nach net fir muer, awer mir bleiwen do um Ball fir ze kucken, dass mer natierlech do den Uschloss net verpassen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 324 vum Här Claude Lamberty un d'Madamm Inneministesche iwwert d'Eligibilitéit vun de Gemengeconseillere, déi vun hirem Wunnuert ofhänkt. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 324 du 7 juin 2022 de M. Claude Lamberty relative à l'éligibilité des conseillers communaux en relation avec leur lieu de résidence habituelle, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur**

M. Claude Lamberty (DP) | Jo. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch: „Du wunns jo guer net hei!“ Dat war anscheinend eng vun den Aussoen, déi d'lescht Woch an engem Gemengerot am Oste vum Land un direkt zwee Membere vum Gemengerot gaange sinn an déi eng Problematik, menger Meenung no, opwerfen, déi an all de Gemengeparteiwwergräifend, faarweniwwergräifend durchaus emol kann opkommen, déi awer, mengen ech, besonnesch en vue vun 2023 eng Kéier wichtig ze thematiséieren ass a vläicht och wichtig ze klären ass.

D'Gesetz ass, mengen ech, kloer: „Pour être éligible, il faut avoir sa résidence habituelle dans la commune, c'est-à-dire y habiter d'ordinaire.“ Do ass natierlech d'Fro: Wéini leeft een „d'ordinaire“ an engem Gemeng?

Ech mengen awer och, dass d'Kontroll dovunner eng Kéier wichtig ze klären ass. Wie kontrolléiert dat? Wien huet d'Recht, dass ze kontrolléieren? Unhand vu wéi engen Datebanke gëtt dat kontrolléiert?

Perséinlech sinn ech och der Meenung, dass et immens komesch ass, wann ee sech an engem Gemengerot mell an et gëtt een och nach gewielt an et geet een och nach do eran a seet: „Jo, ech wunnen hei“, an d'ganz Gemeng weess, dass een eigentlech op enger ganz anerer Plaz wunnt, mee vläicht huet ee gesetzlech jo Recht, well een awer eng „Bleibe“ – nenne mer et emol esou – an där Gemeng huet.

Et ass mer souguer zu Ouere komm, dass an engem Gemengerot hei am Land e Gemengerotsmember frëndlechst opgefuerdert gouf ze demissionéieren, well se während enger gewëssener Zäit – obwuel se d'ganz Liewen do gelieft huet – net do gewunnt huet, well hire Conjoint am Ausland an enger Formatioun war a si matgangen ass fir néng, zéng Méint. Dat heescht net, dass se ganz do war, mee se ass ... si huet dat och gesot: „Ech gi mat dohin, mee punktuell bleiwen ech trotzdem hei wunnen, de Weekend zum Beispill.“ An dunn ass se trotzdem „erausgedrängt“ ginn, well se dat gemaach huet. A si huet dat dunn och gemaach, obwuel hire Liewensmittelpunkt virdrun an duerno ëmmer an där Gemeng war.

Ech mengen, haut ass et wichtig, en vue vun alle Leit, déi sech wëllen 2023 op Gemengerotslëschte mellen a vläicht och gewielt ginn, déi Fro eng Kéier ze klären: Wat ass déi gesetzlech Basis? A wat ass d'Kontrollfunktioon? A wien huet déi Kontrollfunktioon, fir dass am Endeffekt wierklech Leit an hirem Gemengerot kënne siegéieren, déi dann och dohinner gehéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. D'Madamm Inneministesche Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Merci, Här President. Den Här Lamberty stellt eng

ganz pertinent Fro, effektiv en vue vun den nächste Gemengewalen, seet awer scho selwer, dass eigentlech d'Gesetz där doter Fäll scho gereegelt huet. Dir verweist och hei direkt op d'Walgesetz, an effektiv ass et esou, dass, am Moment vum Depot vun de Kandidaturen, d'Leit, déi kandidéieren, e puer Konditiounen erfëlle mussen, wéi den Numm, Virnumm, d'Geschlecht, Beruff, Nationalitéit an eeben och de Wunnsätz. An da gëtt eebe kontrolléiert, ob se déi Konditiounen erfëllen an dee Moment och Kandidat oder Kandidatin an der Gemeng dierfe sinn.

Déi Verifikatioun vum Wunnsätz gëtt dee Moment eeben, wéi ech gesot hunn, duerch de President vum Hauptwalbüro beim Depot vun de Kandidature gemaach. A wéi gesot, da gëtt iwwerpréift, ob déi Konditiounen do erfëllt sinn.

Wa sech awer elo sollt de Fall stellen, wou eng Persoun esou eng Konditioun net méi erfëllt, zum Beispill, wa se während hirem Mandat d'Gemeng wieselt – dee Moment erfëllt se net méi d'Konditioun –, dierf se och net méi am Gemengerot Member sinn. Och hei ass d'Gesetz awer kloer dozou.

Bon, als Éischt mengen ech, oblait et natierlech der Persoun selwer ze mellen, dass se geplënnert ass, an dann d'Mandat am Gemengerot nidderzeleeën. Wa se dat awer elo net sollt maachen a sech awer duerchawer bewusst ass, dass se hei géint déi Konditioun verstéisst, mécht déi Persoun sech strofbar a riskéiert souguer, eng Prisongstrof ze kréien. Déi effentlech Autoritéiten, déi Kenntnis vun esou enger Situatioun hunn, sinn obligéiert, de Procureur doriwwer a Kenntnis ze setzen, dat op Basis vum Artikel 23 Paragraf 1 vum Code de procédure pénale.

A fir de Fall, dass e Member dann awer nach ëmmer net säi Mandat wéilt nidderleeën, ass och eng Prozedur virgesinn, eng Prozedur mat ganz kloren Delaien, wéi dat gereegelt ass, fir dass et dann dee Moment zum Verloscht vum Mandat kënt.

A fir mech ass et hei ganz kloer, dass et dee Moment de Schäfferot ass, dee sech als Éischt dorëms këmmere muss, respektiv och muss wëssen, ob eng Persoun aus dem Gemengerot nach ëmmer an der Gemeng wunnt oder net, an da subsidiaresch den Interieur, de Gemengerot an och déi concernéiert Persoun selwer informéiert, wann en eebe Kenntnis vun esou Faiten huet, déi zu engem Mandatsverloscht kéinte féieren.

Wat d'Kontrollfunktoun betrëfft: Och hei gëtt et Mechanismen. Och hei ass et deen einfachste Wee, wéi gesot, wann d'Persoun selwer de Beweis bréngt an eebe kann dee Moment duerleeën, dass se geplënnert ass, oder fir de Fall, wou se net geplënnert ass, ka bewisen, dass se nach ëmmer an der Gemeng enregistréiert ass.

Wann dat awer net esou sollt sinn oder wa sech effektiv géif en Doute erausstellen, dann ass et um Buergermeeschter, un der Buergermeeschtesch, fir dee Moment déi gesetzlech Prozedur, op déi ech scho grad higewisen hunn, ze lancéieren. Dat, fir eeben dann och déi néideg Verifikatioun kënnen ze maachen, notamment duerch eng Enquête vun der Police, déi doropshin dann eeben dat ermëttelt. An da ka gekuckt ginn, ob dee Moment de Buergermeeschter, d'Buergermeeschtesch muss eng Decisioun huelen, sief et, fir déi concernéiert Persoun aus dem Regëster ze strächen, respektiv fir ze kucken, ob se kann ageschriwwen bleiwen.

An och hei gëtt et Indicen, wann dee Moment d'Police soll enquêtéieren. Hei gëtt et Indicen, déi eebe sollen hëllefen erauszufannen, ob déi Persoun awer nach dee Moment an där Gemeng wunnt. Do gëtt enner anerem d'Plaz gekuckt, wou ee sech no senger

Aarbecht ophält. Et gëtt gekuckt, wou d'Kanner an d'Schoul ginn, wou déi ugemellt sinn.

(Interruption)

Den Energieverbrauch vum Menage gëtt gekuckt, d'Telefonsrechnungen oder nach de Contrat de bail. Dat alles kënnen dee Moment Indicë sinn, déi der Police sollen hëllefen.

Bon, dat fir de Fall, wou dee Moment déi Krittären net, déi Konditiounen net erfëllt sinn. Ech ginn awer dovun aus, dass dat an deene meeschte Fäll gutt funktionéiert, well Dir hutt et virdru gesot: Et ass wichteg, dass mer Leit hunn, déi sech de Gemengendefie stellen, grad elo en vue vun nächste Joer, dass mer vill Leit hunn, déi motivéiert sinn, an d'Gemengepolitik ze goen. An ech fannen nach ëmmer, dass dat eng vun deenen nobelsten Aufgaben ass, wann ee sech fir déi Gemeng, wou ee wunnt, wou ee leeft, kann engagéieren. An dofir ass et och wichteg, dass mer awer hei trotzdeem e strenge Kader hunn, fir dat esou ze erméiglechen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mir kommen da lo zur Fro Nummer 325 vum Här Fernand Kartheiser un d'Madamm Gesondheitsministeschesch iwwer den internationalen Traité vum der OMS iwwer d'Preventioun vu Pandemien. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 325 du 7 juin 2022 de M. Fernand Kartheiser relative au traité international sur la prévention des pandémies de l'OMS, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, ech wollt zrëckkommen op déi lescht Sëtzung vun der Weltgesondheitsorganisatioun. Ech fänke vläicht u mat engem klengen Merci, well mir haten hei eng Motioun ugeholl iwwer Taiwan an Dir hutt dat och ugeschwat, sou wéi d'Chamber et Iech uvertraut hat an där Sessioun, wat natierlech eng ganz gutt Saach ass. Dofir merci.

Mee de Sujet ass haut net Taiwan, mee et geet ëm de Pandemievertrag. An et ass jo, mengen ech, eppes, wat mer an deene leschte Jore leider ..., jo, woumat mer ganz vill concernéiert waren. D'Weltgesondheitsorganisatioun wëll also hir Aarbecht nom Pandemievertrag weiderféieren, an et gouf do kontrovers Diskussiounen, notamment ëm déi Kompetenzen, déi d'Weltgesondheitsorganisatioun an Zukunft soll kréie par rapport zu der Souveränitéit vun de Memberstaate vun der Organisatioun.

Et gouf speziell en amerikaneschen Amendement an déi Richtung, an d'Memberstaate vun der Europäescher Unioun hunn deen Amendement och ënnerstëtzt. Ech huelen also un, och Lëtzebuerg huet deen ënnerstëtzt. Elo ass et dann zu enger Ofstëmmung komm. Déi Ofstëmmung ass verluer fir deen Amendement. Haaptsächlech afrikanesch Staaten, mee net nëmme si, hu sech do dergéint gewiert. Ganz vill aner grouss Staaten, och aus deem sougenannte Globale Süden, hu sech do dergéint decidéiert. An da sollten déi Reflexiounen elo an Aarbechtsgruppe virugefouert ginn.

Mee d'Fro ass eigentlech un d'Lëtzebuurger Regierung: Wéi eng Aschränkung vun der Souveränitéit wëll déi Lëtzebuurger Regierung dann an deem Kontext iwwerhaupt akzeptéieren? Firwat si mer op dee Wee gaangen, deen herno jo och keng Majoritéit fonnt huet, fir iwwerhaupt Souveränitéitsrechter un d'WHO ze delegéieren? A wéi engem Mooss soll dat

geschéien? Firwat soll dat geschéien? Gëtt et net aner Weeër, fir dat ze maachen, wou déi national Autoritéiten an notamment déi national Parlamenter awer méi Matsproocherecht hätten, wéi wann een dat delegéiert?

Eppes muss ganz kloer sinn: Kee wëll am Fall vun enger Pandemie, déi wierklech geféierlech ass – méi geféierlech nach vläicht wéi déi, déi mer an deene leschte Jore kannt hunn –, dass mer Delaien hunn oder datt net effikass ka reagiert ginn. Dat ass eigentlech net d'Fro. Mee d'Fro ass: Ass net déi beschte Manéier, compte tenu vun deenen Erfarungen, déi mer elo gemaach hunn, awer déi, datt d'Staate sollen hir Kompetenz behalen an dëser Affär?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. D'Madamm Gesondheitsministeschesch, d'Paulette Lenert, huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. An och merci un den Här Kartheiser fir dës Fro.

D'Pandemie huet ons gewisen, wann eppes global zouschléit, wéi wichteg et dann ass, Instrumenter ze hu wéi de Règlement sanitaire international, zum Beispill, deen eng Rei och haut scho verbindlech Dispositionen huet. Wann et drëms geet, eng gemeinsam Gefor ofzewieren, ass et wichteg, wéi Dir et och selwer gesot hutt, dass ee ka schnell an ouni ze vill Ëmweeër verschidden Tatsaache festhalen, dass een och ka Moosname bestëmmen, wat wou muss geschéien, fir dass e Minimum u Sécherheet ka fir jiddweree garantéiert sinn.

Et ass e grouse Konsens do gewiescht, dass déi besteend Instrumenter sou, an hirer aktueller Form, net duerginn, dass se mussen iwwerschaaft ginn. An an deem Sënn muss och d'Diskussioun op sinn, fir driwwer nozedenken an ze kucken, wou een international méi verbindlech soll kënnen sinn a wou ee sech reng am nationale Beräich weiderbeweege.

Mir hunn doduerch, dass mer d'Erfahrung gemaach hunn, wéi mer ofhängeg ware vu gemeinsame Positionen, sief et um Niveau vun der Unioun selwer, wou nach ganz vill Loft no uewen och ass, ... gemierkt, wéi et op de Leit laascht, wann effektiv keng Eenheet ass an esou enger Pandemie wéi déi, déi mer haten. Et ass eng gemeinsam Erausforderung an et ass ganz schwéier, de Bierger a Biergerinnen ze vermëttelen, dass een net eng technesch, eng sanitär Aschätzung huet, wou ee sech eens ass. An dofir si mer och wierklech der Meenung, dass een hei a verschiddene Beräicher muss kënnen schnell gemeinsam agéieren, wat dann Hand an Hand geet, natierlech, mat engem deelweisen Oftriede vun nationale Kompetenzen.

Ech wollt Iech just nach eng Kéier den Historique ginn. Et ass relativ schnell e Konsens fonnt ginn, fir iwwerhaupt hei drun ze goen, un dee Chantier, fir deen opzemaachen. Et ass am Kader vun der zweeter aussergewéinlecher Sessioun vun der AMS gewiescht, vun der Assemblée mondiale de la Santé. Doropshin ass en intergouvernementale Grupp en place gesat ginn, fir dës Negociatiounen ze féieren, fir och d'Redaktioun herno ze iwwerhuele vun deem Accord. Do ass awer nach oppen, wéi eng Form dat soll hunn. Dat heescht, ee vun den Opträg, deen un dee Grupp gaangen ass, ass och, Reflexiounen ze maachen, op wéi enger Basis dat Instrument soll geholl ginn, op Basis vu wéi engem Artikel vun der Verfassung, vun der Constitutioun vun der OMS selwer.

Et soll letztendlech op deem Niveau ugeholl ginn, dat awer an enger Form an op enger Basis, déi da fir appropriéiert gehal gëtt. Dat sinn am Fong lafend Aarbechten, déi amgaange sinn.

D'Europäesch Unioun huet hirersäits den 3. Mäerz dëst Joer – den Optrag, fir ze schaffen, geet zréck op Dezember 2021 – d'Decision geholl, fir am Numm vun der Unioun kënnen d'Negociatiounen opzemaachen, mat engem Rôle de négociateur, deen un d'Kommissioun gaangen ass, soudass haut d'Unioun hir Stëmm do huet via d'Kommissioun, nieft der Stëmm, déi déi eenzel Länner natierlech fir sech selwer an dësem Gremium hunn.

Parallèll dozou ass awer och e Comité spécial um Niveau vum Conseil en place gesat ginn, deen au courant soll gehale ginn an deen dës Negociatiounen natierlech engstens suivéiert, gegebenefalls and kann d'Instruktiounen adaptéieren, wann dat néideg wär, dat eeben, fir lafend ze evaluéieren, ob déi Gesprécher, déi lafen, an deem Sënn sinn, wéi se um Niveau vum Conseil an eeben och vun de Länner dee Moment fir richtig gehale ginn.

Éischt Reunione si vun deem Groupement intergouvernemental de négociation schonn zu dësem Zäitpunkt gefouert ginn. Dat war am Februar eng éischte Kéier, zweemol am Mäerz. Dertëschent gëtt natierlech och geschafft. Deen nächste Rendez-vous soll am August sinn. An et gëtt och eng éischt Position, eng Contribution vusäite vun der Unioun, déi effentlech zougänglech ass. Ech weess, dass Der déi ganz bestëmmt kennt.

Mee wéi eng Form dat Ganz herno wäert hunn, awéifern de Règlement sanitaire international selwer wäert impaktéiert ginn oder en neit Instrument wäert geschaf ginn, dat ass justement Objet vun deenen Diskussiounen, déi lafen, mat enger gedeelter Position. Mir sinn natierlech der Meenung, dass een net méi soll ofrieden, wéi et onbedéngt muss sinn.

Mir sinn awer och iwwerzeegt, dass ee verschidde Saachen hei muss international reegelen, wann ee wëll effikass sinn. Wa mer an eng Situatioun kommen, wou mer vun haut op muer – an dat hu mer dës Kéier erlieft, wéi schnell dat ka goen – mat enger Gefor konfrontéiert sinn, ass et extrem geféierlech, sech wierklech op déi reng national Kompetenzen ze verlossen. Dat leeft net mat där nämmlecher Vitess of. A bei verschidde Befunden, grad och technescher Aart, denken ech, ass et wichteg a richtig, dass een do eng gemeinsam Position huet, déi och kann esou duerchgesat ginn.

Voilà! Ech géif Iech Merci soen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheitsministesch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 326 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwert d'Helmflucht fir Vëlofuerer. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 326 du 7 juin 2022 de Mme Francine Closener relative au port obligatoire d'un casque de vélo, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här Président. Vëlofueren ass in, an dat ass och ganz gutt esou! Ursaachen dofir gëtt et der jo vill, sief et, well ee sech wëll beweegen, well een ëmweltbewosst ass, well den E-Bike ee méi séier virubrénge mat manner Effort oder well et einfach Spaass mécht.

Tatsaach ass, et gëtt ëmmer méi Vëlo gefuer, an domadder klëmmt och de Risiko vun Accidenter, besonnesch natierlech am Stroosseverkéier.

Virun engem Joer, den 19. Mee, hutt Dir, Här Minister, Iech hei bei enger Interpellatioun vu menger Kollegein Cécile Hemmen géint eng allgemeng

Helmflucht fir Cyclisten ausgeschwat. Dir hutt argumentéiert, datt d'Leit da manner Vëlo géife fueren, well se keng Loscht hätten op den Helm. Dir sot och, datt déi mannste Länner eng Helmflucht hätten an Dir sot, Dir géift awer bei héijer Vitess um Vëlo onbedéngt recommandéieren, e Kask unzeden. Op d'Fro no enger Helmflucht op d'mannst fir d'Kanner sidd Dir deemools net agaangen. Duerfir wéilt ech elo, ee Joer méi spéit, op déi Fro zréckkommen.

Elong an Europa gëtt et an zéng Länner eng Helmflucht fir d'Kanner. Dat variéiert, wat d'Alterslimit ueget, entweder fir ënner 15 oder ënner 12 Joer. Huet de Minister wëlles, op d'mannst fir d'Kanner e Kask um Vëlo virzeschreiven?

An dann, wa mer vun héijer Vitess schwätzen, déi mat elektrescher Ënnerstützung jo och séier erreecht ass: Eng rezent däitsch Etüd seet, datt Cyclisten op E-Biken zweeanenhallemol méi e grouss Risiko hunn, fir bei engem Accident leizenzebleiwen, wéi Cyclisten, déi op engem normale Vëlo ënnerwee sinn. Dobäi ass de Risiko vun enger Kappverletzung ouni Kask duebel sou héich wéi mat engem Kask.

Huet de Minister wëlles, fir d'Benutzer vu Pedelecken d'Helmflucht anzeféieren, oder wëll hien éischer op de Wee vun enger allgemenger Flicht goe fir sämtlech Vëloen, oder weeder nach an et bleift bei der Helmflucht exklusiv fir d'S-Pedelecke vu 45 km? Wat ass mat den E-Trottinetten? Déi si jo normalerweis assimiléiert.

Sonner Zweifel ass et fir d'Sécherheet vum Cyclist am allerwichtigsten, datt d'Infrastrukture gutt a sécher sinn, wéi zum Beispill an Dänemark oder an Holland. Mee do si mer nach net. Do muss mer awer hin. An Australien ass gefaart ginn, datt duerch d'Helmflucht d'Vëlofuere géif massiv zréckgoen. De Contraire ass haut de Fall, och wéinst enger ganz grousser Campagne.

D'Politik soll d'Leit op de Vëlo kréien, andeem se fir gutt Infrastrukture suergt, net andeem se eng laxistesche Sécherheetspolitik bedreift. Deen Androck dierf net opkommen. Eng Helmflucht ass net onzoumutbar, wann een domadder säi Liewe ka retten, respektiv d'Liewe vun de Kanner!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. Den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Déi Fro do hunn ech – an ech hat et nokucke gelooss –, ech mengen, scho véiermol beäntwert, zënter ech Minister sinn. Mee ech sinn net deen eenzege Minister, deen déi Fro scho mindestens véier-, fënnemol beäntwert huet. Do kënt Der am Ausland nokucken, do kënt se och regelméisseg erëm.

An alles dat, wat oft esou gutt an esou einfach kléngt, ass an der Praxis awer e bësse méi komplizéiert.

Éischters wëll ech emol soen, datt den Helm keng Infrastrukture ass. Infrastrukture ass: ofgetrennte Vëlospisten, ofgesécher Vëlospisten, Signalisatiounen an esou weider. Dat ass Infrastrukture an dorobber kënt et am meeschten un!

Wa mer gär de Vëlofuerer sécher kréien op der Strooss, da muss et si wéi an Holland, wou iwwerengs och keng Helmflucht ass, mee wou d'Accidenter ganz rar sinn an och virun allem déi doten Zort vun Accidenter ganz rar sinn. Dat ass, well an Holland d'Infrastrukture gutt ass.

Dat Zweet, dat ass och an allen Etüden, déi mir gemaach hunn, erausfonnt ginn, an och bei de Kanner,

zum Beispill. Mir hunn eng ILReS-Enquête gemaach, déi hu mer jo och 2017 publizéiert, an do ass erauskomme: Bei de Kanner bis 15 Joer hu 95 % ëmmer oder bal ëmmer en Helm un. An et ass och net d'Police, déi wäert derfir suergen, datt d'Kanner den Helm opdinn, well dat kréie mer guer net kontrolléiert. Dat mussen d'Eltere sinn, mat hirer Responsabilitéit! An ech ginn dovun aus, datt d'Elteren awer eigentlech och nach ëmmer eng Responsabilitéit fir hir Kanner mussen hunn an och hunn. An dofir hu mer jo 95 %, déi een unhunn.

A Frankräich, wou déi Diskussioun nach ëmmer ganz héich Welle schléit, dat kënt ... an dat ass iwwerengs net nëmmen a Frankräich esou. Dat ass, well iwwerall déi nämmleche Diskussioun entsteet. Wann der fir Kanner bis 15 Joer zum Beispill eng Flicht maacht, da stellt sech d'Fro vun der Responsabilitéit: Wien ass da responsabel, wann zum Beispill e Kand ouni Helm fiert? Sinn dat d'Elteren oder ass et d'Kand, wat responsabel ass? A Frankräich: grouss Diskussiounen, juristesche zu näischt gefouert.

Da gëtt et och d'Beispill vun Dänemark, e Land, wou extrem vill Vëlo ... Et ass no Holland dat Land, wou am meeschte Vëlo gefuer gëtt. A par rapport zu Schweden: Schweden huet et obligatoresch gemaach bis 15 Joer, Dänemark huet et recommandéiert bis 15 Joer. An Dänemark, wou am meeschte Vëlofuerer fueren, hu se et recommandéiert, an et leeft wonnerbar: D'Eltere bekëmmere sech drëm an doen de Kanner en un.

Also méi wichteg fannen ech et, datt mer Sensibiliséierungscampagnë maachen, fir datt se en opdinn. Allgemeng soen ech Iech ... An dat ass och net richtig: An Australie war et e Minus vu 17 % duerch de Fait, datt et agefouert gouf. Jo, et ass duerno eropgaangen, well de Vëlo generell eropgeet. Et muss een och kucken, wat fir eng Zuelen ee matenee vergläicht! Och wann ee seet: „De Risiko ass 2,5 mol méi grouss, datt een ...“, jo, da muss ee mol fir d'éischt kucken: Wéi héich ass iwwerhaapt de Risiko, datt ech mam Vëlo e schwéieren Accident hunn? An da gesinn déi Zuelen natierlech ganz aneschtens aus. Mee ech bliwen awer derbäi, datt d'Campagne dat Wichtigst ass.

A meng Meenung ass och kloer: Urban Vëlo ze fueren, dat heescht, en am Alldag ze benotzen, wou ech, an der Reegel, lues Vitesse fueren, dat ass eppes ganz aneres, wéi wann ech e Coursevëlo huelen an d'Streck fueren. Ech soen Iech: Een, dee Coursevëlo fiert, dee soll onbedéngt den Helm undinn. Dee fiert vill méi héich Vitessen an esou weider an esou virun. Ech kann awer net elo ufänken, eng Helmflucht ze maache fir Coursevëloen. Ech mengen och net, datt de Staatsrot mer dat géif duerchgoe loossen. Mee generell eppes ze maachen, vun deem awer an esou villen Etüden entre-temps beluecht gouf, datt den Notzen, deen et bréngt, par rapport zu deem, wat et op där anerer Säit vu Schued urriicht, net ginn ass ... An duerfir hunn och déi meescht Länner keng Helmflucht. Déi meescht hu keng. Jo, Dir kënt mam Kapp wackelen; Dir hutt selwer d'Zuelen opgezielt, wéi et meeschtens fir Kanner ass: Déi meescht Länner hu keng. An ech bliwen derbäi. Mee wann eng Kéier een no mir kënt, da kann dee jo probéieren, et ze maachen. Ech mengen, datt dat kontraproduktiv ass.

Wichtig ass d'Campagne, opzeglären, wéi ech soll fueren, wéi ech mech soll verhalen. Natierlech, datt den Helm schützt, an natierlech, datt et en zousätzleche Schutz gëtt. An natierlech, deemno wou ee fiert, datt een en onbedéngt soll undinn. Dat mécht méi Sënn, wéi datt mer elo hei op de Wee gi vun enger Flicht. Well wa mer dat soss géife maachen, wa mer esou géifen argumentéieren, jo, da misste mer och ... Kappverletzung sinn och fir Autosfuerer reell. Ech mengen awer net, datt een op d'Iddi kéim, datt een

am Auto misst mam Helm setzen, zum Beispill. Ech mengen net, datt mer esou sollen diskutéieren.

Mir solle seriö d'Statistike kucken, wéi se sinn. An do ass Holland dat beschte Beispill, wou keng Flicht ass, mee wou grouss Campagné gemaach ginn, wou gutt Infrastrukture sinn, fir datt de Vélo geséchernt an ofgeséchernt ka fueren. An do sinn och duerfir deementsprechend vill manner Accidenter. Et ass dat, wou et drop ukënn. Kommt, mir baue Vëlospisten an uerdentlech Vëloinfrastrukturen! Domadder schütze mer de Vëlofuerer.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 327 vum Här Marc Spautz un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Situatioun vun de Frontalieren nom Schluss vun den Teletravail-Derogatioun mat den Nopeschlänner. Här Marc Spautz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 327 du 7 juin 2022 de M. Spautz relative à la situation des travailleurs frontaliers avec la fin au 30 juin 2022 des accords dérogatoires conclus en matière de télétravail avec la France, la Belgique et l'Allemagne, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här Präsident. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech wende mech hei gären un de Minister vun der Sécurité sociale, well leschte Freidag hat ech probéiert, mat mengem Kollege Laurent Mosar eng Question urgente ze stellen un de Minister, fir em méi Zäit ze loossen, fir eis kënnen ze äntweren, mee déi ass refuséiert ginn. Wa mer se awer elo net virum 30. Juni stellen, wëll ech Iech soen, dann ass et e bëssen ze spéit, well dann ass den Delai ofgela! A wann et eng normal Question parlementaire gewiescht wier, déi wier eréischt de Juli beäntwert ginn. An dat wier vläicht e bësse spéit gewiescht fir d'Frontaliere fir ze wëssen, wéi et mat der Sécurité sociale an och mat der Besteuerung weidergeet beim Teletravail.

Den Teletravail huet sech déi lescht Méint, hu mer jo gesinn, erausgestallt als eng Saach, déi ganz vill praktikéiert ginn ass während der Covidkris. Ech wëll och ënnersträichen – an de jëtzege Minister war mol mat eis zesummen an enger Souscommission, déi huet „Teletravail“ geheescht -: D'Chamber huet och net an deem Dossier geschlof. Et ass eng Kommissioun, déi mer geschafen haten direkt am Ufank vum Covid, wou mer och schon Entrevuen hate mat de Ministere aus dem däitschsproochege Raum, wou mer och mat deene geschwat hunn, wat mer alles missten ugoen, fir d'Problematik vum Teletravail kënnen ze simplifiéieren, fir méi Leit d'Méiglechkeet ze ginn, an en Teletravail ze goen, deen och gläichzäitig sozial-a steierpolitesch ofgeséchernt ass.

Steierpolitesch sinn et bilateral Ofkommessen, déi mat deene jeeweilege Länner bestinn. Dat ass net europäesch gereegelt, mee wat d'Sécurité sociale ubelaangt, si mer iwwer en europäesch Reglement gebonnen: Wann Der méi Aarbechtszäit an Ärem eegene Land verbréngt wéi an deem Land, wou Der schafft, musst Der dann och Är Sécurité sociale an deem Land bezuelen. A wann een Teletravail mécht, sëtzt een normalerweis – normalerweis! – doheem. Et gëtt och Leit, déi setzen op anere Plazen, mee normalerweis ass een dann doheem. An da missten déi Leit och hir Sécurité sociale an der Belsch, an Däitschland oder a Frankräich – fir sech elo mol just op eis dräi Nopeschlänner ze beschränken – bezuelen.

An dofir ass eis Fro: Wat ass geplangt vun de Sozialministeren allgemeng? Well et ka jo elo net einfach

sinn, dass mer soen: „De Covid ass eriwwer, all d'Problemer mam Teletravail hu sech geléist.“ Dat ass eppes, wat Lëtzebuerg net kann aleng ugoen. Dat ass eppes, wat europawäit muss gereegelt ginn, well et, wéi ech virdru gesot hunn, en europäesch Reglement ass. Wat ass do geplangt, fir dass och eisen däitschen, eise belschen an eise franséische Frontalier kann dovun profitéieren? Vun all deenen Diskussiounen, déi mer féieren, ob een oder zwee Deeg d'Woch, emol ofgesinn: Mat 19, 26 oder esou vill Deeg, wéi et de Moment sinn, wäert dat schwierig ginn. An dat ass d'Fro un den Här Minister.

Villmoos merci am Viraus.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Den Här Minister fir sozial Sécherheet Claude Haagen huet d'Wuert.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här Präsident. Merci dem Här Spautz fir dës Fro.

Lëtzebuerg huet zënter dem Ufank vun der sanitärer Kris Ofkommesse mat den Nopeschlänner, déi et erlaben, datt bei deene Leit, déi am Homeoffice sinn, dat heescht d'Frontalieren, op déi Är Fro geziilt ass, déi Deeg fir d'Determinatioun vun der Affiliatioun net gezielt ginn. Dat heescht, do spillt dat net am Kader vun der sanitärer Kris. Dat bedeit, datt Frontalieren, déi momentan am Homeoffice sinn, och weider zu Lëtzebuerg affiliéiert bleiwen. An déi aktuell Accorden, datt hutt Der gesot, si bis den 30. Juni vun dësem Joer.

Nom Enn vun där Derogatioun, dat heescht, vum 1. Juli un, spillen déi normal Dispositiounen, déi normal Prozedur. An dat ass ganz einfach de Koordinatiounsreglement, den 883, deen Der kennt, an deem de Pourcentage mat deene 25 % gereegelt ass. Dat bedeit: D'Land vum Wunnsätz ka ganz einfach decidéieren, opgrond vun den Informatiounen, déi et huet, datt déi Persoun do muss affiliéiert ginn.

An der Praxis ass et awer esou, datt eng Persoun, déi Vollzäit agestatt ass, also déi voll schafft an déi an der Moyenne een Dag pro Woch Homeoffice mécht, hei zu Lëtzebuerg och weider affiliéiert bleift. Dat ass och e Fait actuellement.

Dir hutt op déi verschidden Duréeën higewisen. Dat betrëfft haaptsächlech d'Fiskalitéit. Hei muss een en Ënnerscheid maachen tëscht der Fiskalitéit, wou déi Konventiounen à part mat deene Länner getraff gi sinn, wou och ënnerschiddlech Deeg zielen an der Affiliatioun bei der Sécurité sociale.

An der Fiskalitéit, wéi gesot, sinn déi Persounen, sinn déi Konventiounen determinéiert ginn, wou se musse Steiere bezuelen, soudatt mer déi kokass Situatioun hunn, datt ee vläicht hei zu Lëtzebuerg affiliéiert ass an duerch d'Konventiounen am Steierrecht awer d'Steiere muss am Nopeschland bezuelen.

Momentan ass et esou, datt – an Dir hutt dat vun der Kommissioun gesot – den Homeoffice, losse mer soen, sech jo schon agebiergert huet an de verschiddene Betriber an och an der Aarbechtswelt, soudatt mer amgaange sinn, am Kader vun der Commission administrative Konventiounen auszuschaffen, awer och Reglementer auszuschaffen, mat deenen een eeben déi Problematik do wäert kënnen léisen. Ech hoffen, datt dat um Niveau vun der Commission administrative bis den 30. Juni geschitt ass. Wann dat geschitt ass, wäert de Ministère natierlech och d'Kommunikatioun weiderginn un déi verschiddene Betriber an un d'Leit, déi do schaffen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 328 vun der Madamm Stéphanie Empain un d'Madamm Inneministesche iwwert d'Remuneratioun vum CGDIS bei grouss Sportevenementer. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 328 du 7 juin 2022 de Mme Stéphanie Empain relative à la rémunération des services du CGDIS lors de grands événements sportifs, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Madamm Minister, jo, no méi wéi zwee Joer Pandemie si grouss Evenementer uechtert d'Land, grad och d'sportlech Evenementer, endlech nees zur Normalitéit ginn. A sou sinn zum Beispill och den 28. Mee dëst Joer erëm iwwer 12.000 Leeferinnen a Leefere un den Depart vum ING-Nuetsmarathon an der Stad gaangen, an dat ass och natierlech eppes, wat eis immens freet.

Bei esou sportlechen Evenementer ass et jo esou, och grad beim Nuetsmarathon, dass d'Servicer vum CGDIS fir déi medezinnesch Versuergung vun den Athletinnen an den Athletee responsabel sinn. An d'Organisateure vun esou Evenementer kommen dann och zu engem Deel fir d'Käschten heivunner op.

Eisen Informatiounen no wier déi initial Käschtepunktberechnung – ech soen initial, well dat ass herno a Gespräicher erëm revidéiert ginn – vum CGDIS fir den Nuetsmarathon dëst Joer awer däitlech méi héich ausgefall, wéi dat nach 2019 de Fall war, nämlech ëm méi wéi dat Duebelt, dat fir u sech déi selwecht Leeschtunge wéi déi, déi 2019 an och déi Jore virdru geplangt waren. D'Erhéijung wier eisen Informatiounen no op eng iwwerschaafte Gebühreuerdnung vum CGDIS aus dem Joer 2019 zréckzeféieren.

Méi héich Onkäschte féieren dann natierlech och zu Problemer bei den Organisateuren, an an deem Sënn hätt ech e puer Froen un d'Madamm Ministesch.

Éischtens: Stëmmt et, dass et do eng iwwerschaafte Gebühreuerdnung vum CGDIS gëtt? An datt déi dann och eng substanzuell Erhéijung vun de Käschte fir d'Organisateure vun, zum Beispill, Sportevenementer géif bedeiten? Wa jo, wat sinn d'Ursaache fir dës Erhéijung? A wat bedeit dëst am Endeffekt och fir kleng a virun allem och netkommerziell Organisateuren? Riskéiere mer dann net eventuell, dass zukünftige Evenementer net méi kéinte gestëmmt ginn? A stëmmt et dann och, datt eng Reduzéierung vun de Käschten nach ëmmer méiglech wier? A wa jo, wat wieren d'Konditiounen derfir, respektiv d'Krittären, fir vun esou enger Reduzéierung dann och profitéieren ze kënnen?

Ech soen Iech villmoos Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. D'Madamm Inneministesche, Taina Bofferding, huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Merci der Madamm Empain fir dës Fro.

Als Alleréischt wëll ech awer mol gären ënnersträichen, dass de CGDIS en Établissement public ass, dee vun engem Verwaltungsrot geleet gëtt, dee paritéitesch aus dem Staat an de Gemengen opgestallt ass an dofir och elo net esou eng klasesch Verwaltung ass, déi soss emol engem Ministère ënnersteet. Just fir awer eng Kéier de Kontext ze erklären.

Mee trotzdeem, Här Präsident, sinn ech awer gewëllt, der Madamm Empain op d'Fro ze äntweren, well et awer erlaabt, vläicht e puer Prezisiounen ze ginn an och Mëssverständnisse dann aus der Welt ze schafen.

Ganz gäre géif ech global eng Kéier de Prinzipp erklären. De CGDIS huet – an dat huet d'Madamm Empain

jo och schonn ugeschwat – déi gesetzlech Basis, fir bei gréisseren Evenementer – sief dat elo Sport, Kultur – en Dispositif prévisionnel de secours zur Verfügung ze stellen.

A fir all dës Evenementer mécht de CGDIS dee Moment eng Konventioun mam Organisateur. Dat heescht, am Virfeld vun där Manifestatioun muss den Organisateur dee Moment Kontakt mam CGDIS ophuelen, an da mécht de CGDIS op Basis vun enger Analys ..., dat heescht, et gëtt eng Evaluatioun vun de Riske gemaach. Wat natierlech méi Riske sinn, wat deen Dispositif och muss méi eropgeschrauft ginn, wat dee Moment och méi Leit um Terrain verlaangt. An op Basis vun deem ass de CGDIS dann och déi eenzeg Instanz, déi dee Moment zoustänneg ass, fir den Dispositif en place ze setzen.

De Verwaltungsrot vum CGDIS huet am Mäerz 2019 déi éischt Versioun vu sengem Taxereglement bestëmmt an et ass richtig, dass dëst Reglement och schonn e puermol huet missen adaptéiert ginn, awer d'Tariffer hu bis dato net geännert. Dat sinn nach ëmmer déi nämmelech, déi och deemools de CGDIS-Verwaltungsrot 2019 schonn esou festgehalten hat. Domadder kann ech also ganz kloer soen, dass et dee Moment net zu enger Erhéijung vun de Montante komm ass, mee dass nach ëmmer déi selwecht hei spillen.

Mee wéi ech virdu gesot hunn: Wann natierlech déi Risikoanalys gemaach gëtt, gëtt dee Moment jo gekuckt, wéi vill Leit gebraucht ginn, respektiv wou ganz genau d'Leit mussen opgestallt ginn, wéi dat am Detail ausgesäit. An natierlech kascht dat nun eemol och seng Suen. An dofir kritt dee Moment jo och den Organisateur, wann déi Konventioun gemaach gëtt, déi ech virdrun erwäant hunn, en detailléierten Devis, an deem och ganz genau déi eenzel Facteuren opgelëscht sinn.

Wichtig ass awer och nach ze soen, dass dee selwechte Verwaltungsrot bei Evenementer oder Manifestatiounen, déi elo de Staat respektiv d'Gemenge selwer organiséieren oder wou d'Gemengen zu den Haaptorganisateur gehéieren, och eng Gratuitéit virgesinn huet. Also de Verwaltungsrot kann dee Moment decidéieren, och esou eng Gratuitéit fir d'Gemengen ze maachen.

Dat gëtt dee Moment opgrond vum Taxereglement gekuckt an och opgrond vun der Gréisst vun der Gemeng, fir déi doten Tariffer respektiv déi Gratuitéit kënne festzehalen.

Wat d'Taxereglement betrëfft, sou kann een dat zu all Moment um Site vum CGDIS, dem 112.lu, nokuken. Do sinn och alleguerten déi Annexen dran. Dat heescht, wann elo Leit interesséiert sinn, fir an noer Zukunft esou Evenementer ze organiséieren, do féint een dat an aller Transparenz, fir dass een och direkt gesäit, wéi dat dee Moment opgelëscht gëtt.

A wéi gesot, wichtig ass, dass den Organisateur mam CGDIS am Virfeld Kontakt ophëlt.

An effektiv, Dir hat elo nach prezis den ING ugeschwat, dee méi deier ginn ass. Et ass esou, wéi ech gesot hunn, dass d'Reglement 2019 komm ass. Deemools hat den Organisateur awer scho virum Taxereglement mat der Organisatioun ugefaangen. Dat heescht, do ass nach gekuckt ginn, dass ee sech nach do kéint dee Moment arrangéieren, wuel wëssend, dass eeben haut, e puer Joer duerno, déi Risikoanalys eng ganz aner ass an dee Moment och vill méi Efforten um Terrain verlaangt an dann natierlech och en aneren Devis an eng aner Rechnung mat sech bréngt.

Op alle Fall ass et awer esou – an dat kann ech och bestätegen, dat hunn ech nach eng Kéier vum CGDIS

gesot kritt –, dass si awer d'Taxen tel quel, wéi et am Moment approvouert ass, och esou fir se alleguerten applizéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Inneministesche.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 329 vum Här Gilles Roth un d'Madamm Inneministesche iwwert d'Ëmsetzung vun den Urteeler vum Verwaltungsgeriicht vum 19. Mee 2022. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 329 du 7 juin 2022 de M. Gilles Roth relative à l'exécution des arrêts de la Cour administrative du 19 mai 2022 (n° du rôle 47069C et 47070C), adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur**

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro dréit sech effektiv ëm zwee Urteeler vun eisem héchste Verwaltungsgericht. An déi hunn et awer nawell a sech. Ech liesen Iech just ee Considerant, wou déi héchste Riichter aus eisem Land festhalen à propos vun dem Inneministère an der Inneministesche:

„En n'assurant pas ses responsabilités à travers la décision déferée, le ministre“, also den Inneminister ass gemengt, „a en quelque sorte épousé les vices affectant la délibération du conseil communal contre laquelle la réclamation des appelants à été valablement dirigée et doit se voir appliquer les mêmes critiques en termes de non-conformité aux principes fondamentaux ci-avant visés de l'État de droit, de la démocratie parlementaire locale et des principes de systémique de l'ordonnancement juridique en place.“

Dat heescht, am Kloertext geheien déi héchst Verwaltungsgericht der Inneministesche hei vir, si hätt verstouss géint déi elementar Prinzipie vum Rechtsstaat, d'Prinzipie vun der parlamentarescher Demokratie op lokalem Plang an d'Prinzipie vun der Organisatioun vun eiser Justiz. Dat sinn also grav Virwërf, déi an deem Urteel festgehale goufen.

Wat ass do virgefall? Et ass 2019 en Urteel gefall, wou den Dikrecher Gemengerot derzou verpflichtet gi war, verschidden Terrainen als Bauterrainen auszewiesen an dee Moment ze reklasséieren. Doropshin huet den Dikrecher Gemengerot zweemol e Vott geholl, an dat war eng Pattsituatioun, nämlech sechs Jo, sechs Nee. An de Buergermeeschter, deen huet sech allkéiers enthalen, zweemol.

Resultat: Déi Leit hunn nach eng Kéier misse Recours beim Verwaltungsgericht maachen, an dobäi ass de Staat zu net manner wéi 5.000 Euro Indemnité de procédure, also Verfareskäschten, verurteelt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 103 aus dem Gemengegesetz gesäit ganz kloer vir: „Le Grand-Duc peut annuler les actes collectifs et individuels des autorités communales qui sont contraires à la loi ou à l'intérêt général.“ Dat heescht, am Kloertext huet de Minister derfir ze suergen, dass de Gemengerot trotz senger Autonomie am generellen Interessi handelt. An ech wëll ganz kloer soen, dass de generellen Interessi och heescht, dass een d'Urteeler vun dem héchste Gerichtshaff, vum Verwaltungsgeriichtshaff, respektéiert. Dat zielt absënns fir d'Inneministesche.

Duerfir si folgend Froen ze stellen: Deelt d'Madamm Inneministesche d'Konklusioun vum Verwaltungsgerichtshaff, sou wéi ech se elo virgelies hunn? Zweetens: Huet d'Madamm Inneministesche schonns Suerg derfir gedroen, dass déi Urteeler vum Verwaltungsgerichtshaff an der Dikrecher Affär ëmgesat ginn? A wat ënnerhëlt d'Madamm Inneministesche, wann d'Gemeng weiderhi refuséiert, d'Urteeler vum Verwaltungsgerichtshaff ze exekutéieren? A meng

lescht Fro ass déi: Hei handelt et sech ëm d'Gemeng Dikrech – gesäit d'Inneministesche de Prinzip vum der Autonomie communale och esou large bei anere Gemengen, wou de Buergermeeschter net d'Parteikaart vun hirer Partei dréit?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. D'Madamm Inneministesche, Taina Bofferding, huet d'Wuert.

(Interruption)

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Gutt. Dann elo zur drëtter Fro haut u mech, vum Deputéierte Roth, e ganz interessant Thema, och wann ech vläicht elo verschidden Opfaassungen Ärsäits net grad esou deelen, zemoools dee leschte Saz. Mee bon, do ginn ech nach herno drop an.

Trotzdeem, fir eng Kéier kuerz awer de Kontext ze setzen: Den Interieur konnt net aneschters handeln, wéi en et gemaach huet, well einfach d'Gesetzgebung dat och net aneschters erlaabt. An effektiv, mat deem Urteel hei hu mer en neie Moment, sou dass mer natierlech wäerten och deem Urteel an Zukunft Rechnung droen, sou wéi mer dat ëmmer bei de Jurisprudence maachen, an och deementsprechend mat der Gemeng kucken, wéi mer dat doten, respektiv wéi si dat doten och kéinte geléist kréien.

Den Ausgangspunkt huet den Här Roth schonn erklärt, dass et eeben ëm d'Pattsituatioun an engem Gemengerot gaangen ass, notamment, wou den deemolege Buergermeeschter seng Stëmm ... also en huet sech enthalen. An hei gesäit, wéi gesot, d'Gesetz eigentlech net méi vir, wouvir ech och ganz kloer gesot hunn, dass ech keng Entscheidung kéint approvouéieren, well et keng Entscheidung, keng Majoritéit gouf.

Déi Situatioun, wéi gesot, konnte mer dee Moment net aneschters interpretéieren. Dat ass dat, wat mir och bei eis am Haus mat eise Juriste ganz genau gekuckt hunn. An eise Wëssens ass et och bis dato ni eng Situatioun an engem Gemengerot ginn, déi sech esou gestalt huet, wéi dat eeben hei an deem Gemengerot war.

Dir hutt grad aus engem Urteel zitéiert an et ass richtig, dass mer do Onrecht kritt hunn. Mee bon, ech hätt Iech och nach kënnen d'Urteel aus der éischter Instanz zitéieren, do hate mer Recht kritt. Bon, et ass an der Rei, et ass dat Zweet, wat zielt. Mee just fir ze soen, dass et vläicht net esou einfach ass, soss hätte mer och net an der éischter Instanz Recht kritt. Esou ganz kloer ass dat heiten och net. Mee gutt, ...

(Interruption)

... elo hu mer eeben déi Jurisprudenz, ...

(Interruption)

... mir hunn elo hei ...

Une voix | Et gëtt ëmmer besser hei!

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | ... déi Orientéierungen. A mir wëssen dann an Zukunft, wa sech déi dote Fro nach eng Kéier sollt stellen ...

M. Gilles Roth (CSV) | Madamm Minister, et deet mer leed, mee Dir hutt e komescht Rechtsverständnis, dass Dir eigentlech Urteeler ...

(Interruption par la présidence)

... aus zweeter Instanz a Fro stellt, op Basis vun Urteeler ...

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech hunn et guer net a Fro gestallt!

M. Dan Kersch (LSAP) | Si huet et iwwerhaupt net a Fro gestallt, Dir hutt just net nogelauschert!

M. Fernand Etgen, Président | Här Roth, et gëtt am Fong geholl keng Prozedur, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir hutt just net nogelauschtert, Här Roth!

M. Fernand Etgen, Président | ... wou een an der Froestonn d'Madamm Ministesch däerf ënnerbriechen. Et deet mer leed.

Une voix | D'Leit si schockéiert!

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo. Dir hutt Är Iddi am Kapp an Dir lauschtert ...

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | An ech sinn, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | ... net no!

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | ... jo, also ech si schockéiert, dass Dir schockéiert sidd!

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Innemnistesch huet ganz eleng d'Wuert!

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Kommt, mir bleiwen awer mol vläicht bei de Fakten! Well ech mengen, d'Fro ass jo elo:

(Interruptions)

Wéi gi mer mat deem doten Urteel ëm respektiv, wat bedeit dat doten elo ganz genau?

Bon, d'Gericht seet eis elo, dass mir an Zukunft, wa sech esou eng Situatioun nach eng Kéier sollt stellen, wou eng Pattsituatioun an engem Gemengerot wär a wou eeben de Gemengerot dee Moment keng kloer Decisioun kéint huelen, dee Moment déi Deliberatioun als Refus misste consideréieren an dee Refus och iwwerpräiwe missten. Dat heescht, mir missten eng Analys maachen, ob zum Beispill schon en Urteel vun engem Gericht géif virleien. A wa mer dann der Meinung wäeren, dass dee Refus illegal wär, da géife mer froen, dat ze rectificéieren, respektiv dee Moment misste mer dann annulléieren goen an de Gemengerot misst en neie Vott huelen.

Wéi mir dat do Urteel elo bei eis erakritt hunn, hu mer direkt e Bréif un déi zoustänneg Gemeng geschriwwen, deen entretemps och misst ukomm sinn, an deem mer se opfuerderen, dass se deem Urteel do elo solle Rechnung droen, dass se en zweeten, also en neie Vott sollen huelen, deen dann dee Moment och konform zum Urteel vun der Cour administrative ass, esou wéi si dat och hei am Urteel ganz kloer vun eis exigéieren. Dat heescht, mir hunn d'Gemeng doriwier a Kenntnis gesat a mir wäerten nach eng Kéier Kontakt mat der Gemeng ophuelen, fir dat nach eng Kéier mat hinnen elo ganz genau ze kucken a si och kënnen hei weider ze beroden, fir natierlech ze kucken, dass déi Situatioun sech do an Zukunft net méi stellt a virun allem, dass si och déi definitiv Re-fonte vun hirem PAG hunn an dass dat dee Moment och esou en vigueur ass.

Zu der leschter Remark, ob ech elo géif eng Differenz tëschent LSAP-gefuerte Gemengen oder CSV-gefuerte Gemenge maachen, muss ech Iech éierlech soen, dass ech dat eigentlech eng riseg Frechheet fannen, fir mir dat heiten esou ze ënnerstellen! Ech hunn nach ni eng Differenz gemaach tëschent de jeeweilige Gemengen. Mir ass et wierklech relativ schnuppe, wéi eng politesch Couleur e Buergermeeschter, eng Buergermeeschtesch huet. An dat ass jo och net meng Missioun, do eng Differenz ze maachen. Ech si fir jiddereen do. A gleeft mer, grad och déi Gemengen, déi vun CSV-Politikerinnen a -Politiker gefouert sinn, déi wësse ganz genau, wou se mech fannen, wa se gären eppes hätten, wa se gäre wëlle wëssen, wou en Dossier drun ass. Wa se gären Informatiounen hätten, da wësse se ganz genau ... Si hunn

och meng Telefonsnummer a wëssen, wéini se mech kënnen urufen. An ech sinn och fir alleguertent d'Politikerinnen an d'Politiker do, an déi lescht Remark, ganz éierlech, déi hätt Der Iech kënnen spueren!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Innemnistesch Taina Bofferding.

Mir kéimen dann elo zur Fro Nummer 330 vum Här Carlo Weber un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Infrastrukture fir Buschaufferen. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 330 du 7 juin 2022 de M. Carlo Weber relative aux infrastructures pour les chauffeurs de bus, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Weber (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Mobilitéitskonzept an d'Entwécklung am Stroossebau gi virun, gradewéi och den Ausbau vun den Elektrobussen. Bei all deenen ëffentlechen Infrastrukture muss een och bedenken: Et feelt weider un ëffentleche Parkméiglechkeeten a sanitären Installatiounen. Ech denken hei speziell un d'Chauffere vu Bussen, Camionen a Camionnetten – also un d'Berufschafferen –, feelend Infrastrukturen zum Beispill laanscht d'N7 oder d'N15.

Déi vill Chaufferen, déi all Dag fir eis ënnerwee sinn, wäeren eis dankbar fir sanitär Installatiounen. D'Pénurie u Chaufferen ass säit Laangem bekannt. Dat hänt och mat deene schlechten Aarbechtsbedéngungen zesummen. Et stinn einfach net genuch sanitär Installatiounen op eise Strecken, speziell eise laange Busstrecken, zur Verfügung.

Meng Fro un den Här Bausch: Gëtt et Iwwerleeungen oder Pläng, wat den Ausbau vu Parkméiglechkeete mat sanitären Aarichtunge betrëfft? Wa jo, denke mer hei och un esou Infrastrukturen am ländleche Raum? Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. Den Här Minister fir Mobilitéit, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo. Merci och fir déi Fro, déi ech awer och scho méi wéi eng Kéier beäntwert hunn. Dofir gëtt et mer awer och nach eng Kéier d'Geleeënheet, fir och do nach eng Kéier ze soen, wéi am Fong d'gesetzlech Lag ass. An d'gesetzlech Lag gesäit vir, datt de Staat den RGR finanziert an datt awer d'Gemengen zoustänneg si fir d'Infrastruktur. Dat heescht, datt souwuel d'Arrête vun de Gemenge mussen installéiert gi wéi natierlech och d'sanitär Anlagen.

Well ech awer domadder net zefridde war a well ech och de Gewerkschafte wollt hëllef – scho virun enger Rei Joren –, fir dee Problem do ze léisen, ass de Staat dann op de Wee gaangen ... do hu mer dunn alles zesummegegruff, de Syvicol, a mir hunn och eng Reegelung fonnt, datt dann de Staat, fir datt et och geschitt, souguer bereet ass, awer e Subsid ze gi vu 50 %. Dat heescht, wann eng Gemeng esou eppes baut, subsidéiere mir dat als Ministère zu 50 %.

Doropshin ass och Beweegung an den Dossier komm. Mir hunn 2018 48.532 Euro ausgin, also véier Sitten ekipéiert. 2019 hu mer erëm eng Kéier zwee Sitten ekipéiert fir 38.100 Euro. Dat ass dat, wat de Staat elo bäigeluecht huet. Do kënt jo nach eng Kéier dat nämmlech drop vun der Gemeng. 2020 ass näischt geschitt, mee bon, do wësst Der, firwat: Do war d'Pandemie do. Et ass souwisou net vill am Bau geschafft ginn. An dann, 2021, hu mer erëm eng Kéier dräi nei Sitten ekipéiert. Also am Total sinn elo schon néng Sitten an deene leschten dräi Joer ekipéiert ginn.

Dat ass nach ëmmer net honnertprozenteg zefriddestellend, mee mir sinn do op d'Gemengen ugewisen. D'Gemenge mussen dat eigentlech maachen. An do sinn der, déi si méi proaktiv an et sinn der, déi si manner proaktiv. An et sinn der, déi denke méi un d'Chaufferen an et sinn der, déi denke manner un d'Chaufferen.

Duerfir hu mir och elo erëm am Budget 2022 100.000 Euro virgesinn. 2023 wëlle mer de Budget souguer nach eng Kéier héijen. Also nach eng Kéier en Appell vu menger Säit aus un d'Gemengen: Wannechgelift kuckt, wou Är RGRs-Linnen, wa se bei Iech Terminus hunn, ... datt mer dat zesumme kënnen amenagéieren. A wéi gesot, Dir kritt et entre-temps och zu 50 % vum Staat matsubventionéiert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

8. Question écrite n° 6126 de Mme Martine Hansen relative au système de réservation pour le transport CAPABS

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 6126 vun der Madamm Martine Hansen an dem Här Max Hengel. Dat ass eng vun deene ville Froen, bei deenen den Délai de réponse ofgelaf ass. A bei där Fro geet et ëm de Reservatiounssystem fir de Sonnertransportdëngscht CAPABS. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. De Reservéierungssystem fir de CAPABS gëtt vun der Rentrée 2022/2023 un ëmgestallt a wäert dann nom Modell vum Adapto-Dëngscht funktionéieren.

D'CAPABS-Notzer goufen Enn Mäerz – an dee Bréif ass op de 25. Mäerz datéiert – iwwert dese Changement informéiert a gebieden, dee bäigeluechte Formulaire auszufüllen, ze ënnerschreiwten a bis den 1. Abrëll zréck un de Mobilitéitsministère ze schécken. Dofir bloufen de concernéierte Leit deemno just siwen Deeg.

D'Betriebsbedéngunge waren opgeléicht. Ënner anere steet awer och dran, datt verschidde Leit kënnen ënner verschiddene Bedéngunge bestrooft ginn.

Sou kann den Notzer beispillsweis mat zwee Deeg Matfuerverbuet bestrooft ginn, wann hien en ugefroen Trajet net annulléiert huet. Am Fall vun enger Tatwidderhuelung, wéi dat am offiziellen Dokument genannt gëtt, kann dëst Verbuet bis zu véier Deeg goen. Fënnf bis zéng Deeg bedeit d'Strofmooss och am Fall wou den Notzer net vun der virgesinner Persoun ofgehall gëtt. An et steet weider dran: „Die Aussetzung des Zugangs zum spezifischen regelmäßigen Sondertransportdienst kann für das laufende Kalenderjahr ausgesprochen werden, wenn der Begünstigte verschiedene Verstöße [...] kumuliert und wiederholt, was dazu führt, dass die Beförderung nicht mehr organisiert werden kann.“

An deem Kontext wollte mer gäre folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen.

Éischtens: Gouf eng Evaluatioun vun der neier Adapto-Reservatiounsplattform gemaach en vue vun der Ëmstellung op de CAPABS-System? Wa Jo, wat waren d'Erkenntnisser? A wann Nee, firwat net?

Zweetens: Firwat war den Delai, an deem déi concernéiert Leit op d'Schreiwes hu misse reagéieren, sou kuerz, genau siwen Deeg?

Drittens: Hält den Här Minister et fir gerechtfertegt an ubruecht, fir CAPABS-Notzer – dat sinn alles Leit mat enger Behënnung – am Fall vun engem Feelverhalen ze responsabiliséieren respektiv souguer ze bestrofen? Wa Jo, op Basis vu wéi enge Krittären ass de Strefekatalog opgestallt ginn? An a wéi e legale

Kader schreiw e sech d'Sanktiounen an? Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Relatioun tëschent Dot a Strof, sou wéi se am Stroforkatalog virgesinn ass, verhältnisméisseg ass? Wann net, wéi justifiéiert den Här Minister dëse Stroforkatalog? A soll dëse weider bestoe bleiwen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Den Här Vizepremier a Minister fir Mobilitéit, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci der Madamm Hansen nach eng Kéier fir hir Froen.

An och nach eng Kéier: Entschëllegt, ech sinn effektiv dräi, véier Deeg en retard. Mee ech hunn awer, éischens, elo mol direkt derfir gesuergt, datt se schrëftlech virläit. Dat ass ganz am Detail. Ech dinn Iech dat elo net un, Iech dat hei ganz virzeliesen. Et sinn dräi Säiten. Ech géif, Här President, se ofginn. Da kann d'Madamm Hansen se duerno och direkt kréien.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Do sti vill méi Detailer nach dran iwwert de ganze System vum CAPABS.

Ech wëll duerfir am Resümee e puer Saache beäntweren, déi och elo an de Froe waren. Dat éischt ass emol: Jo, et gëtt eng reegelméisseg Evaluatioun gemaach, souwuel mat de Gestionnaire vum de Structure wéi och natierlech mat den Notzer. Mir kréien do relativ viles eran. An ech wëll awer soen, emol fir d'éischt positiv: Tëscht 2021 an elo déi éischt sechs Méint 2022 si pro Mount d'Reklamatiounen e gutt Stéck erofgaangen. Dat heescht dat, wou mer scho reagiert hunn a wat mer adaptéiert hunn, huet scho sécherlech gewierkt. De Callcenter ass jo och opgestockt ginn an déi App gëtt och iwwerschaaft. Déi Ëmfro ass do gemaach ginn, ënner anerem fir nach méi Daten ze kréien a Fonctioun vum der App.

An deen Delai ... Bon, siwen Deeg, dat ass effektiv kuerz, dir hutt Recht, mee dat war awer och esou mat de Strukturen ofgeschwat, de Gestionnaire vum de Strukturen. Well si selwer och wollten, datt et géif séier goen, fir nach méi Daten ze kréien, fir datt mer sou séier wéi méiglech kéinten d'App upassen.

De 15. Juni ass als Stéichdatum virgesinn, fir mat éischte Strukturen déi nei App auszetesten, also mat den neien Adaptatiounen. Wéi gesot, duerfir brauche mer natierlech eng immens breet Datebasis, fir datt mer kënnen déi ganz App optiméieren.

Ech wëll och soen: Deen, deen d'CAPABS-App entwéckelt huet, dat ass déi nämmlech Firma, déi och Adapto entwéckelt huet. Mee et sinn awer zwou verschidde Plattformen. Dat heescht, déi hunn näischt mateneen ze dinn. Déi funktionéieren och zum Deel ganz aneschtens.

An duerfir sinn ech awer iwwerzeegt, an Dir wäert gesinn an der Fro ... – Dir hutt nach méi Detailer dran an der schrëftlecher Äntwert, déi Der elo kritt, da kënt Der déi noliesen. Wann dann nach eppes onkloer ass, kënt Der mech dat och froen.

Zum Stroforkatalog: Et muss ee wëssen, datt et och virduo scho Strofe ginn huet. Zënter de System besteet, huet et déi ginn. Mee déi sinn awer zimmlech, ech soen e bëssen arbiträr ugewannt ginn. Dat ass esou e bëssen a Funktioun: Do huet ee sech net grad esou beholl, dann decidéiere mer elo mol Folgendes.

An dat wollte mer op alle Fall net méi. Mir wollten awer kloer schrëftlech festleeën, wéi d'Verhaltensregeln solle sinn. Ech kann Iech awer berouegen: An

der Praxis ass et ganz wéineg ugewannt ginn. An dat ass och net d'Zil. An ech verstinn: Wann een de Katalog esou liest, klängt dat immens erschreckend. Mir kucken och elo nach eng Kéier driwwer. Ech hat och eng Associatioun elo rezent do, déi hunn natierlech änlech reagiert wéi Dir, mee wéi mer mat hinnen dunn diskutéiert hunn, hu se scho méi verstanen, ëm wat et geet. Mir wäerten dat nach clarifiéieren an och den Notzer nach eng Kéier méi no bréngen, wéi dat ze verstoen ass.

Also d'Objektiv ass net elo, hei drakonesch Strofen auszeschwätzen, mee einfach kloer, schrëftlech festgehale Reegelen ze kréien. Duerfir: Dee Stroforkatalog sollt een elo emol als eng éischt Ebauche huelen, an d'Detailer wäerte mer da gesinn, wann et bis esouwäit ass a wann e virun allem och deenejéinegen uerdentlech erkläert ginn ass, déi am Fong betraff sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

9. Interpellation de M. André Bauler au sujet de la protection du patrimoine culturel immatériel

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vum haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert de Schutz vum immaterielle Kulturierwen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Georges Mischo, d'Madamm Lydia Mutsch, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Fred Keup an den Här Sven Clement.

D'Wuert huet elo den Auteur vum der Interpellatioun, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. André Bauler (DP), interpellateur | Här President, léif alleguer, RTL huet d'lescht Joer an engem Feature drop higewisen, datt de belsche Frittbudeverband déi belsch Fritt nominéiert huet, fir se op d'Unesco-Representativlésch vum immaterielle Kulturierwe vum der Mënscheit ze setzen.

(Interruption)

Dat wier iwwregens ...

(Hilarité)

... net déi éischt Iessgewunnecht, déi op dës Lëscht kéim. Sou ass de Couscous vum enger Rei nordafrikanesche Länner als Patrimoine immatériel proposéiert ginn an e gouf och als dat akzeptéiert. Dat selwecht gëllt fir déi klassesch Iesskultur ronderëm d'Mëttelmeer.

Léift geet bekanntlech net nëmmen duerch de Mo, och d'Kultur ass eng Affär vu Mo an Daarm!

Keng Panik! Ech wäert elo haut an hei net derfir plädéieren, fir eis gutt Lëtzebuurger Speckgromperen op d'Unesco-Representativlésch vum immaterielle Patrimoine vum der Mënscheit setzen ze loosse. Sënn an Zweck vu menger Interpellatioun ass et, gewuer ze ginn, wou mer an dësem Dossier dru sinn a wat d'Politik konkret maache kann, fir eisen immaterielle Patrimoine nach besser ze schützen, ze fleggen an e virun allem och an Zukunft waakreg ze halen.

Hei zu Lëtzebuerg figuréiert d'Sprangpréssessioun zanter 2010 op der Unesco Representativlésch vum immaterielle Kulturierwe vum der Mënscheit, gradwéi d'Haupeschbléiser, déi 2020 unerkannt an opgeholl goufen. Op der Lëscht vum der Unesco si mëttlerweil iwwer 500 Traditionen aus wäit iwwer 100 Länner ageschriwwen: Dat geet vum Yoga an Indien, dem Gongschloen am Vietnam bis iwwert dat

handwierklecht Wësse ronderëm d'Mechanik vum den Aueren an der Schwäiz an a Frankräich bis hin zu der arabescher Kalligrafie.

Heiheim hu mer en nationalen Inventar vum immaterielle Patrimoine, op deem d'Traditioun vum Kleeschen agedroen ass, awer och d'Lëtzebuurger Volleksdanz, d'Schueberfouer oder och nach d'Konscht vum Dréchemauerbauen.

Léif alleguer, den 10. Februar hu mer hei am Plenum en neit Kulturierfchaftsgesetz gestëmmt. Domadder hu mer de gesetzleche Kader geschaf, deen et erlaabt, de kulturelle Patrimoine vum Land un déi nächst Generatiounen ënner bessere Bedéngunge kënnen weiderzeginn. Et ass eng gesetzlech Rumm, déi fir en daitleche Méi un Transparenz, u Kohärenz an u Rechtssécherheet steet. En zäitgemässe Kader deemno, deen eng Äntwert op d'Erausforderunge vum eiser Zäit an dësem spezifesche Beräich gëtt.

Mat deem Gesetz soll net nëmmen de wäertvollen an dofir erhaltenswäerte materielle Patrimoine geschützt ginn, mee eeben och deen immaterielle.

D'Websäit vum Kulturministère fir d'immateriell Kulturierwen zu Lëtzebuerg, de sougenannten IKI, weist drop hin, datt d'Unesco Gebräicher, Opféierungen, Ausdrocksweisen, Uluechten, Wëssenschätz a Fangerfäerdegkeeten, déi d'Mënsche selwer als Deel vum hirem kulturellen Ierwen ugesinn, als „immaterielle Patrimoine“ bezeechent. D'Websäit vum IKI preziséiert an deem Zesummenhang, datt och d'Objeten an d'Plazen, d'Geschier an d'Gezei, déi néideg sinn, fir dës Traditionen um Liewen ze halen, derzougehéieren. Vu Generatioun zu Generatioun géif dës Ierfchaft ëmmer nei vum hiren Ierwen erschaaft ginn, dëst am Zesummespill mat hirem spezifeschen, also hirem eegenen Ëmfeld, hirer Geschicht an der Natur. Dat kann een dann op der Homepage vum IKI noliesen.

Aus deem Grond gëtt dat immateriell Kulturierwen och gären als „liewegt Kulturierwe“ bezeechent: Lieweg, well all déi Leit, déi et iwwerhuelen an et praktizéieren, et als dat och unerkennen a virun allem um Liewen halen. Lieweg awer och, seet den IKI, well et dëse Mënschen e Gefill vum Identitéit a Kontinuitéit vermëttelt. D'Leit an eisen Dierfer a Stied halen hiert immateriell Ierwen um Liewen. An ëmgedrëit dréit hiert Ierwen dann awer och zu hirem Liewe bäi.

Den immaterielle Patrimoine ëmfaasst, wann een der Unesco gleeft, fënnef Beräicher.

Éischtens: Déi mëndlech iwwerliwwert Traditionen an Ausdrocksformen, y compris d'Sprooch als Träger vum immaterielle Kulturierwen.

Zweetens: Déi duerstellend Konscht wéi Musek, Danz an Theater.

Drëttens: Déi gesellschaftlech Gebräicher, sozial Praktiken, Ritualer a Fester.

Véiertens: D'Wëssen an d'Praktiken am Ëmgang mat der Natur an dem Universum.

Fënneftens: D'Fachwëssen iwwert traditionell Handwierkstechniken.

Et ass ouni Zweifel wichteg, datt et ëmmer nees Mënschen an Organisatiounen gëtt, déi, nieft dem Staat, vigilant bleiwen an eise kulturelle Patrimoine am Bléck behalen. Besonnesch beim immaterielle Patrimoine gëllt et, nach vill Iwwerzeegungs- an Opklärungsarbecht ze leeschten, fir datt et wierklech net zu engem Ausstierwe vu wäertvolle Gebräicher kënt oder al Traditionen entstallt oder souguer mëssbraucht ginn. Alkéiers wann eng Tradition ausstierft, stierft e Stéck vum eiser Kultur, stierft e Stéck vum deem, wat eis als Land a Gesellschaft charakteriséiert an zesummegehalen huet.

Eis Traditioun verdéngen et dowéinst, studéiert, dokumentéiert, geschützt a weidervermëttelt ze ginn. D'Zukunft op Lëtzebuergesch, jo, dat d'äerf net nëmmen e Leitmotiv sinn. Dëse Motto muss och zu enger méi starker Wäertschätzung a Vermëttlung vum immaterielle Vermiechtnes féieren, wat eis als Land an als Gesellschaft um Liewen hält.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP), interpellateur | Dat erkläert och, firwat ech grad am Hibleck op d'Erausforderungen, déi d'Pandemie mat sech bruecht huet, d'Madamm an den Här Minister gebieden hunn, fir nach eemol zesummen hei am Plenum am Kader vun dëser Interpellatioun iwwert de Schutz an d'Fleeg vun eise immaterielle Patrimoine nozedenken.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et do sécherlech nach Sputt no uewen. Et geet drëm, den Träger vun esou Traditionen och mat Rot an Dot zur Säit ze stoen, si also net eleng ze loossen, hinne finanziell ze hëllefen, wann néideg, si ze begleeden, souwuel an der Praxis wéi awer och a grad, wa si sech beméien, hiert spezifesch kulturell Terwen op den nationalen Inventar vun de geschützten Traditionen, Gebräicher a Praktiken ze kréien.

Dofir wollt ech nach eemol d'Iddi vun engem speziellen Institut fir den immaterielle Patrimoine an de Raum geheien, och wann et sécherlech dat klengsten Institut wier. Ech weess, Madamm Minister, datt Dir dat anescht gesitt beziéungsweis, datt Dir dat net wëllt, well Der mengt, d'Legislatioun ronderëm den Institut national du patrimoine architectural géif dat mat ofdecken, an de Kader vum Denkmalschutzgesetz. Ech kann dat gären novollzéien, zumindest deelweis. Trotzdem wier et awer gutt, wa mer eng spezifesch gräifbar Ulafstell, dann nenne mer d'Kand esou, kréichen, ob se dann elo Institut heescht oder net, déi sech gezielt a systematesch mat dem Schutz, der Fleeg an der Vermëttlung vum immaterielle Patrimoine befaasst an dëser Aarbecht virun allem méi Visibilitéit gëtt.

Duerch dat neit Kulturierfchaftsgesetz huet elo all Patrimoine säin eegent Institut, dat fir seng Konservatioun zoustänneg ass an dat dann all Kéier och an der neier Commission pour le patrimoine culturel vertraueden ass. D'Archeologie krut elo den INRA, d'Architektur den INPA. De Mobilier huet den nationalhistorische Musée, den MNHA, a kritt elo nach zousätzlech juristesche Ënnerstëtzung vum Kulturministère. Just dat liewegt Kulturierwen huet nach keng spezifesch Ulafstell fir sech. Et besteet just aus engem eenzege Beamten a war bis ewell am CNA ënnerdaach. Elo, hunn ech héieren, ass dee Beamte jo am Kulturministère affektéiert am neien Département du patrimoine als Verantwortleche fir dat immateriell Kulturierwen.

An och an der neigeschafener Commission pour le patrimoine culturel ass dat liewegt Kulturierwen als eenzege net esou vertraueden, datt een et géif gutt gesinn. Vläch, well et eebe keng visibel Ulafstell fir sech huet. Dobäi gesäit d'Unesco-Konventioun vum immaterielle Kulturierwe vir, datt all Staat esou en Organisme schafe soll. Als eenzege vun alle Patrimoine, déi dat neit Gesetz betrëfft, gëtt den immaterielle Patrimoine nämlech direkt vun enger Unesco-Konventioun regéiert. E weesentlechen Deel vum Erhale vum immaterielle Kulturierwe betrëfft dofir mol d'Matschaffen am Kader vun der Unesco. Gleeft een der Broschür vum Kulturministère zum neie Gesetz, sou si momentan véier weider Unesco-Kandidaturen an der Maach: D'Konscht vun den Hiewannen, d'Konscht vun dem Dréchemauerbauen, d'Fléizen an d'Wanderschäferei. Dëst sinn allkéiers international Kandidature mat anere

Länner zesummen, wou Lëtzebuerg sech keng Bléisst d'äerf ginn.

An och wann esou eng Traditioun eemol bis vun der Unesco unerkannt ass, muss de Staat sech hei am Land weider drëms këmmen an der Unesco reegelméisseg Rapporten maachen, wat hien hei zu Lëtzebuerg alles fir dat kulturell, immateriell Terwen ënnerholl huet.

Fir hei kënnen matzehalen, sinn internatiounal, diplomatesch an zugläich lokaal, buedemstänneg Fachwësse verlaangt, fir mat de Leit op allen Niveaue kënnen eens ze ginn. Dëst verlaangt eng Villfalt u stänneg Kontaktter heiheim an uechter déi ganz Welt.

Dobäi kommen dann elo Verpflichtungen vun den Artikelen 104 an 105 iwwert d'Erhale vum immaterielle Kulturierwen am neie Patrimoinegesetz. Dat ass nei. Wann ee gesäit, wat fir en Asaz staatlchersäits beim Erstelle vum nationalen Inventar verlaangt ass, wat fir eng Hellewull u Sensibiliséierungs-, Dokumentations-, Stärkungs- a Weiderrbildungsmoosnamen hei vum Kulturministère musse gelescht ginn, da seet ee sech: Realistes kann dat, wat déi national wéi och déi international Gesetzgebung fir d'immateriell Kulturierwe virgesäit, nëmme vun engem gutt opgestallten Institut oder änlechem Organisme gelescht ginn. Nëmme dann ass dat immateriell Kulturierwen a sengem Wäert unerkannt an deenen anere Patrimoine gläichgestallt.

Am Kontext vun der Noutwendegkeet vun esou engem Institut kéint ee sech och am Kader vun engem staatlche Musée eng Aart klengen awer rengen Dokumentationszenter virstellen mat audiovisuellem Material vum CNA, Géigestänn aus staatlchen a private Sammlungen a Vernetzung mat all deenen Institutionen uechtert d'Land, déi sech aktiv fir déi didaktesch Transmissioun vum immaterielle Kulturierwen setzen: Naturparken, Gemengemusée wéi de Grouwemusée zu Rémeleng oder privat Musée wéi d'Thillenvogtei zu Randschelt.

Esou en zentralen Dokumentationszenter kéint eng Aart Vitriin a kreativen Hub vum liewege Kulturierwe vu ganz Lëtzebuerg sinn, kuratiert a koordinéiert vun engem Institut fir d'immateriell Kulturierwen.

Léif alleguer, déi lieweg Traditionen sinn déi kulturell Séil vun eiser Gesellschaft. Zënter Joerhonnerte gehéiere si zu eiser Kultur: Liichtmëssdag, d'Fuesent mat hire Kavalkaden, Buergsonndeg, d'Eemaischen, d'Éischt-Mee-Feieren, d'Zeremonien op Päischtméindeg op der Përmesknupp bei Kauneref oder de Gebrauch vum Traullicht, wéi et nach zu Munze praktizéiert gëtt.

Alles dat sinn e puer Momenter am Joer, mat deenen och spezifesch Praktiken verbonne sinn.

Op Buergsonndeg gëtt de Wanter symbolesch verbrannt a verdriwwen.

D'Klibbere seet eis, datt geschwënn Ouschteren ass an datt d'Klacken op Roum beichte sinn. Während de Kardeeg si si et also net, déi eis wéi gewinnt drun erënneren, datt et moies, mëttes an owes ass, mee d'Klibberkanner, déi sech mat vill Freed fräiwëllig dofir midd maachen. Rezent gouf et jo och Beméiungen, fir d'Klibberen national ze schützen.

Dëst liewegt Kulturierwe mécht trotz oder grad och wéinst deenen Ustrengungen, déi dacks domadder verbonne sinn, Freed. Freed fir déi Leit, déi et praktizéieren. Et mécht deene Leit Freed, déi drun deelhuelen duerch Matmaachen, Nokucken an Nolauschteren, duerch materiell a moralesch Ënnerstëtzung, sou wéi dat haut de Moien a bis an de fréien Nomëtten eran de Fall op der Iechternacher Sprangprëssessioun war, déi jo bekanntlech Unesco-geschützt ass.

A well se Unesco-geschützt ass, muss ee sech och ëmmer nees staatlchersäits ukucken, datt een do eng Hand mat uepekt, datt een also kuckt, wou ee konkreet och als Staat hëllefe kann. Do sinn net nëmmen de Kultur- an de Schoulministère gefuerdert, mee och aner Ministère. Ganz besonnesch wann et ëm de Schutz vun den Nokuckerte geet an deene Leit, déi un der Traditioun deelhuelen.

Léif alleguer, dat immateriell Kulturierwe mat senger Fester a Gebräicher gëtt ville Leit hei am Land en Halt a strukturéiert hiert Erliewe vum Raum a virun allem den Oflaf vum Joer, d'Zäit also, déi eis ginn ass.

Ee vun de Gebräicher ass zum Beispill de Bärbelendag, de 4. Dezember, am Minett, do, wou ee besonnesch gefeiert gëtt, mee net nëmmen, och wann déi lescht Grouf scho viru 40 Joer zougemaach gouf. Och eisen Nationalfeierdag – Groussherzogs- oder Kinneksgebuertsdag, wéi verschidde Lëtzebuurger nach soen – oder d'Schueberfouer sinn Traditionen, déi net aus dem Kalenner ewechzedene sinn.

1987 hunn aus dem Dikrecher Kolléisch d'Maisy Hausemer, de Paul Scheuer an de Georges Fautsch de léierräiche Film KlibberkleeschenSchueberMaischen-AllerHerrgottsNationalSprangKiermes, eng Produktioun vun der AFO, virgestallt. Och déi Jonk goufen hei an de Mëttelpunkt gestallt an den Auteur aus der Wochenzeitung „Lëtzebuurger Land“ huet sech schon deemools, den 23. Januar 1987, an der Rubrik „Am Rande“ gefrot – ech zitieren, 1987! –: „Wäerten des Kanner nach an Zukunft déi selwecht Traditionen a Gebräicher erlieden? Oder wäerte se dann nëmmen nach TV- oder Video-orientéiert sinn?“ Haut brauch een TV just duerch Smartphone oder PC a Video duerch Internet ze ersetzen, da bleift d'Fro héich aktuell.

Bleiwene Traditionen also lieweg oder si se eng verstëbste Routine aus enger längst vergaangener Zäit? Brauch eis Gesellschaft iwwerhaapt nach Traditionen? Firwat si se eigentlech gutt? Mir hunn dach esou viles, mat deem mer eigentlech eis Fräizäit kënnen verbréngen, mat deem mer eis kënnen beschäftegen, oflenken an ameséieren. Firwat soll een do nach op d'Praxis vun engem immaterielle Patrimoine mussen zrëckgräifen?

Léif alleguer, lieweg Traditionen maachen déi kulturell Eegehaart an Diversitéit vun engem Land aus. Si liewen an iwwerliewen awer nëmmen, wa si konkreet a korrekt praktizéiert ginn. Net fir näischt huet d'Unesco 2003 déi international Konventioun iwwert de Schutz vum immaterielle Patrimoine ugeholl. An deem Kader gouf 2010 déi Iechternacher Sprangprëssessioun op d'Representativ Lëscht vum immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet gesat. D'Unesco schätzt domat de Wäert vun dësem Ereegnes, dat iwwer Joerhonnerte vu Generatioun zu Generatioun weidergedroe gouf bis op den haitegen Dag.

Baudenkmalen losse sech mat Suen an handwierklecher Kompetenz erhalen. Woubäi mer mat der Konscht vum Dréchemauerbauen oder der Kallekbotz schonns bei de Fangerfäerdegkeete vum immaterielle Kulturierwe wieren. Esou lieweg Traditionen iwwerliewen awer dogéint nëmmen, wa se an eise Gedichtnes, an eiser Mentalitéit an an eise Reflexer ageschriwwen sinn, wa se mat Härer a Verantwortung praktizéiert ginn. Geld aleng geet net duer, fir datt Traditionen iwwerliewe kënnen. Dofir brauch een e feste Wëllen, en Knowhow a Begeescherung. An et brauch Träger, déi bereet sinn, dës Traditionen un déi Jonk weiderzeginn, dës Traditionen ze iwwerlieweren.

Traditionen maachen dat kulturell Selbstverständnes vun engem Vollek aus. Grad duerch den immaterielle

Patrimoine léisst sech der Unesco no déi kulturell Egenaart vun engem Land a senge Leit besser verstoen. Wéi wéilte mer d'Mënschen aus anere Länner an eis Gesellschaft integréieren, hätte mer selwer keng Egenaarten, déi eis auszeichnen a stärkeken, déi mir esou houfreg sinn, mat aneren ze deelen, a wou ee frou ass, kënnen drun deelzehuelen?

Sou huet sech eis eege Kultur am Laf vun de Joerhonnerten duerch den Afloss vun anere Kulturen entwéckelt. Dacks komme mer aus frieme Länner heem a mir si begeeschtert vu Gebräicher, déi mer do kennegeléiert hunn an déi deene Mënschen hir Kultur ausmaachen. Et ass grad déi geliefte Kultur, des immateriell Ierfschaft, déi Friemer unzitt, jo, staune losse kann. Wéi solle mer frieme Mënsche weisen, wie mir sinn a wéi mir fillen, wa mer hinnen dat net och iwwer eis Gebräicher an Traditiounen, Praktiken an esou weider vermëttelen a si och dorunner deelhuele loosse?

Hätte mer dëst net oder wéilte mer se net liewen a matdeelen, wiere mer sécherlech net déi, déi mer sinn. Mir wieren iergendeen Staat op der Landkaart ouni attraktiv kulturell Eegestännegkeet. Mir wiere just e klengen Territoire matzen a Westeuropa mat ville Banken a Verwaltungen, mat Autobunnen an Tankstellen. E Land ouni Identitéit a Kontinuitéit, ouni Kreativitéit an Diversitéit, ouni Zesammenhalt an nohalteger Entwécklung.

Léif alleguer, net fir näischt ass vun der Unesco d'Sprooch als éischte Vektor vun Kulturierwen opgefouert. Ouni Sprooch lieft keng Traditioun a kee Gebrauch. Och heiheem sinn des enk mat eiser Heemechtsprooch verbonnen. Et ass eis Sprooch, déi de Charakter vun den Traditiounen ausmécht. D'Sprooch gëtt der Traditioun souzesoen hir Patine, hir Eegenart, jo, hir Eenzeagaartegkeet.

Iwwert d'Sprooch eraus hëlleft den immaterielle Patrimoine, de gesellschaftlechen Zesammenhalt ze fërderen. Dat verlaangt awer, dass mer doriwwer an der Schoul schwätzen. D'Kanner an déi Jugendlech mussen de Sënn an den Ursprung vun enger Traditioun novollzéie kënnen. Mécht eng Traditioun kee Sënn méi, mobiliséiert se kaum nach Leit a si riskéiert, dem Énnergang geweit ze sinn. Mécht eng Traditioun Sënn, mee gëtt awer nach kaum gelieft, riskéiert se och, zu Gronn ze goen.

E Schoulmeeschter huet mer eemol gesot, dass hie mat de Kanner d'Traditioun vum Buergebrennen an hire geschichtleche Kontext setzt an hinnen erkläert, wéi sech dese Brauch am Laf vun de Joerhonnerten entwéckelt huet. D'Buergebrennen ass eng klassesch Traditioun, déi et och bei eisen Nopere gëtt an déi dëst Joer am Kader vun Esch2022 eng besonnesch Plaz krut. D'Buergebrenne geet op déi galleesch Zäit zrëck. Do, wou eng Buerg gebrannt gëtt, fënnt een och Gesellegkeet, do fënnt d'Duerfgemeinschaft, sou wéi mer se fréier kannt hunn, fir e puer Stonnen zesumme ronderëm en Ierbessellull an e séffege Patt. Genausou wéi bei den traditionelle Kënnbakesteeën am Éislek, zum Beispill zu Boukels bei Géisdref oder zu Houfult an der Gemeng Wëntger.

Do wiere mer dann nees bei Stéchwierder wéi „Zesammenhalt“ an „Duerfgemeinschaft“. A bei engem aneren, och aktuelle Stéchwuert, nämlech deem vun der „Resilienz“: Liewegt Kulturierwen erlaabt et, an engem Land, an enger Gesellschaft net eleng besser ze liewen, mee, wann et drop ukënn, ze iwwerliewen. Denke mer un déi éischt Sprangpréssessioun nom Krich, no jore vum Verbuet duerch d'Nazien, wéi Jonk an Al, Leit vun heiheem a Friemer, déi viles, wat schrecklech war, erlieft haten an duerno vill Leed nach haten, trotzdem mat vill Freed duerch

d'Sauer- an Abteistad Iechternach gespronge sinn. Duerch eng Stad Iechternach, an där op ville Plaze bal kee Stee méi op deem anere louch. Eng Stad, gezechent vu Ruinen a Krichsverwüstungen, wéi een nom Éischte Weltkrich ni méi geduecht hat, der missen an Europa ze gesinn.

Léif alleguer, ouni eis Historiker, Linguisten an aner Spezialiste wier vill Wëssen iwwer eis Kulturierfschaft verluer gaang. An deem Kontext freet ee sech, ob et net géif Sënn maachen, fir och op eiser Uni d'Fuerschung iwwer den Ursprung an d'Entwécklung vun eisen Traditiounen a Gebräicher an hir fundamental Bedeutung fir eis Gesellschaft vun haut hei zu Lëtzebuerg verstärkt ze verdéieren. Och sollt d'Uni weider de Lien mat den Träger intensiv sichen a fleegen. Am Kader vun de Geschichtscoursé léisst sech eist liewegt Kulturierwe belichten a kontextualiséieren. Hei ass sécherlech nach en Hoff méiglech, och beim Léiere vu Lëtzebuerg Lieder an eiser Primärschoul.

Heiansdo staunen ech, wa Kanner beim Fekelzuch dacks méi séier a mat méi Begeeschterung sange wéi munch Erwuessener, vläicht well si an der Schoul den Text geléiert hunn an auswenneg wëssen. Dat ass och grad de Meritt vun etleche Léierpersounen an Elteren. Hinne gëllt eis Unerkennung an eisen Dank, souwéi all deenen, déi eis Traditiounen a Gebräicher lieue loosse an duerch hir Schrëften dokumentéieren a belichten, fir se der Nowelt ze erhalen.

D'Pandemie, dat muss ee soen, war och eng Zäsur an der Praxis vun eisem liewege Kulturierwen. Während zwee Joer si verschidde Gebräicher an Traditiounen net méi esou intensiv oder guer net méi gelieft ginn. D'Viruskris huet déi sozial Kontakter ageschränkt a fir eng Énnerbruechung gesuergt. Dës huet deelweis och dozou gefouert, dass den immaterielle Patrimoine plazeweis eeben net méi sou gelieft gëtt wéi fréier. Deen typeschste Fall dierft wuel dee vum Klibbere sinn. Op eenzelnen Dierfer geet quasi kee Kand méi klibberen.

Aus all deenen Iwwerleeungen eraus wollt ech folgend Froen opwerfen:

Wéi kënnen mer grad an Zukunft eis verschidden Traditiounen a Ritualer schützen a se lieweg halen? Wat fir Weeër a Mëttel gëtt et schon haut an deem Beräich? A wéi kënnen mer besonnesch déi Jonk d'fir sensibiliséieren, fir sech der Fleeg vum immaterielle Patrimoine unzehuelen?

Wat muss geschéien, fir de Wëssensstand vun enger méi breeder Bevëlkerung an deem Beräich ze vergréisseren? Wat fir Akzenter goufen also do scho gesat?

Wéi gesäit de Moment d'Zesummenaarbecht tëscht dem Kulturministère an dem Schoulministère an deem Zesammenhang aus? Wou si mer mat den Dokumentatiounen an dem Filmmaterial drun? A wat fir engem Mooss ass d'Kooperatioun mat der Uni Lëtzebuerg an deene leschte Jore verstärkt ginn? Wéi gesäit et also mat der Fuerschung an deem Beräich aus? Wuel wëssend, dass, wann d'Spezialisten aus der eelerer Generatioun, déi sech dacks fräiwëlleg a gratis ëm d'Wëssen iwwert dat immateriell Ierwe gekëmmert hunn, deser Aufgab aus Altersgrënn net méi nokomme kënnen, da vill mëndlech, tradéiert Wësse verschwënn.

Wat fir pedagogesch Projete sinn déi lescht Jore ronderëm d'Promotioun vun eisem immaterielle Patrimoine an eise Grondschoulen, an eise Lycéeën entwéckelt an op d'Schinne gesat ginn? A wat fir engen Disziplinen a Branché gëtt dës Promotioun besonnesch gefërdert? An a wat fir engem Mooss kann d'Léiere vun der Lëtzebuerg Sprooch, mat hiren Haus-, Stroossen- a Flouernimm, dozou bäidroen,

eisen immaterielle Patrimoine besonnesch deene Mënschen nozebréngen, déi aus anere Kulture bei eis kommen an déi dacks vill méi un eisem immaterielle Patrimoine interesséiert sinn, wéi mir uegholl haten, wéi mir gemengt hunn?

An da wollt ech zum Schluss nach froen, ob een net awer sollt driwwer nodenken, eng Ulafstell an d'Liewen ze ruffen, déi sech spezifesch mat dem kulturellen Ierwen ofgëtt, dat eeben immaterielle Charakter huet, an deser Stell dann och déi Mëttel ze ginn, déi se brauch, fir ënner beschte Konditiounen hir Aarbecht ze verrichten. Wéi gesitt Dir also d'Roll an d'Plaz vun esou engem Institut an eiser Gesellschaft? Wéi kann een dat aktuellt IKI also och persounell a finanziell stärkeken, ouni et onnéideg opzeblosen? Dat gëtt jo och guer net gefrot an dat wëll och keen.

Zum Schluss wollt ech mech un d'Präsidentekonferenz vun der Chamber richten. Ech wollt hir Merci soen, dass si des Interpellatioun op den Dag vun der Unesco-geschützter Iechternacher Sprangpréssessioun gesat huet. Dat war wierklech ganz passend, ech géif bal soen, eng weis Entscheedung, wann et da keen Zoufall sollt gewiescht sinn!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Bernard Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo agedroen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Georges Mischo (CSV) | Här President, Dir Dammen, Dir Hären, dat kulturellt Liewe stoung zënter zwee Joer bal stëll. D'Covid-19-Kris huet déi sozial Kohäsioun nawell richtig op d'Prouf gestallt. Och dat immateriell Kulturliewen huet dorënner ferm gelidden.

Wéi scho lo grad vu mengem Virriedner erwäant, zeechent een als immateriell Kulturierwe keng historesch Baute wéi Palaisen, Schlässer, Kathedralen oder fréier Industriesitten. Nee, et ass eebe grad kee Patrimoine, deen a Stee gemeesselt ass.

Historesch Gebaier gi schonn zanter Laangem ënner Schutz gestallt, well se wichteg Zeie vun eiser Vergaangenheet sinn an dofir sollen erhale ginn. Well wann ee mech oder Iech freet, wat typesch fir eist Land ass, wat eis prägt, woumat mer eis identifizéieren, da géif wuel keen als Alleréisch d'Gëlle Fra oder d'Kathedral soen. Et ass een do vill éischter bei immateriellen Traditiounen, Gewunnechten oder Gebräicher. Et si Praktiken, Spektakelen, net am Sënn vu Kamedii, mee am fransésche Sënn vu Spectacle, Expressiounen, Wëssen, awer och Savoir-fairen, déi zum kulturelle Patrimoine vu Communautéiten, Länner a Gruppe gehéieren, déi vu Generatioun zu Generatioun weidgeri ginn an déi dese Gruppen eng gewissen Identitéit an och eng gewësse Kontinuitéit vermëttelen. Heizou gehéiere Sproochen, Museksformen, Theater, sozial a rituell Praktike souwéi d'Fäerdegkeet vu verschiddene lokal gebonnen Handwierken.

Um internationale Plang ass dat zum Beispill d'Kultur an d'Traditioun vun de Saunagänger a Finnland, den Tangodanz an Argentinien oder déi ganz markant Reggae Music an Jamaika.

Nach leschte Mëttwoch konnt een zu Dendermonde an der Belsch en immaterielle Brauch materliewen: Do gëtt et eng Parad vun engem hëlzene Krichspäerd mam Numm Ros Beiaard, wat duerch d'Stroossen zitt an zanter 2008 zu dem immaterielle Kulturierwe vun der Unesco gehéiert.

All Land a Region huet also säin eegent immateriell Kulturliewen, dorënner och dat klengt Lëtzebuerg, an dat net ze mann! Grad haut war zu Iechternach, wéi schonn erwäant, déi traditionell Sprangpréssessioun, wou eng ganz Rei Deputéiert mat derbäi waren, an net nëmme vun der CSV – ee Joer virun de Walen, wat en Zoufall!

Une voix | Très bien!

M. Georges Mischo (CSV) | En exemplarescht Beispill vun eiser immaterieller Kulturierfchaft.

An dann hu mer och nach eis Éimaischen, d'Muttergottesoktav oder och d'Schueberfouer mat hirem Hämmelsmarsch. Dat immateriell Kulturierwen ass e liewegt Kulturierwen, well et eis e Gefill vun Identitéit a Kontinuitéit vermëttelt. Wichteg ass och, datt dat immateriell Kulturierwen net op d'Käschte vu kommende Generatioun geet, mee am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung gelieft gëtt.

D'Definitiou vun deem immaterielle Kulturierwe gouf viru bal 20 Joer an enger Konventioun vum 17. Oktober 2003 festgehalen, déi vun der Generalkonferenz vun der Unesco zu Paräis vun enger enormer Majoritéit ugeholl ginn ass. D'Unesco selwer gëtt sech eng Rei Instrumenter, fir op internationalem Plang anzegräifen. Si mécht selwer d'Promotioun vu Programmer a Projeten, déi d'Philosophie vun der Konventioun erëmispigelen, a këmmert sech heibäi besonnesch ëm d'Entwécklungslänner, aus verständleche Grënn an Ursaachen.

Si bitt dann och do international Assistenz a Form vun Expertisen, Formatioun, Elaboratioun vun Normen a schlisslech souguer Ekipementer un, wou et néideg ass. Ech wëll dës Méiglechkeete besonnesch ervirsträichen, well wa mer vum immaterielle Kulturierwe vu verschiddenen ethnische Gruppen a besonnesche Minoritéite schwätzen, da schéngt et kloer, dass dës Gruppe vläicht net ëmmer esou vun deene Länner, zu deene si gehéieren, ënnerstëtzt ginn.

Ech wëll dofir hei och nach eng Kéier drun erënnere, wat eng vun den Ursaache war, firwat eng Unesco-Konventioun iwwert d'Erhale vum immaterielle Kulturierwen an d'Liewe geruff ginn ass. E wichtege Grond fir d'Schafung vun der Unesco-Konventioun ass, dass déi historesch europäesch Groussbauten zu enger geografescher Dominanz vun Europa geféiert hunn. Afrikanesch an asiatesch Länner op där anerer Säit kënnen mat dëser Mass u kulturelle Bauten net am selwechte Mooss mathalen. Also ass et eng Fro vu Gerechtegkeet gégeniwwer neteuropäesche Länner, datt eben och immateriell Kulturierwen zum Weltkulturierwe kënnen ginn.

Den immaterielle Patrimoine ass also eng logesch Ergänzung vun de sougenannte Welterbestätten. D'Konventioun ass hei am Land duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 2005 rechtskräfft ginn. Zanterhier huet Lëtzebuerg zwou Aschreiwungen op d'Lëscht vum immaterielle Kulturierwe kritt: D'Sprangpréssessioun 2010, an 2020 dunn och zesumme mat Frankräich, der Belsch an Italien d'Traditioun vum Haupeschbléiser. Déi musikalesch Konscht, dat franséisch Juegdhar ze blösen, ass an eise Géigenden zu enger lieweger Traditioun ginn.

Nodeems am Abrëll dëst Joer schonn den Natur- a Geopark Mëllerdall offiziell an de „Global Geoparks“ vun der Unesco opgeholl goufen, participéiert Lëtzebuerg, zesumme mat dräi anere Länner, fir weider immateriell Kulturierfchaften op d'Lëscht vun der Unesco ze setzen: Dat ass dann engersäits d'Wanderschëfferei, also déi saisonal Wanderung vun de Schof, wou mer vun néng anere Länner matënnerstëtzt ginn, dann d'Wëssensschätz a Gebräicher, fir d'Waasser

vu Flëss op d'Wisen ze kréien. Déi traditionell Bewässerung gëtt der Unesco vu Lëtzebuerg der Belsch, Däitschland, Italien, Holland, Éisträich an der Schwäiz als immaterielle Kulturpatrimoine vun der Mënschheet proposéiert.

Mat Hëllef vun der Schwéierkraaft gëtt d'Akerland nach haut mat der Hëllef vun dëser honnertjäreger Kulturtechnik bewässert. Dëst erfuerdert e grëndlecht Wësse vum Buedem, dem Waasserfloss an de Wiederkonditiounen a gëtt vu Generatioun zu Generatioun weiderginn.

Aacht Länner vu véier Kontinenter hunn dann och d'Hiewanskonscht, also d'Konscht vun der Gebuertenhëllef, als immateriell Kulturierwe vun der Mënschheit nominéiert. Lëtzebuerg bedeelegt sech an dëser Nominatioun, zesumme mat Däitschland, Kirgistan, Kolumbien, Nigeria, Slowenien, Togo an Zypern.

Hiewane begleeden zukünfteg Mamma vum Ufank vun der Schwangerschaft iwwert d'Gebuert eraus a beroden an ënnerstëtzen d'Familljen am Iwwergang an déi nei Phas vun Liewen. Si benotze beweisbaséiert Fuerschung an d'Intuitioun, souwéi en empirescht an traditionell Wëssen.

D'CSV steet hannert dësen Traditiounen a Gebräicher an ënnerstëtzt weiderhin all Effort, fir dës och ze erhalen. Eng Aschreiwung an den nationalen Inventar oder op d'Lëscht vun der Unesco hëllef enger Communautéit och, hir Eegeschafte ze konservéieren, andeem se zu Respekt, Unerkennung a Wäertschätzung bäidroen. Besonnesch d'Bewosstsi fir dës Wäerter vun eiser immaterieller Kulturierfchaft gëtt esou gefuerdert.

Et geet awer net aleng duer, dës Zort vu Patrimoine op Lëscht anzeschreiwen. D'Responsabilitéit, fir dës Patrimoine ze erhalen, läit net bei der Unesco, mee ganz aleng bei de Länner. An et soll een eeben ëmmer am Hannerkapp hunn, datt esou munch Traditioun oder Ritual schonn zanter Laangem ausgestuerwen ass. Dat, wat mer also elo nach hunn, elo nach liewen, muss erhale bleiwen. Materiell Kulturierfachte wéi Bauwierker kann ee mat Suen erhalen. Dat immateriell Ierwe muss an de Käpp an an den Häerzer weiderbestoen. An dat léisst sech weeder staatlech ordonnéieren nach iwwer en Denkmalschutzprogramm organiséieren.

Ouni déi Leit, déi déi Traditiounen liewen, geet et net. Ouni déi gesellschaftlech Valorisatioun fir déi, déi Traditiounen héichhalen, verschwannen déi ëmmer méi. Wéi schonn am Ufank vu menger Ried gesot, huet d'Pandemie villes op d'Pruf gestallt, dorënner déi kulturell Rencontren. D'Leit aus dem Kulturberäich hu sech awer kreativ villes afale gelooss, fir och während de Joren 2020 an 2021 verschidden Evenementer a Manifestatiounen deelweis ze organiséieren. Hei ass d'Digitalisatioun e wichtege Hiewel. Veranstaltung konnten digital a virtuell stattfannen, fir dass dat villfältigt Kulturliewen zu Lëtzebuerg och an dësen onrouegen Zäite kéint weiderliewen a gedeelt ginn.

De Besoin, en digitalen Accès zur Kultur ze hunn, huet sech besonnesch während der Pandemie gewisen. Mat der Fermeture vu Muséeën, Lockdowns an Ofstandsreegele gewënnt dat Digitaalt an dat Virtuell u Relevanz fir dee ganze Kultursecteur. Digital Technologien hëllef eis, vun iwwerall aus um kulturelle Liewen ze participéieren, egal vu wéi engem Standuert. Dat huet d'Pandemie erfollegräich gewisen. Mee hei schwätzen ech dann éischer vun der materieller Kultur.

Et gëtt awer nach en zweeten immens wichtege Aspekt: D'digital Tools bidde sech och op dës speziell Manéier als Zougang zum immaterielle kulturelle Patrimoine un, dee per se participativ ass a vum Deelen a Matgestalte leeft. Duerch d'Digitaliséierung kënnen

mer also Immaterielles och materialiséieren. Well de Risiko besteet nun eemol, datt eis immateriell Kulturierwen deels oder mat der Zäit ganz verschwanne kënnen, wa mer keen Effort maachen, fir dat weiderzeginn. Dofir musse mer also weiderhi verstärkt d'Approche vun der digitaler Erhaltung vun immateriellem Kulturierwen an de Fokus stellen.

Déi nei digital Medie spillen heibäi eng kruzial Roll a mussen dofir nach méi opgegraff ginn. Schonn zanter e puer Joer gi Medie wéi Film, Foto an Tounopname genotzt, fir immateriell Aspekter festzehalen an engem breede Public ze vermëttelen. An den Archive vum Centre national de l'audiovisuel zu Diddeleng gëtt ee ganz séier a ganz gutt fündeg. Mee natierlech kann dat Digitaalt ni en Ersatz fir tëschemenschlech Begéinungen op enger Schueberfouer oder Eemaischen sinn, mee si erlaben eis et, Traditionen kennenzelieren, ze erliewen an ze erhalen, quasi ze konservéieren.

360-Grad-Dokumentatiounen oder d'Erliebnis mat Virtual-Reality-Brëller kënnen d'Leit zum Beispill op eng Sprangpréssessioun versetzen, si kënnen mam Schéifer d'Shof op d'Wisen driewen oder méi wäit op e sougenannte „Mousser“ erakucken, enger Zort Foire fir kulturell, ekonomesch oder sozial Echangé vun engem Beduinestamm a Südmarokko.

De Musée Bad Dürreim am Schwarzwald huet de Visiteuren déi traditionell däitsch „Fastnachtsbräuche“ duerch 360-Grad-Filmopnamen realistesch méi no bruecht. D'Leit hunn esou d'Gefill, mattendran an de Festivitéiten ze sinn. D'Fastnacht an de Karneval sinn zanter 2014 vun der Däitscher Unesco-Kommissioun am nationalen Inventar opgeléicht.

Dëst ass just eent vu ville Beispiller, wou sech bis dato analog Muséeën déi noutwendeg digital Moyene ginn, fir eng performant Wierklechkeet vun enger immaterieller Traditioun oder engem Gebrauch festzehalen an engem nationalen an internationale Public ze vermëttelen.

Am Géigesaz zu den traditionellen ethnologesche Filmopnamen, déi d'Muséeën ubidden a wou just bestëmmt Facetten a Bléckwénkele vun engem Spektakel oder Brauch festgehalen ginn, erméiglechen nei digital Formen, wéi d'VR-Brëller oder 3- a 4D-Projektatiounen an engem Planetarium, vill méi verschidde Perspektiven an divers Andréck. De Visiteur ass eeben net nëmme vill méi participativ derbäi, mee e ka säi Bléckwénkel selwer bestëmmen. Hie kann de Bléck vum Haaptevent ofwenden, sech ëmderéien a vläicht eppes Marginales, wat um Rand vum Festofflag geschitt, observéieren. An dat Wichtegst: Et entwéckelt een Emotiounen, an esou baut sech eng perséinlech Bindung un an e Souvenir, deen een nach laang Zäit mat sech dréit.

A genau dat ass jo à l'origine d'Zil vun der Unesco-Konventioun: den immaterielle kulturelle Patrimoine ze erhalen an ze schützen. D'Digitalisatioun an déi sozial Medie spillen dofir eng immens wichtege Roll, a mir sollten de Kulturhaiser do déi finanziell Mëttele ginn, fir déi divers Toolen och genuch auszuschöpfen.

Eis lëtzebuergesch Traditiounen a Gebräicher, wéi eis Sprooch, Léiffräwëschdag, d'Schueberfouer, de Wäibau an d'Konscht vum Dréchemauerbaue sinn e Marker vun eiser Identitéit, déi de kulturelle Räichtum an d'Diversitéit vun eisem Land ënnersträchen, e Vektor vun der Kohäsioun an en Hiewel vun der wirtschaftlecher an touristescher Entwécklung.

Mee et ass en extrem fragile Patrimoine, well en eeben op mënschlechen Interaktiounen baséiert. E ka ganz schnell verschwanne, wann näischt gemaach gëtt, fir d'Traditiounen ze erhalen oder d'Iwwerdroung ze garantéieren.

Fir den immaterielle kulturelle Patrimoine ze schützen, ass, niewent dem nationalen Inventar, den éischte Schrëtt d'Sensibiliséierung: De Leit hëllefen ze verstoen, firwat dës Patrimoine wichteg ass. Fir lieweg ze bleiwen, muss eng Kulturierschaft fir hir Gemeinschaft relevant sinn, stänneg nei erstallt a vun enger Generatioun op déi aner iwwerdroe ginn, well et besteet ëmmer de Risiko, datt e puer Elementer vum immaterielle Patrimoine wéinst Mangel un Ënnerstëtzung stierwen oder verschwannen, mee et mierkt een awer, datt sech d'Lëtzebuurger an de leschte Joren ëmmer méi Gedanken a Suergen ëm d'Erhale vun hirem Patrimoine maachen.

Ee Grond ass eeben, datt dat immateriell Kulturierwen de Leit e Gefill vun Identitéit a Kontinuitéit gëtt. Et erméiglecht eis, eis Vergaangenheet ze verstoen, wie mir sinn a wie mir waren. Et ass eng Bréck tëschent der Vergaangenheet an der Zukunft. A grad dat ass d'Funktioon vum immaterielle Kulturierwen, an deem jiddere seng lieweg Kulturierschaft mat anere Leit deelt – mat deene Leit, déi schonns zënter Generatiounen zu Lëtzebuerg liewen, an deenen, déi nei bäigezu sinn, oder deenen, déi nëmme kuerzfristeg hei am Land sinn, Grouss a Kleng, Jonk oder Al.

Grad elo, no zwee Joer Pandemie, zwee Joer vu Verloscht, Ängschten an Exklusioon, ass et wichteg, datt mir erëm beieneekommen. Eis immateriell Traditiounen a Bräicher stellen en eenzegaartegt Mëttel duer, fir d'Mënschen ënnerenaner méi nozebréngen, ze verbannen an engem géigesäitegen Austausch a Versteedemech. Dofir ass et elementar wichteg, dass mer eis all fir eist immateriell Kulturierwen asetzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mischo. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Spéitstens zënter dem kierzlech gestëmme Patrimoine-Gesetz, Här Präsident, ...

Geet et elo?

Plusieurs voix | Jo.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Also spéitstens zënter dem kierzlech gestëmme Patrimoine-Gesetz, Här Präsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wësse mir, dass de kulturelle Patrimoine vun eise Land sech net op Monumenter, Kollektiounen an architektonesch Baute beschränkt, mee och en immateriellen Deel ëmfaasst. En Deel, ouni deen eist Land net dat wier, wat et haut ass.

Den immaterielle Patrimoine ka ganz ënnerschiddlech Formen unhuelen – si sinn hei vu menge Virriedner schon opgezielt ginn –: Sief et Gebräicher, Opféierungen, Ausdröckweisen, Uluechten oder Wëssenschätz, Fangerfäerdegkeeten, déi d'Gesellschaft als Deel vun hirem kulturellen Ierwe wouerhëlt.

Wat awer all Forme vum immaterielle Patrimoine verbënnt: Si schenken eis e Gefill vun Zesummegehéiergkeet an och e Gefill vu Bestännegkeet.

Historesch betruecht ass den immaterielle Patrimoine dee fragillsten Deel vum Patrimoine. D'Unesco huet scho méi wéi eng Kéier drop higewisen, dass – vrun allem bedéngt duerch d'Mondialisatioun – d'Erhale vum immaterielle Patrimoine iwwerall op der Welt zur Erausforderung gëtt. Dobäi ass et grad den immaterielle Patrimoine, deen zur kultureller Diversitéit an eiser Gesellschaft bäidréit. Dëst gëllt ganz besonnesch fir Traditiounen a fir Bräich, deenen hiren Ursprung aus verschidde Communautéite kënn an doduerch den interkulturellen Echange stimuléiert.

D'Techternacher Sprangpréssessioun, haut ganz aktuell op den Dag, gouf de 16. November 2010 vun der Unesco op déi representativ Lëscht vun immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet gesat. D'Sprangpréssessioun ass sécherlech eng vun de bekanntste Komponente vun eise immaterielle Patrimoine. Mir wëssen all, dass se 2020 an 2021, opgrond vun der Pandemie, net stattfanne konnt. An trotzdem, obwuol déi Traditioun déi lescht zwee Joer net konnt stattfannen, hu ganz vill Leit op hir Aart a Weis den Hellege Willibrord gewierdegt. Doriwwer gouf jo och e Reportage gemaach, e Film gedréit, deen zum 10. Anniversaire vun der Inscriptioun vun der Sprangpréssessioun op déi representativ Lëscht vun der Unesco virgestallt gi war an deen e grouss Succès war. An dëst Beispill weist, wéi fest eisen immaterielle Patrimoine an eiser Populatioun verankert ass.

Wichtig ass allerdinges ze betounen, dass den immaterielle Patrimoine, anescht wéi vill vun eis vläicht spontan geduecht hätten, net nëmme aus gewuesenen Traditiounen besteet, mee och aus zäitgenëssege Gewunnechten, aus dem ruralen oder och aus dem urbane Raum.

Dat immateriell Kulturierwe kuckt also net nëmme op eis Vergaangenheet zrëck, mee et bléckt och no vir. An anere Wieder: Dat immateriell Kulturierwen ass iwwerall op der Welt an enger permanenter Evoluitioun a bleift dofir och net an der Zäit stoen an dierf och net an der Zäit stoe bleiwen.

Zanter 2017 gëtt bei eis den nationalen Inventaire vum immaterielle Patrimoine kontinuéierlech à jour gesat. Als LSAP begrësse mer dës Beméiungen ausdrécklech. Déi wëssenschaftlech Approche vun där Aarbecht erlaabt eng Identifikatioun an eng Dokumentatioun vun de verschiddensten Elementer vum immaterielle Patrimoine. 2020 sinn de Léiffräwëschdag – ech hat och fir d'Éischt geduecht, et wier „-wëschdag“, mee et ass awer „-wëschdag“, ech weess och wat et ass – an d'Lëtzebuurger Volleksdanz als Elementer offiziell an den nationalen Inventaire opgeholl ginn. En Inventaire, deen net manner wéi 13 Elementer zielt, dorënner och d'Konscht vun der Gebuertshëllef.

De 17. Dezember 2020 gouf och déi musikalesch Konscht vun den Haupeschbléiser an enger multinationaler Kandidatur vu Frankräich, der Belsch, Italien an eise Land, also Lëtzebuerg, op déi representativ Lëscht opgeholl. Et ass déi éischte Kéier, dass Lëtzebuerg zesumme mat anere Länner eng multinational Kandidatur bei der Unesco gestallt huet. Dat beweist och, dass kulturell Traditiounen och op verschidde geograresche Plaze gelieft kënnen ginn.

Här Präsident, fir d'LSAP ass bei deem ganze Prozess de participative Charakter ganz besonnesch wichteg. Et wier an eisen Aen ondenkbar, dass an enger fräier demokratescher Gesellschaft, wéi mir eng sinn, vun uweeren erof géif diktéiert an decidéiert ginn, wat zum immaterielle Kulturierwe gehéiert a wat net.

Mam Patrimoine-Gesetz vum 25. Februar dëst Joer an dem Règlement grand-ducal vum 9. Mäerz gëtt et eng kloer an transparent legal Grondlag, wéi een eng Demande maache kann, fir e Kulturierwen als neit Element op den nationalen Inventaire kënnen setzen ze loossen.

Och d'Lëtzebuurger Sprooch kann dozou bäidroen, eist immateriell Kulturierwe weiderzeginn. Dëst gëllt virun allem bei de mëndlechen Iwwerliwwerungen an Ausdröckweisen, wéi beispillsweis den Haus- a Fouernimm. Och hei sinn ech net dat Éischt, wat haut dovunnerschwätzt. Mee et ass awer besonnesch wichteg, well Haus- a Fouernimm si gebonnen un de Raum an existéieren ëmmer als Referenz op eng bestëmme Plaz. Si ginn Ablécker, wéi dësse Raum vun de Leit erlieft ginn ass an ëmmer nach gëtt, sief et sproochlech oder

wirtschaftlech, ekologesch, gesondheetlech oder sozial. Sichenhaff, Kräizgrënnchen oder Krouneberg sinn e puer sou Beispiller, wou markant Evenementer oder geografesch Gegebenheeten enger bestëmmter Plaz hiren Numm ginn hunn, dee se och haut nach hunn.

Dës Haus- a Fouernimm si besonnesch fir déi Leit interessant, déi der Lëtzebuurger Sprooch mächtig sinn, soss ass et heiansdo e bësse schwéier, well se nach Wieder a sech droen, déi mir scho laang net méi benotzen an déi deelweis och an hirer Bedeitung guer net méi esou richtig bekannt sinn.

Den Här Sam Mersch, de Chercheur, deen haut schonn zu Éiere komm ass, och an der Interventioun vum Här Bauler, am Beräich ... Also deen ass grad Chercheur an deem dote Beräich an och an der Lëtzebuurger Sproochgeschicht op der Uni Lëtzebuerg, an hien huet et dem Grand public wärend dem Pandemiejoer 2020 am Kader vum Digital-IKI-Projet erméiglecht, um immaterielle Kulturierwe virtuell deelzuehelen. De Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History C²DH, e Centre de recherche och vun der Uni Lëtzebuerg, beschäftegt sech intensiv mat der Analys, der Recherche an och dem Weiderleeden un de Grand public vu gesécherterem Wësse ronderëm eis Geschicht a ronderëm eise Patrimoine.

D'lescht Joer huet de C²DH iwwer 280 Publikatiounen – dat muss ee sech emol virstellen! – gemaach an un net manner wéi 47 Projeten an der Recherche geschafft. Bravo dofir! Och vu menger Säit aus.

D'Aarbechte gi weider: Fir dem Public eis Lëtzebuurger an europäesch Geschicht a Kultur op eng pedagogesch Manéier méi no ze bréngen, gouf vun Beispill virun e puer Wochen déi virtuell Ausstellung „Minett Stories“ offiziell lancéiert. Mat Comic-Romaner, interaktive Kaarten, Documentairen, Videoe gi Geschichte ronderëm d'Liewe vun den einfache Leit erzielt, déi am Süde vum Land an der Stolindustrie geschafft hunn.

Als LSAP gesi mir et als essenziell un, dass déi wäertvoll wëssenschaftlech Aarbecht, déi zu Lëtzebuerg geleescht gëtt, net an engem Tirang leie bleift, dee just e puer Auserwielte kéinten opmaachen. D'Wëssen an d'Erkenntnisser ronderëm eist Kulturierwen, besonnesch eist immateriell Kulturierwen, muss der Allgemengheet zougängeg gemaach ginn an op eng pedagogesch Aart a Weis vermëttelt ginn.

Dat ass jo esou, wéi et hei zu Lëtzebuerg gehandhaabt gëtt. Et sinn enorm Efforte bei eis geschitt. Dat fanne mir gutt esou a mir wëllen, dass dat esou weidergeet.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Vermëttlung vun eise Kulturierwe geet all Generatiounen eppes un. Dofir ass et an eisen Aen onverzichtbar, dass och an der Schoul de Schülerinnen an Schüler eist Kulturierwen nobruecht gëtt. Aus deem Grond begrësse mir, dass dës Woch déi zweet Editioun vu „Lëtzebuerg (er)liewen“ an de Schoule stattfënt. D'Zil ass, dass all déi interesséiert Jugendlech d'Méiglechkeet kréien, bei Aktivitéiten a Projete ronderëm d'Lëtzebuurger Welt vun der Musek, dem Theater, der Literatur, den Traditiounen an aneren Aspekter vun eise Patrimoine matzemaachen.

De SCRIPT huet pedagogesch Outilen ausgeschafft, op déi eist Léierpersonal zrëckgräife kann. An esou kënnen Schouklasse ënner anerem Lëtzebuurger Lidder entdecken oder Kënschtler begéien, wat, fanne ech, och eng ganz flott Iddi ass.

An dësem Kader komme souwuel de materielle wéi och den immaterielle Patrimoine zur Sprooch. An deem Programm ass an eisen Aen och dofir ganz wichteg, well mir hei zu Lëtzebuerg eng ganz grouss Diversitéit

bei de Schülerinnen a Schüler an eise Schoulen hunn. An och wa Lëtzebuerg à l'origine net onbedéngt d'Heemecht vun alle Jonken ass, déi hei zu Lëtzebuerg an der Schoul sinn, esou ka Kulturverméttlung an de Schoulen awer mat derzou bäidroen, dass eist Land alle Jonken eng Heemecht kann ubidden.

Ech wëll awer net ofschléissen, Här President, ouni dem André Bauler e ganz grouse Merci ze soen, dass hien eis duerch dës Interpellatioun gefouert huet an domat och d'Geleeënheet ginn huet, fir zu deem wichtege Sujet ze intervenéieren.

E grouse Merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mir hätten eis wuel kee besseren Dag kënnen eraussichen, fir iwwert dat wichteg Thema vun eise immaterielle Kulturierwen ze schwätzen. Eng Rei vun eis sinn de Moien nach zu Echternoch duerch d'Stroossen an d'Gaasse gesprongen a sinn domadder engem vun de bekanntesten immaterielle Kulturierwen an eise Land nokomm.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Et ass e bëssen en abstrakte Begrëff, dee Begrëff vum „Schutz vum kulturellen Ierwen“. Mir hunn, virun net allze laanger Zäit – a quasi all meng Virriedner hu schon iwwert d'Gesetz geschwat –, d'Gesetz vum Patrimoine culturel gestëmmt. A mir hunn et notament a véier Theemeberäicher, a véier Begrëfflechkeeten opgedeelt: d'Architektur, d'Archeologie, de Patrimoine mobilier – also d'konkret Objeten – an natierlech, an dorëms geet et haut, de Patrimoine immatériel. Dee krut och an deem Gesetz dee wierklech laang verdéngten a laang erwaarte Stellwäert, deen em zoustee.

Warscheinlech ass dese wichtege Sujet vum immaterielle Kulturierwen een, zu deem jidderengem vun eis eppes aneschters afält – jee no Regioun, vu wou mer hierkommen, jee no Beruffer, déi mer ausgeübt hunn, jee no Sensibilitéit fir Dänz, fir d'Handwierk, fir verschidde Ritualer. Mee alleguerten hu se Follgendes gemeinsam – an ech zitieren aus mengem Rapport zum Patrimoinengesetz vu virun e puer Méint –: „Eist kulturell Ierwe reflektéiert d'Geschicht vun eise Land, vun deem Territoire, vun de Mënschen, déi hei gelieft hunn an nach liewen. Et ass e sichtbaart Zeeche vun eiser gemeinsamer Vergaangeneheet an domat en Deel vun eiser Identitéit. Dowéinst schwätze mer haut an hei eeben net just vun den alen Häiser oder de Schierbelen am Buedem. Nee, et geet beim Gesetz vum Patrimoine ëm net méi an net manner wéi ëm e wichtege Facteur vun eise Zesummeliewen, vun eiser sozialer Kohäsion.“ An dat ass och dat, un dat ech denken, wa mer iwwert d'immaterielle Kulturierwe schwätzen.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Fir mech geet et ëm dës sozial Kohäsion. Et geet dorëms, dass dësen Territoire, op deem mir liewen, sech a senger Grenzen ëmmer erëm verännert huet, sech a senger Sproochentwécklung verännert huet an ëmmer erëm nei Communautéiten heih liewen a schaffe koumen, vu Gebräich a Fester, déi d'kulturell Liewen an deem Land ausmaachen, dat ëmmer erëm nei gepräagt gouf.

Et geet eeben net drëms, just eppes ze konservéieren a genee als solches festzehalen, wéi et emol war.

Et geet drëms, e liewegt Kulturierwen ze erhalen, et weiderzeverméttelen, et ze erklären an ze kontextualiséieren. Et geet drëms, dass eise Patrimoine immatériel ëmmer erëm nei rekreéiert gëtt an d'Mënsche mateneen an Interaktioun ze bréngen.

An der Unesco-Konventioun gëtt déi sougenannt „Diversité culturelle“ an d'„Créativité humaine“ ervirgestrach. An Dir gesitt: Eist kulturell Ierwen, dat soll net stagnéieren! An et stagnéiert och net. Et ass net nëmme reng typesch Lëtzebuergesch. Et erfënnt sech nei, et entwëckelt sech weider an et ass grenziwwerscheidend an deene verschiddene Projeten, déi eragereecht ginn, déi vu ganz verschiddene Länner a Kulturen zelebriert ginn an eragereecht ginn. Et ass doduerjer multikulturell.

An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sinn och d'Valleuren, déi eist Land hei ëmmer erëm gepräagt hunn an déi dozou bäigedroen hunn, dass mer haut dat Land sinn, wat mer sinn. A genee dese Parallellismus fënnt een och an der Diskussioun ronderëm d'immaterielle Kulturierwen erëm.

Här President, d'Schützen, d'Zelebriéieren, d'Promouvéieren vun deem immaterielle Kulturierwe war während deene leschten zwee Joer guer net esou einfach. D'Covid-19-Pandemie huet eist soziaalt Zesummeliewe lahmgeleucht an de Social Distancing steet leider a ville Fäll am Widersproch mat eise Fester, eisen traditionellen an eise kulturellen Evenementer.

D'Sprangpressessioun an d'Eemaische goufen déi lescht zwee Joer ofgesot. D'Oktav, d'Schueberfouer an de Léiffrawëschdag si just a limitierter Form gefeiert ginn. Allerdéngs konnt d'Konkcht vun den Dréchemauere weider exercéiert ginn an och 2021 erëm enseignéiert ginn. D'Hiewannkonscht ass natierlech och am Respekt vun de sanitäre Reegele weider praktizéiert ginn. An och de Wanderschëifer ass déi lescht Joren duerch eis vill Gemeenge gezunn. An doduerjer, dass vill méi Mënschen doheem waren, gouf e warscheinlech och vu vill méi Haushalter wouergeholl.

Gläichzäitig geheet de Verzicht op eng Traditioun, op e Fest, bei deem et vläicht soss selbstverständlech war, dass et stattfonnt huet, e ganz neit Licht op d'Wichtigkeet vu senger Existenz. A vill Veräiner hu sech nei mussen domat auserneesetzen, wéi se hir Traditioun trotz der Pandemie kéinten ervirhiewen an de Mënsche méi no bréngen.

Ech ka mech beispillsweis un e flotte Video vun der Iechternacher Musek erënnere, bei där all d'Musikanten eenzel doheem d'Lidd vun der Sprangpressessioun gespilt hunn. Dëst gouf zesummegeschnidden. An ech weess, dass sou munch Unhänger vun deem Kulturierwen a bloer Box a wäissem Hiem, trotz der Pandemie, daagsiwwer mat der Musek a mam Video duerch d'Haus gesprongen sinn.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Wichtig ass, Stand haut, dass d'immaterielle Kulturierwe weider mussen inventariséiert ginn, zelebriert ginn an natierlech och promovéiert ginn. D'Inventariséierung vun de besteende Praktiken ass am neie Gesetz verankert. An d'Säit vum immaterielle Kulturierwen iki.lu dokumentéiert d'existent Kulturierwen a stellt natierlech och de Formulaire zur Verfügung, fir nei Traditiounen ophuelen ze loossen.

De Patrick Dondelinger, en charge fir d'immaterielle Kulturierwen, stécht ganz vill Häerzblutt an de Kontakt an an den Echange mat de villen Organisateuren an deene Leit, déi dës Praktiken ausüben. Déi allermeescht vun hinne maache sech an hirem Éierenamt fir hir Fester an hir Traditiounen staark a si stiechen

enorm vill Aarbecht an Zäit heiranner. Hinne géllt eise gréisste Respekt, dass si sech Joer fir Joer an Organisationskomiteeën, ASBLen an Interessensveräiner zesummendinn, Demanden a vill Administratives géieren, aner Fräiwëlleger sichen a mobiliséieren, déi néideg finanziell Froe klären a mat ganz vill Loscht an Energie an Iwwerzeegung den Dag selwer present sinn a schaffen, fir dass eis Gesellschaft – Dir an ech – eist kulturell Ierwe ka kenneléieren an ausüben.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | D'Promotioun vum kulturellen Ierwe leeft also maassgeblech iwwert d'Organisateure selwer, mee gëtt, wéi gesot, och vum Kulturministère a sengem Site iki.lu chapeautéiert an ënnerstëtzt. Fir dass déi zukünftig Generatiounen dëst Ierwen awer och kënnen kenneléieren a verstoe léieren, ass natierlech den Educatiounsministère en absolutt néidegen a wichtege Partner.

Hei denken ech beispillsweis un d'nonformal Bildung am Klengkand- a Kannerberäich, d'Maison-relaisen an d'Crèchen, déi e wichtege Vecteur sinn, wou d'kulturell Ierwe ka seng Plaz anhuelen am Alldag, wou d'Kanner zesumme spillen an zesummen agéieren, ob dat beispillsweis an de Geschichten an an de Bicher ass, déi gelies ginn, bei Ausflich, wou een de Kontakt mat Beruffer, wéi beispillsweis dem Wanderschëifer, ka maachen, oder en Ausflich an d'Natur, wou een d'Dréchemauern an eise Land ka bewonneren.

Hei muss dat edukatiivt Personal dofir sensibiliséiert ginn an natierlech och dat néidegt Wëssen an d'Hand kréien. An natierlech mussen och déi néideg personell Moyene prett sinn, fir emol en Ausflich enzwoosch hi kënnen ze maachen.

Och an der Schoul huet d'Erfahrung mat eise kulturellen Ierwe seng Plaz a seng Wichtigkeet. An dëst kann een op ganz transversal Manéier an deene verschiddenste Fächer vermëttelen a léieren. Ob dat an der Geschicht ass, wou d'Schueberfouer mam Jang de Blannen an der Aféierung vun engem grouse mëttelalterleche Maart seng Plaz huet, oder d'Hausgeschléiser am Musekunterricht – och hei ass et alt erëm enorm wichtig, dass eis Enseignantë Kenntnis iwwert d'Existenz vun deem immaterielle Ierwen hunn an dës hir Plaz am Curriculum ka fannen.

Ech denken hei un de Projet „Lëtzebuerg (er)liewen“, dee vu menge Virriedner schon erwänt gouf, wou de SCRIPT genau dozou ureegt, dass dëst Lëtzebuerg Kulturierwen an der Schoul ka praktizéiert ginn. An ech mengen, dass et wichtig ass, dese Projet, deen elo dës Woch stattfënnt, vill méi grosszemaachen, vill méi breetzemaachen an déi néideg Promotioun a Sensibilisatioun och via de SCRIPT an deene verschiddene Curricula ze maachen.

Eng Projetswoch huet ëmmer eng Durée déterminée. Ech mengen, dass dese Sujet seng Wichtigkeet huet an dass en gesamte Schoulkontext an eeben am Betriengkontext muss seng Plaz fannen. An d'Kultur ass drop ugewisen, dass d'Schoul an d'Betriengstrukturen encouragéiert a sensibiliséiert ginn, fir den Accès zur Kultur aktiv ze sichen, fir Hürden ofzebauen, fir Erfahrungen ze schafen. An do menge mir als gréng Fraktioun, dass dese Volet nach méi muss gestärkt ginn.

Wa mer vu Schoul a Bildung schwätzen, ass och d'Bréck zur Fuerschung net wäit fort. Mir hunn eng Lëtzebuerg Universitéit, déi e Bildungs- a Fuerschungsoftrag huet a wou natierlech d'Fuerschung ronderëm eist Land op eng ganz interdisziplinär Aart a Weis hir Plaz muss hunn.

Ech hu selwer Geschicht op dëser Universitéit studéiert. An ech sinn iwwerzeegt, dass d'Fuerschung

ronderëm soziokulturell Theemen, déi fir eist Land relevant sinn, muss op eiser nationaler Universitét hir Plaz an och déi néideg strateegesch Prioritéit erëmfanne kënnen.

Esou ass et evident, dass mer beispillsweis e Professer fir d'Lëtzebuenger Geschicht brauchen. Well wa mir se net erfuerschen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da wäert keen anert Land et fir eis maachen! Theeme vun Identitéit, kulturellem Ierwen a kultureller Geschicht gi vill erfuerscht an diskutéiert a gehéieren dofir och an dëser Debatt erwäant a sinn néideg fir d'wëssenschaftlech Opschaffe vun dësem ugeschwaten Ierwen.

Här President, ech hoffen, dass mer beim Schutz an der Promotioun vun eisem immateriellen Ierwen net zwee Schrëtt no vir an een no hanne sprangen, mee dass mer d'Efforte vun der Dokumentatioun, dem wëssenschaftlechen Opschaffen, der Promotioun an der Sensibilisatioun an eise verschiddene Kulture kënnen weiderdreien. Dass all d'Acteure vun den Interessensvertrieder an de Veräiner, der Kulturzeen, dem Ministère oder de Ministèren, der Fuerschung an eiser Schoul- a Betreuungswelt zesummen un engem Strang zéien a vernetzt an interdisziplinär schaffen a sech do och géigesäiteg ënnerstëtzen.

Ech si frou, dass mer haut dësem wicteg Theema déi Plaz ginn hunn, déi em zousteet. An ech wëll ganz besonnesch dem Här André Bauler e grouse Merci dofir soen, datt hien dëst Theema op den Ordre du jour vun dëser Chamberspleniëre op dësen Dag gesat huet.

Ech soen Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, der Madam Bernard. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och mat engem ganz grouse Merci un den Här Bauler ufänken, deen dës Interpellatioun ugefrot huet. Dat ass eppes, wat mir och ganz vill Freed gemaach huet, och dass mer dat hei kënnen diskutéieren. Et ass interessant an et ass ganz wicteg.

„Patrimoine immatériel“, wann een dat esou dobausa seet bei de Leit, da kënnen sech déi meescht net genee dorënner virstellen, wat dat ass. Wat ass dann domadder gemengt? Wat huet den Här Bauler domadder gemengt? Wat menge mir alleguerten? Dat ass och elo aus deenen Discoursen hei erauskomm, dat ass am Fong: Et gëtt em d'Lëtzebuenger Kultur.

A wann ee vu Patrimoine schwätzt, dann ass de Gedanke vun Denkmalschutz och net wäit. Hei geet et also em de Schutz, jo, de Schutz vun der Lëtzebuenger Kultur. An den Här Bauler huet och dat Wuert gesot vun „ausstierwen“, wat natierlech och eng Bedroung ass fir en Deel vun eiser Kultur, dee mer also do musse schützen. Dat ass eppes, wat eis och als ADR ganz staark um Häerz läit: d'Lëtzebuenger Kultur ze erhalen a se méi wicteg ze maachen an nach ze férdere.

Kucke mer, em wat et alles geet, wéi d'Situatioun ass a wat ee vläicht alles ka maachen. Mir hunn iwwert d'Gesetz hei geschwat. Effektiv, dat neit Gesetz iwwert den Denkmalschutz gëtt dem Patrimoine immatériel – dat heescht, den Traditionen, de Ritualer, dem Handwierk – eng legal Basis a gesäit een Inventaire a Mesurë vir, fir de Fortbestand ze assurieren. Dat freet eis, genausou wéi verschidden Aktiounen, déi do sinn, wéi d'Internetsäit iki.lu. Eng ganz flott Initiativ.

Dat ass wicteg, well d'Lëtzebuenger Gesellschaft charakteriséiert sech duerch hir Kultur an duerch hir Sprooch, esou wéi dat och bei aneren Nationen de Fall ass. Wann eng Tradition verschwënnt, da stierft och en Deel vun eiser Kultur. A wat eng Kéier fort ass, dat kënn soubal net méi erëm.

Kucke mer méi genee eis Traditionen, eis Bräich, eis Ritualer, déi et deelweis zënter Joerhonnerte gëtt an déi natierlech och deelweis net nëmmen zu Lëtzebuerg existéieren, awer trotzdem ganz typesch si fir eis Lëtzebuenger Kultur: Liichtmëssdag, Ouschteren, Eemaischen, Buergbrennen, Oktav, Meekranz, Sprangpressessioun – déi war jo haut, allerdéngs mat 20 % méi Participanten, wéi dat nach vläicht war virun e puer Joer war –, Hämmlsmarsch, Kiermes, Kommioun, Kleeschen, Bärbelendag, Chrëschttag, Léiffrawëschdag; an och vill aner méi lokal a regional Traditionen, déi et am ganze Land gëtt: Wäifester, Pressiounen, Mäert an esou weider an esou fort. Och vill Lokalhistoresches. Et ass och dofir wicteg, dass mer bei déi eeler Generatioun ginn a schrëftlech festhalen, wéi si d'Liewe fréier erlieft hunn, d'Lëtzebuenger Kultur.

Vill, besonnesch déi Jonk, kennen dat allerdéngs net méi. Mir alleguer heibanne liewen och e bëssen – an Dir gitt mer bestëmmt Recht – an engem Mikrokosmos, an deem mer eis beweegen, ëmmer e bësse mat deene selwechte Leit, och an eisen Uertschaften, an eise Gemengen. Dat sinn dann oft déi Leit, déi och matmaache bei all deene Saachen. Mee mir wëssen alleguer, dass e groussen Deel vun der Bevëlkerung leider net deelhëlt u ville Manifestatiounen, un Traditionen.

Ech kann e puer Beispiller ginn. Ech wunne jo zu Mamer. Ech ginn op d'Buergbrennen. Den Här Roth mécht do fantastesch Thüringer. Mee mam Buergbrennen zu Mamer, do gesäit een dann – allez hépp, ech soen elo – e puer Honnert Leit, vläicht 200, deemno wéi d'Wieder ass. An der Gemeng Mamer wunnen der awer 10.000. Dat heescht, mir bréngen et net fäerdeg, wierklech d'Leit op déi Manifestatiounen ze kréien. An dat ass schued.

Klibbere gëtt et bei eis och net méi!

(Interruption)

An do spillt d'Schoul natierlech eng ganz grouss Roll. Mir mussen eis jo bewosst sinn, dass bei zwee Drëttel vun de Kanner d'Elteren och Netlëtzebuenger sinn an domadder och net deen immaterielle Patrimoine vun eisem Land kenne kënnen. A si kënnen en dann och net weiderginn. Dofir ass d'Kultur an der Schoul och esou wicteg!

Déi meeschte Kanner kenne se net méi esou gutt, an dat ass schued. Traditionen, Ritualer ginn Halt, maache Freed fir Grouss a Kleng. An d'Schoul huet hei eng Verantwortung, grad wou et och kee Reliounsunterrecht méi gëtt. Et kann een derfir sinn, et kann een dergéint sinn, mee, ech mengen, Fakt ass, dass de Reliounsunterrecht trotzdem vill derzou bäigedroen huet, fir Traditionen weiderzeginn un d'Kanner. Dat mussen elo haut déi aner Fächer an der Schoul iwwerhuelen, woubäi mer net kloer ass, ob dat och ëmmer esou gutt funktionéiert.

E puer Beispiller, déi ech a menger Erfahrung als Proff am Lycée selwer erlieft hunn:

Ech hu meng Schüler gefrot: Wat ass den Hämmlsmarsch? An der Reegel hat ech ee bis zwee Kanner am Lycée, déi woussten, wat dat wier.

Ech hunn d'Kanner gefrot, wien den Hellege Willibrord géif kennen. Dat waren an der Reegel 0 % – dobäi ass dat eng ganz wicteg Perséinlechkeet op dësem Dag an och fir eist Land.

Lëtzebuergesch Volleklidder, dat hunn déi meeschte Schüler net kennt. D'Nationalhymn: d'Hallschent net méi.

An dat ass wierklech schonn e bëssen dramatesch – net nëmmen de Manktem un der Lëtzebuenger Kultur, mee och un der europäescher Kultur an der Kultur iwwerhaapt. Ech mengen, dass een allgemeng misst derfir surgen, eng Kulturoffensiv an eiser Schoul ze starten, ...

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | ... well dat ass wicteg, a mir wëllen net eng Gesellschaft kréie vu kulturellen Alphabeten.

Geschicht a Kultur si – leider – net méi esou in. An all deenen Tester, wéi zum Beispill dem Pisa-Test an och soss, gëtt jo och keng Culture générale gefrot, mee just nach Kompetenzen. Dat ass schued, dat ass e Risefeeler!

Et kritt een heiansdo och d'Gefill, wéi wa sech verschidde Leit quasi fir eng lëtzebuergesch Kultur géife schummen oder se verstoppe wëilten. Och dat ass schued. Mir hunn eng räichhalteg Kultur a mir mussen eis Kultur, déi mer liewen, déi mer am Häerz droen, déi mir weidergi krute vu Generatioun zu Generatioun, héichhalen a se weisen. Also d'Dier, fir se ze gesinn an drun deelzehuelen, opmaachen, esou wäit et geet. Well et verbënnt, et schaaft Gemeinsamkeiten, et schaaft Zesummenhalt, et ass flott an et gëtt Halt. An, jo, well dann erméigleche mir och Integratioun. Well Integratioun ass jo och just da méiglech, wann déi Nei wëssen, a wat se sech sollen integréieren.

Ma da kommt, mir stelle se an d'Vitrinn, eis Kultur, eis räichhalteg Geschicht: Lëtzebuerg iwwer 1.000 Joer al, Techternach, Sprangpressessioun, eis Konscht, eis Traditionen, eis Literatur, eis Lidder, Architektur, eis Sprooch natierlech, wéi mer se haut kennen, déi zënter – laut dem Alain Atten – 600 Joer hei geschwat gëtt.

Iwwer eis Sprooch gëtt et nach vill ze soen, mee ech mengen, dofir hunn ech awer elo leider d'Zäit net. Mee och si ass natierlech en extreem bedeitende Bestanddeel vun eiser erhaltenswäerter Kultur, an dat an alle Beräicher. Si ass et, déi eis mat eiser Kultur jo och eenzegartege mécht. An et ass dach grad dat Eenzegartege, wat et ze erhalen an ze ënnerstëtze géllt, well et eis esou eemoleg mécht. An dat ze erhalen an ze weisen, erméiglecht eeben och Integratioun.

A grad déi Traditionen, déi Lokalgeschichten déi vun de fräiwëllegen Acteuren um Terrain verbreet ginn, vun de Musekveräiner, vun de Chorallen a soss Kulturveräiner ... Leider kämpfen der vill vun hinnen em d'Iwwerliewen a riskéieren, ze fusionéieren oder carrement ze verschwannen, wéi dat schonn op enger ganzer Partie Plazen de Fall ass. Ma grad si missten nach vill méi valoriséiert an ënnerstëtzt ginn. An do wëlle mer drop hiweisen, dass dat ganz wicteg ass: eis lokal Veräiner, déi sech nach fir d'Kultur asetzen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An ech wëll haut dann hei och eppes Konkreetes virschloen an enger Motioun fir en Deel vun eiser Kultur, eppes Flottes, wat wierklech hëlleft, eis Kultur ze ënnerhalen: An dat ass eng Motioun, fir eis traditionell Lidder zougängelech ze maachen. Et ass mer opgefäll: Mir hunn Dausende vu lëtzebuergesche Lidder; e puer Honnert vläicht, déi wierklech relevant sinn. An et ass ganz schwéier, déi ze fannen. Verschiddener fënnt een op YouTube oder esou, anerer net.

Do wier et eeben interessant, wann et vum Ministère eng Initiativ géif ginn, fir eng Plattform ze installéieren, wou een déi Lidder géif ophuelen a wou een déi da kéint, bei Interessi, nolauschteren, an esou eeben dann e weidere Wäert ginn, eng Wäertschätzung ginn eisem Lidder-Repertoire, eisen Traditiounen, an och dee Moment eiser Literatur. Dat wier eng flott Saach. Ech deposedieren déi hei.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Wannechgelift.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– Lëtzebuerg iwwer eng grouss Zuel vun traditionelle Lidder verfüügt, déi säit Generatiounen zum Patrimoine vun eisem Land gehéieren an déi souwuel fir d'Musekgeschicht wéi och fir d'Literaturgeschicht vun eisem Land vun eminenter Bedeutung sinn;

– et schued wier, wann dës Lidder géifen aus dem kollektive Gedächtnes verschwannen;

– et zurzäit keng digital Plattform gëtt, wou all eis traditionell Lidder repertoriéiert sinn an duerch déi jiddereen zu jidder Zäit d'Méiglechkeet huet, dës Lidder ze lauschteren,

fuerdert d'Regierung op,

– eng digital Plattform ze installéieren, op där all déi bekannt traditionell Lëtzebuurger Lidder repertoriéiert sinn, eng Plattform, déi kontinuierlech erweidert gëtt an duerch déi d'Béivelkerung vum Land, awer och all aner Mënschen, déi un eisem traditionelle Lidderrepertoire interesséiert sinn, Zougëtt op dës Lidder hunn.

(s.) Fred Keup.

Zum Schluss: Lëtzebuerg huet eng räichhalteg Kultur a mir sollten déi mat guddem Gewëssen a mat voller Energie férdere. Domat férdere mir och zesummenhalt, mir férdere Gemeinsamkeiten, mir maache Freed a mir ginn Halt. Mir férdere dat Zwëschemenschlecht, mir féieren zesummen: Jonker an Aler, Lëtzebuurger an Auslänner. Well grad si sinn och dacks on eiser Kultur interesséiert.

Déi aner Kulturen, déi iwwerliewe schon. Doriwwer brauche mer eis keng Gedanken ze maachen; do këmmere sech anerer drëm. Eis Kultur ka just iwwerliewen, wa mir dat wëllen a wa mir dat assuréieren a wa mir eis Kultur héichhalen! Dat mécht keen anere fir eis.

A kuckt net d'Momentopnam – kuckt d'Evolution! Stellt Iech d'Fro: Gëtt et dat alles nach an 20, 30 oder 40 Joer? Gëtt et a 40 Joer nach en Hämmlsmarsch? Deen et elo schon op verschiddene Plazen net méi gëtt. Gëtt et nach e Buergbrennen? Wat et elo schon op verschiddene Plazen net méi gëtt. Gëtt et nach e Klibberen? Wat et elo schon op ville Plazen net méi gëtt. Dat ass déi kruzial Fro! A wéi kréie mer dat esou laang wéi méiglech nach erhalen? Well et ass wichteg.

Mir kënnen eis also net op de Kannapee setzen a soen: „Et ass alles gutt.“ Well da beléie mer eis selwer. Mir musse proaktiv agéieren. An hutt kee schlecht Gewëssen! Déi aner Natiounen maachen dat och. Et ass dat Normalst vun der Welt. Sidd houfreg op eis lëtzebuergesch Kultur a maacht mat! A probéiert d'Leit ze motivéieren matzemaachen! Zielt hinne vun eiser Kultur a weist hinnen eis Kultur! Dat kënn eis alleguer zegutt.

Ophale wëll ech mat engem Zitat: „Eng Natioun besteet duerch d'Kultur a fir d'Kultur.“ Dat ass vum Poopst Jean-Paul dem II. 1980 bei der Unesco.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Keup. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vill Nimm si scho gefall haut: d'Schueberfouer, d'Sprangpressessioun, d'Eemaischen, d'Oktav an den Niklosdag. Dat sinn also Elementer vun immaterielle Kulturierwen, déi warscheinlech deene meeschten Awunner hei am Land e Begrëff sinn.

Den Inventaire vun immaterielle Patrimoine hält hei awer net op. Och eng ganz Rei Aktivitéiten, déi vill Leit kennen – och wa se da vläicht net offiziell wëssen, datt se zum Patrimoine gehéieren –, sinn hei ze fannen. An den André Bauler, deem ech Merci soe fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun, huet der och schon e puer genannt: d'Konscht vum Baue vun Dréchemauern, d'Hiewannekonscht oder d'Wanderschëfferei. Alles Saachen, wou een op den éischte Bléck net onbedéngt weess, datt dat en immateriell Kulturierwen ass, an awer spillt et eng wichteg Roll an eise Bräich, an eisen Traditiounen.

An da gëtt et awer nieft deene manne bekannten Traditiounen och nach manne bekannt Traditiounen – muss ee bal soen –, nämlech déi Traditiounen, déi schonns net méi vill Leit kennen, a wann, da virun allem nach d'Lëtzebuurgerinnen an d'Lëtzebuurger. Ech denken do un d'Haupeschbléiser, un d'Fléizen an d'Haus- an d'Flouernimm. Ech mengen, den André Bauler hat virun drun dovunner geschwat.

Haus- a Flouernimm, dat ass eppes ..., wann ee säi Liewe laang an där nammlecher Gemeng gewunnt huet, an där nammlecher Gemeng wunnt, da kennt ee se à la limite nach. Wann een dann awer, wéi hautdesdaags déi meesch, e puermol plënnert a sengem Liewen, well dat sech eeben och um Wunnensmaart quasi esou ergëtt, da geet dat e bëssen ëmmer méi verluer.

Et muss ee just duerch d'Stad Lëtzebuerg goe fir ze gesinn, datt déi al Stroossennimm zwar héichgehale gi vun der Gemeng, awer net onbedéngt nach bei de Leit am Kapp sinn. Also „um Gruelf“ kennen zwar d'Stater, mee wann een awer iergendee géif froen, deen do schafft, dee géif warscheinlech soen: „Dat ass d'Rue du Fossé.“ Do ass d'Iwwersetzung alt nach ganz no. Et gëtt awer nach aner Stroossen, do ass dat vill méi wäit ewech. Also, och déi Lëtzebuergesch Nimm vu Lokalitéiten, vun Haiser, vu Fléier, mengen ech, ginn ëmmer méi vergiess.

An dann d'Lëtzebuurger Volleksdanz. Ech sinn éierlech: Ech selwer hätt meng Problemer, fir elo e lëtzebuergesch Volleksdanz opzeféieren. Mee vläicht géif sech hei an der Chamber jo nach deen een oder anere fannen, deen dat an Erinnerung géif ruffen.

An dann d'Banne vu Krautwësch zu Léiffrawëschdag – och do muss ech zouginn: Dat ass mer zwar nach e Begrëff, awer selwer dorunner bedeelegt war ech ni.

An aleng schonns dofir, fir dat alles hei an der Chamber nach eng Kéier an Erinnerung ze ruffen, wollt ech awer dem André Bauler e grouse Merci soen. Well esou konnt ech mech während der Preparatioun op dësen Debat dann awer nach eng Kéier eduquéieren, mech eraliesen a mer déi ganz Froen nach eng Kéier virun Ae féieren.

Dat bréngt mech dann och direkt zu der Fro, wéi een aner Leit mam Thema vum Patrimoine immatériel am beschten erreeche kann, fir dass och si méi iwwert d'lëtzebuergesch Traditiounen gewuer ginn.

D' Websäit vun immaterielle Kulturierwen zu Lëtzebuerg, den iki.lu, gouf e puermol ernimmt an ass sécher eng gutt Informatiounsquell. Mee leider muss een dann awer och soen, datt sech op dës Säit wuel

just déi Leit veriren, déi ganz bewosst eng Recherche iwwert dëst Thema maachen, wéi dann haut all d'Riednerinnen an d'Riedner an dësem Debat. Persounen, déi nach guer net wëssen, datt nieft historeschen oder industrielle Gebaier och immateriell Gidder als Patrimoine geschützt kënnen ginn, ginn aleng mat der Websäit wuel éischter net erreecht.

Méi eng breet Populatioun kéint sécher iwwert d'Ophuele vu verschiddenen Traditiounen an de Schoulprogramm informéiert ginn, woubäi sech dann d'Fro stellt, a wéi engem Fach dës Sujete sollen traitéiert ginn. Sécher kënnen gewëssen Traditiounen zum Beispill an der Geschicht oder am Civiqueskurs behandelt ginn, mee da gi se och als dat wouergeholl: als Deel vun der Geschicht an net als lieweg Traditioun.

Insgesamt dierf een nämlech net vergiessen, datt et ganz schwéier ass, Traditiounen a Bräich iwwer Bildung oder staatlech Förderprogrammer um Liewen ze halen. Eigentlech mussen Traditiounen aus der Gesellschaft eraus um Liewe gehale ginn, well just esoulaang, wéi et Mënsche gëtt, déi eppes mat dëse Bräich verbannen, si se och nach lieweg. Anescht kann een zwar aus historeschem Interessi verschidde Bräich ëmmer nees widerhuelen, mee wa se fir d'Mënschen näischt méi ausdrécken, verléiere se awer e wichteg Stéck vun hirer Bedeitung.

Aus deem Grond kéint et eventuell méi interessant sinn, verschidde Aktivitéiten, Bräich an Traditiounen, déi amgaange sinn, verluer ze goen, nees méi op Gemengniveau duerchzeféieren an och do ze zelebréieren. Och do gouf jo e Beispill aus dem Süde genannt mam Bärbelendag. Ech kommen net aus dem Süden, ech hu mer awer vu mengem Kodeputéierten, dem Marc Goergen, soe gelooss, datt dat bei hinnen nach grouss zelebréiert géif ginn; eppes, wat sécherlech och immens wäertvoll ass a genau dohinner gehéiert an net an d'Schoulbicher oder op d'Uni.

M. André Bauler (DP), interpellateur | Och zu Uewermaartel, Här Clement!

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, och Uewermaartel, Här Bauler, ass net mäi Gebuertsuert, wéi Dir wësst. Dat heescht, dat deenen Traditiounen, sou schéi wéi se och sinn, huet meng Fra méi ze di wéi ech selwer.

Natierlech muss dat eent dat anert net ausschléissen, mee et ass dach awer eppes aneres, ob een aus engem Buch léiert, datt iergendwellech Virfaren, zu deenen een net onbedéngt eng Bindung huet, iergendwann eemol eppes gemaach hunn, oder ob ee selwer en angeneeme Mëtteg zum Beispill mat Frënn a Famili op der Gemengeplaz verbréngt, wou een d'Traditioun selwer erliewe kann.

Déi perséinlech Erfarunge spille jo sécher eng Roll derbäi, firwat d'Sprangpressessioun, d'Oktav an natierlech d'Schueberfouer nach méi Leit e Begrëff si wéi d'Krautwësch vu Léiffrawëschdag.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Wien erënnert sech net drun, als Kand op den Oktavmäertchen oder op d'Fouer gaangen ze sinn, fir als Éischt warscheinlech eng Int ze fëschen an dobäi iergend e Plastikkrëppeng aus China ze gewinnen, deen engem dann natierlech als Kand immens gutt gefall huet, während een duerno, spéider dann, op d'Fouer op d'Knuppautoe gaangen ass an dann nach e bësse méi spët mat de Frëndinnen a Frënn op d'Fouer gaangen ass, fir vläicht deen een oder aneren Thüringer ze iessen a gläichzäiteg vläicht och deen een oder deen anere Patt ze drénken?

Ech verbanne mat der Fouer zum Beispill den traditionelle Fësch mat de Grousselteren. An ech mengen, dat ass et: Mir mussen déi Traditiounen mat Perséinlech fëllen, wa mer wëllen, datt se erhale ginn.

Wat eng Traditioun nämlech méi enk mat der Gesellschaft verbonnen ass a sech esou iwwert d'Zäit och mat hir wandelt, wat se och méi bestänneg an der Kultur bleift.

Mir hunn alleguerten erlieft, wéi d'Pandemie eng ganz Rei Fester an Traditionen temporär annulléiert oder zumindest verännert huet. Mee déi Traditionen, déi de Leit wichteg sinn, déi, mat deene sech schéin Erënnerungen oder besonnesch Momenter verbannen, waren doduerch trotzdeem net a Gefor. Keen huet Bedenken, dass d'Leit iergendwann an noer Zukunft kéinten ophalen, Chrëschttag mat der ganzer Famill ze feieren, just well dat während der Pandemie net méiglech war, an dee Brauch elo a Vergessenheet kéint geroden.

Wa mir also haut dovun schwätzen, wéi een Afloss d'Pandemie op eisen immaterielle Patrimoine huet, da muss ee sech bewusst sinn, dass déi Traditionen, déi vun der Pandemie tatsächlech getraff kënne ginn, och déi sinn, déi schonn viru Covid net méi richtig bei de Leit am Kapp oder an hirer Liewenswelt verankert waren. Hei gëtt et da just nach zwou Méiglechkeeten: Entweder et gëtt ee Wee fonnt, d'Traditioun nees méi lieweg ze gestalten, zum Beispill duerch en neit Oplieweloosse vun de Bräich an de Gemengen, wéi ech proposéiert hunn, oder, falls dat net klappt, well d'Leit einfach keng Verbindung méi fannen an et just kënschtlech wierkt, et konservéiert een de Brauch als Deel vun der Geschicht, deen et wichteg ass weiderzeerzielen, mee deen awer net méi gelieft gëtt.

Schliisslech kann een och net einfach all Brauch duerch politesche Wëllen an Liewen halen, geneesou wéi een net einfach nei Bräich politesch erzwingen kann. Traditione brauche Mënschen, déi eppes mat hinne verbannen an dat kann d'Politik net erzwingen. D'Politik ka probéieren, esou gutt et geet de Kader ze setzen, mee schlussendlech ass et d'Gesellschaft, déi hir Bräich wielt, an net d'Chamber oder d'Regierung.

Datt dat esou ass, gesi mer aktuell jo och um Beispill vun Europadag, engem a mengen Ae schéinen a wichtige Feierdag, deem et aktuell awer och kuerz no senger politescher Asetzung nach u Liewe feelt, well d'Gesellschaft en nach mat Bedeitung fir sech selwer muss fëllen. Ob a wéi dat wäert geschéien, kënne mer als Politiker net viraussoen. Mir kënnen de Kader setzen, mee ob d'Leit an deem Dag just en Dag gesinn, op deem se net musse schaffen, oder awer en Dag, un deem si de Wäert vun Europa a vläicht souguer e Gefill vun Unitéit an der EU verspieren, kënne mir net decidéieren.

An esou ass et och beim Versuch, de Patrimoine immatériel um Liewen ze halen oder souguer en nees nei ze beliewen. D'Politik kann de Kader setzen, mee um Enn bréngt et awer och näischt, un der Authentizitéit vun engem Brauch festzehalen, wann d'Leit einfach keen Zougang méi dozou hunn.

Eist ganz Land sollt um Patrimoine immatériel kënnen deelhuelen an dat ouni onnéideg Sproochbarriären. Dofir si mir an enger multikultureller Gesellschaft och verpflichtet, eis Traditionen esou ze kommunizéieren, dass jiddweree se verstet. A vläicht kënt duerch den Interessi um immaterielle Patrimoine dann och en Interessi un eiser Sprooch – en Interêt, deen ni kann opkommen, wa vun Ufank un eng Sproochbarriär gëllt. Dat heescht, och Haus- a Fluornimm, wat zwar den Erhalt vun der Lëtzebuerg Sprooch sécherlech begënscht, mussen esou encadréiert sinn, dass se fir jiddweree zugänglech sinn.

Eis Traditione sollten Traditione vu ganz Lëtzebuerg ginn an net just vun de Lëtzebuerggerinnen an de Lëtzebuergger. Dat wär zumindest mäin Zil.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Kulturministeresch Sam Tanson.

Prises de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, schéine gudde Mëtteg, merci villmools, Här Bauler, dass Der dat op den Agenda gesat hutt. An natierlech ass grad haut – ech ënnersträichen dat och wéi vill vu menge Virriedner – e gudden Dag, fir iwwer eisen immaterielle Patrimoine ze schwätzen.

Dir hutt scho ganz vill gesot. Dir hutt schon alles beschriwwen, wat mer op eise verschiddene Lëschten hunn. Dat erlaabt mir op alle Fall, relativ kuerz ze sinn a vläicht just nach eng Kéier op déi puer wichtegst Punkten anzegoen.

Dir hutt och gutt beschriwwen: Wat ass den immaterielle Patrimoine? Dat sinn Traditionen, et si Bräich, et ass en Handwerk, et ass e Fest, et kann och eng Konscht sinn, déi eis erhale bliwwen ass.

An aneschtens wéi de gebaute Patrimoine handelt et sech beim immateriellen Ierwen ëm eppes, wat nach leeft, eppes, wat sech och weiderentwéckelt, wat net onbedéngt genausou ass wéi dee Moment, wou et ugefaangen huet ze existéieren, mee virun allem eppes, wat opbaut op eng ganz Communautéit, déi dee Patrimoine um Liewen erhält. An dat ass eppes, wat eigentlech dee Patrimoine ausmécht. Mir mussen eis op déi Communautéite baséieren. Dat sinn och déi generell Prinzipien, déi dat esou virgesinn, fir dee Patrimoine weider um Liewen ze erhalten.

Et ass also esou, dass mir als Staat, als Ministère dat just begleeden an net dirigéieren, mee eebe probéieren, sou gutt et geet, d'Moyenen zur Verfügung ze stellen, och verschidden Demandé matzuebegleeden, och ze kucken, wou eng Hëllefstellung muss oder ka gelescht ginn. Mee et ass awer net esou, dass mir dirigistesch do virginn oder kënne virgoen – loin de là!

Ech gi vläicht d'Beispill vun der Iechternacher Sprangpressessioun, wou ech, wéi Verschiddener vun Iech, déi grouss Freed hat, de Moie matzemaachen. Ech war e bësse perplex iwwert d'Ausso vun Här Mischo. Ech hunn dat esou verstanen, wéi wann dat just fir CSV-Membere wär. Ech mengen net, dass dat de Fall ass, zemools net fir e Patrimoine, deen et wierklech bis op d'Unesco-Lëscht gepackt huet. Mee bon, soit, dat ass dann eng aner Diskussioun.

Mee um Beispill vun der Sprangpressessioun kann ee vläicht och gutt weisen – well dat, fannen ech, ganz parlant ass –, wat déi Begleedung um immateriellen Ierwen net ass. Wann elo zum Beispill – wat, wann ee gesinn huet, wéi aktiv déi ganz Iechternacher Communautéit do ronderëm ass, onwarscheinlech ass – enges Daags kee méi do wéilt matspringen, da kéint de Staat net higoen an zum Beispill Fonctionnaire beuerderen a soen: „Dir gitt elo op Iechternach sprangen!“

Esou kann et eebe grad net fonctionéieren. Et ass wierklech esou, dass et muss vun der Communautéit kommen an dass eeben déi Communautéit, déi déi Tradition um Liewen hält, dat och weidergëtt. Zum Beispill zu Iechternach leeft dat jo iwwer ganz flott Moyenen. Ech hunn nach de Moie vun den Iechternacher/innen erkläert kritt, dass dann hir Schoulpause verlängert gi sinn, fir dass se kéinten deen traditionelle Schrëtt üben, wat se alleguerten a gudder Memoire behalen hunn a wat natierlech och mécht, dass eng ganz Schoulcommunautéit dohannerstécht,

dass eng ganz Gemeinschaft dohannerstécht. An de Claude Meisch wäert herno bestëmmt nach am Detail erklären, wat mer nach alles maachen, fir de Patrimoine och do um Liewen ze erhalten.

Mir hunn zwou verschidden Zorte vun Inventairen, wann Der sou wëllt: natierlech deen iwwergeuerdeten, internationalen, d'Unesco-Lëscht, an dann hu mer deen nationalen Inventaire. A bei deenen zwee ass eigentlech de Prinzip dee selwechten: Et geet, wéi gesot, drëm, dass eng Communautéit déi Tradition muss liewen, fir dass mer se och erhalten, an dann eeben déi ganz Prozedur mat begleeden. De Staat ass hei absolutt am Service vun där Communautéit an dorop limitéiert sech dann och d'Roll.

Zum Institutionellen: De Patrimoine immatériel ass zënter dësem Joer dann och am Kulturministère ugesidelt. Duerch dat neit Denkmalschutzgesetz hu mer elo och e legale Kader. Et gëtt och en eegene Budgetartikel vun 105.000 Euro, déi ganz spezifesch dem Patrimoine immatériel dediéiert sinn.

Den Här Bauler huet gemengt, ech wär dergéint, en Institut ze schafen. Sou formell hunn ech dat och an der Kommissioun am Kontext vun Denkmalschutz net gesot. Ech hu just erkläert, dass et vu déi aktuell Envergure, mat enger Persoun, déi der Saach dediéiert ass – natierlech entouréiert vun de Mataarbechter aus dem Kulturministère, zum Beispill wat den Internetsite ubelaangt a sou weider –, vläicht e bëssen iwwerdriwwer wär, direkt eng eegen Administratioun ze schafen, wat déi Institut-culturelle jo eigentlech sinn.

2018 gouf en Appel public lancéiert, fir eeben deen nationalen Inventaire ze maachen, ze etofféieren. Do sinn eng ganz Rëtsch Communautéiten, déi sech gemellt hunn, mat deene mer och an enkem Echange sinn iwwert d'Persoun vun Patrick Dondelinger, deen eis jo hei ganz gutt nolauschert, wat mer alleguerte soen, an deen och verschidde Propose mécht, fir eng Hëllefstellung unzebidden, jee no deem Sujet, wou da grad de Besoin existéiert.

Et ass och wichteg, dass mer Hëllefstellungen ubidden. Zum Beispill, wann ech elo d'Haupeschblëiser kucken, hunn ech mer soe gelooss, do wär och wéi op ville Plazen vläicht de Problem, fir d'Successioun bei deene Jonken ze fannen. Och do kënne mer dann mat der UGDA zesumme kucken, wéi een dat ka besser fërderen, fir dass méi Jonker Loscht hunn, do matzemaachen.

Mir schaffen en den interne Prozeduren am Kader vun deem neie Patrimoinengesetz. Do ass jo elo eng nei Kommissioun agesat ginn, d'COPEC – wéi mer se mat hiren Ofkierzungen nennen –, déi derfir zoustänneg ass, fir déi eenzel Demanden och ze analyséieren. An dann och ganz wichteg: Mir digitaliséieren och d'Prozeduren, fir déi Demanden ze maachen, sou wéi dat och bei deenen anere Patrimoinen de Fall ass. An déi kënt dann op myguichet.lu.

Et war d'Fro opkomm no enger Ulafstell. Am Moment hu mer eng digital Ulafstell mat iki.lu, wat vläicht ganz gutt bei de Patrimoine immatériel passt. An doriwwer eraus ass eeben de Kontakt mat de Communautéiten do. Mir hate jo och déi Owenter organisiert, wou mer d'Denkmalschutzgesetz en tant que tel virgestallt hunn, wou och ëmmer ganz vill Froe koumen zum Volet immatériel, wou ee wierklech gesäit, dass et eppes ass, wat ville Leit extrem wichteg ass a wou se och wëllen dru matschaffen, fir dësen ze erhalten. Dann ass et nach esou, dass mer natierlech och mam SCRIPT zesummeschaffen, fir eeben dee Volet nach besser ze vernetzen.

An dat Ganzt u sech, fir zwee Objektivier ze erfëllen, well de Patrimoine immatériel huet zwee Objektivier:

Dat eent ass dat vun der sozialer Kohäsion. Dat ass ganz gutt beschriwwen ginn. Dat sinn eeben déi Momenter, wou an engem Duerf, an enger Gemeng d'Leit zesummekommen, fir eng Aktivitéit, e Fest, och en Handwierk, eppes zesummen ze maachen, wat esou weidertgeet a wou dann eist Zougehörigkeetsgefühl eeben doduerch accentuéiert gëtt.

Dat anert ass dat vun der nohalteger Entwécklung. Wann ee kuckt: Déi Saachen, déi an der Lescht op d'Lescht koumen, déi Traditionen a Bräich déi an der Lescht op den nationalen Inventaire koumen, déi ginn och ganz vill an déi Richtung, wéi zum Beispill d'Drémmaueren. Dat ass jo och elo an der Diskussion, wou och eng ganz schéin a flott al Tradition mat eriwergaangen ass.

Vläicht nach just ee Wuert, wann ech schonn hei uewe stinn, zu der Motioun vun der ADR. Aus mengem Point de vue, vu och d'Beschreibung, déi ech dovu gemaach hunn, wéi mer de Patrimoine immatériel handhaben, geet et ëmmer dréms, dass eng Communautéit dohannerstécht an eng Communautéit de Porteur ass a mir am Fong dat Ganz just begleeden. De Ministère ass net d'Communautéit an de Ministère ass och net deen, deen d'Traditioun um Liewen erhält oder deen d'Traditioun selwer mécht, wéi dat beim Beispill vun der Sprangpressessioun vu virduun da Fall ass. Duerfir gesinn ech elo an deem Kontext och schlecht, wéi dann de Ministère géif déi dote Roll iwwerhuelen.

Natierlech si mer ëmmer bereet, sief et am Kontext vum Patrimoine immatériel, sief et an anere Kontexter, fir och esou Projeten ze ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Kulturministesch Sam Tanson. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci och un den André Bauler, dass hien eis de Mëtteg an déi Thematik agefouert huet an och d'Initiativ geholl huet, fir eng Debatt hei ze féieren iwwer de Patrimoine immatériel.

Patrimoine immatériel hu mer eigentlech geierft, well villes kënn vu fréier. An et ass eis Obligatioun zum Deel, fir et och weiderzeginn. Ech denken och, et weiderzeginn un eng jonk Generatioun an dat natierlech och bei ville Jugend- a Kanneraktivitéiten an der Schoul, op der Universitéit, well grad e jonke Mënschbrauch seng Wuerzelen. E muss wëssen, a wat fir eng Welt en erawisst. Wann en dat ignoréiert, da wäert en och ni richteg kënnen entwéckelen, fir an eng nei Welt kënnen ze starten. Dat eent geet eigentlech net ouni dat anert. Duerfir muss dee jonke Mënsch, denken ech, och kënnen d'Welt vun haut an och d'Welt, wéi mer se geierft hunn, wéi se sech entwéckelt huet, verstoen a begräifen.

An do hunn d'Beräicher vun der Bildung an d'Beräicher vun der Fuerschung natierlech hir Responsabilitéit. Ëmmer nees, well natierlech ëmmer nees eng nei Generatioun eruwisst, un déi et och géllt, déi Wuerzelen do weiderzeginn, awer och, well mer grad an eise multikulturelle Kontext hei zu Lëtzebuerg mat där grousser Diversitéit an eiser Populatioun eng Verantwortung hu fir deene Kanner, déi net hei opgewuess sinn, respektiv deenen hir Eltere virun allem net hei opgewuess sinn, déi awer hei sinn an hei wäerten hiert Liewe maachen, eis Traditionen, eis Gebräich awer och d'Erklärungen, firwat mer als Land esou sinn, wéi mer sinn, a wéi mer eis esou entwéckelt hunn, wéi mer eis eeben entwéckelt hunn, kënnen matzeginn, well et och fir si wichteg ass.

Well wann een net weess, wou een ukomm ass, kann ee sech do eigentlech ni richteg doheem an als en Deel vun enger Communautéit spieren.

D'Fuerschung, denken ech, ass gradesou wichteg. Et geet ëm Dokumentatioun. Et geet ëm d'Erfuerschung. Et ass och net nëmme wichteg, fir et der Nowelt ze erhalen, mee awer och fir falsch Interpretatiounen ze evitéieren an och eventuelle Mëssbrauch ze verhënnere, well och déi Gefor sécherlech eng reell ass.

Et ass, mengen ech, vu jidderengem de Mëtteg gesot ginn, dass et e glécklechen Zoufall oder dach awer Fügung war, dass déi Debatt haut op deem Dag stattfënt, wou dann traditionell d'Iechternacher Sprangpressessioun och stattfënt. Et hätt ee gradesou gutt kënnen soen ... Et ass gradesou e glécklechen Zoufall, dass mer grad des Woch an eise Schoulen déi Aktiounswoch „Lëtzebuerg (er)liewen“ – also Lëtzebuerg erliewen, Lëtzebuerg liewen – och gestart hunn, wat sech sécherlech net muss op d'Period tëschent dem 7. an dem 10. Juni limitéieren, well déi Initiativen, déi mer geholl hunn, och dokumentéiert sinn, wou och Unterrechtmaterialien zur Verfügung gestallt ginn op dem Internetsite letzebuergliewen.lu, awer och op kulturgeschicht.lu, wou all Enseignant sech kann drun inspiréieren, vum Fondamental bis erop an de Secondaire, fir villes ronderëm eis Geschicht, eis Traditionen, eis Kulturgeschicht kënnen an de Schoulen ze thematiséieren.

A grad esou ass et e ganz passenden Zoufall, dass mer och haut den Owend déi nächst Serie vun de Sproocheronne ronderëm eis Lëtzebuerg Sprooch starten. Dat um Belval an der Maison Terres Rouges, den Owend um 19.00 Auer, wou et eis wichteg ass, d'Diskussioun ronderëm d'Lëtzebuerg Sprooch mat de Leit ze féieren, déi sech wëlle fir d'Sprooch engagéieren, déi awer och vläicht Suergen hunn, Angscht hunn, Iddien hunn, wat mer alles kënnen maachen, fir dass eis Sprooch weiderlief a weidergedroe gëtt, ëmmer nees un eng nei Generatioun. Et ass also e breede Consultatiounsprozess ronderëm d'Lëtzebuerg Sprooch an et ass och d'Basis oder een Element op jidde Fall, dass wichteg ass an der Erstellung vum Zwanzegjoresplang vun der Promotioun vun der Lëtzebuerg Sprooch.

A jo, et ass vun deem engen oder aneren hei gesot ginn, e wichteg Element vun eise Patrimoine immatériel ass natierlech eis Sprooch, virun allem, well mer se all Dag gebrauchen, all Dag liewen, well se en Deel vun eiser Gesellschaft ass a well mer scho mussen Efforte maachen, fir se un eng nächst Generatioun weiderzeginn.

An Efforten hu mer jo do gemaach, och um strukturelle Plang an der leschter Legislaturperiod, wat och e Resultat war vun deene Sproocheronnen, déi mer viru fënnf Joer haten. An do si mer zur Konkusioun komm, dass mer Instrumenter an och Ressourcen brauchen, fir wierklech méi systematesch d'Promotioun vun der Lëtzebuerg Sprooch kënnen ze maachen. Den Zenter fir d'Lëtzebuerg Sprooch ass geschaf ginn. D'Fonction vum Kommissär fir d'Lëtzebuerg Sprooch ass geschaf ginn, deen als Missioun huet, transversal op dem ganze Regierungsniveau ze kucken, d'Koordinatioun ze maachen tëscht ganz villen Initiativen, déi do lafen. De Mëtten hu mer zwee Ministèreen hei present an der Debatt. Mee wann et ëm d'Sproocheförderung geet, mengen ech, ass all Ministère iergendwéi och mat concernéiert an huet awer och d'Missioun, fir en nächsten Zwanzegjoresplang fir och d'Förderung vun der Lëtzebuerg Sprooch kënnen auszeschaffen an dann d'Implementatioun dovunner ze assuréieren.

Ech wëll och do nach eng Kéier ënnersträichen, dass et richteg war a wichteg war, och zousätzlech

Ressourcen ze mobiliséieren an zousätzlech Strukturen ze schafe fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerg Sprooch, ouni déi mer sécherlech dat eent oder dat anert net erreecht hätten. Esou schafft zum Beispill momentan den Zenter fir d'Lëtzebuerg Sprooch un engem digitale Sproocherkennungsprogramm op Lëtzebuergesch, dee mer kënnen duerno asetzen, fir och der Lëtzebuerg Sprooch iwwerhaapt hir Plaz an virtuelle Raum kënnen ze ginn, fir do net ze riskéieren, dass d'Lëtzebuerg Sprooch do ofgehaange gëtt, well Applikatiounen wéi aner Sproocherkennungsprogramme eigentlech net kënnen op Lëtzebuergesch méi fonctionéieren an domadder déi virtuell Welt eng Welt ouni d'Lëtzebuerg Sprooch gewiescht wär. Dat wär net gaangen ouni den Zenter fir d'Lëtzebuerg Sprooch. Dat wär net gaangen, wa mer eis net déi Moyenen an déi Ambitiounen zesumme ginn hätten.

An natierlech ass et kloer, dass mer och an der Schoul mussen kucken, wat mer maachen, wat mer nach mussen aneschtens maachen, wéi vläicht an de Generatiounen virduun, well mer virun allem haut eng Situatioun an der Schoul hunn, wou jo ganz vill Kanner an d'Schoul ginn, deenen hir Elteren net hei opgewuess sinn, net mat eise Patrimoine immatériel, mat eisen Traditionen a Kontakt komm sinn an déi selwer net esou kënnen weiderverméttelen. Do huet d'Schoul eng aner Responsabilitéit. Ech gesi virun allem zwee Schoulfächer do. Dat eent ass e Lëtzebuergesch Fach als Fach an dat anert ass awer och d'Fach Vie et société, well et do ëm d'Gesellschaft geet an eis Manéier, wéi mer zesumme liewen. Dozou gehéiert eeben och d'Gesellschaft beschreiwen a weiderginn, wéi se haut ass, mat eisen Traditionen an eise Bräich.

Ech si frou, dass mer bei der leschter Rentrée en neit Schoulfach konten op der Quatrième am Enseignement secondaire général an am Classique ronderëm d'Lëtzebuerg Sprooch lancéieren, awer net nëmme d'Sprooch, och d'Kultur, och eis Traditionen, och eis Literatur, fir och do sécherstellen, dass mer méiglechst breede Kategorië vu Schüler den Zougang zu eiser Kultur, zu eiser Sprooch, zu eiser Literatur an och zu eisen Traditionen ginn.

Mir hunn och ëmmer nees neit didaktescht Material entwéckelt, wat mer souwuel an de Secondaire wéi awer och an de Fondamental ginn. Woubäi ech déi Projeten ëmmer ganz besonnesch ënnerstëtzen, wou mer eigentlech net de Patrimoine immatériel oder och matériel national wëlle weiderginn, mee och de lokalen, de regionale Patrimoine soll do, differenziéiert natierlech no Regioun, thematiséiert ginn, fir dass och do, jee no deem, wou een opwiisst, een déi spezifesch Gebräicher eeben och do ganz besonnesch kenneléiert an do d'Geschicht ganz besonnesch kenneléiert a versteet, firwat déi Stad, déi Regioun, dat Duerf eigentlech esou fonctionéiert, wéi et fonctionéiert.

Vläicht nach ee Wuert zum Schoulfach Vie et société, well et eeben och doréms geet an eng Gesellschaft, déi ee kann als eng hyper divers bezeichnen, an eng Rei vu Bildungsfuerscher maachen dat jo och ëmmer nees, virun allem d'Zesummeliewen ze féieren. An do ass et sécherlech och esou, dass mer net nëmme kënnen vermëttelen, dass de Patrimoine, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, den immaterielle Patrimoine, dass dat just eis al Traditionen sinn, wéi se de Mëtteg eigentlech hei alleguert vu jidderengem ëmmer nees opgeléicht goufen – an ech denken, mir waren alleguerten zimmlech komplett, do gëtt et bal keng méi derbäizefügen –, mee et ass och mëttlerweil eng Tradition, dass mer dat weiderverméttelen, mee dass mer vill Leit, an ëmmer nees Generatiounen hunn, déi bei eis komm sinn an déi hir Geschicht an hir Tradition, heiansdo hir Sprooch an hir Siichtweis op d'Liewen och matbruecht hunn an dass do ëmmer nees eppes Neies draus entstanen ass. An dat, mengen ech, ass haut och e Stéck vun eiser Identitéit. An dat ass och e Stéck Patrimoine

immatériel, deen iwwer Generatiounen erugewuess ass. An déi Kompetenz, déi mer do entwéckelt hunn, déi géllt et, grad esou weiderzeverméttelen.

Vläicht, Här President, een ofschléissend Wuert nach zur Uni.lu, déi sech och hirer Responsabilitéit an dem Domän bewosst ass, net nëmmen d'Universitéit vu Lëtzebuerg ze sinn, mee d'Universitéit fir Lëtzebuerg ze sinn an eeben och ze enseignéieren an ze fuerschen an deem doten Domän, wann et drëms geet ze wëssen, wie mer sinn an dat richteg ze dokumentéieren an och richteg un eng nächst Generatioun kënne weiderzeginn.

Ech si frou, dass den nächsten Hierscht en neie Bachelorprogramm un de Start geet. Dat ass eng Filière vun dem Bachelorprogramm fir europäesch Studien, wou et prioritär ëm d'Lëtzebuerg Sprooch geet, soudatt een net muss waarden, fir eréischt am Masterprogramm kënne Lëtzebuergesch op der Uni.lu ze studéieren, mee dat och no der Première direkt an engem Bachelorprogramm ka maachen, fir duerno an den Enseignement an d'Erwuessebildung oder och an d'akadeemesch Karriär kënne eranzegoen. Well mer brauchen och jonk Leit, déi zum Beispill déi Aarbecht weiderféieren, déi viru 15 Joer op der Uni.lu mam Institut für Luxemburgistik ugaange sinn a mëttlerweil completéiert goufen. An ech si frou, dass d'Lydia Mutsch dat vum C²DH opgeworf huet, déi ganz vill Aarbecht maachen, fir ze dokumentéieren a fir ënner anerem och d'Gebräicher, d'Liewensgewunnechten ze dokumentéieren a fir se domadder zum Deel nach eng Kéier kënne ze verstoen a se zum Deel dokumentéiert ze halen, dass se net aus der Memoire verschwannen an natierlech iwwerhaupt emol d'Chance hunn, vläicht och dat eent oder dat anert un eng nächst Generatioun weider kënne ze ginn.

An aner flott an interessant Initiativen, där gëtt et och op der Uni.lu. Ech denken do zum Beispill un den éischte Lëtzebuerg Musekerlexikon, och do ass e Stéck Patrimoine immatériel vun eise Land erstallt ginn, dokumentéiert ginn, zesummen a kondenséierter Form zesummegefaasst ginn, dee sécherlech och weider Aarbechten, och akadeemesch Aarbechten, dorobber wäert erlaben.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sinn ech frou, dass de Mëtten déi Debatt hei stattfonnt huet, mee sou wéi d'Sam Tanson, mengen ech, gesot huet a vill anerer et gesot hunn, kann a muss d'Politik hiert derzou bäidroen, dass de Patrimoine immatériel erhale bleift, mee et ass finalement nach ëmmer eng Saach, dass all Einzelnen, Biergerinnen a Bierger, all Einzelnen hei am Land sech do och derzou bekennt an et mat weiderdréit, well ouni d'Mënschen am Land wäert et net goen. An duerfir mussen eis Ustrengungen eigentlech de Kontakt zu de Leit sichen. Eigentlech probéieren, d'Leit mat op de Wee ze huelen. An ech gleewen awer och fest dorunner, dass et déi Volontéit och bei ganz villen Awunnerinnen an Awunner hei am Land gétt.

Villmoos merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Parole après ministre fir den Här Georges Mischo.

M. Georges Mischo (CSV) | Jo. Merci, Här President. Ech wollt den Här Minister just eng Klengengkeet froen. Ech hu mech nämlech mat der Buergermeeschtesch vu Suessem ofgeschwat. Mir wëssen allen zwee net, wou d'Maison Terres Rouges um Belval soll sinn.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Am Volleksmond ass dat dat rout Gebai. Dat misst Der fannen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Prezisioun. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kënne dese Punkt awer net definitiv ofschléissen, ouni zum Vott iwwert d'Motioun ze kommen, déi vun der ADR deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach d'Wuert zu deser Motioun ergräifen? D'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo. Merci, Här President. Bon, et gëtt schonn eng sëllege Musekrepertoirë vun de verschidde Veräiner. An ech kann nëmmen der Madamm Kulturministesch Recht ginn, dass et net d'Aufgab vum Ministère ass, fir des zentralistes opzeschaffen an zur Verfügung ze stellen. An ech géif dowéinst da menger Fraktioun uroden, fir des Motioun net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. Da wier et um Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech sinn och net der Meenung, dass et onbedéngt um Staat wär, fir nach eng weider Datesammlung an deem Beräich opzebauen, wann ee weess, dass de Conservatoire eng ganz extensiv Bibliothék huet, wou d'nationaalt Liddergutt u sech repertoriéiert ass mat Nouten, mat Partituren: Wann eng Musek et brauch, ka se do gären ..., also déi verschidde Conservatoiren, wuel gemierkt, net nëmmen deen an der Stad, mee och d'Conservatoiren zu Esch an zu Ettelbréck, dat ass dat eent. D'Nationalbibliothék des Weideren och. Ech ginn dervun aus, dass d'Archive-nationalen och nach iergendeppes hunn.

An da schlussendlech wëll ech awer eng Lanz brieden: Et gëtt e ganz schéint gratis Lidderbuch, wat et och digital gëtt, mat lëtzebuergeschem Patrimoine. An dat gëtt vun der ACEL editéiert. Et huet mech bal gewonnen, dass den Héichschulminister Claude Meisch déi net erwänt huet. Mee wie sech also fir d'Liddergutt aus Lëtzebuerg interesséiert an do en handlecht Lidderbuch wëllt hunn, wou och de Patrimoine héichgehale gëtt, deem recommandéieren ech entweeder d'Bichelche vun der ACEL oder d'App, ...

(Hilarité)

... déi Lidderbuch heescht, déi ass dann och einfach an deene jeeweilegen App-Storen ze fannen. Mir wäerten dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert dann un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der ADR fir des Motioun. Ech muss soen, eis zwee war se spontan ganz sympathesch, well mer eis allen zwee dran erëmfonnt hunn. Mir hunn allen zwee scho méi oft no Lidder online gesicht, wann een déi wollt mat de Kanner sängen oder esou. An effektiv ass et net evident, déi esou ze fannen.

Effektiv hat ech dat Buch vun der ACEL, natierlech kennt all Mënsch dat, denken ech. Mee, bon, si ass eis sympathesch. Ech verstinn dat och, dass d'Ministesch seet, dass et net un der Regierung ass, dass ze maachen, dass een awer kéint esou Initiativen ënnerstëtzen.

Dofir, mir géifen eigentlech mat op de Wee goen, fir dat hei ze ënnerstëtzen. Och ënner enger anerer Form, wann et och nëmmen ass, fir eng Initiativ an déi Richtung ze ënnerstëtzen.

Villmoos merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da wier et um honorabelen Här Georges Mischo.

M. Georges Mischo (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et gëtt schonn esou eng Plattform, déi heescht Sicom (veuillez lire: CEDOM). Do si schonn eng ganz Rei Lëtzebuerg Lidder repertoriéiert. En plus mengen ech, dass dat hei och eng riseg Diskussioun géif gi mat Droit-d'auteurs, fir déi dote Lidder dann op iergendeng Plattform ze stellen, wou ee se sech dat da kéint eroflueden respektiv ulauschteren. Dofir géife mir op de Wee goen, déi net matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mischo.

Ech mengen da kënne mer zum Vott iwwert des Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An des Motioun ass mat 6 Jo-Stëmme géint 54 Neestëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par M. Félix Eischen) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

10. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

Ier mer zum leschte Projet de loi vun haut kommen, géif ech dann d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser gi fir d'Presentatioun vun enger Motioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Villmoos merci, Här President. No där interessanter Diskussioun iwwert d'Kultur wollte mer e bëssen iwwer sozial Froe schwätzen a Form vun enger Motioun. Et ass an der Aktualitéit. Dir wësst, an Dir hutt et all matkritik, dass mer jo e ganz grouse Problem hu mat de Präisser op der Pompel, vun Diesel, Bensinn. A mir hu constatéiert, dass d'Regierung ënner grousem Drock op de Wee gaangen ass, fir dann eng Remise, zäitlech begrenzt, vu 7,5 Cent op deene Präisser ze ginn. A wat de Brennes ueget, ass dat am Abléck och op Enn Dezember beschränkt. Mir wäerten, wa mer iwwert déi Tripartitesgesetzter schwätzen, och doriwwer schwätzen.

Mee mir gesinn am Ausland awer ganz aner Moossnamen. Mir hunn elo eng Situatioun, wou an de Grenzgebidd, notament an Däitschland, d'Präisser däitlech ënner deem leien, wat zu Lëtzebuerg ass. Fir eis ass awer kloer, éischtens: Den Tanktourismus ass eng Source de revenu am Staatsbudget, déi net negligeabel ass. Déi ass ganz grouss. An dofir muss ee sech d'Fro stellen, ob et och politesch, finanzpolitesch gutt ass, datt mer an esou eng Situatioun kommen.

Dat Zweet ass: Mir wëllen hei kloer soen, datt mir net mat der Regierung d'accord sinn, well déi sech offensichtlech doriwwer och nach fret, datt mer an där Situatioun sinn, well si da mengt, si kéint CO₂-Reduktiounen a sou weider an op déi Manéier d'Klimaziler errechen, woubäi d'Leit, zemoos déi, déi um Land wunnen an déi wäit musse fueren, e reelle soziale Problem hunn, fir de Mount nach iergendwéi kënne finanziell ze packen. Dat ass einfach fir eis net ze erdroen. Dofir hätte mir gär eng ganz aner Approche. Amplaz hei vun Dreem, vun ekologeschen Dreem, déi souwisou an deem Fall net ubrecht sinn, ze schwätzen, wëlle mir e Mechanismus aféieren, deen einfach derfir suergt, datt d'Präisser zu Lëtzebuerg méi niddreg sinn, wéi deen niddregste Präis an den Nopeschlänner op der Pompel.

Wéi mer déi Diskussioun iwwert déi 7,5 Cent gefouert hunn – mir wäerte se och an deenen nächste Wochen nach féieren –, do huet d'Regierung selwer gesot, datt nach vill Spillraum bestanen hätt, fir op en europäesche Minimum bei der Taxatioun ze kommen. Wann eis Nopeschlänner dat kënne, notament am Interessi vun deene sozial schwache Leit, da musse mir dat och hei zu Lëtzebuerg kënne. An et ass do wéinst, wou d'ADR seet: Mir kënne deen do System net viruféieren. Mir hätte gär eng däitlech Reduzéierung vun de Präisser op der Pompel. An dofir wëlle mer des Motioun deponéieren.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest, datt

– d'Energiepräisser a besonnesch d'Präisser vum Bensinn, vum Diesel a vum Brennes während de vergaangenen zwee Joer a kuerzen Zäitofstänn ëmmer nei Rekordniveauen errecht hunn, a sech keen Enn vun dëser Entwécklung undeit;

– datt de Krich an der Ukrain an d'Sanktiounspolitik géint iwwer Russland dës Dynamik nach eemol verschäerfen,

ass sech bewusst, datt

– d'Energiekäschte fir jiddereen, ganz besonnesch och fir déi sozial méi schwach Leit, licht finanzéierbar musse bleiwen;

– d'Kompetitivitéit vun eise Betriber muss integral erhale bleiwen, inklusiv vun deene besonnesch energieintensive Betriber;

– déi Leit, déi um Land wunnen an/oder wéineg verdéngen, souwéi d'Transportbetriber besonnesch ënnert dëser Entwécklung leiden;

– déi aktuell Entwécklung och duerch den héijen Akafspräis um Weltmarkt beaflosst gëtt, mee datt d'Präisser un der Pompel den Ablack wäit iwwert dem Niveau wéi zu Zäite vun änlechen Akafspräisser an der Vergaangeneit leien;

– eis däitsch Noperen d'Steieren um Bensinn op den 1. Juni deementspriedend ëm 30 Cent/Liter an d'Steieren um Diesel ëm 17 Cent/Liter erofgesat hunn an och an aneren Nopeschlänner Moossnamen an deem Sënn geholl goufen;

– e Präisniveau vum Bensinn a vum Diesel iwwert deem vun eisen Nopeschlänner sech negativ op de Staatsbudget auswierkt,

fuerdert d'Regierung op,

– e Gesetzesprojet op de Wee ze bréngen, fir e Präismechanismus ze etabliieren, deen derfir suergt, datt d'Präisser fir déi verschidde Pétrolsproduiten zu Lëtzebuerg ëmmer ënnert dem bëllegste Präisniveau fir dee selwechte Produit an eisen Nopeschlänner läit.

(s.) *Fernand Kartheiser.*

Mir wëllen och, Här President, datt nach dës Woch doriwwer ofgestëmmt gëtt, well mir kréien elo déi Tripartitesdiskussiounen an deenen nächste Wochen. An dat hei geet normalerweis iwwer e Projet de loi an dofir muss deen och matzäit kënne agereecht ginn. Also ass dat hei an eisen Aen och en dréngende Problem.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

11. 7452 – Projet de loi sur la gestion et le recouvrement des avoirs saisis ou confisqués et modifiant :

1^o le Code pénal ;

2^o le Code de procédure pénale ;

3^o la loi modifiée du 5-15 septembre 1807 sur le privilège établi au profit du Trésor public pour le remboursement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police ;

4^o la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

5^o la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions et des cotisations d'assurance sociale ;

6^o la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg en vue de la transposition :

– de la décision 2007/845/JAI du Conseil du 6 décembre 2007 relative à la coopération entre les bureaux de recouvrement des avoirs des États membres en matière de dépistage et d'identification des produits du crime ou des autres biens en rapport avec le crime ;

– de certaines dispositions de la directive 2014/42 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne ;

– de la directive (UE) 2019/1153 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la

prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière, et abrogeant la décision 2000/642/JAI du Conseil

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten, dem Projet de loi 7452, d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv iwwert de Confisquéierungsregimm. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A prett fir de Rapport ass de Charles Margue, deem ech direkt d'Wuert géif ginn.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot, de leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass en technesche Gesetzesprojet – jo, kompléiert, well et och eng komplex Matière ass. Mir hunn ofgemaach, dass mer awer de Basismodell huelen, quitte dass ech da vläicht am Rapport e wéineg méi extensiv sinn. Dat gesi mer, wann ech bis ukomm sinn. E wichtege Projet och am Kontext vum gesetzleche Kader vun eisem Rechtsstaat, mat Hibleck, op eis Finanzplaz an – et ass net dat éischt Gesetz – d'Visitt vum GAFI.

D'Ministesch ass och frou, en Donneschdeg an de Conseil vum JAI ze goen a kënne matzedeelen, dass Lëtzebuerg an deem Dossier seng Hausaufgab gemaach huet. Eng Prozedur géint Lëtzebuerg leeft nämlech.

Mam Projet de loi 7452 vervollstännege mer d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2014/42 vum 3. Abrëll 2014 „concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime“ an der Europäescher Union. Dës Direktiv war schonn Objet vun enger Transpositioun, an zwar vum Gesetz vum 1. August 2018, „portant modification de diverses dispositions en vue d'adapter le régime de confiscation“. Mee mer kruten e Brëif, den 11. Mäerz 2019, en Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun, wou mer drop higewise goufen, dass hirer Analys no, Lëtzebuerg d'Direktiv just deelweis ëmgesat hätt, an dass mer nach net all eisen Obligatiounen nokéimen, dass mer am Fong missten nobesseren.

Wat d'Kommissioun konkreet an deem Avis opwerft, si follgend Punkten, déi net oder just onkomplett transposéiert goufen:

Et geet ëm den Artikel 8 Paragraf 7, wou et ëm d'Garantien an d'Rechter vun de Persoune geet, deenen hir Biene confiscéiert ginn. Wéi gesot, och déi Leit hu Rechter, wéi all Partei. An déi Persoune missten also vun hanner bis vir an der Confiscatiounsprozedur Recht op en Affekot hunn.

De selwechten Artikel Paragraf 10, wou et ëm d'Garantien an d'Rechter vun den Affer geet, fir Reparatioun an Entscheedegung ze kréien, trotz der Confiscatioun, reegelt, wéi gesot, déi Rechter och.

An den Artikel 9, do geet et ëm d'Moossnamen, déi ze huele sinn, nodeems eng Confiscatioun gesprach gouf, fir effektiv ersatzefannen: Wou sinn déi Bienen dann, ëm déi et geet, effektiv, fir se da kënne anze-fréieren an ze confiscéieren.

An den Artikel 10 schlussendlech, wou et drëms geet, eventuell agefrueren a confiscéiert Bienen ze verkaafen oder ze transferéieren.

Dir héiert, et si Punkten, wou méi Rechter fir all d'Parteie virgesi sinn, a wat och e weesentleche Punkt ass: déi aktiv Gestiou vum deem confiscéierte Besët, deen net just agefruer a blockéiert soll ginn.

Fir deene Kritikpunkten entgéintekommen, gouf de 27. Juni 2019 de Gesetzesprojet 7452 vum

Justizminister Félix Braz deposiert, deen duerch zwou Serien Amendementer vum 2. August 2021 a vum 1. März dëst Joer ofgeännert gouf.

Mir hunn nogebessert. Mir hunn eng Propos gemaach a mir hunn nach zweemol Amendementer gemaach. Dir gesitt, et war Bedarf do fir ze diskutéieren, an dass mer eis kloer goufen an der Prozedur mat allen Institutionen, mat all den Avisen, déi mer kruten.

Et sief nach bemierkt, dass déi dräi Joer Aarbecht um Projet de loi natierlech och der sanitärer Situatioun gescholt waren – awer dat soll elo keng Excuse sinn! –, mee virun allem der Komplexitéit vun der Matière, besonnesch um Volet vun der Aféierung vun enger „enquête de patrimoine postsentencielle“, en neie Begrëff fir eng Partie vun eis heibannen.

De Staatsrot huet eis dann och mat enger ganzer Panoplie vun Oppositions formelles beglëckt, soudass den Text huet mussen intensiv iwwerschaaft ginn.

Zum Inhalt elo. Fir op d’Kritik vun der Kommissioun anzegoen, gesäit de Projet de loi Follgendes vir:

Fir den Zougang zum Affekot fir Persounen, déi e Recht hunn op e Bien, deen ënnert d’Mainmise vun der Justiz komm ass, ze assuréieren, maache mer do eng entsprechend Ännerung am Code de procédure pénale am Artikel 3-6 Paragraf 1.

Mir adaptéieren och de Regimm vun de Confiscatioun a féieren d’„confiscation de valeur“ an. Kuerz gesot geet et hei drëms, e Bien ze confiscuéieren, net well en en rapport mat der Infraktioun steet, am Kader vun där d’Confiscatioun geschwat gëtt, mee well de Bien der Valeur vum Produkt vun der Infraktioun entsprécht.

Da schreift d’Direktiv de Memberstaate vir, dass Mesuren, wéi zum Beispill zentraliséiert Bureauen, anzesetze sinn, fir déi adequat Gestiou vun den agefruerene Bienen ze assuréieren, en vue vun enger eventueller spéiderer definitiver Confiscatioun.

D’Memberstaate gi vun der Direktiv opgefuerdert, déi ekonomesch Gestiou vun de saiséierte Bienen ze optimiséieren, wat och heescht, dass Bienen, déi kéinten u Wäert verléieren, verkaf oder transferéiert solle ginn, fir wa méiglech de Wäertverloscht ze verhënneren an deemno wéi d’Affer net ze leséieren. Wann eng confiscuéiert Wuer u Wäert verléiert, da riskéiert schlussendlech d’Affer herno, wierklech ouni seng Schold zweemol déi berüümte Kaart ze kréien.

Well mir bis elo keng esou Strukturen hunn, ausser der Caisse de consignation, ginn déi, wéi gesot, elo geschaf respektiv institutionaliséiert. Hei geet et ëm de „Bureau de gestion des avoirs“ esouwéi ëm de „Bureau de recouvrement des avoirs“, kuerz: de BGA an de BRA.

De Bureau de gestion des avoirs, deen dem Justizminister ënnerstallt ass, stellt am Sënn vum Artikel 10 vun der Direktiv de sougenannte „bureau centralisé“ duer. Mat dësem Gesetz schafe mer eng nei Struktur, fir déi mer en Direkter, en Adjoint an e puer Poste vu weidere Fonctionnaires aus deene verschiddenste Kategorie vun der Fonction publique virgesinn.

Dowéinst trëtt dëst Gesetz och eréischt dräi Méint no der Publikatioun a Kraaft, fir dass dee Rekrutement an déi Organisatioun kann um Terrain geschéien.

D’Missioun vum BGA bestinn haaptsächlech doranner, saiséiert Biene jeeglecher Natur wäerterhalend ze geréieren, sou wéi d’Direktiv et virgesäit. De BGA gëtt integréiert an d’Reseau vun der europäescher an der internationaler Kooperatioun vun deene BGAen, déi et och an deenen anere Länner gëtt.

Mee vläicht gëtt et awer och emol heiansdo eng Wuer, déi nach net virgesinn ass oder wou nach keen d’Erfahrung gemaach huet, fir se ze geréiere, da kann

de BGA sech och Expertise vu Bausen huelen, fir seng Missiounen ze erfëllen. Dat kann eng privat Gesellschaft sinn oder et kann duerch Kooperatioun mat anere BGAen aus der Europäescher Unioun sinn.

De BGA steet an engem enke Kontakt, fir Informatiounen auszetauschen, mam Enregistrement, der Caisse de consignation an de Justizautoritéiten.

De BGA këmmert sech dann och ëm den Traitement vun den Donnéeën an zentraliséiert dës an engem Fichier, fir dass all d’Piècè vu Prozeduren an Decisiounen, Informatiounen iwwert d’Besëtzer an d’Lokalisatioun vun deene Bienen dra sinn.

Huele mer zum Beispill de Kontext vun enger Flagrance, da kann de BGA kuerzfristeg e Verkaf oder eng Destruktioun ordonnéieren. Wann et zum Beispill ëm verdierflech Wuer geet, da soll déi veräussert ginn, oder wann et ëm schiedlech, gëfteg Wuer geet, da muss déi eventuell zerstiërt ginn, och wann e Recours nach opsteet.

Dann hate mer an der Kommissioun eng länger Diskussioun, wat ee soll maachen, wa virtuell Avoiren am Spill si wéi Bitcoin oder aner virtuell Wäerungen, déi immens volatil sinn. Dat heescht, de Wäert vun der saiséierter Zomm ka gradesou schnell erop- wéi erofgoen. Mee wien ass da schlussendlech verantwortlech fir de Wäertverloscht?

Eng Optioun vun der Regierung war, dës virtuell Avoiren zum Dageskurs an Euroen ze konvertéieren an domat d’Fro vun der Verantwortung rechtlech ze klären, mee domat waren net all d’Memberen an der Kommissioun averstanen an och net de Staatsrot, deen op e méigleche Wäertverloscht higewisen huet. A wie wär da verantwortlech gewiescht?

Et war sou wéi de Moien op der Sprangpressessioun: Mir haten eng Iddi. Mir sinn drop zrëckkomm. Mir sinn erëm no vir gaangen. A schlussendlech hu mer via Amendement parlementaire decidéiert, dass mer déi initial Iddi géife prinzipiell bäibehalen, e spezielle Portefeuille bei der Caisse de consignation ze hannerleeën. Zousätzlech hu mer awer festgeluecht, dass wann eng vun deene Partie géif ufroen, dass dës Avoire kéinten alienéiert, also konvertéiert, verkaaft ginn, wann de Risiko vun engem grouse Wäertverloscht bestéing.

Wéi gesot, nach méi Detailler zum BGA fannt Dir a mengem schrëftleche Rapport.

Wéi gesot, et gëtt och nach de BRA an dee fungéiert am Sënn vun der Decisioun 2007/845 vum JAI-Conseil vum 6. Dezember 2007. Do geet et drëm, e „bureau national de recouvrement des avoirs patrimoniaux“ ze schafen. Mir institutionaliséieren hei u sech just d’Aarbechten, déi bis elo vum Bureau de recouvrement des avoirs criminels gelescht ginn, deen dem Parquet aus der Stad ënnersteet.

Fir senge Missiounen nozekommen, déi sech aus der Direktiv erginn, mee och aus der Decisioun 2007/845 vum JAI-Conseil vum 6. Dezember 2007, kritt de BRA verschidde Prerogativen à l’instar vun deene vun der CRF.

De BRA ass dann och aleng zoustänneg um Lëtzebuurger Territoire fir d’Enquête de patrimoine postsentencielle. Dës gëtt an de Code de procédure pénale agefouert an ass do, fir no enger Verurteilung déi Biene vum Patrimoine ze identifizéieren, déi fir eng Confiscation vun der Valeur a Fro kommen. Esou eng Enquête postsentencielle ëmfaasst all Akten, déi gemaach ginn, fir dee Patrimoine, déi Bienen, déi solle confiscuéiert ginn, ze detektéieren, ze depistéieren an duerno un de Lëtzebuurger Staat ze transféréieren.

Déi Enquête gëtt opgemaach vis-à-vis vum Verurteilten op Requête vum Procureur. Dogéint ass kee Recours méiglech. Eenzeg Aschränkung ass, dass de Procureur net sou wäit däerf goen, dass en d’Lievensgrondlag vun där betroffener Persoun géif a Fro stellen.

Mir haten dann och eng Abberzuel Avisen. Mir kruten 13 Avisa respektiv Avis complémentaires zu dësem komplexe Gesetzesprojet, deen – wéi Der Iech kënn virstellen – ganz kloer anescht aus der Prozedur erauskomm ass, wéi en eragaangen ass. Och dozou fannt Der den Detail am schrëftleche Rapport.

Ech wëll awer hei ausdrëcklech jiddwerengem Merci soen, deen dorunner bedeelegt war, well do stécht vill Knachenaarbecht derhannert. Et war dat virun allem de Barreau aus der Stad, d’Cour supérieure de justice, d’Bezirksgeriicht aus der Stad, d’Parqueten aus der Stad a vun Dikrech, de Parquet général, de Cabinet vum Untersuchungsriichter aus der Stad, déi zéngte Kummer vun der Cour d’appel, d’Handelskummer a schlussendlech de Staatsrot mat engem Avis an zwee Avis complémentaires, déi zu gudder Lescht dëst Joer nach.

Mir hunn 2019, de 27. Juni, ugefaange mam Depot vun dësem Gesetz. De 17. Juli huet d’Justizkommissioun fir d’éischte Kéier derno gekuckt an de Rapport bestëmmt. Den 20. Dezember 2019 huet de Staatsrot eis säin Avis geschéckt. D’Aarbechte sinn um Niveau vun der Kommissioun weidergaangen, wou d’Regierung den 29. Juli 2021 eng Rei Amendementer abruecht huet, déi mer de 6. Oktober dunn ënnert d’Lupp geholl hunn, an de Staatsrot säin Avis complémentaire gemaach huet. Dunn, den 10. Mee dëst Joer, huet de Staatsrot säin zweeten a leschten Avis complémentaire formuléiert, dee mer den 18. Mee an der Kommissioun zur Kenntnis geholl hunn, wat eis erlaabt huet, den 1. Juni dëst Joer an der Kommissioun de Rapport unanime unzehuelen.

Ech froen och elo Är Zoustëmmung zu dësem Projet an ech ginn dann och an engems den Accord vun der grénger Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d’No-lauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporteur Charles Margue villmools Merci a ginn d’Wuert direkt weider un deen éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Mat engem grouse Merci fir d’éischt un de Président-rapporteur, fir d’Alleréischt fir seng exzellent schrëftlech a mëndlech Rapporten, mee awer och fir seng Gedold, déi en hat, fir dee Projet ze diskutéieren. En huet et virdrun exzellent resuméiert: Et war laangootmeg, et war net ëmmer evident, mee finalement si mer awer zu engem gudden Ofschluss komm. Duerfir och vu menger Plaz aus e grouse Merci.

Ech wëll och direkt soen, fir d’Spannung erauszehuelen: Mir wäerten natierlech eisen Accord zu deem Projet bréngen. Ech hätt awer zwou Remarken an eng Fro.

Déi éischt Remark – an de Rapporteur huet dat erklärt –: Mir hate länger Diskussiounen iwwert déi net traditionell Valeur-mobiliären. Do war ursprénglech – an de Rapporteur huet et gesot – eigentlech eng aner Léisung envisagéiert ginn. An ech sinn duerfir frou, well ech mengen, dass mir eigentlech déi éischt waren, déi eis awer e bëssen un där Léisung gestouss hunn. De Staatsrot ass dunn och op déi selwecht Positioun komm a schlussendlech hu mer do eng Formule fonnt,

déi, ech fannen, Madamm Minister, an déi richteg Richtung geet, datt eebe jiddwereen, deem seng Bitcoinen – wann ech déi mol kann huelen – consignéiert ginn, dann awer d'Méiglechkeet huet, à tout moment ze froen, datt do eventuell eng Vente ka virgeholl ginn, an dat net esou gemaach gëtt, wéi dat ursprénglech geplangt war. Dofir wollt ech dat nach eng Kéier hei ënnersträchen. Merci nach eng Kéier, datt mer déi dote pragmatesch a realistesch Léisung fonnt hunn.

Dann eng zweet Remark, eppes wat mer e bësselche feelt: Mir hu ganz vill exzellent Avisen zu deem Projet do erakritt. Den Aspekt Dateschutz feelt mer e bësselchen. An enzelnen Avisen ass et och ugeschnidde ginn. Mir hu leider hei net den Avis vun der CNPD ageholl. Et ass och elo ze spéit. Ech weess awer, datt d'Madamm Justizminister och eng grouss Sensibilitéit fir de Volet Dateschutz huet.

Et muss ee vläicht elo eng Kéier kucken, wann déi nei Organismen do fonctionéieren, datt déi awer och a puncto Dateschutz wierklech konform sinn. Le cas échéant komme mer jo vläicht och do nach eng Kéier an der Kommissioun kucken, wéi dat herno an der Praxis ëmgesat gëtt.

Dann awer eng Fro: Mir stëmmen elo haut iwwer e Projet of, deen notamment och mat der Confiscatioun ze dinn huet, och mam Gel vun Avoiren. Deen trëtt dann awer, wéi de Rapporteur dat och richtegerweis ënnerstrach huet, eréischt an dräi Méint a Kraaft. Déi Fro, déi ech eigentlech wollt stellen, Madamm Minister – an dat weist sech vläicht och eréischt an dräi Méint –: Wat huet d'Entrée en vigueur vun deem Gesetz elo fir praktesch Implikatiounen op déi ganz Sanktiounspolitik vun der Regierung, vun der Europäescher Unioun?

Mir haten do eng Rei Sitzungen, an deenen och ëmmer drop higewise ginn ass, datt et relativ schwéier wier, fir kënne verschidden Objeten ze confiscéieren, och e Gel vun Avoiren ze maachen. Eigentlech prezisiéiert jo elo dat Gesetz déi Prozedur. Duerfir, wéi gesot, konkret d'Fro un d'Madamm Justizministesch: Ass si der Meenung, datt mer elo mat deem neie Gesetz dann an dräi Méint eventuell do kéinte méi wäit goen, wat d'Mise en vigueur vu gewëssene Sanktiounen betrëfft, oder gesitt Dir, datt a sech hei net ganz vill changéiert, trotz deem Gesetz, wat mer elo hei huelen? Dat ass déi Fro, déi ech nach wollt stellen.

Nach eng Kéier e ganz grouse Merci a wéi gesot: Mir ginn den Accord zu deem Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Jo, bei deem ganz technesche Projet de loi conforméiere mer eis mat europäeschem Recht. Wat ganz wichteg ass, ass, dass mer hei de Leit och d'Recht ginn op en Affekot, dass mer domadder och hir Droits de la défense stäerken.

Ech wëll dovunner profitéieren, fir och de Beamten aus dem Justizministère Merci ze soen, déi eis, mengen ech, bei deem méi schwéiere Projet och vill ënnerstëtzt hunn.

An als Demokratesch Partei gi mir natierlech eis Zoustëmmung zu deem Text. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An d'Wuert ass fir Är Nopesch, déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo. Merci villmools, Här President. Vu mir aus ass och net vill bäizefügen, ausser eeben och de grouse Merci un de Rapporteur

fir säi schrëftlechen an dee ganz verständleche mëndleche Rapport, wat eis d'Saach natierlech einfach gemaach huet, soudass mer wierklech guer näischt méi bäizefügen hunn. Merci duerfir. A mir gi selbstverständlech eisen Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Villmools merci. Och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Margue. Et ass wierklech alles gesot. Ech mengen, d'Madamm Hemmen huet dat wonnerbar resuméiert. Deem kënne mir eis uschléissen a mir ginn den Accord vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo. Merci och dem Rapporteur vun deem Gesetz. De Projet de loi, deen haut gestëmmt gëtt, viséiert haaptsächlech, wéi Der wësst, eng vollstänneg Transpositioun vun der Direktiv 2014/42 an dat geschitt awer mat engem klengen Retard vun e puer Joer. D'Europäesch Kommissioun huet nämlech den 11. März 2019 an engem Avis motivé festgehalten, dass Lëtzebuerg nëmme deelweis déi erwäanten Direktiv ëmgesat huet. Den 22. März 2022 gouf souguer e Recours en manquement bei der Cour de justice agereecht.

De Recours baséiert ënner anerem dorobber, dass zu Lëtzebuerg momentan keng legal Basis fir eng Enquête de patrimoine postsentencielle existéiert. Den Artikel 9 vun der erwäanter Direktiv fuerdert nämlech d'Memberstaaten op, dass een Enquêtes iwwer d'Vermögenswäerter vun enger verurteelter Persoun kann autoriséieren, falls sech dëst fir eng effektiv Ausföerung vun enger Décision de confiscation als noutwendig erweist.

D'Enquête de patrimoine postsentencielle stellt also en Instrument duer, wat erlabe soll, aner Vermögenswäerter ze detektéieren, wann zum Beispill d'Vermögenswäerter, fir déi een definitiivt Urteel existéiert, net confiscéiert konnte ginn, well se net entdeckt goufen.

D'Deteksioun vun anere Vermögenswäerter erlaabt dann, eng Confiscation de valeur ze maachen, wat näischt aneres ass – et gouf scho gesot – wéi eng Confiscation vun engem Bien mat gläicher Valeur.

Et geet also hei och drëms, en effektiviit Mëttel dogéint ze hunn, wann zum Beispill déi concernéiert Persoun probéiert, Vermögenswäerter, déi confiscéiert solle ginn, op iergendeng Aart a Weis verschwannen ze loossen. D'Madamm Tanson sot 2018 treffend als Rapportrice, dass d'Objektiv vun esou Dispositiounen dat wier, de komplexe kriminelle finanztechnesche Mëttel op eng effikass Aart a Weis entgéintzewierken.

Laut den zoustännegen Acteuren erschwéiert déi feele legal Basis et nämlech och, op Ufroen am Kader vun enger Entraide judiciaire ze reagéieren, well si zum Beispill net mat de Banken iwwerpräiwe kënnen, ob eng Persoun e Kont hält.

E weidere Punkt vum Projet de loi ass d'Kreatioun vun engem Bureau de gestion des avoirs – kuerz: BGA – an engem Bureau de recouvrement des avoirs – kuerz: BRA.

E puer Wieder just zum BRA, deem seng Haaptaufgabe virun allem an der Detektioun an an dem Depistage vu Vermögenswäerter am Hibleck op hir Saisie oder hir Confiscation bestoe wäerten. A mir schwätzen hei vun Aufgaben, déi och am Kontext vun der internationaler Zesummenaarbecht wichteg sinn, zum Beispill wann een drun denkt, dass Fonge schnell

international transferéiert kënne ginn an esou och hei zu Lëtzebuerg lande kënnen. Et verstee sech, dass déi zoustänneg Acteuren also iwwer effikass Moyene verfüge mussen, fir hiren Aufgabe gerecht ze ginn.

Bis elo schéngt et, wéi wann déi wirtschaftlech a finanziell Sektium vum Parquet vum Arrondissement judiciaire zu Lëtzebuerg fir dës Aufgab zoustänneg wier. Laut engem Artikel an der „Luxembourg Times“ besteet hei allerdéngs zurzäit eng zimmlech Ennerbesetzung, déi et schwéier virstellbar mécht, dass en och bei engem gréisseren Asaz senger Missioun gerecht ka ginn. Am Moment, sou schéngt et, gëtt et eng hallef Persoun, déi beim Parquet doru schafft, och wann déi vun der Police ënnerstëtzt gëtt. Treffend steet dann och am Artikel, dass d'Vitess, an där de Finanzsecteur zu Lëtzebuerg wësst, net déi selwecht ass wéi déi vun de Moyenen, fir d'Finanzkriminalitéit unzagoen.

Obwuel Lëtzebuerg no den USA déi zweetgréisste Fongplaz op der Welt ass, feelt et hei dramatesch u Ressourcen, fir d'Finanzkriminalitéit ze bekämpfen. Hei si mer dann och nees bei der Fro vum politesche Wëllen. Laut dem Parquet ass momentan och net gewosst, wat déi genee Zuel vun den neie Mataarbechter fir ënner anerem ënner dem BRA ze schaffen, wäert sinn.

Wann ee bedenkt, dass zum Beispill de „Rapport 2020 sur l'état du droit“ vun der Commission européenne iwwer Lëtzebuerg ënnersträicht, dass – Zitat –: „En ce qui concerne les ressources du ministère public, des pénuries ont été signalées au cours de l'année écoulée“, da bleift hei leider e gewëssenen Zweifel, wat d'Zesummesetzung an och d'Effikassitéit virun allem vum BRA schlussendlech wäert sinn.

Während mir also d'Erweiderunge vun den Instrumenter, déi der Justiz hei zur Verfügung gestallt ginn, begrëssen, bleiwe mer trotzdem an enger gewëssener Skepsis, ob ënner anerem d'Effikassitéit herno wierklech wäert gi sinn.

Nëmme wann déi relevant Acteuren och iwwer déi néideg Moyene verfügen, an dat implizéiert natierlech och genuch Personal mat deem entspreche Fachwëssen, kënne si och effektiv schaffen.

Mee dat gesot, gi mir natierlech eisen Accord zu deem Projet de loi. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir dee gudden an ausféierleche Rapport, soudass ech mech just nach op déi virtuell Kryptoe konzentréiere wäert. Ech mengen, Dir hutt et erwaart. Ech hat an der Kommissioun jo schon deemools ganz fréi ubruucht, wéi de Projet virgestallt ginn ass, dass déi deemoleg Iddi, fir direkt ze verkaafen, net déi richteg wär.

An dass mer elo op de Wee ginn, fir ze soen: Mir halen alleguerten déi virtuell Wärunge, d'Kryptoen, a mir maachen e Wallet, deen de Staat dann herno och selwer verwalte kann iwwer de BGA, a ginn eis awer och d'Méiglechkeet, extern Operateuren nach derbäi ze huelen, sollt dat wierklech gebraucht ginn. Well et muss ee wëssen: Dat Thema ass esou komplex, dass de Staat herno net eleng wäert kënnen dat Ganz verwalten, mat deenen eenzelne Wallets. Et ass en interessant Thema. Ech hat nämlech dem Här Kox schon eng Vielzahl u Question-parlementaire gestallt, wéi dann d'Wallets iwwerhaupt beim Staat organiséiert sinn. Well dat ass e komplex Thema an de Staat geet jo eigentlech hin an e seet: „D'Kryptoe sinn eppes Guddes beziéungsweis eppes Legales!“, dee Moment wou e selwer esou Wallets erstellt. Dat ass nämlech déi Fro, déi derhannert steet.

Wann de Staat nämlech elo higeet an e seet dem BGA: „Dat ass alles ok mat deene Kryptoen, dat ass esou, wéi et soll sinn“, da seet en automatesch och: „Ok. Et ass eng gewëssen Akzeptanz do.“ Dat ass nämlech haut den éischte Schrëtt, deen de Staat mécht, fir an déi Richtung ze goen.

Dofir ass dëse Gesetzesprojet immens interessant an där Optik. Et dierf ee virun allem jo och ni vergiesen: Et hätt jo och emol eng Kéier kënne virkommen, dass een aus Versehen oder duerch e falsche Verdacht seng Kryptoe confiscuéiert kritt hätt an da wäire se direkt verkaf ginn an da wär de Schued do gewiescht, well et ass virun ugeklongen: Déi sinn immens volatil an dofir muss een do dee richtige Moment fannen.

A mir Piraten konnten eis dunn och, nodeems mer an der Kommissioun e puer Diskussiounen haten an déi Richtung, mat dëser Léisung ufrënnen, dass de BGA mat qualifizéierter Leit dat herno wäert verwalten, an awer och d'Méiglechkeet besteet, dass fir deen, deem déi Krypto gehéieren, obwuel se beschlaagnaamt sinn, de richtige Punkt ka fonn ginn, fir déi herno an eng al Fiatwährung, also Euro, Dollar oder soss iergendeppes, ëmzewandelen. Dofir ass et immens wichteg, dass dat nach eng Kéier geännert gouf. Et ass och dee Punkt, wou mer konnte soen: Mir ginn eis Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Dann nach een e bësse méi klenge Kritikpunkt, wou mer éischter aus moralesche Grënn net esou averstane sinn. Ech hat der Ministesch dat och an der éischter Kommissioun gesot. Dat ass, dass d'Déieren och als Valeur géifen traitéiert ginn, wou mir der Meenung sinn, dass dat net soll de Fall sinn. Virun allem wann Déiere confiscuéiert ginn an déi gi versteigert, soll et net no Präis goen, mee dono, wou se dat bescht Liewe kënnen duerno hunn, an net onbedéngt, fir déi gréisste Valeur draus ze maachen. Dat ass e klenge Bemoll am Projet, mee mir wäerten awer trotzdem dëse Projet matstëmmen, well eeben dat mat de Kryptowährungen esou geännert ginn ass, dass een dat och zefriddestellend haut hei ka presentéieren.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesche Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo. Merci, Här President. A virun allem e grouse Merci un de Rapportier fir säin ausféierleche Rapport an och déi gutt Diskussioun, déi mer an der Chamberskommissioun haten, wat mir et elo erlaabt, mech och ganz kuerz ze faassen, well et ass scho ganz vill gesot.

Ech ginn dann och vläicht just op déi Froen an, déi ech elo gestallt krut. Ech fänke vläicht hanne beim – oder Remarken, kritesch Remarken – Här Goergen un. Also wa mer de Code civil eng Kéier änneren an och do eng speziell Kategorie fir d'Déieren aféieren, da kann een iwwer alles diskutéieren. Do si mer elo net. Dat heescht, en Déier – an dat huet näischt mam Bien-être vum Déier ze dinn, dat gëtt iwwer en anert Gesetz vum 2018, mengen ech, gereegelt – ass nun emol e Bien. Voilà. An an deem Cas de figure ...

(Interruption)

... kann et eeben ... Jo, mee et ass awer ... Dir sidd vläicht net där Meenung, Här Goergen, mee dat ass awer dat, wat eis Rechtslag den Ament hiergëtt. Dat empêcheiert awer absolut net – natierlech net! –,

dass en Déier muss gutt traitéiert ginn, an dat gëtt jo och hei elo net a Fro gestallt.

Bon, zum Aspekt vum Personal, deen d'Madamm Oberweis opgeworf huet: Mir müssen elo oppassen, dass mer net alles matenee vermëschen. Hei geet et wierklech ëm de BGA. Beim Staat ass et esou, dass eng Kommissioun d'Personalposte festleet, déi fir all Joer zu all Ministère gehéiert ginn. Dat heescht, mir hunn hei just déi Fonction dirigeante drageschriwwen, den Direkter. Den Directeur adjoint an déi aner Fonctionnaires, déi derbäikommen, dat ass dann eng Verhandlungssaach, wou mer déi mussen ala fur et à mesure ufroen, wou de Besoin besteet. Den Direkteschposten ass allerdéngs elo schon ausgeschriwwen. Ech hat jo do den Accord vum der Kommissioun, dass mer dat géife virum Vott scho lancéieren, fir esou séier wéi méiglech weiderzekommen.

Dann, Här Mosar, sinn ech awer e bësse erstaunt iwwer Är Fro. Ech weess, dass am Kontext vum de Sanktionsmechanismen ..., wat de Konflikt oder de Krich an der Ukrain ubelaangt, vill driwwer diskutéiert gëtt an d'Termen e bësse matenee vermëscht ginn. Da gëtt vu Saisie geschwat, vu Confiscatioun. Et ass e Gel! An ech géif Iech just bidden, nach eng Kéier den Artikel 3 vum Gesetz, wat dann elo haut gestëmmt gëtt, ze kucken. Do sinn d'Missiounen definéiert, wou de BGA aktiv ass, an dat ass bei Procédure-pénallen.

Mesures restrictives am Finanzberäich spillen net ..., et ass net eng Sanction, eng Procédure pénale. Dat ass jo déi Differenz, déi mer déi ganz Zäit probéiere kloerzestellen. Do ass eeben am Moment d'Gesetzeslag déi ..., an och op europäeschem Niveau ass et – well do lafen Diskussiounen, Dir wësst dat – esou, dass déi Lëschte gemaach ginn an dass dann de Staat muss kucken, Meldunge kritt vu Leit, déi da géifen ënnert déi Mesurë falen. A jiddwereen ass zoustänneg, dass eeben déi Biene geléiert gi vum deene Leit, déi dodrënner falen. Dat ass keng Confiscatioun. Dat ass keng Saisie. Dat heescht, de BGA fällt net ënnert deen dote Cas de figure.

Wann elo eng Kéier d'Rechtslag evoluéiert – an ech hunn Iech jo scho gesot, dass op europäeschem Niveau ganz haart iwwer verschidde Saachen nogeduecht gëtt –, da kéint et natierlech virkommen, wa mer dann an enger penaler Situatioun wäeren, dass dann och de BGA kéint kompetent ginn. Mee Stand haut ass dat elo net de Fall, well et eng Institutioun ass, déi reng a strofrectleche Situatiounen spillt.

Ech si mer awer bewosst, dass och an der Lescht an de Wordingen d'Terminologien heiansdo matenee vermëscht gi sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ministesch. Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci. Merci, Madamm Justizminister. Ech mengen, hei geet et jo ëm dee Fall ... an ech ka mech elo net méi genau un den Detail vum eisen Diskussiounen erënnere, déi mer haten, wou vill Ministeren deemools och an der zoustänneger Kommissioun waren. Hei gi jo am Prinzip am Kader vum de Sanktiounen och Denonciatiounen gemaach. Denonciatiounen kënne vum Finanzministère gemaach ginn un de Parquet, kënnen awer eventuell och vum de Profession-réglementéeën – wann ech do déi Professioun huelen, där ech nach ëmmer ugehéieren – gemaach gin. An dat si jo awer Denonciatiounen, déi ginn un de Parquet an do stellt sech d'Fro – an dofir hunn ech d'Fro opgeworf –, ob eventuell an deene Prozeduren, wou elo esou eng Denonciatioun kënn, dëst Gesetz eventuell eppes ännert. Dat war eigentlech meng Fro.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert geet zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, merci. D'Gesetz ännert natierlech näischt un de Prozeduren. D'Gesetz ass do, fir eng Institutioun anzeféieren, déi d'Gestioun vum deene saiséierten a confiscuéierten Avoiren mécht. Dir hutt jo selwer d'Beispill vun de Bitcoins genannt, mee do kann ee sech natierlech och ganz aner Biene virstellen. Dat heescht, an deem dote Cas de figure si mer jo dann an enger Procédure pénale. Do spillt dann den normalen ... Wann dann eppes duerch déi Procédure pénale saiséiert, confiscuéiert géif ginn, da géif de BGA an d'Spill kommen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesche Sam Tanson.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7452. Den Text steet am Document parlementaire 7452¹².

Et hu sech Erreurs matérielles an den Text vum Projet de loi ageschlach. Am Artikel 18 sinn zwee Kommaen, déi hätte solle geläscht ginn, déi awer duerch eng falsch Manipulatioun nach do stinn. De Staatsrot ass iwwer dës Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir stëmmen also elo iwwer den ofgeännerten Text of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7452 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir kommen elo bei de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lambert et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.41 heures.)

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 46
M. Fernand Etgen, Président
- 2. Interpellation de Mme Myriam Cecchetti au sujet des inégalités scolaires** p. 46
Exposé : Mme Myriam Cecchetti (dépôt des motions 1 à 4)
Débat : Mme Martine Hansen (dépôt des motions 5 à 7) | M. Claude Lamberty (intervention de M. Sven Clement) | Mme Francine Closener | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup (interventions de M. Dan Kersch, M. Sven Clement, M. Marc Goergen et Mme Josée Lorsché) | M. Sven Clement (interventions de M. Fred Keup, M. Fernand Kartheiser et M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse)
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
Motion 1 : M. Claude Lamberty | Mme Martine Hansen | M. Sven Clement
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Claude Lamberty | Mme Martine Hansen | M. Fred Keup | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti | M. Claude Lamberty (intervention de Mme Martine Hansen)
Vote sur la motion 2 modifiée (rejetée)
Motion 3 : M. Claude Lamberty | M. Fred Keup | Mme Martine Hansen | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti
Vote sur la motion 3 (rejetée)
Motion 4 : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Martine Hansen | M. Fred Keup
Vote sur la motion 4 (rejetée)

Vote sur la motion 5 (rejetée)

Motion 6 : M. Claude Lamberty | Mme Martine Hansen | M. Fred Keup

Vote sur la motion 6 (rejetée)

Motion 7 : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Martine Hansen | M. Sven Clement | M. le Ministre Claude Meisch

Vote sur la motion 7 (rejetée)

3. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'introduction d'une prime pour les apprentis sous le « régime concomitant » p. 68

Exposé : Mme Martine Hansen

Discussion générale : M. Gilles Baum | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Gilles Baum) | M. Yves Cruchten | Mme Martine Hansen

Vote sur la motion (rejetée)

4. Interpellation de Mme Stéphanie Empain au sujet des perspectives du secteur touristique au Luxembourg face à la pandémie du Covid-19 p. 70

Exposé : Mme Stéphanie Empain

Débat : M. Félix Eischen | Mme Carole Hartmann (intervention de M. Gusti Graas) | Mme Tess Burton | M. Jeff Engelen (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Myriam Cecchetti (interventions de M. Lex Delles, Ministre du Tourisme) | M. Marc Goergen (interventions de M. André Bauler et M. Mars Di Bartolomeo)

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre du Tourisme (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler) | M. Léon Gloden (parole après ministre)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nee, Här President.

2. Interpellation de Mme Myriam Cecchetti au sujet des inégalités scolaires

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vun der honorabeler Madamm Myriam Cecchetti iwwert d'Inegalitéiten an de Schoulen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu schon ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Claude Lamberty, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Josée Lorsché an den Här Fred Keup.

An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | Merci. Här President, sämtlech Rapporten an Evaluatiounen vum Lëtzebuerger Schoulsystem, déi opzedreiw sinn, soen dat selwecht aus: Déi gesellschaftlech Ongläichheete spigele sech an der öffentlecher Schoul erëm, a keng politesch Reform huet et bis elo fäerdegbruecht, d'Reproduktioun vun dësen Ongläichheeten ze stoppen.

Och wann tëschent 1970 an haut villes geschitt ass, den historesche Kontext an d'Erausforderunge fir

d'Gesellschaft an d'Politik evoluéiert hunn, bleift et bei dëser Bestännegkeet. Soulaang d'Gesellschaft vu strukturellen Ongläichheete gepräagt ass, bleift d'Schoul net dovunner verschount. Soulaang d'Schoul dës strukturell Ongläichheeten an hirem System widerhëlt, bleiwe sozial Ongerechtegkeeten a schoulesch Inegalitéite bestoen.

Här President, den Optrag vun der öffentlecher Bildung kann et net sinn, en ongerechte sozialen Uerden oprechtzeerhalen, esou wéi mir dat am meritokratesche System gewinnt sinn. Villméi misst déi öffentlech Bildung déi driewend Kraaft vun der Demokratie an der Emanzipatioun sinn.

Esou en demokratesche Bildungsoptag riicht sech da virun allem un déi Schüler, déi aus engem schwaache soziale Milieu kommen, wou d'Elteren net vill verdingen an och keng grouss Schoule gemaach hunn; déi Schüler also, déi d'Reussite scolaire net mat an d'Wéi geluecht kruten. Déi Schüler/innen hunn net déi selwecht Chancen, fir gutt duerch d'Schoul ze kommen. Dat weisen d'MAGRIP-Studie souwéi déi rezent Bildungsberichte. Mir mussen also kucken, dass d'Bildungschancé gerecht verdeelt ginn. Dofir brauche mir e gerechte Schoulsystem.

Gläichzäitig geet et och dorëms, dass jiddwereen, deen zu Lëtzebuerg an d'Schoul geet, fräi kann entscheeden, opgrond vu senger Präferenzen an net just senger Kompetenzen, a wéi eng schoulesch a berufflech Lafbunn e sech wëllt orientéieren.

D'Diere vun der schoulescher Orientéierung mussen esou breet wéi méiglech opgemaach ginn. Eng zouen Dier fir eng aner Ausbildung, zum Beispill wann ee sech ëmorientéiere wëllt oder wann ee soi-disant d'„Kompetenzen“ derfir net hätt, suert fir vill Frust ënnert de Schüler/innen. 96 % vun de Schüler/innen, déi 2021 d'Schoul un den Nol gehaangen hunn, hunn uginn, dass se dat gemaach hunn, well hinnen

hir Filière an hir Ausbildung net gefall huet. Dat ass de meeschtgenannte Grond fir den Décrochage scolaire. Et léisst sech iwwert déi dräi lescht Joer schätzen, dass allJoers 500 bis 600 Schüler/innen ënner 18 Joer d'Schoul opginn. Dat deit kloer op en Echec vun eise Schoulsystem hin.

Här President, d'öffentlech Schoul bitt ville Jonke keng sécher Perspektiv op eng Aarbechtsplaz méi. Dat ass e grave Problem an dee géllt virun allem fir d'Schüler/innen aus der Formation professionnelle. D'Schüler/innen am Parcours vun der Formation professionnelle gehéiere majoritär zu de Schouloffbriecher.

De Manktum u Léierplaze steet un zweeter Plaz vun den Ursaache fir de Schouloffbroch. 15 % vun den Diplomierten aus der Formation professionnelle fanne keng Aarbecht. Dat geet aus der leschter Etüd „Transition École – Vie Active“ ervir.

Och fir Jonker, déi frësch vun der Uni kommen, ass d'Aussicht op eng Aarbechtsplaz ëmmer méi geréng. Am Joer 2019 waren ëmmerhin 22 % vun de Jonke mat engem Unisdiplom op der Sich no enger Aarbecht.

Här President, Schouloffbroch, Jugendchômage an ëmmer méi Jugendaarmut sinn eng Realitéit an eise Land. Soulaang déi onsiichtbar Hand vum fräie Marché den Aarbechtsmarché strukturéiert, gëtt et an Zukunft ëmmer méi schwierig fir déi jonk Leit, eng Aarbecht ze fannen, notament wann hir Ausbildung den Exigence vun dësem Marché net méi entsprécht.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | D'Fro ass awer: Wien decidéiert, wat d'Beruffer vun der Zukunft solle sinn? De Marché entscheet, wat d'Beruffer vun der Zukunft solle sinn! D'Schüler/inne gi just ausgebild, fir de Marché ze fidderen. Déi nei Optioun

N – N fir Finanzen, Entrepreneuriat a Marketing (ndlr: Section Entrepreneuriat, Finance et Marketing) –, déi am Secondaire classique agefouert gëtt, steet stellvertredend derfir. Dobäi kéint den déi jonk Leit matbestëmmen, wat d'Beruffer vun der Zukunft sinn! De Staat kann nei Aarbechtsperspektive schafen an d'öffentlech Schoul kéint doran eng Virreideroll spillen, fréi vun ekonomeschem Drock an arbiträre Calculer.

D'Employabilitéit vun de Schüler/innen ass ganz sécher e wichtege Krittär! D'Schoul huet awer nach e ganz anere Bildungsoftrag, nämlech deen, all Schüler/in dozu ze befäegen, zesammenhängend ze verstoen, matzedanken, sech auszudrücken, matzestalten. Just esou kann et zu engem Paradigmewissel an eiser Gesellschaft kommen. Da kann et och zu enger reeller Matbestëmmung kommen, well eis Schüler/innen zu mëndege Bierger gi sinn.

Här President, et geet net drëms, ze wëssen, wéi eng Aktivitéiten am rentabelste sinn, mee wat mir an Zukunft un Aktivitéiten an Aarbechte brauchen, fir dass eis Gesellschaft ka funktionéieren, virun allem am Kontext vum Klimawandel. Handwierker brauche mir zum Beispill ëmmer. Ech ka mir keng Gesellschaft ouni Handwierker virstellen.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | Och am digitalen Zäitalter brauche mir Leit, déi eng Stéchsee kënnen an de Grapp huelen, den Daach flécken, Haiser bauen, de Waasserschued reparéieren a villes méi.

Une voix | An en Nol riicht akklappen.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | Paradoxerweis steet awer d'Handwierk u leschter Stell an eise pyramidale Schoulsystem. D'Formation professionnelle ass weiderhin en Ofstellgleis fir Schüler/innen, déi et net bis an den Enseignement général oder de classique packen.

Här President, d'Recht op eng öffentlech zougänglech Bildung, d'Demokratiséierung vun der Schoul duerch d'Obligation scolaire, all dat si politesch Diskussiounen an Ziler, déi scho Joerzénge zréckleien. Dës Ambitioun ginn haut net méi duer. Haut dierf jiddwereen an d'Schoul goen, wat nach laang net heescht, dass jiddwereen an der Schoul eng Ausbildung kritt, déi em herno am Liewen déi selwecht Chance bitt. Dorunner ännert och eng Verlängerung vum Schoufflichtalter näischt. Wat zielt, ass, dass no der Schoul genuch Méiglechkeete bestinn, fir dat, wat ee geléiert huet, och kënnen unzewinnen am Kader vun enger anstänneger Aarbechtspilz!

Haut muss d'Politik sech als Zil ginn, déi gesellschaftlech wéi och déi schoulesch Inegalitéiten ze bekämpfen. Haut brauche mir eng staark öffentlech Schoul, déi der sozialer Realitéit entsprécht.

De leschte Bildungsbericht weist ganz kloer, dass d'Ongläichheete vun der schoulescher Leeschtung net verschwonne sinn. D'Facteuren, déi dës Ongläichheeten ausmaachen, sinn engersäits an der Gesellschaft an anerersäits am Schoulsystem selwer verankert. Sozial, ekonomesch a kulturell Facteure wéi d'Sprooch, d'Klassenugehéieregkeet, den Gender an déi national Originn schafe Spaltungen ënnert de Schüler/innen an determinéiere ganz staark hir Zukunftschancen. Eise Schoulsystem mat senge Strukturen, senge Reegle reproduzéiert dës gesellschaftlech Spaltungen a verschäerft se souguer nach.

Här President, d'Zuelen aus dem leschten nationale Bildungsrapport, déi déi schoulesch Ongläichheete beleen, stinn an der Kontinuitéit mat deenen aus de Jore virdrun. Dem Minister Meisch seng selleg Reformen hu grondsätzlech näischt un der fundamentaler

Ongerechtegkeet vun eise Schoulsystem geännert! D'Schoulpolitik ass déi vum Status quo. Et gëtt et puer Hiewelen, déi ee misst zéien, fir de Schoulsystem fundamental kënnen ze änneren.

Konkreet bedeit dat, dass bei de Kanner am ganz jonken Alter am meeschten investéiert muss ginn an am meeschten ze maachen ass, fir d'Weichen an de richtige Wee ze stellen – mir brauchen eng Opwärtung vun der Tâche vum Titulaire um Terrain a grad an deenen ënneschte Cyclé missten déi kompetentste Leit agestallt ginn –, dass d'Exigenze vun der Méisproochegkeet mussen iwwerschaft ginn. Ëmmerhin hunn déi meeschte Schüler/inne mat Migrationshannergrond Kenntniser a fënnf Sproochen an dat ka jo awer net den Ausschlusskrittär sinn. Et bedeit, dass d'Kompetenzsockelen am Fundamental sollen als Indicateur fonctionéieren an net als Ausschlusskrittär; dass am Fundamental och wierklech a Cyclé geschafft misst ginn, esou wéi dat am Cycle 1 scho bal zanter ëmmer de Fall ass, dass d'Hierarchiséierung vun de Filiären am Secondaire misst verschwannen.

Här President, an eise Schoulsystem ass d'Sprooch ganz däitlech en Diskriminationsfacteur. Dat ass mëttlerweil jiddwengem heibanne bewosst. Et ass net realistesch, ze erwaarden, dass jiddwereen eis dräi Amtsprooch mat deem selwechte Perfektionsgrad beherrscht! Keen heibanne kann dat! An trotzdem setzt eise Schoulsystem ganz héich Erwaardungen an d'Schüler/innen an an déi zukünftige Enseignanten/een, wat d'Sproochkenntniser ugeet. Dës Erwaardung sinn net méi zäitgeméiss.

Zu Lëtzebuerg ass gutt d'Hallschent vun de Schüler/innen aus der Immigratioun, dovunner 21 % aus enger éischer Generatioun. Lëtzebuergesch ass net méi, wéi nach an den 80er-Jore, déi Sprooch, déi am meeschte bei de Schüler/innen doheim geschwat gëtt. Portugisesch ass déi meeschtgeschwaten auslännesch Mammesprooch. Déi lusofon Schüler/inne sinn awer och déi, déi am Leeschtungsverglach am mannste gutt ofschneiden. Ech soe bewosst „am mannste gutt“, well esouwuel an der PISA-Etüd wéi och am hauseegene Monitoring schneiden eis Schüler/innen all net besonnesch gutt of.

Do, wou de Leeschtungssecart tëschent lusofone Schüler/innen an de lëtzebuergeschsproocheger fir d'éischte Kéier däitlech siichtbar gëtt, ass am Cycle 3. Do errechen 18 % vun de Schüler/innen am Allgemengen de Kompetenzsockel net. Ab do bleift den Ecart bestoe bis an de Secondaire, well et op Cinquième respektiv Neuvième 46 % sinn, deenen hir Kompetenzen den Erwaardunge vum Sockel net entsprechen. A mir schwätzen hei just vun de Basis-kompetenzen: Liesen, Schreien a Rechnen.

Här President, dem Bildungsminister seng Virgängerin, d'Madamm Mady Delvaux-Stehres, hat emol d'Remark gemaach, de Socle de compétences wier en Indicateur, mee keng Guillotine. D'Erreeche vum Sockel setzt pedagogesch Mesuré viraus, déi zwar deelweis vum Reform vun 2009 virgesi waren, mee de facto ni tel quel an alle lëtzebuergesche Schoulen ëmgesat gi sinn. Et ass deemools drëms gaangen, de Redoublement ofzeschaffen, falls e gewëssene Kompetenzsockel net géif vun de Schüler/innen erreicht ginn. Ouni d'Erwaardungen un d'Leeschtung vun de Schüler/innen erofzesetzen, sollt gekuckt ginn, déi néideg Moyenen u Personal a pedagogeschen Outilen an der Klass esou anzusetzen, fir dass jiddwereen de Kompetenzsockel kann erreechen.

De Sockel ass an deem Sënn en Indicateur, dee weist, wéi vill Progrès gemaach ginn ass; eng positiv Evaluatioun also. Souwäit mir dat observéieren, ass de Redoublement net aus eise Schoule verschwonne. Dat

gëtt elo just anescht genannt, an zwar Rallongement. Mee och de Rallongement ass eng extreem demotivante Mesure!

Här President, mir mussen den Apprentissage vun de Sproochen op engem gemeinsamen Nenner opbauen, deen der grousser Diversitéit vun eiser Schülerpopulatioun ka gerecht ginn. Wéi mer dat am beschte maachen, si Froen, déi elo endlech erfuerscht ginn, well de Minister jo och erkannt huet, dass d'Méisproochegkeet ëmmer méi en Handicap gëtt fir eis Schülerpopulatioun. Mee leider ginn d'Decisionen, fir déi eng oder aner Mesure ëmzesetzen, vum Minister iwwert de Knéi gebracht.

E gutt Beispill derfir ass d'Aféierung vun der Alphabetiséierung op Franséisch am Fundamental. Do kann ee sech jo soen: Jo, firwat net? Mee wann et esou ass, dass just an e puer Testklassen op Franséisch alphabetiséiert gëtt, während an deenen anere Klassen op Däitsch alphabetiséiert gëtt, an duerno am Cycle 3 déi zwou Filiären zesummekommen, dann ass et awer wierklech schwéier virstellbar, dass am Cycle 4 sollen, onofhängeg vun der Alphabetiséierungssprooch, d'Kanner dee selwechten Niveau an alle Sproocher kënnen hunn. Da froen ech mech: À quoi bon? Dann hu mir jo näischt a Bezuch op d'Komplexitéit vum Sproochenunterrecht ënnerholl, mee just eppes a Bezuch op d'Reiefolleg.

Dofir misst ee sech op d'Fuerschung baséieren an och d'Recommandatiounen vun deene sellegen Etüde berücksichtegen, well wann esou eng Mesure vu vireran net gutt genuch duerchduecht oder duerchfuerscht ass, da ka se vill Schued bei de Kanner urriichten. D'Kanner si jo awer keng Testobjeten!

Här President, d'Erwaardungen un d'Sproochekompetenze suergen net just fir schoulesch Inegalitéiten ab dem Fundamental, mee erschwéieren och den Zougang zu enger Aarbechtspilz, nottamment am Kader vun der Berufsausbildung, a schlussendlech verspäre se ville jonke Leit de Wee zu enger universitärer Ausbildung.

Eng weider Schrauf, un där een dréie misst, wier also déi vum Stellwäert vun der Méisproochegkeet am Kontext vun enger Gesamtevaluatioun vun de schouleschen a professionellen Kompetenzen. Et ass fairerweis wichteg, déi sproochlech Exigenze fir jiddwereen nei unzespinnen, well se elo schonn net méi fir jiddweree gëllen. Se gëllen net fir jiddwereen um Aarbechtsmarché an och net am Kader vun den öffentlichen International Schools.

Här President, aus deem, wat aus dem Bildungsbericht erauszeliesen ass, bleift awer den determinantesten Diskriminationsfacteur an der Schoul de Bildungsgrad an de Kontostand vun den Elteren, nottamment wann et ëm d'Orientéierung nom Fundamental an d'Filière vum Secondaire geet. Engersäits wësse mer jo, dass d'Chancen, fir gutt duerch d'Schoul ze kommen, méi kleng si fir déi Kanner, déi aus sozial an ekonomesch schwache Familljefelder kommen. Anerersäits gëtt et deene Schüler/inne géigeniwwer Virurteeler, déi bei der Orientéierung matspillen. An de leschte Bildungsberichter gesäit ee ganz gutt, wéi staark dës Virurteeler matspillen, jee nodeems, a wéi eng Filière dës Schüler/innen orientéiert ginn. Do gëtt et Zuelen, déi kloer bezeien, dass d'Leeschtunge vu Schüler/innen aus „gudde Haus“ zolidd iwwerschat ginn. De Contraire ass de Fall bei de Schüler/innen aus manner gutt beduchte Familljen. Si gi sans-gêne an hire Leeschtungen ënnerschat.

Sou sinn de leschten Zuelen no 72 % vun de sozioekonomesch méi staarken Schüler an de Classique orientéiert ginn, obwuel der nëmme 52 % d'Fäegkeeten derfir haten. Ëmgedréit si 16 % vun

de sozioökonomesch méi schwache Schüler an der Classique orientéiert ginn, obwuel et hire Punkten no der 37 % hätte misse sinn. Virurteeler suergen hei fir en Ecart, dee ganz kloer en faveur vun de sozial Favorisierte spillt. Eise Schoulsystem bitt awer och hei erëm déi beschte Viraussetzung fir d'Weiderféierung an deelweis d'Veerschäerfung vun dësen Ongerechtegkeeten.

Den Enseignement secondaire mat sengen dräi grouss Filiëren ass quasi esou opgebaut wéi déi pyramidal Klasseverhältnissen an eiser Gesellschaft. Et ass en immens segregativen a hierarchiséierte System. De Classique un der Pyramidespëtz géllt nach ëmmer als Voie royale fir eng akadeemesch Karriär an déi beschte bezuelten Jobs, och wann dat an der Realitéit hautzudaags net méi esou spillt. Den Technique géllt nach ëmmer als „manner gutt“ wéi de Classique, obwuel och hei d'Méiglechkeeten op eng Studielafbunn bestinn. Ganz ënnen da steet d'Formation professionnelle als Ofstellgleis fir jiddwereen, deen et net an den Technique général packt.

Paradoxerweis ass d'Handwierk d'„Réckgrat vun der lëtzebuergescher Economie“, wann ech de Minister dierf zitieren. An domadder misst d'Formation professionnelle jo dee selwechten Unerkennungswäert kréie wéi d'akadeemesch Karriär. Dat ass awer net de Fall! An dat ass souwuel e Mentalitéitsproblem wéi eng Konsequenz vun engem Orientierungssystem, deen op sozialen Ausschlosskrittäre baséiert.

Wie wëllt schonn e Kand an d'Formation professionnelle schécken, wa gewosst ass, dass domadder seng Zukunftschancen um Spill stinn? An engem Kontext, an deem déi politesch Responsabel déi akadeemesch Ausbildung als eenzeg Voie de réussite duerstellen an och derfir suergen, dass dat esou ass, kann ee sech schwéier virstellen, d'Eltere vun de Schüler/innen selwer fir d'Formation professionnelle kënnen ze begrechen.

Et verlaangt schonn eng Revolution, fir d'Hierarchiséierung vun de Filiëren ofzeschaffen. Déi Lénk wëllen dofir d'Gesamtschoul als revolutionär Mesure developpieren. D'Gesamtschoul, dat ass e System, an deem d'Schüler/innen net fréizäiteg an de Secondaire orientéiert ginn. Si bleiwen zesummen an enger selwechter Lafbunn, an engem Tronc commun, bis zum Schoufflichtalter, also aktuell nach bis 16 Joer, a kënnen dann entscheeden, a wéi eng spezialiséiert Filière si sech wëllen orientéieren. D'Gesamtschoul setzt viraus, dass d'Schüler/innen de Choix vun hirer schoulescher a professioneller Orientierung bewosst kënnen treffen, well si bis dohin den Iwwerbléck iwwer hir Kompetenzen a Präferenzen kënnen hunn.

Dofir géif an der Gesamtschoul och an Teams enseignéiert ginn, dat heescht zu e puer Enseignanten, an Zesummenaarbecht mat spezialiséiertem pedagogeschem Personal, dat sech ëm d'Schüler/innen këmmert, déi spezifesch Besoinen hunn. An der Gesamtschoul géif och effektiv a Cyclé geschaff ginn, esou wéi dat haut jo scho gesetzlech eigentlech virgesinn ass. An enger Gesamtschoul ginn d'Schoulprogrammer esou ausgeschafft, dass all d'Schüler/innen bis zu hirem 16. Liewensjoer kënnen en Abléck kréien a verschidde Fächer a souwuel theoreetescht Wësse wéi praktesch Berufserfarunge sammelen. Och d'Handwierk mat Atelieren a Stagë wär e wichtege Deel vun dësem Programm.

Här President, mir fuerderen also de Comeback vum Tronc commun als zentral Mesure géint schoulesch Inegalitéiten. Dat ass och keng utopesch Fuerderung, well wéi Der wësst, gouf 1979 den Tronc commun vun der LSAP/DP-Regierung gesetzlech gestëmmt, mee leider net ëmgesat, well duerno eng CSV-Regierung

koum. Den Tronc commun war deemools an der Diskussioun wéinst dem Constat, dass de Schoulsystem den neien ekonomeschen an demografeschen Erausforderungen net méi gewuesst wier. Deemools ass gesot ginn, dass mir zu Lëtzebuerg missten eis eege Matière grise unzillen, an dass de sozialen Determinismus misst entschäerft ginn duerch d'Bildung, virun allem duerch d'Demokratiséierung vun der Schoul.

Deemools huet déi éischt Etüd iwwert déi schoulesch Ongläichheete Welle geschloen a breet Debatten opgemaach. Haut schéngen d'Informatiounen aus dem Bildungsbericht bal kee méi ze schockéieren. Dat ass dann och den Effet vun der Gewunnecht vum Status quo. Iergendwéi rullt et, och wann et net gutt rullt. Mat dëser Mentalitéit wëllen a mussen mir briechen!

Här President, natierlech ass den Tronc commun just een Aspekt vun enger gréisserer a struktureller Reform vun eisem Bildungssystem! Ouni eng Grondopreform bleift de lëtzebuergesche Schoulsystem ongerecht, ineffikass, konservativ an almoudesch. Almoudesch, well en an de 70er-Joer hänke bliwwen ass. Konservativ, well trotz alle Reformen, déi de Minister ënnere huet a senger Mandatsperiod, sech grondsätzlech näischt a puncto Ongläichheete geännert huet. Wat sech awer radikal geännert huet, ass d'Schoullandschaft. Mir hunn nieft den traditionelle Schoulen ëmmer méi international Schoulen. Nieft dem classesche Schoulsystem huet de Minister e parallele Schoulsystem geschafent.

Fir d'Schüler/innen mat spezifesch Besoinen goufen nei Infrastrukture geschafent, déi hir Problemer aus der Schoul an d'Kompetenzzentere kënnen verlagere. All Schoul huet hiren Entwécklungsplang, all Lycée säi Profil a seng schoulesch Offer. De Lycée mat der beschter Offer kritt déi beschte Schüler an domadder dann och déi meeschte Moyenen, fir ze fonctionéieren.

Déi grouss Changementer bestinn aus enger Zerstéckelung vun der Schoullandschaft, engem administrative Waasserkapp, enger Individualiséierung vun der Schoulgemeinschaft an enger Hyperspezialiséierung vun der Ausbildung. Dem Minister seng selleg Reformen hunn de Problem vun de schouleschen Ongläichheeten ëmgaangen: Plus ça change, plus c'est la même chose. Dat ass Konservatismus!

Här President, et ass un der Zäit, et ass héich Zäit, Courage ze weisen, fir eng Rei Mesuren ëmzesetzen, déi um Fundament vun eisem inegalitäre Schoulsystem rappe ginn! Mir fuerderen e vereinfachten Zougang zu der Méisproochegkeet, d'Ofschafe vun der fréizäiteger Orientéierung an de Secondaire, d'Aféierung vun engem Tronc commun, d'Enn vun der Hierarchiséierung tëschent de Filiëren, d'Integratioun vu parascolairen Aktivitéiten a vun de Kompetenzzentere an d'Schoule selwer, multiprofessionell Teams an de Klassen.

Dat, Här President, si vun eis e puer konkret Mesuren, fir géint déi schoulesch Ongläichheeten unzekämpfen. Mir halen dës Mesuren an enger Rei Motiounen fest, déi ech Iech heimadder dann iwwerginn.

Als éischt emol eng Motioun, déi de Precoce betrëfft, de Precoce, deen natierlech fakultativ soll bleiwen, mee deen awer onbedéngt misst op engem Modèle à journée continue, esou wéi de ganze Fondamental, existéieren an net nëmmen a Plagen, wou d'Eltere se dann nëmmen en hallwen Dag kënnen umellen. Gläichzäiteg missten awer och en Accueil du matin, de l'après-midi an och d'Kantine kënnen dës Kanner ophuelen.

Dofir invitéiere mir d'Regierung, de Ministère, de Gemengen awer och finanziell zur Sait ze stoen an hinnen d'Moyenen ze ginn, fir dës Strukturen auszebauen, fir dass och all Kand kann dorunner deelhuelen, ouni op ellelaange Waardeleschten ze stoen, oder dass grad déi Kanner – wéi et am Observatoire national de la qualité scolaire genannt gouf –, déi lusofon sinn, net vun deenen dote Strukturen kënnen profitéieren, well se net ugepasst sinn un d'Aarbechtszäite vun hiren Elteren.

Gläichzäiteg menge mir, dass ee kéint zwee Joer virun der Alphabetisatioun Test-linguistique mat deene Kanner duerchféieren, fir ze kucken, wou ee wirklech nach vill méi gezielt kéint mat hinne schaffen an och den Eltere kënnen ze hëllefen an der Integratioun, fir de Schoulsystem besser kennen ze léieren an och fir hir Kanner am Apprentissage besser ënnere stützen ze kënnen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant les efforts déployés par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse dans le développement de l'éducation non formelle ;

– considérant que la fréquentation de l'enseignement précoce favorise l'acquisition de compétences cognitives, psychomotrices et linguistiques dès le plus jeune âge ;

– considérant qu'une scolarisation dès le plus jeune âge participe à une meilleure préparation d'entrée dans l'enseignement fondamental ;

– considérant que la scolarisation précoce augmente les chances de réussite scolaire et d'apprentissage des langues ;

– considérant que l'offre de scolarisation précoce n'est pas accessible dans toutes les communes,

invite le Gouvernement

– à concevoir l'enseignement précoce facultatif sur le modèle de l'école à journée continue et non avec des plages mi-temps ;

– à concevoir des accueils du matin, de l'après-midi pour cette même offre ;

– à concevoir des cantines scolaires pour les enfants du précoce ;

– à inciter et soutenir financièrement les communes à développer l'offre du précoce de sorte à garantir l'accès à l'enseignement précoce sur l'ensemble du territoire ;

– à inciter et soutenir financièrement les communes à développer cette offre d'éducation non formelle ;

– à effectuer des tests linguistiques avec les élèves du précoce afin de mieux déterminer l'offre linguistique et les critères d'alphabétisation à développer deux années plus tard ;

– à mettre en place des cours d'intégration linguistique pour les parents et la possibilité de soutenir l'apprentissage linguistique de leurs enfants.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | Eng zweet Motioun wëlle mer ofginn. Dat ass déi vun den internationale Schoulen, dass mer soen, mir si jo endlech um Wee, dass déi och iwwert de Bildungsbericht wëssenschaftlech ënnersicht ginn. An et soll ee ganz kloer kucken, wat d'Plus-value ass, an déi Plus-value soll een huelen an dann och integréieren an eis normal École-fondamentallen an och nach an eis Lycéeën.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant que le plurilinguisme et une grande diversité ethnique caractérisent la population scolaire luxembourgeoise ;

– considérant que l'apprentissage obligatoire de trois langues officielles est un marqueur d'exception du système scolaire luxembourgeois et de la culture du pays ;

– considérant que l'apprentissage obligatoire de trois langues étrangères constitue aussi bien un obstacle dans la poursuite de leur carrière scolaire pour beaucoup d'élèves ;

– considérant le modèle des écoles publiques internationales, où les élèves peuvent opter pour une alphabétisation en allemand, en français, en anglais ou encore en portugais pour certaines écoles ;

– considérant que le modèle des écoles publiques internationales permet également aux élèves du secondaire de poursuivre leur cursus dans la langue de leur choix parmi une offre linguistique plus différenciée incluant le français, l'allemand et l'anglais ;

– considérant que le modèle des écoles publiques internationales est actuellement l'objet d'études et d'évaluations menées par l'Université du Luxembourg ;

– considérant le nombre croissant d'élèves inscrit.e.s dans les écoles publiques internationales ;

– considérant l'extension de l'offre d'écoles publiques internationales à travers le pays,

invite le Gouvernement

– à tirer des conclusions du rapport d'évaluation des écoles internationales publiques en cours d'élaboration avant de n'agir plus loin en faveur d'une extension de l'offre d'écoles publiques internationales ;

– à harmoniser le système scolaire luxembourgeois en appliquant un même modèle d'apprentissage diversifié des langues à l'ensemble des écoles publiques luxembourgeoises.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | Dat ass déi zweet.

Déi drëtt, déi huet ganz, ganz vill Consideranten. Ech liesen déi och elo net vir, Dir liest déi all selwer duerch. Do geet et eigentlech wierklech drëms, géint déi Inegalitéiten ze kämpfen, andeems een en Tronc commun ëmsetzt an de Schoulen, wat och am Ausland scho bewisen ass. An Däitschland virun allem gëtt et eng ganz Rei Projeten, an deene se bewisen, datt d'Schüler do zesumme besser virukommen an datt jiddweree seng Plaz fënnt an der Gesellschaft, notament och, well ganz vill handwierklech Projeten an deene Schoule sinn, well ganz vill Handwierker och an d'Schoule ginn. Dat ass dann déi drëtt Motioun.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– considérant que le dernier rapport national sur le décrochage scolaire indique que l'orientation dans une filière non souhaitée fait partie des raisons de décrochage scolaire les plus fréquemment évoquées par les élèves concerné.e.s ;

– considérant que la plupart des décrochages scolaires ont lieu dans le cursus DAP de la formation professionnelle ;

– considérant la hiérarchisation des filières de l'enseignement secondaire ;

– considérant l'orientation à la fin du cycle 4 vers l'enseignement secondaire en fonction d'une évaluation biaisée et discriminatoire de la performance scolaire des élèves ;

– considérant la ségrégation sociale et ethnique dont témoigne encore largement l'état de la répartition des élèves dans les différentes filières de l'enseignement secondaire ;

– considérant qu'au vu des informations apportées par le dernier rapport national sur l'éducation, le système scolaire luxembourgeois est structurellement inégalitaire ;

– considérant que, face aux inégalités scolaires croissantes, le Gouvernement DP-LSAP avait souhaité mettre en place à la fin des années 1970 une réforme du système scolaire via l'introduction d'un tronc commun d'enseignement avant l'orientation scolaire spécialisée ;

– considérant que l'enseignement en tronc commun permettrait de repousser l'orientation scolaire des élèves vers une filière spécialisée de l'enseignement secondaire jusqu'à l'âge de l'obligation scolaire ;

– considérant que l'enseignement en tronc commun permettrait de réunir les élèves de différents niveaux de compétences en cycles d'apprentissage jusqu'à l'âge de l'obligation scolaire et ainsi de désamorcer la hiérarchisation des filières de l'enseignement secondaire ;

– considérant que l'enseignement en tronc commun avait été introduit par la réforme de l'enseignement fondamental en 2009, permettant l'enseignement en cycles d'apprentissage comme un moyen d'apprentissage progressif pour les élèves accusant des retards et difficultés scolaires ;

– considérant que cet aspect de la réforme de 2009 n'est pas catégoriquement appliqué dans toutes les écoles fondamentales luxembourgeoises ;

– considérant que le tronc commun ait été considéré par le gouvernement DP-LSAP de 1979 comme la pierre angulaire de la démocratisation scolaire et de la lutte contre les inégalités scolaires,

invite le Gouvernement

– à lutter contre les inégalités scolaires en appliquant le principe de l'enseignement en tronc commun.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | An déi véiert Motioun, do geet et eigentlech drëms – vu dass mer ganz vill Schüler hunn, déi net méi d'Lëtzebuerger Mammesprooch hunn a scolariséiert ginn –, einfach emol ze kucken, wéi et ass mat de Sproochen, wéi et ass mat de Maîtrisen, an do wierklech eng wëssenschaftlech Studie an Opdrag ze ginn, fir dat ze evaluéieren.

Déi Leit, déi virun enger Zäit schon hir Schoule gemaach hunn, ze kucken, wéi et do mat de Sprooche geet, wéi se scolariséiert gi sinn, an da wierklech en État des lieux ze maachen, fir d'Kompetenzen ze kucken, och wat ee brauch um Aarbechtsmarché, well et do jo scho ganz laang esou ass, dass mer Patronen hunn, déi franséischsproocheg sinn, anerer sinn däitschsproocheg. Mir hu Beruffer, do gëtt am Beruff selwer Franséisch an Däitsch gemëscht geschwat. Et gëtt Beruffer, do gëtt guer keen Englesch gebraucht. Et gëtt Beruffer, do gëtt vill Englesch gebraucht. Dass een einfach och do kuckt, wéi een dat an de Schoulsystem kann abauen, fir eeben de Schüler ze hëllefen, an, jo, voilà, dass se besser duerch hir Schoulkarriär kommen, fir herno mündeg an oppe Bierger ze ginn a fir och ze fridden an hirem Erwuesseneliewen ze sinn.

Voilà. Villmools merci!

Motion 4

La Chambre des Députés,

– considérant que 44 % des élèves scolarisé.e.s au Luxembourg n'ont pas la nationalité luxembourgeoise ;

– considérant que pour 57 % des élèves scolarisé.e.s au Luxembourg, le luxembourgeois n'est pas la langue maternelle ;

– considérant les nouveaux résultats longitudinaux issus du monitoring scolaire national en première et troisième année scolaire qui indiquent que parmi l'ensemble des élèves (tout groupe linguistique confondu) :

- plus de 30 % se trouvent en dessous du niveau socle de compétences en mathématiques,

- plus de 10 % se trouvent en dessous du niveau socle de compétences dans la compréhension de l'oral en allemand,

- plus de 40 % se trouvent en dessous du niveau socle de compétences dans la compréhension de l'écrit en allemand ;

– considérant que l'évaluation des compétences linguistiques dans le système scolaire luxembourgeois (hormis les écoles publiques internationales) est fondée sur l'exigence d'une maîtrise équivalente des langues étrangères à apprendre ;

– considérant que les difficultés d'apprentissage de plusieurs langues étrangères, constatées dans le dernier rapport national sur l'éducation, créent en même temps des inégalités et des barrières à l'apprentissage des autres matières ;

– considérant que l'évaluation actuelle des compétences linguistiques est fondée sur des exigences irréalistes ;

– considérant que les mêmes exigences ne valent pas pour le modèle des écoles internationales publiques ;

– considérant que la maîtrise des trois langues officielles du pays n'est pas requise dans un nombre de domaines professionnels du secteur privé,

invite le Gouvernement

– à commanditer auprès de services compétents une étude scientifique transversale permettant :

- d'évaluer la maîtrise plurilinguistique des personnes ayant été scolarisées au Luxembourg au cours de plusieurs générations,

- de faire un état des lieux des niveaux et compétences requis dans le cadre de la formation professionnelle ainsi que dans le système universitaire européen et dans les différents secteurs du marché de l'emploi ;

– à procéder à une réévaluation des niveaux de compétences linguistiques exigés dans les différents cursus et filières du système scolaire luxembourgeois.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorable Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. A merci der Madamm Cecchetti an deene Lénken, datt se dese wichtege Punkt op den Ordre du jour gesat hunn, well Lëtzebuerg definitiv a puncto Chancëgläichheet bei der Bildung extreem schlecht dosteet.

Wann ech de Bildungsbericht vun 2021 zitieren, da steet dodran: „Früh bestehende Leistungsdefizite im Leseverstehen oder in Mathematik werden im Laufe der Jahre kaum aufgeholt und sozioökonomische und/oder sprachliche Hintergrundmerkmale haben entscheidenden Einfluss auf den Bildungserfolg oder -misserfolg [...]“. Esou änlech stoung et

och am Bildungsbericht virdrun. Esou änlech ass et bei de PISA-Etuden erauskomm. Elo kënt et do e bësse manner dacks eraus, well mer manner dacks matmaachen, mee de Problem ass awer schonn zënter enger gefilterter Éiwegkeet bekannt, an déi kruzial Fro, déi sech stellt, ass wierklech: Wat ass gemaach ginn, fir dee Problem konkreet unzepaken, respektiv wat gëtt gemaach, fir deem heite Problem entgéintzewierken?

Als CSV hate mer duerfir an dëser Legislaturperiode eng Motioun hei zur Ofstëmmung bruecht, fir de Problem geziilt, zesumme mat der Wëssenschaft, mat de Leit vum Terrain, unzegoen, fir eng Partie Mesuren ze definéieren mat der Wëssenschaft, fir se dann och ëmzesetzen, fir parallel ze kucken, fir se ze evaluéieren, fir se wëssenschaftlech ze begleeden a fir dann eeben ze kucken: Kënnen déi do Mesuren elo weidergefouert ginn, fir wierklech geziilt de Problem unzepaken? Leider Gottes ass dës Motioun och erëm eng Kéier, wéi esou dacks, mat 29 zu 31 ofgeleent ginn, woubäi ech wierklech net verstinn, firwat!

Ech hu wierklech d'Gefill, et gëtt heiansdo an der Educatioun aus dem Bauch eraus reagéiert. An dat ass net gutt, well aus dem Bauch eraus, do kann et och riicht an d'Box goen! A wann et an dësem Fall riicht an d'Box geet, dann hu mer definitiv e Riseproblem!

(Hilarité et brouhaha)

Mir brauchen hei eng systematesch Ursachefuerschung, awer – ganz wichteg! – och eng wëssenschaftlech a richteg Interventiuonsuerschung. A leider iwwersprange mer hei zu Lëtzebuerg ganz dacks deen awer kruziale Punkt vun der Interventiuonsuerschung a mir maachen dacks direkt Pilotprojeten. An dat ass awer zum Deel eethesch bedenklech, well, wéi gesot: Wann déi Pilotprojeten näischt ginn, da leiden d'Kanner dodrënner.

Ech wäert an dëser Interpellatioun op 20 Punkten agoen an ech fänke bei der Sprooch un. D'Madamm Cecchetti huet dee Problem och ugeschwat.

Déi ganz Problematik vun der Bildungsschéier huet zum Deel mat eiser Multilingualitéit ze dinn, awer net nëmme domadder. Datt mer eng Reform vum Sproochenunterricht brauchen, dat hu mer schonns méi wéi eemol hei gesot an dat ass och mäin éischte Punkt. Mir kënnen net nëmme einfach eng parallell Schoulwelt opbaue mat den Europaschoulen. Neen, mir müssen eise Sproochenunterricht an eise Schoule reforméieren! Ech wäert do net méi op den Detail eragoen. Dat hu mer bei der Interpellatioun, déi d'Madamm Closener ugefrot hat, iwwert d'Europaschoule scho gemaach.

Fest steet op jidde Fall: Mir müssen de Sproochenunterricht reforméieren! A mir müssen eis klassesch éifentlech Schoul staark maachen a se eeben net no an no aushielegen, well dee Multilingualismus, dee gehéiert bei eis derzou, dee muss mer bäibehalen, en dierf awer keng oniwierwannbar Hürd gi fir d'Kanner, an dat am Sënn vun der Chancégerechtkeet.

Mäin zweete Punkt ass de Precoce. D'Madamm Cecchetti ass och op de Precoce agang, de Cycle 1 an de Curriculum. Do kommen ech nach emol bei de Bildungsbericht. Do steet nämlech am Artikel mat der Iwwerschrëft „Negativer Trend in der Kompetenzentwicklung“, datt d'Bildungsstandarde zwar am Cycle 1 vun den allermeeschte Schüler erreecht ginn, awer de Kompetenzniveau bis zum Cycle 3 par rapport zum Standard sech bei ganz villen éischer verschlechtert an datt och erëm eng Kéier do déi portugisesch Sproochegrupp am schlechtesten ofschneit.

Den Observatoire national de la qualité scolaire schreift, datt et schéngt, wéi wann dat, wat am Cycle 1 gefrot gëtt, net géif duergoen, an et misst zesumme

mat der Recherche gekuckt ginn, wéi eng Elementer am Curriculum feelen. Et kann een nämlech och do schonn d'Basis maachen, fir Sproochen ze léieren, d'phonologesch Bewosstsi vun de Kanner schäerfen, well gutt Startchancë si wichteg, fir Bildungsongläichheeten ze verhënnern. An hei spillen, wéi gesot, de Precoce an d'Spillschoul eng wichteg Roll. De Curriculum muss also ugepasst ginn.

Deen drëtten Punkt: de Precoce an d'Sproochen am Spezifesch. An dann zitieren ech erëm eng Kéier aus deem heiten Artikel. Do steet dran: „[...] verweisen auf die Notwendigkeit, die deutsche Sprache ab dem ersten Zyklus in die Frühförderung der Kinder einzubeziehen, wenn diese weiterhin auf Deutsch alphabetisiert werden sollen.“ Och d'OCDE hat 2012 geschriwwen, datt ee méi Gewicht misst leeën op d'Alphabetisierungssprooch an datt een d'Aféiere vun der zweeter Sprooch misst méi no hanne réckelen.

An da kommen ech bei d'Fro vun der Interpellatioun vun deene Lénken, nämlech, dem Minister Meisch seng Reforme kritischesch ze analyséieren. Dat war eng Fro. Dat läit elo net u mir, mee dat war eng Fro. Wat huet awer hei de Minister Meisch gemaach? En huet de Programme plurilingue agefouert. D'Kanner tëschen 0 a 4 sollen nieft dem Lëtzebuergeschen dann och nach d'Franséisch léieren. Dat ass am Cycle 1.1 an am Cycle 1.2 och nach derbäi agefouert ginn. Hei ass also am Prinzip de Contraire gemaach gi vun deem, wat d'Wëssenschaft fret: Amplaz nieft dem Lëtzebuergeschen, wann dann nach eng zousätzlech Sprooch sollt gemaach ginn, dat Däitsch ze maachen, well jo op Däitsch alphabetiséiert gëtt, ass zousätzlech Franséisch derbäigesat ginn. Amplaz mat där zweeter Sprooch, Franséisch, méi spéit unzefänken, ass dat u sech éischer gemaach ginn.

Mir haten deemools gefrot, wat genau d'Zil vum Programme plurilingue wär. Do krute mer erkläert, datt sech am nonformale Beräich am Prinzip keng Ziler géife gesat ginn. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass eppes, wat mir u sech e bëssen op d'Strëmp geet, well d'Kanner maachen an hirem Kapp jo och keen Ennerscheid, ob se eng Sprooch am nonformalen oder am formale Beräich léieren. Si léieren eng Sprooch! D'Erklärung ass natierlech einfach: Wann ee sech keng Ziler setzt, da muss ee keng Ziler errechen! An da wëll ech awer och nach soen, den Cycle 1 gehéiert zum formale Beräich!

Och dat ass erëm eng Kéier eppes, wat aus dem Bauch eraus decidéiert ginn ass. Duerfir muss d'Sproochepolitik am Precoce, déi multilingual gratis Kannerbetreuung, iwwerducht ginn. Dat schreift och den Observatoire national de la qualité scolaire.

Deemools hunn eng Partie Leit gesot: „De Minister wëllt gäre mëttelfristeg op Franséisch alphabetiséieren, an duerfir mécht hien dat.“ Ech weess net, ob dat wouer ass. Ech weess net, wat de Minister deemools geduecht huet. Ech stellen awer just fest, datt elo e Pilotprojet kënt, fir op Franséisch ze alphabetiséieren. Ech wäert herno nach op deen agoen.

Mee ech komme fir d'éischt op mäi véierte Punkt, dee mat der Organisatioun vum Precoce an der Chancégläichheet ze dinn huet. An do widerhuelen ech am Prinzip dat, wat d'Madamm Cecchetti och gesot huet. De Precoce gehéiert zum Cycle 1. De Precoce ass fakultativ. De Precoce ass awer extrem wichteg. An et gëtt awer net genuch Plazen am ganze Land, fir datt all Kand, egal wou et wunnt, kann déi ganzen Zäit dohinner goen, respektiv d'Organisatioun ass esou schlecht, datt Kanner vun Elteren, déi schaffen, net kënnen dovunner profitéieren, well et zum Beispill vläicht A- a B-Gruppe sinn oder well d'Maison relais de Relais net mécht.

Wéi mäi Kand nach am Alter vum Precoce war, hunn ech och geschafft, du waren et och A- a B-Gruppen, an et konnt just dräimol en hallwen Dag goen. Bon, ech krut et organiséiert, well ech eng Bom hunn, déi agesprongen ass, e Bop an en Noper. Dat huet awer net jiddwereen. A wa mer soen, datt de Precoce wichteg ass fir d'Kanner, da muss mer et och esou maachen, datt et u sech och fir jiddwereen maachbar ass.

Duerfir, Här Minister, wär et wierklech wichteg, esou wéi d'Madamm Cecchetti et och gesot huet, fir alle Gemengen déi néideg Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir datt de Precoce kann esou organiséiert ginn, datt all Kand d'Méiglechkeet huet, dovunner ze profitéieren. Ech hunn an deem Sënn och eng Motioun. Ech weess elo net, ob et genau déi selwecht ass. Ech deposéieren d'Motioun hei. Wannechgelift.

Motion 5

La Chambre des Députés,

– *considérant que la scolarisation constitue une étape importante pour les enfants et leurs parents ;*

– *rappelant qu'en 2009 l'éducation précoce est devenue partie intégrante du premier cycle de l'enseignement fondamental ;*

– *considérant que les apprentissages durant la petite enfance et au niveau du cycle 1 sont déterminants pour la suite de la scolarité de l'élève, notamment pour l'apprentissage des langues ;*

– *considérant le rôle important que joue l'éducation précoce au niveau de la valorisation des langues premières respectives des enfants ;*

– *constatant que – d'après l'Observatoire national de la qualité scolaire (ONQS) – cette période scolaire constitue une opportunité pour réduire les inégalités sociales et garantir aux enfants des chances de départ identiques ;*

– *considérant que l'alphabetisation des enfants se fait en langue allemande,*

invite le Gouvernement

– *à évaluer et à adapter le concept linguistique de l'éducation précoce ;*

– *à adapter le curriculum de l'éducation précoce, voire du premier cycle de l'enseignement fondamental ;*

– *à procurer aux communes les moyens nécessaires pour que l'éducation précoce puisse être organisée de manière à ce que chaque enfant ait la possibilité d'en bénéficier durant l'ensemble des plages horaires organisées et pas seulement pendant un nombre réduit de demi-journées.*

(s.) Martine Hansen, Diane Adehm, Emile Eicher, Georges Mischo, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Martine Hansen (CSV) | Fënnfte Punkt dann: d'Alphabetisierung op Franséisch, an dann den Här Minister a seng Reformen. Ech hat eng Question parlementaire dozou gestallt. Dee Pilotprojet gëtt elo, mengen ech, a véier oder fënnf Gemenge gemaach. Wéi e genau ausgesäit, weess ech nach net, mee de Pilotprojet soll esou ugeluecht sinn, datt d'Schülerinnen an d'Schüler, egal a wéi enger Sprooch se alphabetiséiert ginn, den noutwendege Sproochebagage hunn – esou steet et an der Äntwert vun der Question parlementaire –, fir herno an en normale lëtzebuergesche Lycée oder och an eng international Filière ze goen. D'Zesummeffiere soll am Cycle 4 passéieren. Ech weess just nach net, wéi dat genau soll geschéien.

Op där anerer Säit ass beluecht, datt eng Alphabetisatioun op Franséisch anescht ofleeft an och méi laang dauert wéi eng Alphabetisatioun op Däitsch. Däitsch ass nämlech – dat hunn ech mer vun de

Sproochwëssenschaftler erkläre gelooss, mee dat schéngt mer och logesch ze sinn – eng méi transparent Sprooch. Wann ech soen „Auto“, dann héieren ech dat an ech kann dat schreiwen. Bei „voiture“ ass et schon e bëssen anescht. Bei „Auge“ an „œil“ ass et och e bëssen anescht. Dat heescht, de Minister huet awer elo dëse Pilotprojet lancéiert. A fir eis wär et extreem wichteg, datt deen och géif wëssenschaftlech begleet ginn, datt wierklech e Konzept géif wëssenschaftlech ausgeschafft gi bis zum Cycle 4.2. Den SNE (ndlr: Syndicat national des enseignants) seet och, datt eng onofhängeg wëssenschaftlech Evaluatioun vun dësem Projet misst gemaach ginn.

Wéi gesot, de Projet leeft elo. Dann hätte mer och gären, datt mer herno déi richteg Konsequenzen doräus zéien. Do hunn ech eng zweet Motioun. Wann ech gelift.

Motion 6

La Chambre des Députés,

– *considérant qu'un projet pilote ayant pour objectif l'alphabétisation des enfants en langue française sera lancé lors de la rentrée scolaire 2022-2023 ;*

– *considérant que quatre écoles de quatre communes différentes – Dudelange, Larochette, Oberkorn et Schifflange – participeront au projet pilote susmentionné ;*

– *considérant que le projet pilote s'adresse « à tous les enfants » tout en tenant compte de leur contexte linguistique respectif ;*

– *constatant que le projet pilote prévoit de regrouper tous les enfants indépendamment de leur langue d'alphabétisation en cycle 4 en vue de l'application de la procédure d'orientation normale pour l'enseignement secondaire,*

invite le Gouvernement

– *à définir un concept de projet pilote scientifiquement élaboré qui couvre le parcours scolaire complet de l'enseignement fondamental de l'alphabétisation en langue française en cycle 1 jusqu'à la procédure d'orientation en cycle 4 ;*

– *à présenter ce concept à la Chambre des Députés ;*

– *à faire accompagner le projet pilote et à le faire évaluer par une instance scientifique indépendante dès son lancement.*

(s.) *Martine Hansen, Diane Adehm, Emile Eicher, Georges Mischo, Octavie Modert.*

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Martine Hansen (CSV) | Wéi gesot, et ass e Fakt, datt vill Kanner, déi portugisesch schwätzen, Schwierigkeeten an eisem Schoulsystem hunn. Op eiser Uni.lu gouf a gëtt an dësem Beräich relativ vill gefuerscht. Dat ass och gutt esou. Ech stellen awer fest, datt ganz dacks Saachen, déi do erfuerscht ginn, am Prinzip net agesat ginn an der Schoul.

Ech schwätzen hei ënner anerem vum LALA-Programm. Ech hat d'Chance, dat ass jo och scho relativ laang hier, datt ech konnt beim Projet „Politics meets Research“ mat engem Fuerscher matgoen, deen an deem Programm geschafft huet. Ech sinn och op Klasse gaang, wou dee Programm agesat ginn ass. Beim Programm ass am Prinzip wëssenschaftlech beluecht, datt en eppes bréngt. D'Léierpersonal war zefridden. E gëtt awer net esou agesat. An ech hat dann eng Question parlementaire dozou gestallt an tëschent den Zeilen hunn ech ënner anerem kënne liesen, datt och dat Finanziell domadder ze dinn hätt, datt dee Projet net géif ëmgesat ginn.

Une voix | Ganz gutt!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech wëll just soen: Wann d'Fuerscher spezifesch eppes fir Lëtzebuerg

maachen, da gëtt et méi deier, well een op Mooss gemaachte Kostüm – ech hunn zwar nach ni esou ee kaaft – ass anscheinend och méi deier wéi ee vun der Staang.

Duerfir ass mäi sechste Punkt: d'Fuerschung op der Uni fir d'Sproochelieren, dat spezifesch op eis Situatioun ugepasst ass. Dat muss definitiv weiderhin ënnerstëtzt ginn. A virun allem dann, wa Recherchen duerchgezu ginn, mat konkrete Resultater, déi hëllefbräich si fir eist Land, wat och esou wëssenschaftlech beluecht ass, da muss dat dann och agesat ginn, well d'Recherche ass keen Zweck u sech. Wéi gesot, et ka jo net sinn, datt den Héichschoulministère d'Recherche finanzéiert, den Héichschoulminister och nach Präisser verdeelt an den Educatiounsminister, deen an dësem Fall dee selwechten ass, dat awer net asetzt an der Schoul!

Dir Dammen an Dir Hären, ech komme bei de siwente Punkt: déi gratis Hausaufgabenhëllef. Fir Kanner, déi doheem net gehollef kréien, well d'Elteren net kënnen hëlfe, well d'Eltere keng Zäit hunn, wär eng gratis Hausaufgabenhëllef – zumindest fir déi sozial schwach Familjen – noutwendeg. Déi soll elo kommen. Ech weess awer nach net genau, wat. Ech hoffen, datt mer haut am Laf vum Dag nach gewuer ginn, wéi déi organiséiert gëtt. Ech wëll just soen: Wa se komm wär, wéi mir se gefrot haten, dat war nämlech schonn 2019, dann hätte mer och do scho kënnen eng éischt Evaluatioun elo maachen!

Den aachte Punkt: d'Elteren. Am Rapport „L'entrée à l'école“ vum Observatoire national de la qualité scolaire steet: „La famille constitue le noyau de base.“ A genau bei der Famill muss kënnen intervenéiert ginn. D'Elteren an d'Famill sinn eng immens Ressource, déi net genuch genotzt gëtt. Mir mussen dru schaffen, fir vill méi geziilt Elterenaarbecht ze maachen. Mee dee Message, deen d'Regierung erausgëtt, ass dacks awer een aneren. An dat ass extreem schued! Si ginn den Elteren op jidde Fall, wann ech dat elo ganz fein ausdrécken, net onbedéngt Confiance an hir eege Kompetenzen. Wann een nämlech héiert: „Si iesse besser an der Schoul. Si gi besser an d'Crèche, fir d'Sproochen do ze léieren!“, dann ass dat zum Deel kontraproduktiv. An duerfir muss een oppassen, wéi e Message een erausgëtt.

D'Mammesprooch ass zum Beispill och extreem wichteg. An dee Message muss bei den Elteren do sinn. D'Eltere mussen net mengen, si missten hir Kanner an eng multilingual Crèche ginn, fir datt se do scho Franséisch kënne léieren. Et ass méi wichteg, wa se doheem Portugisesch schwätzen, datt se richteg Portugisesch schwätzen, fir datt se duerno déi zweet Sprooch léieren.

E Fait ass et op jidde Fall, an ech mengen, do si mer eis eens, datt mer d'Eltere mussen mat an d'Boot kréien, well da wäre mer u sech um gudden Wee ënnerwee. D'Eltere sinn, wéi gesot, dacks de Knackpunkt, an de Kontakt muss fréi méi enk ginn. Ganz vill Elteren – ganz dacks sinn dat och déi sozioekonomesch schwach – gesinn dat vläicht net an oder si hu ganz einfach, well se schaffen, och net d'Zäit dofir. Op där anerer Säit hunn d'Enseignantinnen och net onbedéngt Zäit, fir do hannendrun ze bleiwen.

Am Rapport vum Observatoire national de la qualité scolaire – ech mengen, ech kierzen dat elo ëmmer ONQS of, well soss brieche ech mer d'Zong nach eng Kéier – gëtt vu „programmes d'intervention auprès des familles“ geschwat. Als CSV soe mer: Esou eppes brauche mer! Am Moment ass et esou, datt d'Eltere mussen d'Initiativ ergräifen. Si froen, ob et net méiglech wär, datt dat geännert gëtt, datt och d'Schoul kéint d'Initiativ ergräifen. Ech wëll gär vum Här Minister wëssen, wat do virgesinn ass.

An da kommen ech bei mäin néngte Punkt. Ech mengen, eng aner Schoulorganisatioun géif hei hëlfe, datt den Enseignant méi Zäit hätt, fir dat ze maachen, oder datt een aneren dat kéint maachen, nämlech, an dat hutt Der scho méi wéi eemol hei héieren: Mir hätte gären eng Direktioun an der Schoul an net an der Regioun. Während den Enseignant sech kann op d'Schoulhale konzentréieren, ass de Supérieur hiérarchique, deen an der Schoul ass, den Uspriechpartner fir d'Enseignant, d'Kanner an d'Elteren. An dee kéint och nach méi geziilt Elterenaarbecht maachen. Dat kann eng Ëmgestaltung vum Schoulkomitee sinn oder, wéi gesot, eng Direktioun an der Schoul an net an der Regioun. Den Här Minister hat seng Reform gemaach vun de regionalen Direktiounen. Eis Positioun kennt Der. Mir hätten, wéi gesot, gären eng um Terrain!

Et war awer eng Evaluatioun ugekënnegt ginn. D'lescht Joer war gesot ginn, déi géif gemaach ginn. Do wësst ech gären: Ass eng do vun de regionalen Direktiounen? A wat sinn d'Konsequenzen, déi doräuser ze zéie sinn?

Mäin zéngte Punkt, an och dat hu mer scho méi wéi eemol hei gesot: Mir hätte gären, fir datt de Kanner am Sënn vun der Chancéglichheet an de Schoule séier ka gehollef ginn, eng pluridisziplinär Ekippe och an de Grondschoulen, vergläichbar mam SePAS an de Lycéeën. Mir hate scho méi wéi eemol eng Motioun, also wäert ech déi hei net widerhuelen. Mir brauchen dat, fir de Kanner ze hëlfe, och fir de Kontakt mat de Kompetenzzentren. Den SNE hat bei der Rentrée vun enger Taskforce, enger Preventiouns- an Interventiounsstruktur mat verschiddene Spezialisten, geschwat. Eis ass et egal, wéi mer se nennen, mee mir brauche Leit um Terrain, déi kënnen hëlfe.

Gläichzäitig mussen och d'Enseignantinnen Zäit hunn, fir kënnen differenziéiert Schoul ze halen. An d'Schoule mussen déi néideg Moyenen hunn. An dat ass mäin eelefte Punkt. Och dat hu mer scho méi wéi eemol gefrot. D'Contingentsberechnung muss evaluéiert an ugepasst ginn.

En zwoelfte Punkt: Chancéglichheet heescht och Chancéglichheet queesch duerch d'Land. An dat heescht ënner anerem och, datt all d'Schoulen, egal a wéi enger Gemeng se sinn, déi selwecht Moyenen hunn, och d'informatesch Material hunn. Dat ass an dësen Zäiten extreem wichteg an do hunn de Ministère an d'Regierung eng Verantwortung ze droen. Mir hunn eng Proposition de loi an deem Sënn scho méi laang hei deposéiert. Ech hoffe wierklech, datt, wann de Staatsrot den Avis ginn huet, mer och do d'Zoustëmmung vun der Majoritéit kréien.

Mäin 13. Punkt. All Kand léiert anescht, soss wär et jo relativ einfach. Eise Schoulunterrecht entsprécht awer nach op ville Plazen deem vu gëschter an net deem vu muer. An duerfir soen ech, an och dat hunn ech scho méi wéi eemol gesot: D'Aart a Weis, fir Schoul ze halen, muss geännert ginn! Op verschiddene Plazen ass se komplett geännert, op aneren net. Et ass e bëssen den Zoufall. An ech hunn dat anert och scho gesot: D'Léieren no der Triichtermethod, wat awer a ville Lycéeën gemaach gëtt, déi Zäite sinn eriwwer. Mir kënnen net méi selektéieren, bildlech gesinn, no de Kanner, bei deenen den Triichter net grouss genuch ass. Nee, d'Schüler mussen vu Klengem u Kompetenze geléiert kréien.

Am OECD-Rapport „Beyond Academic Learning“ steet, datt de sozioekonomesche Facteur zwar nach deen aflossräichsten ass op d'schoulesch Resultater, mee datt donieft déi sozial an emotional Skills, wéi Gewëssenhaftegkeet, Motivatioun, Toleranz, Kreativitéit,

Vertrauenswürdigkeit, Empathie, Kooperationsfähigkeit an esou weider, entscheidend sinn. Dat ass jo eppes, sat mer kënnen upaken, also mussen mer déi vu Klengem u fërderen. Do schwätzt den ONQS dann och vun enger „méthode pédagogique efficace“. Dat heescht, mir müssen d'Aart a Weis, fir Schoul ze halen, änneren. Dat muss och an der Enseignantsausbildung geschéien.

Ech mengen, jiddweree vun eis war – vun der Educatiouskommissioun zumindest –, vill waren der an de Lycée Ermesinde kucken. Deen hält anescht Schoul. Ech weess net, mir hunn dat vläicht schonn eng Kéier gesot kritt, mee et weess et wierklech net: Ass deen evaluéiert ginn? Hu mer do allgemeng Saachen, wou mer kéinte soen: Ma komm, mir huelen dat do, dat fonctionéiert gutt, komm mir iwwerdroen dat an deen anere Schoulsystem?

An da kënt et an der Schoul op den Enseignant un, an och dat hunn ech scho méi wéi eemol gesot. Dat ass mäi 14. Punkt. Am Prinzip huet all Kand e Recht op ee ganz gudden Enseignant. Dat ass am Moment net de Fall. Ech hunn all déi Punkte bei eiser Interpellatioun iwwert d'Attraktivitéit vum Enseignantsberuff schonn eng Kéier ugeschwat. Ech wëll hei just nach eng Kéier soen: Mir müssen all Efforte maachen, datt mer déi gutt Leit, déi bescht Leit och an den Enseignement kréien, well nëmme, wann den Enseignant gutt ass, wann e fachlech gutt ass, wann e pedagogesch gutt ass, kann en herno och d'Kanner gutt ënnerriichten.

Beim nächste Punkt kommen ech nach eng Kéier zréck bei d'Sproochen an an de Lycée. Dat mat den Europaschoulen hunn ech scho méi wéi eemol gesot. A mir bedauern et, datt et an der Reform vum Secondaire u sech verpasst ginn ass, fir d'Flexibilitéit och an de Sproochenunterrecht ze kréie bei de Lycéeën.

Mir haten deemools Virschléi gemaach, datt an engem Classique zwar zweemol den C1 vum Niveau misst do sinn, mee datt de Schüler kéint d'Sprooch wielen, datt am General een C1 géif duergoen, well dat anert net realistesch wier, e kéint der awer zwee maachen, an dann hätt en och do erëm eng Kéier de Choix. Ech mengen, dat entsprécht jo och der Realitéit dobaussen am Beruff. Et kann een e gudde Mathematiker sinn, ouni datt ee perfekt am Franséschen ass. Et muss ee just wëssen, datt een da vläicht herno net Schoul hale geet. Et kann een e gudde Physiker sinn, ouni datt ee vläicht gutt am Däitschen ass an esou weider. Mir importéieren der jo och op eisen Aarbechtsmarché, also fanne mer et extrem traureg, datt déi Flexibilitéit an eise klassesche Lycéeën net vun der Majoritéit ënnerstëtzt ginn ass.

Dat selwecht beim Cycle inférieur. Dat ass mäi 16. Punkt. Do ass bei der Reform gesot ginn, an dat ass gutt, dat hu mir och gesot: Et kann a Gruppen opgedeelt ginn, et kann en Niveau de base an en Niveau avancé gemaach ginn. Dat heescht, een, deen am Fransésche gutt ass an an der Mathe vläicht net esou gutt, deen ass fréier ëmmer am Ganzen erofgestuufft ginn. Dee kann awer elo mat deem System am Franséschen an deem gudden Grupp, deem héije Grupp, bleiwen, an an der Mathe dann an deem aneren.

Mee dat funktionéiert nëmme, wann den Enseignant dat och richtig ka maachen, wann deen den Niveau avancé och richtig avancé ka maachen, a sech fir den Niveau de base Zäit kann huelen. Dat geet net, wa se alleguer an enger Klass sinn. Duerfir si mer net averstan, datt keng richtig Differenzierung gemaach gëtt! An och do brauchen d'Schoulen d'Moyenen, datt se dat kënnen duerchzéien. Am Moment ass et dacks eng Differenzierung um Pabeier.

En aneren, extrem wichtige Punkt ass d'Orientierung. D'Orientierung ass am Prinzip scho bal dee wichtigste Punkt, wat d'Chancéglichheit ueget. Et gëtt am Bildungsbericht en aneren interessanten Artikel mam Titel „Bildungsungleichheiten am Übergang in die Sekundarschule in Luxemburg“. Do ass jo 2017 d'Orientierungsprozedur ëmgeännert ginn. D'Konsequenz dovun ass et, datt sécherlech manner Kanner an de Preparatoire ginn. Ech weess net, ob dat gutt ass, well ech fanne wierklech, datt mer missten um Image vum Preparatoire schaffen. Wann e Kand net den Niveau huet an et gëtt déi ganzen Zäit, loosse mer soen, op deem do Niveau ënnerriicht, da kritt et näischt mat. Dann ass et besser, mer huelen et vun do, wou et steet, a mir schaffen esou mat em, wéi et kann. Dann ass d'Resultat meeschtens besser.

Ech kommen awer nach eng Kéier zréck bei d'Orientierungsprozedur, well laut Bildungsbericht wärend d'Orientierungen anescht, wann nëmme eleng déi schoulesch Leeschtunge géife gekuckt ginn. Dat heescht, wann nëmme d'Notten oder d'schoulesch Leeschtunge géife gekuckt ginn, da géife manner Kanner vu sozial schwache Familien an de Preparatoire orientéiert ginn a méi Kanner vu sozial staarke Familien dohinner. An et géife méi Kanner vu sozial schwache Familjen an de Classique orientéiert ginn a manner vu sozial staarke Familjen. Dat weist erëm eng Kéier, wéi immens grouss awer den Afloss vun de Familjen ass. An dat Ganzt muss eis nodenklech maachen.

Ech hat och virun e puer Wochen eng Klass op Besuch. Do sot e Meedche mir: „Mee meng Elteren, déi wëlle guer net, datt ech studéiere ginn herno, well da kaschten ech si nach eng Kéier e puer Joer laang eppes. An anescht stinn ech herno selwer op mengen eegene Bee respektiv ech ka souguer eppes bäidroen.“ Dee Punkt war mir och net esou bewosst an ech fannen, datt mer wierklech och un deem Punkt muss schaffen. Dat kann net sinn! An dat ass erëm eng Kéier vläicht duerch Elterenaarbecht ze maachen, datt mer Opklärung do muss maachen, mee mir müssen eis dem Problem senger bewosst sinn.

An da wëll ech awer hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt een d'Diskussioun net dierf esou féieren, datt eng Orientierung hin zur Berufsausbildung en Drama wär. Au contraire! Mee et soll jiddweringem säi Choix sinn an net einfach nëmme eng Orientierung par échec. Och dat ass Chancégerechtigkeit!

An dat mécht mech erëm eng Kéier e bësse rosen, well et ass jo schonn eng gefüllten Éiwegkeet hier, datt et Schouldirektesch war. Dunn hu mer dann och probéiert, eis Kanner ze orientéieren. Do sinn et zu deem Zäitpunkt schonn Tester ginn, ech mengen, an der Schwäiz, do hu mer da misse Lizenze kafen. An da konnte mir déi Tester maachen, fir hir Talenter erauszefannen, fir se u sech positiv ze orientéieren, fir ze soen: „Du bass awer vläicht méi fir dee Beruff oder fir dee Beruff.“

Déi Tester gëtt et och schonn hei zu Lëtzebuerg. Et ass d'Chambre des Métiers, déi se zesumme mat der Chambre des Salariés, mengen ech, offéiert. Dat ass, mengen ech, de „Basic-Check“, an da gëtt et vun der Chambre de Commerce den „TalentCheck“, mee déi ginn awer net systematesch agesat an de Schoulen. Ech fannen awer, datt dat eng Aufgab ass vun der Regierung. Et kann hei net dem Zoufall iwwerlooss ginn, datt déi eng Kanner dat kënnen maachen an déi aner net. An duerfir ass hei eng drëtt Motioun, an där mer dat froen. Wannechgelift.

Motion 7

La Chambre des Députés,

– *considérant que l'éducation et la formation relèvent d'une importance capitale dans un pays dont les ressources*

principales sont les compétences intellectuelles, techniques et manuelles de sa population ;

– *considérant qu'il est d'une importance cruciale pour un pays d'investir dans son « capital humain » ainsi que de découvrir et de promouvoir les talents de tout un chacun ;*

– *considérant que l'orientation des élèves constitue un élément clé de l'égalité des chances ;*

– *constatant qu'en pratique scolaire l'orientation des élèves se fait souvent sur base de leurs échecs ;*

– *constatant que, sur le plan national, l'utilisation de certains outils électroniques tels que le « TalentCheck » et le « Basic-Check » destinés à identifier les points forts, voire les talents des élèves souhaitant effectuer un apprentissage auprès d'une entreprise formatrice reste faible ;*

– *considérant que les outils « TalentCheck » et « Basic-Check » sont mis à disposition et financés par la Chambre de Commerce respectivement la Chambre des Métiers ainsi que la Chambre des Salariés,*

invite le Gouvernement

– *à intégrer l'utilisation des outils d'orientation susmentionnés dans la procédure d'orientation des élèves de l'enseignement secondaire concernés ;*

– *à subvenir aux frais de fonctionnement, voire de développement y afférents ;*

– *à assurer que chaque élève puisse s'en servir durant son parcours scolaire.*

(s.) *Martine Hansen, Diane Adehm, Georges Mischo, Octavie Modert, Marc Spautz.*

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Martine Hansen (CSV) | Da kommen ech bei de Punkt vun der Inklusioun. Datt mer gären eng multidisziplinär Ekip an der Grondschoul hätten, dat hunn ech scho gesot gehat. Bei der Inklusioun huet den Här Meisch jo och 2017 eng Reform gemaach, wou en an Instituteur spécialisé op lokalem Niveau agefouert huet, d'ESEB op regionalem Niveau an d'Kompetenzzentren op nationalem Niveau.

An ech zitieren awer elo den SNE aus engem „Wort“-Artikel vum September 2021. Do steet: „[Förderbedürftige Kinder.] Statt der Kinder [stehen] nach wie vor die Prozeduren im [Vordergrund].“ Och hei war 2017 – an des Kéier war déi Motioun vun der Majoritéit ugeholl ginn – eng Evaluatioun gefrot ginn. Mir haten och emol eng Sitzung, wou mer u sech erkläert kritt hunn, wat géif evaluéiert ginn. Mir hunn awer elo nach net d'Resultater vun der Evaluatioun. An et wär fir eis wichtig, datt dat géif gemaach ginn. Ech kann nämlech net soen, ob d'Situatioun sech verbessert huet. Et wier awer wichtig, datt se sech géif verbessern, am Sënn vun der Chancéglichheit.

Ech héieren nach ëmmer, datt et laang dauert, ier Hëllef kënt, datt den administrativen Opwand grouss ass, datt d'Prozedur komplizéiert sinn, datt de Wee fir an d'Kompetenzzentren fir verschidde Kanner laang ass – zum Beispill am Norde vum Land, da sinn déi dräi Stonnen am Bus, da gi se vläicht net –, datt d'Zesummenarbecht tëschent Schoul a Kompetenzzentren dacks suboptimal ass. Wéi gesot, hei bräichte mer wierklech ganz dréngend d'Evaluatioun vun der gesamter Organisatioun. Déi muss och mat de betraffene Leit duerchgekuckt ginn an da mussen déi néideg Konsequenze gezu ginn am Sënn vun der Chancégerechtigkeit.

Den Depistage gehéiert eebefalls dohin. Bei Kanner, déi Problemer hunn, kann een deenen hir Chancé verbessern, wann déi Problemer fréi erkannt ginn. An esou brauche mer ganz fréi en Depistage. 2020 hat den Här Minister gesot, den Depistage fir Troublen, fir motoresch Schwierigkeiten, géif am Cycle

1.2 – deemools a 6 vu 15 Regiounen – gemaach ginn. An en hutt och gesot, e wier amgang ze kucke mat der Uni, fir nei Methoden ze entwéckelen. Ech wéisst wierklech gären: Wou si mer hei drun? Well fir eis ass dat wichteg. Mir brauchen e fräien Depistage vun alle Problemer, well dat ass extreem wichteg fir d'Kanner!

Da kommen ech bei de leschte Punkt. Dat ass eeben déi lescht Reform, déi mer nach net gestëmmt hunn. Ech ginn elo net laang drop an. Dat ass eeben, datt, fir manner Schoulofbriecher ze hunn, de Minister d'Schoulpflicht elo wëllt op 18 Joer eropsetzen. Wéi gesot, manner Schoulofbriecher, dat ass fir eis och extreem wichteg, mee dëse Projet – ech mengen, ech hat et scho gesot, wann net, da soen ech et elo – ass fir eis nach ëmmer eng Kaz am Sak, well och den Här Minister weess nach net, wéi e soll ëmgesat ginn.

Ech hat him eng Kéier gesot, hien dierft net méi lasskappen, wéi e schéppe kann, mee ech mengen, elo wëllt e schéppen an en huet nach net lassgekapp. An och dat geet net. Dat heescht, mir brauchen och do den Inhalt virdrun, wéi gesot, soss wäert ech mech zu deem Projet net äusseren. Déi Geleeënheet kréie mer nach.

Här President, Dir Dammen an Hären, a puncto Chancëgläichheet steet Lëtzebuerg richteg schlecht do. An ech zitieren elo awer nach eng Kéier aus dem Rapport vum Observatoire national de la qualité scolaire, well vill méi kloer kann een et net soen: « Depuis la première participation du Luxembourg aux études comparatives internationales [...], nous savons que l'école luxembourgeoise est globalement inefficace et inéquitable en comparaison à la grande majorité des autres pays participants. »

Wéi gesot, vill méi kloer kënne mer et net soen. Ech hunn hei 20 Punkten ugeschwat. Fir eis ass et awer extreem wichteg, an duerf widderhuelen ech nach eng Kéier meng Fuerderung vum leschte Joer, datt de Ministère an de Minister missten zesumme mat der Fuerschung dee ganze Problem wëssenschaftlech ugoen, Pisten definieren an dann eng Evaluatioun parallel definieren, eng wëssenschaftlech Begleitung garantieren, well d'Ugoe vun deemem Problem, oder d'Léisung, dat kënne mer definitiv net dem Zoufall iwwerloossen, well d'Bildungschancë fir eis Kanner mussen fir eis alleguer extreem wichteg sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Mammad Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dee Moment, wou en Neigebuerenen op d'Welt kënnt a seng Elteren, säin Ëmfeld, seng Famill kennelieert, fasziniert, dat ass de Start an d'Liewen an an d'Gesellschaft eran. Bis dohi kann ee just vu Chance schwätzen oder och vu manner Chance, deemno wou an a wéi engen Ëmstänn een op dës Welt kënnt. Mat Chance mengen ech: an engem Land op d'Welt ze komme mat direktem Zougang zu medezinnesche Leeschtungen, mat stabille Verhältnissen, mat Fridden – an dësen Zäite ganz wichteg! –, mat Fräiheet, wou de Mënsch sech ka fräi entwéckelen an entfalten.

Bei manner Chance, do brauch ee just un déi Kanner ze denken, déi momentan an engem Krichsgebitt op d'Welt kommen an déi net déi Hëllef kréien, déi si direkt bräichten, respektiv déi net wëssen, wat de Muer an den Iwwermuer mat sech bréngt.

Mir sichen eis also all net eraus, wou a wéi mer op dës Welt kommen a kënne dat och net beaflossen.

Allerdéngs: Ab deem Moment, wou e Kand bis gebuer ass, an da kommen ech op Lëtzebuerg, sinn et wuel d'Gesellschaft an déi politesch Entscheedungen, déi geholl ginn, déi d'Wichtigkeet vum Kand a senger Entwécklung ënnersträchen an definieren an déi e groussen Afloss op d'Kand op sengem Wee zu engem Jugendlechen an engem Erwuessenen hunn.

Anescht gesot: Et ass d'Gesellschaft an déi jeeeweileg politesch Prioritéite vun der Majoritéit, déi d'Hëlfe-stellung fir d'Kanner an hirer Entwécklung definieren. An do gëllt et, keng Zäit ze verléieren! Et ass fir mech perséinlech wichteg, dass e Kand, dat hei op d'Welt kënnt oder heihinner plënnert a sech an eiser Gesellschaft wëllt eng Zukunft opbauen, déi bescht Ënnerstützung kritt, fir sech kënne ze entfalten an ze entwéckelen. Maache mer eis näischt vir. Dat ass am Sënn vum jeeeweileg Kand, ganz kloer, mee genauso am Sënn vun eis alleguerten heibannen an och dobaussen, nämlech vun eiser ganzer Gesellschaft, dass mir Kanner hunn, déi hire ganz spezielle Wee fannen.

Et wär elo einfach an et kéint ee soen: „An engem räiche westleche Land, wéi mir et sinn, do huet jo kee Kand e Problem!“ Deem ass natierlech net esou an ech kommen drop zrëck. Mee wat wichteg ass, dat ass, dass an engem Land, wéi mir et sinn, mir eis et kënne a wëlle leeschten, fir déi villfältig Erausforderungen, déi déi ënnerschiddlech Kanner an eisem Land hunn, Léisungen ze proposieren.

Heiansdo ass dat net esou einfach, wéi et elo vläicht an der Theorie kléngt. D'Zäit ass e Faktor, Gedold ass och e Faktor. A besonnesch wann ee betraff ass vun deem engem oder anere Problem, an dat ass jo ganz oft och fir d'Elteren de Fall, dann huet een d'Gefill, datt d'Zäit engem fortleeft. Firwat kréien ech net elo direkt eng Léisung fir dee Problem? Ech mengen, dat ass mënschlech. Trotzdeem, an da si mir matten am Sujet vun haut: D'Schafe vun deene selwechte Startchancen ass ouni Zweifel eng vun de gréissten Erausforderunge vun eiser Gesellschaft am groussen Ganzen a vun der Schoul am Speziellen.

Jiddweree muss d'Méiglechkeet hunn, den héchstméigleche Bildungsniveau ze errechen, dee sengen Talenter an och senge Wënsch entsprécht, well dovun hânt net nëmme d'Zukunft vun de Kanner a Jonken of, mee d'Zukunft vun eiser ganzer Gesellschaft, jo, vun eisem ganze Land!

Wann d'Gesellschaft sech permanent weiderentwéckelt, kann an dierf d'Schoul natierlech net stoe bliwen. D'Rezepter aus dem leschte Joerhonnert géifen haut net duergoen, e Jonken op seng Zukunft virzerebereeden. Dofir evoluéiert eis Gesellschaft vill ze séier mat ëmmer erëm neien Erausforderungen. Dat wëll ech elo absolut net als negativ verstanen hunn. Déi Evolutioun, déi bréngt eis als Gesellschaft jo duerch aus Virdeeler.

Ënnert dem Motto „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler“ huet de Ministère fir Bildung, Kanner a Jugend an de leschte Joren eng ganz Rëtsch Reformen ëmgesat, fir de Lëtzebuurger Schoulsystem ze diversifiieren. An ech fannen dat Bild „Et gëtt net just déi eng Schoul, mee et gëtt vill Schoulen, déi all ënnerenee llicht anescht sinn, an du als Jonken, als Kand, fënns de System, dee bei dech passt, fir dass du däi Wee kanns goen“ einfach richteg. Net d'Kand muss an e System gepresst ginn, mee et gëtt vill Méiglechkeete fir dech selwer, fir zum individuellen Erfolleg ze kommen, an deen individuellen Erfolleg ass am Endeffekt en Erfolleg fir d'ganze Gesellschaft.

Komme mer bei e puer Beispiller, an ech ënnersträiche wierklech, just e puer Beispiller, déi ëmgesat

goufen, fir méi kënne op dat individuell Talent vum Kand a vum Jugendlechen anzegoen.

Am Secondaire goufen zum Beispill nei Sektioonen agefouert, ganz wichteg. D'Beruffsausbildung gouf duerch nei DAPen opgewäert. An och um BTS-Niveau sinn nei Formatiounen entstanen.

Am Fondamental gouf d'Konzept vum differenzéierten Unterrecht verdéift, e Konzept, dat ganz wichteg ass. Et goufe sechs ëffentlech Europaschoule gegrënnt, ech kommen herno nach drop zrëck.

Dat si just, wéi gesot, e puer Stéchwierder vu Reformen a Pisten, déi mir des Ëfteren heibanne schon diskutieren hunn an déi derzou bäidroen, eis Bildungslandschaft méi faarweg a méi effikass ze maachen an de Kanner besser Chancen op e gudden Diplom ze erméiglechen.

Jo, och dat soll ee soen: Haut gëtt et ëmmer nach eng Partie Ongläichheeten am System, trotz de ville Mesuren, déi schon ëmgesat goufen. Ech erlabe mir och ze soen, dass et wuel ni en 100 % perfekte Schoulsystem wäert ginn, deen zu all Moment all Kand genee déi nammlecht Perspektive kann ubidden, net zu Lëtzebuerg an och soss néierens op der Welt.

Trotzdeem, an dat ass eisen Optrag, mussen mir probieren, eis Schoul esou breet wéi méiglech opzestellen. A mir dierfen ni ophalen, eise System ze präwien, ze evaluieren an, wann néideg, un d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft unzepassen.

Eng grouss Beräicherung fir d'Gesellschaft a gläichzäiteg eng grouss Erausforderung fir d'Startchancë vun den eenzele Kanner sinn déi vill verschidde Sproochen, déi hei am Land an de Famille geschwat ginn. A kengem anere Land an Europa fënnt een hautdesdaags esou eng grouss Diversitéit u Kulturen, Nationalitéiten a Sprooche wéi zu Lëtzebuerg. An obwuel dës Villfalt, an dat ënnersträchen ech, ganz kloer eng Beräicherung fir eis Gesellschaft ass, esou stellt eis dës Situatioun an der Schoul och all Dag virun eng Erausforderung.

Déi sproochlech a kulturell Diversitéit souwéi och déi sozioekonomesch Entwécklung vun eiser Gesellschaft spigele sech natierlech kloer an de Schoulen erëm. Dofir brauche mir eng Bildungsoffer, déi reegelméisseg un eis Schüler an eis Situatioun adaptéiert gëtt. Wa mer nämlech all Kand fair Start- an Zukunftschancë wëlle bidden, dann dierfen d'Mammesprooch oder de Revenu oder de Bildungsniveau vun den Eltere keng Barriär fir déi schoulesch Reussite vum Kand duerstellen.

Wa mir wëllen, dass all Kand an der Schoul seng Plaz fënnt, dass all Kand an der Schoul ka reussieren an dann d'Chance op e gudden Diplom kritt, da brauche mir eng breet gefächert Bildungsoffer, déi den individuelle Kompetenzen a Besoine vun de Kanner gerecht gëtt. Mir brauchen eng Panoplie u Schoulen, u Bildungswëer, un ënnerschiddleche Programmer, u Léiermethoden, déi all Kand d'Méiglechkeet gëtt, fir seng Talenter, seng Virleiften a seng Kompetenzen kënne ze entfalten.

Hautdesdaags geet et net méi duer, fir just een eenzegen uniforme Modell u Schoulen ze offreren, fir all Schüler iwwert dee selwechte Leescht ze zéien. Dat geet haut net méi.

Natierlech wäert de classeschen Enseignement, esou wéi mir e kennegelieert hunn an och eis Grousselteren an eis Elteren, och an Zukunft e wichtege Piller an eiser Bildungslandschaft bliwen. Mee dat heescht awer net, dass mir de Schüler nieft de classeschen – nennen ech dat emol – Grondschoulen a Lycéeën net och alternativ Schoulmodeller mussen a

solle proposéieren. Wat mir de Jonke méi eng grouss Palett un ënnerschiddleche Bildungsweeër proposéieren, wat d'Chancë méi grouss ginn, dass si eng Offer fannen, déi bei si passt an déi hinnen och Freed mécht.

Ech kommen nach emol op déi villfälteg Sproochesituatioun zréck. Besonnesch Kanner mat Migratiounshannergrënn hunn et oft méi schwéier a kommen dann och ganz oft zu Léierretarden, dat awer absolut net – an dat, mengen ech, ass ganz wichteg, dat wësse mer och all heibannen, mee et soll een et ëmmer erëm ënnersträchen –, well si manner gutt wäeren oder well se manner kapabel wäeren, mee ganz einfach, well den Zougang zum Wëssen, zum Sechsentwéckelen exklusiv iwwert déi däitsch oder och lëtzebuergesch Sprooch leeft. Déi meescht heivu betraffe Kanner awer, déi schwätzen doheem eng romanesch Sprooch, sief dat Portugisesch, Spuenesch, Italieenesch, Franséisch. An eise Grondschoule gëtt de Gros vun de Coursen allerdéngs op Däitsch oder op Lëtzebuergesch ofgehalen, wat definitiv keng romanesch Sprooch sinn.

Dofir fält et dann de kleng Portugisen, de kleng Spuenier, de kleng Fransousen, de kleng Italieener oft méi schwéier, des Sproochen dann och ze léieren. A wann ee bedenkt, dass d'Alphabetiséierung an der Grondschoul op Däitsch verleeft, da versteeft een, wisou et esou vill Schüler gëtt, déi vun Ufank u Schwierigkeiten an der Schoul hunn. Déi Kanner, déi vun doheem aus weeder mam Lëtzebuergesch nach mam Däitschen a Kontakt kommen, mussen fir d'éischt déi sproochlech Kompetenzen entwéckelen, fir den Unterrecht ze suiwéieren, éier si iwwerhaupt d'Matière vum Cours kënnen erfaassen. Den Ënnerscheid tëscht der Mammesprooch an där Sprooch, déi fir den Unterrecht benotzt gëtt, ass deemno eng vun den Haaptursaache bei Léierretarden an der Grondschoul.

Leider feelt et enger ganzer Rei u Schüler och doheem un Ënnerstëtzung, well hir Elteren entweder keng Zäit hunn, fir mat hinnen ze léieren, oder selwer och d'Sprooch vum Unterrecht net kënnen. Et ass dofir net erstaunlech, dass do, wou d'Offer besteet, prioritär an enger Mammesprooch sech kënnen ze entwéckelen, also den Zougang zum Wësse méi natierlech an einfach ass, déi Offer och enger risegrousser Demande ausgesat ass. Besonnesch de Modell vun den ëffentlechen Europaschoulen huet sech hei als immens grouse Succès erweisen. A mat der École Gaston Thorn, déi fir d'nächst Rentrée jo an de Startlächer steet, wäerte mir déi Offer weider ausbauen, soudass se am ganze Land an alle Regiounen vertraueden ass.

Ech sinn immens frou, dass mir eis Bildungslandschaft mat den ëffentlechen Europaschoulen e gutt Stéck méi gerecht konnte maachen, dass mir e schoulescht Konzept geschaaft hunn, wou all Kand onofhängeg vu senger Mammesprooch ka reusséieren.

Ech wëll op deser Plaz och nach emol betounen, dass et hei net drëms geet, fir Lëtzebuerg an Netlëtzebuerg ze trennen, grad au contraire. Et wëll een de Kanner d'Méiglechkeet ginn, fir sech lues a lues no hirem eegene Rhythmus beschtméiglech ze entwéckelen. A mam Pilotprojet a véier Gemengen, wou et an de reguläre Grondschoule méiglech wäert ginn, d'Alphabetiséierung entweder op Däitsch oder op Franséisch ze maachen, gëtt eng weider Pist opgemaach fir eng eenzeg Saach: de Kanner, also eiser Zukunft e Wee unzibidden, an där si net just Hürde viru sech gesinn, mee wou se sech mat Freed kënnen weiderentwéckelen, eng Initiativ, déi ech am Numm vun der Demokratescher Partei voll a ganz ënnerstëtzen.

Här President, all Kand huet seng eegen Aart a Weis fir ze léieren, fir sech op Prüfungen ze preparéieren, fir seng Hausaufgaben ze maachen. Während déi eng dat ganz autonom maachen an dat gutt fonctionéiert, sinn déi aner op reegelméisseg Ënnerstëtzung, méi oder manner vill, vun hiren Elteren, Frënn oder Geschwëster ugewisen. Natierlech ass et zäitlech gesi fir eng Rei Eltere wierklech net einfach, fir hir Kanner beim Léieren ze ënnerstëtzen, zemoos wa se zu zwee schaffe ginn. Hei dernieft gëtt et leider och zu Lëtzebuerg awer dat, wat ee bildungsfern Familljen nennt, déi de Wäert vun der Schoul vläicht och net ëmmer richtig anuerdnen. Hei ass et wichteg, dass de Staat esou fréi wéi méiglech agräift, fir gréisser Léierretarden ze verhënnere. A genee op diesem Punkt huet den Educatiounsministère an de leschte Jore grouss Efforte geleescht, ugefaang mat der Qualitétsoffensiv an der nonformaler Bildung a mat der Aféierung vun 20 Stonne gratis Kannerbetreuung an de Crèchen.

D'Zil heivunner war et, all Kand – ech betounen all Kand! – eng héichwäerteg a méisproocheg Fréifërderung ze offréieren, fir hinnen dès le départ fair Start- a Bildungschancen ze erméiglechen.

An der Kontinuitéit vun deser Logik wäerten och d'Maison-relais vun der nächster Rentrée u gratis ginn. Am Numm vun der DP begrëssen ech des sozial Measure. Hei kréien d'Kanner Accès op eng Betreuung, op eng Hëllefstellung, déi si esou net ëmmer doheem kéinte kréien. An ech schwätzen hei net just vun enger Assistenz beim Léieren oder bei enger Hausaufgab, mee och zum Beispill wann ee psychologesch Ënnerstëtzung brauch.

An de Schoule maachen d'Enseignanten hiert Bescht, fir d'Kanner mat Léierretarden esou intensiv wéi méiglech ze betreiwen, sief et duerch Differenzéierung vum Unterrecht oder duerch d'Hëllef vun zousätzlechen Intervenanten.

An hei wëll ech nach eng Kéier op eppes zréckkommen, wat mer och schonn des Ëfteren hei diskutéiert hunn a fräi nom Hattie: Dee wichtigste Personnage an enger Klass ass deen, dee vir steet. E steet net ëmmer vir, mee do, wou e steet. An dofir, mengen ech, ass et émsou méi wichteg, dass mer eis ëmmer erëm an de Kapp setzen, dass mer d'Enseignantë beschtméiglech mussen forméieren, dass och déi beschtméiglech forméiert Enseignanten op d'Klasse gesat ginn, do wou et méiglech ass, fir d'Zukunft vun eise Kanner.

Doriwwer eraus huet den Educatiounsministère mat der „Summerschool“ an der Plattform „Schouldoheem“ nei Initiativen an d'Liewe geruff, fir d'Léierretarden esou schnell wéi méiglech kënnen opzefänken. A mat der Aféierung vun der landeswäiter gratis Hausaufgabenhëllef, déi de Mëtten och schonn erwänt ginn ass, ass fir d'Rentrée eng weider wichteg Measure geplangt.

An engem gerechte Schoulsystem mussen mir natierlech och d'Prise en charge vu Schüler mat Léierschwierigkeiten wéi Dyslexie oder Dyscalculie, fir der nëmmen zwou ze nennen, a vu Kanner mat Verhaltensstéierungen assuréieren. Mat de Kompetenzzentren hu mir do eng effikass Léisung en place gesat, fir och dese Kanner déi beschtméiglech Bildungs- a Zukunftschancë kënnen ze bidden.

Oft brauchen des Kanner eng Prise en charge, déi iwwert d'Kompetenz vun der Schoul an iwwert d'Durée vum Unterrecht erausgeet. Et ass dofir immens wichteg, dass mir dese Kanner och no der Schoul Plazen ubidden, wou si sech wuel spieren a wuesse kënnen a wou si en oppent Ouer an Ënnerstëtzung fannen. A genee do kommen ech dann nach eng Kéier bei d'Maison-relais.

Déi nonformell Bildungshaiser iwwerhuelen eng grouss Verantwortung, wann et ëm d'Resilienz an ëm d'Wuelbefanne vun eise Kanner geet. Natierlech wäert d'Kannerbetreuung och an Zukunft just eng Offer sinn, déi de Staat an d'Gemengen den Elteren ubidden. Et bleift hinne fräi iwwerlooss, ob si dovunner Gebrauch wëlle maachen oder och eeben net. An deem Kader sinn ech och frou, dass fir d'Rentrée an all de 15 Schoulregiounen Elterefore geschaaft ginn, wou d'Elteren Informatiounen a Rotschléi iwwert d'Entwécklung an d'Ënnerstëtzung vun hirem Kand a vu Kanner allgemeng kënnen kréien.

Nieft enger breeder Palett un Ausbildungsméiglechkeeten an enger héichwäerteger nonformaler Bildungsoffer spillt och d'Orientatioun eng immens wichteg Roll fir d'Chancéglichheet vun eisem Bildungssystem. Och dat ass de Mëtteg scho gesot ginn. An ech mengen, do si mer eis och eens. Virun allem de Passage vum Fondamental an de Secondaire gëtt oft als entscheidend Etapp fir d'Zukunft a fir déi schoulesch Karriär vum Kand gesinn.

Wa mir wëllen, dass all Schüler déi nimmlech Bildungschancen huet, da mussen mir derfir suergen, dass d'Orientatioun an de Schoulen esou gutt wéi méiglech op d'Stärke vum Kand kann agoen.

Doriwwer eraus ass et wichteg, den Dialog tëscht de Kanner, den Elteren an den Enseignanten ze fërderen. D'Eltere sollen esou fréi wéi méiglech an d'Diskusioun iwwert d'Orientatioun vun hirem Kand matagebonne ginn an e Matsproocherecht bei de finalen Entscheedungen hunn. Ech begrëssen dofir, dass de System vun der Orientatioun 2017 reforméiert gouf an elo méi transparent an och participativ ass.

Déi mannste Schüler wëssen haut schonn op enger – soen ech emol – Quatrième, wéi e Beruff se spéiderhi wëllen ausüben. Dofir ass et wichteg, Mesuren ze schafen, déi hinnen hëlfe, hire richteg Choix fir hir schoulesch a beruflech Perspektiven an Zukunft kënnen ze treffen.

An deem Kader wëll ech besonnesch d'Initiativ „Diplom+“, d'Maison de l'orientation an déi nei Schoulfoire ervirhiewen. Bei der éischer Measure handelt et sech ëm eng eejäreg Formatioun, déi den Iwwergang vum Lycée op den Aarbechtsmaart erlichtere soll. No der Première kënnen déi Jonk hei Soft Skills a Praxiserfahrung sammelen, déi hautdesdaags an och zukünfteg um Aarbechtsmarché gesicht wäerte ginn.

D'Maison de l'orientation – hate mer och schonn e puermol hei – regroupéiert sämtlech Acteure vun der Bildungs- a Berufsberodung a bitt deene Jonken eng zentral Ulaflaz, fir Froen iwwer hir schoulesch a beruflech Orientatioun ze klären.

D'est Joer gouf dann och déi éischt national Schoulfoire organiséiert, wou all d'Offere virgestallt goufen, déi de Lëtzebuergesche Bildungssystem ze bidden huet. D'Schüler aus dem Cycle 4 haten d'Geleeënheet, fir d'Lycéeë mat hire Formatiounen a Berufsausbildungen kënnen kennen ze léieren a sech eng Iddi ze maachen, a wéi eng Schoul si spéiderhi wëlle goen.

Och fir d'Schüler aus dem Secondaire war des Foire ganz interessant, well si do ganz vill Inspiratioun konnte fanne fir de Choix vun hirem Sektouren. Hei donieft konnte si d'Panoplie vun den Handwierksberuffer entdecken, déi am Kader vun de LuxSkills-Concours virgestallt goufen.

D'Zil vun enger gudder Bildungspolitik muss et sinn, fir all Kand d'Chance op e gudden Diplom ze erméiglechen. Engersäits mussen mir also garantéieren, dass de Schoulsystem fair ass a jidderengem déi nimmlech Perspektive bitt, an anerersäits mussen mir verhënnere, dass déi Jonk sech am System verléieren, hir

Formatioun fréizäiteg ofbriechen an ouni Diplom um Aarbechtsmarché ukommen.

Obwuel mir zu Lëtzebuerg am Verglach mat aneren europäesche Länner relativ gutt dostinn, wat den Décrochage scolaire betrëfft, sou ginn et och am Grand-Duché nach ëmmer Jonker, déi fréizäiteg d'Handdouch werfen an d'Schoul ouni Ofschloss verloossen. An all Jonken, deen dat mécht, ass ee Jonken ze vill!

Och wann den Taux de décrochage iwwert déi leschte véier Joer relativ stabil bliwwen ass, sou heescht dat net, dass mir d'Ae virun dësem Problem dierfe verschléissen. All eenzele Schüler ouni Ofschloss ass een ze vill, ech hunn et gesot. Ouni Ofschloss ass et extreem schwierig, um Aarbechtsmarché Fouss ze faassen, an aus de leschten Etüde geet ervir, datt nëmme ronn 10 % vun de Schouloffbriecher zwëschent 16 an 18 Joer eng bezuelt Aarbecht zu Lëtzebuerg fonnt hunn. Dat heescht also och, dass 90 % vun hinnen ouni Akommes an ouni sécher Zukunft dostoungen.

Als Politik mussen mir do Verantwortung iwwerhuelen an no Léisunge sichen, fir e fréizäitege Schouloffbroch ze verhënneren. D'Éropsetze vun der Schoufflicht zu 16 op 18 Joer ass do sécher en éischte wichtege Schrëtt, deen ech am Numm vun der DP begrëssen. Natierlech geet et hei net drëms, fir déi Jonk just zwee Joer méi laang op eng Schoullbank ze setzen an ze hoffen, dass se iergendwann einfach vu sech aus d'Motivatioun erëmfannen, fir ze léieren an en Ofschloss ze maachen.

Wa mir déi Schüler, déi sech am System veriert hunn, déi am Lycée, wou se sinn, net méi hir Plaz fannen a riskéieren, d'Bengele bei d'Tromm ze geheien, wierklech errechen an zréck an eist Boot kréie wëllen, da mussen mir alternativ Bildungsweeër schafen, déi hinnen d'Méiglechkeet ginn, en Diplom ze kréien. Mir mussen engersäits alternativ Léieroffere schafen, déi op d'Profiller vun de Schüler ofgestëmmt sinn, an anerersäits och Träger aus dem sozioedukative Beräich matabannen, fir Problemer ze léisen, déi ausserhalb vum schoulesche Beräich leien.

Den Ament gëtt et zu Lëtzebuerg schonn eng Partie Strukturen, an deenen déi Jonk verschidden handwierklech Aktivitéiten kënnen ausprobéieren an och eenzel Moduler kënnen certifiéiert kréien. D'Zil vun dësen Strukturen ass et, déi Jonk fir eng Berufsausbildung ze motivéieren an esou de Sprong zréck an d'Schoul ze fannen.

Wa mer déi Jonk wëlle fit fir d'Zukunft maachen, dann ass et eebe wichtege, datt mir de Schoulprogramm un d'Realitéit vum Aarbechtsmarché an un d'Besoinen vun de Betriber upassen. D'Vermittlung vun digitalen Kompetenzen zum Beispill steet hei kloer am Vierdergrond. An de leschte Joren huet den Educatiounsministère ënner anerem mat der Aféierung vum Coding am Fundamental, dem Fach „Digital sciences“ an enger Informatiksektioun am Lycée an der Kreatioun vum „Digital Learning Hub“ grouss Efforte gemaach, fir déi Jonk op en digitalen Aarbechtsmarché virzebereden.

Hei dernieft gouf gekuckt, fir déi Secteuren ze promouvéieren, déi den Ament e Mangel u qualifizéierten Aarbechter affichéieren. Op der Uni Lëtzebuerg goufen och zum Beispill d'Medezinnstudien ausgebaut a fir d'Rentrée wäert eng nei Sektoren fir Pédagogie a Psychologie am Lycée ugebuede ginn.

Dat waren elo 20 Minutte von bis an déi kéinte mer elo nach eng Kéier mat 20 Minutte fëllen, mee ech fäerten, do huet een eppes dergéint oder op d'mannst een. Als Konklusioun vun deenen 20 Minutte kënnen mer festhalen, datt an de leschte Jore scho vill ënnerholl gouf, fir eise Schoulsystem méi effikass, méi inklusiv an och méi fair ze maachen. Wéi ech schonn am

Ufank vu menger Ried betount hunn, dierfe mer och an Zukunft op kee Fall ophalen, eis Bildungsoffer weider ze diversifiéieren a reegelméisseg un d'Entwécklung vun eiser ëmmer méi heterogener Gesellschaft unzepassen.

D'Qualitéit, d'Chancégläichheet an d'Preventioun vum Décrochage scolaire wäerte weiderhin d'Prioritéit vun eiser nationaler Bildungspolitik bleiwen, fir dass mir all Kand ëmmer erëm déi bescht Zukunftsperspektive kënnen bidden. Mir hu staark Kanner. Et ass eis Aufgab, si an hir spezifesch Stärken ze férdere. Dofir loosst eis weider ënnerschiddlech Schoulen schaffen, an deene si sech wuel spieren, an deene si hir Talenter a Kompetenzen fräi entfale kënnen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. An nächsten ...

(Exclamations et hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Also, Här President, ech hunn nach e bësse méi Hoer, wannechgelift.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Clement ass just erakomm, duerfir hat ech dunn elo deen ... jo.

(Hilarité)

Merci villmools, Här Lamberty. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closerer.

Mme Francine Closerer (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Schoul soll op d'Liewe virbereeden. Esou banal, wéi dat och kléngt, esou enorm ass en fait den Defi. Well et heescht näischt anescht, wéi datt eise Schoulsystem vun haut d'Generatiounen vu muer muss fit maache fir d'Gesellschaft vun iwwermuer. Eis zentral Erausforderunge sinn d'Heterogenitéit vun der Schülerlandschaft an d'Vermëttele vun de Kompetenzen, déi eis Kanner am 21. Joerhonnert brauchen.

Virun déck zwee Méint, am Kader vu menger Interpellatioun iwwert déi internationale Schoulen, hu mer hei schonn emol iwwert der Regierung hir Léisungsansatz geschwat, fir mat där sougenannter Hyperdiversitéit vun der Schülerpopulatioun eens ze ginn an d'Inegalitéiten net nach méi wuessen ze loosse. Ech soen der Madamm Cecchetti awer Merci, dass mer haut nach eng Kéier iwwert dee Sujet schwätzen.

Well et ass eeben nach ëmmer esou, datt eis Schoul d'Chancenongerechtheet reproduzéiert, datt Kanner aus akommeschwache Famillen, bei deenen doheem kee Lëtzebuergesch oder Däitsch geschwat gëtt, duerch eisen traditionelle System benodeelegt ginn.

De Bildungsbericht 2021 seet ganz kloer, datt eebe Schüler aus deene Milieuen an alle Kompetenzberäicher méi schlecht gi sinn, an dat onofhängeg vun de Sutte vun der Pandemie. D'Schoul fonctionéiert net als soziale Lift. Am Géigendeel! Amplaz, datt déi Kanner, déi am meeschten op d'Ënnerstëtzung vun der Schoul ugewise sinn, no uewe bruecht ginn, ginn der vill duerch de System carrement an de Keller geschéckt oder se klammen einfach eraus. Domadder wëll a wäert d'LSAP sech net offannen!

Här President, zu der Sproocheproblematik: Just een Drëttel vun de Kanner, déi ageschoult ginn, huet Lëtzebuergesch als Mammesprooch, dat wësse mer. Si kënnen déi aktuell Uspréich an de Sproochefächer ganz dacks kaum bis guer net erfëllen. Dacks gëtt schonn am Cycle 3 dowéinst de Grondstee geluecht fir eng schoulesch Karriär voller Frustratioun an Ongerechtheeten.

Mee den Trilinguisme gehéiert zu Lëtzebuerg, ass a bleift en Atout fir deen, deen déi dräi Sproochen maistriséiert a spillt net zulescht eng wichtege Roll fir eist Land, och am Zesummeliewe mat eisen Noperen. D'Sproochekenntnisser maachen Dieren op – net nëmme, mee och – am Berufsliewen. Fir déi, déi awer Problemer domadder hunn, kënnen d'Sproochen eng Barriär sinn, heiansdo eng Bëttonsmauer. Mir wëllen a mir dierfen net nokucken, wéi d'Kanner an d'Sproochemauer rennen. Dat ass eng Fro vu Chancégerechtheet, an dobäi geet et net nëmme ëm d'Fro vun eenzele Schicksaler, mee ëm eis als Gesellschaft, déi sech de Luxus net leeschte kann, Dausenden an Dausende Kanner a Jugendlech ze verléieren, well mer hinnen net déi néideg Hëllef ginn, fir iwwert déi Sproochemauer do ewechzekommen.

Ënnerschiddlech Kanner brauchen dobäi ënnerschiddlech Hëlfe. Mir brauche méi wéi jee e System, deen hir Stärken férdert an net d'Kanner opgrond vun hire Schwächen ausbremst. Multikulturalitéit a Plurilinguisme si Stärken vun eisem Land a fir eist Land. Mir mussen se just richtig upaken an asetzen an do ass de Motto vum Educatiounsministère „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler“ scho ganz richtig.

Mat den öffentlechen internationale Schoulen, déi jo agreéiert Europaschoule sinn, si mer op de Wee gaangen, d'Offer vun de Schoulen a Schoulsystemer ze diversifiéieren, fir de Schüler an hiren Elteren d'Geleeënheet ze ginn, tëscht verschiddene Systemer ze wielen.

Am Hierscht bei der Rentrée ginn et sechs där Schoulen. Am Ganzen hu se, wann ech mech richtig erënneren, duerno eng Capacitéit fir 8.000 Schüler. D'Demande ass grouss, awer et ass mir nach net ganz kloer, wéi à moyen terme d'Zesummepill vun den internationale Schoulen an deem traditionelle Schoulsystem soll ausgesinn. Bleift dat awer en Niewenteneen oder gëtt et e Mateneen? A wéi ginn d'Enseignanten an Zukunft fir dëse System oder déi zwee Systemer konkret ausgebilt a virbereet? Mir sinn och gespaant op déi éischt Etüden an Analysen iwwert dee Schoulmodell. D'Resultater si jo fir Fréijour 2023 versprach ginn.

Fir d'LSAP ass et kloer, datt een dat Gutt aus der traditioneller Schoul muss bäibehalen an optimiséieren an dat Bessert aus den europäesche Schoulen muss iwwerhuelen an integréieren.

Här President, de Ministère huet sech un dësem internationale Modell inspiréiert, fir e weidert Puzzlestéck fir méi Chancégerechtheet anzeféieren, nämlech d'Alphabetiséierung op Franséisch. Bei der Rentrée am September elo ginn a véier Gemengen, mengen ech, Pilotprojete lancéiert, fir Kanner am éischte Schouljoer d'Liesen an d'Schreiwem op Franséisch bäizebréngen. Hei ass et wichtege, ze betounen, datt d'Kanner eeben herno am Cycle 4.2, am ale sechste Schouljoer, sollen a béide Sproochen, also op Däitsch an op Franséisch, en änlechen Niveau hunn, fir dann zesumme kënnen ënnerriicht ze ginn.

Zu Diddeleng si schonn 20 Kanner, déi sech ageschriwwen hunn, fir op Franséisch alphabetiséiert ze ginn. Ech si ganz gespaant, wéi dëse Pilotprojet sech entwéckelt. Dat sinn elo zwou Initiativen, déi solle verhënneren, datt déi Bildungsschëier weider auserneegeet fir déi Schüler, déi riskéieren, opgrond vun de Sproochen op der Streck ze bleiwen.

Et gëtt awer och nach aner Modeller an ech wollt der hei zwee uschwätzen. Zum Beispill „Eis Schoul“, déi jo eng „école primaire de recherche de l'État“ ass, déi virun allem mat inklusiver Pédagogik schafft. D'Kanner ginn do op Däitsch alphabetiséiert. Ab dem

Cycle 2.2, wou Franséisch derbäikënn, gëtt dann awer drop gehalen, méi wéi just am franséische Sproochenunterrecht franséisch ze schwätzen. Dat heescht, am Cycle 3, also dem drëtte Schouljoer, gëtt et an „Eis Schoul“ systematesch franséisch Wochen an däitsch Wochen. Den Unterrecht ass ofwiesselnd déi ganz Woch iwwer op Franséisch an déi Woch drop da ganz op Däitsch. An dacks läit a Fächer wéi zum Beispill Mathé den Text vu Sachaufgaben an deenen zwou Sproocher vir, mee d’Kanner ginn awer gefrot, an där Sprooch, déi eeben an där Woch ugesot ass, ze äntwären.

Vun deem, wat ech héieren hu vun deem dote System, hëlleft et de Kanner immens, sech iwwer e méi laangen Zäitraum an enger Sprooch auszedrécken. „Eis Schoul“ ass, wéi gesot, eng École de recherche. Dat heescht, d’Praktiken, déi do gutt fonctionéieren, sollen am Reegelunterrecht agefouert ginn. Wier et also eng Méiglechkeet, och an de Primärschoule vun de Gemengen ab dem Cycle 3 däitsch a franséisch Wochen anzeféieren?

En anert Beispill kënn aus dem Elsass. Do gëtt et zanter den 90er-Jore Primärschouלקlassen, déi zweesproocheg sinn. D’Kanner hunn do zwee Enseignanten, een, dee just Franséisch schwätzt, an een, dee just Däitsch schwätzt. D’Kanner léieren also wéi éischte Schouljoer un déi zwou Sproocher parallel – gläichzäiteg D’Kanner sinn herno an deenen zwou Sproocher d’selwecht doheem a kënnen an enger Partie Lycéeeën och de biligualen Abi/Bac maachen. Interessant!

Eent ass fir eis jiddefalls ganz kloer: Et dierf net sinn, datt Schüler mat Potenzial, zemoos an de MINT-Fächer (ndlr: Mathematik, Informatik, Naturwëssenschaften, Technik), duerch de System rutschen, well se Problemer hunn an enger Sprooch. Dat ass einfach an ze vill grouse Verloscht fir eis Wëssensgesellschaft, fir eis Recherche, fir eisen Aarbechtsmaart. Mir brauchen dach händéringend héichqualifizéiert Leit an den Effort, fir se selwer auszebilden, am plaz se ëmmer méi wäit doruechter sichen ze goen, mussen mer weider verstärken.

D’Sproocher sinn awer net deen eenzege Grond, firwat d’Bildungsschëier esou wäit op ass. Ganz banal kann dat och d’Gemeng sinn – de Wunnuert –, déi den Ausschlag ka gi fir d’Schoulkarriär. Et ass nun emol guer net egal, wou ee wunnt. Vun den Infrastrukture fir formal an nonformal Bildung bis zum Encadrement an der para- a periscolaire Offer gëtt et vill verschidde Modeller. Fir d’LSAP dierf de Wunnsätz awer kee Facteur fir de Choix an d’Qualitéit vun der Education sinn. All Schüler muss kënnen vun där selwechter Offer profitéieren, fir an déi Schoul ze goen, déi am beschte bei hie passt. Dat gëllt fir d’Primärschoul gradesou wéi fir de Secondaire.

An hei gëtt et e puer Ënnerscheeder: Zemoos fir Kanner mat spezifesch Besoinen kann d’Gemeng eng grouss Roll fir den Encadrement spillen. D’Gemengenautonomie ka fir déi eng Chance sinn a fir déi aner e Problem. Verschidde Gemenge bidden extreem wäertvoll Projeten un, zum Beispill e Schoulgart, oder se hu speziell Strukturen oder Services en place, zum Beispill Spezialisten, déi mat Psychomotricitéit schaffen. Fir d’LSAP mussen all d’Gemengen op d’mannst e Mindeststandard vun der Inklusion erfüllen.

Leider ass et awer esou, datt a verschiddene Gemengen ofgesi vun Léierpersonal keng Usprichpersounen fir d’Elteren do sinn, wa se Froen zu der Situatioun vun hirem Kand hunn, déi se bei der Entscheedung ënnerstëtzen, dee beschte Choix fir hiert Kand ze treffen: Ass et a senger Schouלקlass och gutt opgeholl? Oder solle se eng Demande maache fir eng Plaz an

engem Kompetenzzenter? Wéi ass iwwerhaupt déi aktuell Situatioun vu Kanner mat spezifesch Besoinen zu Lëtzebuerg? Kënnen all d’Kanner, fir déi de Kompetenzzenter de beschte Choix ass, och effektiv do opgeholl ginn? Wéi laang dauert et an der Moyenne vum Moment, wou den Enseignant deen alleréischte Formulaire ausfüllt, bis datt d’Kand kann an dee Kompetenzzenter goen?

Mir dierfe wierklech net vergiessen, datt dat en enormen Impakt huet, déi richteg Hëllefstellung fir d’Liewe vun deem Kand ass. Zemoos bei Kanner mat spezifesch Besoinen ass et wichteg, esou séier wéi méiglech ze agéieren, ze depistéieren, fir d’Kand esou ze betreiien, wéi et et brauch, am Interessi vum Kand selwer an och am Interessi vu senger Schouלקomeroenen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Lëtzebuerger Bildungssystem liwwert keng adequat Äntwerte fir déi sozial Diversitéit vum Land. Dat schreiwten d’Experten am Nationale Bildungsbericht 2021. Wat d’Orientéierung ugeet, ginn hei kloer Defiziter vun eise Schouלקsystem opgezeecht. De sozialen Hannergrond vum Jonke spillt hei beispillsweis beim Iwwergang vun der Grondschoul an de Secondaire eng dach bedenklech Roll.

Ech hunn dat hei schonn e puermol gesot, d’Madamm Hansen huet et och virdrun ernimmt an ech insistéieren nach eng Kéier drop: Am virleschte Schouljoer si Jugendlecher aus sozial aiséierte Familien zu 72 % an den Enseignement classique orientéiert ginn, aus sozial benodeelegte Familie waren et just 16 % vun de Jugendlechen, an Ënnerscheid zu 56 Prozentpunkten. Méi erschreckend nach wéi dës Zuelen u sech ass awer folgend Ausso vun de Bildungsfuerscher: Géif ee reng déi ënnerschiddlech Schouלקeschtunge betruechten, léich den Ënnerscheid nëmme bei 15 %. Dat ass en Ënnerscheid vun iwwer 40 Prozentpunkten, dee reng op de Background an net op d’Leeschtung vun de Schüler zrëckzeféieren ass! Dat ass a bleift fir mech a meng Partei inakzeptabel an ech sinn der Meenung, datt d’Regierung do weider Efforte muss maachen, fir deem entgéintzewierken!

Fir bei eng positiv Entwécklung eriwwerzegoen: Ech si ganz frou, datt de „güchete unique“ vun der Maison de l’orientation an der Stad elo seng Dieren opgemaach huet. Dës Ulaftell ass onbedéngt néideg fir Schüler, fir hir Elteren. Ech hoffen och, datt déi international Schoule bei de Presentatioune vun eise System net vergiess ginn, zum Beispill och beim Projet ORIKA.

Zu der Orientéierung gehéiert och de Choix vun der Sektouren am Lycée. Am Classique fënnt dee Choix jo no véier Joer statt, am General awer schonn no dräi Joer. Ass dat net ze fréi fir esou eng wichteg Entscheedung fir d’berufflech Zukunft? Dacks sinn déi Jugendlecher jo awer nach zimmlech gréng hannert den Queren a wëssen eigentlech nach net esou richtig, wat se wëllen. Ee Joer méi géif vläicht hëllef. Ginn et eventuell Iwwerleeungen, de Schüler am General ee Joer méi Zäit ze ginn an eeben och hei General a Classique gläichzesetzen? Mir wieren do net dergéint.

Wéi wichteg d’Orientéierung ass, gesäit een, wann ee sech d’Zuelen an d’Ursaache vum Décrochage scolaire ukuckt. Déi Haaptfacteur si jo, datt déi gewënscht Ausbildung net méiglech ass, zum Beispill well kee Contrat d’apprentissage do war fir dee Jonken, datt en där kee krut, datt de Wee, op deen dee Jonken eigentlech orientéiert ginn ass, guer net bei e passt, oder eeben nach, datt de Schüler mat engem Échec scolaire confrontéiert ass.

Mir sinn elo um Wee oder mir ginn elo op de Wee, fir den Alter vun der Schouלקpflicht eropzesetze vu 16 op 18 Joer. Dat kann e Mëttel sinn, fir de Schouלקbréch entgéintzewierken. Allerdéngs ass et jo natierlech net gedoe just mam Erupsetzen op 18 Joer, mee et muss an engems e Konzept kommen, fir Schüler opzefänken, déi wackelen. Mir dierfen net vergiessen, datt et eeben aner Moyene gi fir ze verhënnere, datt Jonker d’Schoul verlossen, ouni en Diplom an der Hand ze hunn. An deene meeschte Fäll kënnegt sech esou e Schouלקbroch jo scho ganz wäit am Virus un, deels Joren. Mir mussen also méi fréi usetzen an aktiv Preventioun hei bedriewen.

Här President, mir wësse jo, datt den Aarbechtsmaart dréngend gutt ausgebildete Leit brauch. Fir Jonker ass den Accès op den Aarbechtsmaart iwwert déi lescht Jore verbessert ginn. D’Aarbechtslosigkeit bei de Jonken ass e gutt Stéck erfogaangen. Dat ass zu engem gudden Deel och op d’Jobgarantie fir Jonker zrëckzeféieren. Konkreet kritt all Jonken tëscht 16 a 25 Joer spéitstens véier Méint nom Ofschloss vun der Schoul oder dem Verloscht vun der Aarbecht eng Hëllefstellung a Form vun engem Aarbechtsvertrag, engem Complément de formation, enger Formation professionnelle oder engem Stage. Hei schaffen ADEM, Action locale pour jeunes an SNJ ganz enk zesammen, fir den Iwwergang op den Aarbechtsmaart ze vereinfachen. Dat ass eng gutt Saach, eng positiv Entwécklung, déi een eventuell nach kéint ausweiten.

Här President, ech kommen zur Konklusioun. D’LSAP wëllt, datt d’Schoul de Produzent ass vu Chancégerechtigkeit an net de Reproduzent vu Chancenongerechtigkeit. D’Regierung a besonnesch d’Education, awer och d’Héichschoul an den Travail si gefuerdert. Et gouf scho ganz villes op de Wee bruecht, awer et huet nach net gutt genuch gegräff.

D’LSAP fuerdert eng weider Adaptatioun vum Sproochenunterrecht, baséiert ënner anerem op den Erkenntnisser aus den agreeierten Europaschouלקen, eng gezielte Fërderung vun de Schüler aus sozial schwache Familien, déi net Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn, fir hir Léierreckstänn nozehuelen, sou wéi et och am Bildungsbericht steet. En fait ass dat jo näischt anescht wéi déi qualifizéiert gratis Nohëllef, déi am Regierungsprogramm steet a woubäi ech erlichtert sinn ze héieren, dass se elo fir d’Reentrée soll kommen.

Mir brauchen eng besser Orientéierung, déi sech net just op d’Maison de l’orientation ka limitéieren, mee queesch duerch de ganze Schouלקsystem zu enger Prioritéit muss ginn an notamment den Iwwergang vum Fondamental an de Secondaire vereinfacht. Mir wëllen eng kohärent a systematesch Zesummenaarbecht tëscht formaler an nonformaler Bildung, och, fir fréizäiteg ze detektéieren, wann de Risiko vun engem Décrochage opkënn.

Mir wëllen, datt Bildungsziler an engem Curriculum national definéiert ginn, esou wéi den Observatoire national vun der Schouלקqualität et recommandéiert.

An net zulescht wëlle mer och e Bilan vun der Effektivitéit vum Inklusiounssystem an der Schoul. Dat wichtegst fir all Schüler ass a bleift den Enseignant an deem seng Kompetenzen, fachlech, sozial a pedagogesch Kompetenzen, seng Motivatioun, seng Loscht, fir Schoul ze halen, fir de Kanner eppes bäizebréngen.

Keng Reform léisst sech géint d’Léierpersonal realiséieren. Déi dräi B – Bindung, Bildung a Bewegung – sinn d’Piliere vun engem erfollegräiche Schouלקsystem. Do runner mussen mer schaffen, da klappt et och mat der Chancégerechtigkeit.

Merci fir d’Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Closener. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis eens, Lëtzebuerg verfüügt iwwert den héchste Mindestloun an Europa an awer ginn d'Inegalitéiten an eisem Land ëmmer méi grouss. An och d'Aarbecht ass keng Garantie méi, fir der Aarmut ze entkommen. Dat stoung nach ganz rezent am Almanach vun der Caritas.

24,2 % vun de Mannerjärege sinn zu Lëtzebuerg mam Risiko vun der Aarmut an der Exklusivkonfrontéiert. Besonnesch betraff sinn d'Kanner vun Elengerzéienden, bei deenen de Risiko bei méttlerweil 40 % läit, mee och Kanner aus kannerräiche Famille sinn extreem betraff.

Aner Institutione wéi den Eurostat, de Statec an d'Chambre des Salariés hunn och ganz interessant Analysen dozou gemaach. Se sinn natierlech net immens erbaulech.

Här President, ech wëll ganz sécher net pauschaliséieren an ech behaupten och net, dass all Kand, dass mat esou engem Aarmutrisiko konfrontéiert ass, automatesch manner kompetent ass an am Schoulsystem vun Ufank u keng Chancen huet fir ze reusséieren. Ausname ginn et der genuch, well ëmmer erëm begéint ee Kanner aus sozial schwache Milieuen, déi hire Schoulparcours erfollegräich ofschléissen, am Liewe Fouss faassen an et fäerdegbréngen, déi sozial Leeder aus eegene Kräften, mee och mam Engagement vu villen engagierten a motivierten Enseignanten eropzeklappen. Och dass muss an eisen Aen emol gesot ginn.

Ausname bestätegen awer d'Reegel, och dass ass kloer. D'Reegel ass déi, dass Kanner vu sozial defavorisierten, oft elengerzéienden Elteren an der Schoul manner gutt ofschneide wéi hir besser gestallte Matschülerinnen a Matschüler. Ech mengen, jiddwereen, deen hei geschwat huet, huet deen do Volet ënnerstrach.

Dese Problem verschärft sech nach, wann et sech ëm Kanner mat Migratiounshannergrond handelt, an och dass bekannt. Natierlech liewen d'Kanner zu Lëtzebuerg alleguer an där selwechter Gesellschaft. Se liewen awer net alleguer an där selwechter Welt. Villes, wat fir déi eng accessibel ass, bleift deenen anere verspaart. Villes, wat fir déi eng evident ass, ass fir déi aner ondenkbar. Dass zielt net nëmme fir de gesamte Schoulparcours, déi weiderféierend Studien an d'Beruffsliewen. Et zielt och fir d'Wunnverhältnissen, d'Fräizäitgestaltung, déi gesellschaftlech a kulturell Participatioun. Et zielt fir de Bien-être an déi mental Gesondheet, déi och scho bei Kanner a Jonken aus defavorisierte Famille méi ugeschloen ass, wéi bei de Kanner aus wuelhabende Kresser.

Datt souwuel d'Familljeliewe wéi och d'Strukture vun der klenger Kandheet an de gesamte Bildungssecteur e groussen Afloss op déi sozial Trajectoire vun all Mënsch hunn, läit op der Hand. An duerfir ass et net vu Muttwëll, eis konsequent mat der Fro auserenzesetzen, mat wéi enge Méttelen a Strategien d'Bildungsgerechtheet erhéicht a beschtefalls fir all Kand garantiert ka ginn. Et ass dass, op dass ech mech a menger Interventioun wëll konzentréieren, notament op den Alter vun Klengkand a vum Grondschoulkand, wou eigentlech d'Basis fir de Rescht vun der ganzer Schoultrajectoire geluecht gëtt.

An deem Sënn wëilt ech dann och der Myriam Cecchetti Merci soen, dass se des Debatt ugestouss huet. Wéi gesot huet se ganz vill Facetten.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vu Bildungsgerechtheet schwätzen, lieien d'Léisungen natierlech net op der Hand, scho guer net zu Lëtzebuerg, wou den Undeel vun de Schoulkanner mat Migratiounshannergrond innerhalb vun nëmme 15 Joer vun 30 % op 49 % geklommen ass. Des aussergewöhnlech Dynamik ass zum Deel vergläichbar mat där, déi momentan a kosmopolitische Metropole wéi beispillsweis Berlin feststellen ass, net awer um gesamten Territoire vun deene villen anere Länner, an deenen d'Schoulpopulatioun méi homogeen ass wéi zu Lëtzebuerg a wou d'Diversitéit sech net esou séier entwéckelt, mee vill méi lues.

Zu Lëtzebuerg befanne mer eis also an enger ganz eenzegaarter Situation an duerfir wier et net de richtige Wee, Dir Dammen an Dir Hären, auslännesch Modeller op Lëtzebuerg ze importéieren an ze mengen, se kéinten eent zu eent op eise Schoulsystem iwwersat ginn. Knäipe kënnen mer also net. Dass mécht d'Saach net méi einfach. Et huet awer de Virdeel, dass mer eis méi geziilt mat eiser eegener Schoulpopulatioun muss beschäftegen. Emol onofhängeg dovun, dass d'Heterogenitéit massiv zougeholl huet an dass mir doriwwer eraus vun enger Kris an déi aner gerode sinn – mat de bekannten negativen Impakter souwuel am Beräich vun der mentaler Gesondheet wéi och zum Deel an der Schoul –, steet scho méi laang fest, dass eise Schoulsystem net fir all Kand a Jonken adequat opgestallt ass.

Wëlle mer d'Kluft tëscht dem fundamentale Recht op gläich Bildung an der faktesch beluechter Bildungsungerechtheet reduzéieren – dass ass jo d'Zil vun eis all –, da geet et net drëms, en Nivellement vers le bas ze bedriewen, mee da muss en Nivellement vers le haut erreecht ginn, bei deem all d'Kanner mat op de Wee geholl ginn.

Déi zentral Erausforderung besteet also doran, méi wirksam a méi effikass virzuegoe wéi an der Vergaangenheet an d'Bildungsschëier méi no beieneen ze bréngen, ouni op d'Qualitéit ze verzichten. Domat wëll ech déi vill Efforten, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, ganz sécher net klengrieden an ech stellen och den Engagement vun den Enseignanten an allen anere Schoulpartner aus dem formalen an nonformale Bildungsberäich kengesfalls a Fro.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Allerdéngs beweege si sech alleguer an engem System, deen nach Sputt no uewe weist. Dee Sputt no uewe besteet net nëmme am classesche Schoulsystem. Sputt no uewe besteet och an de Strukture vun der klenger Kandheet, déi eng entscheidend Roll spillen, besonnesch bei der Ennerstëtzung vun de Kanner aus defavorisierte Famillen am Hibleck natierlech op hir Aschoulung.

Déi kleng Kandheet, dass ass déi Zäit, an där d'Kanner nach net schoufflichteg sinn an an där déi eigentlech Basis fir en erfollegräiche Schoulparcours geluecht gëtt. Et ass déi Zäit, an där d'Kanner schwätzen a sech ausdrécke léieren. Et ass déi Zäit, an där se en éischt Bewosstsäi fir d'Struktur vun der Sprooch entwéckelen an an där se erkennen, dass Satz aus Wieder a Wieder aus Silbe bestinn. Des sougenannt phonologesch Bewosstheet als Virstuf vun der Lies- a Schreifkompetenz entsteet normalerweis automatesch a muss net speziell geförderert ginn.

Allerdéngs gëtt et eng grondleeënd Viraussetzung derfir. Et ass déi, dass schonn déi Jéngst genuch mat der Sprooch a Kontakt kommen, dass genuch mat hinne geschwat gëtt, dass hinne opmierksam nogelauschtert gëtt, dass Stëmmen, Geschichtenerzielen, Lidder an Narrativer zu hirem Alldag gehéieren, dass se motivéiert ginn, nei Wieder ze entdecken an hire

Vocabulaire vun Dag zu Dag erweidere kënnen an dass am Klengkandalter vun null bis dräi Joer op den Asaz vun digitalen Apparater am breede Sënn verzicht gëtt, woumat ech e waarmen Appell un d'Eltere wëll riichten.

An deem jonken Alter hu Mobilgeräter wéi Tablets, Smartphones, iPhones a Laptops – a wéi se net all heeschen – weeder e pedagogeschen Notzen nach droese zu der intellektueller sproochlecher an emotionaler Entwécklung vun de Kanner bäi. Villméi verhënnere des Apparater mam Schierm, dass d'Kanner sech grad déi Fäegkeeten uneegnen, déi se brauchen, fir spéiderhin an der Schoul ze reusséieren.

Feelt et engem Kand beim Antrëtt an de Cycle 1 un deene genannten Erfarungen, dann ass dass eng wichteg Indication, dass et säi Schoulparcours scho mat engem Retard an der Sproochkompetenz ufängt. Kommen dann nach Defiziter an der Motorik an an der Konzentrationsfäegkeet derbäi, da kann et der Schoul kaum nach geléngen, de cumuléierte Retard opzehuelen, da ka se just nach Wonne heelen, mee net ganz ewechhuelen. Aus all deene Grënn si mer der Meenung, dass de Klengkandalter tëscht null an dräi Joer an der Diskussioun ronderëm d'Inégalité scolaire an Zukunft méi Gewicht muss kréien.

A senger rezenter Analys mam Numm „L'entrée à l'école“ geet den Observatoire national de la qualité scolaire genee op déi Alterskategorie an a formuliert eng Rei Recommendationen. Ervirhiewen, Här Minister, wëilt ech virun allem déi zweet, drëtt a véiert Recommendation an deem Kontext. Zum engen ennersträicht den Observatoire doran d'Wichtegkeet vun enger besserer Hëllefstellung fir Risikofamillen direkt no der Gebuert a besser scho virdrun. Zum anere plädéiert e fir eng besser Vernetzung vun de Servicer vun der klenger Kandheet mam Cycle 1 vun der Grondschoul souwuel am formale wéi och am nonformale Bildungsberäich. An doriwwer eraus schwätzt den Observatoire sech och fir den Ausbau vun der Elterenaarbecht a vun der vertrauensvoller Partnerschaft mat den Eltere vu Kanner aus dem Cycle 1 aus.

Als Gréng ennerstëtze mir des Recommendatione voll a ganz, well längst bewisen ass, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi emotional, intellektuell a sproochlech Entwécklung direkt no der Gebuert ufängt an net eréischt an der Schoul.

Fir d'Eltere scho virun der Gebuert vum Kand, mee och fir déi éischt Joren duerno, fit fir d'Erzéiung ze maachen an hinnen am Fall vu Schwierigkeeten an der Gestiou vum Alldag eng Hëllefstellung unzëbitten, existéiere schonn eng ganz Rei kompetent Servicer. Ech denken zum Beispill un déi staatlech mandatéiert Familienhëllef vun der Croix-Rouge, un de Service enfants jeunes et familles vun der Caritas, d'Initiativ Liewensufank, d'Eltereschool Janusz Korczak a vill anerer, déi wierklech wäertvoll Aarbecht leeschten.

Am Fachjargon schwätzt een hei vu sougenannte „Komm-Strukturen“, well et un de Famillen ass, an déi Strukturen ze kommen, dass heescht se mussen sech an deene jeeweilige Servicer auskennen, se mussen sech dohin déplacéieren, fir d'Hëllef dann och effektiv ze kréien. De Problem, dee sech hei stellt, ass deen, dass Elteren aus defavorisierte Milieuen des Servicer oft guer net kennen oder awer retizent sinn, fir se an Usproch ze huelen, schonn eleng aus Angscht, ofgestempelt ze ginn. Well et awer grad des Eltere sinn, déi d'Hëllef am meeschte brauchen, stellt sech d'Fro, ob et mat de classesche Komm-Strukturen duergeet. Et ass längst kee Geheimnis méi, Dir Dammen an Dir Hären, dass des Zort vun Ennerstëtzung hir Limiten

huet an dowéinst ass et eiser Meenung no un der Zäit, nei Weeër anzeschloen a méi op Geh-Strukturen ze setzen. Par analogie zu de Komm-Strukture sinn dat Strukturen, déi selwer am direkte Liewensëmfeld vun de Risikofamilien an domat und vun de Risikokanner aktiv ginn an natierlech dann och vum Staat ënnerstëtzt ginn.

Fir eis ass et e gutt Zeechen, dass grad den Observatoire national de la qualité scolaire d'Wichtigtegkeet vun dëser méi proaktiver Approche a sengem ganz opschlussräiche Rapport „L'entrée à l'école“ ënnersträicht an doran op eng Rei unerkannt Acteuren ageet, déi konkret Piste fir eng besser Ënnerstëtzung vun de Kanner am Klengkandalter opweisen. Dee Rapport ass wierklech nëmmen ze recommandéieren.

Ech kommen zu der Schoul. Wann d'Kanner dann nom Klengkandalter bis an d'Schoul ginn, spillt d'Frëfërderung, mee och d'Frëierkennung an d'Diagnostik virun allem am Beräich vun der Sproochkompetenz eng grouss Roll, mee och aner Kompetenze sinn entscheidend an deem Alter a mussen fréi genuch gefërdert ginn. Se müssen awer och gemooss kënnen ginn an den Depistage muss hei natierlech mat erafléissen. Ech denke virun allem och un d'Grob- an d'Feinmotorik nieft der Sprooch, un d'Raumgefäll an d'Konzentrationsfäegkeet, déi och am Curriculum vum Cycle 1 méi prioritär behandelt mussen ginn.

Dobäi gëllt et jo ze bedenken, dass eng ganz Rei Kanner mat Migratiounshannergrond beim Schoulantrëtt mat enger neier grousser Erausforderung konfrontéiert sinn, vun där aner Kanner verschont bleiwen. Dir wësst, wat ech mengen. Scho beim Antrëtt an de Cycle 1, also am klengen Alter vun nëmmen dräi oder véier Joer, mussen Kanner aus méi entfernte Sproochregioune sech vun engem Dag op deen aneren an enger neier Sproochsituatioun zurechtfinden, dat heescht déi eng oder zwou Sproochen, déi an hirer Famill geschwat ginn a mat deene se vertraut sinn, ginn an der Schoul oft guer net geschwat.

Och wann d'Kanner generell manner Problemer mam Erwerb vun neie Sproochen hunn a generell och méi flexibel an upassungsfäeg si wéi mir als Erwuessener, sou mussen een hinnen nawell eng gewissen Zäit zougestoen, fir sech an der neier Situatioun zurechtzufinden an dat Vertrauen opzebauen, dat se brauchen. Virun allem brauche se awer genuch Zäit, fir sech déi schoulrelevant Aspekter vun där Sprooch unzëeegen, an där se duerno alphabetiséiert ginn an déi och spéiderhin a ville Fächer benotzt gëtt. D'Zil muss et jo sinn, dass eebe grad Kanner mat Migratiounshannergrond den Umschloss vun Ufank un net verpassen. Dass dat leider zum Deel de Fall ass, weist sech zwar net direkt am Cycle 2, an deem d'Alphabetiséierung stattfënnert. Et weist sech am Cycle 3.1, an deem d'Leeschungen am Däitsche laut dem Bildungsbericht virun allem bei defavoriséierte Schülerinnen a Schüler den Uspréich net ganz gerecht ginn.

Fir dee Problem an Zukunft ze verhënnern, muss eiser Meenung no souwuel am Cycle 1 vun der Grondschoul wéi och am nonformale Bildungsberäich zum Deel ëmgesteiert ginn, ouni awer op all déi Elementer ze verzichten, déi sech scho bewäert hunn. Bekanntlech ginn d'Kanner an deem Alter schonn zanter Joren op eng spilleresch an interaktiv Manéier un d'Franséisch erugefouert. No éischte Retizenzen, méi oder manner grouss, huet dës Approche sech bewäert, well et dee richtegen Alter ass, fir Freed un enger Sprooch ze fannen. Dass Ganz huet och wierklech gewisen, dass d'Kanner do eppes bäigeléiert hunn. D'Freed ass natierlech déi éischt Konditioun, dass d'Kanner eng Sprooch gären a gutt léieren.

Haut muss ee sech natierlech froen, ob déi selwecht Efforten net och am Däitsche mussen gemaach ginn oder ob net esouguer kategoresch a Richtung Däitsch ëmgesteiert muss ginn, wuel wëssend, dass d'Alphabetiséierungssprooch fir all net däitscht Schoulkand eng Friemsprooch duerstellt. Dass zielt och a mengen Ae fir déi Lëtzebuerger Schoulpopulatioun, esou no wéi d'Lëtzebuergeresch an d'Däitscht och beieneeleien. Wéi soe mer esou oft? Deutsche Sprache, schwere Sprache!

Eng Diskussioun, déi an deem Kontext och gefouert muss ginn, ass déi, ob och d'Alphabetiséierung a sougenannte konsistente Sprooch wéi Däitsch net méi Sënn mécht, wuel wëssend, dass déi Sprooch eng héich Phoneem-Graphem-Korrespondenz opweist, woubäi een natierlech bal alles schreift, wat een héiert. An duerfir mengen d'Fuerscher ëmmer méi, dass dat déi einfachst Alphabetiséierungssprooch wier.

Et geet aus der Fuerschung op der Uni Lëtzebuerg ervir an déi Diskussioun fannen ech scho ganz interessant. Ech wëll awer ganz kloer soen, dass déi do Approche net soll verhënnern, dass nei Pisten erfuerscht ginn, wat d'Alphabetiséierung op Franséisch ugeet, wou jo schonn aktuell véier Pilotprojeten a speziell ausgewielte kommunale Grondschoule mat grousser Diversitéit geplangt sinn. Dës Projekte kënnen notament fir franséischsproocheg Schoulkanner interessant sinn, well se an hirer Éischtsprooch – oder et kann een och soe Mammesprooch oder vläicht och Pappesprooch – oflafen, soudatt dës Kanner bei der Alphabetiséierung net mat enger Friemsprooch konfrontéiert ginn. Trotz allem si mer der Meenung, dass dës Pilotprojeten nëmmen da gelenge kënnen, wann d'Risikoschüler, déi dorun deelhueelen, geziilt an differenziéiert begleet ginn. D'Sprooch eleng ass net alles.

Wat déi ëffentlech international Schoulen, déi jo och elo hei ëfters thematiséiert gi sinn, ugeet, sou weise frankofon, anglofon a lusofon Filiëren, souwuel an der Grondschoul wéi och am Lycée, op, dass och dës an eisen Aen eng interessant Pist ass, fir der Diversitéit vun der Schoulpopulatioun besser gerecht ze ginn. Dass gouf an aneren Diskussiounen jo schonn oft op dëser Plaz ënnerstrach. An et ass och eng Tatsaach, dass dës Schoulen e ganz grouss Succès hunn.

Wa mer dann awer iwwer Bildungsgerechtegkeet schwätzen, da läit et op der Hand, dass déi sozial Mixitéit och an dësen ëffentlechen internationale Schoulen garantéiert muss ginn an dass dës ëffentlech Schoulen net zu Elitteschoule fir d'Kanner vun auslännesche Besserverdänger därefer ginn. Wichtig a richtig ass, dass eng Evaluatioun vun dëser Schoule gemaach gëtt – déi ass jo virgesinn – an dass duerno déi richteg Konklusiounen gezu ginn, och a grad am Kontext vun der Bildungsgerechtegkeet a vun den Inégalités scolaires.

Dir Dammen an Dir Hären, domat kommen ech zu mengen eegene Konklusiounen, woubäi ech nach kuerz op zwee Punkte wëllt agoen, déi eis als Gréng am Gesamtkontext vum Schoulsystem um Härz leien.

Fir méi Bildungsgerechtegkeet ze schafen an de Schoulalldag vun alle Kanner méi effikass an harmonesch ze gestalten, müssen déi formal an nonformal Bildung eiser Meenung no nach méi aneneegräifen, dës am Hibleck op den Opbau vu Ganzdaagschoulen, déi mat psychopedagogesche Servicer a speziellen Hëllesstellungen ausgestattet mussen ginn, esou wéi dat beispillsweis schonn an der ëffentlecher Schoul zu Miersch de Fall ass. D'Zil muss et jo sinn, besonnesch de sozial benodeelegte Kanner déi Ënnerstëtzung zoukommen ze loosse, déi hir Elteren aus villfältege Grënn hinnen net kënnen ginn. D'Zil

muss et awer och sinn, dass ganzheetlech transversaalt Léieren duerch eng besser Vernetzung ze fërderen an all Léiertyp dobäi gerecht ze ginn.

Zweetens muss awer och en Allongement de cycle – fréier hu mer vu Sätzbleiwe geschwat – déi allerlescht Léisung sinn, wann d'Enseignanté bei der Hëllesstellung mat hirem Latäin um Enn sinn. Wann am Cycle 3.1 schonn 18 % vun de Kanner e Schouljoer widderholl hunn a mat 15 Joer scho bal 50 %, dann ass dat eng denkbar schlecht Viraussetzung fir de verbleiwende Schoulparcours. Et ass och ganz einfach demotivant.

Dës Erkenntnis kënn net vu mir. Se ass och net op menger eegener Mësch gewuess. Se kënn aus dem Bildungsbericht a soll wéi déi vill aner Erkenntnisser aus deem Bericht an aus villen aneren Analyse genotzt ginn, fir eise Bildungssystem grondsätzlech ze iwwerdenken, ouni all dat a Fro ze stellen, wat en haut scho leescht. An dat ass jo och net grad wéineg! Dat wëll ech awer och betounen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeller Madamm Lorsché. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabele Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och ufänke mat engem Merci un d'Madamm Cecchetti, déi dës Interpellatioun ugefrot huet an déi och ganz Recht hat domadder. Et muss ee vill iwwert d'Schoul schwätzen. Et ass gutt, wa mer iwwert d'Schoul schwätzen. Et ass ëmmer kontrovers, mee et ass e ganz wichteg Thema. An dat gehéiert hei reegelméisseg op den Ordre du jour. Dofir merci.

Merci och all deenen, déi geschwat hunn. Ech hunn eng ganz Partie interessant Saachen héieren an och eng ganz Partie Saachen, deene mir eis kënnen uschlëssen, besonnesch och bei der Madamm Hansen.

Mir hunn awer och Saachen héieren, déi eis vläicht trotzdem net esou gefalen. An dat ass haauptsächlech dat, wat awer bei verschiddene Riedner alt emol e bëssen esou duerchkléngt: Dass ass, dass eise Schoulsystem wierklech als eppes ganz Schlechtes, bal Dämonesches, géif ech soen, duergestallt gëtt, wou d'Kanner leiden, wou d'Chancen net gi sinn a wou mer net virukommen a wou mer missten onbedéngt änneren a siche goen, fir aner Méiglechkeeten ze fannen. Ech mengen, do gi mer der Saach net onbedéngt ganz gerecht.

Ech wëll och zwou Saachen hei elo direkt am Ufank soen, wou hei eppes gesot ginn ass, wat leider och net esou ganz der Wourecht entsprécht.

Dat Éischt dat ass: Et ass gesot ginn, eise Schoulsystem wier an de 70er-Joren hänkebliwwen. Nee, eise Schoulsystem ass absolut net an de 70er-Joren hänkebliwwen! Eise Schoulsystem huet sech an den 80er-Jore verännert, en huet sech an den 90er-Jore verännert. Dass duerch Reformen, déi gemaach gi sinn. Dass awer och einfach, well d'Gesellschaft sech geännert huet, well d'Proffen an d'Schoulmeeschtere sech verännert hunn, well d'Schüler sech verännert hunn. An e Schoulunterrecht aus de 70er-Joren, dass ass e ganz anere wéi an den 90er-Joren, dass ass e ganz anere wéi haut. Hei gëtt et Bild gezechent vun enger ëffentlecher Schoul, déi verstëbt, stoe bleift. Dass entsprécht net der Realitéit, an dat wëll ech hei awer wierklech eng Kéier riichtbéien.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dann ass deen anere Punkt, dass gesot gëtt hei, déi dräi Sproochen missten an

eisem Schoulsystem op deem selwechten equivalenten Niveau geléiert ginn, esou wéi wa mer hei all Schüler missten op en Niveau bréngen, wou e perfekt Franséisch kéint, perfekt Däitsch kéint, perfekt Englesch kéint, Lëtzebuergesch souwiso. Och dat ass iwwerhaupt net wouer! Et ass guer net, dass een dat muss kënnen. Do sinn eng ganz Partie Saache geschitt. Dat huet een och fréier net missen hunn. Dir kënnt an engem Fach, an dat ass an de 70er-Jore schon esou gewiescht, am Däitschen an déi 50 hunn an am Franséischen der 30, da packt Der d'Schoul, ouni dass Der genausou gutt am Franséische sidd wéi am Däitschen.

Duerno ass nach d'Kompensatioun agefouert ginn. Ech mengen, dat war 1991 oder 1992, wou een also och an engem Sprooch kann eng Datz hunn. Dir kënnt eng Sprooch op der Première ewechloossen an Dir kënnt am Lycée technique – oder Lycée général, wéi en haut genannt gëtt – och Ären Diplom maachen, deen Iech Accès gëtt op eng Universitéit, wou Der an engem Sprooch wierklech däitlech manner gutt sidd wéi an där anerer. Also wannechgelift, et stëmmt net, dass ee muss an deenen dräi Sproocher wierklech gutt sinn, fir zu Lëtzebuerg an der ëffentlecher normaler Schoul en Diplom ze kréien!

Da vläicht eng aner Saach, déi hei ugeschwat ginn ass. Et ass gesot ginn: „D'Méisproochegkeet ass en Handicap.“ Jo, also natierlech ass et schwéier, vill Sproocher ze léieren. An et wier sécherlech vill méi einfach fir eis all gewiescht, fréier, an och fir déi Schüler vun haut, wa mer an der Schoul, am Lycée just eng Sprooch géife léieren. Dann hätte mer vill méi Zäit fir aner Saachen. Et ass awer och esou, dass – an, ech mengen, dat ass och Fakt – joerzengtelaang Experten op Lëtzebuerg komm sinn an eis bewonnert hunn, dass mer e Schoulsystem hunn, an deem mer vill Sproocher léieren; net alleguer um super Niveau, awer an deem mer vill Sproocher léieren.

An dat ass jo och de Grond vun eiser, wéi mer dat nennen, Méisproochegkeet hei am Land. Well Lëtzebuerg war jo virun 200 Joer en absolut eesproochegt Land, an deem d'Leit just Lëtzebuergesch geschwat hunn. An der Schoul ass vläicht Däitsch geléiert ginn. Ech mengen, et war 1842 mat der Schoulreform, wou aus politesche Grënn Franséisch agefouert ginn ass. An et ass eréischt duerch d'Schoul, wou d'Leit op eemol hei am Land Franséisch geléiert hu lues a lues. An d'Schoul ass d'Basis dovunner.

Wa mer natierlech elo wëllen zrëckgoen a mir wëllen net méi déi verschidde Sproocher an der Schoul léieren, wéi dat aktuell och a verschiddene Modeller ëmmer méi geschitt, jo, da misste mer awer och konsequenterweis eise ganze Sproochgebrauch hei am Land deem upassen. Spréich, da muss alles méisproocheg gemaach ginn.

Da muss mer jo engem d'Geleeënheet ginn, deen an der Schoul beispillsweis kee Franséisch geléiert huet oder nëmme schlecht, dass deen awer hei am Land liewe kann, ouni eebe Franséisch ze kënnen. Da misst een awer alles, alles, alles am Alldag iwwersetzen: all d'Internetsäiten, all d'Zeitungen, all méiglech Saachen. Dat heescht, dat huet vill méi e groussen Impact. Et dierf een net nëmme hei d'Schoul an engem Mikrokosmos gesinn, an deem mer da kucken, fir e Schüler iergendwéi eropzkréien. Mee et muss een och gesinn, wat dat duerno am Ganze fir Auswierkungen op d'Gesellschaften huet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Da gëtt hei oft gesot och: „Jo, déi lusofon Schüler, déi hu Problemer.“ Jo, ech sinn awer och frou, dass eng ganz Partie Riedner och richtegerweis gesot hunn: „Et läit emol dacks guer

net un der Sprooch, mee et läit eebe ganz oft um sozioekonomeschen Hannergrond, deen eebe vläicht méi niddreg ass.“ Mee ech mengen, dass et allgemeng awer esou e falsche Message ass, fir ëmmer erëm ze betounen, dass d'lusofon Kanner benodelegt sinn, well duerno ass dat esou e self-fulfilling Prozess an déi mengen da wierklech, dat misst esou sinn.

Et ass evident: Wann een an e Land migréiert, dann ass et schwierig. Da gëtt et ganz vill Schwierigkeeten. A wa mir elo géifen an en anert Land migréieren ... Mir sinn zwar alleguer sproochegewannt, mir géifen do sécherlech gutt eens ginn an deene meeschte Länner, mee dat ass dann, zemoos fir déi Leit, déi aus bildungsferne Schichten kommen, ganz schwéier. An dat kréie mir och net hei aus der Welt geschaaft.

Ech mengen och, an do muss een awer och un d'Veantwortung vun de Leit appelléieren: Och wann een dann decidéiert, an e Land auszewandere wéi Lëtzebuerg, aus wéi engem Land och ëmmer, da muss ee sech awer mat der Situatioun ausenanersetzen. An, ech mengen, da muss een och kucken: „Wéi ass dann dohannen de Schoulsystem? Kann ech do mengem Kanner déi Chancë ginn, déi ech och hei a mengem Land de Kanner kéint ginn?“

Mir dierfen och net vergiessen, dass mer dach awer hei zu Lëtzebuerg sinn an, bei allen Hëllef, déi mer mussen ginn a Méiglechkeeten, déi mer mussen ginn – an ech kommen nach dozou –: Mir mussen jo awer nach ëmmer kucken, dass mer zu Lëtzebuerg sinn an dass mer hei e Schoulsystem hunn, deen eisem lëtzebuergesche System, eiser lëtzebuergescher Kultur ugepasst ass a mir kënnen net jiddwerengem et recht maachen, deen elo heihinner kënnt. E bëssen upasse muss ee sech dann awer.

Wat kann ee maachen? Majo, et misst een op jidde Fall nach méi Lëtzebuergesch maachen an de Schoulen. Mir hunn natierlech ëmmer méi Kanner, déi Lëtzebuergesch elo als Mammesprooch hunn. Mir hunn de Precoce agefouert 1997. Eng fantastesch Saach, déi mengen ech super fonctionéiert a wou mer also d'Kanner scho vun dräi Joer un integréiert kréien iwwert d'Sprooch.

Dann ass e System gemaach ginn, an do sinn ech net esou zefridden, Här Minister: Dat ass dat mat dem Precoce. D'Precoce-Méisproochegkeet – an ech sot et schon eng Kéier hei an ech soen et och nach eng Kéier hei –, déi Méisproochegkeet an de Crèche fonctionéiert an der Realitéit nëmme ganz begrenzt!

Mir hunn et gemaach, mir hunn ugeruff a Crèchen, mir hu gefrot: „Gëtt bei Iech Lëtzebuergesch geschwat?“ Si hu gesot: „Nee, keng Suergen. Mir maache kee Lëtzebuergesch mat de Kanner.“ Mir hu mat Leit geschwat, déi an de Crèche schaffen, Educatrices, déi eis gesot hunn: „A nee, mir kréie souguer verbueden, Lëtzebuergesch ze schwätzen!“ Wou mer an engem Gemeng gefrot hunn, ass gesot ginn: „Jo, do sinn dräi frankofon Crèchen, mee do ass awer eng lëtzebuergesch.“ Also dat fir ze soen: All d'Kanner léieren an der Crèche Lëtzebuergesch ass net de Fakt! Dat ass net richtig. De System fonctionéiert net!

Mir hunn Iech an engem Question parlementaire och gefrot gehat, wéi vill Personal dann an de Crèchen zu Lëtzebuerg schafft a wéi vill Leit vun deem Personal dann den Niveau C1, dee laut Gesetz gefrot ass, kënnen, woubäi jo dann an all Crèche och Lëtzebuergesch op deem Niveau soll geschwat gi vun engem Persoun. An do hutt Der eis geäntwert, Dir wéisst et net.

Dat heescht, Dir ënnerstëtz do eppes, Dir promovéiert do eppes, Dir sot, dat géif gutt fonctionéieren, mee an der Realitéit wéisst Der als Regierung net, wéi vill Leit iwwerhaupt an de Crèche schaffen. Dir wéisst

och net, wéi vill vun deenen iwwerhaupt déi néideg Sproochekompetenzen hunn. An dobäi sot Der op där anerer Säit, dass d'Sproochekompetenz an d'Fërderung an esou weider an esou fort awer esou wichteg wieren. Also, mir kënnt dat e bësse komesch vir.

Eppes, wat och ugeschwat ginn ass, wat ee kéint an der Schoul maachen – an, ech mengen, dat ass och ganz wichteg –, dat ass, donieft, dass ee ganz fréi mam Lëtzebuergesch ufänkt ... Ech soen ëmmer: Jo, an der Crèche soll Lëtzebuergesch do sinn! Lëtzebuergesch, Lëtzebuergesch, haauptsächlech Lëtzebuergesch, ...

(Interruption)

... dass déi Kanner duerno déi selwecht Chancen hu wéi e Lëtzeburger Mammesproochler. Dat ass, mengen ech, ganz wichteg!

Da kënnen mer duerno eng Alphabetiséierung maachen am éischte Schouljoer – op Däitsch. An do sinn ech natierlech ganz op der Säit vun der Madamm Lorsché: Däitsch ass déi einfachste Sprooch fir ze alphabetiséieren, well am Däitsche geneesou geschriwwen gëtt, wéi et och ausgeschwat gëtt, wat zum Beispill beim Engleschen oder beim Franséischen absolut net de Fall ass.

An da géif ech higoen, an dat ass e bëssen dat, wat vill Experte scho gesot hunn, notamment och de Romain Martin, woubäi ech et hei stoen hunn, dee seet: „Vielleicht sollte der Lernprozess in der Grundschule zeitlich so gestreckt werden, dass die Einführung des Französischen nicht so nahe auf den Alphabetisierungsstart im Deutschen erfolgt“, an also eventuell iwwerleeën, fir dat Franséisch eréischt am véierten oder fënnefte Schouljoer anzeféieren, dass d'Kanner also d'Méiglechkeet hunn, dass emol dat Däitsch gesackt ass.

Ech wëll hei awer op jidde Fall nach e ganz grouse Merci soen un allegueren déi Proffen a Schoulmeeschteren, déi an de Schoule schaffen an déi sech ganz, ganz vill Méi ginn, och dat ass scho gesot ginn, déi net nëmme dat maachen, wat se mussen maachen a wat gesot gëtt a wat mir hei decidéieren – d'Realiteit an der Schoul ass souwiso eppes ganz aneres wéi dat, wat an de Gesetzer steet a wat mir hei schwätzen; ech war laang genuch derbäi –, mee déi sech ganz vill engagéieren, fir d'Schüler op een Niveau ze kréien, fir och deene schlechten, de schwaache Schüler ze hëllef.

An dann ass eppes ganz wichteg: Jo, et gëtt Schüler, déi méi schwaach sinn. Dat huet ganz vill verschidde Grënn – dat ass hei gesot ginn –: d'Elterrenhaus, bildungsfair, net bildungsfair, gëtt doheem geschwat?, ginn doheem kulturell Aktivitéite gemaach?, gëtt just Blödsinn gemaach oder gëtt owes e Buch gelies?, kréien d'Kanner mat engem Joer schon d'Tablett virun d'Nues geluecht de ganzen Dag?

(Interruption par la présidence)

All déi Saache spillen eng Roll. A souguer dat Geneetescht. Dat ass guer net ugeschwat ginn, mee och dat spillt eng Roll.

Dat heescht, et ass e bëssen naiv fir ze mengen, mir kriterien all d'Kanner op een Niveau. An ergo mussen mer akzeptéieren, dass verschidde Schüler net onbedéngt d'Schoul packen. De Punkt ass awer deen, dass mer mussen genau ...

M. Marc Spautz, Président de séance | Här Keup, Dir musst wannechgelift zum Schluss kommen.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech sinn elo fäerdeg, Här President.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hätt eng Fo.

M. Marc Spautz, Président de séance | An do ass och nach eng Fro vum Här Kersch.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, duerno, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Nee, ech wollt just froen ...

M. Fred Keup (ADR) | Ech sinn direkt fäerdeg.

M. Dan Kersch (LSAP) | Hunn ech dat richteg héieren? Hutt Der gesot, dat Geneetescht ...

M. Fred Keup (ADR) | Här President. Ech sinn direkt fäerdeg.

M. Marc Spautz, Président de séance | Ee Moment. Loosst fir d'éischt nach, Här Kersch, den Här Keup schwätzen. An dann ass et un Iech.

M. Fred Keup (ADR) | Voilà! Also, et ass ganz wichteg, dass mer och akzeptéieren, dass eventuell Schüler eeben d'Schoul net esou packen. Et huet een e Recht, och ze scheitern, Da musse mer hinnen awer eng Méiglechkeet ginn, dat eventuell nozehuelen. Do gëtt et och d'Zweet Chance, de Lifelong Learning, dass ee vläicht seng Feeler, déi ee gemaach huet, erëm ka guttmaachen. An dann akzeptéieren, dass net jiddwereen eng Uni ka maachen. Et kann een och an dëser Gesellschaft respektéiert ginn, a mir mussen derfir suergen, dass dat och esou gemaach gëtt, ...

(Interruption par la présidence)

... wann een net eng Uni gemaach gëtt. Och déi aner sinn eppes wäert!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Den Här Kersch.

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Keup, entschëllegt. Ech weess net, ob ech richteg héieren hat. Ech war elo erfériert. Hutt Dir wierklech elo gesot, dass dat Geneetescht och eng Roll spillt? A wann Der dat gesot hutt, dann erkläert eis, wat fir eng Roll dat sollt sinn.

M. Fred Keup (ADR) | Majo ech kann Iech dat mat e puer Zitater aus enger Zeitung ... aus verschiddenen Zeitunge vun Etüden erklären, Här Kersch. Dat ass ganz interessant.

(Interruption par M. Sven Clement)

Ech hunn zum Beispill hei ...

Här Clement: Blablaba – Dichtegmaacher – ech, ech, ech. Mir si gespaant, wat Dir dann Interessantes zur Schoul ze soen hutt, mee dat kënn eréischt duerno!

M. Sven Clement (Piraten) | Dir sidd ...

M. Fred Keup (ADR) | Also, ech ginn Iech hei e puer Titelen. Dat ass aus der „Zeit“, mengen ech: „Erfolg in der Schule ist auch eine Sache der Gene“. Dat ass eng Etüd vum King's College London. Aus der „Frankfurter Allgemeine Zeitung“: „Untritt ist, dass Intelligenz zumindest teilweise erblich ist.“ Dann aus dem „Spiegel“ – „Spiegel“ ass jo awer eng Zäitschrëft, déi Der bestëmmt gutt fannt –: „Bildungserfolg wird von vielen Faktoren beeinflusst, von den Eltern, aber auch von den Genen.“

Et ass net nëmmen dat, mee et ass en Zesummespill. Dat ass dat, wat ech wëll soen. Dat ass dat, wat se och do soen. An ech hunn och Quellen hei op Franséisch, an deenen dat och steet: D'Réussite scolaire ass zum Deel natierlech och vun Natur aus, vu Gebuert aus bedéngt. Dat ass eeben eng Ongläichheet, déi d'Natur eeben esou bestëmmt. Do kënnen mer schwierig eppes dergéint maachen. Mir mussen awer – an do si mer bestëmmt op enger Linn – alles maachen, fir,

egal wéi d'Kanner sinn, se op deen héchstméiglechen Niveau ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir kënn zitéieren, wien Dir wëllt. Dat do ass puere Rassismus et rien d'autre!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | O!

M. Fred Keup (ADR) | Dat si renomméiert Universitëten aus der ganzer Welt. Ech mengen, wann Dir de King's College vu London als rassistescht betitelt, wann Dir Toppuniversitëten, Experten, Fuerscher, wann Dir déi Zeitungen, de „Spiegel“, d'„Frankfurter Allgemeine Zeitung“, d'„Welt“ an esou weider an esou fort als rassistescht betitelt, mengen ech, Här Kersch, da muss ee sech awer froen: Wie läit dann elo falsch? Et ass e bëssen einfach, et ass bësse simplistescht, et ass populistesch, et ass banal an et gëtt Iech sécherlech mat Ärem Intellekt net gerecht.

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass puere Rassismus a mir kennen Är Rieden.

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Puere Rassismus.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Ech soen Iech Merci.

M. Dan Kersch (LSAP) | Et ass gutt, dass ... Ech sinn immens frou, dass Der Iech hei esou geout hutt.

M. Marc Spautz, Président de séance | Eng Remark vun der Madamm ... D'Madamm Lorsché huet d'Wuert gefrot.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Also, et ass just eng kleng Richtegstellung, well den Här Keup huet mech wuel zitéiert, well ech gesot hunn, d'däitsch Alphabetisierung wär déi, déi am einfachsten ofleeft. Et huet awer esou geklongen, wéi wann ech e Problem hätt mat der franséischer Alphabetisierung. Ganz sécher net!

Ech wëll betounen, dass et do d'Regierung an notament den Här Minister doran ënnerstëtzen, dass en och fir déi franséischsproocheg Schüler an deem Sënn en Effort mécht, dass en eng franséisch Alphabetisierung plangt a Pilotprojete fir ze gesinn, dass déi Kanner, déi dann net an enger Friemsprooch alphabetiséiert ginn, och kënnen op dee Wee matgeholl ginn.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci fir déi Kloerstellung, Madamm Lorsché. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Clement. Här Clement, et ass un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat elo kuerz iwwerleucht, meng Ried dann op Däitsch ze halen, well dat méi Leit verstinn an de Verflechter vun der Lëtzebuurger Sprooch hei um Podium jo och léiwer op Däitsch schreift wéi op Lëtzebuergesch, awer da seet, mir missten onbedéngt mat Lëtzebuergesch an der Schoul ufänken.

M. Fred Keup (ADR) | Mir lauschteren emol no, wat Dir sot. Kommt ...

M. Marc Spautz, Président de séance | Wannech-gelift, et ass just den Här Clement, deen d'Wuert huet. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet een all moies an d'Schoul wéi all déi aner Kanner. Et mécht een déi selwecht Aufgabe wéi all déi aner Kanner. An et

schreift een déi selwecht Prüfungen wéi all déi aner Kanner. Heescht dat, dass een automatesch déi nämmelech Chancen huet, d'Prüfung ze bestoe wéi all déi aner Kanner? Leider net.

Identesch Ramebedéngungen ze schafen, heescht net, all Kand déi selwecht Chancen ze gi fir eng Reussite, an dat aus deem ganz einfache Grond, well net all Kand op déi selwecht Ressourcen zréckgräife kann. Net jiddereen huet doheem eng Famill, déi engem bei den Hausaufgaben hëllef kann, déi ee schonn als Klengkind gefërdert huet, déi ee spéider bei der Orientéierung tëscht den eenzele Lycéesfiliëren ënnerstëtzt, well se de lëtzebuergesche Schoulsystem kennt an och nach déi dräi Nationalsproochen an am beschten nach Englesch beherrscht. Net all Kand huet déi nämmelech kognitiv a sozioemotional Fäegkeeten. All Kand huet seng eege Geschicht, säi ganz eege familiäre Background a ganz verschidde Ressourcen a sengem Liewen.

Dëser Villfalt gëtt eisen aktuelle Schoulsystem – nach! – net gerecht. Dat weist sech an den diversen Etüden, a leider net eréischt zanter gëschter. Et ass e Problem, dee säit Laangem bekannt ass an dee bis elo net geléist konnt ginn. Nee, leider schéngt e sech souguer ëmmer méi ze bestätegen.

Mat de Centres de compétences gouf probéiert, de verschiddene Besoine vun de Kanner besser gerecht ze ginn. Mee d'Resultat um Terrain ass e System, dee chronesch iwwerlaf ass, well d'Nofro d'Offer bei Wäitem depasséiert, an e System, deen amplaz op Inklusioun nees op Segregatioun setzt. D'Schlësselwuert „Inklusioun“, dat esou laang schonn aus dem Vocabulaire vun der Bildungspolitik net méi ewechzedanken ass, weist sech um Terrain wäit manner wéi an de Rieden.

An dat gesi mer jo och mat den Europaschoulen. Mir soten et schonn an der leschter Interpellatioun iwwer d'Theema vun den Europaschoulen: Dës Schoule sinn e wichtige Piliere, fir kuerzfristeg d'Schouloffere ze diversifizéieren. Mee laangfristeg dierfe mer net op där enger Säit déi klassesch ëffentlech Schoulen an op där anerer Säit d'Europaschoulen trennen, wa mer wierklech eng inklusiv Gesellschaft wëllen.

Mir brauche Schoulen, déi d'Mënschen zesummebréngen an net scho vu klengem un a Gruppe kategoriséieren, déi sech duerno just nach seele mëschen. Mir brauche Schoulen, an deene sech Persoune mat an ouni Migratiounshannergrond, mat verschiddensproochekentnissener a mat an ouni Handicap eng Zukunft zesummen opbaue kënnen. An dat ass leider nach net de Fall.

Dat läit net un den Enseignanten, déi all Dag hiert Bescht ginn an trotzdeem mat schwéierem Häerz musse feststellen, wéi verschidde Schülerinnen a Schüler den Uschloss verléieren oder ganz decrochéieren. Dat läit un engem System, dee primär op Kanner zugeschnitten ass, déi gesond sinn, déi Elteren hunn, déi se ënnerstëtzen, an déi doheem Lëtzebuergesch schwätzen. Dat gesäit een och an de Schoulbicher.

Wéi eng rezent Etüd vun der Uni Lëtzebuerg weist, felt et an eise Schoulbicher ëmmer nach un der Duerstellung vun net wäisse Persoune. An och Persoune mat Handicap gi just an de Bicher traitéiert, wann et ëm den Handicap geet, mee net wann et ëm d'Duerstellung vun Alldagsituatioune geet.

Esou gesäit geliefte Inklusioun net aus! An dat huet och en Afloss op d'Chancëgläichheet. Déi genannten Etüd konnt kloer weisen, dass et an eise Schoulbicher primär heteronormativ Identifikationsfiguren mat wäisser Hautfaarf gëtt. Fir all déi aner bleibt weineg Fläch fir Projektioune. U si gëtt eeben net geduecht!

Dat ass vläicht dann dat nämmlecht, wéi wann ee seet: „Déi eng sinn eebe geneetescht net predisponéiert, fir Schoulen ze maachen.“ Ech mengen, den Här Kersch huet dat ganz richtig thematiséiert. An ech war genaousou erschréck, wéi ech hei op der Tribün vun der Chamber Theesen héieren hunn, déi virun 80 Joer zu grujelegen Dote gefouert hunn, ...

Une voix | Haha!

M. Sven Clement (Piraten) | ... an dat vun engem, dee sech heibannen „honorabelen Deputéierten“ nennt!

M. Fred Keup (ADR) | Lige-Clement! Du hues keng Anung vu Geschicht!

M. Marc Spautz, Président de séance | Wannechgelift!

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, ech géif Iech bieden, fir den néidegen Toun heibannen ze suergen. Well mir duzen eis, mengen ech, nach net heibannen. Zumindest déi Persoun wëll ech op kee Fall duzen, well ech wëll och eng Kéier ganz kloer soen: Wann ech mech hei un Iech alleguerten adresséieren, léif Kolleginnen a Kollegen, gëtt et eng Persoun, déi ech explizit ausschléissen. An dat ass mäi Virriedner!

M. Fred Keup (ADR) | O Mamm, o Mamm!

M. Sven Clement (Piraten) | Mee bref!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dierf ech eng Fro stellen, Här President?

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, ech wëll keng Fro vum Här Kartheiser. Dat ass mer ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass och besser. Dir kritt se net, well Dir kéint net drop äntwären, Här Clement.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | O, Här Kartheiser, ...

M. Marc Spautz, Président de séance | Den Här Clement huet d'Wuert a soss keen.

M. Sven Clement (Piraten) | ... ech wouss, dat wann ech „heteronormativ“ géif soen, wann ech „net wäiss Persoun“ géif soen, ...

(Interruptions)

... wann ech Är eege Partei géif mat Äre rassistesche Prejugéë konfrontéieren, ...

(Interruptions)

... datt Der dann de Bak net kéint halen. Mee jo ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... Här Clement!

M. Sven Clement (Piraten) | ... dat ass eben esou.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Marc Spautz, Président de séance | Wannechgelift, den Här Clement huet d'Wuert. An Här Clement wannechgelift, kommt zrëck bei den Ordre du jour. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech sinn nach beim Ordre du jour, well ech schwätzen eebe genau dovunner, datt wéinst esou steilen Theese wéi där, déi mäi Virriedner hei ausgedréckt huet, datt e gesot huet, datt eebe genau wéinst deene mangelnde Projektionsflächen a well et esou Theesen nach gëtt, och am Enseignement manifestement nach gëtt ...! Well et däréif een net vergiessen, datt déi Persoun och Enseignant ass vu Formatioun.

(Interruption)

Glécklecherweis net Geschichtsproff, mee Geosproff – well soss wäeren déi Theesen nach méi schwéier ze erklären. Mee bref.

(Interruption)

Wann een dann och nach e Schoulsystem huet, dee Kanner scho ganz fréi no hirer Leeschtung kategoriséiert, dann dierf ee sech net wonneren, wa Stereotypen a Virurteeler weider Bestand hunn – a mir mierken et jo souguer heibannen – an d'Ongläichheeten doduerjer wuessen, während vill Kanner hiert schoulescht Potenzial net ausschöpfe kënnen, well se vun eenzelen Enseignanten dann och nach net richtig geférdert ginn. Dat ass eebe mat d'Realitéit.

Här President, wa mer haut vun Ongläichheete schwätzen, da schwätze mer vun Ongläichheeten tëscht de Geschlechter, tëscht de sozioekonomesche Gruppen, tëscht Persounen mat oder ouni Migratiounshannergrond, tëscht de Sproochegemeinschaften an tëscht Persounen mat oder ouni Handicap. An all dës Ongläichheete sinn noweislech an eisem Schoulsystem ze fannen.

Datt hei Reformbedarf besteet, sollt also ausser Fro sinn. An deem Constat si mer eis alleguerten eens. D'Piraten ënnerstëtzen dofir d'Iddi, d'Alphabetiséierung an Zukunft a méi wéi just enger Sprooch ze bidden, dëst a verschiddene Klassen, déi awer innerhalb vun där selwechter Schoul zesumme léieren a sech fir aner Fächer wéi d'Sproochen och ënnerenee mëschen, fir esou ze garantéieren, datt et en Austausch tëscht deenen engleschsproochegen, franséischsproochegen a Lëtzebuergesch schwätzende Kanner gëtt.

Des Weideren hoffe mer, datt et esou séier wéi méiglech zu enger Upassung vun de Schoulbicher komme wäert, déi der Verfestegung vu Geschlechterstereotypen an der Ausgrenzung vu Persounen mat net wäisser Hautfaarf an/oder engem Handicap en Enn setzt.

Wat dann d'Reformiddi ugeet, d'Schoulpflicht op 18 Joer eropzesetzen, fir dem Décrochage scolaire entgéintzewierken, muss ech soen, si mir Piraten skeptesch. Natierlech ass et um Pabeier eng exzellent Mesure. D'Zuel vu Mannerjärege, déi d'Schoul ofbriechen, géif sech mat esou engem neie Gesetz op ee Coup dramatesch reduzéieren. Mee wär domat de Problem, datt verschidde Schülerinnen a Schüler esou een Degoût vis-à-vis vum Schoulsystem kréien, datt se d'Chance op e flotte Beruff einfach net wouere huele wëllen, geléist? Ech fäerten net. An zwar aus deem einfache Grund, dass dës Mesure un deene ville Problemer, déi ech elo scho genannt hunn, jo näischt ännert.

D'Schülerinnen an d'Schüler ginn dofir net besser encadréiert. Si gi just méi laang duerch e System geschleeft, an dee se net erapassen. Wann een also iwwer eng Verlängerung nodenkt, dann dierf dat net ouni eng generell Reform vum Schoulsystem geschéien. Engem 16-Järege, deen absolutt keng Loscht méi huet op d'Schoul, op eng Ausbildung oder iergendeppes, wat an iergendenger Form mat Léieren ze dinn huet, ze soen, datt en elo awer nach zwee Joer méi laang muss an der Schoul bleiwen, verbessert seng Chancen op en Diplom warscheinlech just an deene seelenste Fäll.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dat si bal genau meng Wiederer.

M. Sven Clement (Piraten) | Vill méi warscheinlech ass et, datt dës Persoun da gezwongenermoossen nach zwee Joer an eisem Schoulsystem mat schlechten Notte ronderëmgeréicht gëtt, nach zwee Kreeser dréit ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dat däréif net sinn.

M. Sven Clement (Piraten) | ... an dann awer ouni Diplom dosteet.

Och wann dat op den éischte Bléck um Pabeier e wéineg besser ausgesäit a mer an de Statistike besser ofschneiden, well dës Persoun net als Mineur d'Schoul ofgebrach huet, huet et dem Betreffenen awer näischt bruecht an et huet um Niveau vun den Ongläichheeten, déi iwwerhaupt eréischt zu deem enormen Degoût vis-à-vis vum der Schoul gefouert hunn, och näischt geännert.

Hei erhoffe mir eis also, vum Minister nach méi ëmfaassend Pisten ze héieren, déi d'Reform vun der Dauer vun der Schoulpflicht begleede wäerten, well mer fäerten, datt een anescht déi vun den Ongläichheete verursacht Problemer just verschiebt, mee net léist. Wéi den SEW/OGB-L an deem Kontext richtig soen, sollt een de Problem léiwier bei der Wuerzel paken, dat heescht, schonn an den éischte Schouljoren ugoen an net eréischt um Enn vum schoulesche Parcours, wou et heefeg schonns ze spéit ass.

Eise Schoulsystem ass fir ganz vill Mënschen hei am Land eng Hürd, déi hinnen d'Chance op e Beruff, deen hinne Freed mécht, nach ëmmer verbaut. Dat ass extreem schued an dat muss sech änneren. A jo, dat heescht, datt mer e Schoulsystem, dee mir heibanne wuel all duerchlaaf hunn an dee wuel och méi oder manner gutt op eis 60 plus d'Regierungsbänk gepasst huet, well mir hunn e jo schliisslech alleguer gepackt, musse lassloossen, fir eis kënnen anzegestoen, datt vläicht net alles gutt ass, wat gutt fir eis war.

D'Reforme vum Schoulsystem ziele wuel mat zu deene schwéiersten iwwerhaupt, well schliisslech jiddereen eemol an der Schoul war an dofir eng Meinung huet, an déi Meinung da ganz oft och nach déi ass: „Wann ech et hu misse paken, da sollen déi aner et och paken.“ Mee wann deen Debat vun haut eis eppes virun Ae gefouert huet, dann dach dat, datt mer et, hätte mir net eis Sproochekenntnisser, eise Gesondheits- an eise familiären Hannergrond gehat, vläicht och net gepackt hätten.

Ech hoffen dofir, datt mer an Zukunft eng parteiwwergräifend Reformbereetschaft an deem Dossier fanne wäerten an et dann endlech fir jiddereen heescht: „Wann ech et duerft paken, da sollen déi aner et och dierfe paken.“

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Clement. Domadder ass d'Debatt ofgeschlossen.

D'Regierung huet d'Wuert. Wannechgelift, den Här Educatiounsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Sujet vun de Mëtten ass wuel ee vun deene wichtegsten awer och vun deene bestännegsten, déi all eis bildungspolitesch Debatten aus de leschte Joren, jo, ech géif bal soen aus de leschte Joerzénge begleet huet. An dat ass jo net nëmmen hei zu Lëtzebuerg esou. Ech denken, dat ass och ëmmer esou an dat wäert och, egal wat mer maachen, ni ophalen, en Challenge ze bleiwen.

Dofir sinn ech frou, datt mer mat enger gewëssener Rou iwwert dat kënnen kucken, wat mer gemaach hunn, wat fonctionéiert, wat mer musse weider verbesseren. Ech wëll awer och direkt virausschécken, datt et eng ganz besonnesch schwierig Aufgab ass, well wa mer soen, datt et sozial Inegalitéiten an der Gesellschaft gëtt, Kanner an ënnerschiddleche Familien, an ënnerschiddleche Verhältnisser grouss ginn

an datt d'Schoul muss derfir suergen, datt déi sech net reproduzéieren, da mussen mer der Schoul oder dem ganze Bildungsberäich eng Aufgab ginn, wou se eigentlech net hikënn, fir eppes ze änneren, nämlech doheem bei de Kanner, bei der Sproochesituatioun doheem, beim sozioekonomeschen Hannergrond doheem.

Dee kréie mir hei sécherlech – och an enger politescher Diskussioun – net geännert, och wa mer alles mussen maachen an eis ëmmer nees selwer mussen a Fro stellen, ob mer net e Schratt weider mussen goen, fir eng Gerechtegkeet kënnen ze schafen, datt all Schülerin, all Schüler dach de Maximum aus sengem Potenzial ka maachen. Well dorëms geet et jo eigentlech. All Kand kënn mat Potenzial op d'Welt. Et muss de Maximum kënnen dovunner developpéieren, mee datt et en Challenge ass, dat wësse mer, well mer op dat, wat doheem geschitt – an dat steet jo am Mëttelpunkt hei an der Diskussioun – kaum en Impakt kënnen hunn.

Da wëll ech awer och direkt agangs, Här President, nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer d'Diskussioun net esou solle féieren – ech mengen, och net däerfe féieren –, datt mer alles schlecht maachen, wat fonctionéiert, alles schlecht maachen, wat an deene leschte Joren a Joerzëngte probéiert ginn ass. Wësst Der, ech hunn d'Chance an eng Rei vu menge Kolleeginnen a Kolleegen och, an den nächste Wochen erëm eng Kéier Honnerten, jo e puer Dausend, Premièresdiplomer oder aner Ofschlossdiplomer, och aus der Berufsausbildung, kënnen iwwerreechen ze goen. An dat ass de Beleg derfir, datt fir vill Schülerinnen a Schüler eise Schoulsystem nach ëmmer gutt fonctionéiert, well déi losse mer mat engem Diplom d'Schoul verloossen, mat deem se souwuel an der Berufswelt wéi awer och an der akadeemescher Welt all Chancen hunn, net nëmme Fouss ze faassen, mee do och wierklech ze performéieren.

An duerfir solle mer och kucken, datt mer net Revolutiounen priedegen, datt mer net dat, wat gutt fonctionéiert fir déi Schülerinnen a Schüler, fir déi et gutt fonctionéiert, elo a Fro stellen, mee datt mer eis virun allem op dat solle konzentréieren, wat net gutt fonctionéiert a wat mer nach kënnen fir eng Rei vu Schülerinnen a Schüler besser maachen.

Da sinn ech frou, Här President, datt eigentlech vu ganz ville Riedner de Mëtteg de Fokus op e ganz kruziale Moment an der Bildungskarriär vun all Kand gerichtet ginn ass, nämlech dee ronderëm d'Alphabetiséierung, den Iwwergang vum Cycle 1 an de Cycle 2 an dann dat, wat mer am Ufank vum Cycle 3 an der Grondschoul feststellen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Well et ass do, wou d'Bildungsetüden, déi jo net nëmme soen, datt mer nach ongerecht sinn an datt mer kéinte méi aus dem Potenzial vun all Schüler an all Schülerin maachen, mee wou se eis an de leschte Joren och ganz kloer higefouert a gesot hunn: „Do läit eigentlech de Problem.“ Dee Moment, an där doter Altersphas vun Enn Spillschoul bis Enn Alphabetiséierung, datt do d'Schéier amgaang ass auserneeengezoen, an dat schonn zanter Laangem. Also mussen mer eis och op dat konzentréieren, wat do geschitt, respektiv op dat, wat net esou geschitt, wéi mer eis et géife wënschen. An dat denken ech, ass och de Meritt vun dem LUCET, dem Luxembourg Centre for Educational Testing, dem Bildungsbericht, dem Observatoire de la qualité scolaire an aneren Acteuren, déi dat doten och ëmmer nees analyséieren a probéieren, den Debat hei ze objektivéieren. An et ass jo och do gesot ginn: „Mir müssen do d'Wëssenschaft och eescht huelen a mir mussen se zouloossen

a mir müssen se eis och iergendzwousch guidéiere loosse.“ Well wa mer net op Fakte lauschteren, wa mer net op Donnéeën kucken, wa mer net op d'Wëssenschaft lauschteren, da loosse mer eis just durch Gefiller an dat, wat mer dann am Bauch hunn – jidderree fir sech, duerch seng Erfahrung, duerch seng Approche, vläicht duerch seng politesch Iwwerzeugung oder duerch seng Liewenserfahrung – guidéieren. An dat muss net ëmmer dat treffen, wat dach awer fir e jonkt Kand hei am beschten ass.

An duerfir wëlle mer jo kucken, datt mer de Fokus op déi Diskussioun ronderëm d'Alphabetiséierung rüchten. A mir si frou, datt mer Experienzen an den internationalen öffentleche Schoulen hunn, wéi mer ënner anerem och op Franséisch kënnen alphabetiséieren, an datt mer elo e Schratt méi wäit ginn. Doriwier hu mer eréischt virun e puer Wochen hei méi am Fong diskutéiert, fir eeben dat kënnen an eisen traditionelle Schoulsystem eriwuerzuehelen, fir ze kucken, ob mer et do och mat deem Usproch hikeréien, fir dann eeben uewen am Cycle 4 herno eng gemeinsam Orientatioun an déi ganz Bandbreet vu Méiglechkeeten, déi vum classesche Lycée, dem generelle Lycée, dem Préparatoire, awer och den internationalen Offeren, kënnen ze assuréieren an ob mer der do herno méi – a soe mer dann emol, mee mir sollen et jo net soen – an déi Branchen erakréien, an déi Sektouren erakréien, an déi Weeër erakréien, wou mer der eigentlech momentan ze vill hunn. Ech wëll elo keng Hierarchiséierung maachen, well et ass jo gefuerdert ginn, datt déi soll opgehewe ginn.

Déi allgemeng Problematik, wéi mer en Impakt kënnen hunn duerch eis ganz Bildungsoffer, déi mer maachen, déi mer entwéckelt hunn an déi mer weider müssen entwéckelen, op d'Situatioun vun engem Kand doheem, mengen ech, gëtt och hei zu Lëtzebuerg an awer och a villen anere Länner ëmmer nees erfuerscht. An et schiele sech eng ganz Rei vu Pisten eraus, déi dach awer villverspriedend sinn. An ech mengen, mir sollten eis och duerfir op déi konzentréieren. An et ass eigentlech och dat, wat mer an de leschte Jore probéiert hunn ze maachen.

Et sinn d'Liewenskonditiounen doheem, et sinn och déi sozial Kontakter vum Kand doheem. Et ass eng Méiglechkeet, sech auszudrécken, sech ze inspiréieren, seng Stimulatioun, déi et gebuede kritt a sengem privaten, familiäre Kontext oder eeben och enzwousch aneschtens. Et ass de Bildungsgrad an d'Beruffstätégkeet vun den Elteren, déi offensichtlech hei e ganz staarken Impakt hunn. Et ass awer och zum Beispill de Gesondheitszoustand an déi sozial Ofsécherung vun de Familjen an de Familjemembere. An et ass de Migratiounshannergrond vun der Famil, awer och déi sozial Mobilitéit vun der Famil.

Do derbäi kënn jo nach eng Kéier grad am Lëtzebuerg Kontext déi Hyperdiversitéit, déi mer nun awer emol hunn an déi jo eng Situatioun mat sech bruecht huet, déi net komparabel mat engem eenzege anere Land ass. An et ass de Mëtten och hei gesot ginn: Mir sinn als Land vläicht komparabel mat Quartieren an anere Ballungsgebitter, mee mir kënnen eis als Land net esou mat den anere Flächelänner vergläiche loosse. Do fannt Der eeben, virun allem, wat de Migratiounshannergrond ubelaangt, keng komparabel Situatioun. An Dir fannt och, wat d'Sproochesituatioun ugeet, souwuel déi gesellschaftlech gefuerdert Méisproochegkeet, déi mer jo wëllen a mussen bäibehalen, wéi awer och déi ganz ënnerschiddlech Mammesproochen, déi d'Kanner matbréngen, mat deene se doheem opwuessen, an deem Mooss a kengem anere Flächeland.

An duerfir mengen ech, mussen mer och kucken, datt mer eis net nëmme international duerch Etüde

vergläiche loosse, déi dat riskéieren ze vergläichen, wat net ze vergläichen ass, mee mir müssen an de Fong goen a kucken, wat zu Lëtzebuerg klappt, wat nach net klappt a wou mer do müssen usetzen.

Mir hunn an där Politik, déi mer elo déi lescht Jore gemaach hunn, mat, mengen ech, zéng verschiddenen Usätz probéiert – dat kann een esou resuméieren –, d'Chancégerechtegkeet fir Kanner, déi hei zu Lëtzebuerg op d'Welt kommen oder och déi, déi während hirer Scolaritéit bei eis kommen, unzehiewen.

Ech denken, datt et richtig war, een Usatz ganz staark ze thematiséieren, an et ass deen, deen d'Wëssenschaft eis mat op de Wee gëtt: datt d'Basis vun allem an den éischte Jore geluecht gëtt an duerfir eeben och e Qualitéitskader fir eis Crèchen, duerfir awer och eng méisproocheg Fréiförderung an de Crèchen, duerfir eeben och ganz kloer eng Fördereung vun de kommunikative Kompetenzen an de Crèchen. Heiansdo gi jo hei Saache gefuerdert, déi mer scho laang en place hunn. D'Konzepter vu phonologescher Bewusstheit am Cycle 1 hu mer en place. Et ass vläicht net genau eent zu eent dat, oder et heescht net esou, wéi et vläicht ganz laang Zäit hei duerch d'Medie gezu ginn ass, mee et ass inhaltlech genau dat, wat an eisem Cycle 1 dach awer fonctionéiert.

En anere Schwéierpunkt vun eiser Politik, an et ass de Mëtteg och gesot ginn, ass, sämtlech Efforten ze maachen, fir och Kanner mat extrae Besoine kënnen ze ënnerstëtzen, datt se an der Reegelschoul kënnen bleiwen. An ech wëll awer einfach nach eng Kéier soen, wou mer do haut stinn: 0,8 % vun eise Schülerinnen a Schüler ginn an engem Kompetenzzenter beschoult. All déi aner, also 99,2 % vun eise Schülerinnen a Schüler, ginn an d'Reegelschoul. Sicht en anert Land, dat dat doten erreecht huet! Sicht en anert Land, dat dat doten erreecht huet, well do ass e Multipel vun deenen 0,8 %, déi mir hei an deem, wat an anere Länner „Sonderschulen“ genannt gëtt, beschoulen, déi do net an d'Reegelschoul kënnen goen.

An ech mengen, datt mer duerfir hei d'Diskussioun ronderëm d'Inklusioun weider mussen féieren a kucken, wéi mer déi Kanner esouwuel an engem Kompetenzzenter wéi och an der Reegelschoul kënnen ënnerstëtzen, fir datt och déi hiert Potenzial maximal kënnen developpéieren. An do sinn de Mëtteg och nach eng Kéier eng ganz Rei vun interessante Remarque gemaach ginn, ënner anerem iwwert d'Fréierkennung an domadder och eng Fréiförderung vun eenzele spezifeschen Entwécklungsberäicher, sief et wat déi logopedesch Kompetenzen ubelaangt, sief et wat d'Motorik ubelaangt. An do hu mer jo scho laang d'Fréierkennung vum Centre de logopédie. Mir wäerten och flächendeckend d'Fréierkennung, de Fréidiagnostic, an deene 15 Regioune vun eisem Land no der nächster Reentrée assuréieren. An dat, denken ech, si grouss Schrëtt no vir, déi mer do maachen, well mer wëssen alleguerten, an ech mengen, do si mer eis jo och an der Debatt de Mëtteg hei eens gewiescht, datt wat mer esou Defiziter éischer erkennen, wat mer éischer d'Chance hunn, nach besser kënnen dorobber ze reagéieren an d'Entwécklung vum Kand ze beaflossen.

Jo, mir wäerten an den nächste Wochen – ech mengen, d'Chamber kann do decidéieren, ob mer dat nach virum Summer maachen oder nom Summer – d'Evaluatioun vum ganzen Dispositif vun der Inklusioun nach eng Kéier hei presentéiere kommen. Ech denken, mer kënnen dat, fir eng flott Debatt an eng konstruktiv Debatt ze kréien, fir d'alleréischt an der Chamberskommissioun maachen an duerno vläicht och eng Kéier hei an engem Debat thematiséieren an zesumme kucken, ob mer eng Rei vu Konklusiounen dorausser kënnen gezu kréien. Déi Rapporten, déi leie vir.

Et ass och gesot ginn, dass mer do nach méi staark op d'Wëssenschaft missten zréckgräifen. Dat maache mer och. Einzel Aspekter vun eiser Inklusiounspolitik an eiser Politik fir Kanner mat extrae Besoine loosse mer grad och haut elo momentan vun der Uni.lu analyséieren an eis doranner weider ënnerstëtzen, wat d'Entwécklung dovunner ubelaangt.

Ech mengen, ech brauch net méi vill zu der Diversifizéierung vun eiser schoulescher Offer ze soen, dat en drëtten Usaz ass, an dee mer wierklech vill investéiert hunn: déi sechst ëffentlech agreéiert Europaschoul, déi mer am September hei opmaachen a vun där mer vläicht d'nächst Woch oder an zwou Woche jo och de Projet de loi definitiv hei kënnen guttheeschen. Mir hunn doriwir virun e puer Woche geschwat. Et gëtt och brittesch Programmer, et gëtt aner international Programmer. Et gëtt och eis Lëtzebuergesch Programmer, déi mer an anere Sproochen offréieren. Och dat ass en Aspekt, deen eigentlech kaum diskutéiert gëtt, soudatt mer méttlerweil eng ganz Bandbreet vu schouleschen Offeren hunn, déi dach awer vill méi no un der Bandbreet vun de Kompetenzen, den Talenter, den Interessen a virun allem vun de sproochleche Fäegkeete vun eise Schülerinnen a Schüler leien. Domadder, denken ech, ass awer e Kärelement ginn, fir fir all Kand hei zu Lëtzebuerg dach awer fair Bildungschancë kennen ze assuréieren.

E véierte Pilier vun där doter Politik ass déi Ganzdagsoffer, déi mer opgebaut hunn, bei där et virun allem och drop ukënnt, d'Qualitéit ze assuréieren, woubäi mer jo net midd ginn, ze betounen an déi Strukturen an déi Richtung ze entwéckelen, dass et net nëmme méi eng reng Betreuung an der Maison relais, am Foyer scolaire ass, mee dass et nonformal Bildung ass, bei där mer eng ganz Bandbreet vu Kompetenze vun de Kanner och während där Zäit kënnen developpéieren.

An och do erëm eng Kéier: Liest d'Wëssenschaft, liest d'Wëssenschaft, wat se seet. Et sinn d'Ganzdagsschoulen an d'Ganzdagsofferen an et ass d'nonformal Bildung, déi zur Chancégerechtkeet bäidroen, déi dat, wat op anere Plaze vläicht feelt, wat net present ass, wou et net um Wëlle feelt, mee un anere Moyenen, kënnen kompenséieren. An duerfir sinn ech frou, dass mer och do an den nächste Wochen nach eng Kéier kënnen eng grouss Etapp huelen, fir wierklech och während de Schoulwochen d'Maison-relais gratis kënnen ze maachen, fir wierklech eng Bildungsoffer ze hunn, déi fräi zougänglech ass fir jiddereen an an där mer héich qualitativ Standarde setzen an domadder, denken ech, och nach eng Kéier méi eng gerecht Bildungslandschaft hei zu Lëtzebuerg kënnen schafen.

Déi schoulesch Retarde sinn e Phenomeen an dee muss eis interpelléieren. De Mëtten ass souwuel nach vu Redoublement wéi vun Allongement de cycle geschwat ginn. Ech mengen, dass mer net nëmme müssen un déi strukturell Fro erugeen, ob mer de Redoublement oder den Allongement de cycle wëllen zouloossen oder net. Mir mussen virun allem kucken, wéi mer de Schüler oder d'Schülerin ënnerstëtzen, dass et net derzou kënn an dass se eng Entwécklung hunn, déi eebe komparabel ass mat all deenen aneren an déi den Uspréich vun eise Bildungssystem, notamment vun engem Plan d'études, eeben och da gerecht gëtt, an dass een déi Kompetenzsockelen erreicht, déi eeben erlaben, dass ee ka bedenkelos eng ganz normal Schoulkarriär maachen.

An do hu mer jo och nach emol e Facteur vun Ongerechtkeet an Ongläichheet dach awer detektiert. An dass ass, dass déi eng Kanner doheem bei enger Hausaufgab kënnen gehollef kréien, heiansdo nach Hausaufgabe souguer doheem derbäi gi ginn. An

anerer déi Hëllef doheem ... Och do ass erëm eng Kéier dacks net de Wëllen, mee et ass d'Kënnen, dat net ginn ass. Wann ech zum Beispill eis Schoulsproochen net beherrschen, da geet dat jo einfach net, dass ech d'Kanner esou suivéieren. Wann ech aner Stonne schaffen, da geet dat einfach net, dass ech d'Kanner bei den Hausaufgaben esou suivéieren. An duerfir wäerte mer och d'Chamber deemnächst iwwer eist Konzept vun der Hausaufgabenhëllef informéieren, déi och gratis an ab der nächste Rentrée fir all Kand fräi zougänglech ass.

An aner Initiativen, denken ech, si geholl ginn. Méi rezent d'Summerschoul, wou mer jo och do wierklech nach eng Kéier fokusséiert kënnen intervenéieren op schoulesch Retarden. Den Appui pédagogique mat der Reform vun 2009 am Fondamental, och do nach eng Kéier ..., wat substanzuell Ressourcë sinn an eiser Grondschoul, déi do sinn, fir genau op déi dote Retarde kënnen anzewierken an all Kand och do kënnen weiderzehliefen, wat jo an der Schoulzäit geschitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Orientatioun ass ëmmer eng Erausforderung. An ech hunn och d'leschte Kéier hei betount, dass et eng besonesch Erausforderung ass: Wa mer méi en diversifizéiert System hunn, da mussen mer nach méi Wäert op d'Orientatioun leeën. An natierlech hu mer nach ëmmer de kruziale Moment, deen den Iwwergang tëscht dem Fondamental an dem Secondaire ass. An ech sinn eigentlech immens frou, dass mer et 2017 fäerdegbruecht hunn, den Elteren do méi Matsproocherecht ze ginn. An d'Resultater ginn eis jo och Recht. Net nëmme, dass mer elo kënnen soen: Mir hu méi Orientatiounen oder manner Orientatiounen, virun allem an de Préparatoire. Dat kann ee jo dann net nëmme arithmetesch esou feststellen, mee virun allem gesi mer, dass et an deenen allermeeschte Fäll, a bal 100 % vun de Fäll, e Konsens gëtt, well et eng Diskussioun gëtt tëscht dem Enseignant an den Elteren a well déi Diskussioun schon am Cycle 4.1 ufängt an net eréischt iergendwann ganz zum Schluss, wann eigentlech schon alles decidéiert ass. Domadder kënnen d'Kanner dann och nach eng Kéier doheem probéieren, hier eigentlech Orientatiounszil iwwer schoulesch Leeschtungen ze realiséieren.

Mee aner Efforte sinn de Mëtteg an der Debatt jo och opgezielt ginn. Ech brauch net méi an den Detail ze goen: d'Maison de l'orientation, déi, mengen ech, e flott Konzept ass an un där mer weider mussen schaffen, fir se nach méi villfälteg, nach méi zougänglech ze maachen, nach méi no bei de Beruffer kënnen ze organiséieren, awer och déi Schoulfoire, op där een eigentlech gesinn huet, wat déi ganz Panoplie vu schoulescher Offer ass, déi mer hunn, woubäi awer eigentlech fir all Besoin, fir all Talent, fir all Interesséiert och eng Formatioun zu Lëtzebuerg existéiert. Mer müssen oppassen, dass mer d'Kanner an déi Jonk doranner ënnerstëtzen, dass se dann och de richtige Wee duerch eise Bildungssystem fannen.

Et ass gesot ginn an et ass jo och hei positiv erwänt ginn, ech menge vun der Madamm Hansen, dass déi Reform am Cycle inférieur vum Enseignement secondaire général déi richteg Approche ass, well mer net wëllen, dass vläicht eng Schwächt an engem Fach duerfir responsabel ass, dass ech eigentlech generell déi aner Stärkte guer net méi kann developpéieren. Dat dierf et net sinn an duerfir muss eeben och méi integréiert, differenziéiert ginn oder d'Klasse müssen aneschtens opgedeelt ginn, an eenzel Auditoren, fir dass et mer en Niveau an enger Rei vu Fächer kann adaptéieren – en Niveau de base an en Niveau avancé – an domadder awer zum Beispill an deem enge Fach en Niveau avancé kann absolvéieren an deen errechen, wann ech an deem anere Fach vläicht nëmme en Niveau de base hunn.

Ech denken, dass dat awer vill méi stimulant ass fir Jonker, fir Schülerinnen a Schüler, wéi dat, wat mer virun eigentlech da just gemaach hunn, fir deem engen da permanent eng Datz ze ginn an e spieren ze loosse, dass en total iwwerfuert ass, well domadder hu mer eigentlech seng Motivatioun och fir aner Fächer ganz dacks erfogezunn.

De Bien-être vun de Schüler ass, mengen ech, och nach eng Kéier während der Pandemie an de Fokus geroden, an zu Recht. An et dierf net nëmme dee Moment sinn. Ech mengen, mir hunn hei och an deene leschte Joren Diskussiounen iwwert de Bien-être vun de Schülerinnen an de Schüler, iwwert de Phenomeen vu Jonker, déi sech suicidéieren, gefouert. Alles dat brauch permanent eis Observatioun.

Wa mer zum Beispill nëmme kucken, wat d'Grënn vun engem Decrochage sinn: Do ass gesot ginn, jo, et kéint eng falsch Orientatioun sinn. Dat ass ee vun de Grënn, mee et ass ganz dacks och d'Wuelbefanne vun deem Jonken an et ass ganz dacks och seng mental Gesondheet. An duerfir mussen mer, denken ech, och alles iwwert déi Strukturen maachen, déi mer am schoulesche Beräich hunn, awer och iwwer Strukturen, déi mer am ausserschoulesche Beräich hunn, Strukturen, déi och ënnert d'Kompetenz vun Ministère vun der Éducation nationale, de Kanner an der Jugend falen, wéi d'Jugendhëllef zum Beispill, awer och Strukturen, déi an de Beräich vun der Santé, notamment der Santé mentale falen.

Da sinn ech frou, dass et ënnerstrach ginn ass, dass d'Eltere mussen matagebonne ginn. Well wa mer jo hei virun enger Ongerechtkeet schwätzen, dass an eiser Schoul d'Kanner aus där enger Famill manner Chancen hu wéi déi aus där anerer, da mussen mer jo d'Famill mat abannen, da mussen mer probéieren, d'Famill ze stäerken, da mussen mer probéieren, d'Famill fir déi eng oder déi aner Grondprinzipien – och vun der Entwécklung vum Kand, vu pedagogesche Grondprinzipien – fit ze maachen, fir dass si hirer Responsabilitéit als Mamm an als Papp kënnen gerecht ginn. Et geet net dorëms, ob een als Mamm an als Papp elo seng Berufsaktivitéit aschränkt oder net. Dat muss een an all Fall ëmmer maachen a seng Responsabilitéit iwwerhuelen.

Déi dote Grondprinzipie vun der Entwécklung vum Kand a vun deem, wat een als Mamm an als Papp ze leeschten huet, fir eng gutt Entwécklung vum Kand ze assuréieren, kann een u keng Crèche, u keng Maison relais, u keng Schoul delegéieren. An duerfir mussen mer d'Elteren och do stäerken. Dat wäerte mer ab der nächste Rentrée och maache mat Eltereform vun eise Grondschoulen an de 15 Regiounen am Land, rattachéiert – raimlech rattachéiert – un d'Direktiounen, mee awer och ganz staark ënnerstëtzt vum Office national de l'enfance a vun eise ganze Service vun der Aide à l'enfance zesumme mat de besteeënden Acteuren, déi de Mëtteg, mengen ech, an der Ried vum Josée Lorsché och opgezielt goufen, déi an deem Domän aktiv sinn, do zwar éischter am Klengkandberäich, mee déi meescht maachen awer och Programmer iwwert de Klengkandberäich eraus. Mer wëllen do méi no un d'Leit kommen. Mir wëlle méi no un d'Eltere kommen a mir wëlle virun allem méi breet un e ganz breede Public kommen an och natierlech un déi Familien, déi mer eigentlech soss net errechen, duerch eng nidderschwelleg Hëllef, déi mer do kënnen jidderengem ubidden.

An dann ass e Punkt, iwwert dee mer jo, denken ech, am nächste Joer, am leschte Joer vun dëser Legislatiounperiod, nach intensiv wäerten diskutéieren, d'Eropsetze vum Schoulalter, vun der Schoulpflicht, vu 16 op 18 Joer. An natierlech ass et esou, Här Clement an all déi aner, dass et absolutt richtig ass, dass et näischt

géif bréngen an absolutt kontraproduktiv wär, elo just, ouni iergendeng aner Begleetsmeasure, den Alter vun der Obligation scolaire vu 16 op 18 Joer eropzesetzen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Duerfir hu mer joannoncéiert, datt déi dote Mesure begleet wäert ginn. Duerfir gi mer eis jo souguer nach eng Kéier dräi Joer Zäit, fir dann och aner Bildungsstrukturen en place ze setzen, déi zum Deel eng aner Offer kënne maachen, awer och mam Zil, dee Jonken an eng regulär Formation zréckzekeréien, fir datt en herno en Diplom ka maachen, mee déi virun allem awer och nach eng Kéier méi staark um sozioedukative Plang oder vläicht souguer um psychosoziale Plang dee Jonke kënne ennerstëtzen.

D'Erkenntnis ass déi, datt et bei engem groussen Deel vun deene Jonken, déi décrochéieren, a virun allem deenen, déi an der Inaktivitéit herno landen a sech do zréckzéien, der Gesellschaft de Réck dréinen, och ganz dacks eng Fro vu psychologesche Problemer, vu mentaler Gesondheet ass. Duerfir musse mer eis och d'Moyene ginn, mat deenen Outils deementspriedend och dorobber kënne ze reagéieren. An et ass keen, deen hei drun denkt, fir déi Kanner oder déi Jonk einfach nach zwee Joer méi laang an där selwechter Formation setzen ze loossen. Ech wär deen Éischten, deen dergéint wär, fir datt esou ze maachen. An datt hunn ech vum éischte Moment u gesot.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech wëll, Dir Dammen an Dir Hären, Iech alleguerte Merci soe fir déi zum Deel engagéiert Rieden de Mëtteg. Ech wëll awer och Merci soen, well et ass eng ganz Rei vu sécherlech ganz valabelen Iddien hei och nach eng Kéier vun alle Säiten artikuléiert ginn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ennersträchen: A mengen Aen op jidde Fall – do ennerscheeden ech mech da scho méi fundamental vun der Interpellant, dem Myriam Cecchetti – brauche mer keng Revolutioun, mee mir brauchen eng permanent Evolutioun vun eisem Bildungssystem. Mir sollen eis nach vill virhuelen, mee mir sollen awer ee Schrëtt nom anere maachen. Mir sollen e gutt iwwerleeën, am beschten zesammen iwwerleeën an déi Richtung, an déi mer wëlle goen, fir datt dat och eng Perennitéit huet an och nohalteg ka wirken. Well, an och dat, mengen ech, muss eis alleguerten hei aliichten, et ass net an Terme vu Legislaturperioden, wou mer hei mussen denken. Et ass an Terme vu Generatiounen, déi opwuessen, un déi mer mussen denken a wou mer och eréischt Resultater wäerte gesinn.

An dat Schlecht, dat wär – an datt hunn ech mir virun nu bal néng Joer zur Aufgab gemaach –, einfach emol dat réckgäנגeg ze maachen, wat d'Virgänger gemaach hunn (veuillez lire: An dat Schlechtst, dat wär – an dat ze vermeiden hunn ech mir virun nu bal néng Joer zur Aufgab gemaach –, einfach emol dat réckgäנגeg ze maachen, wat d'Virgänger gemaach hunn). Well da gi mer fënnef Joer an déi Richtung a mir ginn erëm fënnef Joer zréck an dann erëm fënnef Joer an eng aner an dann erëm eng Kéier fënnef Joer zréck. An dann hu mer näischt erreecht. An duerfir denken ech, wann een aus enger Debatt wéi där heiter dat kondenséiert, wat de Konsens hei géif ausmaachen, a mir géifen eis dorobber konzentréieren, da géife mer de System net iwwerfuerden. Mir kéinten d'Acteure vum Terrain, denken ech, mathuelen a mir géifen och nohalteg eppes schafen, wat Bestand huet an domat iwwerhaupt eréischt an enger

gudder Qualitéit entwéckelt ka ginn an eise Schülerinnen a Schüler wierklech géif erlaben, hiert voll d'Potenzial auszuschöpfen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Parole après ministre ass fir d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | Merci, Här President. Merci, Här Minister. Ech hunn Iech ganz, ganz gutt nogelauschtert. An alles, wat Der gesot hutt, ass ganz interessant. Den Här Lamberty, wann ech mech net ieren, hat gesot: „All Kand féinnt seng Schoul.“ E ganz interessanten Usaz, mee mengt Der net awer, dat wier illusoresch, datt mir eis do eppes virmaachen an datt dat och utopesch ass, well et leider, zemoos am Fundamental, net esou funktionéiert, well do net all Kand seng Schoul ka fannen, well am Prinzip all Kand do an d'Schoul geet, wou et wunnt an d'Elteren och net onbedéngt d'Zäit an d'Geld hunn, fir se enzwousch aneschtens ze féieren oder och dee Schoulsystem ze bezuelen, wéi zum Beispill eng Waldorfschoul, déi jo awer op enger Plaz ass, wou ee se misst hiféieren, oder eng „Eis Schoul“, déi virdu genannt ginn ass, déi op enger Plaz ass, wou se missten higefouert ginn?

Et wier jo awer besser ze kucken, datt an deene Schoulen, an de Quartierschoulen an an de Schoulen, wou d'Kanner an d'Schoul ginn, eeben d'Offer an der Schoul selwer esou gehandhaabt gëtt, datt se fir d'Kand passt, dat heescht, datt mer verschidde Methoden, Materialien, pedagogesch Konzepter ëmsetzen, ganzheetlech léieren, mat alle Sënner léieren, an Ateliere léieren. Datt wier jo awer wierklech vill méi einfach. Duerfir ass am Fong geholl dat d'Revolutioun, datt een net soll nëmme verschidde Schoulen ausserhalb hunn.

Ech mengen, herno am Secondaire ass dat e bëssen eng aner Geschicht. Wat d'Kanner méi al sinn, wat se jo och kënne éischter mat dem éffentlechen Transport an eng Schoul fueren. An ech verstinn och ganz genau, datt ee méi spezialiséiert Ugebueter net kann an all Lycée ubidden. Dat ass eng Utopie. Also do si mer eis och eens, datt een dat net esou ka maachen.

Déi aner Saach ass: D'nonformal Bildung, déi Der ugeschwat hutt, ass an eisen Aen och immens wichtig, mee – ech betounen et nach eng Kéier – si ass net flächendeckend do. Déi ass och net fir all Kand an all Gemeng do. Ech mengen, datt een do wierklech nach muss dru schaffen, fir de Gemengen och d'Méiglechkeeten ze ginn. An ech mengen och, datt d'Regierung oder de Ministère do de Gemengen onbedéngt muss dobäi hëllefen.

Dir hutt gesot, datt d'Eltere mussen agebonne ginn. Dir hutt och gesot, datt d'Entwécklung vum klengen Kand ganz wichtig ass. Ech hunn och do ganz gutt nogelauschtert an ech sinn immens frou, well ech mengen, datt eis éischt Motioun dann hei vun de Majoritéitspartei matgedroe gëtt, well déi an déi Richtung geet. Ech sinn awer och vläicht e bëssen nai.

Dann hat Der och geschwat vun de Konzepter vu phonologescher Bewosstheet. Dat ass wouer. Ech mengen, de Ministère huet do immens vill Efforte gemaach. En huet dem Cycle 1 dat Konzept fräigestallt, fir datt se domadder schaffen, mee mir wëssen awer och alleguer hei, datt dat um Terrain awer och net an all Cycle 1 gemaach gëtt. Et ass jo keng Pflicht. Et mécht do jiddwereen e bëssen, wéi e wëll, datt heescht, d'Material ass do, gëtt awer net onbedéngt ugewannt an och net onbedéngt do ugewannt, wou et gebraucht gëtt, wat einfach immens schued ass.

An da wollt ech och nach froen, ...

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, d'Parole après ministre ass limitéiert op en Temps de parole vu fënnf Minutten.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | Ok, nach ganz kuerz, ech si jo eréischt bei dräi Minutten. Ok, ganz kuerz. D'Inklusioun, hat Der ugeschwat. Do géif et mech interesséieren, ob bei deenen 0,8 % och déi mat dra sinn, déi am Ausland ageschoult sinn, well mir wëssen och do, datt leider Gottes eng Rei Leit hir Kanner an d'Ausland muss ginn, well se sech hei an der Offer net erëmfannen oder aus wéi enger Ursaach och ëmmer. Ech mengen, ech wëll och net dorobber agoen. Dir wësst vläicht méi, aus wéi engen Ursaachen dat ass.

Jo, datt wier et da grosso modo gewiescht. Ech géif Iech Merci soe fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Educatiounsminister.

(Interruption)

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, merci, Här President. Ech mengen, déi Sujeten hei kënne mer endlos weider diskutéieren. An et ass och net ze resuméieren an engem Nomëtteg an och an enger begrenzter Riedezäit. Dat ass kloer.

Ech denken, datt, wat déi nonformal Bildung ubelaangt, déi Der ugeschwat hutt, do ass jo eng Motioun do, wou ech géif recommandéieren: Déi kënne mer eigentlech hei net esou unhuelen, well dat, wat do steet, datt mir d'Gemengen ennerstëtzen, datt se souwuel fir déi nonformal Bildungsoffer solle suerge wéi awer och méi Precoce sollen assuréieren a grad och an deem Alter déi kombinéiert Variante vu Precoce a Maison relais a Kantinn sollen offréieren ...

Also ech wëll Iech nach eng Kéier soen, wat de Staat alles mécht. De Staat, dee bezilt d'Schoulpersonal fir de Precoce. De Staat, dee subventionéiert de Raum, wou dann de Precoce och stattfënn. De Staat subventionéiert och de Raum, wou d'Maison relais stattfënn. De Staat subventionéiert och zu 75 % de Fonctionnement vun der Maison relais. Also do läit et dann awer net méi, denken ech, un der Regierung, wann et do nach Diskrepanze gëtt tëscht der Demande an der Offer an enger Gemeng oder an enger Regioun. Mee dann, mengen ech, läit et awer och do un de lokalen Autoritéiten, fir deementspriedend och kënne déi Subventiounen ofzeruffen, andeems se Projete realiséieren an dat dann och ubidden.

Den aneren Aspekt, op deen ech vläicht nach kuerz wëll agoen: eng Schoul fir all Kand. Jo, et gëtt sécherlech do en Ennerscheid tëscht dem Lycée an dem Fundamental. Ech mengen awer, datt och déi international Grondschoulen hir Daseinsberechtigung hunn, well mer alles dat sécherlech net an enger Schoul, och net iwwerall am Land, esou reproduzéiert kréien!

Mir schéngen eis eens ze sinn, Madamm Cecchetti. Da schéng mer och bei enger anerer Motioun eens ze sinn, datt mer déi net solle stëmmen, well Dir frot eigentlech, datt mer dat alles erëm sollte fusionéieren: déi international éffentlech Schoulen an eisen traditionelle System. Ech menge schon, datt mer och eng Daseinsberechtigung herno vu béide Systemer wäerten hunn, och wa mer dat maachen, wat mer jo elo amgaange sinn, ze maachen: vun deem engen, vun deem méi neien, vun deem europäesche System ze léieren, fir eeben deen een oder deen aneren Impuls och an eisen traditionelle System kënne ze ginn. An dat maache mer mat de Pilotprojete ronderëm déi franséisch Alphabetiséierung. Da solle mer deem och eng Chance ginn!

An da mengen ech schonn, datt eis Grondschoulen, déi traditionell Grondschoulen an all Quartier sech och herno esou mussen ausrichten, datt se eigentlech eng oppen Dier hu fir bal all Kand aus deem Quartier do. An da wäert et awer nach ëmmer deen een oder deen aneren, well en awer nach eng Kéier mat anere Sproochen heihinnerkomm ass an d'Situatioun aus iergendengem Grund nach méi komplex ass, vläicht ginn, deen och an eng aner international Grondschoul sollt goen.

Mee dat, denken ech, sollt eist Zil sinn. An en éischte Schrëtt an déi dote Richtung, dat sinn déi Pilotprojeten, déi am nächste September starten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Da komme mer elo zur Diskussioun respektiv zum Vott iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, an där konzeptuell Ännerunge gefrot gi fir den Enseignement précoce facultatif. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Fir d'alleréischte wëll ech mech emol entschëllegen. Ech hat a menger Interventioun virdrun der Madamm Cecchetti vergiess Merci ze soen, datt se dat haut de Mëtten ugefrot huet, an ech wëll awer net onhéiflech sinn.

Dann zu der Motioun 1, an ech mengen, ech huelen do direkt och d'Motioun 5, also déi vun der CSV an deen nämmlechten Argumentaire. Et ass e bëssen dat, wat de Minister Claude Meisch och elo gesot huet: Mir sinn hei ganz staark an engem Beräich vun der Autonomie communale. Dat heescht, en huet och elo nach eng Kéier opgezielt, wat de Staat alles do scho subventionéiert, souwuel u Personal- wéi och Infrastrukturkäschten. An ech kann – perséinlech sinn ech och där Meenung – jiddwelen nëmmen invitieren, fir déi Offer och unzehuelen, souwuel als Gemeng, Gemengeresponsabel wéi och iwwerhaapt als Elteren. Et ass eng exzellent Saach.

Mee voilà, ech mengen, hei si mer op engem Punkt, deen d'Autonomie communale betrëfft, soudass ech an dësem Punkt menger Fraktioun géif proposéieren, déi heite Motiounen 1 a 5 ofzeleenen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. Dann huet d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här Président. Ech fannen, d'Autonomie communale ass e bëssen eng bëlleeg Entschëllegung, well de Cycle 1 weist definitiv, datt en extreem wichteg ass fir d'Kanner. An de Staat huet awer eng Verantwortung, fir de Gemengen déi néideg Moyenen ze ginn.

Mir hu vläicht e puer divergent Vuë beim leschten an zweetleschte Punkt, mee ech hu mat der Madamm Cecchetti geschwat. Ech mengen, mir versti bal dat selwecht. Et steet vläicht net 100%eg do. Also wäerte mer dës Motioun ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Dann huet den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här Président. Also an der Motioun vun déi Lénk steet jo eng ganz Rëtsch Invitten dran, woubäi ech fir den Deel, fir generell d'Ganzdagsschoul ze promovieren, ganz vill Sympathien hunn, woubäi ech mer awer dann d'Fro stelle muss, ob grad am Precoce – do hunn d'Kanner dräi Joer – aacht Stonnen den Dag an der Schoul scho

richteg sinn. Ech weess, vill Eltere sinn drop ugewisen, datt hir Kanner aacht Stonnen den Dag oder méi an der Crèche sinn. Dat mécht et net onbedéngt besser. Dat heescht, et wär vläicht gutt, wa se och an engem Precoce kéinte sinn, do wou et méiglech ass.

Ech mengen awer, wat fir eis net iwwerschaubar ass, an duerfir wäerte mer eis och bei dëser Motioun enthalen, ass dee leschten Invite, nämlech deen, an deem et ëm d'Cours d'intégration linguistique fir Eltere geet, wou ech a) guer net iwwerblécke kann, wat dat fir en Opwand wär, b) net gesinn, wien dat géif organisieren an c) och guer net ka gesinn, wat dat kaschte géif a wou déi Enseignanten dann och géifen hierkommen. An duerfir kann ech mech do nëmmen enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

Ech mengen, da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 27 Jo-Stëmmen, 30 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 27 voix pour, 31 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi Motioun, an där et ëm d'Konklusivum vum Rapport d'évaluation vun den internationalen ëffentleche Schoule geet. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Jo, och do nach eng Kéier e Merci, Här Président.

Et ass eigentlech deen zweete Punkt: „à harmoniser le système scolaire [...] en appliquant un même modèle [...]“. Do, mengen ech, deele sech einfach d'Vuen. Dat kann een esou gesinn, dat ass awer net, wéi mir dat gesinn. Ënnerschiddlech Schoulen ass

dat, wat ech virdrun och a menger Interventioun nach eng Kéier en long et en large erkläert hunn. Et soll ee sech kënnen inspiréieren, jo, mee alles nach eng Kéier matenee verschrémmen, wéi dat hei gefrot ass, dat ass definitiv net esou, wéi mir et gesinn. Dofir géif ech do menger Fraktioun erëm proposéieren, dat ofzeleenen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. Da kritt d'Madamm Martine Hansen d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci. Deen éischten Tiret fanne mer och ganz gutt. Ech denken, et muss eng Evaluatioun gemaach ginn, ier elo nach weider Europaschoule kommen. Mee mat deem zweeten, fir dann direkt duerno als Konklusivum ze soe „Mir wëllen harmoniséieren“, hu mer och e Problem.

Dat heescht, wa mer deen zweete géife fortloossen, kéinte mer et matstëmmen. Soss wäerte mer eis enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Da geet d'Wuert un den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här Président. Den éischten Tiret fanne mer och gutt. Ech fannen, dass d'international Schoule sollen evaluéiert ginn. Mir haten och schonn eng Motioun eragin, déi e bëssen an déi Richtung gaangen ass. Deemools ass et drëms gaang, fir d'Sproochekenntnisser no der Treizième oder – soe mer mol – nom Bac, dee se do maachen, ze kontrolléieren, ze evaluéieren. Duerfir ass dat fir eis och eng gutt Saach. An och sollt een dat maachen, ier een et effektiv ausbaut.

An dat anert ass e bëssen ... jo, déi Harmoniséierung, an dann awer Diversifizierung bei de Sproochen. Ech weess elo net genee konkreet, wéi dat gemengt ass, mee do ass nach d'Méiglechkeet do, eis ze iwwerzeegen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här Président. Ech schléisse mech de Wieder vum Martine Hansen un. Den éischten Tiret ass eis ganz sympathesch. Beim zweeten Tiret weess ech net genau, wéi et soll ausgesinn. An ech ka mer och net wierklech virstellen, datt dat mat deene Fuerderungen, déi ech virdrun a menger Ried developéiert hunn, kompatibel wär. Wann deen drableift, da stëmme mer dergéint. Wann deen ewechfällt, da kënnen mer derfir stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Da ginn ech d'Wuert weider un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | Jo, merci, Här Président. Bon, dann huele mer deen zweeten Tiret ewech. Ech wollt awer erklären, datt mir eigentlech soen: Wann de Rapport d'évaluation iwwert d'International Schools gutt géif ausfalen a wann do erauskéim iwwert de Bildungsbericht, datt et eng Plus-value wier, sollt ee kucken, dat an deenen normale Fondamentalschoulen ëmzesetzen.

An dat mat den Niveaue vun de Sproochen ass einfach dat, datt mir mengen, datt een net all Sprooch op deem nämmlechten Niveau, op där nämmlechte ... – wéi soll ee soen? –, jo, Niveau muss kënnen beherrschen. Et soll ee schonn d'Sprooch beherrschen, awer et muss ee se vläicht net alleguer grad perfekt beherrschen.

Voilà. Mir géifen dann deen zweeten Tiret ewechfale loossen a loossen eis dann iwwerraschen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Den Här Claude Lamberty nach eng Kéier, well d'Proposition um Dësch ass, fir den zweeten Tirt ewechzeloossen.

M. Claude Lamberty (DP) | Et soll een dofir awer vläicht nach eng Kéier preziséieren, dass d'Evaluatioun jo souwisou geschitt, soudass mer mengen, dass dat hei dann trotzdeem superfetatoire ass.

Mme Martine Hansen (CSV) | O nee!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2 modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 modifiée est rejetée par 29 voix contre 31 voix.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Paul Schaaf), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, an där et am Fong drëm geet, datt mer géint d'Inegalitéiten an der Schoul solle virgoe mat dem Enseignement en tronc commun. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Jo, ech mengen, ech verstinn Är Argumentatioun. Dir hutt Är Siicht jo och virdu ganz kloer hei developpéiert, firwat Der dat sot. Verstitt dann och eis Siicht oder meng Siicht, déi ech dann elo hei soen. Fir eis ass den Tronc commun net d'Léisung am Joer 2022. E bréngt net d'Léisungen op d'Erausfuierungen, déi mer elo hunn. Dofir ass et, mengen ech, einfach nëmmen eng aner Vue op d'Politik, d'Schoulpolitik, wéi ee se haut ka maachen. Dofir géif ech eiser Fraktioun proposéieren, dat do net ze stëmme.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. Da geet d'Wuert un den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech muss soen, dass ech ëmmer eng gewësse Sympathie hat fir d'Gesamtschoul, den Tronc commun. A jo, vum Gefill hier hätt ech dat och nach ëmmer, well et wierklech ... An enger idealer Welt wär dat eng flott Saach.

(Interruption par M. Dan Kersch)

Ech war awer och laang um Terrain an ech hunn einfach gesinn, dass trotzdeem d'Ënnerscheeder an der Leeschtung vun, ech soen elo mol, deenen 10 % wierklech ganz gudd Schüler par rapport zu deenen 10 % méi schwache Schüler extreemst grouss ass. An ech gesinn net, wéi et méiglech soll sinn, och mat Diversifizéieren an esou, dat alles an eng Klass zesummenzesetzen. Ceci dit, si si jo bis zwielef Joer zesummen, mee fir et duerno nach bäizebehalen, gesinn ech als praktesch net ëmsetzbar. Dofir stëmme mer hei mat Nee.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. Da geet d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci. Mir gesinn d'Gesamtschoul och net als Léisung fir dës Problemer an duerfir wäerte mer dergéint stëmme.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Wann een dat hei kombinéiert nach mat enger Verlängerung vun der Schoufflicht bis 18 Joer, da géif herno nach genau ee Joer Spezialisierung erausspringen. Dat ass eis Piraten definitiv ze kuertz. Mir sinn éischer fir eng Flexibiliséierung vun der Schoul offer. Deementspriedend stëmme mir och hei dergéint.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk), interpellatrice | Jo, et geet hei net drëms, en Tronc commun bis 18 Joer ze hunn. Et geet drëms, den Tronc commun ze hu bis do, wou d'Spezialisatioun lassginn. Am Secondaire sinn dat nach véier Joer an am General sinn et dräi Joer. Dat heescht, dat wäeren dräi oder véier Joer nach derbäi fir en Tronc commun.

An do gëtt et eng super Schoul an Däitschland: d'Helene-Lange-Schule zu Wiesbaden, déi immens Progrèsen do gewisen huet, déi gewisen huet, datt ee ganz flott Atelier ka maachen an datt een eeben op aneren Niveaue léiert. Mee bon, dat ass wierklech e komplett anere Point de vue an ech mengen, do komme mer net zesummen hei.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 2 Jo-Stëmme géint 58 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen,

MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4, an där eng Evaluatioun vun der Maîtrise plurilinguistique vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg scolariséiert waren, gefrot gëtt. Den Här Minister freet d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt ee sécherlech en Interessi hätt, eng Rei vun Donnéeën do ze hunn, an datt dat den Debat och vläicht nach eng Kéier géif objektiviséieren. Ech géif awer, éier mer elo ofmaachen, dat doten ze maachen, einfach emol eng Kéier kucken, wat et schon alles an deem doten Domän gëtt, a kucken, ob mer net do scho vu besteeënden Etüde ganz ganz viles kënnen zesummendroen, wat eis eigentlech och ganz vill Äntwerte géif ginn, an dann herno vläicht nach eng Kéier cibléiert op dat awierken, wat mer momentan nach net hunn, well awer iwwert déi lescht Jore viles do studéiert ginn ass.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen: Et ass jo net ganz einfach, haut elo nach eng Kéier eng Etüd ze maachen iwwer „plusieurs générations“ ewech, wat d'Sproochekompetenzen ubelaangt, well déi, déi schon net méi grad an deem Alter sinn, mat deem se elo viru Kuertzem aus der Schoul komm sinn, kënnen jo och emol Sprooche weiderentwéckelt hunn an där Zäit, zanter se aus der Schoul eraus sinn. Da kënne mer se net onbedéngt haut moossen an dat als dat gesinn, wat de Schoulsystem déizäit gelescht huet. A mir kënnen eis vläicht net nëmmen op d'Schoulresultater vun där Zäit baséieren an dat mat deene Schoulresultater vun haut vergläichen, wëssend, datt mer och aner Programmer, aner Uspréich do entwéckelt hunn. Duerfir gesinn ech och methodologesch eng Rei vu Schwiergeketen, wann ech dat doten esou liesen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Meisch. D'Madamm Hansen huet d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech hunn och oder mir hunn och eng Partie Problemer, well d'Evaluatioun vun de Kompetenze wär „fondée sur des exigences irréalistes“. Ech mengen, et muss een Ënnerscheeder maachen. Ech fannen, datt a verschidde Beräicher vun der Berufsausbildung se vläicht net onbedéngt irrealiste ass. Op

verschiedene Plaze jo, do bräichte mer Upassungen, awer mir brauchen net nëmme Upassunge vun den Niveauen, mee ech fannen, datt mer Upassunge brauche vum gesamte Sproochenunterrecht. Duerfir kënne mer dëst net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An da geit d'Wuert un den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech géif ufänke mat eppes, ... ech wëll och eng Kéier e bëssen Ierbessen zielen, wéi heiansdo och anerer et maachen. Duerfir kommen ech ganz op de Schluss vun de Consideranten. Do steet: „les trois langues officielles“. Nee, mir hu keng „trois langues officielles“, mir hunn dräi „langues administratives“. Dat ass awer en Detail. Dat ass och net de Grond, dass mer dergéint stëmmen.

Et ass effektiv dat e bëssen, wat d'Madamm Hansen sot. Ech hunn et och virdrun a menger Ried gesot: D'Exigenzen an de Sprooch sinn hei zu Lëtzebuerg net equivalent a sinn och net onbedéngt op engem extreem héijen Niveau. Ech hu gesot, et wär méiglech, seng Schoul ze packen, andeems een an engem Fach, an enger Sprooch, 30 huet, an engem anere 55 huet. Et ass och méiglech, eng Sprooch ze kompenséieren. Et ass och méiglech, am Lycée général e Parcours ze maachen, op deem ee wierklech eng Sprooch net onbedéngt muss elo ganz an der Profondeur léieren. Dat heescht, dee System gëtt et schonn. An duerfir ass et vläicht elo net méi ubruecht, fir dat esou ze schreiwen.

A wat elo de Schluss ugeet, fir eng Evaluatioun ze maachen, dat ass eigentlech och ganz gutt. Ech mengen, allgemeng misst een eng Kéier déi Iddi proposéieren, fir bei alle Schüler, déi hei am Land en Ofschloss maachen, no engem Joer eng Etüd ze maachen nom europäesche Referenzrume vun de Sproochekompetenzen, fir ze kucken, wou mer dann tatsächlech stinn. Et ass natierlech e gewëssene Risiko, wann een dat mécht, mee déi Iddi wär emol eng Kéier derwärt, iwwerluecht ze ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Keup.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 4 kommen.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 4 ass mat 4 Jo-Stëmme a 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten,

Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 5

Da komme mer zur Motioun Nummer 5, an där et och ëm d'Éducation précoce geet, déi schonn an der éischter Motioun zum Deel mat diskutéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zur Motioun Nummer 5 ergräifen?

(Négation)

Da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 5 kommen.

Vote sur la motion 5

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 5 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Motion 6

Da komme mer zur Motioun Nummer 6, an där et ëm d'Alphabetisatioun an der franséischer Sprooch vum Cycle 1 bis zum Cycle 4 geet. Wëllt nach een d'Wuert dozou ergräifen? Den Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Jo, merci, Här President. Ech verstinn, dass een dat anescht géif wëlle gesinn. Ech géif awer genausou soen: Mir hunn elo hei e Konzept, dat ausgeschafft gouf vum SCRIPT, dat och begleet gëtt vun der Uni.lu, soudass mer zu deem Zäitpunkt eigentlech där Saach och sollten emol eng Chance ginn, ier mer elo scho quasi soen, wat mer eigentlech nach wëllte maachen, well et kéint ee sech bestëmmt och elo nach fënnf aner Méiglechkeeten

ausdenken. Déi wäre bestëmmt och alle fënnf richteg. Mee ech géif soen: Zu deem Zäitpunkt hu mer elo eppes um Dësch leien. Wéi gesot ass dat vum SCRIPT ausgeschafft a gëtt vun der Uni.lu begleet. An ech géif där Saach eng Chance ginn. Dofir géif ech déi heite Motioun och ofleenen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. D'Madamm Hansen als Auteur vun der Motioun huet d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Wann dat de Fall ass, da gesinn ech net an, firwat datt se net ka gestëmmt ginn, well am éischte Punkt gëtt gefrot „scientifiquement élaboré“. Wann dat de Fall ass, dann ass dat jo ok. An da gëtt am zweete Punkt gefrot, dass de Konzept, dee „scientifiquement élaboré“ ass, soll an der Chamber presentéiert ginn. Dat dierft jo dann och net de Problem sinn. A fir dat herno ze evaluéieren, géif ech mengen, dierft jo och net de Problem sinn.

Also verstinn ech wierklech elo net, firwat datt d'Majoritéit seet, mir sollten där Saach eng Chance ginn. Ech wëll hir jo net keng Chance ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Da kënne mer zum ... Nee, den Här Fred Keup freet nach d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech verstinn eigentlech och net, wéi een elo hei géint déi awer harmlos Motioun ka sinn. Quitte dass mir souguer jo och géint déi franséisch Alphabetisatioun sinn, well mer dat net gutt fannen aus verschiddene Grënn – Trennung vun de Kanner, Cohésion sociale et cetera, ech ginn net drop an –, géife mer et awer gutt fannen, wann dat Ganzt géif duerno evaluéiert ginn an och, wéi hei steet, an dat ass ganz wichteg: „évaluer par une instance scientifique indépendante“. Et ass ganz wichteg, dass mer wëssenschaftlech Etüden a wëssenschaftlech Meenungen zouloossen, och wa se net eise Meenungen entsprechen!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Keup. Da kënne mer elo zum Vott kommen iwwert d'Motioun Nummer 6.

Vote sur la motion 6

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 6 ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan

Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Motion 7

Da kéime mer zur Motioun Nummer 7, an där et ëm déi verschidden Instrumenter betreffend d'Orientatioun geet. An den Här Educationminister freet direkt d'Wuert a kritt et och.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, Här President, gradesou wéi eenzel Deputéierten huet et mech scho gewonnen, datt d'Partner vun der Berufsausbildung hei op de Wee gaange sinn, sech net kënnen op een Instrument an eng Method – Basic-Check oder Talent-Check – ze eenegen. Ech hu se à plusieurs reprises invitéiert, dach awer do d'Käpp beieneenzestrecken a just eng Method ze proposéieren. Offensichtlech gétt et och Grënn, firwat et net nëmmen eng soll sinn, mee datt an deem engen Zenario vläicht déi eng oder an deem aneren Zenario déi aner vläicht Avantage huet vun der Methodologie, vun de Kompetenzen, déi ofgecheckt ginn a vum Reporting, deen da gemaach gétt, hier.

Ech wëll awer hei och nach eng Kéier drun erënnere, datt mer zanter enger Rei vu Jore e Wee gaange sinn, datt mer d'Lyceëën encouragéiert hunn – méi wéi encouragéiert, mee se forcéiert hunn –, sech e lycéeseeng Konzept ze gi fir d'Orientatioun. Mir hunn eng Cellule d'orientation geschafen am Lycée, an där ënnerschiddlech Acteure vun der Schoul vertruede sinn, fir eng Strategie ze developpéieren, wéi fir déi Schoulpopulatioun da wierklech Orientationsaktivitéite kënnen gemaach ginn. Also hate mer eng Approche, dat wierklech vun ennen erop wuessen ze loosse. Duerfir stéiert mech hei e bëssen, datt mer elo vun uewen erof solle soen: „Et ass dat dote fir jiddereen an et dierf och nëmmen dat dote gebraucht ginn!“

Hei gétt et Offeren. Déi eng ass vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre des Salariés – elo leet mech net fest, dat wär dann den TalentCheck oder de Basic-Check – an déi aner vun der Chambre de Commerce. A wann d'Schoul der Meenung ass, déi eng géif bei hir Schoulpopulatioun besser passen oder déi aner oder vläicht se allen zwou – well et si fäerdeg Produiten, déi och aus dem Ausland jo iwwerholl goufen –, da mengen ech, gétt et scho Grënn an da solle mer deene Leit, déi dat doten an de Schoulen decidéieren, vertrauen, datt se do déi richteg Decisioun huelen, a mir, déi awer relativ wäit ewech sinn, sollen hei elo net vun uewen erof soen: „Et muss dat dote sinn oder dat doten oder eppes ganz aneres!“

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Meisch. An da geet d'Wuert un d'Madamm Hansen als Auteur vun der Motioun.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, ech wëll just preziséieren, datt ech hei net schreiwen, datt et misst deen een oder deen anere sinn, mee datt d'Schoule solle Moyenen zur Verfügung gestallt kréien, fir datt all Schüler kann dovunner profitéieren. Déi kaschte jo och eppes an ech fannen, datt de Ministère soll derfir suergen, datt wierklech all Schüler dat doten ofréiert kritt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Minister fir d'Erklärung. Ech selwer hu

mech och gewonnen, firwat et déi zwoe gétt, an ech hu mech dunn och e bësse schlau gemaach an et gétt wuel Grënn, déi wäit doriwuer erausginn, wat een hei kéint an zwou Minutten elaboréieren.

Wat mech un der Motioun e bësse stéiert, ass den éischten Invite, nämlech datt eebe grad dra steet „à intégrer l'utilisation des outils d'orientation susmentionnés dans la procédure d'orientation“. Dat géif nämlech bedeuten, datt et eebe grad déi zwoe sinn. Ech stéiere mech e bëssen drun, datt explizit déi zwoe genannt ginn. Ech ka mer virstellen, datt et vläicht och Schoule gétt, déi aner Outils wéilte benotzen.

Wou ech awer absolutt mat der CSV d'accord sinn, ass, datt et soll staatlech finanzéiert ginn, wann et och an de staatleche Schoulen zum Asaz kënn. Deementsprechend hu mir ... wann déi dräi Invitten dra sinn, wäerte mer eis enthalen, bei deenen zwoe, beim zweeten a beim drëtten Invite, si mer awer absolutt mat der CSV d'accord a géifen dat matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert zrëck un den Educationminister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech wëll just do, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier preziséieren, datt wann eng Schoul decidéiert, datt dat doten zum Asaz soll kommen, da mussen d'Frais natierlech och vun der Schoul iwwerholl ginn an da gétt et an d'Dotatioun vun der Schoul erageholl. Mee dat ass e globale Package. Do ginn dann eenzel Poste finanzéiert an d'Schoul muss mat hire Moyenen da kucken, natierlech och do eens ze ginn. Mee ech denken, datt all Schoul, wa se dat dote wëll an hir Strategie vun der Orientatioun integréieren, och déi Moyenen huet an och vun eis zur Verfügung gestallt kritt, fir dat kënnen ze maachen.

Wou ech awer wierklech géif warne virun, well mer hei jo awer e bëssen tëscht den Zeilen och liesen, wat wierklech domadder gemengt ass, dat ass, elo ze soen: Mir integréieren dat doten an d'Orientationsprozedur a maachen, datt den Outcome dovunner quasi wierklech dann determinéiert, wat fir eng Orientatioun dann herno nach méiglech ass. Et ass just eng Guidance, déi do gi gétt, mee d'Decision, wat et da wierklech un Orientationsméiglechkeete gétt, a wat fir eng Filière oder wat fir eng Berufsausbildung een dierf erakommen, déi dierf natierlech dovunner net ageschränkt ginn. Et ass awer en Instrument, dat net vun eis entwéckelt ginn ass. Dat ass en Instrument, dat mer aus anere Länner iwwerholl hunn. Dat kann eng gutt zousätzlech, netzlech Informatioun sinn, mee awer net méi wéi dat, wann ech gelift.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Meisch. Da kënnen mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 7 kommen.

Vote sur la motion 7

D'Ofstëmme fänkt un. Dann de Vote par procuratioun. De Vott ass ofgeschloss.

An des Motioun ass mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

3. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'introduction d'une prime pour les apprentis sous le « régime concomitant »

(Motion déposée en séance publique n° 50 du 28 avril 2022 – à consulter au compte rendu n° 17/2021–2022 en page 46)

Mir kommen elo zur Motioun vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Afféiere vun enger Primm fir d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher, déi sech ënner dem Régime concomitant befannen. An ech géif d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen ginn als Auteur vun dëser Motioun. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Jo, villmools merci, Här President. D'Präisdeierecht betrëfft jiddwereen, och d'Apprentien, an déi ware leider Gottes vergiess ginn.

De 26. Abrëll hunn ech duerfir eng Question urgente gestallt, well mer gesinn hunn, datt dat am Tripartite-Accord u sech net zur Diskussioun komm ass a well et awer, denken ech, och eis Verantwortung ass, datt een dorop hiweist, wann ee gesäit, datt eppes vergiess gétt. D'Urgence war net ugeholl gi vum Här President an da bleift fir eis soss bal keng aner Méiglechkeet.

Duerfir hunn ech dunn den 28. Abrëll hei eng Motioun erabruucht, fir d'Regierung eeben opzufuerderen, déi néideg Mesuren a Kraaft ze setzen, fir datt och d'Apprentië kéinten d'Präisdeierecht ausgeglach kréien.

Ben, d'Majoritéit huet deemools proposéiert, fir dat Ganzt an d'Tripartite-Kommissioun ze huelen an ech war dunn u sech ganz positiv gestëmmt, well ech hu geduecht: „Ok, wann dat an d'Tripartite-Kommissioun kënn, da wäert jo jiddwereen driwwer diskutéiert hunn, da wäerte mer zu enger Léisung kommen!“ Dat ass dunn och de 5. Mee an d'Tripartite-Kommissioun komm. Et ass leider Gottes do awer net vill erauskomm, well am Endeffekt den Här Minister gesot huet, d'Sozialpartner hätten dat net gefrot. Mee och d'Sozialpartner kënnen eng Kéier an enger éischter Phas eppes vergiessen ze froen. An en huet awer gesot: „Ech sinn awer bereet, datt nach eng Kéier mat an de Regierungsrat ze huelen.“ Ech perséinlech hat geduecht, datt wann een an d'Kommissioun kënn, een dat schonn am Regierungsrat diskutéiert an eng Meenung huet, mee ech war awer d'accord, datt et dann nach eng Kéier sollt an de Regierungsrat

kommen. Mee elo si mer schonn ee Mount duerno an et ass awer nach näischt geschitt!

Ech mengen, den Här Minister huet mer elo d'Fro beäntwert, déi ech urgent gestallt hat, mee déi dann eng normal war, wou en eeben nach eng Kéier dat selwecht widderhëlt, datt d'Sozialpartner do näischt gefrot haten.

Ech wëll awer haut nach eng Kéier d'Fuerderung vun der CSV wierklech ganz kloer widderhuelen: D'Präisdeierecht betrëfft och d'Léierjongen an d'Léiermeedercher! Déi gi ganz dacks vergiess, well se eeben net déi Lobby hunn, an dat kann an eisen Aen definitiv net de Fall sinn! D'Sozialpartner hunn et awer an de Sitzung vum der Tripartite ganz kloer gefrot. Ech hunn hei d'Presentation vum der Chambre des Métiers, déi nämlech huet, déi en extra Punkt do stoen huet – „la situation des apprentis n'a pas été prise en considération“ – an déi da verschidde Propositionne mécht, fir datt eeben och d'Apprentië kéinten eng Hëllef kréien. Dat heescht, dat Argument, datt d'Sozialpartner et vläicht eng Kéier vergiess hunn, stëmmt net, well d'Sozialpartner eis alleguer an der Kommissioun op dee Problem higewisen hunn.

An duerfir, wann näischt geschitt, dann ass dat awer definitiv erëm eng Kéier e Beweis, datt mer ganz vill net maachen, mee datt d'Regierung awer vill Sonndesrieden hält, och iwwert d'Handwierk – d'Handwierk wär wichtig, d'Beruffsausbildung wär wichtig –, awer wann et drëm geet, da maache mer näischt. Dat ass eppes, wat mer definitiv net kënnen akzeptéieren!

Fir d'CSV sinn, wéi gesot, d'Handwierk an och d'Beruffsausbildung wichtig an et kann net sinn, datt déi vergiess ginn! An duerfir, Här President, wëll ech hei nach eng Kéier d'Regierung opfuere, datt se déi néideg Mesuren a Kraaft setzt, fir datt och si d'Präisdeierecht, vun där se betraff sinn, kompenséiert kréien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Hansen.

Den Här Gilles Baum huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. A merci, dass ech erëm eng Kéier d'Geleeënheet kréien, zu dëser Motioun hei Stellung ze huelen. Wéi d'Madamm Hansen et gesot huet, hate mer se effektiv an der Kommissioun. Den Här Minister huet och do dozou geschwat. Et geet also effektiv drëm ... dat, wat d'CSV seet, dat ass, dass eng Rei Léierjongen a Léiermeedercher op den Auto ugewisen a vun der Präisdeierecht betraff sinn. An da maache se natierlech och e bëssen de Verglach mam CEDIES, wou effektiv eng Enveloppe vun 10 Milliounen fräigestallt ginn ass, dat heescht, de CEDIES ass eropgeschrafft ginn. An da kënn natierlech d'Fro, dass effektiv och d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher an de Genoss vun enger Bähëllef komme sollen.

Et gëtt effektiv – d'Madamm Hansen huet et gesot – eng Äntwert vum Här Minister, an där en effektiv seet, dass éischtens emol déi aktuell Bähëllef, déi se kréien, indexéiert ass an dass natierlech och d'Kannergeld indexéiert ass. An et gëtt och nach eng Kéier drop verweisen, dass an extreeme Fäll oder an Härtefäll de CePAS zoustänneg ass.

De Kolleg Yves Cruchten an ech hunn eis de Mëtteg schlaug gemaach. Mir hunn e bëssen telefonéiert. Ech huelen un, dass den Här Cruchten och nach wäert e Wuert soen. Also am Tripartite-Accord ass dat heiten net festgehale ginn, aus guddem Grond. An dee gudden Grond ass deen, deen ech de Mëtten erkläert

kritt hunn: dass déi Léierjongen a Léiermeedercher e Gehalt hunn, dass se och affiliéiert sinn iwwert de Centre commun de la sécurité sociale an dass se do d'uerch de Crédit d'impôt, dee mer am Gesetz 8000A hunn, zegutt hunn.

Dat heescht – den Här Cruchten huet mer d'Lounstruktur zoukomme gelooss –, ech ginn dovun aus, dass alleguerten déi Léierbouwen a Léiermeedercher déi 84 Euro Crédit d'impôt, steierfräi natierlech, Cash an d'Täsch wäerte kréien. Et schéngt da keen Oubli ze sinn am Kader vun den Tripartite-Verhandlungen, mee et ass effektiv esou, dass déi Jongen a Meedercher alleguerten ab dem ..., wann et dann elo op den 1. Juli erfält, déi 84 Euro de Mount netto cash an d'Täsch bäikréien.

Dir hutt effektiv geschriwwen, Madamm Hansen, „eisen Informatiounen no.“ Da kann ech Iech elo just dat soen, wat ech de Mëtteg gesot kritt hunn. Den Här Cruchten wäert vläicht och nach e Wuert soen. Also, et ass ganz kloer esou, dass déi Jongen, Léierjongen a Léierbouwen, dee Crédit d'impôt wäerte kréien, wa mer ... Pardon?

Une voix | Jongen a Meedercher.

M. Gilles Baum (DP) | D'Léierbouwen an d'Léiermeedercher, pardon, wäerten dee Crédit d'impôt kréien ab Juli, wa mer d'Gesetz hei gestëmmt hunn.

Ech soen Iech Merci a mir kënnen natierlech als DP-Fraktioun an deem dote Fall d'Motioun hei net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Dann huet den Här Fred Keup d'Wuert gefrot. Nee, nee, nee. D'Madamm Myriam Cecchetti hat sech nach ageschriwwen.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci fir d'Explikatiounen. Ech muss soen, datt ech elo e bësse paff sinn, datt mer elo haut déi Äntwert kréien, obwuel mer eigentlech schonn an der Tripartite och déi Froe gestallt haten. Ech mengen, déi lescht Tripartite hate mir eng Rei Froe gestallt, woubäi ech nach eng Kéier hu missen nohaken, datt mir eng Äntwert dorobber wéilten. Mir hu bis elo nach keng Äntwert kritt an elo kréie mer dann haut déi Äntwert, zumindest emol wat d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher ugeet, an do si mer natierlech immens frou. An da wär jo déi hei Motioun – fir Är Wiederer dann ze huelen – superfetatoire.

M. Gilles Baum (DP) | Dat hunn ech ni gesot!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Nee, ech soen dat awer elo. „Fir Är Wiederer ze huelen“, hunn ech elo gesot.

(Interruptions)

Mir sinn da ganz frou, fir dat doten ze héieren, wann dat esou ass, an d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher wäerte sech da freeën. Mee dann hoffe mer, datt mer awer och op déi aner Froen, déi mer deen Dag gestallt hunn, elo séier eng Äntwert wäerte kréien, well elo hutt Der jo schonn en Deel hei beäntwert. Ech thematiséieren dat elo net hei, well dat näischt mat deem heite Fall ze dinn huet.

Une voix | A!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Mee et gëtt jo nach aner Leit, déi och an déi Dénge falen, wou se net onbedéngt dee Crédit d'impôt do kréien. Ech mengen, déi Chiffere wëlle mer awer nach wëssen. Wann dat Gesetz d'nächst Woch soll gestëmmt ginn, mengen ech, dierf een déi Leit awer net vergiessen. Da muss een do awer kucken, wat ee ka maachen. Dat ass eis awer ganz, ganz wichtig. Och wann dat

elo an de Gesprécher net gefrot gi wär, hunn awer déi Leit déi Deierecht ze droen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da ginn ech d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President, och wann ech elo net vill Neies ze soen hunn. Mee déi Informatiounen, déi ech hunn, decke sech och mat deenen, déi den Här Baum elo gesot huet. Also déi Indemnitéiten, déi an der Beruffsausbildung ausbezelt ginn, déi bedénge jo och, dass d'Leit eng Steuerkaart hunn. Déi variéieren natierlech, dat geet vu 500 Euro bis 1.200 Euro de Mount a fir d'Adulten ass et de Salaire social minimum. A selbsterständlech sinn do Cotisationsen drop ze bezuelen. Bon, an deem heite Fall normalerweis keng Steieren, mee et huet en awer eng Steuerkaart an dann huet een och selbsterständlech deen heite Crédit d'impôt zegutt – dat ass op jidde Fall meng Liesaart vun där ganzer Saach – souwéi och dee Crédit d'impôt salarié, dee mer jo scho méi laang kennen.

Ech wëll vläicht soen, dass ech et net iwwerflësseg fannen, Madamm Cecchetti, dass mer heiriwwer schwätzen, well et ass eis alleguerten dru geleeën, dass mer kee vergiessen. Mir haten och an der Kommissioun, déi den Här Baum presidéiert, ëmmer probéiert, den Tour ze maachen an ze kucken, ob mer all méiglech Fäll ofgedeckt hunn, a probéiert, esou vill wéi méiglech Leit, déi ënnert der Präisdeierecht leiden, ze kompenséieren mat eise Bestriewungen, zum Beispill mam Gesetz 8000, dat mer an der Tripartite diskutéieren. Duerfir fannen ech dat heiten absolut net iwwerflësseg! Ech wëll gär soen, dass mer dat heiten och am A behale sollten. A falls sech dorunner iergendeppes sollt änneren, kënnen mer nach ëmmer an anere Kommissiounen weider doriwwer diskutéieren. Ech géif allerdéngs mengen, dass mer déi Motioun net sollte stëmmen, esou wéi se hei virläit.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Jo, fir d'éischt wëll ech nach eng Kéier soen, datt ech et extreem traureg fannen, datt wann een esou eng Motioun an eng Kommissioun hëlt, d'Kommissioun dann null virbereet ass, fir engem dat do ze soen, well ech kann dat do elo net verifizéieren.

Dat Zweet ass, ech hunn et ...

Une voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Ech hunn dat fir den Apprentissage awer net eleng esou gelies. Ech kenne vläicht net esou vill dovunner, mee d'Chambre des Métiers ass awer, mengen ech, eng Chamber, déi sech doranner auskennt, an déi schreift och: „[L]a situation des apprentis n'a pas été prise en considération.“ Déi schreift dat elo nach an där ..., wéi mer an der Tripartite-Kommissioun waren, hunn ech se jo nach gefrot.

(Interruption)

Dunn hunn ech si och ... et pour cause. Si hunn awer net gesot, dass se eppes bäikréien, esou wéi Dir dat elo erkläert hutt. Wann dat do de Fall ass, da verhénnert dat awer net, dës Motioun ze stëmmen, well mir froe just – dat war den 28. Abrëll –, fir déi néideg legislativ oder reglementaresch Schrëtt an d'Weeër ze leeden, fir datt se eppes kréien.

Also wäert ech awer dru festhalen, datt mer iwwert dës Motioun ofstëmmen, well et fir eis wichteg ass, datt et kloer ass. Wann dat do elo net de Fall ass, woubäi ech et net ka kontrolléieren, datt zumindest dann eppes aneschters gemaach gëtt, fir dass d'Léierjongen an d'Léiermeedercher hei net vergiess ginn an datt se eppes kréien. Also hale mir hei um Vott fest.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Ech mengen, da kënnen mer elo iwwert dës Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. Mir waarden nach op den ... De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

4. Interpellation de Mme Stéphanie Empain au sujet des perspectives du secteur touristique au Luxembourg face à la pandémie de Covid-19

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'Interpellatioun vun der Madamm Stéphanie Empain iwwert d'Perspektive vum Tourismussektor zu Lëtzebuerg am Kontext vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Félix Eischen, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Tess Burton, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain.

Exposé

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), interpellatrice | Villmoos merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass mer haut

endlech, géif ech soen, dës Interpellatioun um Ordre du jour hunn. Ech hat déi den 2. Mäerz 2021 ugefrot. Zënterhier ass all e bësselche Waasser de Bierg erof-gelaf.

Mir haten entre-temps och schonn déi eng oder déi aner Question élargie oder Froestonn, Question-parlementairen zum Theema. Ma haut hu mer dann d'Geleeeënheet, eis och méi am Fong mam Tourismussektor ze beschäftegen. Dofir soen ech elo schonn, ier ech richtig ufänken, jidderengem Merci, deen haut d'Wuert wäert ergräifen, fir seng Vue a seng Iddien hei mat eranzebréngen.

Den Tourismussektor ass oft verkannt an dach ass en en eminent wichtegt Standbee vun ...

(Consultation interne de la présidence)

Ech wëll de President net ënnerbriechen.

M. Fernand Etgen, Président | Pardon, Madamm Empain. Et war meng Schold.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), interpellatrice | Voilà. Den Tourismussektor gëtt oft verkannt an dach ass en en eminent wichtegt Standbee vun eiser Economie. Weltwäit dréit den Tourismus – ech soen elo: an normalen Zäiten – zu ëm déi 10 % vum PIB bäi a schaaft och eng vun zéng Aarbechtsplazen. Fir e puer vun den ärmste Regiounen op der Welt ass den Tourismus iwwerliewenswichtig. Fir Lëtzebuerg hunn ech folgend Zuel an der Publikatioun „Tourismus 2022“ (ndlr: „Tourisme 2022 – un cadre stratégique pour le développement du secteur“) aus dem Joer 2018 fonnt, an zwar dass d'Tourismusindustrie fir 6,5 % vum PIB zoustänneg war an iwwer 20.000 Leit eng Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg gebueden huet.

An engem méi rezente Sheet vum World Travel & Tourism Council hunn ech fir 2019 eng aner Zuel fonnt. Do ass vun 8,9 % vum PIB an 30.700 Aarbechtsplaz rieds, wat 11,3 % vun den Aarbechtsplaz géif bedeuten. Wou mer elo do genee mat deenen Zuele leien, kann ech elo net esou richtig aschätzen, mee d'Zuele soen eis awer, dass den Tourismus wierklech keen „nice to have“ ass, mee e Sektour, dee ganz vill Potenzial huet, deen Aarbechtsplaz schaaft, an zwar qualifizierter an onqualifizierter gläichermoossen, an dee par la nature des choses och net kann delokaliséiert ginn: D'Éislek wäert ëmmer am Éislek bleiwen an de Mëllerdall och ëmmer am Mëllerdall!

Den Tourismus ass awer net just ekonomesch Potenzial: Reesen, aner Plazen, aner Mënschen an aner Kulture kenneléieren, dat dréit och alles zu enger allgemenger Vëlkerverstännegung bäi an hëlleft eis, eisen Horizont ze erweideren an eis och mat anere Mënschen an hire Realitéiten ze befaassen.

An den Tourismus ze investéieren, bedeit awer och, an Infrastruktur, an eise Patrimoine, an eis Liewensqualität ze investéieren. Alles dat, wat eise Gäsch zégg kënt, vun deem kënnen och mir als Awunner profitéieren. An hei setzt jo och déi nei Tourismusstrategie un, déi elo Enn Mee virgestallt ginn ass an déi ënnert dem Titel „Mënschen, Regiounen an Economie – de wäertorientéierten Tourismus als aktiven Dreier fir méi Liewens- an Openthaltsqualität“ steet. Hei steet och de Constat als Basis, dass och d'Awunner aus dem Land vun engem floréierenden Tourismus, vu gudder Infrastruktur, enger breeder kultureller Offer, dem Bewosstsinn fir d'Wichtigkeet vun eisem Patrimoine, gutt ënnerhalene Wanderweeër et cetera profitéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), interpellatrice | Iergendwou ass dat natierlech och e Constat, dee sech

an der Pandemie 2020 an 2021 opgedrängt huet, well eis gutt national Offer engersäits dozou bäigedroen huet, dass mir eis trotz ferme Reesbeschränkungen awer verhältnisméisseg gutt hei op eisem klengen Territoire beschäftegt kritt hunn – Stéchwuert: Vakanz doheem, wou besonnesch d'Wander- an d'Vëlooffer immens beléift waren –, wou mer awer och anerersäits gesinn hunn, wéi wichteg déi national Demande war, fir eis Betriber awer och tant soit peu um Lafen ze halen.

An do si mer dann och beim Impakt vun der Pandemie op den Tourismussektor an dee war natierlech enorm. Déi statistesch erfaassten Iwwernuechtung sinn 2020 am Verglach mat 2019 ëm 46,8 % agebrach an och d'Depensé sur place pro Persoun, pro Dag sinn zréckgaangen. D'Restaurants, d'Hoteller, d'Campinge ware laang eidel an och eis Reesgesellschaften hunn immens gelidden, vu dass sämtlech Reesen hu missen annulléiert an deemno och rembourséiert oder reportéiert ginn.

An deem Sheet vum World Travel and Tourism Council gi se fir 2019 wéi gesot déi Zuel vun 30.700 Aarbechtsplazen un. Fir 2020 ëmmerhin nach 30.000. Fir e Sektour, dee mat am häertste vun der Pandemie getraff ginn ass, ass dat eigentlech nach erstaunlech, dass mir do wierklech den allgréissten Deel vun de Leit am Emploi konnten halen. Dat ass och sécher den Aiden ze verdanken, déi iwwer all déi Méint en place waren, also d'Frais non couverts, d'Aide de relance, de Chômage partiel an natierlech och déi 50-Euro-Bongen.

Déi 220 Milliounen Euro un Aiden, déi zënter Ufank vun der Pandemie an den Horeca-Beräich investéiert gi sinn, hunn also hir Wierkung gewisen. Trotzdeem wollt ech den Här Minister froen, ob hien eis vläicht kéint eng Indicatioun ginn, wéi vill Horeca-Betriber pandemiebedéngt awer trotzdeem hu misste Faillite erklären.

Elo si mer natierlech am Joer 2022. De Constat haut ass also, dass Covid nach net ganz iwwerstanen ass, mee dass den Tourismus lues awer sécher erëm uleefft. A laut den Zuelen, déi mer Enn Abrëll an der Kommissioun virgestallt kritt hunn, hu mer och Grond zur Hoffnung. Noedeems, wéi gesot, 2020 alles extreem agebrach ass an 2021 wéinst dem ganz ville Reen och am Campingsberäich quasi an d'Waasser gefall ass, gesi mer elo Zuelen, déi erëm steigen. De Businessberäich zitt och lues erëm un, op d'mannst wat méi kleng Geschichten ubelaangt, also Board Meetings, Experten an esou weider. Entre-temps si mer also erëm op bal normalen Zuelen, ausser an deene Beräicher, alle virop der Gastronomie, déi duerch den Teletravail nach ganz staark impaktéiert sinn.

Déi grouss Fro, déi sech elo stellt, ass also déi iwwert de weidere Verlaf vun der Pandemie. Déi grouss Hoffnung ass, dass mer mat de weltwäiten Impfcampagnen an dem hoffentlechen Ausbleiwe vun neie Variante keng nei Réckschléi mussen astiechen.

Mee och am allerbeschte Fall kënnen mer, mengen ech, net vun engem komplette „business as usual“ oder Business wéi virdrun ausgoen. Entre-temps hu sech nämlech och nei Reesmusteren entwéckelt. Den Tourisme de proximité wäert an Zukunft méi eng grouss Roll spillen, mee och den Teletravail, dee sech etabléiert huet, huet weiderhin en Impakt op eis Restauratioun, woubäi dës, jee no Lokalisatioun, nach laang net um Niveau ass wéi virun der Pandemie.

Mee och soss sinn allgemeng nei Tendenzen erkennbar, op déi eis Betriber a mir eis insgesamt als Standuert mussen astellen, sief dat am MICE-Sektour (ndlr: MICE fir Meetings, Incentives, Conferences, Exhibitions), an deem sech awer während der Pandemie

gewisen huet, dass een net fir alles ëmmer wäit muss reesen, well vill Veranstaltungen och kënnen online oder hybrid ofgehalen ginn. Gréisser Events sinn haut nach am Hybrid an do geet den Trend och fir d'Zukunft sécher méi an déi Richtung.

An deem Kader hunn ech och wierklech mat Freed gelies, dass Luxembourg Congrès sech och staark Moyene gëtt, fir digital oder hybrid Veranstaltungen ze maachen, a sech dofir och den techneschen Equipment kaf huet, fir sécherzestellen, dass mir als Standuert mat deenen neie Gegebenheeten awer bestoe kënnen an do en Deel vun där Clientèle awer och kënnen fideliséieren.

Dat selwecht gëllt awer och op engem ganz aneren Niveau, wou mer och net op „business as usual“ wäerten zrëckkommen, nämlech dem Bewosstsinn, dass d'Nohaltegkeet och am Tourismus vill méi eng grouss Roll spillt an en Impakt op d'Reesverhale vun de Clienten huet. De Klimawandel gëtt ëmmer méi zu engem grousser Sujet an huet an deem Sënn och d'Bewosstsinn vun de Clienté fir den Impakt vun Reesen op eis Ëmwelt geschärfert. Bewosst reesen ass elo wierklech de Mot d'ordre ginn, deen ëmmer méi opkënn, wat mer natierlech begrëssen. Effektiv ass et esou, dass den Undeel vum Tourismus un de weltwäiten Zäregasemissiounen an de leschte Joren och konstant weider gewuess ass. Tëschent knapp 4 a 6 % vun den CO₂-Emissiounen gi verschiddene Berechnungen no op den Tourismus zrëck.

Deem géintiwuer steet awer wéi gesot déi Prise de conscience bei de Clienten, dass eis Aart a Weis ze liewen an ze reesen en Impakt op vill Destinatiounen huet: de Footprint vum Fléien, verknaschte Stränn, Mieresspigel, déi steigen an déi domat och beléifte Reesziler bedroen, d'Korallestierwen, dat ganz Destinatiounen fir Taucher och oninteressant mécht. Ëmmer méi Leit sichen deemno no Méiglechkeeten, fir hire Footprint beim Reesen ze reduzéieren. An dëst huet natierlech och en Impakt op eis Reesveranstalter, déi hirersäits musse kucken, hir Programmer unzepassen an Offeren unzebidden, déi dem Besoin an den Attenté vum Client vun haut och gerecht ginn.

An iergendwou, mengen ech, ass de Secteur sech der Thematik och bewosst. Trotzdem muss een allgemeng feststellen, dass d'Tourismusindustrie sech awer nach an enger éischter zögerlecher Tëschepositioun befënnt. Dass e Wandel muss stattfannen, schéngt sech iergendwou etabléiert ze hunn, nëmme de konkreete Wee dohinner ass nach net iwwerall esou kloer gezechent.

An dach wier et néideg, dass de Secteur e puer Schëppe bäileet, well en eeben den Ament mat zwou Krise gläichzäiteg konfrontéiert ass, engersäits enger Pandemie, déi nach net ganz iwwerstanden ass an un där en nach ëmmer iergendwéi knat, enger Pandemie, déi eebe wuel och Gewunnechten nohalteg beaflosst huet an Upassung vum Secteur fuerdert, anerersäits awer, wéi gesot, och dem Wunsch vun ëmmer méi Clienten no engem méi nohaltegen Tourismus, síef dat um Wee fir op d'Destinatioun oder och, wat d'Offer sur place ubelaangt. Esou gëtt ëmmer méi no Destinatiounen gesicht, déi mam Zuch errechbar sinn oder wou een, wann ee mam Elektroauto fiert, och sécher eng gutt Luedinfrastruktur huet, d'Wichtigkeet vum Tourisme de proximité, vun Hebergementer, déi sech upassen, regionale Produiten, mat deene soll geschafft ginn, an esou weider, steigt och.

Alles an allem also wierklech näischt, dat elo onméiglech wier. Trotzdem erfuerdert dat alles Upassung vum Secteur, fir der Demande vun de Clienten an Zukunft besser gerecht ze ginn. An dës Tendenz sinn

och an der neier Tourismusstrategie opgegraff ginn, wat mer natierlech begrëssen. Do ass de Begrëff vun der Nohaltegkeet och an de Vierdergrond gestallt ginn, dëst am Sënn vun enger ekologescher, ekonomescher a sozialer Nohaltegkeet mat engem Fokus och op den Erhalt vum Patrimoine, wouriwwer mer jo och gëschter hei länger geschwat hunn.

Dës Approche ass u sech ganz luewenswäert, well se, wéi schonn ugeschwat, engersäits kloer ervirhieft, dass den Tourismussektor och e ganz positiven Impakt op d'Liewensqualität vun den Awunner huet. Anerersäits läit hir awer och d'Notioun vun der Tourismusakzeptanz zugronn, also dem Bewosstsinn, dass et och e Risiko gëtt, bei der lokaler Bevëlkerung fir Frust ze suergen, wann e Gefill vun ze vill Tourismus géif entstoen. Bon, dat ass elo e Phenomeen, dat mer hei vläicht manner kennen, dat mer éischter kennen vu Destinatiounen, wou méi Drock op d'Infrastruktur an och op d'Natur ass, mee trotzdem besteet e Risiko, dass och hei Iwwerlaaschtungserscheinunge kéinten optrieden, an dat sollt een net aus den Ae verléieren.

E klassescht Beispill heifir ass zum Beispill de Motorradtourismus, dee mat Momenter am Summer fir d'Residenten – ech soen elo emol – aus méi ländleche Gebidder ka relativ onangeneem ginn, well et grad a ländlechen, méi rouegen, beschaulesche Regione mat Momenter wierklech quasi onméiglech ass, eng schéi Plaz a Rou an ouni Kaméidi wouerzuelen.

Deem géigeniwuer steet awer de Constat, dass de Motorradtourist oft e ganz gudder Client ass, deen zwar am Géigesaz zum Vëlostourist e bësse méi Kaméidi mécht, deen awer genee wéi de Vëlostourist mat ganz weínege Gepäck reest an deemspriechend och vill sur place consomméiert. Bon, mat e bësse Chance wäert sech déi Problematik vum Kaméidi an Zukunft mam Opkomme vu méi Elektromotorrieder jo och vläicht léisen.

Allgemeng ass et einfach wichtig, dass de Secteur och ganz selbstbewosst op déi positiv Auswierkung vum Tourismus hiweist, fir déi grad genannten Tourismusakzeptanz och ofzesécheren.

Wéi gesot leet déi nei Strategie och e grouss Wäert op d'Handlungsfeld „nohalteg Standuertqualität“ an der gesamter touristescher Déngschleeschtungsketten. Dat geet vun der Beherbergungsinfrastruktur iwwer regional Wirtschaftskreesleef bis hin zur Mobilitéit.

Positiv an deem Kader ass, dass gläichzäiteg och d'Barriärefräiheet nach eemol explizitt ervirgehuewe gëtt. An do ass et jo och elo net, wéi wa mer nach näischt hätten oder bei null géifen ufänken. Mam Label EureWelcome, deen déi Betriber auszechent, déi hir Infrastruktur deemspriechend adaptéiert hunn, dass se fir jiddereen notzbar ass, hu mer jo schonn en Ufank gemaach. Par contre ass awer de Constat, an dee gëtt och am Dokument net verstoppt, dass et zwar punktuell zertifizéiert Angeboter gëtt, mee dass et awer nach vill Spott nu ewee gëtt fir eng méi breet standardiséiert Offer, déi och aus der Siicht vum Client vill méi kloer erkennbar ass.

Dass mer hei nach emol extra Efforte musse maachen, dat ass net nëmme aus der Siicht vun der Inklusioun wichtig. Et ass och ganz einfach esou, dass, wa mer et net maachen, mer eis dann och d'Chance op eng ganz Partie Clienten huelen, déi eis domadder verluer ginn.

Wat d'Zilgruppen ubelaangt, sou ass dem Dokument ze entzuelen, dass mer eis do konsequent op déi sougenannten „Explorers“ setzen, awer och op Naturlibhaber, Short Breakers, Relaxation Seekers, wéi se genannt ginn, an d'Perfection Seekers. Op d'Theme

bezunn, géif dese Public cible sech haaptsächlech op d'Theme Vëlo a Wandere, Gastronomie a Wäin an de Kultur- a Gedenktourismus konzentréieren, also och alles, wat mer méi a Richtung Slow Tourism géifen definéieren.

Do war elo just meng Fro, wéi et mat der Zilgrupp vun de Familjen ausgesäit. Ech hunn déi manner an der Strategie erëmfonnt. Déi schéngt mer elo net onbedéngt prioritär ugeschwat ze ginn. Dat ass natierlech och e Choix, deen ee ka maachen. Vläch hunn ech dat och iwwersinn. Mee grad fir de Campingsektor ass dat natierlech och eng Zilclientèle, déi awer relativ wichtig ass an déi mer, mengen ech, och net sollten an der Kommunikatioun an och an der Offergestaltung vergiessen.

Mir begrëssen op alle Fall den Usaz, fir quasi aus der Pandemie eraus dem Tourismussektor zu Lëtzebuerg och strateegesch en Neistart ze ginn, dat mat engem Dokument, dat – wéi een am Dokument liese kann – zesumme mam Secteur ausgeschafft ginn ass an och e grouss Wäert op quantitativ Date leet, wat natierlech herno och hëlleft, seng Strategie besser ze evaluéieren an eventuell Corrections de tir virzehuelen, falls dat dann néideg wier.

Et ass wichtig, dass mer eis elo erëm konsequent dem méi breede Kader kënnen widmen, eis strateegesch gutt opstellen, wat jo heimadder och soll fir déi kommend Jore gemaach ginn, an dass mer net méi eebe just am Krisemodus vun der Pandemie funktionéieren, an deem de Ministère och vill an de Rôle vun engem, ech soen elo mol, Mini-Event-Veranstalter geschlüpft ass, fir ze hëlleften, dës Kris am Land a fir de Secteur mat ofzefiederem.

Méi allgemeng betruecht, huet Lëtzebuerg natierlech nach ëmmer eng Partie Stärkten, op deene mer kënnen a mussen opbauen. Mir hunn nieft der Hauptstadt, déi awer nach ëmmer eis Hauptporte d'entrée ass, mam Mëllerdall, dem Éislek, der Musel, dem Süde mat den Terres Rouges an dem Gutland fënnel Regiounen mat och fënnel gutt funktionéierenden Offices régionaux du tourisme, déi eng ganz divers Offer ubidden an déi op engem ganz klengen Territoire eng ganz ënnerschiddlech Offer ubidden, wat eigentlech fir eis als Land e ganz grouss Plus ass. Duerfir ass et wichtig, dass mer déi regional Acteuren, also och d'ORTen, weiderhi stärken, fir dass si weider mat den Acteuren um Terrain kënnen an eiser Offer schaffen. Ënner dem Stréch geet et jo drëm, eis Clienten ze begeeschteren, se méi laang bei eis ze halen a se natierlech och ze incitéieren, nach eemol erënzekommen, well se eventuell net alles gesinn hunn, wat d'Land a senger ganzer Diversitéit ze bidden huet.

Bon, ech wäert elo net op allegueren d'Produiten agoen, déi am Laf vun de leschte Jore vun den ORTen ausgeschafft gi sinn, dat och mat der tatkräfteger Ënnerstützung vun den Naturparken. Et sinn eng ganz Partie Projeten, mee fir elo awer e puer rezent Beispiller ze nennen, wollt ech awer op déi ganz grouss Efforten agoen, déi zum Beispill ënnerholl gi sinn, fir dass den Naturpark Mëllerdall kann de Label Geopark kréien. Dat sinn immens wichtig Initiativen, well mat esou enger internationaler Unerkennung gëtt d'Notoriétéit vun der Regioun vill méi grouss an et kënnen och vill méi einfach méi potenziell Visiteuren errecht ginn.

Och déi vill Aarbecht, déi am Éislek investéiert ginn ass, fir aus der ganzer Regioun eng Qualitéitswanderregioun ze maachen, dréit dozou bäi, dass méi Clienté kënnen ugeschwat ginn, dass de Vëcu vun de Clienté sur place ganz, ganz positiv ass an dass all Visiteur, deen emol bis bei eis war, och zum Ambassadeur fir eis Regiounen a fir eist Land ka ginn.

Mee och eis Awunner kënnen gutt Ambassadeure fir eis Destinatioun sinn, an déi kënnen nach roueg iwwert de positiven Impakt, deen hiert Verhalen op eis Gästch kann hunn, méi sensibiliséiert ginn. Ech soen elo mol: Amplaz sech opzereegen an ze tuten, wann en Hollänner mat der Karawann net séier genuch aus de Féiss kënnt, ass et wichteg, dass de en de Kontakt mat de Leit sicht, déi kommen, sech austauscht, wa sech Méiglechkeete bidden, Tipps gëtt, hëlleft an esou weider. Alles dat dréit och zu engem authentischen Erleefnes bäi, dat mer eise Visiteure wëllen zeguttkomme loosse. Wat mir selwer eist Land an eise Patrimoine besser kennen, wat mer e méi schätzen an och méi respektéieren, wat mer automatesch och méi fir den Tourismus maachen an zu engem allgemenge positive Bild vun eiser Destinatioun bäidroen.

Mir hunn awer och eng Partie Erausforderungen, déi mer mussen ugoen, och en vue vun der Ëmsetzung vun der neier Strategie. Wéi gesot, am Beräich vun der Barrièrefräiheet, do ass nach Sputt no uewen. Ech denken do awer zum Beispill och un de Benevolat. Bon, et ass schon eng Zäitchen hier, dass ech am Tourismus geschafft hunn, mee eng Diskussioun, déi mer laang haten – grad och, wou mer vu Lëtzebuerg als Wanderdestinatioun schwätzen –, ass déi, dass dat dann och heescht, dass déi Wanderweeër, déi mer do hunn, wierklech an engem impeccablen Zustand mussen sinn a ganz reegelméisseg mussen ënerhale ginn. Kllassescherweis ass déi Aufgab ëmmer de Syndicats d'initiative zoukomm, also dem Benevolat, déi dës Tache dann awer och mat Hëllef vun den Ekippen am Ministère iwwerholl hunn.

Wéi gesot, déi Fro huet eis laang Jore beschäftegt a well et fir de Benevolat ëmmer méi schwéier ginn ass, dësere Aufgab gerecht ze ginn, wollt ech froen – grad och, well ech am Dokument vun der neier Strategie gelies hunn, dass den Ënnerhalt vun de Weeër elo garantéiert wier –, ob do entre-temps eng méi nohalteg Léisung fonnt konnt ginn, ob dat dann elo majoritairement iwwert de Ministère ofgedeckt gëtt. Voilà.

Eng weider Erausforderung ass awer och de grouse Personalmangel, op deen allgemeng ganz oft higewise gëtt, de Personalmangel am Tourismussektor. Et ass effektiv en Job, dee ganz vill Engagement erfuerdert, dee ganz vill onreegelméisseg Aarbechtszäiten huet, eng Remuneration, déi och net ëmmer ganz interessant ass. An et ass oft schwéier, eng gutt Ekipp opzebauen, d'Leit ze behalen, och well et schwéier ass, jonk Leit, Elteren ze fideliséieren. Famill an Tourismus ass nun emol eng Kombinatioun, déi net ëmmer ganz einfach ënner en Hutt ze kréien ass.

Grad och beim qualifizéierte Personal ass et net einfach, d'ësere iwwer e längeren Zäitraum bei der Staang ze halen. Mir bilden zwar u sech relativ gutt aus, allerdéngs hunn ech mer soe gelooss, dass vill vun deenen Absolventen no fënnef Joer net méi am Beruf schaffen, och well et eeben net ëmmer einfach ass, déi richteg Work-Life-Balance an deem Job ze fannen.

An den Tourismus steet natierlech net eleng do. En ënnerläit do enger méi allgemenger Tendenz. Trotzdeem ass et mengen eich, wichteg, dass mer d'ësere net aus den Ae verléieren, well eng qualitativ héichwäerteg Offer, déi de sougenannte Perfection Seekers jo och gerecht muss ginn, ass nun emol och op dat richteg Personal ugewisen.

Fir de Campingsberäich ass et och de Constat, dass en zwar zum Deel gutt duerch d'Pandemie komm ass, notament well vill Clienten, déi aus Däitschland komm sinn, well do alles zou war, Lëtzebuerg elo als Destinatioun entdeckt hunn an elo och gären zréckkommen. Trotzdeem ass et e Sektour, deen och méi allgemeng staark am Wandel ass an deen, wéi de

Rescht vum Sektour, och staark ënnert dem Personal-mangel leit.

De Campingssektor werft och e relativ kritesche Bléck op esou nei Trends vu grouse Gruppen, déi vermeert ënnerwee sinn, fir Campinger opzekafen. Et wäert also an Zukunft méi a Richtung vu méi grouse Strukture goen, déi Campinger geréieren. Do geet dat Familiäert dann allerdéngs e bësselche verluer, an ech setzen dat Familiäert awer och iergendwou da gläich mat dem Authentischen, dat mer an eiser Strategie och als Zil definéiert hunn. Deementspreechend stellt sech och fir mech d'Fro, wéi d'Zukunft vum Campingssektor wäert ausgesinn.

A Frankräich si schon iwwer 40 % vun de Campinger an den Hänn vun esou gréisseren Gruppen. Déi maachen och mat hirer Offer iwwer 60 % vum Chiffre d'affaires aus. Mir hunn där elo dräi hei am Land an et kommen der bestëmmt och nach no. An domadder ännert sech natierlech och e bësselchen d'Ausrichtung, ewech vum kllassesche Camping, hin zu méi Locatioun. An ech wëll dat elo net onbedéngt bewäerten. Dat ass elo emol just eng Entwécklung, déi ee beobachte kann, mee se bréngt natierlech och aner Clienten an ech mengen, dass et do net onwichtig ass, d'ësere Tendenzen iergendwou och a Relatioun ze setze mat eiser Strategie, déi elo ausgeschafft ginn ass. D'ësere fir sécherstellen, dass eis Offer, déi mer hunn, och en ligne ass mat den internationalen Trends an och der Kommunikatioun vis-à-vis vun eiser Zilclientèle, esou wéi se elo definéiert ginn ass.

Eng weider Fro, déi sporadesch och ëmmer erëm opkënn, ass déi vun der Taxe de séjour. Do hunn ech entre-temps e bëssen den Iwwerbléck verluer, wéi eng Gemeenge schon esou eng Tax agefouert hunn a wou d'Diskussioun elo genau drun ass. Fakt ass awer, dass et e ganz hëtzig diskutéierte Sujet ass, woubäi grad och de Privatsektor sech staark dergéint wiert. An d'ësere, esou hunn ech et emol matkritt, à tel point, dass déi finanziell Participatioun och vun der Chambre de Commerce an der Horesca mam ORT Mëllerdall zum Beispill a Fro gestallt ass, an d'ësere – esou hunn ech et emol matkritt – à tel point, dass déi finanziell Participatioun vun der Chambre de Commerce an der Horesca um ORT Mëllerdall zum Beispill a Fro gestallt ass, well d'ësere de Wee fir esou eng Tax a senge Membersgemengen opgemaach huet.

Bon, de Sektour féiert do un, dass dat eng Tax ass, déi am Fong geholl géint de Sektour geriicht ass, déi d'Präisser vun der Offer an d'Luucht dreift, ouni dass een elo genee wéisst, wouranner déi Gelder, déi do erhuewe ginn, herno och erëm fléissen. D'Angscht, déi besteet, ass, dass immensen Opwand domadder verbonnen ass, fir eng Tax ze erhiewen, déi herno net forcement dem Tourismus muss zeguttkommen a schlëmmstefalls och derfir kéint genotzt ginn, fir ganz aner Lächer ze stoppen.

Ech si mer elo bewusst, dass dat och am Beräich vun der Gemengenautonomie ass. Ech wollt Iech awer froen, Här Minister, ob Der eis kéint e klengen Update ginn, wou d'ësere Diskussiounen national dru sinn, ob sech do entre-temps eventuell och e Konsens an iergendeng Richtung erausschielt oder net.

Eng weider Erausforderung, déi eis natierlech och um Häerz läit – déi ech och schon ugeschwat hunn –, dat ass eeben déi vun der nohalteger Ausrichtung vum Tourismus zu Lëtzebuerg. Ech hat déi Fro vun der nohalteger Ausrichtung schon eng Kéier am Juli 2020 an enger Question parlementaire gestallt an deemools hat Dir, Här Minister, och zu Recht an Ärer Äntwert drop higewisen, dass schon eng Partie Initiative geholl gi sinn, fir Lëtzebuerg och als nohalteg Reesdestinatioun ze positionéieren.

Notament an de Beräicher Wandere, Vëlo, Slow Tourism an esou weider hu mer immens vill ze bidden an d'ësere si jo och kloer Prioritéiten, déi elo nach eng Kéier definéiert gi sinn.

Jo, eng Partie Acteuren hunn och den EcoLabel, mee wéi aus Ärem Rapport vun 2021 ervirgeet, ass dat effektiv just ee Betrib op zéng, deen deen EcoLabel do huet. Do ass also nach immense Sputt no uewen an ech mengen, do ass ganz einfach och Sputt no uewen an der Prise de conscience, wéi wichteg et ass, och vis-à-vis vun potenzielle Client, dass een heimadder punkte kann.

En fin de compte geet et jo och dréms, dass mer och – ech soen elo emol – abseits vum Slow Tourism, abseits vum Wander- a vum Vëlostourismus an ofgesinn och vum Fait, dass mer eis méi staark als Destination de proximité wëlle vermaarten, allgemeng am Land eng breet Offer hunn, an där gréng Initiative kloer erkennbar sinn an eeben och als Standard etabléiert kënnen ginn, fir dass Lëtzebuerg net just um Pabeier als nohalteg Destinatioun presentéiert gëtt, mee dass se och um Terrain fir de Client gräifbar an erliefer gemaach gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), interpellatrice | Ech liesen do zum Beispill och an Ärem Rapport vun 2021 vun engem Label, dee sech „Green Venue“ nennt. Do ass rieds vun der „application des normes pour l'obtention d'un label « green venue ».“ Ech hunn e bësselchen dozou gesicht. Ech hunn näischt méi Prezises dozou fonnt. Vlächtt hutt Der do Informatiounen, wat et genee domat op sech huet? Existéiert dee schon? Ass deen a Planung? Wat sinn do d'Krittären, fir deen ze kréien? An esou weider.

Allgemeng liesen ech och an der neier Strategie zum Thema Nohaltegkeet, dass et fir eng nohalteg touristesch Entwécklung en éischer punktuell Bewusstsein duerch eenzel Acteure géif ginn, eventuell och mat regionale Schwéierpunkten, mee dass et bis elo nach eng ganzheetlech Strategie gëtt, dass awer mat Bléck op déi gesellschaftlech Entwécklungen hei Nohuelbedarf besteet am Hibleck op déi sozial, ekonomesch an ekologesch Nohaltegkeet, mee och am Hibleck op den Erhalt an d'Opwärtung vum kulturellen Ierwen.

Bon, de Constat als solche kann eis elo net onbedéngt fro stëmmen. Ech fannen et awer immens positiv, dass d'ësere Constat am Rapport esou opgegraff ginn ass, fir dass dann och aktiv un deenen néidege Schrauwe ka gedréit ginn. Et ass och einfach wichteg, dass déi ganz Branche, international wéi national, Verantwortung iwwerhëlt an och mat der gesellschaftlecher Entwécklung matzitt. Net zu Onrecht steet an deem Dokument och, dass eng nohalteg Offer och aus Gastesicht zum Must-have-Krittär ginn ass an domadder eis Efforten an deem Beräich och maassgeblech eis Zukunftsfäegkeet definéiere wäerten.

Wéi dat sech allerdéngs konkret um Terrain wäert deklinéieren, dat geet elo net direkt aus der Strategie ervir. Mir sinn eis awer eens, dass mer do net just um Niveau vum Tourismus kënnen usetzen. Dat ass en Ensembl vu Mesuren, deen herno mécht, dass Lëtzebuerg duerch d'Bänk als nohalteg Destinatioun erliefer ass. Ech denken do zum Beispill un déi rezent Offallgesetzgebung. Dat huet zwar iwwerhaupt näischt mam Tourismus ze dinn, mee do hu mer Lëtzebuerg awer op d'Schinne gestallt a Richtung vun enger reeller Null-Offall-Wirtschaft an enger reeller Économie circulaire. Och d'ësere Mesurë sinn am Endeffekt Nation Branding, well een net just um Pabeier gutt Intentionen iergendwou definéiert, mee se an der Realitéit och a Musek ëmsetzt a fir de Client erlieferbar mécht.

Och dat neit Patrimoinegesetz ass e Meilenstein fir den Erhalt vun eisem Patrimoine a kënn net zulescht och eis als Destinatioun enorm zegutt. Beispiller vun Initiative wéi déi vun der Thillenvogtei zu Randschelt oder der Rackésmillen am Kiischpelt – et deet mer elo leed, dass ech der just aus dem Norden opzielen, mee dat sinn déi, déi ech gutt kennen –, déi elo rezent a Stand gesat gi sinn, weisen och, dass et vill lokal Initiative ginn, déi mat oder och ouni Hëllef vum Staat gewëllt sinn, dee Patrimoine héichzehalen an eeben a Stand ze setzen.

An deem Kader géif ech och den ugekënnegte Projet pilote zitieren, deen no der Petitioun iwwert d'Krunnewasser an der Gastronomie ugekënnegt ginn ass. Dat fällt iergendwou och an dee ganze Gedanke vun enger gudder Qualitéit vum Dréinkwaasser, dat mer hunn. Et ass lokal, et ass verpackungsarm an esou weider. Och dat wär erliefbar um Terrain. An hei wollt ech Iech, Här Minister, froen, ob Der eis iergendwéi kéint en Unhaltspunkt ginn, wou dee Projet entre-temps drun ass.

Fir dann awer nach eemol op de Constat zréckzekommen, dass am Beräich Nohaltegkeet nach Nohuelbedarf besteet, hunn ech mer méi allgemeng d'Fro gestallt, wéi eng Moyene mer eis ginn, fir dass mer dee Retard schnell kënnen ophuelen. Iergendwou geet et jo dann och drëm, de Secteur ze begleeden, Best Practices an d'Vitriinn ze stellen, vläicht och Incentives ze schafen, fir dass dee Wandel méi schnell ka virugedriwwen ginn.

An do sinn ech da beim Plan quinquennal, dee jo elo fir déi kommend Period och deemnächst wäert deposéiert ginn. Ech gi jo och dovunner aus, dass mer en an der Chamber eng Kéier wäerten diskutieren. An deem Sënn wollt ech froen, ob den neie Plan quinquennal – ech mengen, Dir gitt elo do net groussaarteg an den Detail, mir wäerten dat zu engem spéideren Zäitpunkt maachen –, ... mee ob Der eis vläicht schon Indicatione kéint gi par rapport zum jetzege Plan quinquennal, deen do ass, ob do vläicht méi e staarken Akzent op déi nohalteg Entwécklung geluecht gëtt an eventuell och Subsidien u verschidde Krittere gekoppelt ginn, déi da mussen agehale ginn, fir kënnen u Subsidien ze profitieren, respektiv: Wéi ass allgemeng séchergestallt ginn, dass déi Investissementer, déi mer do kofinanzieren, herno och en ligne si mat eiser allgemenger Strategie?

Vläicht kënn Der eis haut schon e ganz klengen éischte Bilan maache vum aktuelle Plan quinquennal respektiv eis eng Iddi ginn, op wéi eng Héicht den neie Plang sech wäert belafen a wéi vill Projeten fir den neie Plang nom Appel à projet och eragereecht gi sinn.

Ech hätt an deem Kader awer nach eng lescht Fro iwwert d'Eligibilitéit vu Projeten am Kader vum Plan quinquennal. An zwar hunn ech do eng konkreet Fro zum Projet zu Wäiswampech um Séi, dee jo 2018 an Aussicht gestallt kritt huet, dass 10 % vun de Käschten, also ronn 5 Milliounen, do kéinte kofinanzéiert ginn.

Bon, ech wëll elo net déi ganz Diskussioun rondem dee Projet do opmaachen, bei deem sech effektiv eng Partie Froe stellt, mee d'Fro, déi sech mir elo am Kader vum Plan quinquennal stellt, ass déi, ob dat Konzept vun deem Promoteur, esou wéi et entre-temps och erkennbar ginn ass, an där Form iwwerhaupt eligibel ass fir e Kofinanzement. Well hei ass et esou, dass et sech net ëm – ech soen emol – e klassesch touristesch Etablissement oder Konzept handelt, sondern ëm eppes, wat si als „investissement hôtelier“ bezeichnen. Dat heescht, do ginn Zëmmere verkaf, den Acquisiteur kann esou an eng

Kummer investieren, huet en contrepartie herno och steierlech Virdeeler an e kritt herno och eppes derbäi eraus, jee no globaler Occupatioun vum gesamten Hotel. En gros gëtt also gebaut, zum Deel eventuell mat Hëllef vum Staat. Dës Zëmmere ginn dann integral verkaf – woumat de Präis vum Bau jo scho quasi gedeckt ass – an duerno eréischt gëtt dat als touristesch Offer u Clienten verlout.

Ech stellen dat elo mol esou an de Raum a wollt, wéi gesot, do nofroen, wéi esou e Konzept am Kader vum Plan quinquennal dann iergendwéi ze behandelen ass, well dat eng Fro ass, déi och ëmmer u mech adresséiert gëtt an déi ech an där Form net ka beäntweren.

Ech wollt dann awer nach, ier ech elo zur Konklusioun kommen, op de Punkt vun der Zesummenaarbecht tëscht den Acteuren um Terrain agoen. Och heizou prononcéiert sech déi national Strategie a seet, dass mer do mussen de konstruktiven Austausch sichen. Dat schéngt mer och en immens wichtege Punkt ze sinn, deen ech – an ech hu jo e puer Joer am ORT geschafft – wierklech nach eng Kéier wëilt zum Schluss würdegen.

Eis touristesch Strukturen hunn am Laf vun de leschte 15 Joer e risege Wandel duerchgemaach, notament mat der Schafung vun den ORTen, dem Switch vum ONT hin zum LFT an esou weider. Do ass et natierlech kloer, dass sech am Ufank net alles esou zesummenfënnt an dass et och kritesch begleet gëtt, mee déi Strukturen hu sech awer entre-temps wierklech fest etabléiert, se gi professionell geréiert a se beweisen, firwat se am Alldag do sinn.

An do kommen ech awer elo net derlaanscht, nach eng Kéier nozefroen, wat elo dee Pilotprojet vum ORT Éislek ubelaangt, fir d'Ressources humaines an den LFT ze integréieren. Dozou hate mer jo elo rezent eng Fro vum Här Bauler. Do ginn et jo manifestement Retizenze bei deene véier aneren ORTen, déi sech kloer géint des Demarche ausgeschwat hunn.

Ech weess elo net, ob et e Mangel un Informatioun war oder d'Kommunikatioun, déi net geklappt huet, wéinst deenen do verschidden Onsécherheeten net konnten aus de Féiss geraumt ginn. Dir hat jo daitlech gemaach, dass et virun allem och drëm geet, Synergien ze schafen, dass et och drëm geet, dass hire gesamte Budget kéint a Projete fléissen an esou weider. Bon, wat d'Synergien ubelaangt, do rennt Dir bei mir oppen Dieren an. Ech fannen et ëmmer gutt, wann een zesummeschafft an net jiddereen a sengem Eck. Mee wat de Finanzement ubelaangt, do ass et natierlech en Avantage, wann ee méi Sue fir Projeten huet, dat ass kloer.

(Interruption par la présidence)

Ech soe mer allerdéngs och, wann d'Suen do sinn – se kommen ëmmer aus deem selwechte Pott, ob ee se elo do gëtt oder do –, hätt ee se eigentlech och dem ORT direkt esou zur Verfügung stelle kënnen. Vläicht hätt Der do nach e puer Informatiounen, firwat et iwwert dee Wee leeft an net iwwer en aneren.

Voilà. Ech kommen dann zur Konklusioun. Wéi ech versicht hunn opzeweisen: Tourismus ass e ganz wichtege Standuertfacteur fir eis Ekonomie, huet ganz vill Potenzial. Mir hunn nach eng Rëtsch Erausforderunge virun eis, mee mir sinn, wéi ech fannen, wierklech um richtege Wee, woubäi et elo drop ukënn, ass, dass et net bei gedëllegem Pabeier bleift, mee dass déi Chantieren, déi sech erausgeschield hunn, och konsequent ugaange ginn. An Zesummenaarbecht mam ganze Secteur, am Dialog mat den Acteuren um Terrain, mussen déi néideg Impulser gesat ginn. Du brauchts Formatiounen, Netzwerkdanken, motivéiert Personal, Leit, déi sech vertrauen, déi un

engem Strang zéien. A wa mer wierklech wëlle Lëtzebuerg als nohalteg Destinatioun etabléieren, da mussen mer deen Challenge gemeinsam ugoen an och déi néideg Ureizer schafen, fir dass jiddereen do matzitt.

(Interruption par la présidence)

Ech mengen, wa mer dat hikriéien, dann hu mer e grouse Schratt gemaach, fir eis den zukünftigen Erausforderunge vum Secteur ze stellen.

An domadder soen ech Iech villmools Merci an entschëllege mech fir d'Iwwerzéien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Mammad Empain.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen ageschriwwen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ouni Zweifel war d'Covidkris eng vun de schwéierste Krisen fir vill Leit an och fir eis Allgemengheet an de leschte Joren. Gottseidank hu mer elo – esou hoffe mer emol – dat Schlimmst hanerun eis, woubäi mer net sollte vergiessen, datt de Virus nach ëmmer do ass an datt nach kee weess, wat am Hierscht op eis wäert duerkommen. Mee loosse mer mol dat Allerbescht hoffen!

Wat awer elo scho kloer ass: D'Covidkris war eng ganz villschichteg Kris, eng multidimensional Kris an och eng, déi grouse Deeler vun eiser Wirtschaft betraff huet, vun eisem Zesummeliewen, vun eise Gewunnechten an och vun eisem Alldag. An d'Covidkris war och eng Kris vun eisem Tourismus an domadder och vun touristesche Secteur bei eis zu Lëtzebuerg.

Dofir wëilt ech direkt am Ufank der Kolleegin Stéphanie Empain e grouse Merci soe fir des Interpellatioun, dass Der dat ugefrot hutt. De Sujet ass wichtege an aktuell zugläich a verdéngt et, hei an der Chamber grëndlech behandelt ze ginn.

Wéi scho gesot, den Zäitpunkt ass gutt gewielt. Mir mussen elo zesummen d'Kris vum Tourismus op en Enn féieren an aus der Kris eng Chance maache fir en Neiuufank fir den Tourismus bei eis zu Lëtzebuerg. Dat ass ganz wichtege. Dat ass mir wichtege an och dem Kolleeg Max Hengel wichtege, fir deen ech haut de Mëtteg hei asprangen an deen ech vun deser Plaz ganz häerzlech grëssen an him vun Häerzen eng gutt Besserung wënschen. Max, Du méchs dat!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Félix Eischen (CSV) | Här President, eppes huet de Covid net kënnen infizéieren an dat ass eis Loscht fir ze reesen. Grad mir Lëtzebuerger maachen dat jo gären an ech hoffen, an Zukunft och ëmmer méi dacks bei eis am Land selwer, well och den Tourismus heiheim an an der Groussregioun huet eng nei Chance verdéngt.

Une voix | Très bien!

M. Félix Eischen (CSV) | A mir Lëtzebuerger sollte selwer mam gudden Beispill virausgoen, fir an eisem Land den Tourismus erëm frësch ze lancéieren. Dës Perspektiv soll een op jidde Fall net ënnerschätzen, grad och well vill Lëtzebuerger während der Pandemie hiert Land a seng vill Regiounen nei entdeckt hunn.

Mee och vill aner Leit, vill Netlëtzebuerger vun no a vu méi wäit, hunn eist Land nei entdeckt. Esou ass 2022 d'Zuel vun den Onlinerecherchen iwwer Lëtzebuerg ganz kloer an d'Lucht gaangen. Grad bei franséischen a belschen, mee och bei den hollänneschen an däitschen Touristen ass eist Land ganz kloer méi beléift ginn an dat mécht eis Freed. Och dat ass jo en

Trend, nämlech dee vum Proximitéitstourismus, deen och eendeiteg muss an eng global Zukunftsstrategie fir eisen Tourismussektor afléissen.

Virewech vläicht nach eng kleng Bestandsopnam vum Tourismus, well éier ee Perspektive kann opweisen, muss ee fir d'éischt emol vum Istzoustand ausgoen. An domadder wier ech dann och matzen an eiser Wirtschaft ukomm, déi och deelweis ganz staark ënnert dem Coronavirus gelidden huet – d'Madamm Empain ass virdrun och dorobber agaangen –, an den Tourismus ass effektiv jo e ganz wichteg Standbeen, e ganz wichtege Piliere vun eiser Ekonomie.

(M. Marc Spatz prend la présidence.)

Dëse Piliere mécht, esou zumindest emol virun der Pandemie, méi wéi 8 % vun eisem Bruttoinlandsprodukt aus an dat ass net näischt. Wichtig sinn déi méi wéi 30.000 Aarbechtsplazen, déi direkt oder indirekt mam Tourismussektor verbonne sinn. Nach eng Kéier: Dat sinn Zuele vum World Travel & Tourism Council vu virun der Pandemie. An hei muss mer och erëm zréck, wann net esouguer doriwier eraus an ech sinn iwwerzeugt, dass mer dat och zesumme packen.

Une voix | Très bien!

M. Félix Eischen (CSV) | Nach gehéiert awer zu enger éierlecher Analys, datt et och bei eis zu Lëtzebuerg den Tourismussektor ganz schwéier getraff huet, an dat trotz de sëllege staatlechen Hëllef, wéi d'Madamm Empain dat jo och an hirer Demande schreift, déi mir als CSV jo och ëmmer matgedroen hunn.

Jo, fir de Sektour war d'Tourismuskris eng Tourimuskatastroph, grad och, well hei dacks keen Teletravail méiglech war an och de Confinement an d'Reeschränkungen de Sektour ganz schwéier getraff hunn. Mee och den Angschtfacteur soll een net ënnerschätzen, well wann een Angscht virum Virus huet, reest een net an et bucht een och keen Hotel oder soss eng touristesch Aktivitéit. Dëst huet derzou gefouert, dass munch Betriber Ëmsazabousse vu méi wéi 80 % ze erliden haten, an dat ass dramatesch!

Geneesou dramatesch war, datt d'Iwwernuechtungen am Joer 2020 ëm bal d'Hallschent, ëm 46,8 % fir genee ze sinn, agebrach sinn. D'Zëmmerauslaaschtung an den Hoteller war op engem historeschen Déif. A genau aus dësem Déif muss mer elo eraus a mir dierfen als Politik de Sektour do net eleng loossen – ganz am Géigendeel!

An deem Kontext hat de Minister Delles jo am Juni 2020 och de Plan de relance „Restart Tourism – Stabiliséieren. Adaptéieren. Promouvéieren“ presentéiert. Den Usproch war gutt an och d'Ziler – Tourismusfong, Promotiounsstrategie, Digitalstrategie – waren a si gutt. Mee och hei geet et net duer, fir Ziler ze formuléieren. Et muss een och konkret Weeër an Etappe formuléieren, fir dës Ziler ze erreechen. Nach ass den Tourismus awer haut um Wee vun der Erhuelung an dat constatéiere mer mat vill Freed.

D'Buchungen an den Hoteller sinn 2021 ëm 14 % geklommen. An och hei bei eis zu Lëtzebuerg ass d'Demande geklommen no sougenanntem Outdoor-Tourismus. Grad dat ass jo en Trend vum Post-Pandemie-Tourismus, bei deem grad eist schéint Land seng Kaart spille kann a woubäi mer eis hanner kengem muss verstoppen – ganz am Contraire!

Natierlech ginn et och hei grouss regional Ënnerscheeder. Wéi esou dacks huet och hei de ländleche Raum nach e bësse méi gelidden, well nach konzentréiert sech de Gros vun der touristescher Offer an der Stad. Mee grad an der Hoteloffer muss hei och eise ländleche Raum nozéien an hei dierf een näischt dem Zoufall iwwerloossen, well laut dem Statec

waren am Joer 2019 36 % vun den Iwwernuechtungen an der Stad, am Éislek waren et 27 %, am Mëllerdall 15 %, am Guttland 9 %, am Süde 7 % an op der Musel 6 %. Hei brauche mer also eng kloer Strategie mat enger méi regionaler Dimensioun.

Et wier interessant, vun der Regierung gewuer ze ginn, wat hei konkret geplangt ass. Ech kéint mer zum Beispill hei eendeiteg méi Publicitéit fir eis ländleche Regiounen an der Stad virstellen, och grad an den Hoteller, wéi gesot, vun der Stad Lëtzebuerg. An natierlech och um Land fir eis Stad, firwat net, well mir si jo keng Konkurrenten, mir sinn touristesch Partneren zu Lëtzebuerg, Stad a Land a Land a Stad.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu den neien Trends, déi mir elo feststellen no zwee Joer Pandemie. An aus dësen Trends muss mer dann zesummen nei Perspektive fir eis Tourismusbranche an domadder fir eist ganz Ländche maachen.

Do wier emol fir d'éischt de Megatrend vun der Digitalisierung ze erkennen. Natierlech kann ee keen Tourismus mat engem Mausclick maachen. Et kann een zwar eng Rees virtuell virbereeden. Et kann ee sech déi Saach och ukucken. Et kann een haut virtuell reesen. Jo, dat geet alles. An awer: Et ass net dat selwecht a keen Hotel huet eppes dovun an et léiert een och wierklech d'Land net esou kennen. „Tourismus kënnt vun Tour“, heescht et, an déi Tour soll real a wa méiglech net virtuell sinn.

Awer de Marketing, dee gétt ëmmer méi virtuell, egal op et den Hotel, e Camping oder e Reesbüro ass. Mir gesinn dat jo bei eis selwer, wa mer eng Rees virbereeden: Vill vun eis kucke sech dat emol fir d'éischt iwwert Sichmaschinnen un an do gétt schonn eng wichteg Virentscheidung getraff. An hei dierf Lëtzebuerg ganz kloer net duerch den digitale Kuier falen – ganz am Géigendeel!

Well d'Konkurrenz schléift net a grad an der Tourismusbranche huet sech d'Digitalisierung beschleunegt an hei muss mer mathalen, och a grad wa mer op där anerer Säit éischer e luesen an duussen Tourismus ubidden. An och eis Hoteller mussen hei nozéien. Ech denken un den digitalen Checkin zum Beispill oder natierlech och Onlineservéierung bei de Restaurants. A grad hei dierf ee Kleng- a Mëttelbetriber net aleng loossen. Dëst géllt allgemeng am digitale Beräich, mee et géllt besonnesch an der Tourismusbranche.

Och hei géif et mech interesséieren, wéi genee der Branche digital soll gehollef ginn, well et dierf een hei net vergiessen, datt den Tourismus jo och Deel ass vum Nation Branding. A grad dës zwou strategesch Approch mussen an eisen Aen nach méi Hand an Hand goen an och vläicht méi terre à terre mat engem wierkleche Meerwärt fir eis Tourismusbetriber an déi 30.000 Leit, déi do schaffen.

Här President, ech hunn et schonn deelweis gesot: E weideren Trend ass den duussen Tourismus. A wa mer duussen Tourismus soen, da soe mer natierlech – a virdrun ass et schonn ernimmt ginn – och a grad de Vëlo, well Lëtzebuerg ass jo eng grouss Vélosnatioun, net just an der Kompetitioun, mee och ëmmer méi an der Fräizäit. Mir begréissen déi besteeënd Initiativen, mee et gétt awer hei definitiv nach Loft no uewen, well vill Vélosweeër sinn awer net bis zum Schluss duerduecht. An och hei brauche mer eng Gesamtstrategie an net e bëssen hei an e bëssen do.

Weider muss d'Netz ausgebaut ginn. An och hei eng Fro: Sinn nach weider Vélosweeër geplangt? An ass och eng besser Vernetzung vum besteeënde Réseau virgesinn?

Dat selwecht géllt dann och fir vill vun eise Wanderweeër. A grad hei gétt et jo weénege Länner, déi et mat Lëtzebuerg ophuele kënnen. Nach hu mir awer och hei Sputt no uewen. Besseren a méi kloer Schëlter, awer och besser Informatiounen iwwert d'Zoustänn vu Wanderweeër wieren noutwendeg. Grad hei wiere besser Appen op eise Smartphonesen och net vu Muttwëll an déi kéinten och an eng global Tourismusapp fir ganz Lëtzebuerg integréiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann e weideren Trend, deen ech schonn ugeschnidden hunn: Dat Regionaalt ass um Kommen. Dat heescht, Lëtzebuerg ass och um Kommen. Mir sinn zwar e klengt Land, mee mir hunn eng Hellewull vun ënnerschiddleche Regiounen op engem ganz, ganz klengen Terrain. Kaum e Land ass op esou enger klenger Fläch esou verschidden!

Huldang an Hesper, Réimech a Rodange, d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch an och d'Nordstad, d'Musel an d'Sauer, d'Éislek an d'Guttland, alles dat läit net wäit vunenanner ewech, awer et si ganz awer Tourismusermüerlisser, déi een hei ka feststellen. Grad dësen Erlefnischarakter ass iwwregens och wichteg fir e modernen Tourismus zu Lëtzebuerg.

Ganz interessant sinn dann nach hei d'Initiativen, wéi zum Beispill den Önotourismus, dee besonnesch eis schéi Musel betrëfft. Hei gétt et jo och d'Onlineplattform wäistroos.lu, mee och hei ass nach weidere Marketing noutwendeg.

Dat bréngt mech dann zu mengem leschten Deel: Wat muss nach alles gemaach ginn a Saachen Tourismus zu Lëtzebuerg no dëser Pandemie? An do ass fir d'éischt déi iewesch Maxim: nach méi zesummeschaffen an dës Zesummenaarbecht och nach besser fërderen. Well mir hunn alles hei zu Lëtzebuerg oder bal alles! Mir kënnen natierlech net mat enger Plage a mat engem Meer déngen, awer, wéi gesot, mir hu bal alles. Mee mir mussen d'Acteuren um Terrain nach besser vernetzen a mir mussen eis als Land nach besser verkafen.

Ganz wichteg ass den Esprit vu Partnerschaft, grad och tëschen den Offices régionaux de tourisme. An natierlech stellt sech och d'Fro vun de Mëttelen, déi vläicht net ëmmer duerginn. Och hei d'Fro un d'Regierung: Ass geplangt, fir hei eise Tourismussektor méi Moyenen zur Verfügung ze stellen?

Natierlech mussen och hei d'Gemenge mat an d'Tourismusboot geholl ginn. Si sinn zentral, oder besser dezentral Acteure mat engem ganz groussen Know-how, dat een net dierf broochleie loossen, well kee kennt den Terrain besser wéi d'Leit vum Terrain. Hei géif et mech dann och interesséieren: Wéi sollen eis Gemengen nach besser an eng Gesamtstrategie fir eisen Tourismus agebonne ginn? Wat kann hei, Här Minister, nach verbessert ginn?

„Gesamt“ ass e gutt Stéchwuert, well ëmmer méi Leit siche gesamt oder global Packagen, quasi en touristeschen „all inclusive“, zumindest vun der Offer hier. An anere Wieder: Mir mussen et de potenziellen Touristen esou einfach wéi méiglech maachen, fir op Lëtzebuerg ze kommen, a virdrun, fir sech iwwerhaapt emol Lëtzebuerg erauszesichen.

A wann ech da Packagë soen, mengen ech natierlech och eng méi grouss Kollaboratioun tëschen eise Regiounen. Mir mussen eis hei verstärkt der Demande vun den Touristen upassen an och en einfachen Tourismus sur mesure oder à la carte ubidden, an dat oui stonnelaang um Internet mussen ze sichen. An deem Sënn sinn dann och besteeënd thematesch Packagen auszubauen. An och hei muss ee kloer ënnersichen, wéi d'Demande evaluéiert, an dann eis Offer dëser Demande upassen, well d'Zäiten, an deenen

d'Demande sech der Offer ugepasst huet, déi sinn, mengen ech emol, eriwwer. Hei kënnen mer nach vill vun anere Länner oder och anere Regione léieren. Ech denken zum Beispill u Südtirol, déi e formidable Marketing fir hir Regione maachen, a vill Lëtzebuurger schätzen dat jo och.

Ech kommen dann zu menger Konklusioun. Déi ass u sech optimistes, well mir gleewen un eist Land an och un eisen Tourismus. Nach därefer mer de Secteur awer net eleng loossen als Politik. A grad fir nei Perspektiven opzeweisen, brauche mir nach e bessere politesche Kader an och eng méi geziilt politesche Ënnerstëtzung, well kaum e Land huet méi touristescht Potenzial an der Postcovidzäit wéi Lëtzebuerg. Mir leien eigentlech optimal an zentral a Westeuropa. Mir hunn hei e grouss Anzuchsgebitt mat enger relativ grousser Kafkraaft. Mir si mam Findel zimmlech gutt vernetzt. Bei den Zich besteet zwar nach Loft no uewen, wéi mer dat gëschter jo och schonn ugeschwat haten, mee Lëtzebuerg ass dach awer zimmlech liicht erreechbar.

Nach muss mer eist Land verstärkt op déi international an och op déi grouss regional touristesche Landkaart setzen, an hei bleift nach villes ze maachen. Virun allem awer brauch et heifer eng Visioun, eng Strategie, fir dës ëmzesetzen. An et brauch och méi Kooperatioun am Land an an eise Regione. An natierlech brauche mer och méi Investitiounen. Alles dat muss Hand an Hand goen.

Grad Esch2022 ass fir eis och eng Chance, fir emol en aner Lëtzebuerg ze weisen. Dat selwecht géllt och fir eise ländleche Raum, mee och fir d'Stad selwer, eng vun de schéinsten Alstied an eiser Géigend. Mir müssen dofir kloer no bause weisen, dass mir méi si wéi Banken a Big Business, mee och Bëscher a Baachen an och Kleng- a Groussstied, Konscht a Kultur, Geschicht a Geschichten an natierlech och Gastronomie an Hotellerie, an dass et einfach Spaass mécht, Vakanz zu Lëtzebuerg ze maachen, dat fir all Alter, fir all sozial Schicht, fir eenzel Touristen an och fir d'Familljen. An dass dat esouguer géllt, wann ee Kongresstourismus mécht, well och hei kann een dat Nätzlecht mat deem Agreebele verbannen.

An deem Sënn menge mir, dass Lëtzebuerg nach en enormt touristescht Potenzial huet an dass eist Land eng wierklech touristesche Schatzkëscht ass. Mir müssen dës Schatz nach zesumme méi hiewen an och no bannen an no bause weisen. Mir gleewen drun, dass eisen Tourismussecteur dat kann an dat och packt.

Nach muss de Staat elo mat Hardware an och mat Software dem Secteur hëllef, fir elo aus der Kris eng nei Chance ze maachen, an dat net just mat schéine Wieder, mee mat wierklechen Aktiounen a mat enger globaler Tourismusstrategie vun ënnen erop.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Eischen. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, et ass un Iech.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt och vu mir e Merci un d'Stéphanie Empain. Et ass zwar schonn e bëssen hier, dass d'Interpellatioun ugefrot ginn ass, mee ech mengen, dass mer haut och kënnen verschidde Léieren aus der Pandemie zéien an erëm positiv an d'Zukunft kucken.

Fir unzefänken och vu mir e puer Zuelen. Et sinn der elo schonn e puer genannt ginn.

Statistesch gesinn dréit den Tourismussecteur 8 % zum Rächtum vun eisem Land bäi. 2019, dat lescht Joer virun der Coronapandemie, huet de World Travel Monitor 1.587.000 Reesen op Lëtzebuerg gezielt. Dovunner waren der 1.111.000 Vakanzereesen, 302.000 Geschäftsreesen an 175.000 Leit waren op Besuch bei Frënn oder Famill zu Lëtzebuerg. Wann een d'Donnéeën tëschent 2015 an 2019 kuckt, da gesäit een eng konstant Steigerung vun der Unzuel vu Reesen op Lëtzebuerg an eng duerchgoend Dominanz vun de Vakanz an Fräizäitreesen am Verglach mat de Geschäftsreesen.

Am Joer 2019 gouf et 2,8 Milliounen Iwwernuechtungen an eisen Hoteller, Jugendherbergen a Campingen. Ongeféier 22.000 Leit schaffen hei zu Lëtzebuerg an deem Secteur. Lëtzebuerg zielt am Ganzen 361 Plazen, wou ee kann iwwernuechten, ob dat en Hotel ass, där mer 228 hunn, e Camping – 82 – oder eng aner Herberg. Dës 361 Infrastrukture bidden am Ganze 60.245 Schlofgeleechtheeten hei zu Lëtzebuerg.

Den Tourismus ass domat e wichtege Piliere vun eiser Ekonomie. Hien ass awer nach vill méi. Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, fir Vakanz ze maachen oder un engem Event deelzehuelen, maache sech während hirem Openthalt e Bild vun eisem Land a senge Leit. Se begéien Leit, entdecker Landschaften, si schmaachen och Saachen. Reesen ass ëmmer en Erliebnis, vun deem ee Souvenire mat heem hält. Ech mengen, jidderee vun eis ka bestëmmt spontan u besonnesch schéi Souvenire vun enger Rees denken.

Duerfir solle mir och derfir suergen, dass déi Leit, déi bei eis kommen, och esou flott Erënnerunge mat bei sech heem huelen. Un den Zuele gesäit een: 2019 goung et dem Tourismussecteur gutt. E war amgaangen, sech positiv ze entwéckelen, souwuel an der Quantitéit wéi och an der Qualitéit. Du koom awer d'Coronapandemie. Wann een d'Zuele vun de Reesen op Lëtzebuerg vun 2020 mat deene vun 2019 vergläicht, da mierkt een, wat fir en Afloss d'Reesrestriktiounen op den Tourismussecteur haten. Vu bal 1,6 Milliounen Reese si mer op ronn 600.000 gefall. D'Iwwernuechtungen, et ass scho gesot ginn, sinn ëm bal 47 % agebrach.

Och wa Lëtzebuerg elo net esou ofhängeg vum Tourismus ass wéi aner Länner, wéi zum Beispill Spuenien oder Griicheland, esou liewen awer 22.000 Leit direkt oder indirekt vun deem Secteur. An 8 % vun PIB klängt vläicht no net vill, et ass awer ëmmerhin am Verglach zu anere Secteuren méi wéi an der Landwirtschaft oder am Bausecteur.

Mat der Covid-19-Pandemie si vill Leit vun haut op muer och an de Chômage partiel gefall, an d'Betriber, oft kleng Familljebetriber, hunn ëm hir Existenz, jo souguer ëm hiert Liewenswierk gebaangt. Fir d'DP war et evident, dass de Staat dës Betriber muss ënnert d'Äerm gräifen, fir dass si et duerch dës schwiereg Phas packen. Duerfir sinn ech frou, dass eis Regierung eng ganz Panoplie vun Hëllef an d'Bee gestallt huet, déi geziilt och deem Secteur zeguttkomm sinn. Ouni dës Hëllef wier et schwéier gewiescht fir eis Hoteller, Jugendherbergen a Campingen, mee och fir déi aner Horeca-Betriber, déi vum Tourismus liewen. Wa mer haut op déi zwee Joer Pandemie zrëckkucken, kann een awer soen, dass mer nach mat engem bloen A dovukomm sinn.

Fir mech gétt et dräi grouss Grënn, firwat den Tourismussecteur et plus ou moins duerch dës Kris gepackt huet: de 50-Euro-Bong, geziilt Campingen, déi vun der Tourismusdirektioun am Wirtschaftsministère gemaach goufen, an déi breetgefächert Krisenhëllef, déi d'Regierung op d'Bee gestallt huet.

Fir d'éischt zum 50-Euro-Bong. Wéinst de Reesrestriktiounen am Joer eent vun der Pandemie hu vill Leit hir Vakanz missen ofsoen. Laang Reese mam Fliger waren net méi denkbar. Kee wusst, wéi et géif weidergoen. Wéi dunn déi éischt Ouverture koom, waren d'Leit virsiichteg. Se wollten net wäit reesen an hu sech och éischter spontan decidéiert, enzousch hingen.

D'Iddi vum 50-Euro-Bong, fir dass d'Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen oder schaffen, Vakanz doheem maachen an d'Pandemie als Geleechtheet gesinn, hiert Land emol richteg kennen ze léieren, koom du genau geleen. D'Rechnung ass och opgaangen. Iwwer 140.000 Bonge goufen ageléist. Dat sinn iwwer 140.000 Leit, déi op d'mannst eng Nuecht an engem Lëtzebuurger Hotel, Camping oder engem Gîte verbuecht hunn, fir eist Land ze entdecken.

Wann ee weess, dass d'Lëtzebuurger gäre während hire Reesen och e gudden Maufel iessen an och e gudden Pättchen drénken, da kann ee sech denken, dass d'Rechnung och fir eis Betriber opgaangen ass. Si konnten eng nei Clientèle empfänken, fir déi Lëtzebuerg ënner aneren Ëmstand net onbedéngt d'Zilland Nummer 1 gewiescht wär. Nei Clienté sinn an engem Secteur wéi dem Tourismus ganz wichteg. Et louch och un de Betriber, dës nei Clienten ze weisen, wat eist Land ze bidden huet, an hinnen et schmackhaft ze maachen, nach eemol erëmzekommen oder hire Frënn eng änelech Rees ze recommandéieren. De Succès vun der Vakanz doheem war souguer esou grouss, dass Lëtzebuerg 2020 d'Vakanzendestinatioun Nummer 1 vun de Lëtzebuurger war, an dat virun den traditionellen Destinatiounen wéi Frankräich oder Spuenien. Dat war du jamais-vu.

Eng zweet Ursach, firwat de Secteur awer nach gutt duerch déi schwéier Zäit koom ass, war déi adaptéiert Publicitéitscampagne. Statt, wéi et an der Zäit üblech war, ze probéieren, d'Leit aus der ganzer Welt op Lëtzebuerg ze zéien, gouf an deenen zwee Pandemiejore geziilt e Publikum ugesprach, dat nobäi wunnt an esou och flexibel mam Auto kann ureesen. Däitschland, Frankräich, Holland an d'Belsch an och Lëtzebuerg waren do Zilmarchéen. Während der Pandemie ware Spontanitéit, Flexibilitéit a Proximitéit nei Krittären, déi beim Buche vun enger Rees ganz wichteg waren.

Eng drëtt a mat déi wichtegst Ursach, firwat den Tourismussecteur mat engem bloen A dovukomm ass, sinn awer déi breetgefächert Hëllef, déi eis Regierung en place gesat huet. Eis Betriber hate während der Kris Phasen, an deene se konnte Leit empfänken, Phasen, an deene se hu missen zou hunn, a Phasen, an deene se konnten op hunn, mee d'Leit awer nach hesitéiert hunn. Besonnesch fir d'Phasen ofzedecken, dass de Staat hinne mat enger Panoplie vun Hëllef d'Leit duerch dës schwiereg Zäit hëllef.

Ech erënneren eng Käier kuerz un déi vill Hëllef; et ass schonn eng Zäit hier, se goufen nach net alleguerter genannt.

Et gouf eng éischt Indemnitéit d'urgence fir Independanten, eng zweet Indemnitéit d'urgence fir Independanten, dunn eng éischt Indemnitéit fir Mikro- a Klengentreisen, eng zweet Indemnitéit fir Mikro- a Klengentreisen, eng Indemnitéit d'urgence fir PMEen, déi tëschent 10 an 20 Leit ugestallt hunn, eng drëtt Indemnitéit d'urgence fir Independanten, eng spezifesche Hëllef fir de Commerce, d'Aide pour la lutte contre le Covid-19, d'Aide, fir de Salaire social minimum auszegläichen, d'Avance remboursable, d'Aide fir nohaltig Investissementer während der Covidzäit, d'Staatsgarantië fir Prëten. An da gouf et nach dräi Aiden, déi

bis haut nach gëllen, déi sech awer an enger Phasing-out-Phas befannen. Et sinn dat de Chômage partiel, d'Aide coûts non couverts an d'Aide de relance.

An deenen zwee Joer hu mer mat dësen insgesamt eelef verschiddenen Hëllefene iwwer 550 Milliounen Euro un eis Betriber ausbezuel. Bei all deenen Hëllefene, déi ënnert den Temporary Framework gefall sinn, hu mir och de kompletten europäesche Kader bis zum Schluss ausgenutzt.

Meng Kolleeegin, d'Presidentin vun der Mëttelstandskommissioun, d'Simone Beissel, huet et schonn e puermol hei op der Tribün gesot: Eis Strategie war hëllefene, adaptéieren a verlängere. Ganz nom Prinzip: Sinn d'Restriktiounen an d'Luucht gaangen, sinn och d'Hëllefene an d'Luucht gaangen; gouf dunn awer gelockert, da sinn och d'Hëllefene erfrogeschraaft ginn.

Wa mer elo op déi zwee Joer zrëckkucken, da sinn och der Meenung, dass d'Aart a Weis, wéi mer eis Betriber, besonnesch déi aus dem Tourismussektor, an dëser schwéierer Zäit bis zum Schluss vun der Kris begleet hunn, duerchaus positiv ze bewäerten ass.

Ech wëll och hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Tourismusminister Lex Delles a sengen Beamten e grouse Merci ze soen. Et ass vill während der Pandemie geschafft ginn, an notament d'Unzuel vun den Demanden, déi an Ärem Ministère während der Kris traitéiert goufen, war enorm. De Minister a seng Leit haten trotzdeem ëmmer en oppent Ouer fir déi Concernéiert a ware beméit, dass d'Hëllefene esou séier an onkomplizéiert wéi méiglech ausbezuel goufen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, wann een eppes Positives aus dëser Kris wëllt zéien, déi den Tourismussektor uerg strapazéiert huet, dann, dass mir alleguerten eist Land, dass mir Lëtzebuerg nei oder iwwerhaapt emol entdeckt hunn. Dat wär net onbedéngt geschitt, wa keng Pandemie gewiescht wier an d'Reese méi wäit an d'Ausland weider méiglech gewiescht wären.

Fir eis Acteuren am Tourismusberäich ass dat eng deelweis nei Clientèle, déi et elo géllt ze fideliséieren. Et muss een och net ëmmer ganz wäit fortgoen. E puer Deeg Vëlofueren oder Wandere zu Lëtzebuerg mat där enger oder anerer Iwweruechtung an engem gudden Mäufel an engem gudden Patt – ech kommen drop zrëck – ass och Vakanz.

An och, wann eist Land eng kleng Fläch huet, Lëtzebuerg huet dach immens vill ze bidden. Ech denken dobäi un déi schéin Naturlandschaften mat hire Wander- a Vëlosweeër, hire Séien a Schlässer. Natierlech denken ech dobäi och u meng Regioun, virop un de Mëllerdall, wou den Natur- & Geopark Mëllerdall ganz rezent an d'Netzwerk vun den Unesco Global Geoparks opgeholl ginn ass.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | D'Stad Lëtzebuerg, eis Haaptstad, war, ass a bleift en touristeschen Highlight, ënner anerem mat de Kasematten, déi jo rezent en neie Look kritt hunn, doriwwer eraus awer och mat enger ganzer Panoplie un historeschen a kulturellen Attraktiounen.

Ech denken awer och un eis Musel mat klenger symphesche Wënzerdierfer, gesellege Wäistuffen an hoffentlech gläich och nees engem flotte Wäimusee zu Éinen.

Une voix | A! Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | An net ze vergiessen de Süde vum Land mat senger Industriegeschicht,

mee och sengen Naturschutzgebieder an dëst Joer och Esch2022.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | An d'Brauerei!

Une autre voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | An de Parc merveilleux zu Beetebuerg!

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech kann net extensiv, Här Graas, op alleguerten d'Attraktiounen agoen!

M. Gusty Graas (DP) | Déi Risenattraktioun aus dem Land!

(Interruptions et hilarité)

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci. Mee Dir wësst alleguerten, Lëtzebuerg huet immens vill ze bidden.

Une voix | Richtig!

Une autre voix | Selbstverständlech.

Mme Carole Hartmann (DP) | Kolleegeinnen a Kollegeen, ...

M. Marc Spautz, Président de séance | D'Madamm Hartmann huet d'Wuert, soss keen. Madamm Hartmann, loosst Iech net stéieren!

(Interruption)

Mme Carole Hartmann (DP) | ... no der Coronakris, déi mer hoffentlech hannert eis hunn, géllt et elo fir den Tourismussektor, erëm duerchezestarten. Leider stellt d'Energiekris och dëse Sektor virun nei Herausforderungen. Alles gétt méi deier, an ech mengen, dass och d'Präisser an eise Restauranten an Iwweruechtungsstrukturen no uewen ugepasst kéinte ginn. Et sinn onsécher Zäiten, mee ech mengen, dass d'Leit no zwee Joer Pandemie erëm e bësse méi Fräiheet brauchen an och wëllen. An zur Fräiheet gehéiert eeben och d'Reesen derzou an an de Restauranten goen.

D'lescht Woch war ech op der Presentatioun vun der neier Tourismusstrategie fir Lëtzebuerg an ech hu gesinn, dass och d'Erfahrungen aus der Kris mat an déi nei Strategie agefloss sinn. Dat ass gutt a richtig. Et huet ee sech missen déi richtig Froe stellen: Wat huet eist Land ze bidden? A wien ass dorunner interesséiert? Dat si fir mech déi zwou wichtegst Froen an deem Kontext, besonnesch fir d'Zukunft vum Sektor.

Eist Land huet un eischer Stell vill Natur ze bidden. Dat sinn ideal Virussetzunge fir déi sougenannten Aktivtouristen, Leit, déi e puer Deeg wandere oder Vëlo fuere ginn. Duerfir sinn ech frou, dass mer och an Zukunft weiderhin an och méi intensiv a geziilt esou Touristen usprieche wëllen, sief dat op spezialiséierte Foiren an noen Ausland oder och an der Fachpress, déi dës Clientèle liest.

Hautzudaags leeft d'Promotioun awer natierlech och op de soziale Medien an iwwer Applikatiounen wéi d'VisitLuxembourg-App. Fir den Aktivtourist a beschte Konditiounen ze begreissen, ass a bleift et wichtig, eng intakt Infrastruktur opzeweisen. Ech denken do virop un d'Wëeër, d'Wanderweeër an hir Beschëldung, déi an Zesummenaarbecht tëschent den nationalen, regionalen a lokalen Acteuren ënnerhalen an à jour gehale mussen ginn.

Nieft naturno soll eisen Tourismus awer och nohalteg a modern sinn. Net all Etablissement hei zu Lëtzebuerg hat bis elo d'Chance, seng Infrastrukturen ze moderniséieren. Wann ee wëllt e qualitativ héichwäertegen Tourismus promovéieren, da gehéieren awer och modern an adequat Strukturen dozou, déi den haitege Besoinen vun de Leit entsprechen.

Duerfir ass et wichtig, dass de Ministère och weiderhin eis Betriber finanziell ënnerstëtz fir Renovatiounen, Modernisatiounen, awer och, fir sech digital

op den neiste Stand ze bréngen. Well wie modern seet, seet och digital. Dat geet vum Optritt op enger Homepage bis zum digitale Bezuelen, mee och dem schnellen Internet. Och wann een elo net soll an der Vakanz onbedéngt permanent mam Handy spillen, esou ass e gudden Internetreseau awer eppes, wat den Tourist vun haut och erwaart.

Wann ee vu moderne Strukture schwätzt, denkt een awer och un Accessibilitéit, sief dat fir Leit, déi eng Behënnerung hunn, awer och fir Leit, déi aus Altersgrënn net méi esou gutt ze Fouss sinn oder net méi gutt gesinn, oder och déi jonk Famillje mat Kannerkutschen, déi ënnerwee sinn. Och fir si sollen eis Infrastrukturen zougänglech sinn an d'barrièrefräit Reese muss weider promovéiert ginn.

En anere Piler, op deen déi nei Tourismusstrategie setzt, ass de Kultur- a Gedenktourismus. Bei Gedenktourismus denkt ee vläicht un amerikanesch Touristen, déi um Kierfech hire verstuere Virfare gedenken. A Wierklechkeet ass dëse Sektor awer vill méi breet. Ech denken do un de Süde vum Land, wou een entdeckt kann, wéi mir fréier aus Äerz de Rächtum vun eise Land opgebaut hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech denken awer och un d'Europäesch Unioun. Als Grënnungsmitglied hu mir do eng ganz besonnesch Roll gespillt. Zu Schengen hu mir e Musée, a kierzlech huet de Staat och déi al Marie-Astrid opkaaft, op där d'Schengener Verdrag ënnerschriwwen goufen. Och dat interesséiert d'Leit, déi bei eis kommen.

Här President, Kolleegeinnen a Kollegeen, während der Coronapandemie waren d'Kuerztrippen an d'Dagesausflug generell méi gefrot. Och wa mer weiderhin Touristen sollen unzéien, déi méi laang zu Lëtzebuerg bleiwen, traditionell op engem vun de ville Campingen am Land, awer och an eise moderne Beherbergungsstrukturen, sollte mer eis touristesch Offer awer och op déi méi grouss Unzuel un Dagestouristen aus dem In- an Ausland ausrichten. An zwee bis dräi Deeg kann een hei zu Lëtzebuerg och vill maachen a gesinn.

Duerfir géif ech et och wichtig fannen, dass ee Weekend-Package ausschafft mat engem komplette Programm an déi dann och esou vermaart. Eng Nuecht an der Stad an eng am Éislek oder op der Musel zum Beispill mat engem Programm, an deen een eng jett Saachen apake kann: en Tour duerch d'Kasematten, eng Visitt vum Palais, en Tour duerch d'Wéngerte mat enger Degustatioun, e Vëlos- oder Wandertour duerch de Mëllerdall, eng Visitt vun Esch2022 oder och eng Visitt vun engem vun eise ville Schlässer. Ech mengen, d'Méiglechkeete sinn do enorm villfältig an et ass och fir jiddereen eppes derbäi. Eis Regione sinn esou verschidden an awer esou no beieneen.

Ech sinn och der Meenung, dass mer eise Flughafen, deen elo haut nach net genannt ginn ass, och an eis Strategie onbedéngt sollten abannen. De Findel ass fir eist Land an den Tourismus e Risenatout. Wann een d'Destinatiounen kuckt, déi mëttlerweil ugeflu ginn, ass d'Offer enorm grouss ginn. Vum Findel aus ginn och zum Beispill vill Stadreesen iwwer de Weekend ugebueden, zum Beispill op Hamburg oder Berlin, déi do ganz beléift sinn. Et flitt ee freides moies dohinner a sondes owes kënnst een zrëck.

Mir sollten à l'inverse och probéieren, d'Berliner, d'Hamburger an och anerer op Lëtzebuerg fir e Weekend unzezéien. D'Fluchverbindung ass do, kommt, mir notzen dës Chance!

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Do kéint een, wéi gesot, och Package ubidden mat engem Vol, zwou

Iwwernuechtungen an engem flotte Programm. Ech mengen, dass mer op dësem Punkt nach vill Potenzial hunn.

Här President, d'Pandemie huet besonnesch dem Kongresstourismus, deen amgaange war, sech hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen, de Wand aus de Seegele geholl. Vill Foiren a Kongresser goufen ofgesot, aner goufen digital ofgehalen. Dëse Secteur gëllt et, elo nees nei ze lancéieren.

D'Virussetzunge si ginn hei zu Lëtzebuerg, ënner ane rem am MICE-Cluster, deen als Zil huet, speziell dës Nisch weiderzeentwéckelen. De Kongresstourismus ass och complémentaire zu dem Fräizäittourismus, dee sech generell méi op de Weekend konzentréiert. D'Infrastrukturen derfir hu mer. Ech denke virop un de grouse Conventioncenter, d'Foireshalen an eng ganz Rei Hoteller, déi mer och um Kierchbiereg no derbäi hunn, no beim Flughafen, no bei der Gare, an an noer Zukunft wäert den Tram dës dräi och matenee verbannen.

Nieft der Stad Lëtzebuerg gëtt et entre-temps awer och am ländleche Raum méi oder manner grouss Hoteller, Zentren a soss Infrastrukturen, wou och Kongresser oder soss Eventer kënnen ofgehal ginn.

Kolleginnen a Kollegen, zu eiser Kultur gehéieren och lokal a regional Spezialitéiten. Déi neist Tourismusstrategie nennt dat „Kulinarik und Wein“, op gutt Lëtzebuergesch: „Fir Essen an Drénken ass beschtens gesuergt.“ Während der Pandemie huet dat Lokaalt a Regionaalt generell nees zougeholl. Mir sollten dëst onbedéngt weider an d'Vitrinn stellen. Duerfir gefält mir besonnesch gutt déi nei Campagne „Lëtzebuerg genéissen“, wou während dem ganze Summer en Dësch fir 100 Leit op sechs flotten, verschiddene Plazen am Land wäert opgeriicht ginn an e Chefkach Spezialitéiten aus de Regiounen ubidde wäert.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir weisen de Leit domat, wat eist Land kulinaresch ze bidden huet, begleet vun engem gudden Patt Wäin – ech kommen ëmmer erëm drop zrëck – oder engem gudden Béier vun heiheim.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Lokal a regional gëtt och beim Konzept vum „Guide for one day“ geduecht. Statt engem professionelle Guide kritt een en Deel vun eise Land vun engem Guide presentéiert, dee grad an där Regioun oder an där Stad leeft.

Här President, den Titel vun der neier Tourismusstrategie ass „Mënschen, Regiounen an Économie“, eng fir mech ganz gutt Zesummefassung vun enger Strategie, déi de Bedierfnesser vun eise Secteur gerecht gëtt a mat där mer kloer weisen, a wat fir eng Richtung et soll goen.

Duerfir ass et mir och net baang fir d'Zukunft vum Tourismussektor. An ech hoffen, dass eis Betriber elo erëm voll duerchstarte kënnen. D'Ziele fir déi nächst Wochen a Méint schéngen villversprechend ze sinn. Mir drécken allegueren d'Daumen, dass déi annoncéiert Touristen de Wee an eis Regiounen och fannen a virun allem, dass se hei zu Lëtzebuerg eng schéin Zäit wäerten hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschtenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir befaassen

eis haut heibanne mat den Zukunftsperspektive vum Tourismus hei zu Lëtzebuerg. Merci der Madamm Empain fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun.

Eisen Tourismussektor hei zu Lëtzebuerg huet während Joren ëmmer nei Rekordzuele geschriwwen. Mee duerch d'Pandemie huet de Secteur staark gelidden. No zwee Joer Pandemie ass et wichtig, haut hei op dëser Plaz eng Kéier de Point ze maachen, wéi den Tourismussektor duerch d'Pandemie komm ass, wat d'Erausforderunge vun haut a muer fir dëse Secteur sinn a wéi d'Strategie vun der Regierung ausgesäit, fir eisen Tourismussektor fit fir d'Zukunft ze maachen a fir erëm nei Rekordzuele verzechnen ze kënnen.

Här President, d'Pandemie hat e groussen Impakt op d'Lëtzebuergesche Économie an domat och op Lëtzebuerg als Tourismusstanduert. Eisen Tourismussektor war souguer ee vun de betraffte Secteuren. Den Horeca-Beräich war zäitweis vun enger Fermeture betraff respektiv konnt laang just ënner Restriktiounen schaffen, grad sou wéi d'Touristenattraktiounen net konnten opnuen oder just limitéiert Gästchen empfanke konnten. De Kongresstourismus war als Éischt vun där Pandemie betraff a wäert nach laang brauchen, fir sech erëm ze erhuelen.

Eisen Tourismus mécht an normalen Zäiten 8 % vun eise PIB aus, assuréiert Zéngtausende vun Aarbechtsplazen, setzt d'Atoute vun eise Land en valeur a verbessert domat och d'Liewensqualität vun eiser Gesellschaft. Dofir war et fir d'Regierung wichtig, dëse Secteur während der Pandemie ze ënnerstëtzen a se huet deemno eng ganz Rei vu Mesuren en place gesat. Ech erënnere hei un de Chômage partiel, un d'PME-Aiden an och un d'Initiativ „Restart Tourism“ d'lescht Joer, déi Aktioun wéi zum Beispill de 50-Euro-Bong lancéiert huet. All dës Initiative vun der Regierung begrësse mir als LSAP ausdrécklech.

Wichtig ass et elo, dass mir an d'Zukunft kucken an eng Strategie hunn, wéi mer dëse geschwächte Secteur erëm fit wëlle maachen a weiderentwéckele wëllen, dass de Secteur den Uforderunge vun haut gerecht gëtt, well d'Konkurrenz ass grouss a jidderee beméit sech, Touristen ze empfanke.

Här President, am Koalitionsaccord ginn zwou Strategien ernimmt. Zum enge ass dat d'Strategie „Tourisme 2022“ fir de Fräizäittourismus an zum aneren ass dat d'Strategie fir de Kongresstourismus. D'Fro, déi sech hei stellt, ass déi, wou mer mat deenen zwou Strategien dru sinn a wéi se duerch d'Pandemie beaflosst gi sinn.

D'Strategie Tourismus 2022 ass virun zwou, dräi Woche vum zoustännegen Minister presentéiert ginn. Si gëtt Äntwerten op d'Erausforderungen, mat deenen de Secteur konfrontéiert ass a gëtt d'Richtung un, wéi eng Aktiounen an Zukunft sollen émgesat ginn. Am Fokus steet net nëmmen den Tourist, deen aus dem Ausland kënnt, mee och d'Bevëlkerung inklusiv d'Frontalieren, deenen hir Liewensqualität duerch den Tourismus och hei zu Lëtzebuerg soll verbessert ginn. Mee et ginn zwou Grundvoraussetzungen, fir dës Strategie kënnen émsetzen. Zum enge sinn dat d'Acteuren aus dem Tourismussektor, déi all zesumme mussen dëse Wee wëlle goen. Zum aneren muss d'Regierung sech deen néidege finanzielle Kader ginn.

Här President, d'Acteuren aus dem Tourismussektor, dat sinn d'Betriber, d'Gemengen, d'ASBLen an d'Leit, déi an deene jeeeweilege Regiounen wunnen a schaffen. Den ORTen hir Aufgab ass et, déi jeeeweileg Regioun mat den Acteuren zesummen ze promovéieren a weiderzeentwéckelen. D'ORTen hunn deemno eng ganz wichteg Roll. Si sinn déi, déi hir Regioun am beschte kennen an domat och am beschten en valeur

setze kënnen. Mee et ass wichtig, dass d'Kommunikatioun vun deenen eenzelen ORTen zesumme mam LCTO an dem LFT geschitt, well den Tourist aus dem Ausland, dee kritt net mat, wann hie vun där enger an déi aner Regioun kënnt. Et muss eng eenheetlech Kommunikatioun ginn an den Tourist muss iwwert d'ganz Land begleet ginn. D'Stéchwuert hei fir d'ORTen ass a soll eng verbessert Vernetzung sinn.

Ech wëll an deem Sënn de Pilotprojet ervirhiewen, deen de Minister rezent lancéiert huet, wou den ORT Norde méi mam LFT zesummeschafft, fir esou och Synergien ze schafen, wat zum Beispill de Marketing, d'Digitalisatioun oder d'Comptabilitéit betrëfft.

Och sollen an Zukunft d'Personalkäschte vun den ORTen iwwerholl ginn, soudass d'ORTen an de Regiounen, déi jo mam Ministère konventionéiert sinn, hir Enveloppe budgétaire eleng fir hir Projeten notze kënnen. De Budget vun den ORTen ass nämlech wichteg, fir dass si d'Moyenen hunn, fir hir Regioun mat neie Projete weiderzeentwéckelen.

Ech wëll an deem Zesammenhang och erwänen, dass et scho verschidde Stied gëtt, déi eng Taxe de séjour agefouert hunn, e Montant, deen den Tourist bei senger Iwwernuechtung zousätzlech bezuelt, deen dann un d'Gemenge respektiv un den ORT weidergeet a genotzt gëtt, fir weider Investitiounen ze maachen.

Rezent ass an der Regioun Mëllerdall dës Taxe de séjour decidéiert ginn. Eng Rei Gemengen huet se schonn agefouert, awer nach net all. Dëst weist virun allem, dass an der Regioun méi Suen néideg sinn, fir de Programm, deen den ORT wëlle huet, émsetzen. Deemno misst ee grondsätzlech driwwer nodenken, ob déi finanziell Enveloppe, déi all d'ORTE kréien, duergeet oder ob de Staat den ORTen nach méi Moyene muss ginn, dass se hire Programm, dee se sech virstellen, émsetze kënnen. Dorop wäert de Minister sécher herno agoen, wéi d'Budgeten och vun den ORTe fir déi nächst fënnf Joer virgesi sinn.

Här President, niewent deene Budgeten, déi den ORTen an de Regiounen zur Verfügung gestallt ginn, ass awer virun allem de Budget vum Fënnfjoresplang vum Tourismus elementar, do wou d'Regierung sech déi finanziell Méiglechkeete gëtt, fir iwwerhaupt kënnen hir Strategie émsetzen. De Plan quinquennal definéiert ënner anere am wéi eng Projeten déi nächst fënnf Joer investéiert gëtt. Am leschten Tourismusplang waren net manner wéi 60 Milliounen virgesinn, fir an de Lëtzebuergesche Tourismus iwwert déi nächst fënnf Joer ze investéieren.

Ech géif hei gäre vum Minister wëssen, wéi vill Milliounen Euro vun dësem Budget bis elo ausbezuelte goufen a wéi vill Projeten eventuell duerch d'Pandemie a Verzug komm sinn.

Den neie Fënnfjoresplang fir den Tourismus wäert de Minister eis wuel an deenen nächste Woche presentéieren, well dësen ab dem Joer 2023 gëlle soll. An et ass wichtig, dass grad no zwee Joer Pandemie d'Acteuren aus dem Secteur Perspektive gebuede kréien, wou si an Zukunft finanziell ënnerstëtzt ginn a wéi eng nei Projete fir den Tourismus émgesat gi wäerten, well wann dës Pandemie zu eppes gefouert huet, da bei ville Betriber zu eidele Keese respektiv zu Reserven, déi opgebraucht sinn, déi awer esou dréngend néideg wäere fir ze investéieren, well all Betrib ass nëmmen esou erfollegräich wéi en och innovativ an attraktiv fir d'Leit ass. An do spille bekanntlech d'Investitiounen eng wichteg Roll.

An deem Kontext wéilt ech de Minister och froen, ob en eis scho ka soen, a wéi eng Richtung déi finanziell Enveloppe fir den neie Fënnfjoresplang wäert goen. Ech erënnere mech, dass beim leschte

Fënnefjoresplang d'Regierung sech 20 Milliounen Euro méi Budget ginn huet, wéi bei deem vieregten. Ass och bei deem neie Fënnefjoresplang, dee kënnt, eng Augmentatioun virgesinn?

Här President, wa mer eppes an der Pandemie geléiert hunn, dann ass et d'Feststellung, dass d'Digitaliséierung ëmmer méi wichteg gëtt an dass mer net derlaanscht kommen, fir grad an deem Beräich massiv ze investéieren. Vill Betriber hu sech während der Pandemie digital nei opgestallt. Verschiddener sinn do haut scho ganz wäit. Ech denken hei un nei modern Internetsäite mat Servicer wéi Onlinebuchungen oder Onlineshopping, déi ëmgesat goufen.

Allerdéngs ginn et awer och Betriber, déi nach net esou wäit sinn, déi déi digital Transformatioun nach viru sech hunn, déi déi digital Vitriinn nach net fir sech entdeckt hunn oder och d'Virdeeler vun der Digitalisatioun am Bezuch op hiren Alldag net notzen. Ech denken do u Programmer fir Buchungen oder fir d'Comptabilitéit ze optiméieren.

Ech weess, dass et déi Initiativ Fit 4 Digital gëtt, wou de Betriber gehollef gëtt, sech ze digitaliséieren. All Betrib gëtt no senger Besoine beroden a gëtt virun allem och bei der Ëmsetzung begleet. Hei géif ech gär vum Minister wëssen, wéi vill Betriber aus dem Tourismussecteur schonn un där Initiativ deelgeholl hunn an a wéi engem Zäitraum d'Nofro, fir un där Initiativ deelzehuelen, och kontinuéierlech eropgeet.

Här President, d'Digitaliséierung ass net nëmme wichteg bei de Betriber oder deenen eenzelen Attraktiounen, mee och beim Staat selwer. Den Tourismusministère muss derfir suergen, dass Lëtzebuerg als Tourismusstanduert den Erausforderunge vun haut gerecht gëtt. Den Tourist sicht haut vill Informatiounen iwwer seng Destinatioun online a wëllt och während sengem Openthalt online mat Informatiounen begleet ginn.

Dofir begrësse mir ausdrécklech, dass Lëtzebuerg endlech eng App krut huet, déi den Tourist während sengem Openthalt hei zu Lëtzebuerg begleet. Ech weess, dass dëst schonn e Projet vum Francine Cloener war, dat déi App léiwer schonn éischter lancéiert hätt wéi eréischt d'lescht Joer. Déi App – „VisitLuxembourg“ heescht se – ass nämlech endlech leschte Summer online gaangen. Et ass eng App, déi net nëmme den Tourist aus dem Ausland begleet, mee och de Lëtzeburger selwer, dee Lëtzebuerg entdeckt wëll. An deem Sënn interesséiert et mech, ob de Minister eis soe kann, vu wéi ville Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, déi App schonn erofgeluede gouf a genotzt gëtt respektiv wéi d'Zuele sech vu Mount zu Mount entwéckelen.

Här President, wann ech vun Digitaliséierung schwätzen, da läit et op der Hand, och vun der Kommunikatioun ze schwätzen, déi och digital muss ausgeriicht sinn, dat zesummen an eenheetlech iwwert eist ganz Land. Eist Land ass a fënnf Regiounen ënnerdeelt, wou déi eenzel ORTe fir d'Vermaartung vun der Regioun zoustänneg sinn. Do derniewent gëtt et och nach den LCTO, deen d'Stad Lëtzebuerg promovéiert an den LFT, deen am Ausland d'Touristen op Lëtzebuerg opmierksam maache soll. Et ass immens wichteg, dass hei d'Opfriede vun deene siwen Acteuren eenheetlech ass, dass d'Acteuren hei zesummeschaffen, fir Lëtzebuerg als eng Destinatioun ze vermaarten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo grad scho vun der Kommunikatioun geschwat, déi muss passen. Weesentlech ass awer, dass eis Offer attraktiv ass, dass d'Touriste gären an eist Land kommen, begeeschtert sinn an zrëckkommen. Et ass haut hei scho ganz vill iwwert d'Offer geschwat ginn, sief

dat iwwert d'Iwwernuechtungsméiglechkeeten, déi mer brauchen, Attraktiounen, déi mer zousätzlech zu eisem Patrimoine, eiser Natur a Kultur schaffe mussen an och iwwer eis Betriber, déi zur Attraktivitéit vu Lëtzebuerg bäidroen. Dofir brauche mer ganz vill gutt an engagéiert Leit an deem Secteur, deenen et all Dag Freed mécht, eis Gäscht wëllkomm ze heeschen an hinnen eist Land ze weisen.

Ech wëll dofir hei op deser Plaz all deene Leit, déi an deem Secteur schaffen, mee och deene ville Benevolen, ouni déi et net géif goen, Merci soen, dass si all Dag eis Gäscht an och eis an hire Regiounen wëllkomm heeschen. Si maachen all eng formidabel Aarbecht an dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass d'Regierung dem Tourismussecteur hëlleft, dat, wat en all déi Joren opgebaut huet, erëm un d'Rullen ze kréien an dass et him geléngt, erëm u seng Erfolleger vu virun der Pandemie unzeknäppen.

Här President, ech wëll an deem Debat och eng Kéier d'Initiative vun deene fënnf LEADER-Regiounen (ndlr: LEADER steet fir „Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale“) ervirhiewen, déi net onweesentlech fir d'Entwécklung vum Tourismus hei zu Lëtzebuerg sinn. Och wann d'LEADER-Regiounen, déi mat europäesche Gelder iwwert de Landwirtschaftsministère finanziert ginn, éischter d'Zil hunn, de ländleche Raum weiderzuentwéckelen, spille si awer och eng ganz wichteg Roll, fir d'Tourismusoffer am ländleche Raum méi attraktiv ze gestalten. Si investéieren virun allem an innovativ Projeten, déi um Enn net nëmme den Awunner, mee eeben och dem Tourist, deen op Besuch kënnt, zeguttkommen.

Déi europäesch Initiativ LEADER huet d'lescht Joer hiren 30. Anniversaire gefeiert. Während där Zäit konnte 575 Projeten a 60 Gemenge realiséiert ginn. 46,2 Milliounen Euro sinn a Projete säitdeem investéiert ginn, déi an enker Kollaboratioun mat Gemengen oder Awunner ganz nom Prinzip Bottom-up ëmgesat gi sinn. D'Zil vun der Initiativ LEADER ass et virun allem, an d'Kreativitéit an an d'Iddie vun de Leit ze investéieren an net an d'Infrastrukturen.

Sou konnt schonn eng ganz Rei Projeten, déi och eng Plus-value fir d'Touriste schafen, ëmgesat ginn. Zum Beispill de Wanderwee Mëllerdall Trail, d'Lauschtouren am Miselerland an d'Entwécklung vun deenen éischte Mountainbikepisten am Éislek si just dräi LEADER-Projeten, déi ëmgesat goufen an domat déi touristesch Offer hei am Land beräicheren.

Och hunn déi verschidde LEADER-Regiounen weesentlech matgeholf, d'Naturparken ze schafen, déi haut en Argument fir den Tourist aus dem Ausland sinn, fir an des Regiounen ze reesen. Deemo ass et wichteg, dass d'LEADER-Regiounen och mat deem neien Agrargesetz, dat 2023 a Kraaft soll treden, weiderhin déi néideg finanziell Ënnerstëtzung kréien, fir de ländleche Raum weiderzuentwéckelen an domat och d'Offer fir d'Touristen ze erweidern.

Här President, mir hu schon oft heibannen driwwer geschwat, dass mer grad am ländleche Raum Problemer hunn, dass ëmmer méi Hoteller verschwannen oder net iwwerholl ginn. 1995 gouf et am Éislek nach 127 Hoteller, haut sinn et der manner wéi d'Hallschent. Am Mëllerdall ass d'Zuel vun 78 op 28 Hoteller zrëckgaangen. Eng rezent Etüd vum LEADER huet déi alarmant Tendenz am Mëllerdall confirméiert: Iwwer 70 % vun den Hotelieren a Campingbesëtzer mussen an deenen nächste véier Joer e Successeur fannen an dat ass enorm.

An deem Kontext hat de Minister eng Kéier heibanne gesot, dass hien e Groupe de travail en place gesat hätt, dee sech mat där Problematik géif beschäftegen

an no Léisunge mat de concernéierte Betriber géif sichen. Ech wollt de Minister froen, wou dese Groupe de travail mat sengen Aarbechten drun ass? Konnten hei scho positiv Konklusione gezu ginn, wéi een déi Problematik an Zukunft ugoe kann?

Doriwwer eraus sot de Minister eis awer och, dass et Plaze gëtt, wou et Demandé gëtt, fir nei Hoteller, Giten oder Aubergë kënnen ze maachen. Vläch kann de Minister eis och soen, ob d'Pandemie des Nofro beaflosst huet oder ob nei Projeten, wat d'Iwwernuechtungsméiglechkeete betrëfft, an de Startlächer stinn.

Här President, ech hu grad iwwert d'Iwwernuechtungsméiglechkeete geschwat. Déi si wichteg, fir dass iwwerhaupt Leit op Lëtzebuerg kommen an hir Vakanz hei verbréngen kënnen, well eng Destinatioun nëmme esou attraktiv ass wéi och hir Offer un Hoteller an Hebergementer. An deem Sënn wollt ech de Minister froen, wéi et mat Iwwernuechtungsméiglechkeete weidergeet, déi iwwer Onlineplattformen vu private Leit ugebuede ginn. A wéi engem Zäitraum wäert do de legale Kader kommen a weess de Minister, wéi vill Iwwernuechtungsméiglechkeeten op deem Wee iwwerhaupt hei zu Lëtzebuerg ugebuede ginn? Ech weess, dass mer de Sujet an der leschter Mëttelstandskommissioun haten, mee vläch kann de Minister haut hei nach eng Kéier dorop agoen an dorop, wéi hie virun allem och den Timing do gesäit.

Här President, ech hat et virun ugesprach: De Koalitionsaccord gesäit och eng Strategie vir, fir de Kongresstourismus ze stäerken. D'Zil war et, Lëtzebuerg als eng vun den Top 50 internationale Kongressdestinatiounen ze etabléieren. Laut Etüde gëtt nämlech de Kongresstourist dräimol méi Suen aus wéi en Tourist, deen op Lëtzebuerg kënnt, fir seng Fräizäit ze verbréngen. Deen neie Luxembourg Convention Bureau, dee kuerz virun der Pandemie gegrënnt ginn ass, sollt hëllefen, dëst Zil ze errechen, mee hat natierlech duerch d'Pandemie do net déi beschten Ausgangspositioun.

De Kongresstourismus war deen éischten, dee vun der Pandemie betraff war, a wäert nach vill Zäit brauchen, fir sech ze erhuelen. Des Weideren huet dee Secteur sech verännert. D'Warscheinlechkeet ass grouss, dass digital Kongresser, virtuell Foiren oder Webinare fir vill Betriber och no der Pandemie Realitéit sinn. Och wann et net esou attraktiv ass, ass et awer manner zäit- a käschtenintensiv. Dofir ass et wichteg ze wëssen, wéi et weidergeet. Bleift den Ausbau vum MICE-Tourismus eent vun de groussen Ziler vun der Tourismuspolitik hei zu Lëtzebuerg oder muss mer konsequent ëmdenken an nei Weeër goen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Minister huet virun e puer Wochen an engem Interview gesot, dass et dëst Joer Hoffnung gëtt, nees an eng Situatioun wéi virun der Kris ze kommen. Et schéngt, wéi wann et den Tourismusbetriber esou lues nees besser geet. De Besoin u staatlechen Hëllef fir de Secteur hëlt of. Esou sinn zum Beispill d'Demandé fir d'Aide de relance staark zrëckgaangen. Am Mäerz waren et 80 Demanden, am Géigesaz zu 1.500 Demandé während dem Héichpunkt vun der Pandemie.

D'Tourismussaison huet gutt ugefaangen an d'Reservatiounszuelen an den Hoteller klammen nees. Vill Leit komme sech Lëtzebuerg ukucken. D'Ufroe fir Iwwernuechtunge klammen, d'Campinge si ganz gutt an déi nei Saison gestart. Am Géigesaz zu deenen zwee leschte Coronajoren, wou d'Leit oft kuerzfristeg gebucht hunn, ginn d'Summerreservatiounen dëst Joer nees méi wäit am Viraus gebucht. Wat de Businesstourismus ugeet, gëtt et nach vill Sputt no uewen. Och wann d'Unzuel vu klengen Konferenzen

a Meetings nees klëmmt, ass dat nach net de Fall fir grouss Konferenzen an Evenementer. D'Acteuren aus dem Tourismussektor sinn deemno positiv agestallt fir dës Saison.

Här President, den Tourismus huet hei zu Lëtzebuerg e grouse wirtschaftlechen a sozialen Impakt. E schafft ganz vill Aarbechtsplazen a verbessert gläichzäitig d'Liewensqualität vun eiser Gesellschaft. Eist Zil muss et sinn, dass eisen Tourismus wéi virun der Pandemie erëm Rekordzuele schreift. Mir sinn eis a virun allem och de Leit aus deem Sektour, de Betriber, deene ville Salariéen a Benevollten et schëlleg, den Tourismus no der Pandemie net am Stach ze loossen, ze hëllef, erëm dat opzebauen, wat si geschaff hunn, an domat den Tourismus erëm zu engem wichtige Piller vun eiser Wirtschaft ze maachen.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Burton. An da geet et vun der Musel bis ganz uewen an d'Éislek mam honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Jeff Engelen (ADR) | Wat gelift?

Une voix | Dir waart awer och schon op der Musel?

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo. Wien net?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Gitt alles!

M. Jeff Engelen (ADR) | Mir ware schon iwwerall, jo. Sou, bon. Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech der Madamm Stéphanie Empain en häerzleche Merci ausschwätze fir dës Interpellatioun.

D'Covidkris vun de leschten zwee Joer huet den Tourismussektor besonnesch haart getraff. Dese Sektour huet nach just begrenzt kënnen schaffen. Mir mussen Léieren aus dëser Kris zéien a mir mussen eis iwwerleeën, wéi mer de Lëtzebuerger Tourismussektor an Zukunft op méi stabill Bee stelle kënnen.

Den Horeca-Sektour, dee jo d'Basis ass vum Tourismussektor, war keen Hotspot fir Ustiechungen. Restaurants, Cafén an Hotellerie hate sech souguer opwändegt Material ugeschaff wéi zum Beispill Plexiglas, manner Dëscher, fir dann trotzdeem gesot ze kréien, dass se net d'äerfe weiderschaffen. Hei hu mer e ganzen Aarbechtssektor – wann een esou wëllt soen – widdert d'Mauer gefuer. Mee dank staatlecher Hëllef konnt dat awer deels ofgefiedert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Sollt et jeemools zu weidere sanitäre Krise kommen, wat mer all net hoffen, muss d'Politik méi kohärent ginn. Domadder mengen ech, dass d'Politik bei den Decisiounen, déi se hëlt, oppasse muss, wéi déi geholl ginn, an déi mussen ëmmer, besonnesch dann, an der sanitärer Noutwendegkeet geholl ginn, net einfach esou.

Dee klengen, onsiichtbare Virus huet vill Leit veronsécherert an dës Veronsécherung iwwerdréit sech a ville Secteuren nach bis haut. Kuerz gesot: Ganz vill Leit hunn haut nach Angscht virun dësem Virus an dat mécht et schwéier fir d'Zukunft.

Wa Lëtzebuerg fir d'Touriste soll attraktiv sinn, da mussen mer virun allem derfir suergen, dass de Wee op Lëtzebuerg fir eis Gäscht agreabel, onkomplizéiert an och leeschtbar ass. Duerfir hale mer als ADR näischt vun der Diskussioun, fir zum Beispill d'Fléien zousätzlech nach méi deier ze maachen. Mir géifen domadder an eng Situatioun geroden, an där d'Reise via Fliger op Lëtzebuerg sech just nach op déi gutt be-tuucht Clientèle géif beschränken.

An der Statistik aus dem Joer 2020 fält awer och op, dass eis däitsch Gäscht no Holland an no der Belsch mat vill Ofstand just nach déi dréit Plaz beleeden, wat touristesch Reesen op Lëtzebuerg ueget. Dës Feststellung, dass net allze vill däitsch Touristen op Lëtzebuerg kommen, misst eis jo dann derzou beweegen, fir weesentlech méi Promotioun an Däitschland ze maachen. Wéi dat geet, gëtt ons vun engem Geschäftsmann am Norde vum Land ganz erfollegräich virgemaach.

Mir mussen eis och iwwerleeën, wéi mer den däitsche Verkäiersreseau besser a Lëtzebuerg ubanne kënnen. Wien zum Beispill mam Zuch vu Lëtzebuerg op Saarbrécken reese wëll, muss dräi bis véier Stonnen arechnen.

Erlaabt mer nach, méi genee op d'Diskussioun ëm de finanziellen Aspekt vum Tourismus anzugehen. Lëtzebuerg muss sech esou opstellen, dass et keng sozial Diskriminierung beim Reese gëtt. Natierlech solle mer eng grouss Offer u qualitativ héichwärtigen Hoteller hunn. Mir dierfen an deem Kontext awer och déi kleng Leit mam klengen Portmonni net vergiessen an där gëtt et leider ëmmer méi. Zum Beispill beim Implantéieren vu Jugendherbergen ass an deem Kontext nach vill Loft no uewen. Et fält op, dass mer am Kanton Clief wuel Hoteller hunn, dass déi awer och leider zrëckginn, a souguer e Fënnestärenhotel hu mer. Eng Jugendherberg – ech denken do u Clief selwer – feelt awer nach ëmmer.

Tourismus ass ëmmer enk verbonne mat der kultureller Offer. Och hei mussen mer oppassen, dass Kultur a kulturell Aktivitéiten net automatesch en décke Portmonni viraussetzen.

Zu Lëtzebuerg ass och de Campingtourismus nach ëmmer beléift, obschonn mer déi lescht 20 Joer hei e Réckgang hate vu ronn 40 Campingsbetriber. Hei misst emol Ursachefuerschung gemaach ginn, firwat mer dës Campinge verluer hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut vun den Auswierkunge vun enger Kris op den Tourismussektor. Elo goug et nach ëm d'Covidkris, mee aner Krise komme bestëmmt. Och de Krich an der Ukrain ka sech, wat déi finanziell Ofsecherung vun de Leit ueget, zu enger echter Kris entwéckelen. Wann eng Gesellschaft Krisen erlieft, heescht dat och ëmmer, dass en Deel vu senge Bierger, déi finanziell net um ieweschte Wupp sinn, dreet, méi aarm ze ginn. Als ADR setze mir eis an eiser gesamter Politik derfir an, fir dës Entwécklungen ofzefiedere. Eist Land muss sech esou ausrichten, fir et fir eis finanziell mannerbemëttelt Gäscht attraktiv ze maachen, hir Vakanz bei eis ze verbréngen.

Duerfir mussen mer och reegelméisseg investéieren, zum Beispill a Campingen, fir déi attraktiv ze maachen. Jonker, eeler Leit, Leit mat Kanner mussen eng schéi Vakanz och um Camping verbréngen kënnen, wou si eis schéin Natur- a Kulturlandschaften genéisse kënnen.

An deem Kontext begrësse mer och all déi Efforten, déi an de leschte Jore gemaach goufen, fir zum Beispill eis Wanderweeër attraktiv ze gestalten an esou ze beschëlderen, dass se einfach ze suivéieren sinn. Dat selwecht gëllt och fir eis Vélosweeër, woubäi mer allerdéngs nach un engem zesummenhänkenden Netz schaffen mussen.

An deem Kontext mussen een och vläicht nach méi kannerfrëndlech ginn. Well wa Famille mat Kanner kommen, esou muss een wëssen, dass dës Kanner d'Gäscht vu muer kënnen sinn. Hei gesi mer nach Loft no uewen, well d'Kanner interesséieren sech virrangeg net fir eis Kultur, Muséeën an esou weider, mee Kanner hunn deelweis aner Interessien.

Lëtzebuerg muss och a senger Aussenduerstellung méi attraktiv ginn. Scho viru Joren hat d'ADR drop opmierksam gemaach, fir scho beim Ukomme vun eisen auslännesche Gäscht e positivt Bild vu Lëtzebuerg ze promovéieren. Um Findel an op de grouse Garen ass an deem Sënn nach Loft no uewen, fir eise Gäscht e positiven éischten Androck vun eisem Ländchen ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech wëllt dann och eng Klammer opmaachen an nach eemol rappeléieren, dass mer als Land just da bei den Touristen positiv am Gediechtnes bleiwen, wa mer hinnen och weisen, wéi mer sinn. Si solle sech kënnen e Bild maache vun eiser Kultur, eisen Traditiounen, eiser Sprooch an eise Bräich.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Dat gëllt awer och besonnesch fir eis regional Produkter.

Nach ee Wuert zum Kongresstourismus: Duerch d'Covidkris ass et derzou komm, dass vill perséinlech Interaktiounen just nach iwwer den digitale Wee stattfonden hunn. Mir mussen gutt oppassen, dass sech dës Form vum Zesummekommen net op eng ongesond Aart a Weis normaliséiert. Et muss bei Kongresser a Businessveranstaltungen weiderhin attraktiv bleiwen, dass sech d'Leit en präsentiel gesinn. Eis Hoteller hunn an deem Kontext awer eng gutt Aarbecht gemaach, fir attraktiv Business- a Kongressméiglechkeeten ze offréieren.

Och wär et ubruecht, am Kader vu Kongresser Visiten unzebieden. Déi meescht si jo ëmmerhin an der Stad. Dacks ass et jo vun hei nëmmen e Kazesprong an aner Regiounen. Ech denken do zum Beispill un d'Musel mam Önotourismus. Ech mengen, do wiere ganz flott Offerten ze offréieren an esou weider. Där hu mer jo nach am Land.

Erlaabt mer, nach e Wuert zum Bannentourismus ze soen. Wann een an enger Krisensituatioun iwwerhaupt ka vu Virdeeler schwätzen, dann hate mer zumindest déi Chance, dass vill Lëtzebuerger hiert eegent Land besser kennegeléiert hunn, well si eeben net konnten a wollte wäit verreesen. D'Initiativ vun de Bonge war derfir sënnvoll a gutt. Et soll een dës Iddi och net ze déif begrüen. Wie weess, vläicht kann een nach emol drop zrëckkommen.

Jo, et bleift och nach Loft no uewen, wa mer de Lëtzebuerger vermëttelen sollen, wéi schéi Lëtzebuerg ass. Fir de Minetter ass sécherlech am Éislek nach ëmmer vill ze entdecken an ëmgedréint och. Vakanz doheem muss fir eis Bierger eng wierklech Alternativ sinn. An do kann d'Offer vun engem Weekendtourismus a Form vu Packagen e Facteur sinn, dee mer mussen iwwerdenken an hei kéinte mer d'Gastronomie d'ganz Joer iwwer mat Gäscht beräicheren. Ech mengen, do misst een och eng kéier driwwer nodenken, fir an deem Beräich Offeren auszeschaffen.

Ganz zum Schluss: D'Tourismusofferte gëtt gedroe vu villen Acteuren, ugefaange bei de Syndikater, iwwer den Horeca, d'Gemengen, d'ORTE bis hin zu Ministèren an esou weider. Et sinn där ganz vill an et ass och wichtig, dass dës all matenee schaffen. An derfir soe mer hinnen och allen en häerzleche Merci.

An domadder wär ech och da beim Merci fir Äert Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Gär geschitt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass

déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, der Madamm Empain e Merci fir déi Interpellatioun, déi jo no laangem Waarden elo endlech zäitgläich mat der Broschür vun der neier Tourismusstrategie konnt he virgestallt ginn. Wat en Zoufall, géif ee bal mengen!

Ech muss éierlech soen, dass ech mech bei der Lektür vun der neier Tourismusstrategie e bësse schwéiergedoen hunn. Streckeweis liest sech dat wéi en Handout vun engem Professor op enger däitscher Tourismusheischoul, wat och net verwonnerlech ass, well d'Dokument jo och vun enger däitscher Consultingfirma geschriwwen gouf. Doranner ginn e bëssen déi theoreetesche Konzepter vun der Tourismusfuerschung erkläert, sou wéi se aktuell am däitschsprochege Raum diskutéiert ginn. An déi theoreetesche Konzepter ginn dann iergendwéi op de Lëtzebuerg Kontext ugewannt. Konkreet Aktiounspiste fénnen een nëmmen no laanger Sich. Dës Strategie ass also – sou zumindest mäin Androck – net wierklech operationell.

Ech wëll mech awer hei net laang mat Kritik un deem Dokument ophalen, mee virun allem ee vun de wéinege Punkten eraushuelen, déi ech ganz interessant fannen.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | O, Dir sidd ëmmer esou beträff, wann ech eppes soen. Et deet mer leed, dat ass meng Aschätzung.

An zwar geet et do ëm dat, wat an deem Dokument als „Lebensraumgestaltung“ bezeechent gëtt a wat vläicht iwwregens – dat just a Klammeren – e bëssen en ongléckleche Begrëff ass am däitsche Kontext. Ech zitieren: „Der ganzheitliche Ansatz eines Lebens-, Erholungs- und Arbeitsraums, in dem man gut leben und arbeiten sowie attraktiven Freizeit- und Urlaubsaktivitäten nachgehen kann, sollte künftig bei der Angebotsgestaltung und -vermarktung verstärkt mitgedacht werden.“

Ech mengen, dass déi Iddi dohannert ganz interessant ass, nämlech dass een Tourismus net just als Angebot un auslännesch Gästcht dierf gesinn a plangen, mee dass een dat méi muss am Kontext vun der genereller Liewensqualität hei zu Lëtzebuerg gesinn. Oder anescht ausgedréckt: Wa sech déi Lëtzebuerg Residenten an d'Frontalieren hei wuel spieren, da spiere sech och d'Touriste wuel. Beispillsweis ass eng Stad, déi verkéiersberouegt ass, déi fir Foussgänger a Vëloen attraktiv ass a wou vill Gréngflächen amenagéiert goufen, och gläichzäitig vill méi attraktiv fir Touristen.

Zweetens liesen ech dorauer, dass een den Tourismus net méi reng als ekonomesche Facteur dierf gesinn, esou wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, nom Motto: „Mir müssen iergendwéi d'Hoteller voll kréien!“ Villméi muss den Tourismus sech aschreien an eng ganzheetlech Demarche vun der Verbesserung vun der Liewensqualität. Eng verbessert Liewensqualität hëllef dem Tourismus an den Tourismus kann zu enger Erhéijung vun der Liewensqualität vun de Residenten bäidroen.

Drëtens heescht dat a mengen Aen awer och, dass d'Offer muss genesou attraktiv si fir d'Residenten a fir d'Frontaliere wéi fir d'Touristen. Initiativen am Tourismusberäich, d'Fräizäitangebot oder d'Informationspolitik muss sech genesou an déi lokal Bevëlkerung riichte wéi un déi auslännesch Visiteuren. Den Tourismus am eegene Land férdere, dat ass sécher eng Pist, där ee muss verstärkt nooen. Et kann ee

sech och also bei der Gestaltung vun enger neier Offer duerchaus an éischer Linn no de Besoine vun der lokaler Bevëlkerung riichten, wëssend, dass dat da parallel och dem auslänneschen Tourismus zegutt-kënn.

Doraus ergëtt sech, dass d'Politik am Beräich vum Tourismus muss iwwer hire spezifesch Objete erausgoen a ressortiwwergräifend Usätz unuelen. Dat ass sécher deelweis schon de Fall, mee ech mengen, dass een dat net genuch kann ënnersträichen. Et muss vläicht nach méi Synergie gesicht gi mat anere Ministere an de Gemengen, och aktiv vusaite vun der Direction du tourisme.

Der Madamm Hartmann hire Weekender mam Flieger setzen ech dann den Zuch entgéint, well hei kann ee vill méi ëmweltschonend a flott reesen, wann dann international Zich och hei op Lëtzebuerg kommen! Do kéint eng Synergie mam Transportminister a mat auslännesche Ministere ganz gutt ukommen.

Loosst mech awer och dës Geleeënheet notzen, fir nach eng aner Fro ze thematiséieren, nämlech déi vun den digitale Sharingplattformen am Beräich vun der Locatioun, Stil Airbnb. Déi international Zuele weisen, dass d'Iwwernuechtunge bei Airbnb staark klammen, an et ass relativ kloer, dass Airbnb a Konsorten e groussen Impakt op den Tourismus generell, mee speziell och op déi traditionell Hoteltreiber a Jugendherbergen hunn. Et ass natierlech eng Form vun deloyal Konkurrenz géigeniwwer vun den Hoteller, well hei d'Ubiddere net deene selwechten Oplagen ënnerleien a sozialer an ekologescher Hisiicht a bei de Sécherheetsmesuren, mee virun allem awer och a steierlecher Hisiicht. Dat gëtt jo och vun de Proprietäre meeschtens als Revenu locatif deklaréiert, dee jo hei zu Lëtzebuerg steierlech immens bevirdeelt ass. En zimmleche Flou artistique gëtt et och aktuell bei der TVA.

Fir eis ass dat e Punkt, dee generell misst schnell an Ugrëff geholl ginn, esou wéi dat jo och bei eisen Nopeschlänner deelweis scho geschitt ass, net nëmmen aus der Perspektiv vum Tourismus an den Tourismusbetreiber, mee och aus der Perspektiv vun der Logementskris – woubäi mir jo wierklech op déi Logementer do gewise wäeren –, woumadder mir jo erëm bei der genereller Liewensqualität ukomm sinn.

Ëmsou méi erstaunt si mir, dass d'Regierung hei einfach nach net aktiv ginn ass, obwuel et explizit esou am Koalitionsofkomme festgehale gouf! Do steet jo klipp a kloer dran, dass fir déi Internetplattformen e spezielle legale Kader soll geschafe ginn, fir, ech zitieren, „eng deloyal Konkurrenz fir déi traditionell Betreiber an eng Erosioun vun den ekologeschen a soziale Standarden ze verhënnere“. Vläch kann den Här Tourismusminister jo do nach e bësse méi Drock maachen. Ech weess nämlech, dass do eppes an der Maach ass. Am Endeffekt gi jo awer do vill Steiergelder verluer.

M. Lex Delles, Ministere du Tourisme | Et ass deposéiert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ass et deposéiert? Ma super! Da wäerte mer dat jo hoffentlech geschwënn diskutéieren.

M. Lex Delles, Ministere du Tourisme | Mir hunn an der Kommissioun schon driwwer geschwat.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, mir hate jo eng Kéier driwwer geschwat, awer nach net op dem deposéierten Text.

M. Lex Delles, Ministere du Tourisme | Dach.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dach? War dat den Text?

M. Lex Delles, Ministere du Tourisme | Dach, den Text ass do, en ass deposéiert. En ass beim Staatsrot. Mee bon, ech kommen duerno drop zrëck.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Maja, en ass beim Staatsrot, jo, jo. Datt mer driwwer diskutéiere kënnen, fir hei ofzestëmmen. Ech hoffen, dass dat dann elo zimmleche séier geet.

Voilà. Merci fir d'Nolauschteren. Dat war et och scho vu menger Sait.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Tourismus ass e ganz interessant Thema. Virun allem hutt Dir elo gesot, et wier elo e Joer hier, dass Der d'Demande gemaach hutt. Elo hate mer dann e Joer méi Zäit, fir den Tourismus zu Lëtzebuerg ze entdecken a flott Plazen ze fannen.

Sécherlech huet Corona e groussen Impakt gehat, an d'Angscht ass bei de Leit och nach ëmmer do. Ech mengen, et dierf een net soen, dass op eemol Corona scho fort wär. Am Contraire, d'Leit – dat soen d'Statistike ganz kloer – buche vill méi kuerzfristeg. Se hunn en anert Buchungsverhalen, wéi se dat nach virun der Pandemie haten. An dat ass sécherlech och eng Erausforderung fir eis touristesche Betreiber, wa se méi kuerzfristeg Clienten kréien, wéi dat fréier vläch war, wéi dat Traditioun war, sechs, siwe Méint am Virus d'Reese schon ze buchen.

Tourismus sinn net eleng déi Leit, déi um Tourismus direkt bedeelegt sinn, mee och alleguerten d'Liwerketten, d'Liwerranten, de Wäin, d'Essen, d'Miwwelen, all Méiglech, dat am Tourismus e ganz groussen Impakt huet. Wann den Tourismus méi lues dréit, hunn och eis Wënzer, eis Metzleren, eis Betreiber manner Clienten, un déi se hir Produite kënnen verkaufen.

Jo, am Moment héiert een an der Press iwwerall, dass en neien Trend do ass, fir elo schnell fortzevléien. Et gesäit een iwwerall, dass d'Flughäfen ... Ech mengen, dës Woch waren nach ... de leschte Weekend gouf et souguer Flughäfen am Ausland, déi hu missen zougemach ginn, se hu keng Leit méi akzeptéiert, esou vill Leit wollten elo no Corona fortvléien.

Dat ass natierlech elo eng grouss Erausforderung fir Länner wéi Lëtzebuerg, well mir wëlle jo eigentlech, dass d'Leit sollen heihinnerkommen oder heibleiwen, déi hei si fir den Tourismus. Dat ass elo fir eis déi grouss Erausforderung, woubäi ee muss soen: Déi Leit, déi am Summer vlächt elo e bësse méi wäit fortvléien oder -fuere, kommen awer zu aneren Zäiten, wou de Weekend vläch méi kuerz ass, aus aneren europäesche Länner heihinner.

Viru kuerzem hate mer eng Kommissiounssetzung, woubäi ech de Minister gefrot hat, fir dass e sollt dohinner kommen an e bëssen e Status maachen, wat am Moment an der ganzer Branche vum Tourismus zu Lëtzebuerg leeft. An dee Feedback war ganz positiv, d'Zuelen, déi mer do presentéiert kritt hunn. D'Buchunge ginn an d'Luucht. Déi meescht Firme si mat den Hëlfe, déi d'Chamber decidéiert huet, iwwert d'Ronne komm, soudass mer zu Lëtzebuerg net, wéi an anere Länner, den Tourismus an eng Kris geheet hunn.

Ech fänken awer nach beim Findel un, well dat eis grouss Agangsdier ass an ech do de Potenzial gesi virun allem fir déi Leit, déi erodkommen, net déi Leit, déi sollen erausvléien. Am Moment ass et esou, dass awer de Marketing méi drop läit, wou een hifléie kann, wéi dass de Marketing drop läit, dass een

inbound ass an dass dann d'Luxair d'Passagéier heihinnerbréngt.

An do ass eeben d'Fro un de Minister, wéi eis Pub am Moment opgestallt ass am Ausland. Ech hunn elo virdu VisitLuxembourg gekuckt. Ech verstinn, dass et am Moment just a véier Sproochen ass, Englesch ass sécherlech déi wichtegst, mee wann ech awer Visit vun anere Stied kucken, do sinn Italieenesch, Spuenesch, allméiglech Sproochen derbäi, fir déi Leit awer unzezéien. An dat géif sécherlech och dem Findel hëllef.

Wat mer als Piraten awer ganz kritesch gesinn um Findel, dat sinn déi ganz Low-Cost-Geschichten, déi och eiser nationaler Fluchgesellschaft Konkurrenz maachen, an da meeschtens och nach duerch dubios Staatshëlfe. Huele mer elo d'Volotea, déi dann einfach higeet a Millioune vum Staat kritt huet a Spuenien, awer dann hei Zweek-Euro-Ticketen ubitt, wat souguer nach ënnert den Taxen ass, wat eigentlech misst verbuede sinn! An dat ass wierklech en Thema, dat een eng Kéier muss opgräifen, well mir mussen oppassen, dass eis national Fluchgesellschaft net ze vill ënner Drock geréit duerch esou Praktiken aus dem Ausland.

Et kéint een och elo nach easyJet, Ryanair, allegueren déi nennen. Op där anerer Säit sinn déi allegueren awer och fragwierdeg Praktiken, wat d'sozial Mesuren ubelaangt, virun allem am Aarbechtsrecht. Soudass mer do am Tourismus oppasse sollten, well wann d'Luxair eng Kéier an d'Struewele géif kommen, dann hu mir e ganz grouse Problem hei am Tourismus, soudass mer dat virdu scho reegele sollten.

Dofir wärte mir Piraten och e Gesetzestext deposéieren, dee géif virschreiwien, dass een net méi dierf zu Lëtzebuerg Ticketen ënnert den Taxe verkafen, dat aus dem sozialen Aspekt, awer och aus dem Ëmweltschutz. Ech hat dat schonn e puermol hei ugedeit a mir sinn elo amgaangen, deen Text ze schreiwien, dass een net méi dierf ënnert den Taxe fléien an och net méi ënnert den Entsteungskäschten.

Dann zum Bus an Zuch. Mam Zuch mengen ech elo net de flotten touristeschen Train 1900 an der Gemeng Péiteng an Déifferdeng, mee den Zuch, mat deem een heihinner ka kommen, woumat een zweifelsweis och ka fortueren. Mee ech hunn natierlech léiwer, d'Leit kommen heihinner a se kënnen dann herno hiert Geld hei an eiser Economie ausginn.

Mee, do hunn ech dann e bësse gekuckt, wann ech dann elo Tourist wär am Ausland. Ech hu leider keng Busentreprisé fonnt, déi iergendwellech Reesen ubidden op Lëtzebuerg. Dat ass am Internet quasi inexistent. Et si ganz vill Busentreprisen, déi vu Lëtzebuerg eraus eppes ubidden, mee awer fir op Lëtzebuerg elo Linne gëtt et quasi keng. Esou wéi mir et hei kennen, dass ee Kataloge kritt, wou een an d'Alpe ka fueren oder soss enzweisch, hunn ech elo um Internet net fonnt, fir dass een dat kéint spontan op Lëtzebuerg buchen, also Busreesen, déi explizitt op Lëtzebuerg fueren. Et gëtt der ganz vill, déi virun allem mat asiatesche Clienten duerch Lëtzebuerg fueren an da ganz kuerz hei sinn, eng Foto maachen an net wierklech eppes an der Economie loossen. Mee där, déi awer e puer Deeg heibleiwien, gëtt et der leider nach ze wéineng.

Dann op d'Musel, wou ech dës Weekend en Tierche maache war. Do sinn et d'Schëffer, déi sécherlech touristesche Attraktiounen sinn. An ech muss och soen: Dat ass och an der Groussregioun sécherlech ee vun den Highlighten, wann een op der Musel ka fueren an dann do an engem och eng Schëfffaart ka matmaachen.

M. André Bauler (DP) | Dir kennt Iech jo gutt domadder aus.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, mir Piraten kennen eis gutt mat der Schëfffaart aus. Dat ass richtig, Här Bauler.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An Dir plangt et och.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. An do wollt ech de Minister froen ... Ech hat elo an e puer Zeitunge gelies, an de Gemengeréit an der Regioun vun der Musel, dass mir elo eist aalt Marie-Astrid – ech mengen, dat ass dat bekanntste Schëff; dozou ware jo och Question-parlementairen – och erëm zrëck géifen huelen, op deem de Schengener Accord ënnerschrifwe ginn ass, mee dass elo mat deem aktuelle Marie-Astrid Defizit gemaach gi wär an dass d'Gemengen do hätte misse Budget nostëmmen. Ob de Minister do e puer Explikatiounen huet an ob vläicht déi Hëlfe, déi d'Marie-Astrid deemtsprechend krut – ech froen Iech, ob dat keng Privatentreprise ass, mee staatlech, gemenglech matfinanziert ass –, duergaange si während der Kris, fir dass d'Marie-Astrid awer elo stabill dosteet a stabill an d'Zukunft geet.

An da wollt ech och froen, wéi et mat der Infrastruktur ass fir allgemeng Schëffsbetreiber, fir dass déi kënnen touristesch hei zu Lëtzebuerg uleeën. Zum Beispill feelt zu Réimech en Terminal, fir Toiletté propper ze maachen. Dat ass elo e klengt Beispill. Wann do en auslännescht Schëff géif kommen, ass keen Terminal do, wou déi kéinten d'Toiletté propper maachen. Et si Klenggekeeten, mee trotzdem: Déi Schëffer, déi um Rhäin oder esou fueren, kéinten dann net heihinnerkommen, well déi Infrastruktur einfach net do ass. Dat sinn esou Detailer, déi mer heiansdo bräichten, fir awer kënnen méi Touristen unzezéien.

Dann d'international Vermaartung. Mir hu mat déi schéinste Schlässer a Buerger, sou wéi de Minister se international an der Vermaartung ugebueden huet, well dat awer sécherlech mat eng vun eise Kärkompetenzen ass, mat där mer kënnen Touristen heihinnerlackelen, well dat awer eppes Eemoleges ass, dat an der Groussregioun esou net ze fannen ass.

Dann eppes ganz Positives, dat ass déi Luxembourg-Card. Do sinn am Moment 90 Plazen drop. Do keeft een eng Kaart op VisitLuxembourg an da kann ee Visite maache vun esou vill Muséeën, Schlässer an allem, an dat ass alles inclus. Ob de Minister do gedenkt, déi nach weider auszebauen, well dat eigentlech e ganz flotte Projet ass. An do si sécherlech an den eenzele Gemengen nach Méiglechkeeten, fir déi och matanzebauen. Wéi dat wäert goen.

Esch2022 ass sécherlech och eng Chance fir den Tourismus. Mir sinn elo matzen dran. Ob de Minister do schonn e puer Resultater oder Feedbacke krut, wéi Esch2022 sech op den Tourismus grad am Süden ausgewierkt huet.

Dann ass en neit Gesetz an der Maach fir Elektroborren, virun allem wat d'Firmen ubelaangt. Dat war elo déi leschte Kéier an der Energiekommissioun. An et ass mir scho geschitt, dass, wann ech an d'Ausland fueren, da bidden d'Hoteller do gratis Strom un, fir den Auto ze lueden. An zu Lëtzebuerg, wann ech dat neit Gesetz awer interpretéieren, an et hëlt een déi Hëllef vum Staat, ass dat net méiglech. Da muss een iwwert de Chargy-System fueren. Dat heescht, eis Hoteller kéinten déi Offer deemtsprechend net ubidden, wat ech immens schued géif fannen, well awer dat eng Attraktioun ass fir d'Clienten. Si bezuele jo d'Zëmmer, se consomméieren do, a wann een dann eng Elektroborn ... Also ech hu se genotzt an deenen

Hoteller, well da fiert ee quasi gratis dohinner an da kann een do säin Auto lueden an den Hoteller.

Lëtzebuerg kéint dat mat deem neie Subsid net ubidden, hunn ech mer an der Energiekommissioun soe gelooss, well ech genau dat nogefrot hat mat de Chargyen. Wann een esou eng Born baut an déi public ass, muss se am Chargy-Reseau sinn. Dat heescht, et muss een déi 40 Cent facturéieren. Dat wär schued fir den Tourismus hei am Land.

D'Präisser allgemeng wäerten duerch d'Inflatioun eropgoen. Do huet de Minister sécherlech och scho Feedback kritt, well ech huelen och un, d'Hotelszëmmeren, d'essen, all Méiglech wäert och zu Lëtzebuerg eropgoen. Do kënt Dir vläicht e puer Erklärungen ginn, wéi mer awer do der Groussregioun stinn. An ech mengen, mir bidde jo awer eng besonnesch Qualitéit un. Ech weess, dass een zu Lëtzebuerg net dee präiswäertesten Tourismus wäert kënnen ubidden, mee mir hunn de qualitativen. An dofir wëll ech och jidderengem Merci soen, deen am Tourismus schafft, well ouni si kéinte mer haut net diskutéieren, dass den Tourism esou staark ass. An ech weess, do si Leit, déi schaffe ganz vill Nuechten, ganz vill Weekender. Et ass en ustrengenden Job. Dofir hinnen e grouse Merci. A merci dem Stéphanie Empain, dass et dës Interpellatioun ugefrot huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Tourismusminister Lex Delles. 30 Minutten. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre du Tourisme | Merci villmools, Här President. Loosst mech fir unzefänken der Madamm Empain villmools Merci soen, dass se dës Interpellatioun ugefrot huet. Ech hu mer d'Froen esou gutt wéi méiglech opgeschriwwen. Ech muss soen, ech si bei 54 oder 55 Froen, déi gestallt gi sinn, stoe bliwwen, soudass mer musse kucken, fir vläicht déi hallef Stonn e bëssen ze verlängeren. Ech mengen awer, dass et ganz wichteg ass, grad zu dësem Moment dës Interpellatioun hei ze hunn, well mer jo an engem Moment sinn, wou mer nach e besseren Iwwerbléck hunn iwwert d'Situatioun am Tourismus.

Et ass vu ganz ville Riedner ugeschwat ginn, dass et eebe ganz wichteg war, iwwert déi ganz Kris hei déi verschidden Aiden en place gesat ze hunn. An ech wëllt awer och hei nach eng Kéier ënnersträichen: Et ass net nëmme, dass déi Aiden ... An ech mengen, se si vu verschiddene Riedner ugeschwat ginn, wéi eng et gouf. Sief et d'Indépendance-Aiden, sief et d'Aides coûts non couverts, sief et all déi aner Fondsde-relance-Aiden, déi et gi sinn, déi en place gesat gi sinn, sinn ëmmer mat enger ganz grousser Majoritéit, ech mengen, souguer bal unanime, hei an der Chamber gestëmmt ginn, ausser vun déi Lékn, déi se ni matgestëmmt hunn. Mee all déi aner hu se awer gestëmmt, fir eebe grad de Secteur esou kënnen hei ze stäerken. A grad wa mer da vun de Faillitte schwätzen, dass déi kee groussen Impakt haten an dëser Pandemie, dann ass et eeben och grad, well all déi verschidden Aiden, sief et de Chômage partiel oder all déi aner Saachen, en place gesat gi sinn.

Wann een dann d'Zuele kuckt vum Tourismus – ech hat se an der Kommissioun schonn eng Kéier kuerz presentéiert an et huet sech och confirméiert an deene Méint, déi duerno komm sinn, dass mer an engem positiven Trend sinn –, gesäit een, dass mer bei engem Plus vun 62 % vun den Arrivéien an der Hotellerie si par rapport zu 2021, mee trotzdem

awer nach par rapport zu 2019 bei engem Minus vun ronn 35 %.

Op de Campingen, dat ass déi eenzeg Plaz, wou mer gesinn, dass mer par rapport zu 2019 fir d'Méint Januar bis Mäerz dëst Joer schonn e Plus vun 20 % hunn. Do gesäit een also, dass mer souguer méi héich sinn an deenen éischte Méint op de Campingen, wéi dat virdrun de Fall war. Also eng positiv Tendenz – an ech kierzen e bëssen of, well nämlech ganz vill Saache scho gesot gi sinn – am Sichverhale vun de Leit. Mir schwätze vun engem Plus vu 4 % all Woch, fir iwwerhaapt op Lëtzebuerg ze reesen.

Et misst een awer och natierlech den Dagesausflug kucken, wat ganz nei ass. Mir hunn eis Outils ginn, fir och kënnen den Dagestourist ze kucken, deen op Lëtzebuerg koom. Dat konnte mer bis elo nach net maachen. Dat ass iwwer Donnéeën, déi mat den Handyen enregistriert ginn, natierlech anonym, mee et gesäit een awer, wou d'Handye sech beweegen. Wat ganz interessant ass, ass, och ze gesinn, wéi eng touristesch Punkte matenee verbonne ginn. An do gesi mer och, dass dat ganz staark, ëm 58 % par rapport zum selwechten Zäitraum 2021, erëm geklommen ass.

Da gesäit een awer och, an ech mengen, et si ganz vill touristesch Infrastrukturen ugeschwat ginn ... Et huet een ëmmer gesinn, aus wéi enge Regiounen ee war, sief et de Beetebuenger Park, d'École du goût zu Branebuerg, d'Veianer Schlass wéi awer och d'Kasematten oder awer de Park zu Munnereff, ganz grouss touristesch Attraktiounen, déi et gëtt. Mir hunn eng Panoplie vun touristeschen Infrastrukturen. Dat huet een och gesi bei alle Riedner, dee wierklech derfir brennt.

Natierlech, während der Pandemie huet ee gesi mat deene 50-Euro-Bongen, dass och domat de Lëtzebuenger Tourist, de Resident, awer och deen, deen hei zu Lëtzebuerg schafft – well alleguer déi kruten d'Bonge geschéckt –, vill méi zu Lëtzebuerg Vakanz gemaach huet. Mir schwätze vun enger ronn 20 % vun den Nuiteeën, déi 2020 vu Residenten hei zu Lëtzebuerg gemaach gi sinn. Dat ass och d'lescht Joer op ronn 11 % erofgaangen. An engem normale Joer schwätze mer vu 4 % bis 5 %, soudass ee gesäit, dass och trotzdem nach d'lescht Joer eng ganz Panoplie vun Nuiteeën vu Residenten gemaach ginn ass.

A wat ganz wichteg ass, ass eeben och deen Effet incitatif. Dat waren net nëmmen déi 50 Euro, mee et war à court terme natierlech, fir d'Hebergementsstrukturen ze ënnerstëtzen, sief et d'Hoteller, Aubergen oder Campingen, Giten, mee awer och natierlech, dass doruwwer geschwat gëtt, dass ee seet: „Hei, géi du emol dohinner! Ech war do, et war ganz flott.“ An awer och dat, wat mer gesinn 2021, dass d'Leit och erëm zréckginn. Dat gesäit een och ëmmer erëm, wann ee mat den Hoteliere schwätzt. Si mierken awer, dass d'Leit, déi eemol do waren, och erëm zréckkommen. An dat war e ganz wichtegen Deel vun där Iwwerleeung.

Ier ech op d'Froen aginn, wollt ech awer nach ganz kuerz just iwwert d'Strategie schwätzen. Et si verschidde Saachen iwwert d'Strategie scho gesot ginn, mee wat ganz wichteg ass an der Strategie, ass eeben, fir nach eng Kéier ze erkennen – och mat dem Titel, deen dës Strategie huet –, dass all Euro, deen an den Tourismus investéiert gëtt, en Euro ass, deen investéiert gëtt an d'Liewensqualität vun den Awunner. Dat ass e ganz wichtegen Deel, dee vun alle Riedner, mengen ech, och ënnerstrach a verstane ginn ass an dëser Strategie, fir eeben ze soen: Eebe grad den Tourismus ass e Facteur vun der Liewensqualität vun de Leit.

Dat geet u bei engem Patrimoine culturel, dee kann developéiert ginn, well eng touristesch Attraktioun

ronderëm leeft, well Leit dohinner ginn an och dat wëllen entdecken, dat wëllen erliewen. Op där anerer Säit, e Café, dee ka fonctionéieren an engem Duerf, wou vläicht net ... An ech war selwer nach leschte Weekend op der Rackésmillen, déi elo opgaangen ass, wou ee gesinn huet, dass e Café virdrun net esou konnt fonctionéieren, well net esou vill Leit an deem Duerf wunnen, fir dass iwwerhaapt e Café ka fonctionéieren, mee mat der touristescher Attraktioun huet dat Duerf elo erëm e Café, well esou vill Leit dohinner kommen, wat jo och ganz wichteg ass, fir en Duerfliewen och weider kënne fonctionéieren ze loosnen.

Dann ass d'Fro vum nohaltegen Tourismus ganz vill ugeschwat gi vun der Madamm Empain. An hei an dëser Strategie ass eebe grad d'Definitioum vum nohaltegen Tourismus! Wat ass en nohaltegen Tourismus? Wann ech hei, mengen ech, kéint en Tour maachen, géife ganz vill eenzel Iddien dozou kommen. D'Madamm Empain huet gesot: „Mam Vëlo enzwousch hifueren.“ Et ass geschwat gi vum CO₂. Et ass geschwat gi vun engem noen Tourismus, vun engem Slow Tourism. Et gëtt ganz vill Saachen, déi doruwwer erkläert kënne ginn.

Mee d'Definitioum heiran ass ganz kloer: Nohaltegen Tourismus ass en Tourismus, deen e positiven Impact op d'Gesellschaft huet, e positiven Impact souwuel am Kulturellen, wéi ech grad an engem Beispill gesot hunn, dat heescht, en Développement, dee ka gemaach ginn, eng Recherche, déi ka gemaach ginn. Ech soen elo Site Duelem, Site gallo-romain zum Beispill, deen touristesch kann exploitéiert ginn an awer och ekonomesch e positiven Impact huet. Ech hunn d'Beispill vun Café gesot, dee bei der Rackésmillen ka fonctionéieren. Dat heescht, dat ass en Tourismus, deen e positiven Impact op déi ganz Gesellschaft huet.

Dann natierlech e ganz wichtege Punkt: Do wäert ech op d'Fro komme vun der Barrièrefräiheet. Jo, et ass e Punkt an der Strategie, well de barrièrefräien Tourismus e ganz wichtegen Tourismus ass, net nëmmen, fir d'Leit unzeeien, mee et ass och eng Fro vum „Design for all“, vill een e bequemen Tourismus kann hu fir Leit, déi zum Beispill méi schlecht op de Bee sinn. Wann een do d'Analysen, international Analyse kuckt, gesäit een, dass den Tourist an deenen nächste Joren och méi al wäert ginn, an dass mer och da méi Leit wäerten heihinnerzéien, déi déi Bequeemlechkeeten och wëllen.

Op där anerer Säit ass awer eng Ramp, an et wäert e ganz flott Beispill zu Rëmerschen um Weier si mat enger ASBL, déi do kreéiert ginn ass: d'ASBL Baggerweier, déi e ganzen inklusive Projet do huet, wou ee gesäit, wat all déi Atoute vun der Barrièrefräiheet sinn. Natierlech dréit och de Pilotprojet, deen zu deem Moment, virun zwee oder dräi Joer, mengen ech, am Mëllerdall gemaach ginn ass, dozou bäi.

Dann awer ee Punkt, deen och zum nohaltegen Tourismus gehéiert, deen awer haut de Mëtten net ugeschwat ginn ass: Dat ass de gratis ëffentlechen Transport. Och de gratis ëffentlechen Transport ass e wichtegt Argument, e Verkaufsargument fir Lëtzebuerg!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre du Tourisme | Den Tourist, deen d'Porte d'entrée vun der Stad Lëtzebuerg hält, fir op Lëtzebuerg ze kommen – an d'Stad Lëtzebuerg ass e wichtegen Acteur als Entréesdier fir den Tourist, deen op Lëtzebuerg kënnt –, ma deen huet elo d'Méiglechkeet, ouni sech Gedanken ze maachen, wou en en Ticket keeft, ouni sech Gedanken ze maachen, wéi wat wou fonctionéiert, duerch d'ganz Land ze reesen an déi aner Regiounen ze entdecken an dann och erëm an déi Regiounen zréckzekommen,

wann en eng Kéier hei zu Lëtzebuerg war. An eebe grad do ass de gratis ëffentlechen Transport e ganz wichtegen Deel och fir den Tourismus. Mee ech kommen dorop nach eng Kéier zréck.

Wat awer och e wichtege Punkt ass an der Strategie, déi d'lescht Woch presentéiert ginn ass, dat ass, wéi d'Vue vum Tourist ass. Et ass och ugeschwat ginn. Den Tourist gëtt haut anescht ugesinn, wéi dat vläicht zu verschiddene Momenter war. Haut ass et ganz kloer, den Tourist, deen op Lëtzebuerg kënnt, ass e punktuelle Resident! Dat heescht, et ass e Resident, deen hei ass, well en eebe grad dat sicht – ech mengen, den Här Eischen hat et ugeschwat –, well et eebe grad dat ass, dass e wëllt erliewen, wou en higeet, well e wëllt matliewen, well e wëllt eppes entdecken. An dat sinn och déi Zilgruppen, déi mer uschwätzen. Et ass net einfach een, dee vu bausse bäigepafft gëtt, deen eng Kéier ronderëmgeet an erëm fortgeet. Neen, e lieft mat an engem Deel. Et ass e punktuelle Resident, deen do ass.

Da kommen ech op déi verschidde Froen, déi gestallt gi sinn.

Natierlech war den Ufank vun der Madamm Empain: Wivill Betriber hu missen zoumaache bei de Faillite während dem Covid? Mir gesinn, dass d'Failliten erofgaange sinn, an alle Secteure si se erofgaangen. Parallell dozou gesi mer awer och vläicht eppes, wat net esou oft e Monitoring huet an der Press, an dat ass, wivill Autorisatiounen zréckgeschéckt gi sinn. Mir gesinn, dass dat ganz staark erofgaangen ass. Dat heescht, mir hu vill manner Betriber, déi net eng Faillite gemaach hunn, mee einfach hir Autorisatioun zréckgeschéckt hunn, well se zougemaach hunn. Do si mer ganz staark erofgaangen. Mir schwätzen do vu 60 % bis 70 % manner Betriber, déi zougemaach hunn, wéi dat déi Jore virdu war, wat jo ganz positiv ass. Et mierkt ee wierklech, dass souwuel de Chômage partiel wéi all déi aner Aiden do och wierklech gegriff hunn.

Op där anerer Säit gesi mer awer och, dass d'Autorisatiounen, déi nei Autorisatiounen, déi erausgaange sinn, natierlech am Horeca-Secteur vill manner erausgaange si wéi déi normal Joren. Mee trotzdem, 2020 an 2021 sinn och an deene Betriber Autorisatiounen iwwert d'Classes moyennes erausgaangen.

Da war d'Fro iwwert d'Familljen als Zilgrupp. Mir soen hei, mir schwätze vun Explorer zum Beispill. Dat si Leit, déi wëllen e Land exploréieren. Mir schwätze vun „nature-loving actives“. Dat sinn Touristen, déi op Lëtzebuerg kommen, déi eebe grad d'Natur wëllen erliewen, déi Aktivtourismus gär hunn. Dofir ass d'Natur mam Aktivtourismus eng Zilgrupp, déi natierlech op Lëtzebuerg passt. Dat heescht net, dass dat net dierf eng Famill sinn. Dat heescht net, dass dat muss e Celibataire sinn. Dat heescht net, dass dat nëmmen dierf eng Koppel sinn. Eebe grad an all deenen Zilgruppe sinn och Famillje viséiert! Dat heescht, alleguer déi, déi d'Natur gären hunn an aktiv wëlle sinn, déi sinn an där Zilgrupp mat dran, egal ob Famill oder Celibataire.

E ganz wichtege Punkt, deen och ugeschwat ginn ass, dat war déi Fro vum Benevolat. Den Tourismus ass e Secteur zu Lëtzebuerg, dee just fonctionéiert mam Benevolat. Et ass, mengen ech, vun alleguerten de Virriedner e grouse Merci un all déi Benevoll am Tourismus gaangen. Ech wëll mech natierlech deem uschlëssen, well den Tourismus zu Lëtzebuerg ouni déi sëlleg Benevoll, déi an de Syndikater, an de Veräiner oder op ganz villen anere Plazen aktiv sinn, net géif fonctionéieren.

Ee Punkt, deen awer d'Madamm Empain erausgestrach huet, ass dee vun de Wanderweeër. Bis virun

e puer Joer gouf et nach ganz vill Syndikater, déi Wanderweeër ënnerhalen hunn. Och haut gëtt et nach eng Rëtsch Syndikater. Ganz flott: Souguer eng Traumschleife zu Manternach gëtt vun engem Syndikat vu benevole Leit, déi sech samschdes treffen, an der Woch treffen, ënnerhalen. Si gi mat Heckeschéieren d'Weeër fräischneiden, si gi mat Hummer a See nei Bänken oprichten. En immensen Engagement fir den Tourismus, well se de Leit wëllen hir Regioun weisen. Dat ass formidabel!

Mee mir mierken awer trotzdeem, mengen ech, d'nämmlech wéi am Sport, dass et ëmmer manner Benevoller gëtt. Dofir ass et wichtig, dass och de Ministère sech anescht opstellt, fir déi néideg Hëllefstellung ze ginn. Am Moment ass et esou, dass d'Syndikater Aidé kréie fir Material oder aner Saachen, déi se kréien. Mee parallel dozou ginn et der awer ëmmer manner. Dofir hu mer dëst Joer och am Budget ... an ech mengen, mir haten et jo och an der Kommissioun ugeschwat, dass de Budget eropgaangen ass fir Ekippen, déi de Ministère huet, fir d'Wanderweeër fräizemaachen. Dat heescht, do ass en Engagement, dee méi grouss ass, dass méi Ekippen op de Wanderweeër zu Lëtzebuerg ënnerwee sinn.

Wat awer och Hand an Hand geet mat der Iwwerleeung, dass d'Wanderweeër nei organiséiert ginn: Vun haut op muer kann een net soen, d'Wanderweeër géifen nei gemaach, mee et ass eng Rëtsch vun Auto-pedestren, déi analyséiert ginn ass. Den Norden an de Süde si Pilotgemengen. Am Norde si Verschiddener schonn ... oder do si mer bal fäerdeg mat der Beschëlderung, well och dat hëlt Zäit! Do si Leit, déi hanken déi Schëlde alleguer op, déi molen déi Schëlde op d'Beem. Dat heescht, och dat ass wierklech eng Aarbecht, déi déi Ekippen, déi och d'Wanderweeër fräischneiden, maachen.

An do gesäit een, dass mer mat där Reorganisatioun e wichtige Punkt gemaach hunn, well et net duergeet, nëmme ze soen: „Ma mir hu ganz flott Wanderweeër!“ Nee, déi mussen och ënnerhale ginn! An all déi Wanderweeër, déi mussen ënnerhale ginn, do muss och garantéiert sinn, dass se kënnen ënnerhale ginn. Dofir och déi ganz nei Strategie, déi gemaach ginn ass, fir d'Wanderweeër a) ze beschëlderen a b) och ze reorganisieren, fir der vläicht manner ze hunn.

A jo, et ass eng Kritik, déi mer um Ministère heiansdo ze héiere kréien, dass et manner Auto-pedestre ginn oder dass se anescht ëmgeluecht ginn. Dat ass richtig. Mee déi, déi elo do sinn am Norden an am Süden, sinn déi, vun deene mer och kënnen garantéieren, dass se qualitativ héichwäerteg sinn! Et huet kee Wäert, dass mer de Blummeweë enzwousch hunn, wou no fënnf Joer siwe Beem drop leien an d'Beschëlderung net méi klappt, wou d'Touristen, oder och d'Residenten, sech da verlafen. Dofir muss een och garantéieren, dass et eng Qualitéit ass. A wann ee Qualitéit wëllt garantéieren, muss een och kucken, dass een et ka stemmen.

Dann ass nach d'Saach vun der Taxe de séjour ugeschwat ginn. Eng ganz kloer Äntwert: Mat där heiter Regierung wäert et keng national Taxe de séjour ginn, Punkt! Do ass och net drun ze réckelen. Éischens gëtt et d'Autonomie communale. Wa Gemengen dat wëlle maachen, wéi am Mëllerdall ... Ech hunn elo héieren, dass eng Gemeng et gemaach huet bis elo. Jo, do gëtt et all déi Diskussiounen. An do huet d'Chambre de Commerce sech zrëckgezunn, net nëmme et ugedrot, mee si hu gesot, se géifen net méi contribuieren an den ORT, well si eeben dofir do sinn. Si soen: „Ma mir hunn dofir abezuelt, fir dass eeben net muss eng Taxe de séjour kommen!“ Dofir cotisiéiere se elo do net méi an, well eebe grad déi Taxe de séjour do vum ORT och proposéiert ginn

ass. Mee et sinn net all d'Gemengen, déi dat doten en place gesat hunn.

Mee, wéi gesot, mat där heiter Regierung gëtt et keng national Taxe de séjour. Et gëtt verschidde Gemengen, déi dat souwisou och scho vill méi laang hunn.

Dir hutt vum Ecolabel geschwat, wat eeben och an den nohaltegen Tourismus geet. E ganz wichtige Punkt! Do hutt Der gefrot, wéi eng Moyenen et do gëtt.

Jo, et gëtt verschidde Betriber am Hebergement, déi de Label hunn. Et gëtt awer och den europäesche Projet – ech mengen, deen ass beim Environnement: déi Europäesch Blumm, déi nach e Stack driwwer ass an déi och e ganz interessante Label ass. Do weess ech net, wivill Hebergementsstrukturen deen hunn. Bon, eise Ministère këmmert sech natierlech ëm den Ecolabel, well mer do wëllen eng Entréesdier maachen, fir och do kënnen den Tourismus op dee richtige Wee matzefolgen.

Dir hutt gefrot, wat de „Green Events“ ass. Do ass et den Engagement fir d'„Green Business Events“, wat bei eis ass, e Label, deen Eventer soll flaggen, déi och gréng sinn. Dat heescht, dass een op där enger Säit déi Nohaltegkeet gäre beim Catering hëlt, awer och beim Transport, dat heescht, dass alleguerten d'Venuen, déi op engem Kongress, bei engem Evenement sinn, déi an de Business falen, kënnen dee Label ufroen an dann och hire Clientë kënnen weisen: „Hei, mir sinn dat do, kommt heihinner!“ Well, an dat ass och dat, wat Der richtig gesot hutt: Et gëtt ëmmer méi eng Nofro vu Betriber, déi enzwousch hikommen an déi soen: „Hei, mir kommen awer nëmme, wann dee Green Business Events do ass.“ Dofir hu mer dee Label en place gesat.

Wat awer bei alleguerten de Virriedner, an ech soen et da just op enger Plaz, ugeschwat ginn ass, dat ass eebe grad déi Zesummenaarbecht tëschent deene verschiddene Ministären. Jo, et ass ganz wichtig, dass déi Zesummenaarbecht do ass.

Den Tourismusministère ass am Fong en transversale Ministère, well en op ganz ville Plazen zesummeschafft. Et ass iwwert d'Pistes cyclables geschwat ginn. Déi si beim Transportministère. Et ass iwwert d'Bëscher ... Mir verkafen als Tourismusdestinatioun Bëscher. Bein, déi sinn am Environnement. Mir verkafen als Tourismusdestinatioun eise Patrimoine. Deen ass bei der Kultur. Mir verkafen als Tourismusdestinatioun eng Panoplie vu verschiddene Saachen an eebe grad duerfir ass et wichtig, dass mer déi verschidde Saache vernetzt gesinn an net nëmme den Tourismus eenzel dostoe gesinn, mee alleguerten déi ëffentlech Acteure bei de Ministären, bei Ponts et chaussées, bei all deenen aneren och zesumme gesinn, well et ass e Ministère, dee ganz oft zesummeschafft a ganz vill muss zesummeschaffen, wat och gutt esou ass.

E leschte Punkt, deen ugeschwat ginn ass, dat ass d'Krunnewaasser. Do gouf et eng Petitioun. Dat ass awer d'Classes moyennes, an ech krut souguer nach en SMS vun der Presidentin vun der Kommissioun: „Denk drun!“ Jo, mir hu scho ganz vill doriwwer geschwat: D'Krunnewaasser ass och e Punkt vum nohaltegen Tourismus, ass e Volet, wou mer amgaange waren, just virun der Pandemie duerch déi Petitioun dat mat de Karaffen en place ze setzen zesumme mat der Horesca. Mir hunn dee Projet do leien. Mir sinn amgaangen, dorun ze schaffen. Mir wäerten deen nach dëst Joer presentéieren, fir dass déi Betriber, déi wëlle matmaachen, dann och kënnen dee Label kréien an da soen: „Hei, mir hu Waasser vum Krunn“, wat natierlech net d'Fro ass vum gratis Waasser. Hei

ass et esou, dass dat Waasser natierlech och ka facturéiert ginn, well do eng ganz Aarbecht mat derbäi ass.

De Punkt vun den ORTen, vun de Finanzementer: Majo, wat eebe wichtig ass, ass, dass de Pilotprojet, deen am Norden ass, d'Méiglechkeet huet, hei vill méi Suen ze kréien. Et ass keng Spuermoosnam, déi hei gemaach ginn ass, mee andeem alleguer d'Maarbechter vum ORT elo am ORT Regio bei LFT schaffen – wat e Projet ass, bei deem et ronn 660.000 Euro annuel kascht, fir déi Paien ze iwwerhuelen –, sinn déi Suen elo méi an der Regioun, fir Projeten ze realiséieren. An déi Projeten, déi eng ASBL an der Regioun mécht, gi souguer nach subventionéiert. Do gesäit een also, dass den Norde mat där doter Decisioun vill méi Suen huet, fir och konkret kënnen Projeten um Terrain ëmzesetzen, wat och do gemaach gëtt.

Den Här Eischen huet verschidde Punkten ugeschwat vum Restart Tourism zu Lëtzebuerg. Do waren net nëmme Formulationen, déi gemaach gi sinn, mee se si konkret ëmgemat ginn. Ech mengen, Digitalisierungsprojete ginn et der eng Panoplie, sief et natierlech déi ganz Publicitéitscampagnen, déi d'Schlass Veiane gemaach huet an deem dote Kader, wou se och finanzéiert gi sinn, fir sech kënnen digital ze weisen, wat bis dohinner net méiglech war. Dat war d'Augmented Reality, déi doriwwer mat finanzéiert ginn ass, fir sech kënnen do ze digitaliséieren, vu verschiddenen Acteuren. Sief et awer och d'Onlinebuchbarkeet, fir kënnen online iwwerhaapt en Ticketing ze maachen, deen immens developpéiert ginn ass, och do mat Aiden, déi d'Betriber respektiv awer och d'ASBLen oder déi aner Syndikater konnte kréien, fir do kënnen matzeshaffen.

Dir hutt geschwat vun den Nuiteeën: 37 % am Zentrum, 26 % am Norden, nëmme 6 % am Osten. Dat heescht, domat kann een net soen, duerfir misst elo vill méi an den Osten investéiert ginn. Dat kann een esou net gesinn. Et muss een do soen: Majo, et muss ee jo och d'Infrastrukture kucken, déi do sinn. Am Zentrum ginn et natierlech vill méi Hebergementsstrukture wéi am Osten. Also wann den Osten eng Kéier 37 % vun den Nuiteeën vu ganz Lëtzebuerg huet, ech mengen, da muss mer an der Stad eng Hand upaken, fir kënnen do ze fonctionéieren. Dat wäert net kommen.

Dat heescht, et muss een awer e bësse relativéieren. An am Zentrum gëtt Reklamm fir d'Regioun gemaach. Ech hunn de gratis ëffentlechen Transport ugeschwat. Et gëtt awer och Privatinitiativen, sief et eng Nature & Castle Tour, bei där d'Touristen aus der Stad als Éischt an de Mëllerdall, also Iechternach, an dann an den Norden op Veiane gefouert ginn. Dëst Joer ass et e Projet am Osten, deen iwwert den ORT matbegleet gëtt, deen de Staat och matfinanzéiert, wou dann den Hop-on-hop-off-Bus an den Oste wäert fieren, fir och do kënnen Touristen aus der Stad matzeshaffen. Dat heescht, do gëtt et ganz vill Vernetzungen, déi ee gesäit, natierlech awer och déi ganz Campagne „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz!“, mat där zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun Reklamm gemaach gëtt fir ganz Lëtzebuerg an awer och punktuell, an dorop wäert ech nach eng Kéier ganz kuerz kommen.

D'Digitalisierung ass ugeschwat ginn. Dir hutt gesot, et misst méi an der Digitalisierung gemaach ginn. Mee eeben! Dat ass eng Kärmissioun, déi mer hunn, un där mer och ganz vill geschafft hunn. Wa mer vun der ... Dir hutt plädéiert, fir eng national App ze maachen. Déi gëtt et. Ech kann Iech do berouegen. Dir kënnt Iech se säit engem Joer schon eroflueden: „VisitLuxembourg“ heescht se. Dir kënnt Iech d'App eroflueden. Et ass am Fong e Reesbegleeder duerch ganz Lëtzebuerg, wou Der ugewise kritt ..., wat ganz

interessant dorunner ass: Souguer kleng Manifestatiounen, déi net un den Tourist kommen, well se punktuell sinn, kënnen mat där App dem Tourist direkt ugewise ginn. Dat heescht, wann Dir sot, ma Dir interesséiert Iech fir – ech weess et net – e Concert, da ka souguer dee kleng Concert, deen iergendwou an engem klengen Duerf ass, deen net direkt Tête d'affiche ass, do ugewise ginn, soudass den Tourist souguer kann dohinnergoen. Dat heescht, d'Plus-value vun der Digitaliséierung ass do ze gesinn.

Mee dat ass am Fong just de Summum vun deem, wat mer konnte weisen, well hannendrun dräi Joer laang Developpementen hu misse gemaach ginn. Duerfir, et sinn der vläicht ... Dass ee kann eng Iddi hunn, fir eng App ze maachen, dat ass gutt. Mee et sinn awer ganz vill Saache virdrun. An do ass éischters déi national Plattform gemaach ginn, soudass alleguerten d'ORTen, alleguerten d'Acteuren sech un eng Plattform ugeschloss hunn, fir hir Donnéeën dropzelueden. Et gétt jo näischt méi Schlëmme, wéi wann Der kuckt, wéini e Musée op ass an op deem engen Internetsite steet um 9.00 Auer, op deem aneren um 10.00 Auer, op deem aneren um 11.00 Auer an op deem véierte steet, et géif e guer net ginn.

Duerfir ass et wichteg, dass mer eng Plattform hunn. Déi ass kreéiert ginn an déi speist alleguerten d'Internetsitten, déi lokal, déi regional, déi national an d'App, dass da wierklech op ee Klick eppes changéiert gétt an dann iwwerall dat nämmlecht och kann ugewise ginn.

Wat awer och ganz wichteg ass, Dir hutt gesot, et misste Wanderweeër do drakommen. Dat ass och dran. Do schaffe mer mat verschiddeenen Acteuren zesummen. Dir kritt de Wanderwee net nëmmen ugewisen, mee Dir kritt souguer déi ganz Kaart dohinner mat den Héichten, mit allem Drum und Dran. „Visit-Luxembourg“ ass also eng ganz interessant App, déi ee sech kann eroflueden.

Dann hutt Der vun de Vëlosweeër geschwat. Et gétt eng Panoplie vun neie Pisten. An hei sinn erëm eng Kéier déi Synergien, déi zesummeschaffen. Mam Transportministère gétt et déi Campagne „Vëlosummer“, bei där verschidde Stroosse gespaart ginn an déi scho säit zwee Joer leeft. Dëst Joer wäert dat drëtt Joer sinn. Op där anerer Säit ass awer och dat ganz Gesetz, dat virun e puer Joer hei duerch d'Chamber gestëmmt ginn ass, fir um nationale Reseau vun de Piste-cyclablen déi verschidde Vernetzunge kënnen ze maachen. Op där anerer Säit ass et awer ganz wichteg, dass den Tourismusministère do de Lien mécht, fir déi – mir soen ëmmer – „last mile“, fir vun der Piste cyclable och op Branebuerg bei d'École du goût kënnen ze kommen. Well wann eng Piste cyclable op zwee Kilometer laanscht geet, ass et wichteg, dass mer dann awer och déi lescht Vernetzung maachen. Dat sinn déi Saachen, déi ganz wichteg waren.

Dann hutt Der vun der neier Beschëlderung geschwat, dass et géif Zäit ginn, dat ze maachen. Mir si säit zwee Joer amgaangen, déi nei Beschëlderung ze maachen. Den Norden ass bal fäerdeg. Mee natierlech, dat ass vill Aarbecht. An am Süde si mer amgaang. Mee ech mengen, Är Kollege Buergermeeschteren aus den Nordgemenge kënnen Iech och nach eng Kéier de Projet weisen, well et ass e ganz flotte Projet, wou mer eng eenheetlech Beschëlderung hunn, wou d'Auto-pédestren net nëmmen an eng Richtung ginn, mee an zwou Richtunge ginn an esou weider. Also e ganz flotte Projet.

Dann hutt Dir gesot, et géif un eng nationaler Strategie feelen. Ma déi hu mer d'lescht Woch presentéiert. Eebe grad ganz wichteg, dass mer déi national Strategie hunn. Et ass eng Strategie, déi Bottom-up

opgeschafft ginn ass, wou mer souwuel déi touristesch Acteuren hunn, d'Syndikater, d'ORTen, alleguerten d'Acteuren an natierlech och d'Betribler, déi matgeschafft hunn, fir déi Strategie ze developpéieren, op där anerer Säit awer och grouss Foren haten, wou jiddweree konnt matschwätze fir ze gesinn: Wat ass iwwerhaupt den Tourismus? An doraus ass déi Strategie do developpéiert ginn.

Wéi eng Hëlfelefen hu mer fir d'Gemeng? Ma mir hunn eng ganz Rëtsch. Mir hunn de Plan quinquennal, wou d'Gemengen eligibel sinn. An ech wäert duerno eng Kéier op d'Zuele vum Plan quinquennal kommen, well déi vu verschidde Leit gefrot gi sinn. Awer op där anerer Säit och natierlech déi Hëllefstellungen, déi mer hunn, fir d'Etüde kënnen matzefinanzéieren, och mat ze weisen, an awer och d'ORTen, wou d'Gemenge Member sinn. Also d'Gemenge sinn am Fong am ORT a finanzéieren den ORT, well soss géif déi regional Vernetzung net funktionéieren. An d'ORTen hei zu Lëtzebuerg maachen eng formidabel Aarbecht, eebe grad an der Vernetzung mat allen Acteuren um Terrain an de Regionen.

Ech si gefrot gi fir d'Zuele vum Plan quinquennal. Ronn 15 Milliounen sinn un de Secteur communal gaang vum zéngte Plan quinquennal, ronn 15 Milliounen sinn un de Secteur communal bezuelt ginn, ronn 10 Milliounen un d'Syndicat-d'initiatives, ronn 5 Milliounen un d'Hotellerie, 3 Milliounen un d'Campingen, dann 3 Milliounen fir de Fonds de relance Covid-19, 2,1 Milliounen fir Konzepter an Etüden, 1,1 Milliounen fir Investisseur-privéen a Gîtë mat ronn 1,9 Milliounen. Dat zu den Zuele vum zéngte Plan quinquennal Tourismus.

Dann hunn ech elo zwou Froen vun Iech. De bessere politesche Kader: Ech weess net, wat Der domat mengt. An et misst méi investéiert ginn: Elo weess ech och net méi. Vlächte kënnen mer nach eng Kéier doriwwer schwätzen.

Dann d'Fideliséieren. D'Madamm Hartmann huet et ugeschwat, eebe grad e ganz wichtege Punkt, dee mam 50-Euro-Bong gemaach ginn ass: fideliséieren. Véier Touriste vu Fënneg, déi op Lëtzebuerg kommen, recommandéiere Lëtzebuerg als touristesch Destinatioun. Dat heescht, dat sinn déi beschten Ambassadeuren. Déi ginn heem a soen: „Hei, ech war zu Lëtzebuerg, zu Iechternach op der Sprangpressessioun“, Madamm Hartmann, „an ech gi souguer zrëck dohinner.“

(Interruption)

Ech weess net, Här Di Bartolomeo, ob elo d'Kiermes, op där Der de Weekend waart, och esou eng touristesch Attraktioun ass, mee se kann et sécherlech nach ginn.

Dann huet d'Madamm Hartmann de Gedenktourismus ugeschwat, eebe grad do, wou mer eis eng national Strategie ginn hunn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | D'Uergel. Eis Uergel.

M. Lex Delles, Ministère du Tourisme | An d'Uergel, natierlech.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An eise Waasseruert.

M. Lex Delles, Ministère du Tourisme | Ech géif Iech proposéieren, Här Di Bartolomeo, dass Der Iech beim „Guide for one day“ umellt, also op www.guideforoneday.lu kennt Der Iech nach als Guide mellen, fir d'Diddelenger Uergel ze weisen. Ech si mer sécher, dass ganz vill Leit sech wäerten umellen, fir vun Iech déi Uergel an der Kierch vun Diddeleng gewisen ze kréien.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Privat.

M. Lex Delles, Ministère du Tourisme | Ech melle mech sécher un.

(Hilarité)

Also de Gedenktourismus, deen ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wéini?

M. Lex Delles, Ministère du Tourisme | Mellt Iech u bei www.guideforoneday.lu. Am Moment kënnen d'Guidë sech nach umellen. Et wäerte ganz vill Leit matgoen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An Dir sidd deen Éischten.

M. Lex Delles, Ministère du Tourisme | De Gedenktourismus Ech kommen doudsécher mat.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo.

M. Lex Delles, Ministère du Tourisme | De Gedenktourismus an der Industrie, wéi en ugeschwat ...

Fait personnel, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, de Minister hat mech ugeschwat. Wann e Minister mech uschwätzt, da sinn ech esou héiflech an ech äntweren. Entschëllegt, Här President. Ech wäert et net méi maachen.

(Hilarité)

M. Lex Delles, Ministère du Tourisme | Also de Gedenktourismus: e wichtege Deel, Industrie, Zweete Weltkrich an Europa, wou mer eis dës Kéier emol fir d'éischte Kéier eng Strategie ginn hunn, fir de Gedenktourismus zu Lëtzebuerg kënnen ze réaliséieren.

D'Madamm Hartmann huet e grouse Problem, deen och nach vun anere Virriedner ugeschwat ginn ass, de Problem vun de Packagen. Jo, dat ass e reelle Problem zu Lëtzebuerg. Wie mécht Packagen? Dat kënnen just Agencë sinn, well mer nämlech eng Direktiv „Voyage à forfait“ hunn, woubäi een dann och verschidde Konditiounen muss erfëllen, fir kënnen Packagen ze maachen.

D'ORTE maachen eng formidabel Aarbecht, zesumme mam LFT natierlech, wa Leit op Lëtzebuerg kommen, fir hinnen ze weisen, wat se kënnen an de Package setzen, mee kënnen selwer de Package net maachen, dat ass och net hire Rôle. Dat heescht, si weisen, wat ee ka maachen. Dat heescht, wann eng auslännesch Agence dohinnerkennt, soe se: „Dir kennt dat, dat an dat matenee verbannen.“ An dann ass et awer un den Agencen natierlech, dee Package ze verkafen. An do gesäit een awer och, dass ganz vill nei Saache gemaach ginn.

E wichtege Punkt, deen och vun e puer Virriedner ugeschwat ginn ass: d'Luxair. Ech si ganz frou, dass se säit zwee Joer hir Strategie ugepasst hunn an och wëlle méi Income maachen, och zesumme mat LFT. Si selwer sinn Member am Luxembourg for Tourism, fir och do Publicitéit op deenen Destinatiounen ze maachen, wou se sinn, fir dass se da kënnen geholl ginn.

D'Madamm Burton huet gefrot, wou d'Strategie vum MICE-Tourismus drun ass. Enn des Jores wäert se presentéiert ginn.

Ob d'ORTE méi Sue kréien? Ma eebe mat deem Pilotprojet wëlle mer gären doriwwer vill méi Moyene ginn. Ech hu vun deene 600.000 Euro (veuillez lire: 660.000 Euro) geschwat, déi den ORT Norden huet. D'Zuele vum Fënnefjoresplang ...

(Interruption)

Ech hunn nach zwou Minutten.

D'Zuele vum Fénnefjoresplang, déi ugeschwat gi sinn, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | En huet der nach zwou vu mir.

M. Lex Delles, Ministre du Tourisme | Merci.

... hunn ech grad genannt. Dat heescht, eng ronn 45 Milliounen sinn ausbezuelte ginn.

Dann d'Digitaliséierung, e ganz wichtege Deel. Jo, d'Digitaliséierung ass ganz wichteg am Tourismus, besonnesch eebe fir ze kucken, fir d'Buchbarkeet a fir all déi aner Saachen. Wat gëtt do gemaach? Ma mir hu virun zwee Joer d'Fit-4-Digital-Packagen en place gesat, well eebe grad fir déi Kleng- an déi Mëttelbetriber de Fit 4 Digital ganz léif war, mee et awer net interessant ass, eng 360-Grad-Analys vun der Digitaliséierung vum Betrib ze maachen, wann ech selwer emol iwwerhaupt kee Computer hunn. Duerfir eeben de d'Fit-4-Digital-Package, wou wierklech am Betrib selwer eppes en place gesat gëtt. Iwwer 200 sinn der d'lescht Joer do realiséiert ginn.

Dir hutt zu Recht de LEADER ugeschwat, e ganz wichtege Acteur och am Tourismus, well domat d'Developpement vu Projete gemaach gëtt. E Problem, deen et dobäi gëtt: Wann e LEADER-Projet realiséiert gëtt, ass en ëmmer just fir eng gewësse Period. Wann de Projet da soll perenniséiert ginn, dann ass de Problem: Wéi kënnen mer e finanzéieren? An dat ass, mengen ech, e Punkt, deen ze analyséieren ass, well et ass schéin, e Projet ze maachen, mee wann en duerno zesummefält, well en net ka realiséiert ginn, dann ass et relativ schwierig. Dat heescht, et muss ee kucken: Ass de Projet och viabel no der Finanzéierung vum LEADER-Projet? Dat, mengen ech, och besonnesch am Kader vum regionalen Tourismus.

Dir hutt vum Regierungssaccord geschwat, dass mer am Regierungssaccord stoen hunn, dass mer wëllen am ICCA-Ranking am MICE-Tourismus op déi 50. Plaz kommen. Ech hunn haut de Moien extra nach eng Kéier nogekuckt. Mir sinn iwwer zéng Plaze besser ginn a mir sinn op der 54. Plaz, dat heescht, mir hunn hei bal de Koalitionsaccord realiséiert.

Dann ass vu Jugendherberge geschwat ginn. Jo, zu Clierf gëtt et keng Jugendherbergen. Et gëtt och nach aner Dierfer oder Gemengen oder Stied, wou et keng Jugendherberge gëtt. Also ech mengen och net, dass de Staat kann an all Gemeng eng Jugendherberg bauen. Et gëtt awer dräi nei Jugendherbergen, déi an der Planung sinn, sief et Veianen, sief et Ettelbréck, sief et an der Stad Lëtzebuerg, woubäi souwuel zu Veiane wéi an der Stad och schonn de Bagger rullt. Jugendherbergen, och eng ASBL, déi awer ganz ..., deenen ech och op dëser Plaz natierlech wëll Merci

soen, well et weess een et net ëmmer, mee och d'Jugendherberge sinn eng ASBL mat engem Conseil d'administration, deen dat benevoll mécht.

M. André Bauler (DP) | Et gëtt awer eng Jugendherberg an der Gemeng Clierf.

M. Lex Delles, Ministre du Tourisme | Al!

M. André Bauler (DP) | Zu Wäicherdang.

M. Lex Delles, Ministre du Tourisme | Zu Wäicherdang gëtt et eng Jugendherberg, wéi elo grad hei gesot ginn ass vum Här Bauler.

Dann, jo, ech muss soen, eng Appreciatioun vun der Analys iwwer d'Strategie deelen ech natierlech net. Och wa mer do en internationale Consultant geholl hunn, fir dat do mat ze suivéieren. Just nach eng Kéier, et war schued. Ech mengen, d'Deputéiert waren och invitéiert, fir op d'Presentatioun ze kommen. Grad déi Kritiker, déi ech hei am härtesten héieren, waren awer leider verhënnert, fir dohinner lauschteren ze kommen, well et sinn nämlech ganz konkret déi Mesuren, déi och dra sinn. Dat sinn op där enger Säit natierlech déi Iwwerleeungen, déi dra si mat de Megatenden: Wou sinn d'Stärkten, wou sinn d'Schwächen, déi mer als Lëtzebuerg hunn. Awer och ganz konkret Moosnamen, déi an deene sechs Piliere drastinn, fir déi kënnen ëmzesetzen, soudass also do ganz vill gemaach ginn ass.

Eng Fro zum Airbnb. Den Airbnb, dat ass awer an der Kompetenz vun de Classes moyennes. Do ass d'Gesetz vum Droit d'établissement deposéiert, wou gesot ginn ass: Mir wëllen net hei gären d'initial Iddi vum Airbnb, d'Sharing Economy, futti maachen. Mir soen: Dräi Méint kanns de eppes maachen, kanns de verlounen. Natierlech muss een do deklaréieren an esou weider. Op där anerer Säit, wéinst der Concurrence déloyale, genausou wéi et och am Koalitionsaccord steet, muss mer awer e Kader hunn an et muss gläich sinn. Dat heescht, wann ech iwwer dräi Méint eng Locatioun maachen, wou net den Domicile gesat gëtt vun deem, deen dohinner kënnt, da sinn ech net méi an eng Sharing Economy, da sinn ech an eng Activité commerciale wéi all aneren och. Duerfir ass dat eeben do ze fannen.

De leschte Punkt, Här President, da sinn ech bal fäerdeg, dat ass den Trend, deen den Här Goergen ugeschwat huet vun de kuerze Buchungen. Deen ass e bësse gebrach, leeft awer nach ëmmer. Dat heescht, et gesäit een awer trotzdeem, dass an der Hotellerie an op de Campingen August, September elo scho gebucht ginn ass.

Luxair, ass genannt ginn. Do gëtt et Zesummenaarbechten, fir déi Campagne ze maachen. Mee och

d'CFL, och d'CFL huet als Member vum LFT do e Rôle a schafft och mam LFT zesammen, fir besonnesch Destinatiounen kënnen unzeschwätzen, wou d'CFL hifiert, sief et an Däitschland op Koblenz, op Paräis, awer och anerer.

Busreesen, do gëtt et verschidden Acteuren, déi heihinnerkommen, fir Packagen ze maachen.

An dann d'Marie-Astrid. Ech muss soen, den Toiletteproblem zu Réimech, dee kennen ech elo natierlech net esou gutt. Ech weess awer, dass do e Quai extra gemaach ginn ass, well et nämlech den Terminus vu verschiddene Flosscroisiären ass, déi dann dohinnerkommen. An dann natierlech: Wéi eng Aidë krut d'Marie-Astrid? All déi, déi aner Acteuren och kruten, dat heescht d'Aide Fonds de relance an déi aner Aiden, déi all aneren Acteur an deem Beräich och konnt kréien.

Et muss een awer wëssen, an dat gëtt ganz oft an der Diskussioun vergiess, dass d'Marie-Astrid net nëmme déi Connotation touristique, mee och eng Aufgab huet vun, ech soen net Taxi, mee am Fong vu Schëfflinn op der Musel, wat eng zweet Missioun vun hinnen ass. An hannert där ganzer ASBL ass och nach de Centre mosellan mat der Exploitatioun vun engem Musée an och vun der Tourist-Info op där Plaz. Dat heescht, et geet wäit doriwier eraus. An dofir och d'Cotisiatioun vum de Gemengen.

En tout cas soen ech villmools Merci fir déi Interpellatioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat war ganz informativ.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Tourismusminister Lex Delles. D'Parole après ministre ass fir den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden (CSV) | Ech wollt just preziséieren, well den Här Goergen dat gesot huet: D'Marie-Astrid ass europawäit dat éischt Schëff, dat un eng Klärlag undockt, wann et heemkënn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Prezisioun, Här Gloden.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesammen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 19.59 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Règlement concernant la sécurité dans les transports publics	6237	Marc Goergen	86	Vidéosurveillance autour du Centre de conférences Kirchberg	6471	Marc Goergen	92
Piste cyclable entre Clervaux et Troisvierges	6304	Jeff Engelen	87	Tests de dépistage pour la Covid-19	6472	Martine Hansen	93
Projet « Land of Memory »	6355	Martine Hansen, Octavie Modert	87	Nouvelle taxonomie européenne	6475	Laurent Mosar	94
Arbres malades le long de la Sûre	6377	André Bauler	88	Sécurité routière au lieu-dit « Op der Léier »	6478	André Bauler	94
Développement d'une plateforme de taxis gérée par l'État	6413	Max Hahn	88	Résiliation d'un contrat en ligne	6485	Viviane Reding	94
Importation du gaz liquéfié américain	6414	Fred Keup	88	Refus de transfert à l'étranger par la CNS	6487	Nancy Arendt épouse Kemp	95
Approvisionnement en gaz	6418	Laurent Mosar	88	Inondations de 2021	6492	Carole Hartmann	95
Redressement de la route (CR319) entre Wiltz et Winseler	6440	André Bauler	89	Travail des détenus	6493	Dan Biancalana	95
Organisation interne du Rehazenter	6445	Laurent Mosar, Max Hengel	89	Chantier sur l'A13 entre Ehlerange et Differdange	6495	Marc Goergen	95
Gestion des déchets au Luxembourg	6451	Marc Goergen	89	Chantier sur l'A13 entre Ehlerange et Differdange	6497	Myriam Cecchetti	96
Installations photovoltaïques sur le réseau ferroviaire	6455	Paul Galles	90	« Impfbus »	6501	Claude Wiseler, Martine Hansen	96
Médecin spécialiste en psychiatrie du groupe médical du Rehazenter	6457	Cécile Hemmen	91	Émissions CO ₂ des missions étatiques	6503	Myriam Cecchetti	97
Plan d'aménagement général de la ville de Diekirch	6460	Fred Keup	91	Quatrième vaccination contre la Covid-19 pour le personnel du secteur de la santé	6506	Marc Spautz	97
Médecin spécialiste en psychiatrie du groupe médical du Rehazenter	6463	Laurent Mosar, Max Hengel	91	Limite territoriale concernant les poursuites policières	6508	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	98
Endométriose	6468	Nancy Arendt épouse Kemp	92	Contrôle du registre des bénéficiaires effectifs	6510	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	98
Nouveau commissariat de police sur le territoire de la ville de Wiltz	6470	André Bauler	92	Informations en relation avec les transports publics	6513	Myriam Cecchetti	99

Règlement concernant la sécurité dans les transports publics | Question 6237 (23/05/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1755 vum 22. Januar 2020 hat de Minister fir Mobilitéit iwwert déi nei groussherzoglech Reglementer geschriwwen, déi d'Sécherheet am ëffentlechen Transport nei organiséiere sollen an déi al Reglementstexter sollen ersetzen. Den Text sollt zu deem Moment scho bal fäerdeg gewiescht sinn, sou d'Äntwert vum Minister.

„Do wäerten da Bestëmmungen drastoen, wéi ee Benotzer vum ëffentlechen Transport sech soll behuelen, respektiv wat wien net dierf maachen.“

An der Äntwert op d'Nofro N° 3484 vum 20. Januar 2021, also ee Joer no der éischter Fro, hat de Minister Follgendes geschriwwen:

„Leider huet d'Pandemie et net erméiglecht, dëse komplexen Dossier bis elo ze finaliséieren. An den nächste Wochen daerf een awer mat engem positive Resultat rechnen an den Dossier ka soumadder op den Instanzeweeg goen.“

Op Legilux sinn, Stand haut, awer nach ëmmer déi nämmlechte groussherzoglech Reglementer a Kraaft.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister dës Fro stellen:

– Wou sinn déi vum Minister ugekënnegt Reglementstexter drun?

Réponse (25/08/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte Marc Goergen beriff sech a senger Fro vum 23. Mee 2022 op zwou

parlamentaresch Froe vum 2020 an 2021, wou et ëm d'Sécherheet am ëffentlechen Transport goug. Dës Fro ass der Regierung eréischt de 26. Juli 2022 zougestallt ginn.

Effektiv gouf op d'Fro Nummer 1755 zu de geplangte Moosnamen zur Sécherheet geäntwert, datt zwee groussherzoglech Reglementer vum 3. September 1980 sollen duerch en neit Reglement ersat ginn, wou ranner d'Bestëmmunge stinn, wéi ee sech als Benotzer am ëffentlechen Transport soll behuelen.

Et gouf och geäntwert, datt et nach gëllt, fir „e Katalog mat de Montante vun de Strofen opzestellen, an zu gudder Lescht ginn nach verschidde Pisten ënnersicht, wie genee déi Strofen applizéiert an op wéi eng Manéier“.

An der parlamentarescher Fro Nummer 3484 goug et méi spezifesch ëm d'Maskepflicht am ëffentlechen Transport.

Den Aarbechtsgrupp „Ordre et sécurité“, ëm deen an dëser Äntwert nach emol rieds geet, ass effektiv säit der Pandemie a senger ursprüngelecher Form net méi zesummekomm. Den éierewäerten Deputéierten huet och richteg erkannt, datt déi groussherzoglech Reglementer nach net geännert hunn an ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir heimat en ausféierlechen Abléck op déi lescht Erkenntnisser a Fortschreter an dëser Thematik ze ginn.

De Katalog, fir d'Bestëmmunge vun den uewe genannte Reglementer vum 1980 ze ersetzen, war zum Zäitpunkt bis virun der Pandemie wéi gesot am Aarbechtsgrupp erstallt ginn. Sou wéi ugekënnegt, sollt nach ënnersicht ginn, wéi een déi jeeweileg Strofen och an der Realitéit kann applizéieren. An engem Reglement

ass et awer net méiglech, d'Sanktiounen ze definéieren an och net déi entspreichend Prozeduren, déi domat verbonne wieren, well dëst um Niveau vun engem Gesetz muss gemaach ginn.

Am Transportdepartement vum MMTP goufen do wéinst och Virbereedungen erschafft, fir déi entspreichend Gesetzesbasis ze schafen. Et gouf zrëckbehalen, dass sollt eng Trennung gemaach ginn tëschent enger Persoun, déi d'Kompetenz huet, eng Constatatioun vun enger Infraktioun ze maachen an enger Persoun oder Verwaltung, déi sech ëm d'„sanction administrative“ géif këmmen. Well awer en änleche Gesetzesprojet, nämlech de Gesetzesprojet Nummer 7126 iwwert d'„sanctions administratives communales“ an d'Erweiderung vun de Kompetenze vun de Gemengebeamten („Pecherten“) nach ëmmer um Instanzeweeg war, goufen d'Aarbechte fir esou eng nei „base légale“ fir den ëffentlechen Transport awer en suspens gehalen, fir net onnëtz Dispositiounen ze schreiwen.

Sou gouf zum Beispill Enn November 2021 am Comité de pilotage sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics, deen ech als Minister selwer presidéieren, a wou all Acteure wéi och Gewerkschaften dra vertruede sinn, rappeliert, datt zwar Virbereedung gemaach goufen, mee datt et ubruecht wier, als éischt den Ofschluss vum Text vum Gesetzesprojet 7126 ofzawaarden

Des Weideren hunn déi zoustänneg Beamten déi lescht puer Méint den Dossier nees méi konkret opgeholl, well et sech erausgestallt huet, datt de Wee vun engem neie Reglement fir de Strofkatalog net dee richtegen ass, mee och dëse Katalog op Gesetzesniveau misst erstallt ginn. Dat huet mat sech bruecht, dass de Katalog nach emol iwwerschaft

gouf, well e fir deen Niveau anescht soll formuléiert an opgestallt ginn. Och muss opgepasst ginn, fir net parallell Infraktiounen a Strofen zu aneren, scho besteeënd virzugesinn, z. B. am Code pénal. Dës Aarbechte goufen haaptsächlech vu menge Beamten an zesumme mat der CFL gemaach, well fir den Zuch den Handlungsbedarf am stäerkste war. Déi aner be-
traffenen Acteure gi selbstverständlech mat abezunn.

E weidere Volet am Kontext vu Sécherheet am öffentlechen Transport ass awer och d'Asetze vun Iwwerwachungskameraen. Och heizou gouf en Text ausgeschafft.

D'Envergure vun engem Avant-projet de loi huet also zougeholl, well et kee Sënn mécht, fir liéiert Sujete getrennte Projeten op den Instanzewee ze ginn. Dobäi kënn nach, dass fir all Volet den Dateschutz eng grouss Roll wäert spillen; e Sujet, dee jiddwerengem an dem éierewescher Deputéierte Marc Goergen sécher besonnesch wichteg ass.

De Gesetzesprojekt 7126 gouf schlussendlech den 13. Juli 2022 vum Parlament ugeholl, an d'Gesetz vum 27. Juli 2022 „relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux“ ass an Tëschenzäit a Kraaft.

Énnert dese Viraussetzung wäerte meng Servicere deemno d'Texter fir de Beräich vun öffentlechen Transport nees op de Leescht huelen. De Moment stinn awer d'Froen nach op, wéi eng Prozeduren ee fir d'Sanktiounen am Detail ka virgesinn, wien d'Kompetenz vum Sanctionnateur géif kréien, a wéi d'Perceptioun vun der Amende géif ofgewéckelt ginn. Heizou sinn nach Concertatioune mat anere Ministèren néideg.

Zil ass et, fir d'Gesetz vum 19. Juni 2009, op Basis vun deem en Agent dierf ee Client aus engem Transportmëttel verweisen an den Transportminister engem kann den Zougang zum öffentlechen Transport bis zu engem Joer laang verweigeren, esou ze iwwerschaffen, dass et een eenzegen a kohärente Gesetzestext gëtt, wou:

- déi besteeënd Dispositiounen aus dem Gesetz vum 2009, falls néideg ugepasst sinn,
- déi nei Dispositiounen, d. h. e Katalog vun Infraktiounen, Constatatiounen, Prozeduren an Amendé mat ageschafft ginn, an
- déi nei Dispositiounen fir eng Videosurveillance mat ageschafft ginn.

Piste cyclable entre Clervaux et Troisvierges | Question 6304 (07/06/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Bau vun der Vëlospist tëschen Eilwen a Clief verleeft zu engem groussen Deel laanscht déi entspreche-
chend Eisebunnstreck. Fir d'Baustell an den Zuchtrafic ofzesécheren, goufen déi zwee duerch en Drot vunenee getrennt.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gären dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, iwwer wéi eng Gesamtlängt déi genannt Ofspärung sech erstreckt?
2. Kann d'Regierung matdeelen, ob an op wéi eng Manéier dem Wëldwiessel bei der Installatioun vun dësem Drot Rechnung gedroe gouf? Falls keng separat Moosname fir de Schutz vum Wëldwiessel virgesi wieren, kann d'Regierung da matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass?

Réponse (22/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Déi vum honorabelen Deputéierte genannten Ofspärung ass op Ufro vun der CFL op enger Längt

vun zwee Kilometer tëschen Ischpelt an der Maulesmillen opgericht ginn. Duerch dës Moosnam kënnen d'Aarbechte vun der Stroossebauverwaltung parallell zum Zuchtrafic ausgefouert ginn. Aneschters misst déi ganz Zuchstreck (Linn 10) gespaart ginn.

ad 2. Fir de Wëldwiessel weiderhin ze garantéieren, ass dës Ofspärung all 100 m ënnerbrach ginn. Dobäi huet dës Öffnung all Kéiers ee Meter.

Mam Wëssen, datt et sech op dëser Plaz ëm eng provisoresch Ofspärung handelt, ass unzemierken, datt dës spéider duerch ee Gelänner aus Holz ersat gëtt, wat fir d'Wëld keen Hindernis duerstellt.

Projet « Land of Memory » | Question 6355 (15/06/2022) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

Le but du projet « Land of Memory » (cofinancé par le programme Interreg), auquel le Lycée du Nord a participé, consiste à promouvoir des offres transfrontalières de tourisme de mémoire autour des conflits du 20^e siècle. Le projet contribue à la préservation du patrimoine culturel et naturel, mais aussi à la valorisation des connaissances, de l'histoire et de la mémoire collective de la région. 15 partenaires de la Grande Région coopèrent pour améliorer la visibilité des lieux de mémoire et démontrent l'importance des sujets y afférents.

Du côté du Grand-Duché on compte parmi les lieux de mémoire les plus importants faisant partie du projet susmentionné le Schumannseck avec son Sentier du souvenir, le couvent de Fünfbrunnen et le Sentier des passeurs pour n'en citer que quelques-uns.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) De quelle façon les événements marquants de l'histoire du Grand-Duché du 20^e siècle tels que la bataille des Ardennes et ses lieux de mémoire sont-ils actuellement intégrés dans le programme scolaire de l'enseignement secondaire ?
- 2) Comment Monsieur le Ministre juge-t-il l'importance actuellement accordée à l'histoire luxembourgeoise du 20^e siècle par les programmes scolaires ?
- 3) Monsieur le Ministre entend-il valoriser davantage ces sujets sur le plan de l'éducation nationale ?
 - Dans l'affirmative, de quelle façon et dans quel délai ?
 - Dans la négative, comment Monsieur le Ministre motive-t-il sa position que les faits marquants de l'histoire du Grand-Duché seraient d'ores et déjà traités de façon exhaustive ?

Réponse (25/08/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

À l'enseignement secondaire général, l'histoire du XX^e siècle et de la Deuxième Guerre mondiale figure au programme de la classe de 5G ; le manuel « Entdecken und Verstehen », confectionné par des professeurs d'histoire luxembourgeois, est centré sur l'histoire luxembourgeoise. Les sujets traités englobent notamment la politique d'occupation, la propagande nationale-socialiste, la persécution des juifs, la résistance et la collaboration ou encore l'offensive des Ardennes. Deux pages sont consacrées aux lieux de mémoire (Denkmäler untersuchen) comme par exemple le Monument de la solidarité nationale ou la Gëlle Fra. En classe de 4G sont analysées les conséquences de deux guerres mondiales sur l'histoire de notre pays.

À l'enseignement secondaire classique, les programmes en vigueur imposent aux titulaires de traiter de l'histoire luxembourgeoise tout en leur laissant une certaine latitude quant au volume qu'ils entendent lui réserver. Il est précisé que « les savoirs mettent en relation l'histoire du monde, l'histoire de l'Europe et l'histoire du Luxembourg » et qu'il « ne s'agit pas de raconter un "roman national", mais de traiter de manière plus systématique l'histoire du Luxembourg, en prenant en considération l'espace politique, culturel, économique et social dans lequel est inséré le pays ».

Une réforme de l'enseignement de l'histoire entrera en vigueur avec la rentrée de l'année scolaire 2022-2023 dont l'un des buts est de renforcer encore la présence et la visibilité de l'histoire luxembourgeoise.

Par ailleurs, dans les deux ordres d'enseignement, un groupe de travail mis en place en collaboration avec le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) est chargé de dresser l'inventaire de l'ensemble du matériel pédagogique et de toutes les activités existant d'ores et déjà dans le domaine de l'enseignement de l'histoire. In fine, il s'agit d'élaborer des fiches de travail destinées à compléter les manuels et à accorder une place plus importante à l'histoire luxembourgeoise.

En dehors des programmes scolaires proprement dits, l'histoire luxembourgeoise est également au centre d'une importante série d'initiatives et d'offres pédagogiques lancées par le Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) à l'intention du public scolaire. Qu'elles soient ici brièvement énumérées :

- chaque année, dans le cadre de la Journée de la mémoire de l'Holocauste, le ZpB organise des projections de films et des lectures scéniques destinées à un public scolaire ainsi que des formations continues pour enseignants ;
- l'ancien couvent de Cinqfontaines, où près de 300 Juifs furent internés avant leur déportation pendant la Seconde Guerre mondiale, est aujourd'hui un lieu dédié à la mémoire des victimes de la Shoah ainsi qu'un lieu d'apprentissage et de rencontre avec une offre d'éducation à la citoyenneté. Le ZpB, en collaboration avec le Service national de la jeunesse (SNJ), propose des visites guidées pour des groupes scolaires à partir du cycle 4.2 de l'enseignement fondamental. Ces visites peuvent être complétées par des ateliers traitant e. a. de la discrimination ou de la mémoire ;
- dans le cadre d'un partenariat entre le ZpB et le United States Holocaust Memorial Museum, l'exposition itinérante « State of Deception » documente les méthodes de propagande nazie et examine la façon dont la propagande nazie a façonné la société allemande. Cette exposition est gratuitement mise à la disposition des lycées ;
- le ZpB a aussi élaboré un certain nombre d'offres pédagogiques destinées aux enseignants et aux éducateurs. Ainsi, un dossier pédagogique sur la mémoire en général (dont celle liée à la Seconde Guerre mondiale au Luxembourg) de même qu'un dossier accompagnant la publication « La Deuxième Guerre mondiale au Luxembourg » développée par le Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale, sont disponibles à tout multiplicateur souhaitant traiter du sujet avec des jeunes ;
- la « 50 Faces-Box » a été développée en tant qu'outil didactique présentant 50 biographies de guerre. Cette boîte permet d'aborder différentes thématiques liées à l'expérience la Deuxième Guerre mondiale dans une perspective luxembourgeoise : occupation, injustice, dictature et génocide. Elle ouvre également le débat sur les différentes « Mémoires » et a été réalisée en coopération avec le Musée national d'histoire militaire

et le Musée national de la résistance et des droits humains.

Les offres du ZpB sont présentées dans le cadre de formations continues proposées par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) et axées sur l'intégration des outils dans les cours et leur utilisation avec des groupes de jeunes.

ad 2) et 3) Comme il a été montré plus haut, l'histoire luxembourgeoise occupe actuellement dans notre enseignement une place de choix que les travaux en cours ont pour but de renforcer encore.

Arbres malades le long de la Sûre | Question 6377 (20/06/2022) de M. André Bauler (DP)

Laanscht d'Uelzecht an d'Sauer schéngen eng ganz Rëtsch Beem krank oder vun engem Insekt befall ze sinn. Jiddefalls sinn d'Blieder vun dese Beem gefriess ginn a schéngen och net méi nei ze schéissen. Sou z. B. tëscht Ettelbréck an Dikrech laanscht d'Ënnersauer.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass d'Naturschutzverwaltung dësem Phänomen schonn op de Fong gaangen?
2. Ëm wat fir eng Kränkt handelt et sech?
3. Handelt et sech heibäi éischter ëm een zäitweiligen oder ëm ee reng zoufällege Phänomen?

Réponse (19/08/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. an 2. Der Naturverwaltung ass opgefall, dass verschidde Weiden zu engem Moment keng Blieder haten.

Alles deit drop hin, dass d'Blieder vun Insektelarve gefriess goufen. Fir d'Identifikatioun ze maachen, hätten d'Insekte während dem Friesse bestëmmt misse ginn. Nodrëglech eng genau Analys ze maachen ass net méiglech.

Et sief bemierkt, dass dëst duerchaus een natierleche Phänomen ass.

ad 3. Sou eng Situatioun kënnst ëmmer an der Natur vir, wann den Zäitpunkt vum Lafausdriff mam Moment, wou déi meeschten Insektelarve virkommen, iwwertenee fällt. Et kann een dovun ausgoen, datt déi meeschte Beem sech erëm erhuelen an nach am Laf vum Summer een zweeten Driff wäerte maachen. Wann d'Wiederkonditiounen weider sou defavorabel fir d'Beem bleiwen, kann awer och net ausgeschloss ginn, dass verschidde Weiden (ewéi och aner Beem) ofstierwe wäerten.

Développement d'une plateforme de taxis gérée par l'État | Question 6413 (28/06/2022) de M. Max Hahn (DP)

Den Här Minister huet viru Kuerzem d'Schafe vun engem Plattform annonciert, déi änlech wéi Uber soll fonctionnieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Kann den Här Minister weider Informatiounen zu dëser Plattform ginn? Wat sinn d'Konditiounen, fir sech als Chauffeur unzemellen? Wéi eng Zort Offer wäert ugebuede ginn (Ride-hailing, Reservéierung am Virfeld, ...)?

– Wäert dës Plattform bestoend Plattformen am Taxisecteur ersetzen? Ass geplangt, dës Plattform an d'Mobilitéitsapp ze integréieren?

– Wat sinn d'Grënn, firwat de Staat esou eng Plattform entwéckelt, amplaz de Secteur selwer?

– Wat ass de Käschtepunkt, fir dës Plattform ze entwéckelen?

– Wéini soll dës Plattform operationell sinn?

Réponse (22/08/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Iddi vun engem Plattform, déi änlech wéi Uber oder aner vergläichbar Ubidder funktionéiere soll, baséiert sech op engem aktueller Manktem vun Transparenz bei der Offer an de Präisser, wéi och d'Garantiere vum Anhale vun der Aarbechtsgesetzgebung an de soziale Standarden am Secteur. Ausserdeem sollen déi zwee Typen vu Servicer, d'Taxien a VLCen (voiture de location avec chauffeur) zu engem eenzege Regime zesummegefuert ginn. Dëst entsprécht och de Recommendationen, déi déi Europäesch Kommission de 4. Februar 2022 iwwert de lokale bezuelte Passagéiertransport erausginn huet, fir dës Servicer an Europa méi eenheetlech ze reegelen a fir Abusen ze ënnerbannen.

Wéi genee esou eng Plattform lo kéint ausgesinn a wat déi genee Modalitéite sinn, soll an deenen nächste Wochen an engem Aarbechtsgrupp zesumme mat den Acteuren aus dem Secteur ausgeschafft ginn. Am spéiden Hierscht misst da feststoen, wéi de Projet weidergeet.

Well viles vun Resultat vun dese Gespréicher ofhänkt, ass et am Moment nach net méiglech, fir op déi aner Froen ze äntweren.

Importation du gaz liquéfié américain | Question 6414 (28/06/2022) de M. Fred Keup (ADR)

Am Kader vun den Energiesanktiounen géint Russland gëtt och de verstärkten Import vum amerikanesche Flësseggas LNG, deen iwwert déi ëmstridde Fracking-Method gewonne gëtt, als potenziell Alternativ diskutiert.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

– Verfüügt d'Regierung iwwer eng Vergläichsetude, déi de vollstännegen ekologesche Fousofdruck vum Uelegimport iwwer Pipeline an dem Import vum amerikanesche Flësseggas dokumentéiert? Falls net, gesäit d'Regierung vir, zäitno eng entsprechend Etude an Optrag ze ginn?

Réponse (19/08/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Generell ass ze soen, datt laut der Internationaler Energieagence 15 % vun de weltwäit energiebezunnenen Zäregasemissiounen bei der Fërderung an dem Transport vun Ueleg a Gas entstinn („The Oil and Gas Industry in Energy Transitions“, IEA, 2020, S. 8). Dobäi sinn den Haaptproblem d'Methanemissiounen, déi genauou an der Gas- wéi an der Pétrolsproduktioun beim iwwerierdesche Betrib entstinn. Methan ass en Zäregas mat engem Treibhauspotenzial vun 28, dat heescht 28-mol méi héich wéi dat vun CO₂.

Weeder d'Notzung vun Ueleg, nach vu Gas, ass deemno mat eise Klimaziler vereinbar. D'Zil vun der Regierung ass dofir, de Verbrauch vun dësen Energien an eisem Land ze reduzéieren a mëttelfristeg duerch d'aktiv Fërderung vun den erneierbaren Energien an

der Energieeffizienz ganz a Richtung Klimaneutralitéit ze goen. Dat ass och e konkreete Beitrag zu méi Versuergungssécherheet an Onofhängegkeet.

Approvisionnement en gaz | Question 6418 (29/06/2022) de M. Laurent Mosar (CSV)

Les ministres de l'Énergie de l'Union européenne étaient réunis ce lundi pour discuter de la crise énergétique qui fait suite à l'agression de la Russie contre l'Ukraine. La Russie utilise en effet l'énergie comme arme pour mettre les autres pays sous pression, ce qui entraîne pénuries et explosion des prix sur le marché énergétique. La situation est particulièrement préoccupante pour les mois froids à venir : Monsieur le Ministre de l'Énergie a évoqué dans ce contexte un « hiver difficile ».

Dans le cas où il y aurait un problème d'approvisionnement en gaz, il existe un plan de délestage des réseaux de gaz naturel et une liste des entreprises qui devraient réduire voire totalement suspendre leurs activités, pour assurer un approvisionnement suffisant des ménages et consommateurs privés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Sur quels critères a été établie la liste susmentionnée ?

2) Monsieur le Ministre de l'Énergie a expliqué dans une interview télévisée avoir discuté avec les représentants du secteur industriel pour identifier la manière de faire des économies d'énergie au niveau des entreprises. Est-ce qu'il y a également eu un échange avec les représentants du secteur industriel pour établir les critères de la liste susmentionnée ?

3) Quelles sont les aides prévues pour les entreprises qui pourraient être obligées de réduire voire totalement suspendre leurs activités ? Est-ce que ces entreprises pourraient recourir au chômage partiel ?

4) Le Gouvernement estime-t-il que les aides actuellement en place ou en cours de mise en place sont suffisantes pour amortir les effets de l'explosion des prix sur le marché énergétique ?

Réponse (26/08/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

ad 1) La loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel prévoit dans son article 18 que les gestionnaires de réseaux de gaz naturel sont tenus, en cas d'événements exceptionnels, de prendre toutes les mesures préventives nécessaires afin de limiter la dégradation de la sécurité, de la fiabilité ou de l'efficacité du réseau. Ces mesures peuvent aussi comporter l'interruption de la fourniture.

Dans ce contexte, les gestionnaires de réseaux avaient élaboré conjointement en 2009 un premier plan de délestage qui décrit comment la consommation de gaz naturel peut être adaptée à une situation d'urgence en délestant, le cas échéant, certaines catégories de clients tout en assurant autant que possible l'approvisionnement des clients résidentiels qui sont considérés comme clients protégés. Ce plan de délestage a été mis à jour une dernière fois en février 2022 par les gestionnaires de réseaux en considérant toujours que ce plan reste une mesure de dernier recours, et qui constitue un instrument permettant aux gestionnaires d'agir rapidement à une dégradation potentielle de la sécurité et de la fiabilité des réseaux. À cette fin, des niveaux de priorisation ont été définis pour lesquels les

entreprises industrielles connectées au réseau de transport haute pression sont les clients. Ces derniers clients sont délestés en premier et les clients résidentiels sont délestés en dernier. Les clients professionnels raccordés aux réseaux de distribution se trouvent entre ces deux catégories de clients. Le raisonnement pour établir ces niveaux de priorité est surtout que les gestionnaires de réseaux peuvent agir sur un nombre limité de clients industriels pour réduire, dans une première étape, substantiellement la consommation et stabiliser ainsi la pression dans les réseaux.

Le plan de délestage tel qu'il a été élaboré par les gestionnaires de réseau est une mesure d'urgence qui permet de réagir rapidement à une situation exceptionnelle limitée dans le temps, et qui ne leur laisse pas le temps d'informer les consommateurs concernés longtemps à l'avance.

Il convient de signaler que ce plan de délestage ne contient pas encore la stratégie de réduction structurelle et long terme de la consommation de gaz naturel devenue nécessaire dans le contexte de la guerre en Ukraine et la pénurie de gaz sur les marchés européens. En effet, d'après l'accord politique des ministres de l'Énergie de l'UE le 26 juillet 2022, les États membres sont tenus de se préparer à d'éventuelles perturbations de l'approvisionnement en gaz en provenance de Russie moyennant une réduction de 15 % de la demande de gaz naturel pour cet hiver et de mettre à jour leurs plans d'urgence nationaux avant le 31 octobre 2022 afin de tenir compte des mesures de réduction volontaires et obligatoires de la demande. En ce moment, des échanges réguliers et soutenus entre le Gouvernement et la Fedil ont lieu afin de concrétiser des potentiels de réduction volontaires avec les acteurs industriels.

ad 2) En effet, les gestionnaires de réseau ont récemment adressé un courrier à tous les consommateurs qui sont directement concernés par le plan de délestage et leur ont rappelé le niveau de priorité auquel ils font partie. En plus, plusieurs réunions ont eu lieu entre la Fedil, ses membres et les Ministères de l'Énergie et de l'Économie pour leur présenter les principes du plan de délestage et pour discuter l'approche de la mise à jour du plan d'urgence. Suite à cette réunion, la Fedil a envoyé un questionnaire à ses membres pour mieux comprendre leurs besoins en gaz naturel et les solutions de repli qu'ils ont éventuellement en place.

ad 3) Il n'est pas exclu que, si certaines entreprises devaient diminuer leur consommation ayant un impact sur leur production ou leur activité par l'application du plan d'urgence et/ou du plan de délestage, cela puisse également avoir un impact sur l'emploi des salariés de cette entreprise. Lors de sa prochaine réunion, le Comité de conjoncture analysera le scénario de telles interruptions possibles et proposera des solutions qui pourraient être trouvées pour les salariés éventuellement concernés.

ad 4) Les aides actuellement en place avaient comme but d'amortir les hausses inattendues du prix de l'énergie en adoptant une approche aussi pragmatique que possible. Les évolutions actuelles des marchés de l'énergie laissent présager que les niveaux de prix du gaz et de l'électricité continuent à augmenter. Il s'agit dans la phase actuelle de préparer un réajustement des aides et de les cibler aussi davantage sur les plus démunis.

Redressement de la route (CR319) entre Wiltz et Winseler | Question 6440 (04/07/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Il y a un an, suite à des pluies torrentielles, la route (CR319) entre Wiltz et Winseler s'est écroulée sur un

tronçon de quelque trois mètres si bien qu'elle n'y est carrossable que sur une seule voie. Des feux rouges règlent depuis cet événement le trafic sur le tronçon concerné.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, si l'Administration des ponts et chaussées est actuellement en train d'élaborer un projet de redressement afin de remédier à cette situation dans les délais les meilleurs, de préférence avant la saison hivernale à venir ?

2) Quel serait le coût prévisible des travaux à réaliser en cet endroit du CR319 ?

3) Pour quand la soumission publique pourrait-elle avoir lieu au plus tard ?

Réponse (16/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Conscient de l'état du chemin repris CR319 entre Wiltz et Winseler, l'Administration des ponts et chaussées élabore actuellement un projet visant à remédier à la situation existante.

La reconstruction s'avère très complexe en raison de circonstances difficiles, à savoir l'écroulement du mur de soutènement, l'accumulation de conduites d'alimentation dans la chaussée (gaz, électricité, télécommunication et canalisation) et un talus déstabilisé de 30 m de haut.

Jusqu'à présent, les études géotechniques y afférentes ont été finalisées et plusieurs variantes ont été élaborées, dont une a pu être retenue.

Actuellement, l'élaboration du dossier de soumission est en cours.

ad 2) Le coût prévisionnel de ces travaux s'élève à 750.000 €.

ad 3) Il est prévu de lancer la procédure de soumission d'ici la fin de l'année et de commencer les travaux à l'été 2023.

Organisation interne du Rehazenter | Question 6445 (05/07/2022) de **M. Laurent Mosar** | **M. Max Hengel** (CSV)

Selon nos informations, il existe depuis quelque peu des tensions entre le conseil médical et la direction générale du Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation quant à l'organisation interne du Rehazenter. Le corps médical se plaint que le Rehazenter ne dispose plus d'un directeur médical qui était e. a. responsable pour la coordination entre les médecins traitants et les thérapeutes. Le remaniement de l'organigramme aurait été fait sans le consentement du conseil médical. Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé.

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que le poste du directeur médical du Rehazenter reste vacant depuis mars 2021 ?

– Dans l'affirmative, pour quelles raisons le poste du directeur médical reste vacant depuis plus d'un an ?

2) Est-ce qu'il sera procédé à la nomination d'un nouveau directeur médical, étant donné que le poste figure toujours sur l'organigramme du Rehazenter tel qu'il est publié sur le site Internet ?

– Si oui, dans quels délais cette nomination est envisagée ?

3) Est-ce que l'absence d'un directeur médical ne risque pas de perturber le bon fonctionnement du Rehazenter ?

4) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que le pool des secrétaires médicales a été mis sous l'autorité du comité de direction, respectivement de la direction des soins ?

– Si oui, quelles sont les raisons pour ce changement ?

5) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer qu'un médecin vacataire du Rehazenter a été menacé de licenciement, ceci en absence d'une faute grave ?

Réponse (16/08/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) En ce qui concerne le poste de directeur médical, effectivement vacant depuis mars 2021, il convient de préciser que le Rehazenter n'a pas d'obligation légale de nommer un directeur médical, en référence à l'article 31 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Au moment de la désignation du nouveau directeur général, il a été retenu que la vacance de poste du directeur médical serait discutée ultérieurement, sachant que le nouveau directeur général, en poste depuis le 1^{er} mars 2021, remplit cette fonction à 100 % alors que ses prédécesseurs cumulaient les postes de directeur général et de directeur médical.

ad 2) La question de pourvoir le poste du directeur médical a déjà été abordée à plusieurs reprises lors de réunions du conseil d'administration et sera formellement inscrite à l'ordre du jour du conseil d'administration de septembre 2022.

ad 3) L'absence d'un directeur médical en soi ne perturbe pas le bon fonctionnement du Rehazenter, car d'une part le directeur général préside la réunion hebdomadaire des médecins et d'autre part l'organigramme prévoit deux coordinateurs médicaux dont la mission est de concevoir, coordonner, développer et garantir le bon fonctionnement de l'activité médicale au sein de leur secteur respectif. Il convient de préciser que les coordinateurs médicaux assistent aux réunions du comité de direction et ont des échanges hebdomadaires avec la direction.

ad 4) De droit, il n'y a pas eu de modification de positionnement hiérarchique des secrétaires médicales qui dépendent de la fonction de direction médicale. Vu que ce poste est actuellement vacant, le directeur général a délégué certaines questions de la gestion journalière à la direction des soins.

ad 5) S'agissant en l'occurrence d'un médecin vacataire, il ne put y avoir de menace de licenciement. La situation du médecin en question aurait dû être régularisée par le biais de la signature d'un contrat-type de médecin coopérant, ce que l'intéressé a refusé de faire.

Gestion des déchets au Luxembourg | Question 6451 (06/07/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An enger ARD-Dokumentation iwwert de Plastikmüll, „Die Recyclinglüge“, gëtt op verschidde Mësstänn bei der Entsorgung vun Offall opmierksam gemaach.

Vun de 6 Milliounen Tonne Plastikoffall, déi järelech an Däitschland produziéiert ginn, solle manner wéi 5 % op en Neits verwennt ginn. Oft gëtt dës Zuel awer als 45 % duergestallt, well de Plastik a Schnipsel zerklengert an a Bëtongfabrike verhëtzt géif ginn.

Dozou kënt nach dee vum Consommateur a sengem Stot getrennten Offall, deen awer anscheinend massiv z. B. an Asien am Mier entsuergt géif ginn. Och géif getrennten a fir de Recycling prett gemaachenen Offall an aner Länner exportéiert an do einfach verbrannt ginn. Beonrouegend ass, dass exportéierten Offall an Däitschland als recycléiert gëllt, wat dann nom Export domadder geschitt, ass net gewosst.

Bezitt sech d'Dokumentation op d'Entsuegung vun däitschem Offall, sou erginn sech dach eng Rëtsch pertinent Froen, déi een sech och zu Lëtzebuerg sollt stellen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froen stellen:

1. Wéi vill Tonnen Offall (opgeléicht no Kategorie vun Offall) ginn all Joer zu Lëtzebuerg produzéiert?
2. Wéi vill Tonnen Offall (opgeléicht no Kategorie vun Offall) ginn all Joer hei am Land recycléiert?
3. Wéi vill Tonnen Offall (opgeléicht no Kategorie vun Offall) ginn all Joers vu Lëtzebuerg aus exportéiert?
 - a) A wéi eng Länner ginn dës Quantitéiten exportéiert?
 - b) Ginn et Länner, déi nëmme bestëmmten Zorte vun Offall aus Lëtzebuerg importéieren? Falls jo, wéi eng sinn dat a wéi eng Zorten a Quantitéiten vun Offall importéieren dës Länner?
4. Wéi vill Tonnen Offall (opgeléicht no Kategorie vun Offall) ginn all Joers vu Lëtzebuerg importéiert an aus wéi eng Länner?
5. Wéi eng Offallzorte ginn am Programm vun der SuperDrecksKëscht aktuell nach net recycléiert? Wat geschitt mat dësen Offallzorten?
6. Wéi vill Offall gëtt bannent der Aktioun SuperDrecksKëscht an d'Ausland exportéiert?
7. Kann d'Ministesch ausschléissen, dass déi verschidde Mëssstänn aus dem Reportage „Die Recyclinglüge“ op d'Aktioun SuperDrecksKëscht zoutreffen?

Réponse (19/08/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Tabell gëtt en Iwwerbléck iwwer verschidden Offallfraktiounen, déi an de Joren 2018–2020 vun den Haushalter produzéiert a separat agesammelt goufen.

ad 2. Vun den Haushaltsoffäll, déi zu Lëtzebuerg ufaalen, ginn ausschliesslech déi organesch Offäll direkt zu Lëtzebuerg recycléiert. An deem Fall waren dat 100 % vun den agesammelten Offäll aus der Tabell uewendriwwer.

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

a) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Wéi een am Tableau gesäit, gi ronn 85 % vun de separat gesammelte Fraktiounen aus den Haushaltsoffäll, déi exportéiert ginn, an ons dräi Nopeschlänner exportéiert.

b) Wéi een am Tableau aus der Fro 3. a) gesäit, ginn d'Offäll nëmmer an e puer Länner exportéiert. Och wann hei verschidde Länner méi vun där enger oder anerer Offallfraktioun unhuelen, ass hei awer kee Land, wat nëmmer eng bestëmmten Zort vun Offall aus Lëtzebuerg importéiert.

ad 4. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

De gréissten Deel vun den importéierten Offäll ginn an der Stolindustrie verschafft. Weider Fraktiounen ginn an Holzverwäertungsanlagen an der Bëtongsproduktion thermesch oder stofflech verwäert. Zousätzlech ginn nach organesch Offäll aus der Groussregioun an e puer Lëtzebuerg Biogasanlage verschafft. Bei de Fraktiounen mat klengen Quantitéiten handelt et sech an der Reegel ëm Offäll vu klengen Betriber aus der Groussregioun, déi zu Lëtzebuerg gesammelt gi fir triéiert ze ginn.

Bei den importéierten Offäll ass d'Hierkonftsland der Ëmweltverwaltung da bekannt, wann den Offalltransport enger Notifikatioun ënnerläit. Bei deenen Offäll, déi mat der sougenannter „procédure simplifiée“ importéiert ginn, ass et méiglech, unhand vun de Begleeddokumenten erauszefannen, wou se hierkommen. Souwuel déi Persoun, déi den Transfert organiséiert, wéi och den Empfänger vum Offall muss déi Dokumenter halen an op Nofro virweise kënnen. Dat bréngt mat sech, datt et net méiglech ass, ouni gréisser an zäitopwänneg Datenanalysen opzeschlüsselen, wéi eng Fraktiounen aus wéi enge Länner kommen.

ad 5) D'Offallzorten, déi vun der SuperDrecksKëscht (SDK) agesammelt ginn, kënnen net all recycléiert ginn a mussen ganz oder zum Deel eliminéiert ginn. Esou verhënnert zum Beispill bei verschiddene Produiten den Undeel u geféierleche Komponenten, datt dës Produite recycléiert kënnen ginn. Dës Produite mussen deemno an enger Héichtemperaturverbrennungsanlag entsuergt ginn, fir geféierlech Inhalter ze zerstéieren.

Um Internetsite vun der SDK ginn d'Detailer iwwer d'Verwäertungsprozesser vun alle Produiten, déi vun der SDK agesammelt ginn, opgeléicht:

<https://sdk.lu/de/ressourcenpotential-ruckproduktion/>

Well et keen unerkannte Standard zur Bewäertung vu Recycling-/Verwäertungsprozesser gëtt, huet d'SDK virun zéng Joer, zesumme mam deemolege CRTE (Centre de ressources des technologies pour l'environnement) en Instrument zur Bewäertung entwéckelt. Hei gëtt bei all Produit den Undeel u Recycling, thermescher Verwäertung (an déi heimat verbonnen Aspuerung vu Primärressourcen) an Eliminatioun ausgewisen. Den Tool – Ressourcepotential – ass ISO14024:2018 zertifizéiert a gouf och vun der EU-Kommissioun als „Good practice tool“ unerkannt:

Resources potential – certification beyond recycling rates | European Circular Economy Stakeholder Platform (europa.eu)

ad 6. 2021 goufen iwwer d'SDK 6.621.600 kg Offall agesammelt. Heivu goufe folgend Quantitéiten zu Lëtzebuerg recycléiert:

- 33.360 kg Drockgasfläsche bei der Firma Presta Cylinders,
- 5.192 kg Faarwen a Lacker bei der Firma Peintures Robin Farben,
- 4.521 kg Käerze bei der Firma – Käerzefabrik Peters Kerzen.

All weider Offäll goufen an d'Ausland exportéiert.

ad 7. Duerch de Vertrag tëscht der OSL (Oeko-Service Luxembourg) an dem Ëmweltministère ass d'OSL verpflichtet, streng Critère bei der Gestiou vun dësen Offäll anzehalen. Hei gëtt besonnesch op de Paragraph 3.2.3.3 aus dem Vertrag tëscht der OSL verwisen, wou de Virrang vun der Weiderverwäertung an dem Recycling festgehale ass:

„3.2.3.3 Recycling, Verwertung und Entsorgung der Altprodukte.“

Die OSL als Ausführende der SuperDrecksKëscht ist verantwortlich für die Suche nach Empfängern für die gesammelten Altprodukte. Die Auswahl dieser Empfänger wird unter Beachtung folgender Kriterien erfolgen:

– Die Empfänger müssen die bestverfügbare Technik für den bestmöglichen Schutz der menschlichen Gesundheit und der Umwelt einsetzen.

– ...

– Der Vorrang gilt der Wiederverwendung und dem Recycling der Altprodukte; eine sonstige insbesondere thermische Verwertung ist nur dann möglich, wenn die Wiederverwendung oder das stoffliche Recycling nicht machbar sind.

– Die Altprodukte dürfen nur dann beseitigt werden, wenn weder die Wiederverwendung, das Recycling noch die sonstige Verwertung möglich sind.

– ...

Die OSL wird die Empfänger regelmäßig kontrollieren, um mindestens sicherzustellen, dass sie den vorgenannten Kriterien genügen. Die OSL kann ebenfalls weitere Kriterien überprüfen, die sie für notwendig hält, damit die Qualität der Aufbereitung der gesammelten Altprodukte gewährleistet wird. Eine Kontrolle durch die OSL von Empfänger im Ausland kann auch von der Administration angefragt werden.

Die OSL ist verantwortlich für die Beförderung der gesammelten Altprodukte zu den Empfängern.

Die OSL ist verantwortlich für die Erledigung der eventuell für die Transporte notwendigen Notifizierungsverfahren.“

Zousätzlech zu dëse vertragleche Verflüchtung ginn am Kader vum Notifizierungsprozess, am Kader vun Zertifizierungen (EMAS, ISO14001, ISO14024, Red-Cert) an duerch d'IED-Bestimmungen (loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles) weider Kontrollen duerchgefouert, déi Mëssstänn solle virbeugen.

.....
Installations photovoltaïques sur le réseau ferroviaire | Question **6455** (07/07/2022) de **M. Paul Galles** (CSV)

Mir sinn dorobber ugewisen, ons erneierbar Energiequellen an Zukunft méi séier auszubauen, fir esou onofhängeg vun de fossilen Energieträger ze ginn. An Däitschland gëtt dofir e Pilotprojet ënnerstëtzt, wou getest soll ginn, ob et méiglech ass, Solarpanéil tëscht den Eisebunnsschinnen ze verbauen, fir esou gréng Stroum ze produzéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Energieminister stellen:

1. Erkennt d'Regierung d'Potenzial vu Solarpanéil am Gleisbett un an hält se dat fir realisierbar?
2. Sollten d'Resultater vum Pilotprojet positiv sinn, wär dann eng Zesummenaarbecht mat der Entrepris Bankset Energy an der Deutschen Bahn diesbezüglich ze envisagéieren?
3. Ass d'Regierung gewëllt, bei esou innovative Projeten an Zukunft matzewierken?
Wa jo, mat wéi enge Mëttele wëllt een dat ënnerstëtzen?

Réponse (10/08/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Solarpanéil kënnen am Gleisbett net agesat ginn, well se d'Ausféiere vu verschiddenen, reegelmësseg duerchgefëierten Entretienaarbechten, wéi

zum Beispill Bourrage/Regalage vum Gleisschotter a Schinneschläifen, behänneren a well och de Risiko be-steet, dass se bei diesen Aarbechte beschiedegt ginn.

Unhand vun den zur Verfügung stoenden Informa-tioune kann een d'Realisierbarkeit vun diesem Pro-jet nëmme schwéier aschätzen.

ad 2. Énner Berécksiichtung vun deene bedeitenden Nodeeler ass sou e Projet nëmme schwéier ze envisa-géieren op eisem Lëtzebuurger Eisebunnsreseau.

A senge stänneg lafenden Analyse kuckt de Ministère fir Energie zesumme mat aneren zoustännege Ministè-ren och émmen erëm, wéi eng Méiglechkeeten et op Terrainen vum Staat kéint ginn, ë. a. och laanscht Autobunnen a Schinneweeër (cf. Questions parlemen-taires N° 4849 an N° 4324). Net zulescht d'Sécherheets-aspekter sinn an diesen zwee konkrete Fäll immens wichteg. An deem Sënn ass et ze begréissen, datt scheinbar den TÜV Rheinland am Optrag vum „Deut-sche Zentrum für Schienenverkehrsforschung (DZSF) beim Eisenbahn-Bundesamt“ elo eng Etüd mécht, fir generell ze kucken, wéi eng Systemer iwwerhaupt op, direkt nieft oder an de Schinneweeër praktikabel wäeren.

De Lëtzebuurger Staat steet och um europäeschen Ni-veau a Kontakt mat Forschungsgruppen, déi vun der Europäescher Kommissioun presidéiert ginn a beson-nesch am Eisebunnsbereich schaffen, fir d'Objektiver vum Green Deal ze errechen.

Parallèll dozou, well et wichteg ass, eng energieetesche Autonomie ze errechen, ginn all nei Flächen, zum Beispill P&R Daachfläche bei de Garen, déi momentan am Bau oder geplangt sinn, mat Photovoltaikanlagen ausgestatt.

ad 3. Heizou ass et, wéi uewe beschriwwen, verfréit, fir eng Ausso ze maachen.

Médecin spécialiste en psychiatrie du groupe mé-dical du Rehazenter | Question 6457 (07/07/2022) de Mme Cécile Hemmen (LSAP)

Depuis le 1^{er} juillet 2022, le médecin spécialiste en psychiatrie ne fait plus partie du groupe médical du Rehazenter. Ce départ, sans qu'il n'y ait eu de préavis ou de délai – et dont les circonstances ne font pas l'objet de ma question parlementaire –, a mené à une interruption brutale des traitements médicaux en cours, un délaissement de patients en souffrance, en dépression et pour certains, en désespoir. Ce qui n'est pas sans poser des questions d'un point de vue déontologique.

Dans ce cadre j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Comment Madame la Ministre apprécie-t-elle, d'un point de vue déontologique, une telle interruption qui risque de mener à une détérioration de l'état de santé de certains patients ?

2) En absence du médecin psychiatre, le Rehazenter entamera certainement des efforts afin de remplir rapidement ce vide. Or, la pratique montre qu'engager un nouveau médecin dure parfois des mois. Une période pendant laquelle les patients ne seront pas pris en charge selon les règles de l'art. Madame la Ministre a-t-elle été mise au courant que le médecin partant a proposé une solution intermédiaire et limitée dans le temps afin de garantir la continuité des soins jusqu'au moment de l'arrivée d'un nouveau médecin psychiatre ? Le cas échéant, cette solution a-t-elle été retenue ?

3) Au cas où le collège médical jugerait cette mesure d'interruption thérapeutique contraire au Code de

déontologie en vigueur, quelles seraient les consé-quences que Madame la Ministre envisage de prendre afin de prévenir de telles situation, à potentiel nocif pour le patient, dans le futur ?

Réponse (16/08/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) Il convient d'emblée de noter qu'à aucun mo-ment, le patient n'a été mis en danger et qu'en cas de besoin urgent, un traitement psychiatrique était dis-ponible. Parallèlement, des négociations ont été lan-cées avec le CHNP en vue de conclure une convention de collaboration et de garantir ainsi une continuité dans la prise en charge psychiatrique des patients.

ad 2) Actuellement et à court terme, le médecin vaca-taire a repris sa fonction depuis le 10 juillet 2022.

En cas d'urgence, le patient sera transféré vers l'hôpi-tal de garde. Le médecin vacataire continue d'exercer comme médecin coopérant en psychiatrie au Reha-zenter pour assurer une prise en charge de ses pa-tients.

ad 3) Il appartient au médecin traitant du patient, c'est-à-dire au spécialiste en médecine physique et de réadaptation du Rehazenter, de juger si le patient peut disposer d'une prise en charge psychiatrique au Rehazenter ou s'il doit être transféré dans un hôpital aigu.

Dans le contrat-type pour médecin coopérant du Rehazenter, une base contractuelle fixe un préavis pour organiser le transfert de dossier du patient et pour assurer la prise en charge.

Plan d'aménagement général de la Ville de Diekirch | Question 6460 (07/07/2022) de M. Fred Keup (ADR)

Ouni wëllen an de leschten Detail ze goen, gouf et beim Dikrecher PAG eng Rëtsch Onstëmmegkeeten, déi de Verwaltungsgerichtshaff an engem rezenten Urteel zu vehementer Kritik um deemolege Buerger-meeschter an un der Madamm Banneminister inspi-réiert huet. Et ass em de Reklassement vu Bauland gaangen, dat wéinst Iwwerschwemmungsgefor onbe-rechterweis ëmklasséiert gi war. Trotz engem Ur-teel vum Verwaltungsgerichtshaff huet den Dikrecher Schäfferot mat sengem Buergermeeschter, engem heitege Minister, eng Pattsituatioun am Gemengerot provoziert a verhënnert, dat d'Proprietären, déi vir-um Verwaltungsgerichtshaff Recht kruten, zu hirem kumm sinn. D'Madamm Bauteminister, a Kenntnis vun entsprechender Jurisprudenz, hätt dat laut Verwal-tungsgerichtshaff misse verhënnere. Duerfir hunn ech dës Froen un d'Madamm Banneminister:

1. Firwat ass dem Dikrecher Schäfferot am Virfeld net bewusst gemaach ginn, datt de Gemengerot d'Urteel vum Verwaltungsgerichtshaff ze exekutieren hätt an datt d'Madamm Minister am Fall, wou eng Rekla-matioun virleie géif, gestäipt op d'Urteel vum Verwal-tungsgerichtshaff, der eendeiteger Jurisprudenz (41889C) an engem klore Urteel vum Verfassungs-gerichtshaff, ee „pouvoir de reformation“ hätt, egal wéi d'Decisioun vum Gemengerot wär?

2. Firwat ass no deenen zwee Votten an dem klore Urteel vun der Cour administrative den Dikrecher Schäfferot net opgefuerdert ginn, een drëtte Vott ze huelen, fir déi illegal Prozedur aus der Welt ze scha-fen? Esou een drëtte Vott ass bekanntlech schonn e puermol gefuerdert ginn, mat dem Argument, et wär „une façon régulière et efficace, voire même souhai-table dans le cadre d'une bonne administration“, wéi d'Cour administrative schreift.

3. Sinn et scho Gemenge ginn, déi refuséiert hunn, der Madamm Minister oder engem vun hire Virgänger hir Decisiounen am Kader vu Reklamatiounen zum PAG ze exekutieren, a wa jo, wat waren d'Konsequenzen?

Réponse (19/08/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Am Arrêt vum Verwaltungsgerichtshaff vum 7. Februar 2019 gouf d'Stad Dikrech kloer opgefuerdert, en neie Vott ze huelen, fir déi concernéiert Terrainen an eng bebaubar Zon ze klasséieren. Den Inneministère huet d'Gemengenautoritéiten deemspriechend och be-rodend an drop opmierksam gemaach, dass si en neie Vott mussen huelen.

Wat de Pouvoir de réformation ugeet, opgrond vun enger Reklamatioun bei der Inneministesche nom de-finitive Vott zum PAG, huet keng Noutwendegkeet bestanen, de Gemengenautoritéiten dës Dispositioun nach emol matzedeele, well dat souwisou am ofgeän-nerete Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménage-ment communal an den Développement urbain sou virgesinn ass, an dass dës Prozedur souwisou allge-meng bei de Gemenge bekannt ass.

Et ass net zu där Opportunitéit kumm, de Pouvoir de réformation ze benotzen, well d'Inneministesche sou-wisou net vun der Gemeng saiséiert gi war, wat jo och am Urteel aus éischter Instanz bestätegt gouf.

Den Inneministère fuerdert d'Gemenge regelméisseg op, en drëtte Vott ze huelen, et kann nämlech emol vir-kommen, dass am definitive Vott (zweete Vott) Irregu-laritéiten, respektiv Illegalitéiten optauchen. An deem Fall koum et awer net zu engem zweete Vott, an dat wéinst der Pattsituatioun, soudass den Inneministère d'Gemeng och net konnt opfuerderen, en drëtte Vott ze huelen, fir gegebenefalls eppes ze rektifizéieren.

Et ass dem Inneministère net bekannt, dass et scho Ge-menge gi sinn, déi refuséiert hätten, ministeriell Deci-siounen ëmsetzen.

Médecin spécialiste en psychiatrie du groupe mé-dical du Rehazenter | Question 6463 (08/07/2022) de M. Laurent Mosar | M. Max Hengel (CSV)

Confronté avec la résiliation du contrat du seul psy-chiatre du Centre national de rééducation fonction-nelle et de réadaptation, le directeur du Rehazenter Kirchberg a souligné dans un reportage diffusé sur la chaîne de télévision RTL le 7 juillet que la continuité des soins psychiatriques sera garantie après le départ du spécialiste. Dans le même reportage, le directeur général de la Rehaklinik du CHNP Ettelbruck a confirmé qu'il y a eu des pourparlers avec le Reha-zenter Kirchberg afin d'assurer une prise en charge des patients ayant besoin des soins psychiatriques. Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé.

1) Est-ce que Madame la Ministre peut nous informer sur l'évolution des négociations entre les deux centres de réadaptation et sur la date prévisible d'un accord ?

2) Pour quelles raisons la direction du Rehazenter Kirchberg a-t-elle résilié le contrat du psychiatre avant l'embauche d'un nouveau médecin spécialiste en psy-chiatrie, sachant que la continuité des soins psychia-triques sera par ce fait mise en danger ?

3) De quelle façon la prise en charge des patients ayant besoin d'un traitement psychiatrique sera-t-elle assu-rée jusqu'au moment de l'embauche d'un nouveau psychiatre par le Rehazenter Kirchberg ?

4) Est-ce qu'il existe un contrat-type contenant une clause qu'un médecin libéral doit céder 20 % de ses honoraires à un établissement public, dans ce cas

Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation ?

– Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre peut nous informer combien de médecins libéraux ont signé un pareil contrat ?

– Dans le cas contraire, sur quelle base légale se fondent les revendications de la direction du Rehazenter vis-à-vis des médecins libéraux ?

Réponse (16/08/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Des pourparlers entre les deux établissements spécialisés ont été entamés au courant de la semaine du 4 juillet 2022. Ceux-ci ont abouti à une manifestation de volonté de part et d'autre de collaborer ensemble. Une première réunion officielle a eu lieu le 4 août 2022 entre les directions des deux établissements spécialisés pour discuter des détails de la mise en place d'une collaboration pour garantir la prise en charge psychiatrique des patients au Rehazenter.

ad 2) Il convenait de régulariser la situation du médecin psychiatrique exerçant sans contrat au Rehazenter. En effet, d'après les dispositions du règlement général du centre, les médecins doivent être liés à celui-ci par un contrat-type de coopération. À l'issue du préavis donné et suite au refus de signature de ce contrat par le médecin en question, il a été décidé qu'il ne pourrait pas poursuivre son activité au Rehazenter.

ad 3) Le conseil d'administration a décidé de faire appel au médecin psychiatre en question à court terme afin de poursuivre la prise en charge psychiatrique des patients. Les médecins spécialistes en médecine physique et de réadaptation (MPR) au Rehazenter ont tous le statut de médecin salarié.

ad 4) Un contrat-type a été élaboré pour régir les relations entre un médecin non salarié qui serait appelé d'intervenir au niveau de sa spécialité auprès des patients du Rehazenter. Une participation aux frais pour l'utilisation des ressources du Rehazenter est demandé aux médecins en question. Le contrat-type est fondé sur les dispositions de l'article 33 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Endométriose | Question **6468** (11/07/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

An der Stellungnam vun der Regierung zur Petitioun 1977, an där d'Unerkennung vun der Endometriose als „maladie handicapante“ gefrot gouf, huet d'Regierung op eng am Mount Juni geplangten Entrevue tëschent dem Gesondheitsministère an der „Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique“ verwisen. An der Äntwert vum 7. Abrëll op d'parlamentaresch Fro N° 5942 vum 16. März gouf och op en Echange tëschent dem Gesondheitsministère an den Acteuren um Terrain verwisen. An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

– Koum déi Entrevue schonn zustan?

• Wa jo, zu wat fir engem Schluss si béid Parteie komm?

• Envisagéiert d'Regierung no dese Gespréicher eng national Strategie géint d'Endometriose?

• Envisagéiert d'Regierung eng Sensibiliséierungscampagne fir Medezinner a fir d'medezinnescht Personal?

Réponse (16/08/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

De Gesondheitsministère hat Mëtt Juli eng Reunioun mat der Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique (SLGO), fir iwwert d'Problematik vun der Endometriose ze diskutieren.

Eng besser Versuergung setzt eng besser Sensibilisatioun souwuel vun der Éffentlechkeet wéi och vun de betraffene Fraen an de Professionelle viraus. Jee méi dës komplex Krankheet am Fokus vun der Éffentlechkeet steet, desto méi wäert sech eis Perceptioun vun dëser Krankheet, déi duerchaus ee groussen Impakt op d'Liewensqualitéit vun de betraffene Frae kann hunn, änneren mat der Konsequenz, datt och d'Prise en charge sech ëmmer verbessere kann.

Am Beräich Sensibilisatioun sinn eleng dëst Joer e puer Evenementer ervirzehiewen:

Esou ass am Kader vum Welttag vun der Endometriose den 30. März 2022 een Atelier organiséiert gi mat enger Partie Acteure vum Terrain, fir en Austausch iwwer d'Endometriose ze hunn.

Den 10. Mee 2022 ass, mat der Ënnerstëtzung vun der Stad Lëtzebuerg an de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng wéi och vu verschiddenen Associatiounen an dem Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle („CESAS“), eng Konferenz mat enger Table ronde zum selwechten Thema organiséiert ginn. Un dëser Table ronde si Gynekologen, mä och Psychologen, zu Wuert komm. Dës Konferenz hat och eng grouss Resonanz, wat drop hiweist, dass den Intressi, wat dëst Thema ugeet, esouwuel bei de Professionelle wéi och beim Publikum ganz grouss ass.

Doriwwer eraus organiséiert d'SLGO reegelméisseg Formatiounen, déi mat ënnerschiddleche gynekologeschen Theemen ze dinn hunn. Eent dovunner ass d'Endometriose. Dës Krankheet steet also reegelméisseg och bei de Professionellen am Beräich Weiterbildung am Fokus.

Wat d'Prise en charge vun de Patientinnen ugeet, do gëtt et e puer Experienzen aus dem Ausland, déi duerchaus interessant sinn, wéi zum Beispill d'Schafe vun engem Kompetenzzentrum fir Endometriose, wou verschidden Disziplinne matenee schaffen, fir eng koordinéiert an effizient Versuergung vun de Patientinnen ze garantéieren. Et gëtt och scho bei eis um Terrain Iwwerleeungen, déi an déi Richtung ginn.

Eng besser Versuergung heescht awer och als Alleréischt, konkret Zuelen an Donnéeën ze hunn, an dëst virum Hannergrond, dass d'Endometriose eng Krankheet ass, déi fir jiddereen aneschtens verleeft. Et misst een net nëmme genee Zuelen hunn, iwwert wéi vill Fraen dovunner hei am Land betraff sinn, mä och genee Donnéeën iwwert de Verlaf, d'Diagnostik an de Suivi vun der Krankheet hunn, fir d'Besoinen vun de Patientinne besser ze erfassen. Nëmme esou mécht och eng national Strategie Sënn.

Déi concernéiert Acteuren, y compris d'SLGO, sinn amgaangen ze kucken, wéi ee kann der Komplexitéit vun der Krankheet besser Rechnung droen, dëst um Niveau vun der Erfassung vun de Fäll an den Donnéeën ewéi och um Niveau vun der Nomenclature. D'Zil ass et, méi cibléiert ze sinn, fir deene betraffene Persounen besser ze hëllefen.

D'Regierung steet all Entwécklung, déi eng besser Versuergung am Beräich vun der Gesondheet vun de Bierger a besonnesch an deem Fall vu de Fraen, positiv géintiwier.

Nouveau commissariat de police sur le territoire de la ville de Wiltz | Question **6470** (12/07/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Depuis une dizaine d'années l'État est en train de planifier la construction d'un nouveau commissariat de police sur le territoire de la ville de Wiltz.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Le Gouvernement a-t-il déjà retenu un site définitif en vue de la construction de nouveaux bâtiments au service de la police wiltzoise ? Le terrain en question a-t-il pu être acquis entre-temps ?

2) Dans l'affirmative quelle sera l'envergure de ce projet en termes de coûts et de capacité d'accueil ? Combien de personnes travailleront plus tard sur le site choisi ?

Réponse (16/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Le Gouvernement a pris la décision d'implanter le nouveau commissariat de police (C3R) à trois roulements sur le site actuel de la police sis avenue Nicolas Kreins. Après démolition des bâtisses actuelles, un bâtiment administratif hébergeant aussi bien la Police grand-ducale que divers services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse y sera construit.

ad 2) L'avant-projet détaillé du projet en question est en cours de finalisation ; le projet prévoit une surface brute d'environ 5.150 m² pouvant héberger un commissariat de police avec un effectif de 30 agents policiers, à savoir 22 personnes ainsi que des renforts à déterminer dans le cadre du recrutement renforcé, ainsi que des bureaux pour 45 collaborateurs de divers services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Le coût du projet est estimé au stade actuel de la planification à 22.000.000 EUR TTC.

Vidéosurveillance autour du Centre de conférences Kirchberg | Question **6471** (12/07/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi aus engem Avis vum Stater Gemengerot ervirgeet, ginn et eng Rei Problemer am Zesummenhang mat der VisuPol-Kamera, déi um Kierchberg de Centre de conférences filmt. Problematesch ass, dass net just de Centre, mee och d'Entrée vun engem Hotel gefilmt gëtt, an dass amplaz vun der Police och privat Sécherheitsfirmen d'Bildmaterial consultéieren.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi ass et méiglech, dass déi genannte Kamera och en Hotel iwwerwaacht?

Wien ass responsabel, fir d'Ophänken an d'Ausriichtung vun de VisuPol-Kameraen ze iwwerpréieren?

2. Wéi koum et dozou, dass privat Sécherheitsfirmen en Accès op d'Bildmaterial vun der Kamera kritt hunn?

3. Wäert dës Kamera nei ausgeriicht ginn an d'Bildmaterial zukünfteg just nach vun der Police ausgewäert ginn?

4. Wéi wëllt de Minister assuréieren, dass et an Zukunft net méi zu Problemer wéi deene genannte kënn?

5. Gëtt et eng legal Basis, fir private Sécherheitsfirmen Zougang zu de Kamerae vu VisuPol ze ginn? Falls net, wéi eng Suite wäert d'Regierung deem Gesetzesverstouss ginn?

Réponse (16/08/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. An der Videoiwwerwachungszon Centre de conférences Kirchberg (ECLL) gëtt et eng Kamera, déi

an hirem Siichtfeld d'Entrée vum Hotel „Meliá“ matfilm. De Fokus vun dëser Kamera läit awer kloer op der öffentlecher Strooss, déi aus dem Tunnel kënn. Et ass effektiv am Hannergrond eng Säitenentrée ze erkennen, wéi een et op der Foto heidrënner gesäit.

(Photo à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dës Entrée läit am Siichtfeld vun der Kamera, mee si gëtt net spezifesch gefilmt oder viséiert. Bei der Kamera handelt et sech leedeglech ëm eng vun de Kameraen, déi am Perimeter (cf. „vue aérienne“ op der nächster Säit) vun der VisuPol-Zon, wéi se am ministerielle Reglement vum 25. Abrëll 2012 virgesi ginn ass, montéiert gouf.

(Carte à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Een Zweck vun dem betraffene Videoiwwerwachungssystem ass, d'Émgéigend an d'Zoufaartsstroosse vum ECCL ze iwwerwaachen an ze protegéieren, besonnesch an de Méint Abrëll, Juni an Oktober, wann d'Sitzung vum EU-Ministerrot am ECCL stattfannen, an dofir muss déi betraffene Kamera esou ausgeriicht sinn, wéi dat aktuell de Fall ass.

Fir all eenzel VisuPol-Zon gëtt ee Videoiwwerwachungskonzept ausgeschafft, dat déi genau Positioun vun all Kamera an d'Oriëntatioun vum Siichtfeld beinhaltet. D'Zil ass et, doudeg Wénkelen am VisuPol-Beräich (op der öffentlecher Strooss) sou gutt wéi méiglech ze vermeiden an ze eliminéieren. Privat Raim sinn aus dësem Konzept ausgeschloss.

Zoustänneg fir d'Kontroll vun den Traitementen, déi ënnert dem Artikel 17 vum Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 gemaach goufen, war déi speziell Kontrollkommissioun, déi am Artikel 17 (2) virgesi war.

Mam Akraaftriede vum Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 („loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données“) ass déi Kompetenz op déi national Dateschutzkommissioun (CNPD) iwwergaangen.

Am VisuPol-Gesetz ass keen explizite Kontrollmechanismus virgesinn, fir d'Ophänken an d'Ausriichte vun de Kameraen ze iwwerpräwen. Doduerch sinn déi normal Kontrollinstanzen zoustänneg, déi d'Aarbecht vun der Police iwwerwaachen, respektiv déi Instanzen, déi fir den Dateschutz zoustänneg sinn.

ad 2. De Kamerasystem vum ECCL war e Mix aus engersäits den Dispositioun vum Artikel 10 vum Dateschutzgesetz vum 2. August 2002, wou et ëm d'Finalitéit „sécurité des usagers ainsi qu'à la prévention des accidents“ giong, wat an der Kompetenz vum Haushär louch, an anersäits den Dispositioun vum Artikel 17 mat der Finalitéit „prévention, recherche et constatation des infractions“, wat d'Kompetenz vun der Police war an och am groussherzogleche Reglement vum 1. August 2007 iwwert d'Kreatioun an d'Exploitatioun vun der Police vun engem Videoiwwerwachungssystem geregelt gouf.

Aktuell gëtt et nëmmen ee Kamerasystem um Site vum ECCL. Dëse System gëtt vun der Police grand-ducale während deenen uewe genannte Méint punktuell genotzt. Den Art. 43 bis vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale gesäit vir, dat déi existent VisuPol-Zone mussen nei evaluéiert an autoriséiert ginn. Bei dëser Reevaluatioun ass der Police opgefall, datt d'Billen vum VisuPol-System och vun enger privater Sécherheitsfirma gekuckt ginn. D'Police huet op de Problem opmierksam gemaach, esou dass den Autocontrôle fonctionéiert huet.

ad 3. D'Siichtfeld vun der betreffender Kamera bleift bestoen, well dës Kamera Deel vun engem gesamten operationelle Konzept ass. Dëst Konzept gëtt vun der Police an d'Zusammenaarbecht mat den Dateschutzbeoptraagten ausgeschafft.

D'Police huet awer d'Méiglechkeet, eng digital Maskéierung op privat Raim ze fixéieren, sou wéi dat am VisuPol-Text virgesinn ass. Dës Maskéierung verhënnert all eventuellen Abus. An der Tëschenzäit ass d'Entrée och scho vun engem Techniker vun der Direction des technologies policières (DTP) maskéiert ginn (cf. Foto heidrënner).

(Photo à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. De Problem vun der betraffender Kamera an der Zon ECCL ass opgefall, wéi d'Zon no den neie gesetzliche Bestëmmunge sollt autoriséiert ginn, déi virgesinn, dass déi bestoend Zonen innerhalb vun zwielef Méint mussen nei evaluéiert an autoriséiert ginn. Et ass dunn och, wéi schonns an der Äntwert op d'Fro 3 beschriwwen, direkt reagiert ginn, an de Problem vun der Kamera ass de 15. Juli 2022 geléist ginn, andeems d'Entrée vum Hotel mat enger Maskéierung versi ginn ass.

Fir d'Zukunft muss och analyséiert ginn, wéi eng Kameraen an der Zon ECCL zu wéi enger Finalitéit kënnen benotzt ginn a wéi d'Opdeelung vun den Tächen a Responsabilitéite besser kann encadréiert ginn. Déi technesch Léisung, ob een eng an déi selwecht Kamera fir zwou Finalitéite kann notzen, a wéi en Opwand dat ass, oder ob et net méi einfach ass, zwee komplett getrennte Systemer en place ze setzen, gëtt och grad vun der Police gepréift. Et sinn och eng Rei Aarbechtsreuniounen tëscht deene concernéierten Acteuren aberuff ginn, déi iwwert de Summer wäerte stattfannen.

ad 5. Fir de Gebrauch vun der Videosurveillance méi spezifesch ze encadréieren, hat d'Regierung decidéiert, fir d'Videoiwwerwachung vun der Voie publique duerch d'Police erëm mat enger expliziter legaler Basis ze versinn, dat uewe genannte Gesetz vum 15. Juli 2021. D'Transpositiounsgesetz vun der Dateschutzdirektiv 2016/680, d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwert den Dateschutz am penale Beräich bleift weiderhin applikabel, wat den Traitement vun den Donnéeën vun der Videoiwwerwachung duerch d'Police ugeet. Den Traitement duerch aner Entitéiten ass duerch d'Reglement 2016/679 (RGPD) encadréiert.

Wéi an der Äntwert op d'Fro 2 beschriwwen, gëtt et nëmmen ee Kamerasystem an der Zon ECCL. Wéi och an der Äntwert op d'Fro 4 erkläert ass, ass d'Regierung der Meenung, dass den Encadrement vun dëser Notzung méi am Detail sollt gereegelt ginn.

Fir d'Kontroll vun der korrekter Applikatioun vun den Dateschutzdispositiounen gesäit d'Gesetz vir, wéi eng onofhängeg Kontrollinstanzen zoustänneg sinn. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 ausgefouert gouf, ass dat an dësem Fall d'CNPD.

.....

Tests de dépistage pour la Covid-19 | Question 6472 (12/07/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Wéi ë. a. aus dem Rapport zur Impfflicht ervirgeet, rechnen d'Experten am Hierscht mat enger neier Well vu Coronainfektione. Wann et nees zu méi Infektione kennt, muss och nees méi getest ginn. An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Ass d'Regierung beim Testing fir de Fall preparéiert, wou d'Zuel vun den Infektione am Hierscht nees däitlech klëmmt?
– Wa jo, wéi gesäit dës Teststrategie genee aus?

2. Ass garantéiert, datt an deem Fall genuch PCR-respektiv Schnelltester zur Verfügung stinn?

– Wa jo, wéi grouss ass de Stock?

3. Ginn d'Testzentere nees opgemaach, a wa jo wéi vill?

4. Ass garantéiert, datt an den Testzentren an an de Laboratoire genuch Personal zur Verfügung steet, wann den Testing nees muss eropgefuer ginn?

Réponse (16/08/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. D'Regierung preparéiert sech op verschidden Zenarien, sou wéi et och déi verschidden international Organisatiounen wéi den ECDC an d'WHO virgesinn. En fonction vun enger eventueller nächster Well kann ee soumat méi schnell a méi adaptéiert reagéieren. Bleift och am Hierscht weiderhin den Omicron BA5 dominant, muss eventuell net méi vill gemaach ginn. Kënn awer eng nei Variant am Hierscht op eis zou, déi méi ustiechend ass an och méi krank mécht, wäerten zousätzlech Mesurë mussen geholl ginn. Strategieoptiounen ëmfaasse soumat:

– Antigeentester: Ee groussen Deel vun der Teststrategie berout op de wäit verbreeten Autotester. Jidderree soll sech selwer testen, wann hie Symptomer huet.

– Antigeentester: Antigeentester kommen och a verschiddene Strukturen (Klinicken, Altersheimer, ...) an den Asaz an d'Kapazitéit kann do eropgefuer ginn. Eng Reserv vum 1 Millioun Tester ass zu all Moment gesécher, déi ee flexibel asetze kann, wou een se grad brauch.

– Diagnostic-PCR-Tester (mat oder oni Ordonnance) gi vun den dräi private Laboratoiren an dem LNS garantéiert. D'Kapazitéit kann eropgefuer ginn, wa méi PCR-Tester gebraucht ginn.

– Tester an de Schoulen: Antigeentester sinn an de Schoule virgesinn a kënnen zu all Moment an den Asaz kommen, wann et d'Situatioun vun der Pandemie verlaangt.

– Altersheimer, Klinicken an aner Strukturen: Antigeentester sinn hei virgesinn an d'Kapazitéit kann hei och eropgefuer ginn. Donieft sinn och mobill Equippe fir dës Strukture virgesinn, déi PCR-Tester maache kënnen.

– Altersheimer: Antikierpertester (sérologie) ginn am Hierscht an den Altersheimer gemaach. Déi Tester erlaben eng Vue op den Taux vun den Antikierper a soumat eng gewëssen Indikatioun op d'Immunitéit vun de Leit.

– Séquenzages: Eng Fréierkennung vun enger neier Variant ass wichteg, fir sech besser virzubereeden. Dofir sequenziert den LNS am Schnëtt 800 Echantillone pro Woch, fir dës Iwwerwachung ze garantéieren. Dës Kapazitéit kann op 1.500 Echantillone pro Woch eropgefuer ginn.

ad 2. Am Moment gëtt et keng Penurie, weeder bei de PCR- nach bei den Antigeentester, soudass genuch Tester zur Verfügung stoe missten, fir eng Well, wéi mir se schonn haten, ofzefänken.

D'Kapazitéit vun de PCR-Tester kann eropgefuer ginn, mee och hei gëtt et eng Limitt. Wann déi iwwerschratt ass an ee méi Kapazitéite brauch, kéint een erëm op de Wee vun engem Large-Scale-Testing goen, virun allem fir d'Logistik an d'Ressourcë besser ze zentraliséieren. Dëst wier allerdéngs nëmmen de Fall an engem „worst-case scenario“ mat enger neier Variant, déi méi ustiechend ass a méi krank mécht, wou och nach aner Mesurë geholl musse ginn.

Doniewent gëtt et en nationale Stock vun Antigeentester, deen en Déploiement vun der Teststrategie erlaabt.

– Eng ronn 3 Milliounen Antigeentester sinn aktuell op Stock. Well d'Antigeentester nach ëmmer an den Asaz kommen, gëtt et och nach weider Bestellungen.

ad 3. Wann d'Situatioun et verlaangt, kënnen verschidden Testzentre vun den dräi private Laboratoiren an dem LNS erëm opgemaach ginn. Fir weider Testzentre wéi am Large-Scale-Testing opzemaachen an d'Logistik ze garantéieren, misst een erëm op de Wee vun engem Large-Scale-Testing-Projet goen.

ad 4. D'Laboratoire bereeden sech op den Hierscht vir, wou ee mat méi Infektione rechnet. D'Réserve sanitaire vum Staat hëlleft och, zousätzlech Leit bereetstellen oder ze vermëttelen, soudass zousätzlech Kapazitéite geschaaft kënnen ginn, wann dat néideg ass.

Nouvelle taxonomie européenne | Question 6475 (12/07/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

De 6. Juli huet d'EU-Parlament leider dofir gestëmmt, Investitiounen a Gas- an Atomstrom ënner bestëmmte Konditiounen als nohalteg ze klassifizéieren. Domadder acceptéiert d'Parlament dese Virschlag vun der Europäescher Kommissioun als delegéierte Rechtsakt. Zu Lëtzebuerg soll awer ab dem 1. Januar 2023 en neit groussherzoglecht Reglement gëllen, wat d'energeetesche Performance vun de Gebaier reegelt. D'Referenzwäerter fir Heizunge ginn hei ugepasst, soudass et schwierig gëtt, fir zum Beispill eng Gasheizung bzw. e Masuttstank ze installéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Ëmweltministesch stellen:

– Muss mat der Entscheedung vum EU-Parlament, de Gas als nohalteg anzestufen, dat besotot groussherzoglecht Reglement vum 9. Juni 2021 ugepasst ginn?

Réponse (11/08/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Wéi den éierewäerten Deputéierten a senger parlamentarescher Fro schreift, huet d'EU-Parlament leider dofir gestëmmt, Investitiounen a Gas- an Atomstrom ënner bestëmmte Konditiounen als nohalteg ze klassifizéieren, dëst am Kader vun der EU-Taxonomieregulatioun.

Wéi der wësst, wäert Lëtzebuerg sech enger Klo vun Éisträich géint des Regulatioun uschlëssen.

De Rôle vum groussherzogleche Reglement vum 9. Juni 2021 betreffend d'energeetesche Performance vun Gebaier (RGD 2021) läit doran, d'Ufuerderungen un nei Gebaier esou ze gestalten, dass si dem Zil vun der Dekarboniséierung entsprechen, wéi et och am Kader vum nationalen integrierten Energie- a Klimaplang (PNEC) definéiert ass.

– Op Basis vun dem ënnerschiddleche Rôle vun der Taxonomie an dem RGD 2021 kënnen mir den éierewäerten Deputéierte berouegen a bestätegen, dass hei keng Upassung vum besotot Reglement muss gemaach ginn a mir ons och weiderhin, besonnesch och bei der Ausleeung vun neie Gebaier, op fossillfräi Technologien dierfen a wäerte konzentréieren.

Sécurité routière au lieu-dit « Op der Léier » | Question 6478 (13/07/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Op der Léier tëscht der Hierheck a Groussbus ass et viru Kuerzem ze engem Accident komm, wéi eng Persoun un der Hierheck erfot kouw an eng aner Persoun bei engem Haus erausgefuer ass. Et gëtt

op dësem Lieu-dit effektiv e Problem vu Visibilitéit. D'Situatioun ass esou oniwiersichtlech, datt reegelméisseg do Accidenter geschéien, zemol well sech net ëmmer un déi virgeschriwwen Vitess gehale gëtt.

Zwar huet sech duerch de Radar ënnen op der Léier d'Situatioun verbessert, ma uewen op der Kräizung N12-CR345 fir op Dellen gëtt dacks nees op d'Gaspedall gedrückt.

Viru Jore war geplangt ginn, fir op dëser Kräizung déi ganz Situatioun ze änneren bzw. ze verbessern, mee et ass bis elo nach näischt geschitt. Et wier awer Terrain do fir ze tauschen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Fro stellen:

1. Gëtt et méttlerweil eng konkret Léisung, fir d'Situatioun op der Léier ze entschärfen?
2. Wa jo, bis wéini kéint ee Projet ëmgesat sinn?

Réponse (16/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et ass richteg, dass virun ongeféier 20 Joer op der Léier eng Etüd gemaach ginn ass, fir d'Ausfaart vum CR345 op d'N12 ze verleeën, fir angeblech d'Visibilitéiten ze verbessern.

Am Kader vun dëser Etüd huet sech awer erausgestallt, dass déi geplangten Ännerung d'Sicht a Richtung Westen éischer verschlechtert gëtt.

Vu dass op dëser Plaz statistesch keng Accidenter enregistriert gi sinn an och keng aner Verbesserung méiglech ass, gouf dës Etüd net weidergefouert.

Op dëser vun honorabelen Deputéierte beschriwwener Plaz ass awer vun der Hierheck respektiv vu Groussbus kommend d'Beschëlderung am leschte Joer adaptéiert ginn, déi d'Automobilisten engersäits un déi maximal erlaabte Geschwindegkeet erënnert an andersäits op d'Gefor vun erausfuerenden Autoen hiweist (allgemeng Geforbeschëlderung A,21 completéiert duerch d'Zousatztafel „Sortie de véhicules“).

Wat d'Accidenter ubelaangt, sinn déi meescht (méi schwéier) ongeféier 500 m méi wäit ewech a Richtung Groussbus geschitt. Saitdeem de Radar am Joer 2019 op dëser Plaz installéiert ginn ass, ginn et awer och hei keng weider Virfäll méi.

Et bleift ze bemierken, dass eventuell Kontrolle bei Verstéiss géint de Code de la route op dëser Plaz, wéi zum Beispill d'Iwwerschreide vun der maximal erlaabter Geschwindegkeet op der Héicht vun der Kräizung fir op Dellen, een Deel vun de Missiounen vun der groussherzoglecher Police duerstellt.

Résiliation d'un contrat en ligne | Question 6485 (14/07/2022) de **Mme Viviane Reding** (CSV)

Je me réfère aux questions parlementaires n° 4327 du 20 mai 2021 et n° 5207 du 10 novembre 2021, dans lesquelles il est question des modalités de résiliation d'un contrat en ligne.

Depuis le 1^{er} juillet 2022, les entreprises en Allemagne actives en ligne sont obligées d'introduire un bouton de résiliation (cf. « faire Verbraucherträge »), pour simplifier la procédure de résiliation des contrats en ligne pour les consommateurs. Le contexte : Un contrat en ligne est vite conclu, il suffit souvent d'un simple clic. Au contraire, résilier un contrat en ligne s'avère généralement bien plus compliqué ; il n'est pas rare de devoir se rendre sur plusieurs pages différentes pour finalement arrêter le contrat en question par lettre ou par fax.

Le 7 juillet 2022, un projet de loi « portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat » a été présenté en Conseil des ministres. D'après l'exposé des motifs, l'article 7 « vise à permettre au consommateur de résilier facilement un contrat conclu par voie électronique (sur Internet et sur application mobile) afin de ne pas le maintenir captif d'un opérateur économique et de l'empêcher ainsi de souscrire à une offre plus intéressante pour lui. Le dispositif proposé consiste à obliger le professionnel qui offre aux consommateurs la possibilité de souscrire un contrat par voie électronique, de prévoir une résiliation dudit contrat selon cette même modalité. En outre, cette modalité doit être d'usage facile et direct. » Les autorités françaises ont donc choisi de prendre la même direction que les autorités allemandes, en simplifiant la procédure de résiliation des contrats en ligne.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

– Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 5207 du 10 novembre 2021, Madame la Ministre de la Protection des consommateurs a expliqué que la proposition allemande a suscité son intérêt et qu'elle suivrait l'introduction progressive de l'introduction du bouton de résiliation en Allemagne. Est-ce que Madame la Ministre a déjà eu l'occasion d'échanger bilatéralement sur ce sujet ?

– L'introduction d'un bouton de résiliation semble faire son chemin parmi les États membres de l'Union européenne, puisque les autorités françaises sont également en train de mettre en œuvre des dispositions similaires dans le cadre de leur projet de loi pour la protection du pouvoir d'achat. Au niveau européen, le Conseil et le Parlement discutent par ailleurs actuellement d'une « proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 2005/29/CE et 2011/83/UE pour donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique grâce à une meilleure protection contre les pratiques déloyales et à de meilleures informations » (COM/2022/143 final). Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que le moment serait venu de profiter des travaux entourant cette proposition de directive pour s'engager pour la simplification de la procédure de résiliation des contrats conclus en ligne, qui présenterait une vraie plus-value pour les droits des consommateurs ? Dans la négative, pourquoi pas ?

Réponse (16/08/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs

Pour ce qui est du bouton de résiliation tel que prévu par la législation allemande à partir du 1^{er} juillet 2022, le Ministère de la Protection des consommateurs n'a pas encore pris contact avec son homologue allemand du fait que celui-ci, au vu du bref laps de temps écoulé depuis l'introduction de cette nouvelle mesure, ne peut avoir recueilli à ce stade des expériences qui pourraient lui être utiles. L'échange se fera dès lors qu'il y aura de la matière à partager.

Quant à la France, le Gouvernement vient en effet de déposer le projet de loi n° 19 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat et dont l'article 7 se propose via une « fonctionnalité dédiée » à pouvoir résilier un contrat conclu en ligne selon cette même modalité. Comme le Ministère de la Protection des consommateurs n'a pas encore connaissance « des modalités de présentation et d'utilisation de la fonctionnalité dédiée à la résiliation du contrat » dont il y est question vu qu'elles seront fixées par décret, il est difficile d'apprécier si l'on est également en présence d'un instrument que l'on pourra qualifier de bouton de résiliation ou non.

Mes services ne tarderont pas à analyser l'impact des initiatives prises ou en cours d'adoption dès lors qu'il y aura moyen de disposer d'éléments permettant d'apprécier ces démarches. Je tiens à souligner qu'en attendant, le consommateur ne se retrouve pas démuné alors que l'article 6, paragraphe 1 point c) de la directive 2011/83/UE relative aux droits des consommateurs et transposé à l'article L. 222-3 (1) point b) du Code de la consommation oblige le professionnel à lui transmettre les informations quant aux moyens de communication « ..., pour permettre au consommateur de le contacter rapidement et de communiquer avec lui efficacement ... ».

Enfin, je tiens à souligner que je soutiens de manière générale les mesures initiées par la Commission européenne qui visent, comme le bouton de rétractation proposé dans le cadre de la proposition de directive sur les contrats de services financiers conclus à distance, à aider le consommateur à exercer ses droits.

Refus de transfert à l'étranger par la CNS | Question 6487 (14/07/2022) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Mengen Informatiounen no verweigert d'CNS a leschter Zäit ëmmer méi dacks bei gewëssen Traitementer eng Iwwerweisung an d'Ausland. Dat gëllt besonnesch fir Operatiounen un den Aen, fir déi d'Patiente bal ëmmer an den 2019 geschaaft Centre national d'ophtalmologie um Kierchbierg geschéckt ginn. Eng Iwwerweisung gëtt och bei méi komplizéierten Agrëffer refuséiert, déi wéinst der klenger Zuel vu Patienten zu Lëtzebuerg noutgedrongen net esou dacks duerchgefouert ginn. An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Sozialminister stellen:

- Kënn Dir dës Informatiounen bestätegen?
- Wéi vill Patiente kruten zanter der Schafung vum Centre national d'ophtalmologie am Joer 2019 eng Iwwerweisung an eng spezialiséiert Aeklinik am Ausland verweigert, nodeems hiren Dokter si dohinner iwwerweisen hat?
- Fir wat fir Operatiounen gëtt eng Iwwerweisung an d'Ausland refuséiert an op wat fir Critère baséiert d'Entscheidung vun der CNS?

Réponse (26/08/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

De follgenden Tableau retracéiert d'Autorisatiounen esouwéi d'Refus vum den Iwwerweisungen an d'Ausland am Kader vun der Ophtalmologie:

	2019	2020	2021	2022 ¹
Autorisatiounen	2.538	1.998	1.946	985
Refusen	45	59	58	59

Déi Statistike concernéiere generell d'Iwwerweisungen an d'Ausland am Kader vun der Ophtalmologie. Et ass awer net méiglech ze chiffréieren, wéi vill Patienten dovun e Refus kritt hunn, fir an eng spezialiséiert Aeklinik ze goen.

D'Refuse kënnen verschidden Ursachen hunn, wéi zum Beispill, datt d'Demande fir d'Auslandsiwwerweisung net déi néideg administrativ Konditiounen erfëllt oder datt d'Operatioun oder den Traitement an engem kuerzen Delai hei zu Lëtzebuerg kënnen gemaach ginn. Eng Autorisatioun an d'Ausland gëtt net refuséiert wann d'Waardezäit hei zu Lëtzebuerg ze

laang ass oder wa Lëtzebuerg net iwwert déi néideg spezialiséiert Doktere verfüügt, wann d'Traitement oder d'Operatioun ze vill komplex ass.

Inondations de 2021 | Question 6492 (15/07/2022) de Mme Carole Hartmann (DP)

Viru genee engem Joer stoung vill Stéit, Geschäfte a Gemengen uechert d'Land virun dem nammlechte Leed. D'Konsequenz vun aussergewéinlech staarkem an undauerndem Reen war: Chaos am ganze Land; Flëss a Baachen, déi Stroossen a Plazen iwwerschwemmt hunn; net just Kelleren, mee ganz Haiser, déi bis den 1. Stack ënner Waasser stoungen; Existenzen, déi zerstéiert gi sinn.

An och ëffentlech Infrastrukturen an de Gemenge goufe schro vum Joerhonnerthéichwaasser getraff.

D'Héichwaasser vum 14. a 15. Juli 2021 ass vun der Regierung als „catastrophe et calamité naturelle“ deklaréiert ginn. Doduerch konnt eng finanziell Hëllef vun 100 Milliounen Euro fir betraffte Stéit, Geschäfte a Gemengen deblockéiert ginn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Inneminister follgend Froen stellen:

- Wéi vill Gemengen hu vum „Formulaire intempéries“ Gebrauch gemaach? Sinn entre-temps d'Dossieren, déi vun de Gemengen un den Inneministère erageschéckt goufen, all komplett oder muss nach Dokumentatioun nogereecht ginn?
- Huet d'Madamm Minister genee Zuelen, wéi héich am Ganzen d'Schied sinn, déi den Inneministère vun de Gemenge gemellt krut?
- Wéi vill vun de geplangten 100 Milliounen Euro kommen de Gemengen zegutt?
- Kann d'Madamm Minister eis soen, wéini a wéi vill Gelder schonn un déi jeeweilig Gemengen ausbezuelt gi sinn? Wéi vill Hëllefsgelder si bis elo nach net un d'Gemengen ausbezuelt ginn a wäerten nach ausbezuelt ginn?

Kënnen déi sinistériert Gemengen och an de kommen-de Joren nach op déi finanziell administrativ Ënnerstëtzung vum Inneministère bei de Konsequenze vum Héichwaasser zielen?

Réponse (16/08/2022) de Mme Taina Boffering, Ministre de l'Intérieur

Bis den 3. August 2022 hu 36 Gemengen an 3 Gemengesyndikater vum „Formulaire intempéries“ Gebrauch gemaach. De Gesamtschued vun dësen Demandé gëtt op ongeféier 23 Milliounen Euro geschat. De Gesamtmontant, deem dem Gemengesektor wäert zegutt kommen, hëngt vun de Fraisen of, déi net eligibel sinn. Fir eligibel ze sinn, mussen déi ugefroten Entscheedungen Propriétéite vun de betraffene Gemengen oder Gemengesyndikater concernéieren, fir déi d'Fraise weeder vun der Assurance iwwerholl ginn, nach vun anere staatlechen Entitéiten.

12 Demandé konnte bis ewell clôturéiert ginn. Den deklaréierte Schued vun dësen 12 Demandé beleeft sech op 406.000 €. Den Inneministère huet de concernéierte Gemengen 373.000 € (92 %) iwwerwisen. 27.000 € si vun der Assurance iwwerholl ginn, wärend 6.000 € aus engem anere Grond net eligibel waren.

Zousätzlech zu de clôturéierten Demandé kruten 2 Gemengen, déi e Schued vu 17 Milliounen Euro deklaréiert hunn, Avancen an Héicht vun 2,4 Milliounen Euro iwwerwisen. Dëst sinn d'Gemengen Iechternach a Rouspert-Mompech.

D'Demandé vun 22 Gemengen an dräi Syndikater konnte nach net clôturéiert ginn, well se net komplett sinn (an de meeschte Fäll feele Rechnungen).

Och an Zukunft wäerte sinistériert Gemengen am Fall vun engem Héichwaasser op d'Ënnerstëtzung vum Inneministère kënnen zielen, dëst awer ënner der Bedingung, dass dat Héichwaasser dee Moment vun der Regierung als Naturkatastroph deklaréiert gëtt (wéi dat och de Juli 2021 de Fall war) an dass déi betraffte Gemenge bannent engem virgeschriwwenen Delai eng Demande de remboursement beim Inneministère areecheen.

Travail des détenus | Question 6493 (15/07/2022) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Les détenus incarcérés au CPL et CPG ont la possibilité d'être employés et affectés dans différents ateliers de la prison. Ils peuvent travailler au sein de la buanderie, du garage, de la cuisine, de l'imprimerie, de la reliure et de la menuiserie.

Pour les heures de travail prestées, ils ne perçoivent pas de salaire identique à celui qu'ils pourraient obtenir à l'extérieur de l'enceinte carcérale.

Ce n'est qu'en semi-liberté, accordée à partir du CPG, que des perspectives d'un emploi avec un contrat de travail conforme au droit du travail se dessinent. Il en est de même dans le cadre des peines et mesures alternatives à la détention.

Pendant la détention, le traitement pénologique accorde une importance aux efforts de remboursement des frais de justice, amendes et partie(s) civile(s).

Certains détenus utilisent également leur salaire pour appuyer financièrement leur famille. Disposer de ressources financières à la sortie de prison permet également de mieux préparer les trajectoires de réinsertion.

– Dès lors, j'aimerais savoir de Madame et Monsieur les Ministres s'ils envisagent de revoir à la hausse ces salaires et dans l'affirmative, s'ils considèrent que le paiement de cotisations sociales est à faire valoir.

Réponse (19/08/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

Dès l'entrée en vigueur du futur règlement grand-ducal relatif aux régimes internes des prisons, les indemnités des détenus seront revues à la hausse. Le projet de règlement grand-ducal susvisé, actuellement en attente de l'avis du Conseil d'État, constituera la base réglementaire pour procéder à cette adaptation des indemnités des détenus.

La question des cotisations sociales est plus complexe et est en cours d'analyse avec les instances compétentes.

Chantier sur l'A13 entre Ehlerange et Differdange | Question 6495 (15/07/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Aktuell ginn op der A13 tëschent Éilereng an Déifferdang Ënnerhaltsaarbechten duerchgefouert an dat nach bis den 13. August. D'Autobunn ass vun 20.00 Auer bis 5.00 Auer op dese Plazen a béid Richtunge gespaart. Gläichzäiteg ass och nach ee Schantje mat enger roudter Luucht um CR172 zu Éilereng/Zolwer – eng Route, déi vu ville Leit als Ausweichroute benotzt gëtt, fir an de Südweste vum Land ze kommen. Déi zwee Schantercher suergen dofir, dass owes op där

¹ Date vum 1. Januar bis de 17. Juli 2022 inclues

Plaz vill Trafic entsteet, wat bei den Automobilisten, mee och bei den Awunner op Onverständnis trëfft.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Firwat gouf decidéiert, zousätzlech zum Schantjen zu Éilereng/Zolwer nach ee Schantjen op der A13 opzemaachen?

2. Wéi geet de Mobilitéitsministère grondsätzlech vir, fir ze verhënneren, dass Ëmleedungen iwuer aner Schantercher féieren an esou den Trafic op den Ëmleedungen verdichten?

Réponse (16/08/2022) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Aarbechten op der A13 „Travaux de renouvellement des installations basse tension, d'éclairage et de commande de l'éclairage – Tunnel Aessen“ baséieren op engem complexe Soumissiounsdossier, dee vu laanger Hand vun der Stroossebauverwaltung geplangt gouf.

Fir de Verkéier op de Stroossen esou mann ewéi méiglech ze perturbéieren an eng gewësse Fluiditéit ze garantéieren, ass de Schantje vun der Stroossebauverwaltung och während der Sommervakanz an an der Nuecht geplangt ginn.

De Schantjen um CR172 an der Monnercherstrooss ass e Schantje vun der Gemeng Suessem, deen op Basis vun enger „Permission de voirie“ (fir eng 30er Zon a gläichzäiteger Erneuerung vun hire Reseauen) realiséiert gëtt. Follgend dësen Aarbechte gëtt de Verkéier op dëser Plaz am Moment mat roude Luuchte gereegelt.

Dëse Schantje läit awer net direkt op der designéierter Deviatounsstrooss zu der Autobunn (PGT – Plan de gestion du trafic).

Och um CR110 tëscht Zolwer an Aessen ass aktuell ee Schantje vun der Gemeng. Béd Schantercher hunn dëst Joer am Abrëll ugefaangen an d'Gemeng huet déi deementspriechend Reglementer geholl.

ad 2. D'regional Servicer vun der Stroossebauverwaltung stinn, soubal e Schantje vun hinnen oder enger Gemeng op enger PGT-Streck soll stattfannen, an enkem Kontakt mat der Autobunnsdivisioun vun der Stroossebauverwaltung. Esou soll verhënnert ginn, datt et zu Problemer tëscht deenen eenzele Schantercher kënn.

.....
Chantier sur l'A13 entre Ehlerange et Differdange | Question 6497 (19/07/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Actuellement, des travaux sur l'A13 entre l'échangeur Differdange et la jonction Lankelz, et notamment des travaux de maintenance dans le tunnel Biff, causent des perturbations considérables sur les routes avoisinantes. Ces perturbations sont amplifiées par des nombreux chantiers routiers dans les environs (CR Ehlerange, Bretelle Kronospan, Hahnebësch).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que la présence de chantiers routiers sur les déviations et routes de contournement est prise en compte avant la fermeture d'une autoroute pour cause de maintenance des tunnels ?

2) Est-ce que dans ce cas précis, les travaux de maintenance dans le tunnel Biff n'auraient pas pu être différés dans le temps afin de minimiser les perturbations de la circulation dans les environs ?

3) Combien de fois et pour quelle durée le tronçon de l'A13 entre l'échangeur Differdange et la jonction Lankelz ont-ils été fermés depuis 2018 ? Quelles en furent les raisons ?

4) Combien de fois et pour quelle durée le tronçon de la N44 entre le tunnel Biff et la frontière a-t-il été fermé depuis 2018 ? Quelles en furent les raisons ?

Réponse (16/08/2022) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Oui, sous condition que les chantiers sur la voirie normale soient signalés au gestionnaire de la grande voirie. Généralement, les services régionaux de l'Administration des ponts et chaussées sont en contact avec la Division de l'exploitation de la grande voirie et de la gestion du trafic pour signaler les chantiers sur un itinéraire de déviation du Plan de gestion du trafic (PGT).

ad 2) Il ne s'agissait pas de travaux de maintenance dans le tunnel Biff (13 juillet 2022), mais d'un travail ponctuel d'une journée. Celui-ci n'a pas eu d'impact sur les chantiers environnants et n'a pas causé de perturbations majeures du trafic.

En ce qui concerne le chantier sur l'autoroute A13 (travaux de renouvellement des installations basse tension, d'éclairage et de commande de l'éclairage – Tunnel Aessen), qui repose sur un dossier de soumission complexe, celui-ci a été planifié majoritairement pour la période des vacances scolaires d'été et pendant les nuits afin d'impacter le moins possible la fluidité du trafic.

Le chantier sur le chemin repris CR172, qui était connu par les services d'exploitation, ne constitue pas un conflit direct vu que celui-ci n'est pas situé sur l'itinéraire de déviation de l'autoroute PGT (Plan de gestion du trafic).

Par contre, les chantiers sur la route nationale N32 et le chemin repris CR110 n'étaient pas annoncés au moment du démarrage des travaux sur l'autoroute A13, et les problèmes sur l'itinéraire PGT ne se sont manifestés qu'après le début des travaux sur l'autoroute A13.

Immédiatement après constatation de ces conflits, l'itinéraire de déviation de l'autoroute a été adapté afin d'éviter les chantiers sur la voirie normale cités ci-dessus.

ad 3) Depuis 2018, 45 fermetures ont été enregistrées sur le tronçon de l'autoroute A13 entre l'échangeur Differdange et la jonction Lankelz. À noter que les chantiers relatifs à la réfection de la couche de roulement, respectivement au renouvellement des installations basse tension, d'éclairage et de commande de l'éclairage du tunnel Aessen, étaient des chantiers d'entretien non récurrents.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Il n'existe pas de statistiques pour ce tronçon entre le rond-point Biff et la frontière quant au nombre de fermetures et la durée de celles-ci.

.....
« Impfbus » | Question 6501 (19/07/2022) de M. Claude Wiseler | Mme Martine Hansen (CSV)

Eisen Informatiounen no koum et de 16. Juli beim Passage vum Impfbus zu Miersch zu Enkpäss beim Vaccin. Um 15 Auer war keen Impfstoff méi do. Vill Leit, dorënnere och vill eeler Persounen, déi deels laang hu misse waarden, konnten dowéinst net geimpft ginn, an dat obwuel d'Regierung zanter Méint den dréngenden Appell un d'Bevëlkerung riicht, fir se impfen ze loossen.

An deem Kontext wollte mir folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

– Firwat waren den 16. Juli zu Miersch net genuch Impfdosen am Bus?

– War Miersch en Eenzelfall oder gouf et och scho bei anere Rendez-vous vum Impfbus net genuch Impfdosen?

• Wa jo, wat wëllt d'Regierung maachen, fir datt bei den nächste Rendez-vous vum Impfbus genuch Vaccin prett ass, soudatt all Persoun, déi sech wëllt impfe loossen, och geimpft ka ginn?

– Wéi vill Leit hunn sech zanter dem Ufank vun der neier Campagne den 19. Abrëll am Impfbus impfe gelooss?

– Wéi vill Leit hunn sech zanter dem 19. Abrëll insgesamt impfe gelooss, respektiv wéi héich ass den Undeel vun de Persounen, déi am Impfbus geimpft goufen?

Réponse (16/08/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministère de la Santé

Et ass wouer, dass den 15. Juli, wou den Impfbus zu Miersch war, net all Leit konnte geimpft ginn, déi dëst wollten. Den Haaptgrond dofir war, dass vill méi Leit wéi üblech sech dësen Dag beim Impfbus presentéiert hunn, wat d'maximal Kapazität vum Impfbus depasséiert huet.

De Bus ass géint 11.30 Auer zu Miersch ukomm a sollt géint 16.00 Auer erëm fortfuere. Wéi géint 15.00 Auer et kloer gouf, dass net all Leit kéinten drukommen, huet d'Equipe just nach eng 20 Leit sur place behalen an huet deenen anere recommandéiert, sech un den Impfzenter, un e Generalist oder eng Apdikt ze wenden. Am Ganze goufen den 15. Juli genau 110 Impfungen am Bus gemaach, wat eng ronn 25 Impfungen pro Stonn ass. Dëst ass de Maximum, dee mat enger Impfequipe méiglech ass. Zur Informatioun, eng Equipe besteet normalerweis aus engem Medezinner an zwou Infirmiëren.

De Problem vum Impfbus ass, dass d'Leit spontan an ouni Rendez-vous kommen, wat eng prezis Planifikatioun onméiglech mécht. Den Avantage ass natierlech, dass een eebe grad kee Rendez-vous brauch an dass eng Proximitéit vun der Offer besteet, well de Bus sur place ass. Den Desavantage ass, dass een eventuell laang waarde muss oder, am Ausnahmfall, net drukënn.

All Impfbus ass equipéiert mat 8 Flacone Moderna (fir 80 Éischtosen, resp. 160 Rappel), 15 Flacone BioNTech Pfizer (90 Dosen), 3 Flacone BioNTech Pfizer fir Kanner (30 Dosen), 2 Flaconen Novavax (20 Dosen) an 2 Flaconen Johnson & Johnson (10 Dosen).

Den Impfbus huet och weider Contracten: De Bus kann zum Beispill eréischt nom Opgoe vum Impfzentrum fortfuere a muss virum Zoumaache vum Impfzentrum nees zeréck sinn, well d'Impfdose moies frësch preparéiert a geluede muss ginn, an d'Reschtdosen och owes erëm korrekt am Impfzenter muss stockéiert ginn. Dëst bréngt deemto mat sech, datt d'Zäit, wou de Bus sur place ka sinn, fir ze impfen, limitéiert ass.

D'Situatioun zu Miersch war exzeptionell doduerch, dass vill Leit op eemol een zweete Rappel (4. Dosis) wollte kréien. Et gëtt de Leit fir e Rappel ugeroden, idealerweis, e Rendez-vous ze huelen am Impfzentrum, beim Generalist oder an der Apdikt. D'Equipe vum Impfbus ass an Zwëschenzäit awer mat enger weiderer Infirmiëre ausgestatt ginn (am Ganzen dann dräi Infirmiëren), fir engem eventuelle Pic vun Demandë besser kënnen Rechnung ze droen.

Zwëschen dem 19. Abrëll an dem 20. Juli goufen am Ganzen 31.399 Impfungen gemaach, dovun 2.072 am

Impfbus. Sait dem Ufank, wou den Impfbus besteet, goufen 10.800 Impfungen an dësem gemaach.

Émissions CO₂ des missions étatiques | Question 6503 (19/07/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Lors de son discours sur l'état de la nation en octobre 2021 Monsieur le Premier Ministre a annoncé vouloir proposer au Gouvernement en conseil d'établir un système de comptabilisation et de compensation des émissions de CO₂ liées aux voyages de missions étatiques. Un tel système serait déjà en cours de développement et pourrait entrer en vigueur avec la loi budgétaire de 2023 pour compenser les émissions de CO₂ comptabilisées au cours de l'année 2022.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre :

1) Le système de compensation tel que présenté lors de l'état de la nation de 2021 a-t-il déjà été validé par le Gouvernement en conseil ? Dans l'affirmative, entrera-t-il bien en vigueur avec la loi budgétaire pour l'année 2023 pour compenser les émissions de CO₂ comptabilisées en 2022 ?

2) La compensation envisagée des émissions de CO₂ ne concernera-t-elle que les déplacements des membres de délégations étatiques (ministres, fonctionnaires et employé.e.s publics) ou bien tou.te.s les participant.e.s aux missions tels que les représentant.e.s du secteur privé ? Les représentant.e.s du secteur privé faisant partie des missions étatiques seront-ils également obligés de compenser leurs émissions de CO₂ ?

3) Quels moyens de déplacement seront visés par le système de compensation mis en place ? Concernera-t-il uniquement les vols ou bien s'appliquera-t-il également aux voyages en voiture ou en train ?

4) Combien de missions étatiques déjà effectuées en 2022 seront prises en compte par le nouveau système de compensation ? Combien de tonnes de CO₂ émises ont-été comptabilisées dans le cadre de ces missions ?

5) Quel sera le prix par tonne de CO₂ émise dans le contexte des missions étatiques qui entrera dans le système de comptabilisation et qui déterminera les montants à déboursier pour financer la compensation ?

Monsieur le Premier Ministre a également annoncé que les recettes de ce système de compensation seraient imputées au Fonds pour le climat pour « accélérer les efforts en matière de protection du climat au Luxembourg ». Or, la mise en place d'un système de compensation de CO₂ émis dans le cadre de missions étatiques devrait en principe générer des recettes qui devraient être réinvesties dans la réduction d'au minimum la même quantité de tonnes de CO₂ émise par le voyage de mission en question. Vu qu'il s'agit selon les dires de Monsieur le Premier Ministre de faire des efforts pour la protection du climat au Luxembourg, des mesures permettant une réduction réelle d'émissions devraient être mises en place pour compenser celles liées aux missions étatiques. Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre.

6) Les recettes imputées au Fonds pour le climat seront-elles directement et intégralement investies dans des mesures de réduction ou de séquestration de CO₂ sur le territoire luxembourgeois ?

7) Sachant que de nombreuses mesures financées par le biais du Fonds pour le climat ne contribuent pas forcément à réduire les émissions de CO₂ au Luxembourg et que la quantité d'émissions réduites par ces mesures n'est pas comptabilisable de manière

exacte, quelles mesures seront éligibles pour faire l'objet d'une compensation directe et intégrale ?

Réponse (19/08/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) En sa séance du 7 janvier 2022, le Gouvernement en conseil a approuvé un projet de circulaire relative à la comptabilisation des émissions de CO₂ des voyages de service des membres du Gouvernement et des agents de l'État à l'étranger par voie aérienne. Pour plus d'informations, veuillez consulter le communiqué du Conseil de Gouvernement :

https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2022/01-janvier/07-conseil-gouvernement.html

Le mécanisme de compensation sera opérationnel dès 2023 sous réserve de l'approbation de l'avant-projet de loi concernant le budget pour l'exercice 2023 par le Gouvernement en conseil et du vote du projet de loi par la Chambre des Députés.

ad 2) La compensation des émissions de CO₂ ne concerne que les voyages de service effectués par les membres du Gouvernement et les agents de l'État au sens du règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État.

Les voyages de service effectués par les personnes étrangères à l'administration sont visés par le mécanisme de compensation lorsque ces personnes ont été assimilées en vertu de l'article 9 du règlement grand-ducal précité.

ad 3) À l'heure actuelle, le mécanisme de compensation vise uniquement les voyages en avion. En effet, l'avion constitue de loin le moyen de transport le plus polluant et les émissions de CO₂ y relatives peuvent être facilement calculées grâce au calculateur de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Les voyages en train et en voiture ont été exclus vu la complexité de la détermination des émissions de CO₂ qui varie en fonction du mode de propulsion (voyages en train au diesel ou électrique, voyages en voiture au diesel, à l'essence, hybride ou électrique).

ad 4) Le mécanisme de compensation prendra en compte l'intégralité des voyages de service par voie aérienne. À la mi-août 2022, 619 t de CO₂ ont été comptabilisées dans le cadre de ces missions.

ad 5) Le prix par tonne de CO₂ sera arrêté par le Gouvernement en conseil dans le cadre de l'avant-projet de loi concernant le budget pour l'exercice 2023. Ce prix tiendra compte de critères objectifs en vue de permettre une compensation efficace.

ad 6) Aux fins de pouvoir réaliser les compensations susmentionnées, le Fonds climat et énergie sera alimenté du montant correspondant au nombre de tonnes de CO₂ à compenser multiplié par le prix par tonne de CO₂.

Si des mesures de réduction ou de séquestration de CO₂ réalisées sur le territoire national devaient être utilisées pour cette compensation, ces réductions devraient être certifiées par un organisme externe et elles devraient être retirées du bilan national que le Luxembourg fait valoir pour respecter ses obligations sous le règlement (UE) 2018/842 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030. À défaut, cette compensation constituerait un double-compte par rapport aux obligations auxquelles le Luxembourg s'était déjà engagé auparavant. Il y a en outre lieu de noter que la plus grande partie du CO₂ produit par les voyages de service en

avion n'est pas émise sur le territoire luxembourgeois, mais à l'étranger. En conséquence, le Gouvernement envisage de recourir, du moins dans un premier temps, à des compensations en dehors du territoire luxembourgeois.

ad 7) L'enveloppe de 220 millions d'euros que le Luxembourg met à disposition pour le « financement climatique international » dans les pays en développement durant la période 2021 à 2025 vise en effet à la fois la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation aux conséquences du changement climatique et la reforestation respectivement la gestion durable des forêts. Toutefois, aux fins de la compensation des émissions de CO₂ des voyages de service effectués par les membres du Gouvernement et les agents de l'État, il sera recouru à des mesures générant des réductions des émissions certifiées conformément aux dispositions de l'Accord de Paris, tout en respectant les critères de la stratégie luxembourgeoise pour le financement climatique international.

Quatrième vaccination contre la Covid-19 pour le personnel du secteur de la santé | Question 6506 (20/07/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Mëtt Juli huet de Gesondheetsministère eng véiert Dosis vun der Impfung géint Covid-19 fir Leit iwwer 60 a fir Persounen, déi e schwéiere Krankheitsverlaf riskéieren, recommandéiert. Niefert dësen zwou Persounengruppen ass awer och d'Personal aus dem Gesondheets- a Flegesecteur engem héije gesondheetleche Risiko ausgesetzt.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

– Plangt d'Madamm Minister, dem Personal aus dem Gesondheets- a Flegesecteur d'Méiglechkeet fir eng véiert Covid-19-Impfung op fräiwëlleger Basis unzebidden?

- Wa jo, vu wéini un a wéi soll dës Offer an der Praxis ëmgesat ginn?
- Wann net, firwat net?

Réponse (16/08/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

D'Leit iwwer 60 Joer, wéi d'Leit, déi eng speziell Vulnerabilitéit opweisen, hunn een erhéicht Risiko, fir schwéier Verleef vum Covid-19 ze entwéckelen, a kréien dofir eng véiert Dosis (zweete Rappell) Impfstoff proposéiert.

D'Gesondheetspersonal gouf initial Enn 2020/Ufank 2021 prioritär geimpft, mat der Iddi, ee „cordon sanitaire“ ronderëm déi vulnerabel Patienten opzebauen an dës domat géint eng Infektioun ze schützen. Wéi och de Groupe d'experts iwwer d'Impfpflicht festgestallt huet, funktionéiert dës Approche aktuell net méi, well den Impfstoff net d'Infektioun mam Omicron-Variant wiersam verhënnert, mee nëmmen eng Efficaciteit op d'schwéier Krankheitsverleef behält.

En plus huet d'Gesondheetspersonal, ausser et géif sech dobäi och selwer ëm vulnerabel Leit handelen, kee besonnenesche gesondheetleche Risiko duerch Covid-19, an zwar aus dräi Grënn:

1. Den Omicron-Variant gëtt manner schlëmm Krankheitsverleef bei Leit ënner 60 Joer.
2. D'Gesondheetspersonal applizéiert rigouréis d'hygieenesch Virschrëften, a schützt sech systematesch duerch Masken (nach Pflicht an deem Secteur) an aner „équipement de protection individuelle (EPI)“.
3. D'Gesondheetspersonal huet aktuell eng gutt Basisimmunitéit duerch vergaangen Impfungen an eventuell Infektiounen.

Falls beim Gesondheetspersonal Leit iwwert 60 Joer oder mat Vulnerabilitéit sinn, kënnen si natierlech wéi all aner Leit och geimpft ginn.

Et ass duerchaus méiglech, dass am Hierscht, wann een adaptéierten Impfstoff zur Verfügung steet, eng véiert Impfung fir d'Gesondheetspersonal – wéi och warscheinlech fir d'Allgemengbevëlkerung – proposéiert gëtt.

.....

Limite territoriale concernant les poursuites policières | Question **6508** (20/07/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Jusqu'ici, il n'était pas permis aux forces de l'ordre françaises et luxembourgeoises de poursuivre sur les territoires du voisin un suspect sous le régime du flagrant délit au-delà de dix kilomètres.

Le Ministre de l'Intérieur français et le Ministre de la Sécurité intérieure du Luxembourg viennent de signer un accord sur la suppression de la limite des dix kilomètres.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre quel est le contenu exact de cet accord.

2) Selon quelles modalités ces poursuites pourront-elles se dérouler ?

3) Quelle a été dans le passé la fréquence des poursuites endéans des dix kilomètres et combien de fois les poursuites ont dû être interrompues à cause de cette limite ?

Réponse (22/08/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

Lors de la dernière évaluation du Luxembourg de l'application de l'acquis de Schengen (SCHEVAL) en 2016, les experts de la Commission européenne ont constaté que le cadre juridique luxembourgeois en matière de coopération policière avec ses États limitrophes serait partiellement incohérent et ne refléterait pas nécessairement l'évolution de la coopération policière transfrontalière des 20 dernières années. Dans son rapport, la Commission recommande au Luxembourg de considérer une mise à jour de sa déclaration unilatérale définissant les modalités de la poursuite transfrontalière, et d'envisager de lever la limite des dix kilomètres imposée aux pays limitrophes. Suite à ces recommandations, le Grand-Duché de Luxembourg s'est concerté avec les autorités françaises en vue d'une harmonisation des règles relatives à l'exercice de la poursuite transfrontalière. La France s'était vue adresser des recommandations similaires au Luxembourg dans le cadre de son évaluation SCHEVAL. Ainsi, les deux pays se sont mis d'accord pour adapter leurs déclarations unilatérales respectives en ce qui concerne la limite géographique dans laquelle les poursuites peuvent s'exercer.

La mise à jour de la déclaration unilatérale définissant les modalités de la poursuite transfrontalière du Luxembourg a suivi la procédure législative. La loi du 22 juin 2022 portant approbation de la déclaration unilatérale du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg définissant les modalités de la poursuite transfrontalière en application de l'article 41, paragraphe 9, de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990 est entrée en vigueur le 11 juillet 2022. Les modifications de la déclaration unilatérale française sont entrées en vigueur le même jour, par le biais d'une déclaration signée par le Ministre de l'Intérieur de la République française en

présence du Ministre de la Sécurité intérieure à l'occasion d'une rencontre bilatérale en marge du Conseil « Justice et affaires européennes ».

ad 1) et 2) Les modalités de la poursuite transfrontalière de part et d'autre de la frontière sont déterminées par la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 (CAAS) ainsi que les déclarations unilatérales de chaque État membre.

Ainsi la CAAS prévoit un certain nombre de règles générales qui s'appliquent à l'exercice de la poursuite transfrontalière. Elle prévoit en son article 41 la possibilité pour les agents d'une partie contractante de continuer, sur le territoire d'une autre partie contractante, la poursuite, entamée sur leur territoire, d'une personne prise en flagrant délit de commission d'une des infractions visées au paragraphe 4 ou de participation à l'une desdites infractions.

La CAAS prévoit également, entres autres :

– que la poursuite peut être exercée sans autorisation préalable, lorsque les autorités compétentes de l'autre partie contractante n'ont pu être averties préalablement de l'entrée sur leur territoire, en raison de l'urgence particulière, ou que ces autorités n'ont pu se rendre sur place à temps pour reprendre la poursuite,

– ou encore l'avertissement de l'autre partie contractante au plus tard au moment du franchissement des frontières.

Dans son article 41, paragraphe 9, elle dispose en outre que chaque partie contractante doit faire une déclaration dans laquelle elle définit les modalités d'exercice de la poursuite sur son territoire pour chacune des parties contractantes avec laquelle elle a une frontière commune. Le même paragraphe accorde la possibilité aux parties contractantes de remplacer à tout moment leur déclaration par une autre, à condition qu'elle ne restreigne pas la portée de la précédente. Il prévoit en outre que chaque déclaration définissant les modalités de la poursuite transfrontalière soit faite dans un esprit d'équivalence des régimes applicables de part et d'autre des frontières intérieures.

La déclaration unilatérale luxembourgeoise détermine les infractions pouvant donner lieu à une poursuite transfrontalière, le périmètre dans lequel les agents étrangers peuvent entrer sur le territoire luxembourgeois, ainsi que la possibilité d'accorder un droit d'interpellation aux agents étrangers lors d'une poursuite.

En ce qui concerne la frontière commune du Grand-Duché de Luxembourg et de la République française, la déclaration prévoit que la poursuite s'exerce sans limitation dans l'espace ou dans le temps, abolissant donc la limite de dix kilomètres prévue par la déclaration initiale de 1992. Les autres dispositions restent inchangées, ainsi les agents français ne disposent pas d'un droit d'interpellation et la poursuite se limite aux personnes évadées et aux personnes prises en flagrant délit de commission d'une des infractions visées à l'article 41, paragraphe 4, point a) de la CAAS ou de participation à l'une desdites infractions.

La liste détaillée desdites infractions :

- Assassinat,
- Meurtre,
- Viol,
- Incendie volontaire,
- Fausse monnaie,
- Vol et recel aggravés,
- Extorsion,
- Enlèvement et prise d'otage,
- Trafic d'êtres humains,

– Trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes,

- Infractions aux dispositions légales en matière d'armes et explosifs,
- Destruction par explosifs,
- Transport illicite de déchets toxiques et nuisibles,
- Délit de fuite à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou des blessures graves.

La déclaration française prévoit les mêmes dispositions envers les agents luxembourgeois.

ad 3) Dans la période du 1^{er} janvier 2019 jusqu'au 27 juillet 2022, le Luxembourg a mené trois poursuites vers la France endéans les dix kilomètres. Les autorités françaises ont conduit une poursuite sur le territoire luxembourgeois endéans les dix kilomètres au cours de cette période.

Ces statistiques par contre ne permettent pas de répondre à la question « combien de fois les poursuites ont dû être interrompues à cause de cette limite », comme la limitation de dix kilomètres présentait une condition de base pour les policiers. Les présentes statistiques sont donc relatives aux poursuites réellement exercées. Il est probable, sur base de l'expérience policière opérationnelle, que plusieurs poursuites transfrontalières n'ont pas eu lieu en raison de la limitation antérieure de dix kilomètres.

.....

Contrôle du registre des bénéficiaires effectifs | Question **6510** (20/07/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans un communiqué officiel, la Police grand-ducale vient d'informer le grand public qu'elle a procédé pendant les deux dernières semaines à « des vérifications aux sièges et/ou adresses de diverses entités visées par la loi RBE (Registre des bénéficiaires effectifs) sur tout le territoire du Grand-Duché afin de détecter des infractions à ladite loi ».

Outre des représentants des parquets de Diekirch et Luxembourg, entre 160 et 200 membres de la police ont été mobilisés et plus de 100 procès-verbaux ont été dressés. Cette action coup de poing d'une envergure exceptionnelle, annoncée en date du 1^{er} juillet, sera poursuivie tout au long de l'été.

Pour rappel: depuis le 1^{er} mars 2019, la loi du 13 janvier 2019 instituant un registre des bénéficiaires effectifs, oblige toute entité enregistrée au Registre de commerce et des sociétés à inscrire certaines informations concernant ses bénéficiaires effectifs dans le RBE. Sont concernées les associations sans but lucratif, les sociétés commerciales ou encore les sociétés civiles.

Un des buts déclarés de cette loi est la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

1) Dans ce contexte, nous aimerions savoir des membres du Gouvernement concernés quel est le statut des entités contrôlées et combien d'entités ont été contrôlées.

2) Quelle a été la forme juridique des entités qui ont fait l'objet de procès-verbaux ?

3) Est-ce que des priorités ont été établies pour les vérifications récentes et à venir ?

4) Est-ce que des constats ont pu être fait en rapport avec le blanchiment respectivement le terrorisme ?

5) Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée, combien d'entités ont été verbalisées et quels ont été les montants des amendes prononcées ?

6) Est-ce que des actions comparables sont prévues dans d'autres domaines et le cas échéant lesquels ?

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**



IBRS/CCRI n°1001256

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

7) Combien d'entités tombant sous le champ d'application du RBE ne sont actuellement pas conformes à la loi ? Quel est le nombre des ASBL parmi ces entités ?

Réponse (22/08/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) et 2) Toutes les entités visées sont susceptibles d'infraction(s) à la loi RBE², dans la mesure où des vérifications préalablement effectuées le confirment. Ces entités sont donc sous le statut d'une personne étant susceptible d'avoir participé à une infraction.

Nous reprenons ci-après dans un premier lieu le statut des entités contrôlées lors des journées d'action d'envergure Eco/Fin dans les quatre régions de police, et, en deuxième lieu, le statut de toutes les entités visées dans le cadre de cette action jusqu'à la fin d'été.

Lors des journées de contrôle dans les quatre régions, 82 entités ont été contrôlées ayant les formes juridiques suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Au total, 437 entités seront contrôlées dans le cadre de cette action d'envergure Eco/Fin. Elles représentent les formes juridiques suivantes (y comprises les 82 entités citées ci-devant) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Ces chiffres sont actuellement à considérer avec précaution (parfois les formes juridiques peuvent changer), un bilan final avec les chiffres définitifs sera dressé et publié en septembre 2022, à la fin de l'action citée.

Toutes ces entités ont fait l'objet de procès-verbaux.

ad 3) Un relevé généré par les autorités judiciaires a été mis à disposition des forces de police pour cette action.

ad 4) Il est prématuré de tirer un bilan par rapport aux constatations éventuelles en matière de blanchiment, respectivement de terrorisme ou de financement du terrorisme. La non-inscription ou des inscriptions erronées de façon volontaire et intentionnelle dans le RBE peuvent constituer les premières étapes pour utiliser ensuite les entités en question comme moyen/outil dans le cadre des infractions évoquées. La simple existence du RBE et des contrôles massifs effectués, sont susceptibles d'empêcher d'éventuels délinquants de poursuivre leurs intentions malveillantes.

ad 5) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 6) Des réflexions communes sont menées au niveau des parquets et de la Police grand-ducale. Pour des raisons d'efficacité, il est prématuré de communiquer à ce sujet.

ad 7) En date du 20 juillet 2022, il y avait 9.204 entités en non-conformité RBE, dont 1.291 ASBL.

Informations en relation avec les transports publics | Question **6513** (20/07/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans le tram, l'affichage des stations de la ligne se fait sur écran. Cependant, étant donné que les écrans sont souvent réservés à d'autres usages, il n'y a pas d'affichage informant en permanence sur réguliers, les touristes ou autres personnes qui prennent le tram de manière occasionnelle ont souvent du mal à s'orienter. Aussi, l'annonce sonore des arrêts est souvent inaudible pendant les horaires à forte fréquentation et elle n'est évidemment d'aucune aide pour les personnes sourdes ou malentendantes.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Ne serait-il pas indiqué de réserver les écrans dans le tram à un affichage permanent des stations de la

ligne ? Dans la négative, est-ce que des solutions alternatives sont envisageables ?

Le site Internet et l'application mobilitet.lu est un service du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics qui renseigne sur les horaires de tous les transports publics au Luxembourg. Si ce service est d'une grande aide au quotidien, force est de constater qu'il ne prend pas en compte les changements d'horaire à courte échéance. Par exemple, si des trains sont supprimés, l'information n'est pas relayée par mobilitet.lu.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre :

2) Ne faudrait-il pas faire évoluer le service de manière à ce que les informations soient relayées en temps réels ?

Réponse (25/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les écrans dans les tramways sont partagés en deux. La partie de gauche est réservée à la publicité institutionnelle et commerciale. La partie de droite est réservée à l'information voyageurs qui est composée d'un thermomètre affichant la destination finale et les prochains arrêts.

Pour des raisons techniques l'affichage de l'information voyageurs n'est plus opérationnel que dans certains tramways. Le fournisseur du système d'information voyageur travaille actuellement sur la résolution du problème et de sa compatibilité complète avec les systèmes embarqués du tramway.

Le fonctionnement nominal du système d'information voyageurs devrait être rétabli dans les prochaines semaines.

ad 2) Le système d'information voyageurs embarqué dans les tramways produit les informations nécessaires au temps réel et les transmet via la plateforme commune avec les autobus de la Ville de Luxembourg à l'Administration des transports publics pour affichage sur les différentes applications de mobilitet.lu.

² Loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs (ci-après « Loi RBE »)

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799